Annuaire statistique de la France (1953)

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Institut national de la statistique et des études économiques (France). Annuaire statistique de la France (1953). 2004.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

INSEE/BIBC
00 002 131 975

Édition 2004

RÉFÉRENCES

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

Annuaire statistique de la France [1953]
Ex 00 002 131 975 Cote S FRA 0001
N° Vol : 2002 N° : 107 Date du n°:Ed.2004
Reçu le : 16/11/04 Liste n° : 1
BIBL-H151

STATISTIQUE PUBLIQUE

INSEE

Source gallica.bnf.fr / INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques)

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE- édition 2004

Attention page 50 manquante

TABLEAU B.01-14

Projections de population totale par groupe d'âges au 1er janvier
Scénario central - Données de cadrage (1)

Source : INSEE — *Unité* : Millier

Année	Population	- de 20 ans	20-59 ans	60-64 ans	65 ans et +	*dont* 75 ans et +	Solde naturel	Solde migratoire
		%	%	%	%	%		
2000.....	58 744	25,6	53,8	4,6	16,0	7,2	209	50
2001.....	59 004	25,4	54,0	4,5	16,1	7,4	204	50
2002.....	59 258	25,1	54,2	4,4	16,3	7,6	198	50
2003.....	59 506	25,0	54,4	4,3	16,4	7,8	192	50
2004.....	59 747	24,8	54,3	4,4	16,5	8,0	186	50
2005.....	59 983	24,7	54,3	4,4	16,6	8,1	179	50
2006.....	60 212	24,5	54,4	4,5	16,6	8,3	172	50
2007.....	60 434	24,3	54,1	5,0	16,6	8,5	165	50
2008.....	60 650	24,1	53,8	5,4	16,7	8,7	159	50
2009.....	60 858	24,0	53,4	5,8	16,8	8,8	152	50
2010.....	61 061	23,8	53,1	6,1	17,0	9,0	146	50
2011.....	61 256	23,6	52,8	6,5	17,1	9,1	140	50
2012.....	61 446	23,5	52,5	6,5	17,5	9,2	133	50
2013.....	61 629	23,3	52,2	6,5	18,0	9,3	126	50
2014.....	61 805	23,2	51,9	6,4	18,5	9,3	120	50
2015.....	61 975	23,2	51,5	6,3	19,0	9,4	113	50
2016.....	62 138	23,0	51,3	6,3	19,4	9,4	107	50
2017.....	62 295	22,9	51,0	6,3	19,8	9,4	102	50
2018.....	62 447	22,8	50,7	6,3	20,2	9,4	96	50
2019.....	62 593	22,7	50,4	6,3	20,6	9,5	91	50
2020.....	62 734	22,5	50,2	6,3	21,0	9,6	87	50
2021.....	62 871	22,4	49,9	6,3	21,4	9,8	82	50
2022.....	63 003	22,2	49,7	6,3	21,8	10,1	78	50
2023.....	63 131	22,1	49,4	6,3	22,2	10,5	75	50
2024.....	63 256	21,9	49,2	6,4	22,5	10,9	71	50
2025.....	63 377	21,8	48,9	6,4	22,9	11,3	68	50
2026.....	63 495	21,7	48,6	6,4	23,3	11,7	64	50
2027.....	63 609	21,6	48,3	6,4	23,7	12,1	61	50
2028.....	63 720	21,5	48,1	6,4	24,1	12,4	56	50
2029.....	63 826	21,4	47,8	6,3	24,5	12,8	51	50
2030.....	63 927	21,3	47,6	6,3	24,9	13,1	45	50
2031.....	64 023	21,2	47,3	6,2	25,3	13,4	39	50
2032.....	64 111	21,1	47,0	6,2	25,6	13,8	31	50
2033.....	64 192	21,0	46,7	6,3	25,9	14,1	22	50
2034.....	64 264	21,0	46,5	6,3	26,2	14,4	12	50
2035.....	64 326	20,9	46,3	6,2	26,6	14,7	1	50
2036.....	64 377	20,8	46,2	6,1	26,9	15,0	- 10	50
2037.....	64 418	20,8	46,2	5,9	27,2	15,3	- 21	50
2038.....	64 446	20,7	46,1	5,7	27,5	15,6	- 33	50
2039.....	64 463	20,6	46,0	5,6	27,8	15,8	- 45	50
2040.....	64 469	20,6	45,9	5,6	28,0	16,1	- 56	50
2041.....	64 462	20,5	45,7	5,7	28,1	16,4	- 67	50
2042.....	64 445	20,5	45,6	5,8	28,2	16,6	- 77	50
2043.....	64 418	20,4	45,5	5,9	28,3	16,8	- 87	50
2044.....	64 381	20,4	45,4	5,9	28,4	17,0	- 95	50
2045.....	61 337	20,3	45,3	5,9	28,5	17,2	- 101	50
2046.....	64 286	20,3	45,2	5,9	28,6	17,4	- 107	50
2047.....	64 229	20,2	45,1	5,8	28,8	17,6	- 112	50
2048.....	64 167	20,2	45,0	5,8	29,0	17,8	- 116	50
2049.....	64 101	20,2	44,9	5,9	29,1	18,0	- 119	50
2050.....	64 032	20,1	44,8	5,9	29,2	18,1	-	-

(1) Les données présentées sont des projections, y compris pour les années 2000 à 2003. Pour les composantes du scénario central, cf. partie 2 Méthodologie.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 2004

DONNÉES ÉGALEMENT DISPONIBLES SUR CÉDÉROM

107e VOLUME

Nouvelle série n° 49

RÉSULTATS
DE 2002

Directeur de la publication **:** Jean-Michel CHARPIN

Rédaction en chef **:** Isabelle GAUCHENOT, Bernadette RENARD

Rédaction **:** Corinne IGNASSE, Marie-France INDRACCOLO, Francine MARCHICA, Irène NAUDY-FESQUET, Joëlle TRONYO, Monique ZANNETTACCI

Graphiques **:** Pôle éditorial – INSEE Provence-Alpes-Côte d'Azur

Cartes **:** Pôle Cartographie Études Diffusion - INSEE Provence-Alpes-Côte d'Azur

Couverture **:** Ineiaki

Impression : Imprimerie nationale

© INSEE 2004
« Aucune reproduction, même partielle, autre que l'une de celles prévues à l'article L122-5 du Code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de ce document sans l'autorisation expresse de l'INSEE ».

À nos lecteurs et lectrices

Depuis plus de 100 ans, l'Annuaire Statistique de la France constitue la référence par excellence en matière d'information économique et sociale.

Dans les pages de cette 107ème édition papier :

- accédez aux données les plus significatives et les plus complètes du système statistique français sur l'économie et la société.
- enrichissez votre recherche grâce aux comparaisons internationales, aux séries temporelles, aux références bibliographiques et notes méthodologiques contenues dans chaque chapitre.
- synthétisez vos connaissances à l'aide des analyses commentées en tête de chapitre et aux graphiques présentés dans les 16 pages couleur en début d'annuaire.

Si vous êtes fidèle à l'ASF vous retrouverez l'organisation « traditionnelle » à laquelle vous êtes habitué : plus de 560 tableaux répartis en 15 domaines et 50 chapitres sur les thèmes démographiques, économiques, sociaux, ...

Vous avez besoin d'informations plus détaillées, plus fines, rétrospectives, comparatives ? vous apprécierez le cédérom associé à cet ouvrage ! vous y trouverez ces mêmes données - et plus encore - organisées de la façon suivante :

- les tableaux numérotés sont les images des tableaux papier
- les tableaux suffixés « dét » sont les mêmes tableaux plus détaillés
- les tableaux suffixés « plus » sont des tableaux supplémentaires
- les tableaux suffixés « série » sont les images des tableaux papier pour des années antérieures
- les tableaux suffixés « rétro » vous permettent de remonter dans le temps, jusqu'en 1791 pour certains d'entre eux.

La richesse des données associées aux fonctions de recherche et d'exportation sont les « plus » qui vous feront privilégier ce support télématique dont la convivialité est encore améliorée.
Ce produit est mis en vente au prix de 35 euros. Pour vous aider à mieux le connaître, une version de démonstration est mise gracieusement à votre disposition : pour la recevoir, remplissez le bon de commande en fin d'annuaire.

Pour être toujours « à la pointe » de l'information, et mettre à jour les données synthétisées dans cet ouvrage annuel, pensez à consulter au quotidien notre site www.insee.fr

L'équipe de rédaction remercie l'ensemble des personnes des administrations, services publics et organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'Annuaire Statistique de la France, contribuant à sa richesse !

Espérant vivement vous satisfaire, elle vous souhaite une agréable et fructueuse consultation, restant à l'écoute des suggestions que vous pourrez adresser à :

Direction régionale de l'INSEE de Provence-Alpes-Côte d'Azur
Unité Édition de périodiques et ouvrages nationaux, Chiffres Clés
Equipe ASF
17 rue Menpenti
13387 Marseille Cedex 10

Sommaire

		Page
A. POPULATION ET ENVIRONNEMENT		
A.01	Territoire et Population	11
A.02	Environnement	25
B. DÉMOGRAPHIE		
B.01	Structure de la population	35
B.02	Mouvement de la population	51
B.03	Étrangers et Immigrés	69
B.04	Ménages	83
C. EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES		
C.01	Population active et Emploi	89
C.02	Conditions de travail	107
C.03	Revenus et Salaires	119
C.04	Transferts sociaux	135
D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE		
D.01	Consommation et modes de vie des ménages	151
D.02	Logement	167
D.03	Santé	175
D.04	Police judiciaire et Justice	189
E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS		
E.01	Communication	201
E.02	Culture	211
E.03	Tourisme	221
E.04	Jeunesse et Sports	231
E.05	Loisirs divers	237
F. ENSEIGNEMENT, FORMATION ET RECHERCHE		
F.01	Enseignement et Formation	247
F.02	Recherche et Développement expérimental	273
F.03	Propriété industrielle	281
G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES		
G.01	Comptabilité nationale	289
G.02	Appareil productif	305
H. PRIX		
H.01	Indices de prix à la consommation	323
H.02	Indices : prix à la production dans l'industrie, prix des logements anciens, coût de la construction	333
I. AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE		
I.01	Agriculture, Sylviculture et Pêche	341
J. ÉNERGIE		
J.01	Bilan de l'énergie	361
J.02	Charbon	369
J.03	Pétrole	373
J.04	Électricité	381
J.05	Gaz	387
J.06	Énergies renouvelables	393
K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION		
K.01	Industries Agricoles et Alimentaires et Industrie : Données générales	399
K.02	Industries Agricoles et Alimentaires et Industrie : Données sectorielles	417
K.03	Construction	435
L. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS		
L.01	Transports ferroviaires	445
L.02	Transports routiers	453
L.03	Transports de navigation intérieure	463
L.04	Transports maritimes	467
L.05	Transports aériens	473
L.06	Poste et télécommunications	481
M. COMMERCE ET SERVICES		
M.01	Commerce	489
M.02	Services	499
M.03	Assurance	507
N. FINANCES		
N.01	Monnaie, Crédit, Épargne et Patrimoine	517
N.02	Marché financier et Bourse	537
N.03	Finances publiques	545
O. COMMERCE EXTÉRIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS		
O.01	Commerce extérieur	557
O.02	Balance des paiements	569

ANNEXES

	Page
À nos lecteurs et lectrices	3
Sommaire	5
Précisions d'ordre général	6
Signes conventionnels	6
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire	6
L'essentiel en cartes et graphiques	7
Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire	1*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale	9*
Organismes internationaux	16*
Autres organismes	17*
Organigramme de la direction générale de l'INSEE	23*
Index alphabétique	25*
Tableaux complémentaires du cédérom	35*

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. – Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées ; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. – Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

3. Les données financières sont toutes exprimées en euros (1 euro = 6,55957 francs).

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
–	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Estimation.
»	Indication reportée à la ligne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.
n.s.	Résultat non significatif.
n.d.a.	Non disponible ailleurs.
n.c.a.	Non compris ailleurs.
€	Euro.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

- soit à l'aide du *sommaire* ;
- soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre) ;
- soit à l'aide de *l'index alphabétique* (en annexe).

L'essentiel en cartes et graphiques

Population de l'Union européenne à 25



La France administrative en 2003



Source : INSEE









Organisation Territoriale de l'emploi



Zonage en Aires Urbaines et en aires d'Emploi de l'espace Rural (ZAUER)

Espace à dominante urbaine

Aires urbaines :

- Pôles urbains : unités urbaines (agglomérations) comptant 5 000 emplois ou plus.

- Couronnes périurbaines : communes (ou unités urbaines) dont 40 % ou plus des actifs résidents travaillent hors de la commune (ou de l'unité urbaine) mais dans l'aire urbaine.

Communes multipolarisées : communes (ou unités urbaines) dont 40 % ou plus des actifs résidents travaillent dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles.

Espace à dominante rurale

Aires d'emploi de l'espace rural :

- Pôle d'emploi de l'espace rural : communes (ou unités urbaines) n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine et comptant 1 500 emplois ou plus.

- Couronnes des pôles de l'espace rural : communes (ou unités urbaines) n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine et dont 40 % ou plus des actifs résidents travaillent dans le reste de l'aire d'emploi de l'espace rural.

Autres communes de l'espace à dominante rurale :

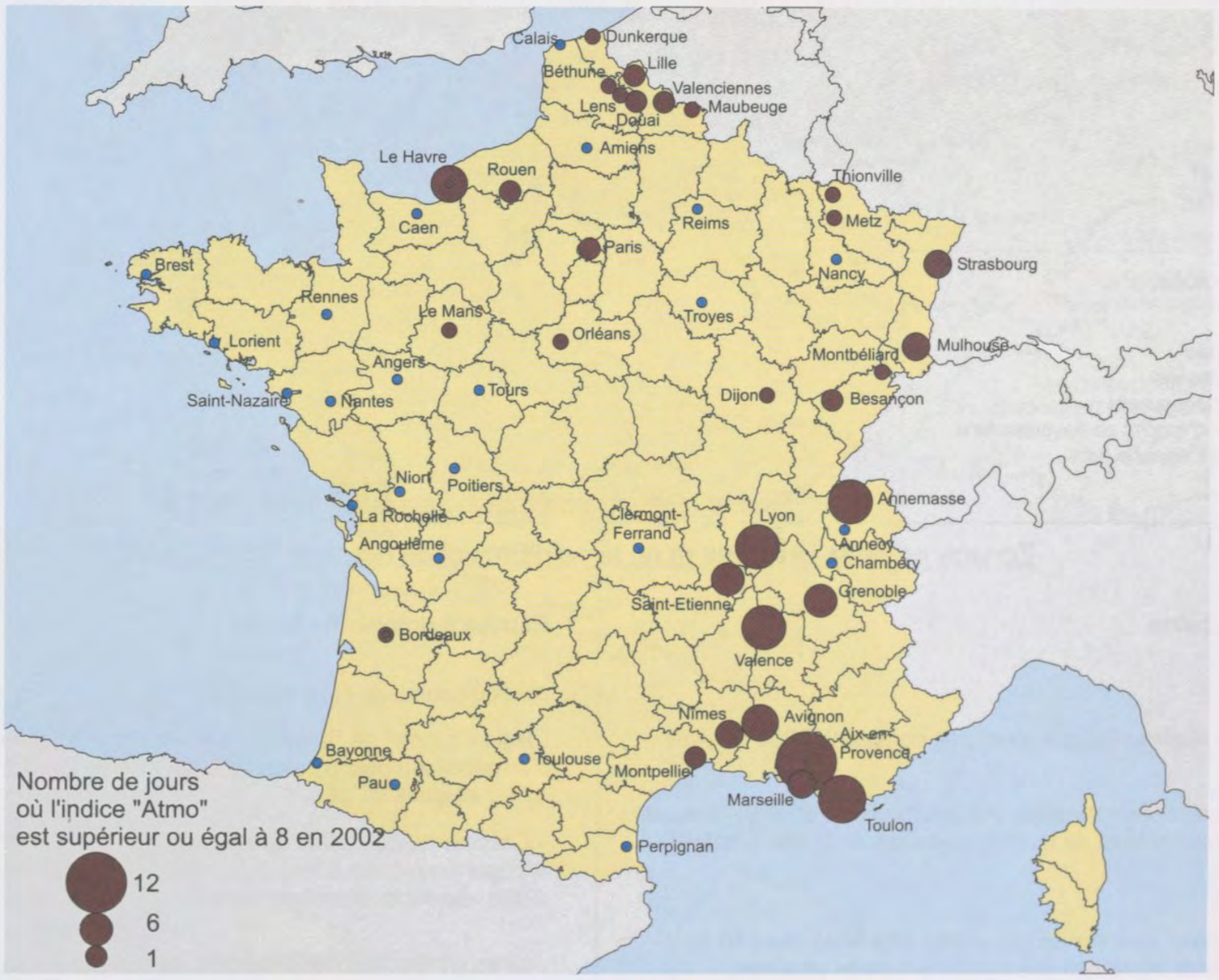
- Communes (ou unités urbaines) n'appartenant ni à l'espace à dominante urbaine ni à une aire d'emploi de l'espace rural.

Parcs nationaux et réserves naturelles fin 2002



Sources : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DNP)
Muséum national d'histoire naturelle (SPN), 2002

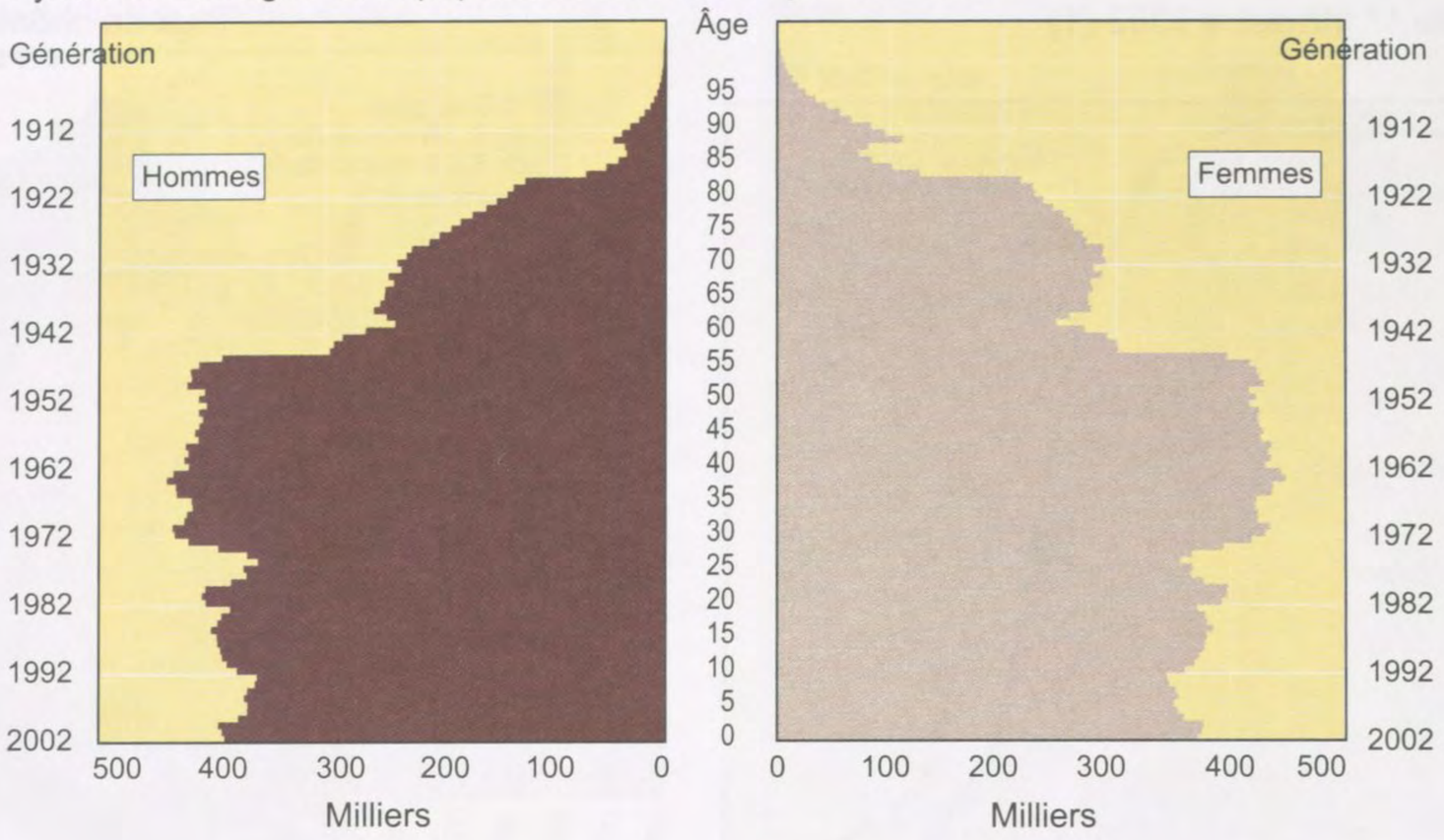
Nombre de jours de mauvaise qualité de l'air selon l'indice "atmo" en 2002



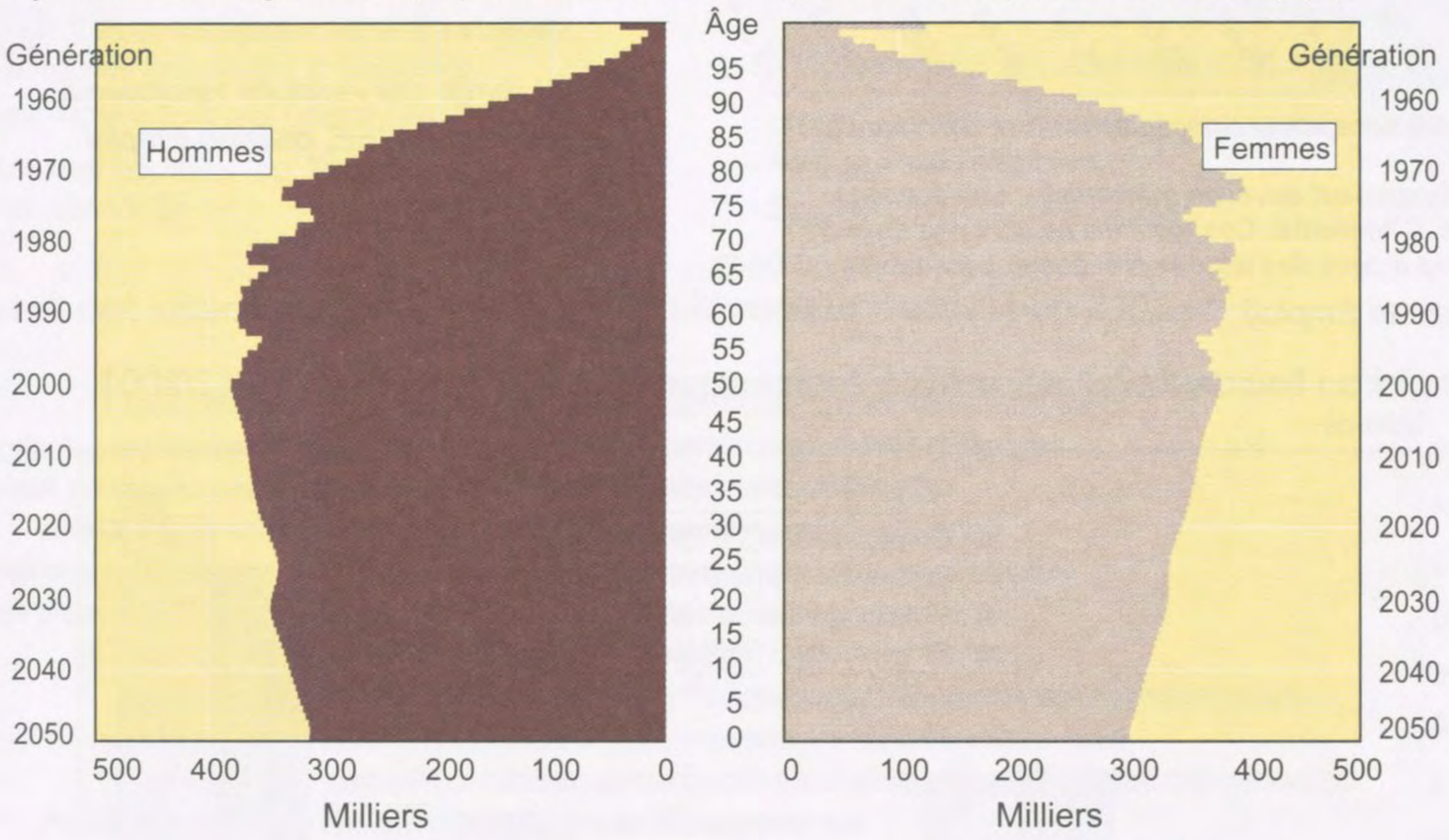
- Agglomérations pour lesquelles l'indice "Atmo" n'a pas dépassé 8 en 2002. (cf. chapitre A.02 partie 2 - Méthodologie).

Sources : Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) ; IFEN

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 2003



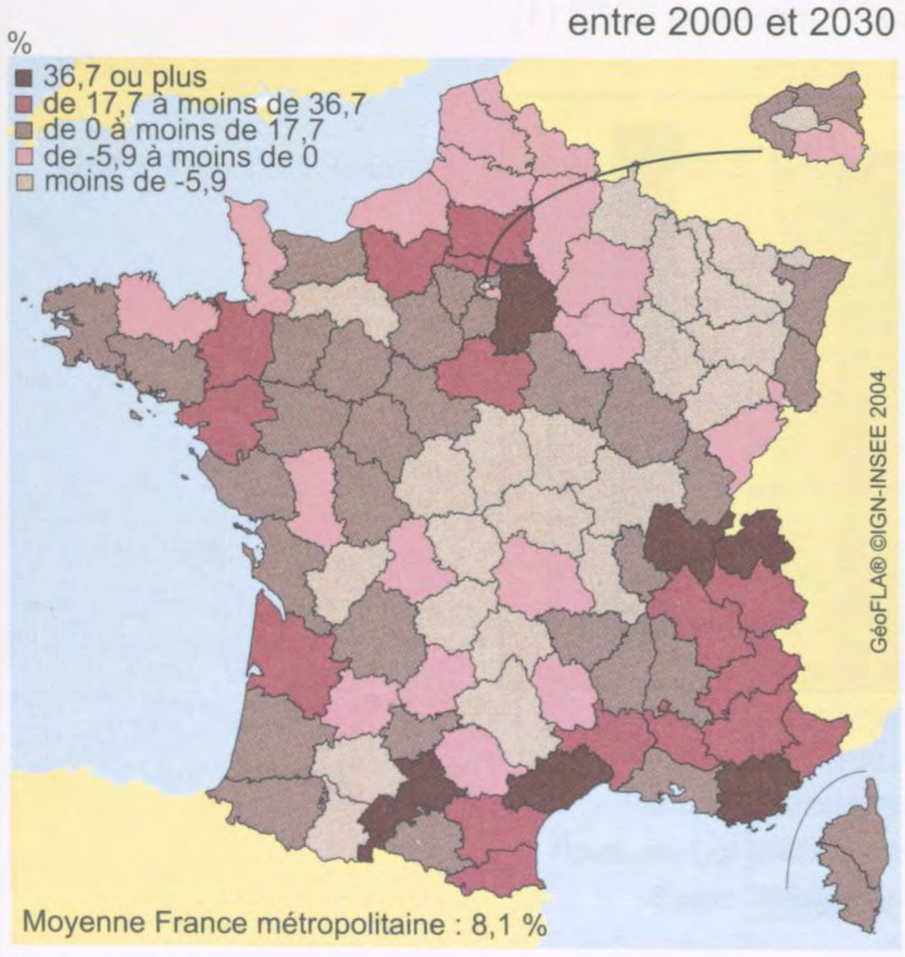
Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 2050 (scénario central) (1)



(1) Scénario central : cf. chapitre B.01 partie 2 - Méthodologie.

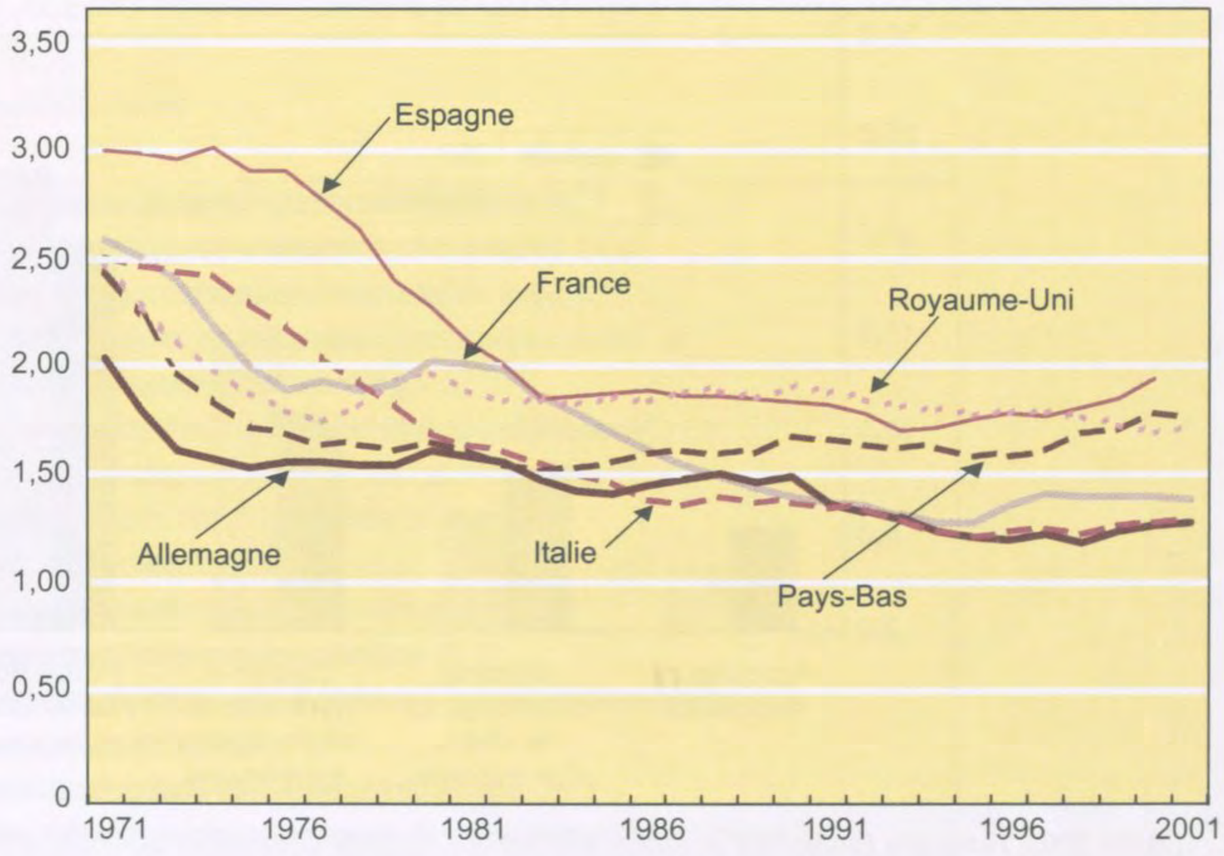
Source : INSEE

Taux d'évolution de la population entre 2000 et 2030



Source : INSEE - Projections de population

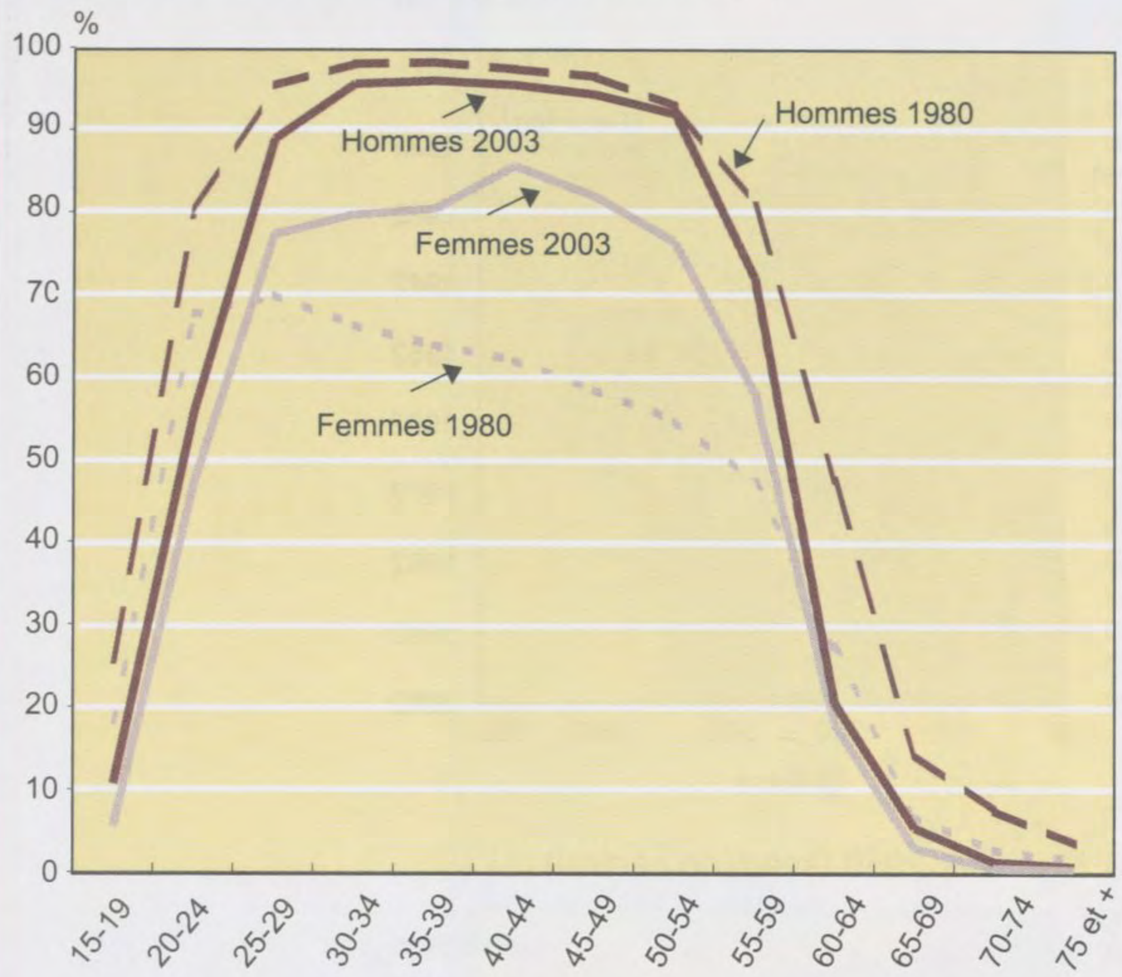
Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1971 - 2001)*



** Certaines données sont susceptibles d'être révisées.*

Source : EUROSTAT

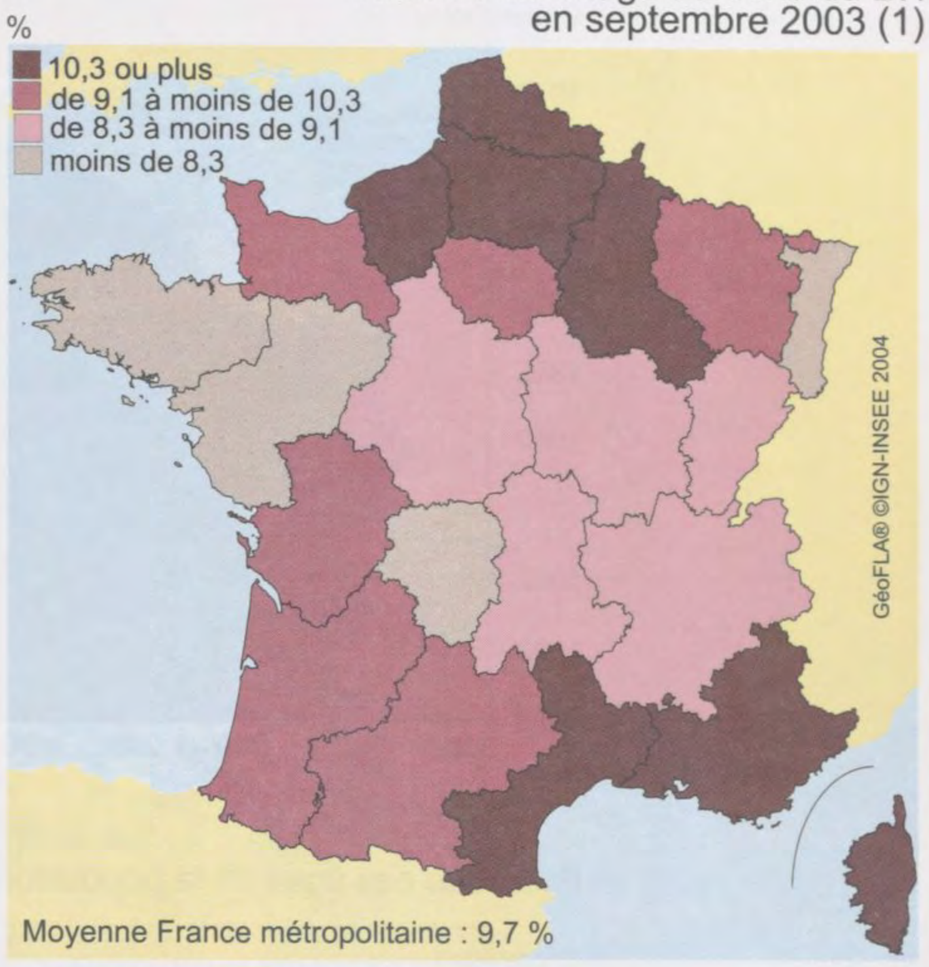
Taux d'activité* par sexe et groupe d'âges en mars 1980 et au 1er trimestre 2003 (1)



** Proportion d'actifs (actifs occupés y compris appelés et chômeurs BIT dans l'effectif total).*
(1) En 2003, l'enquête Emploi est devenue trimestrielle. Les données reportées concernent le 1e trimestre. Ces résultats ne sont pas toujours directement comparables à ceux des années précédentes (cf. tableau C.01-2).

Source : INSEE (enquête Emploi)

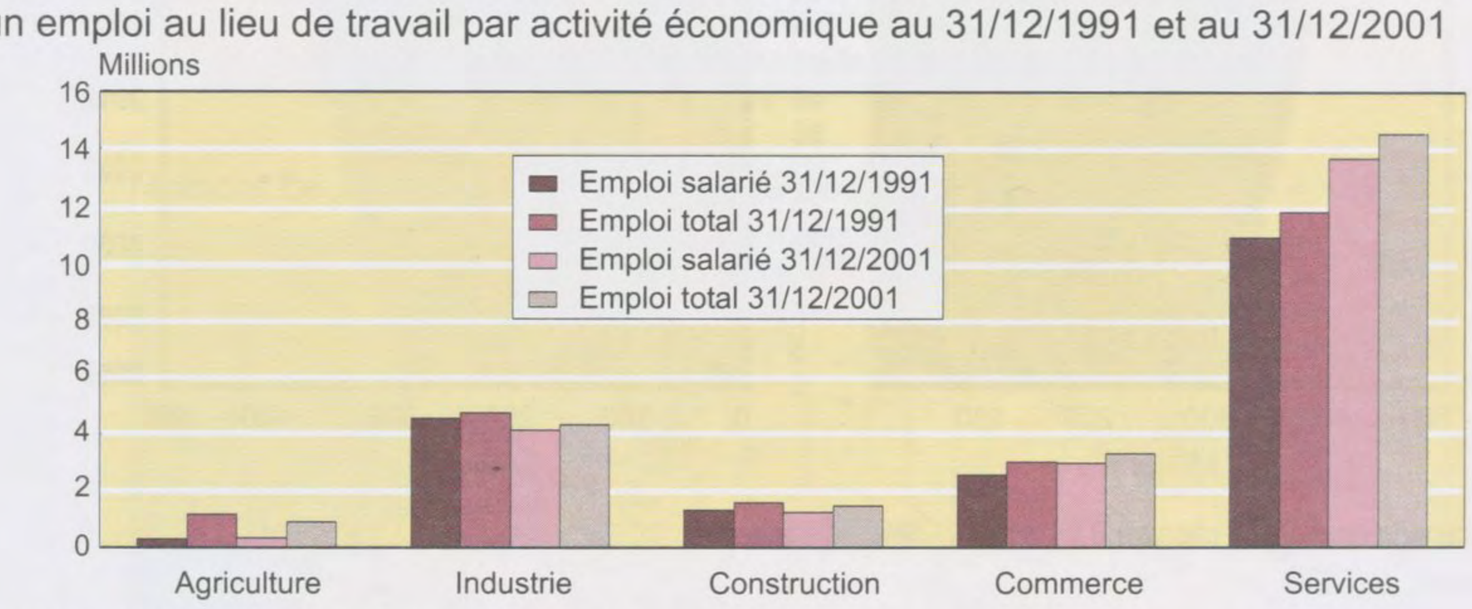
Taux de chômage au sens du BIT en septembre 2003 (1)



(1) corrigé des variations saisonnières.

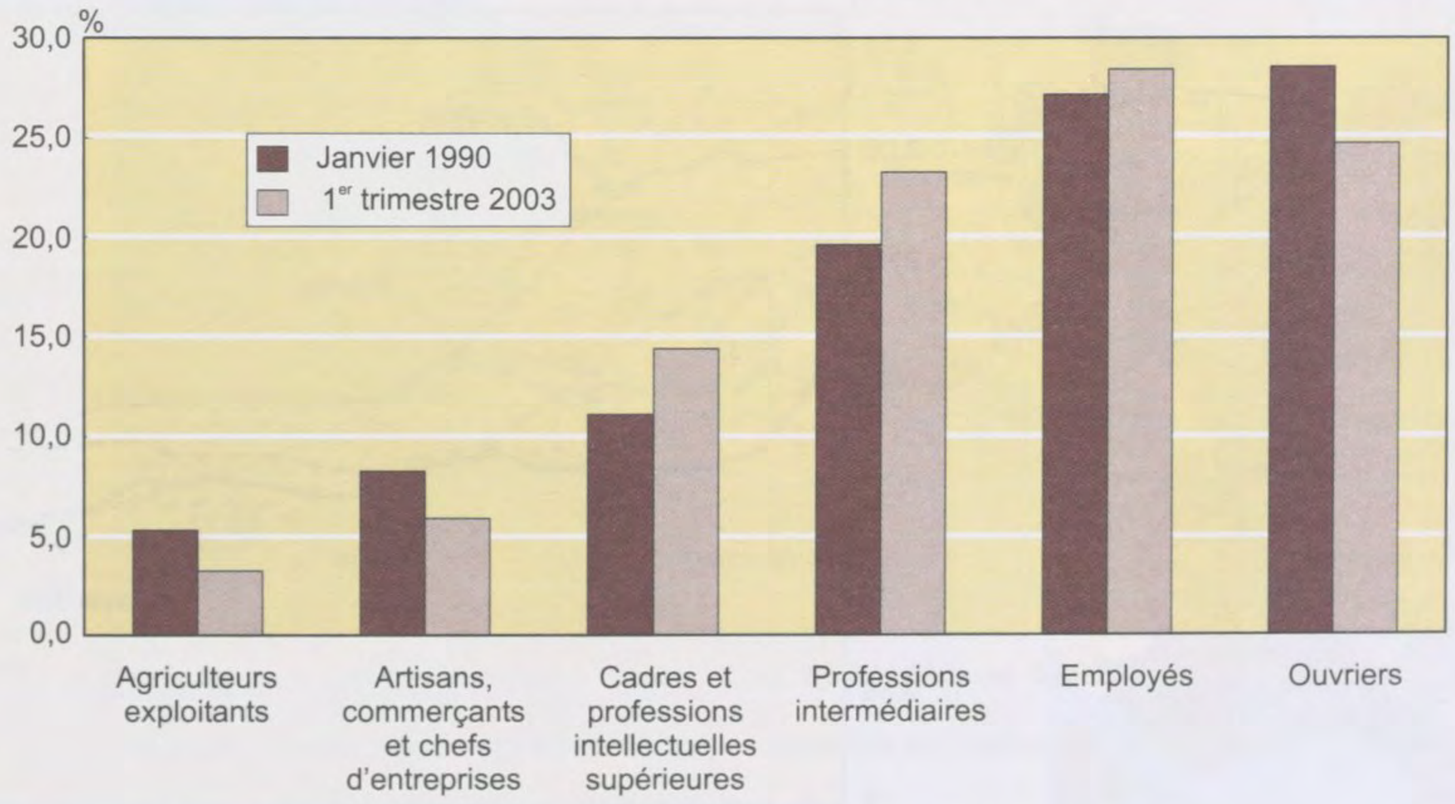
Source : INSEE, division Emploi

Actifs ayant un emploi au lieu de travail par activité économique au 31/12/1991 et au 31/12/2001



Source : INSEE (estimations d'emploi au lieu de travail)

Actifs occupés selon la catégorie socioprofessionnelle en janvier 1990 et au 1er trimestre 2003 (1)

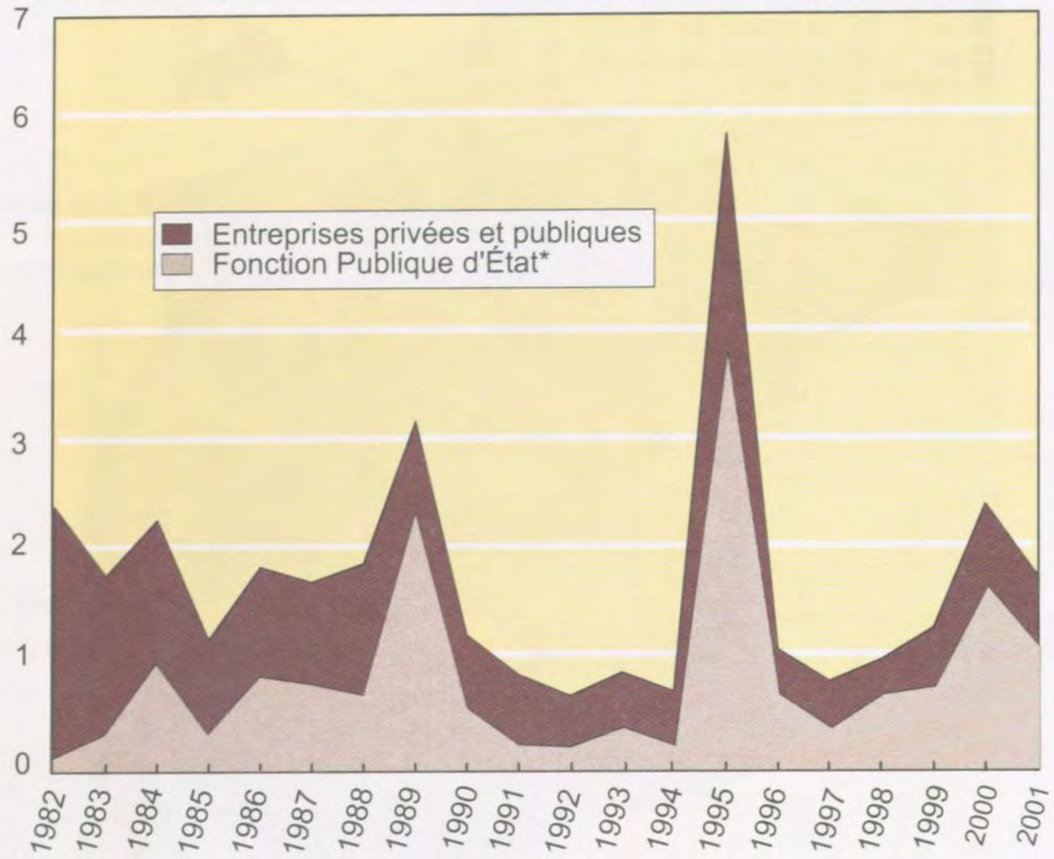


(1) En 2003, l'enquête Emploi est devenue trimestrielle. Les données reportées concernent le 1e trimestre. Ces résultats ne sont pas toujours directement comparables à ceux des années précédentes.

Source : INSEE (enquête Emploi)

Les conflits du travail

Millions de journées individuelles non travaillées

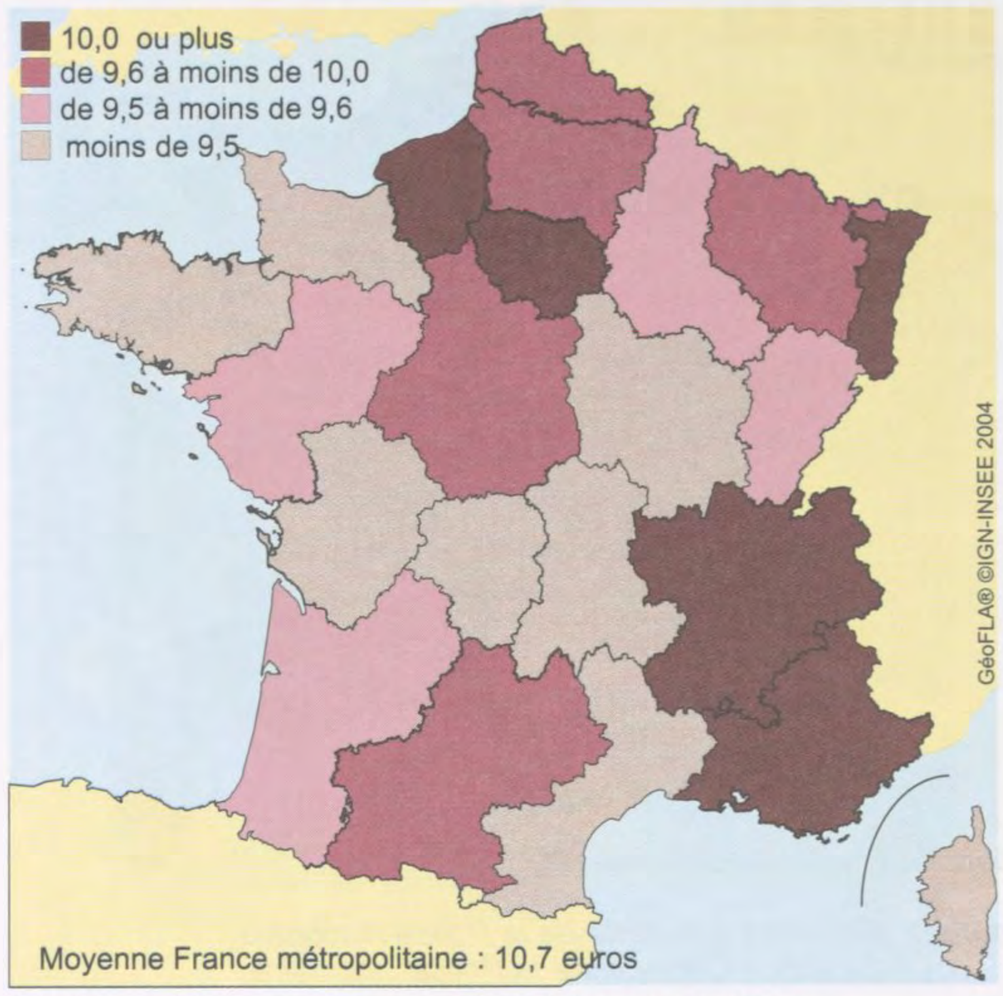


** Y compris France Télécom et La Poste (sauf en 1996, 1998 et 1999).*
À l'exclusion des Fonctions publiques hospitalière et territoriale.
En 2000 et 2001, La Poste est incluse mais pas France Télécom.

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DARES)

Salaire net horaire moyen des établissements en 2001 (1)

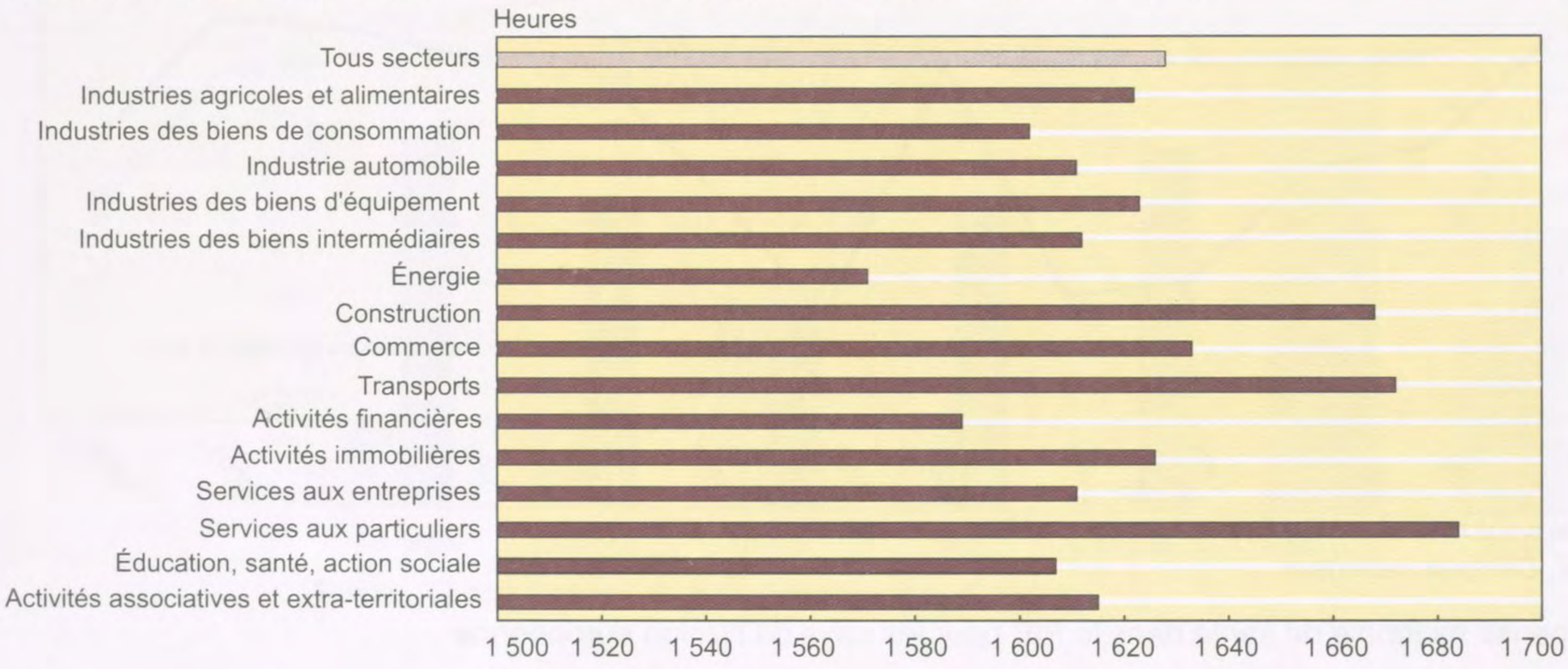
Euros



(1) champ : ICS + établissements hospitaliers + associations. Hors apprentis stagiaires.

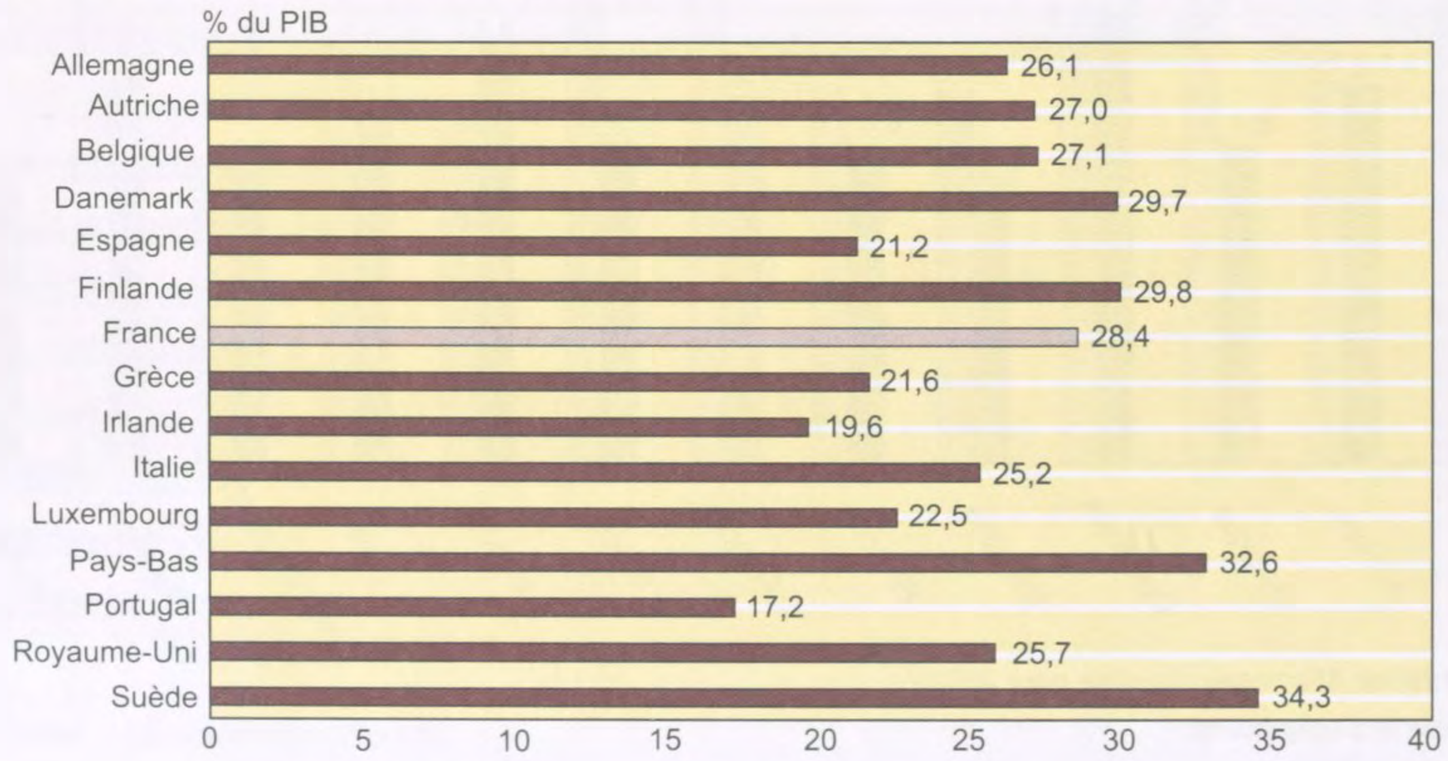
Source : INSEE, DADS 2001

Durée annuelle du travail des salariés à temps complet selon le secteur d'activité en 2001



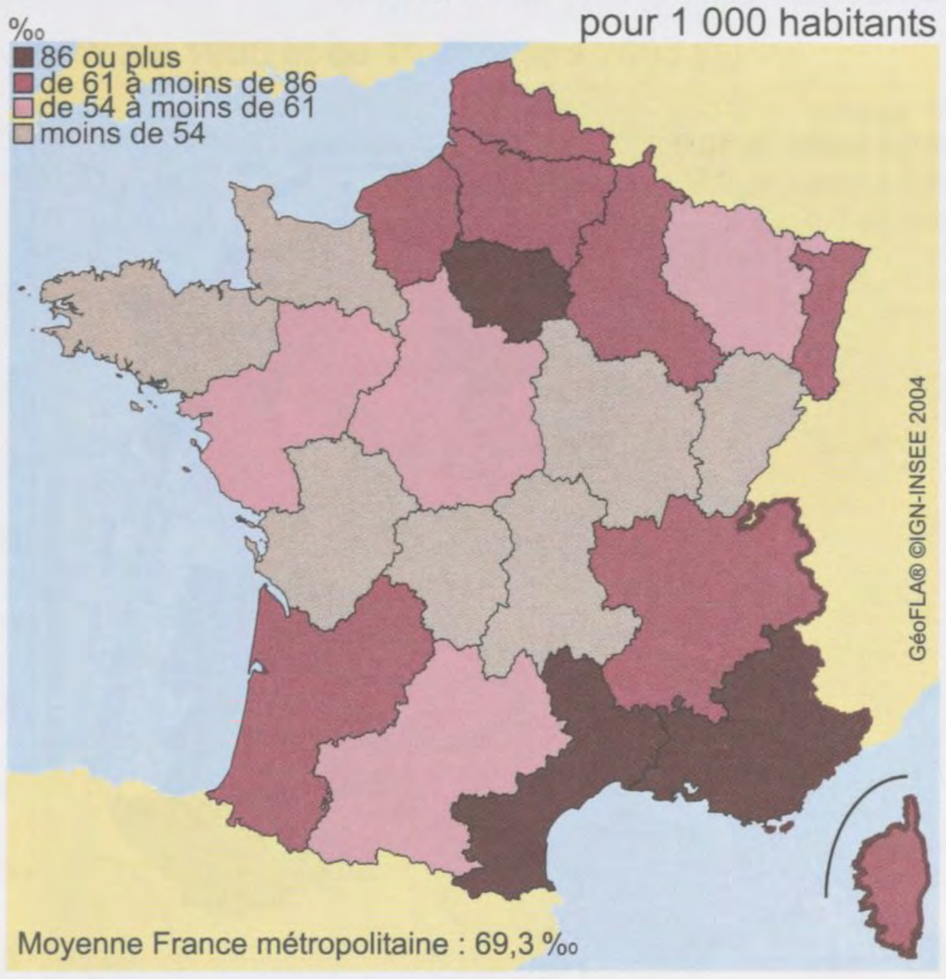
Source : Enquête ACEMO annuelle (DARES-MASTS)

Dépenses de protection sociale en 2000 dans l'Union européenne



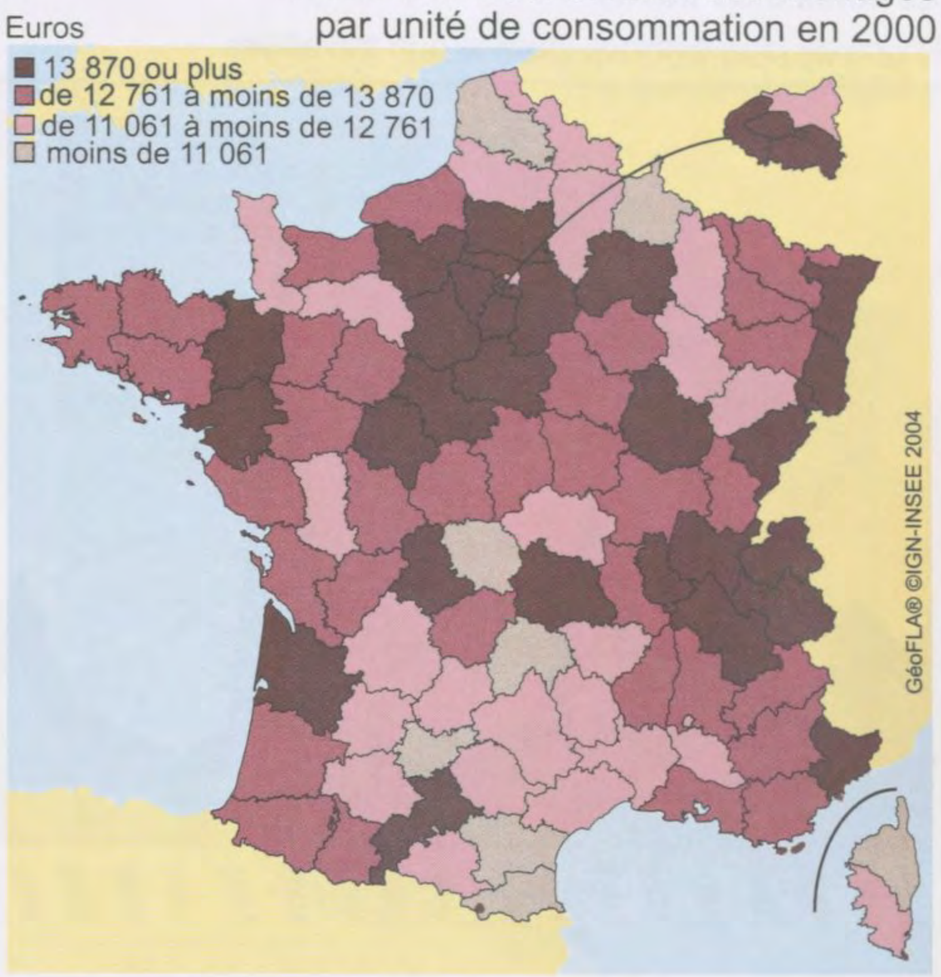
Source : EUROSTAT

Délinquance et criminalité en 2002 pour 1 000 habitants



Sources : Direction Générale de la Police Nationale, Direction Centrale de la Police Judiciaire

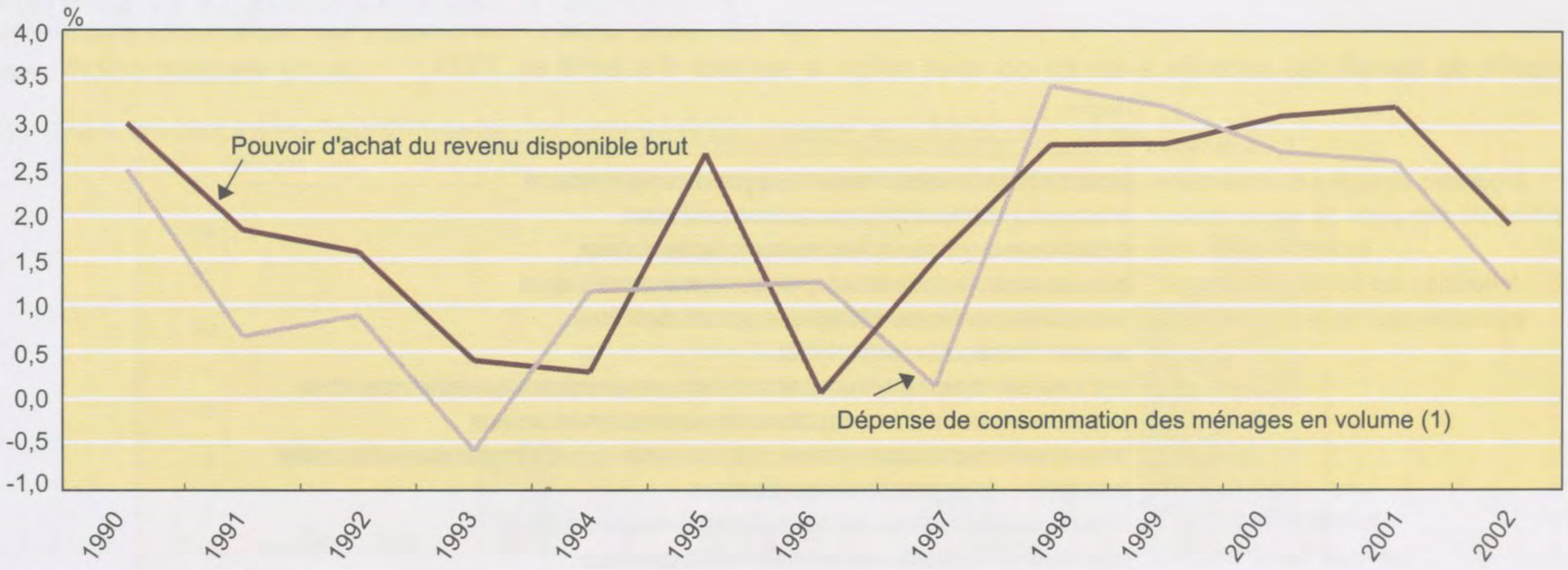
Revenu annuel médian des ménages par unité de consommation en 2000



Sources : INSEE-DGI, Revenus fiscaux des ménages

Dépenses des ménages et pouvoir d'achat de 1990 à 2002

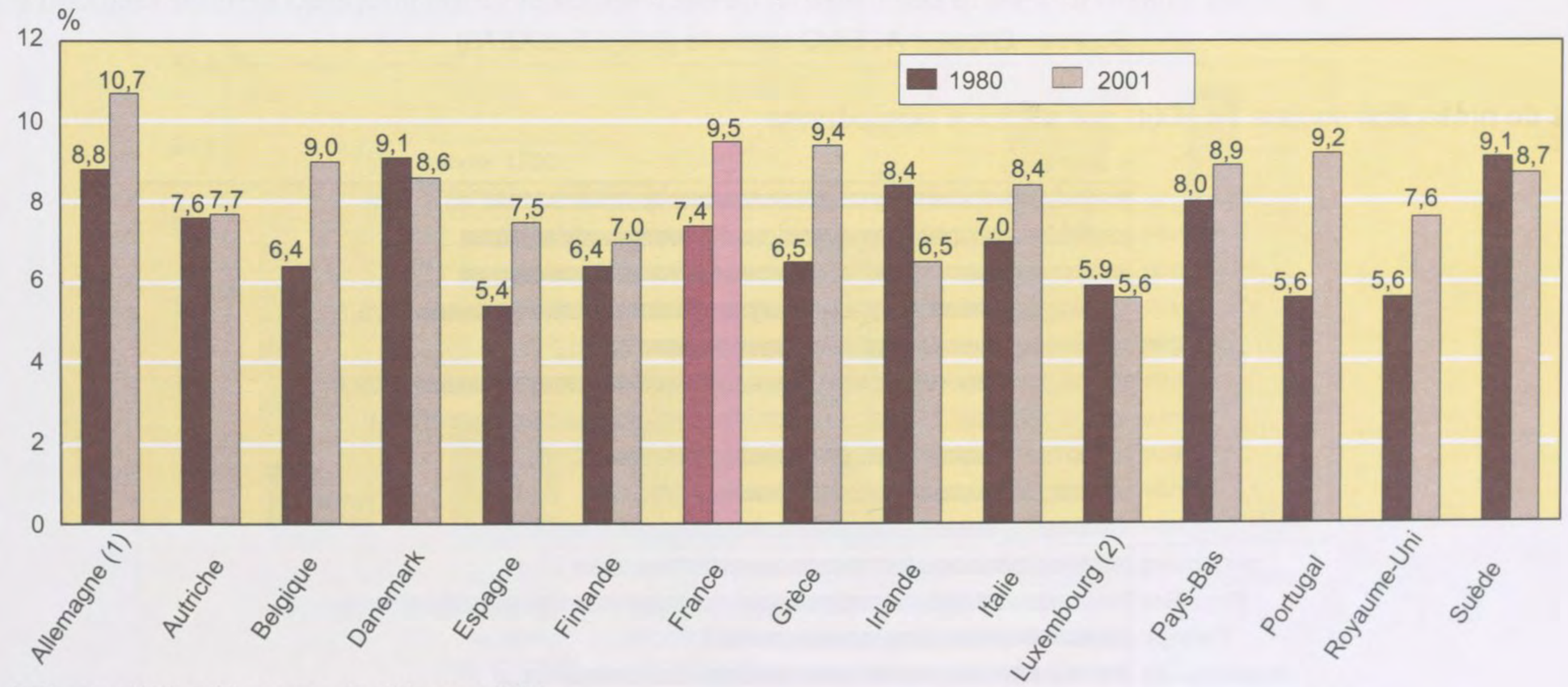
(Variation par rapport à l'année précédente)



(1) Prix de l'année précédente.

Source : INSEE, Comptes nationaux

Part de la dépense nationale de santé dans le PIB pour les pays de l'Union européenne

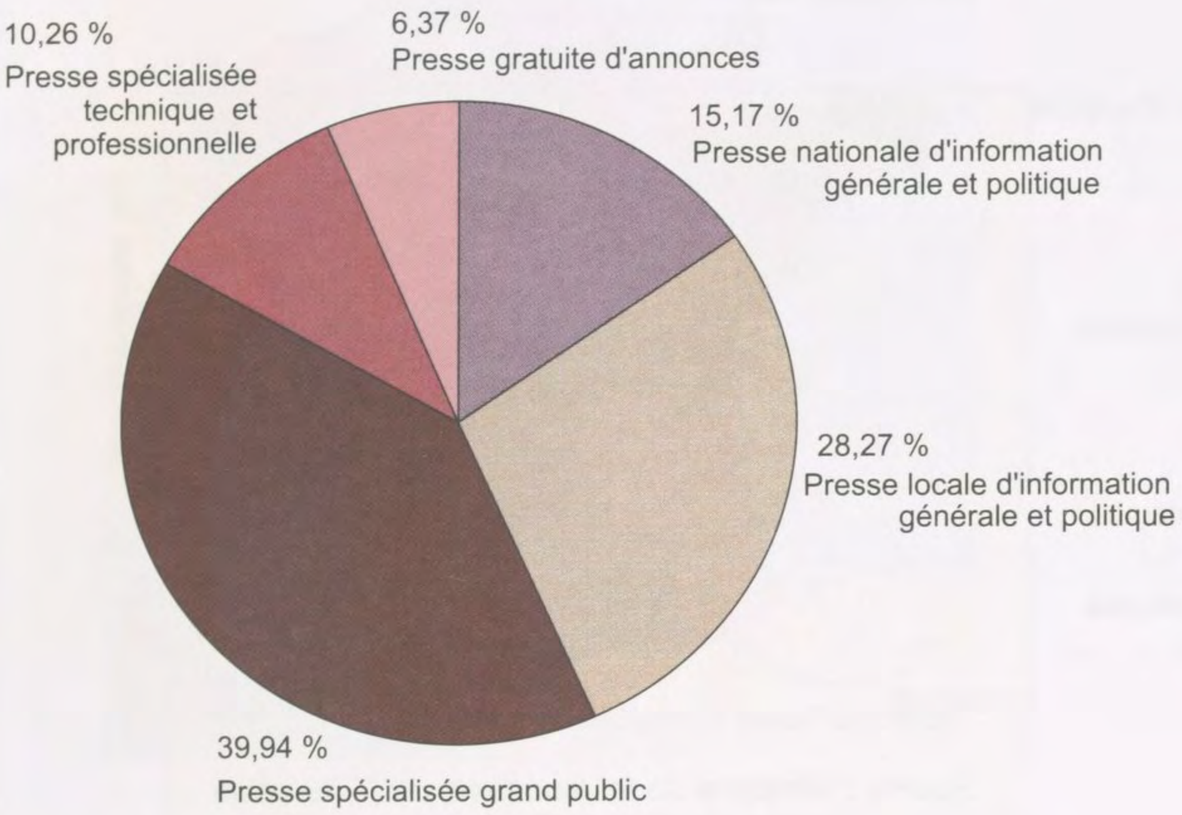


(1) Ex-RFA pour 1980 et Allemagne réunifiée pour 2001.

(2) Année 2000 pour le Luxembourg.

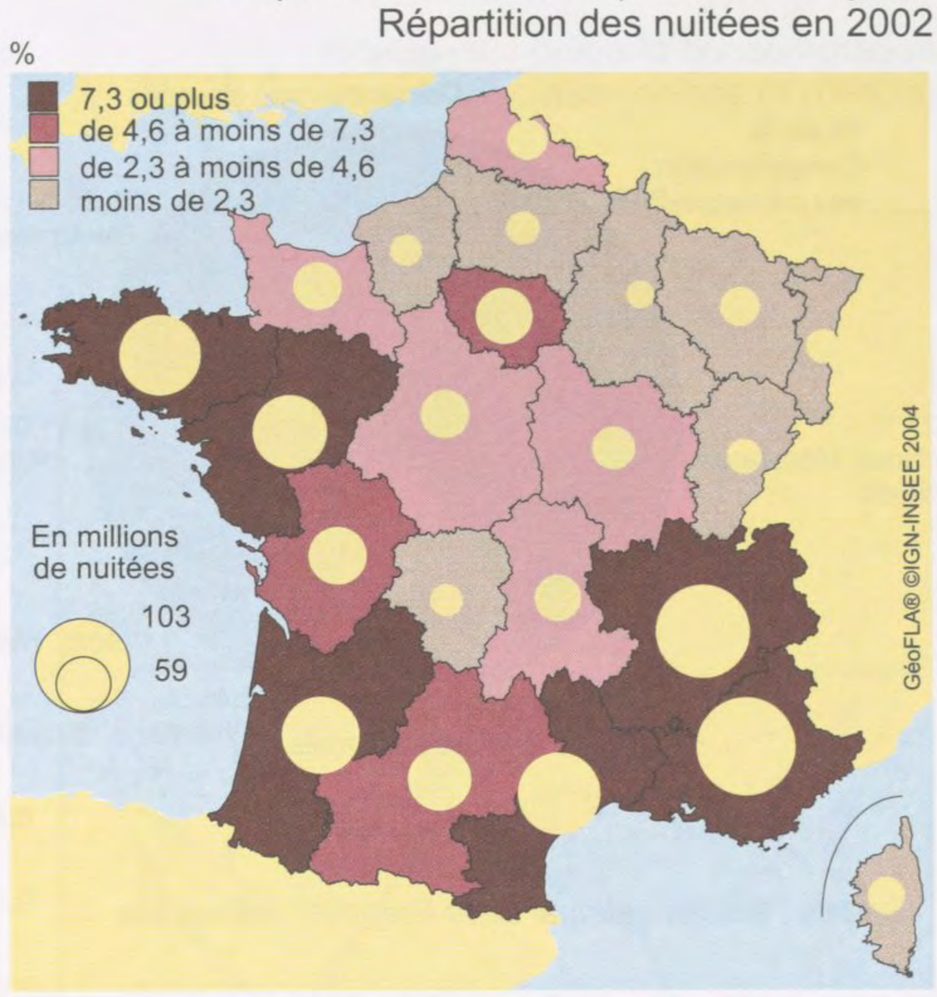
Source : ECO-Santé OCDE

Répartition du chiffre d'affaires par type de presse en 2002



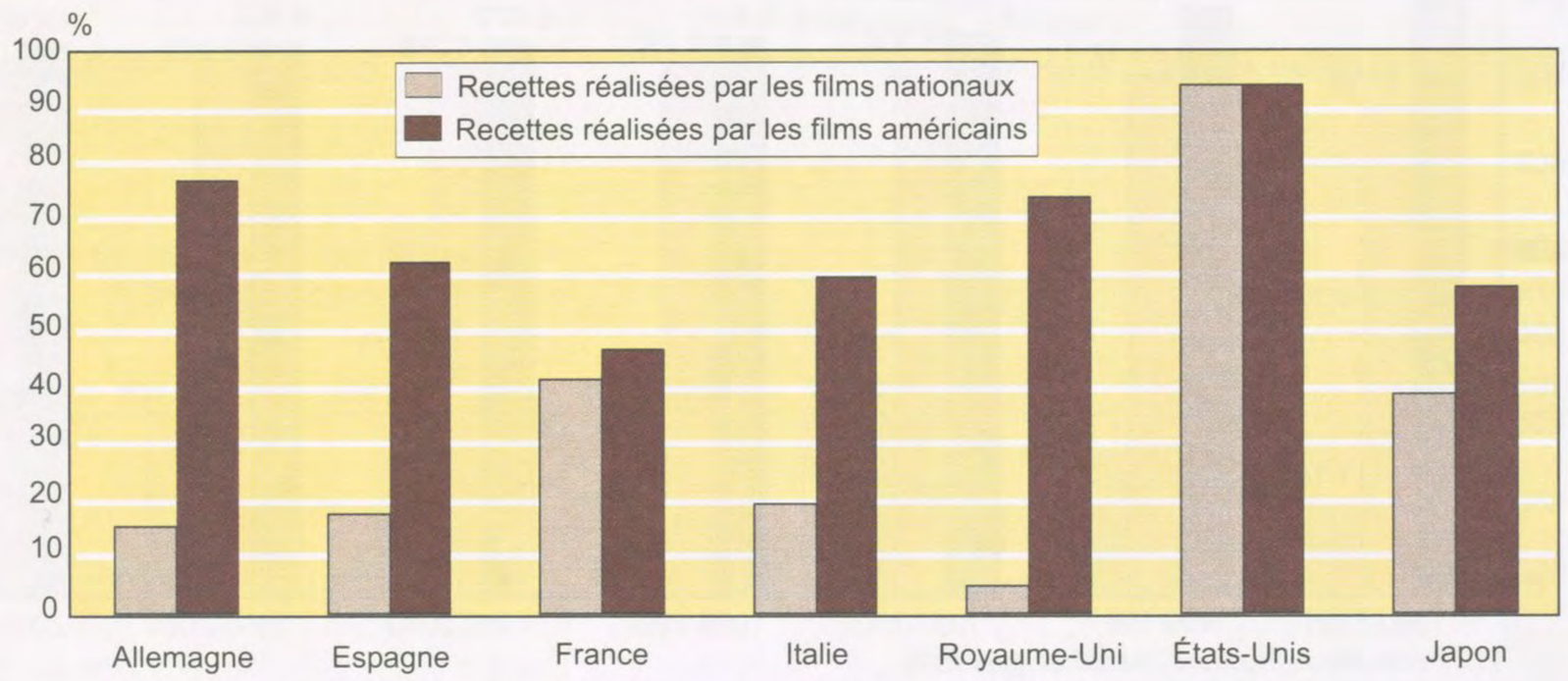
Source : Premier ministre, Direction du développement des médias

Déplacements touristiques des français : Répartition des nuitées en 2002



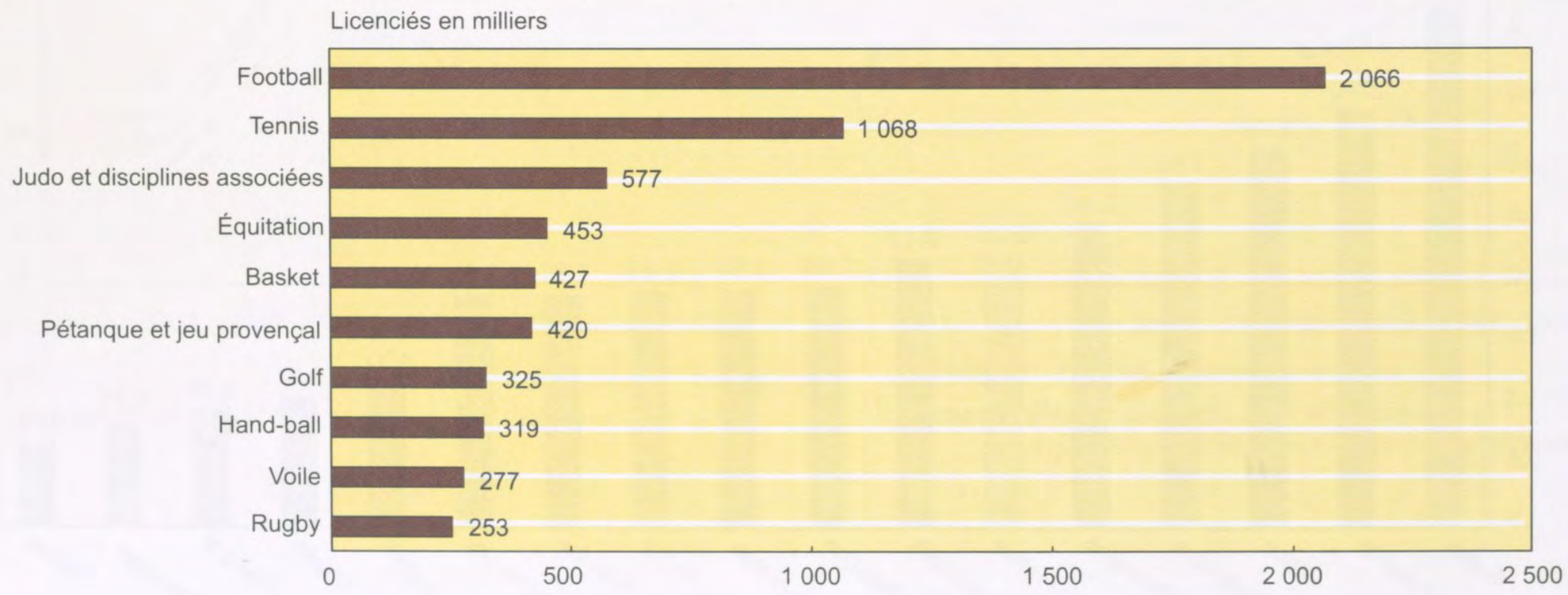
Source : SDT - Direction du Tourisme/TNS Sofres

Panorama du cinéma mondial en 2001



Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.)

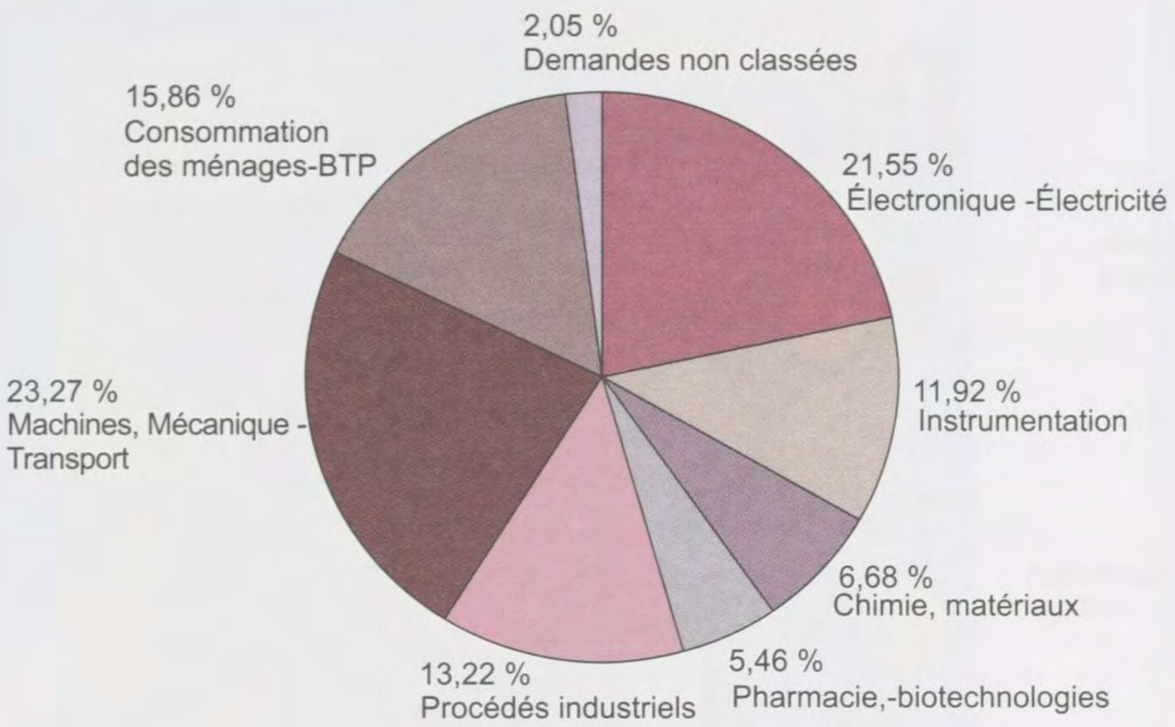
Les dix premiers sports pratiqués en France en 2002



Source : Ministère des Sports

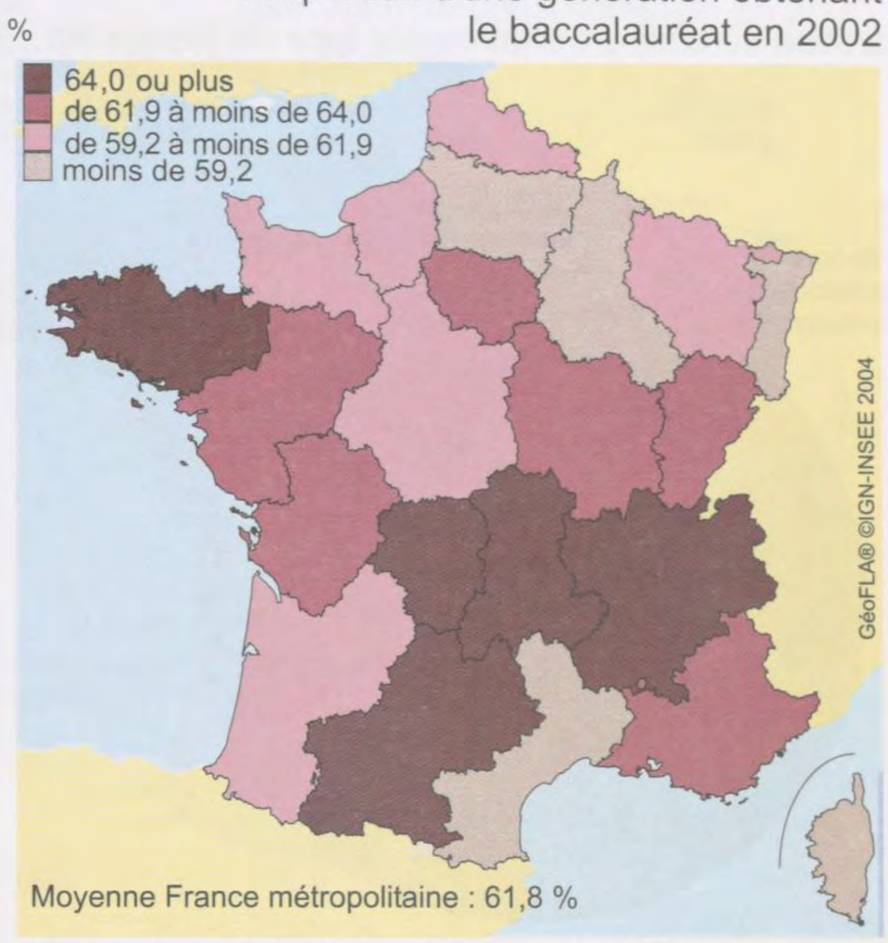
Enseignement, Formation et Recherche

Répartition par domaine technologique des demandes de brevet déposées par la voie nationale en 2002



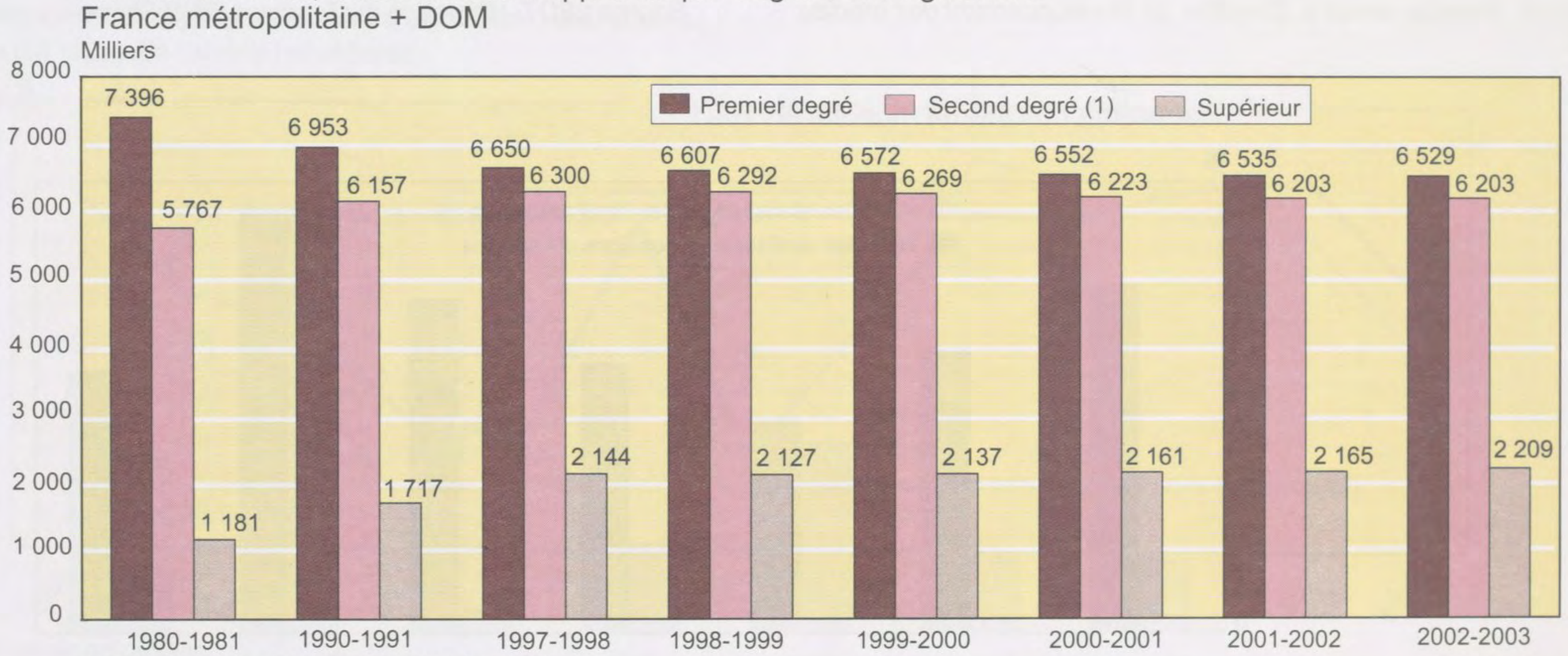
Source : Institut national de la Propriété industrielle

Proportion d'une génération obtenant le baccalauréat en 2002



Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation Nationale et de la Recherche

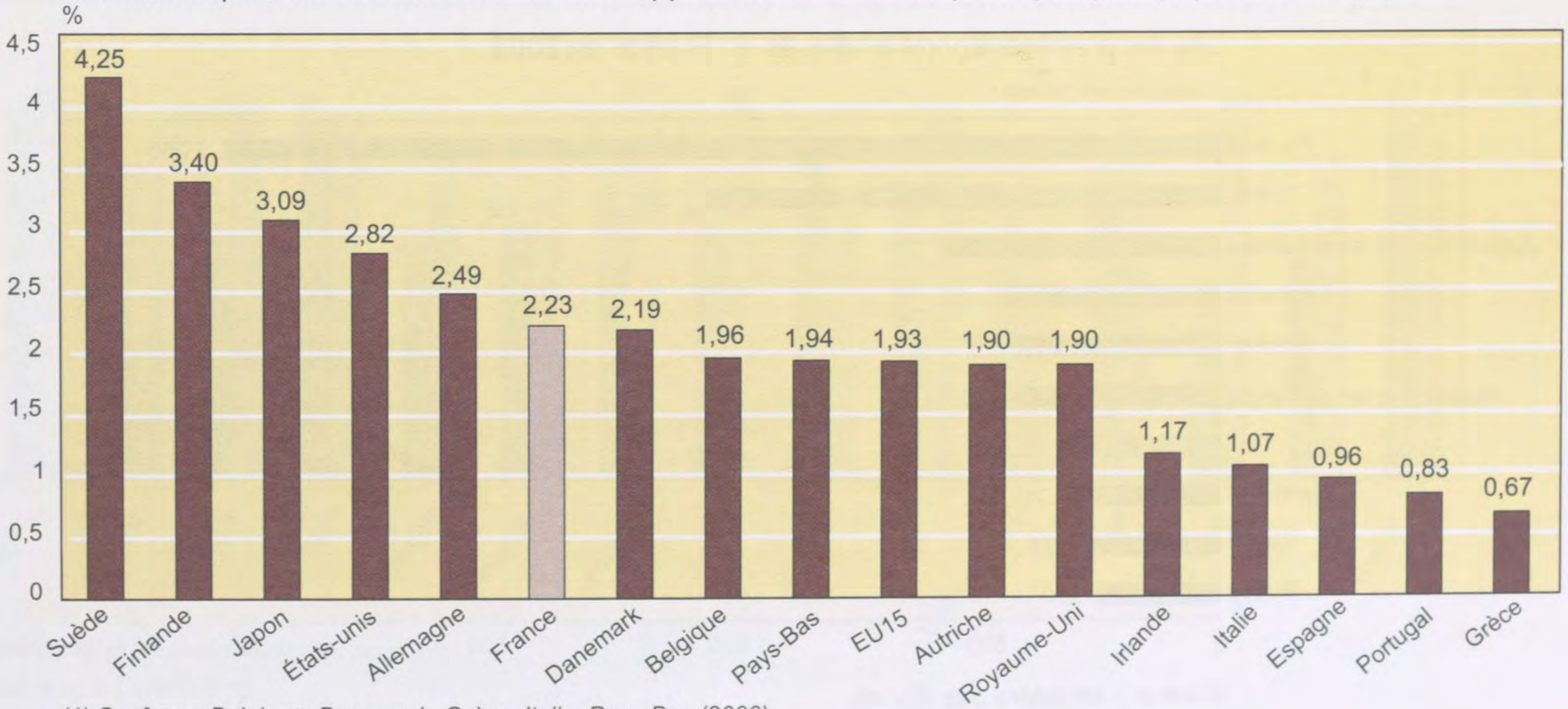
Effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement France métropolitaine + DOM



(1) Y compris Agriculture, Santé et Apprentis.

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DEP - SDES)

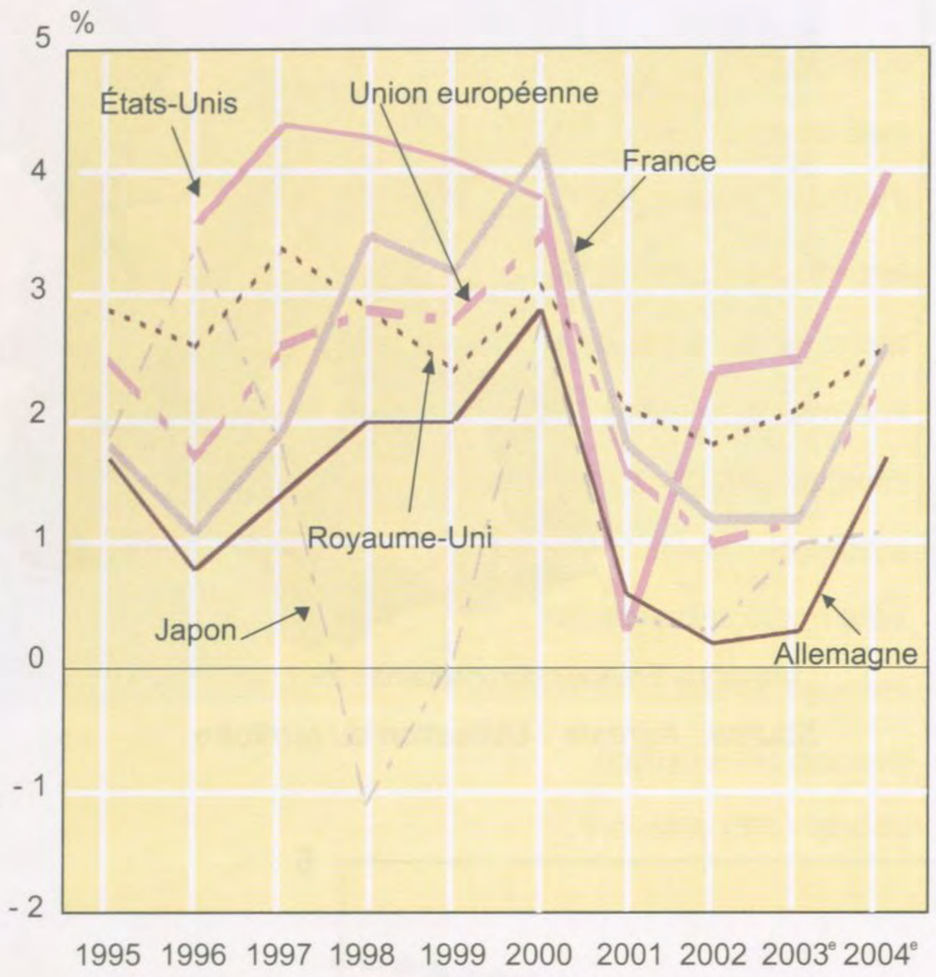
Part des dépenses de recherche et développement dans le PIB pour quelques pays en 2001 (1)



(1) Sauf pour Belgique, Danemark, Grèce, Italie, Pays-Bas (2000).

Source : Principaux indicateurs de la science et de la technologie OCDE volume 2003/1

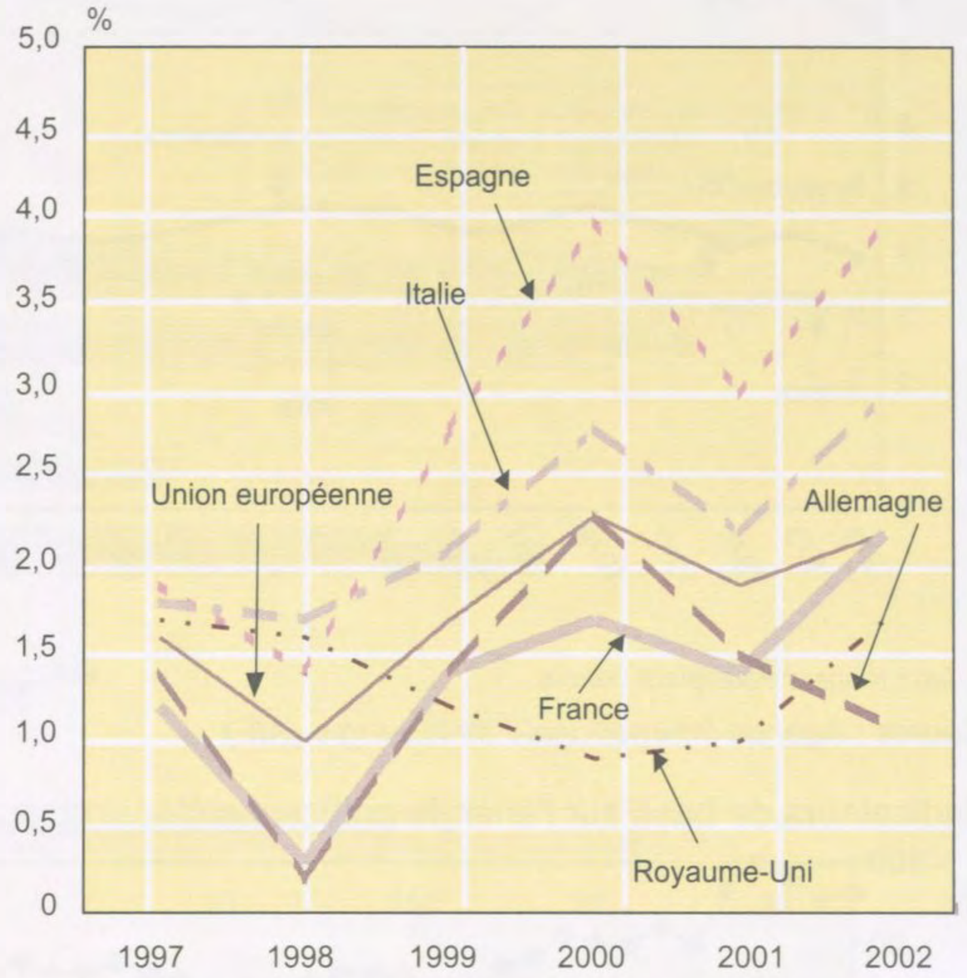
Taux de croissance du PIB en volume



e : estimations.

Source : OCDE (perspectives économiques)

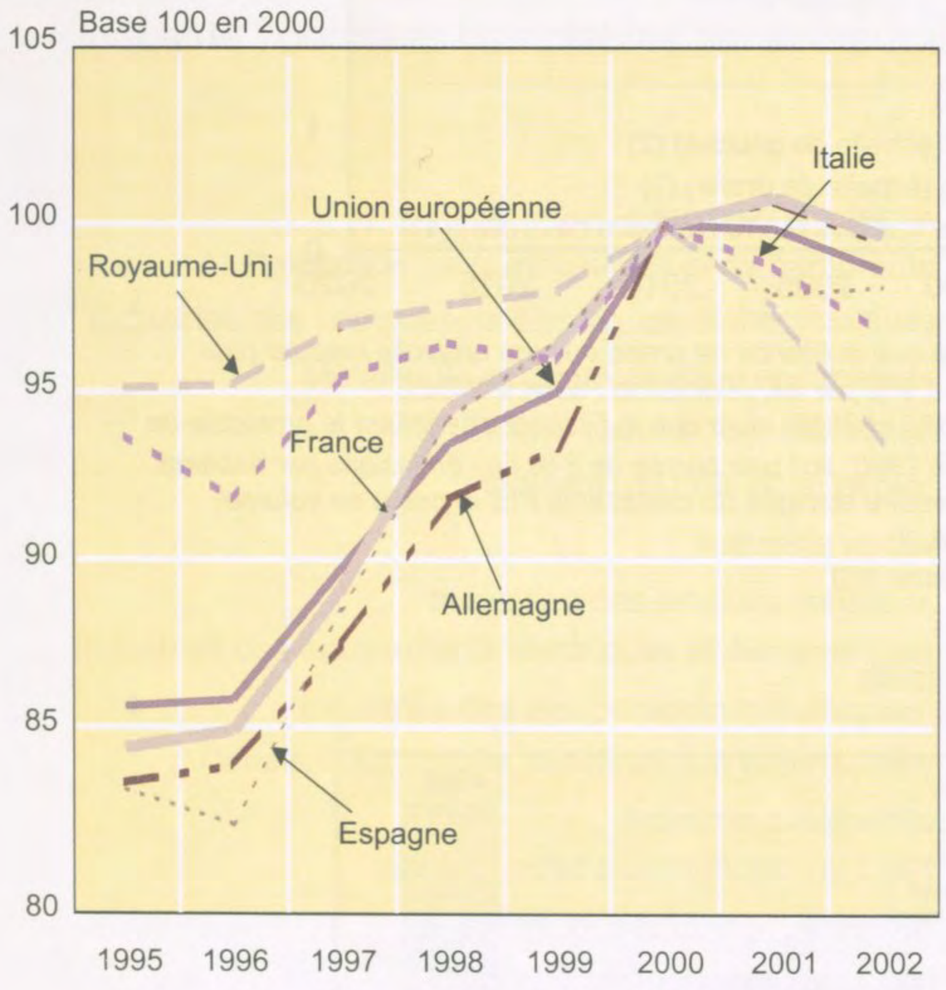
Indices des prix à la consommation harmonisés (1) (IPCH)



(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n.

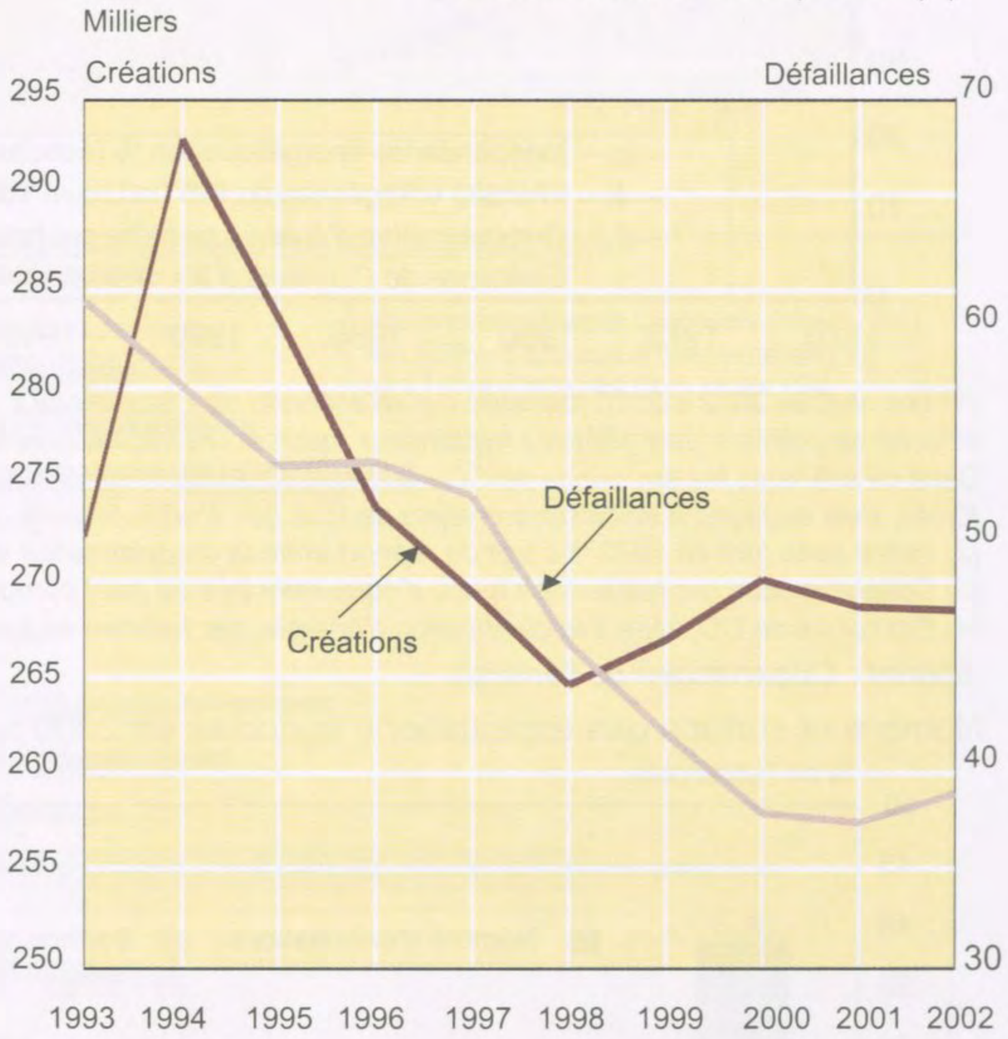
Sources : Services statistiques nationaux et EUROSTAT

Indices de la production industrielle
Industrie manufacturière



Source : EUROSTAT

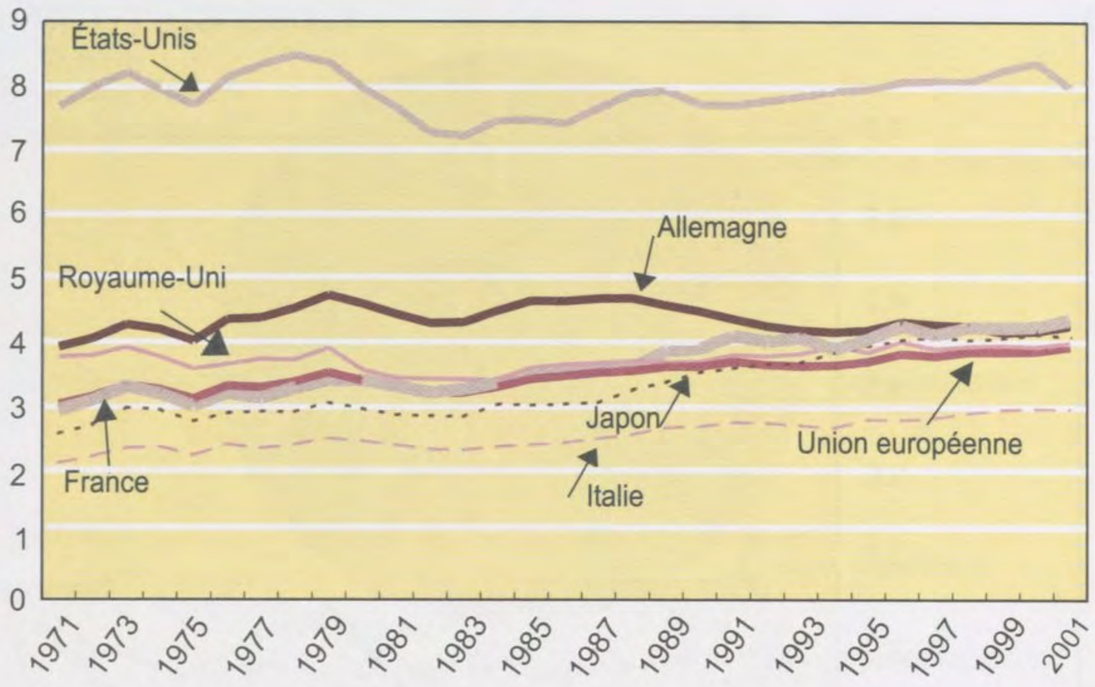
Créations et défaillances d'entreprises (1)



(1) Champ : industrie, commerce et services.

Source : INSEE (SIRENE pour les créations et exploitation du BODACC pour les défaillances)

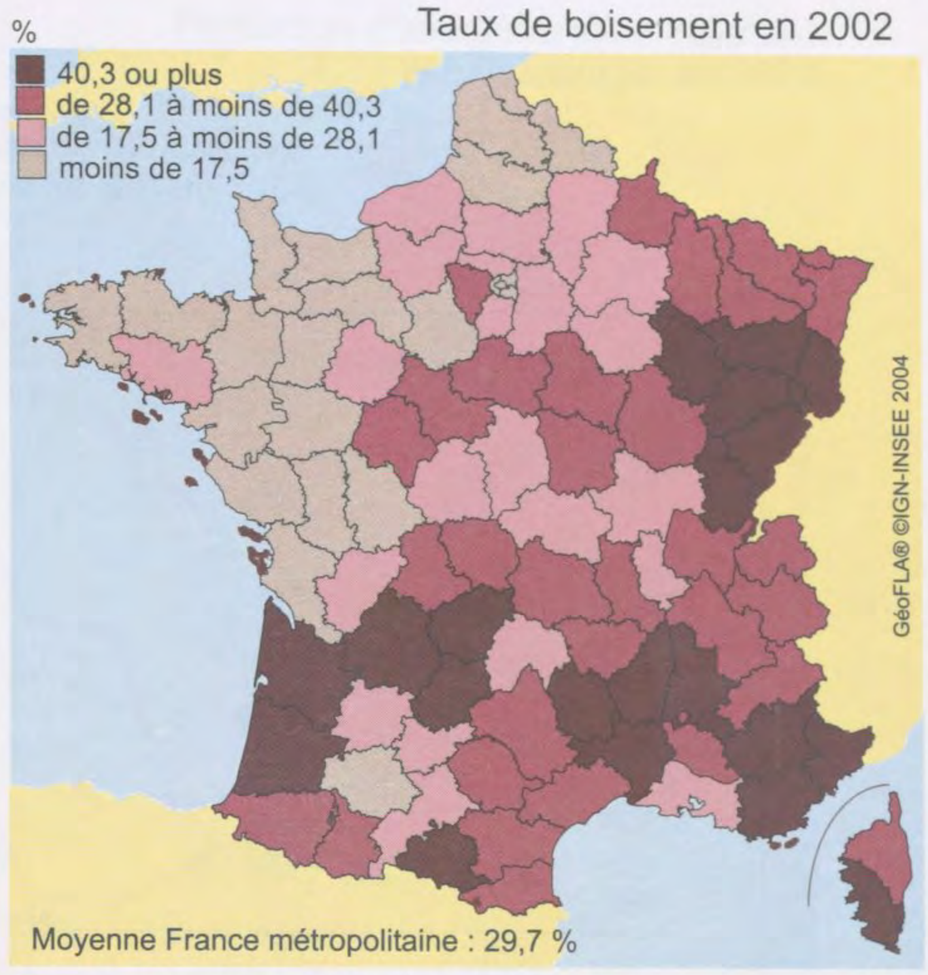
Consommation d'énergie par habitant de quelques pays de l'OCDE
Tep par habitant*



** Tep : tonne d'équivalent pétrole.*

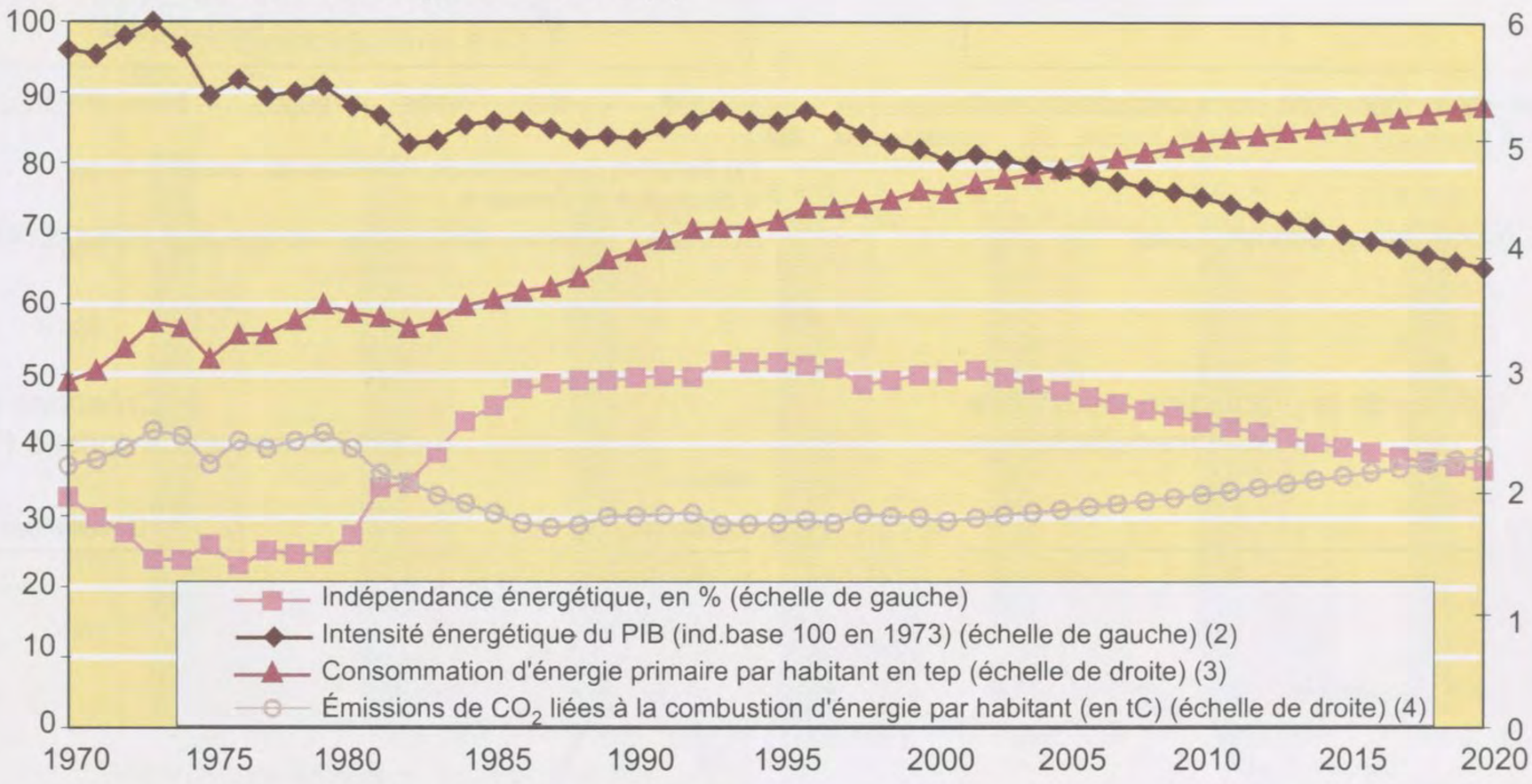
Source : Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Taux de boisement en 2002



Source : Agreste - Utilisation du territoire

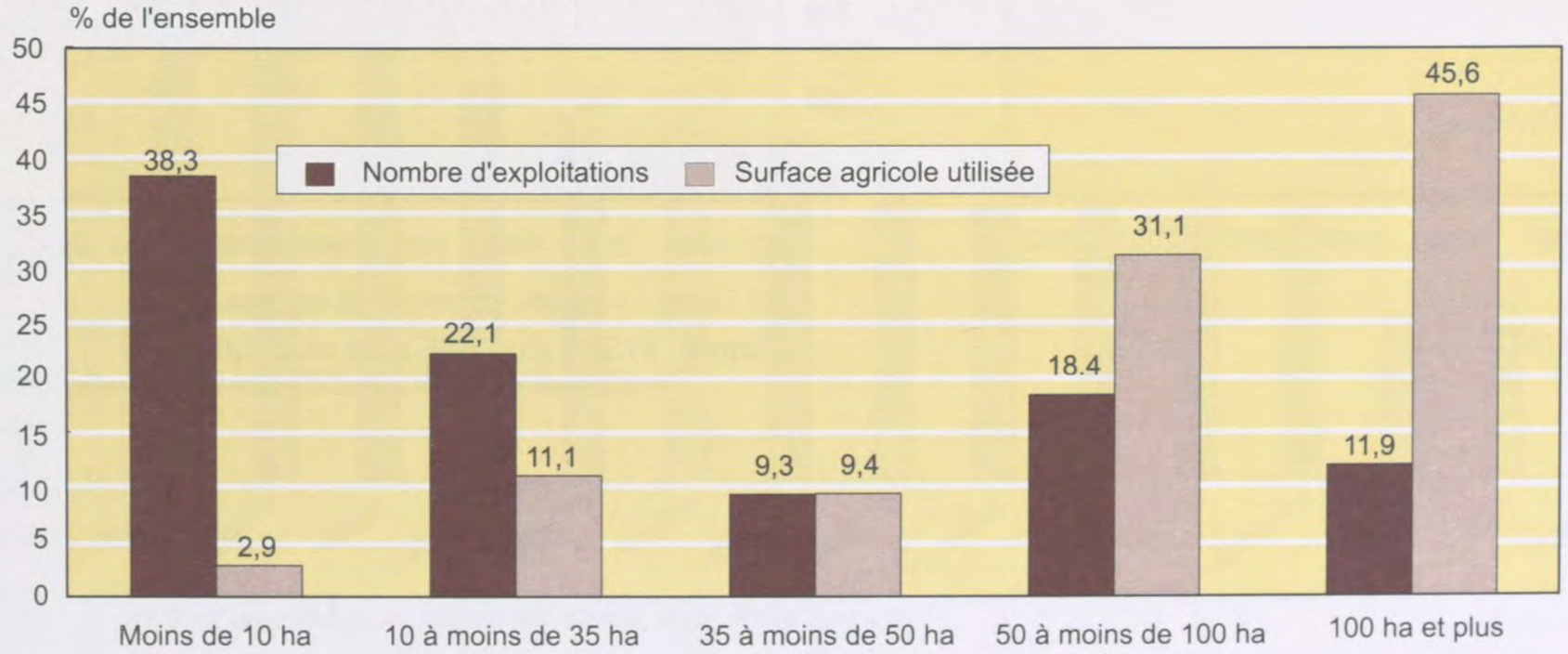
Indicateurs de base sur l'énergie en France (1)



(1) Les chiffres 2002 à 2020 reposent sur un scénario dit « tendanciel » qui suppose que la France ne prend aucune nouvelle mesure pour infléchir sa politique énergétique ; hypothèses macroéconomiques : croissance à + 2,3 % par an, population : source INSEE.
Dans ce scénario, les émissions de CO_2 par habitant augmentent de 10 % entre 1990 et 2010, alors que la France, en ratifiant le protocole de Kyoto, s'est engagée à stabiliser ses rejets de tous gaz à effet de serre par rapport à 1990, soit une baisse de 8 % des émissions par habitant.
(2) Indice base 100 en 1973. Il s'agit du rapport entre la consommation d'énergie primaire corrigée du climat et le PIB exprimé en volume.
(3) Consommation par habitant en tonne d'équivalent pétrole (tep) corrigée du climat.
(4) Émissions de CO_2 liées à la combustion d'énergie, par habitant en tonne de carbone (tC).

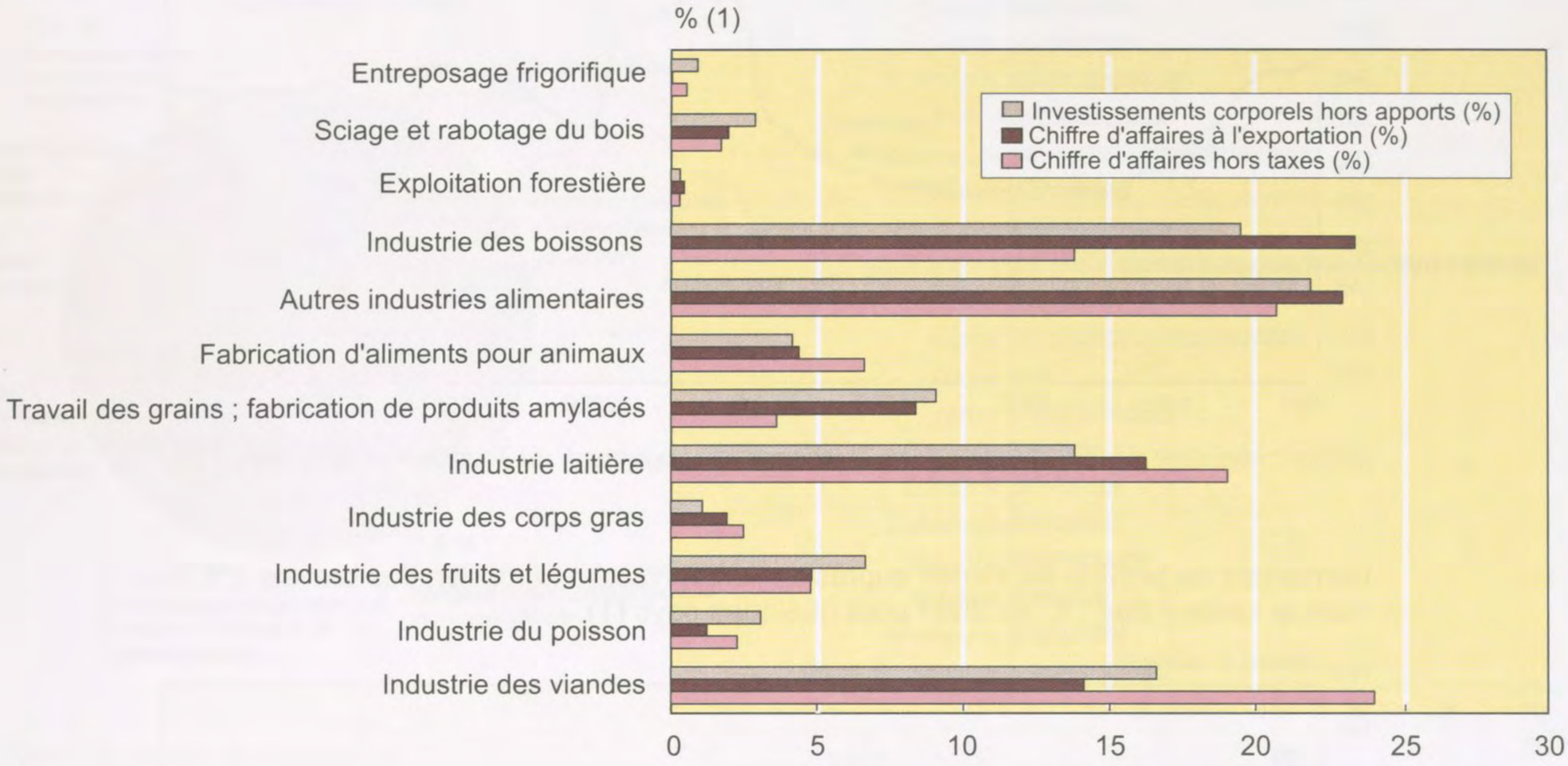
Source : Observatoire de l'énergie

Nombre et surface des exploitations agricoles en 2000 selon leur taille



Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

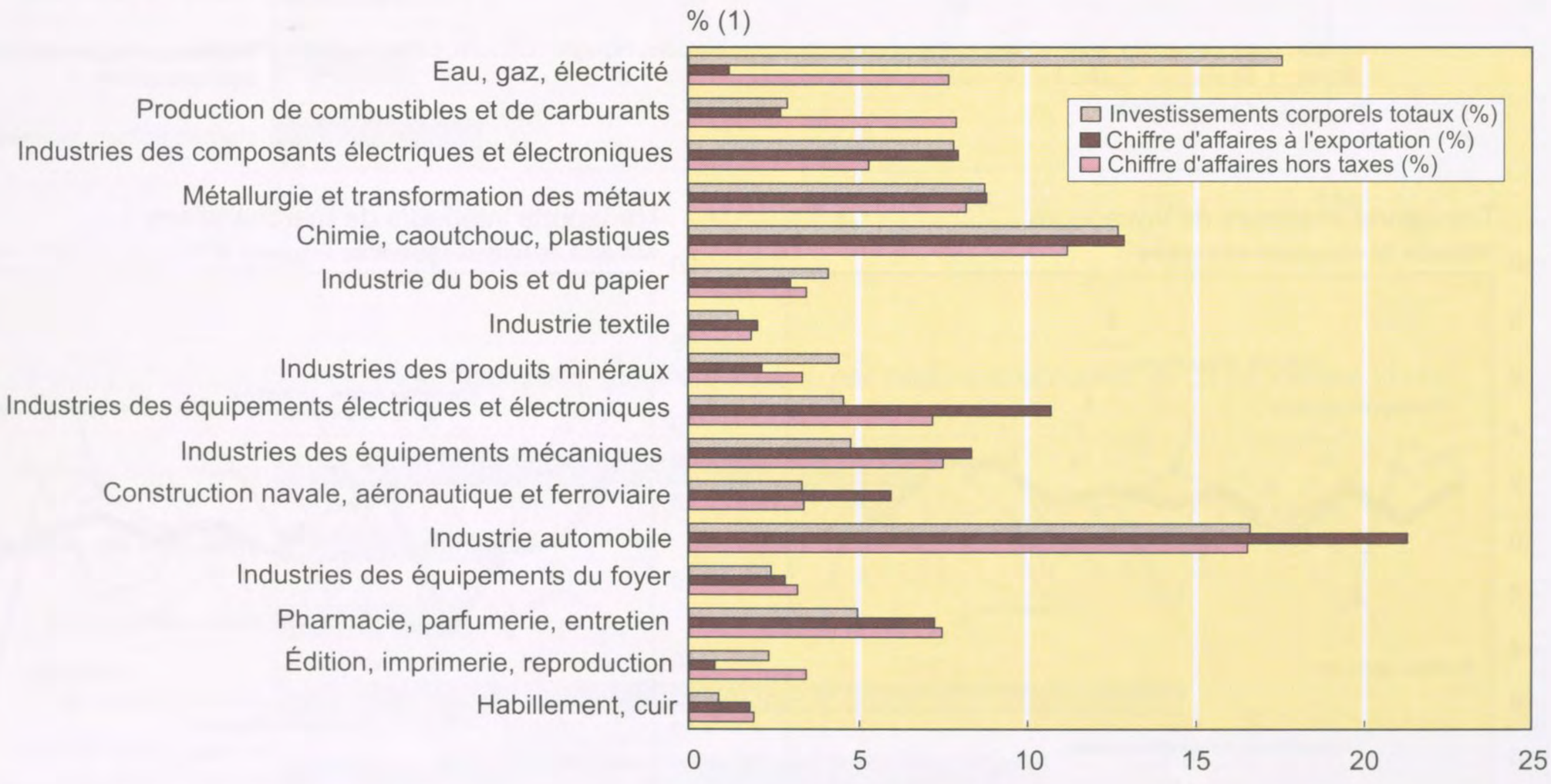
Industries agricoles et alimentaires : données comptables par secteur d'activité en 2001



(1) % de chaque secteur par rapport à l'ensemble des Industries agricoles et alimentaires.

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES)

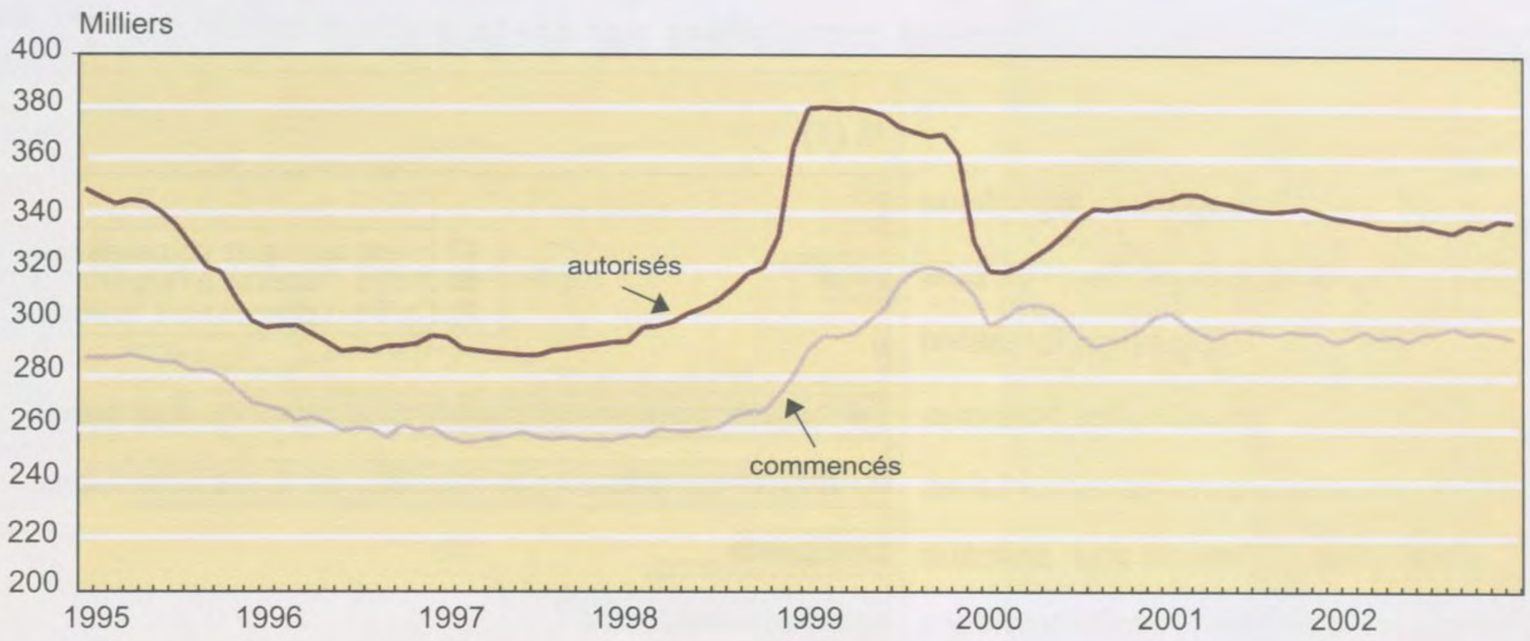
Industrie : données comptables par secteur d'activité en 2001



(1) % de chaque secteur par rapport à l'ensemble de l'Industrie y compris Énergie et hors IAA.

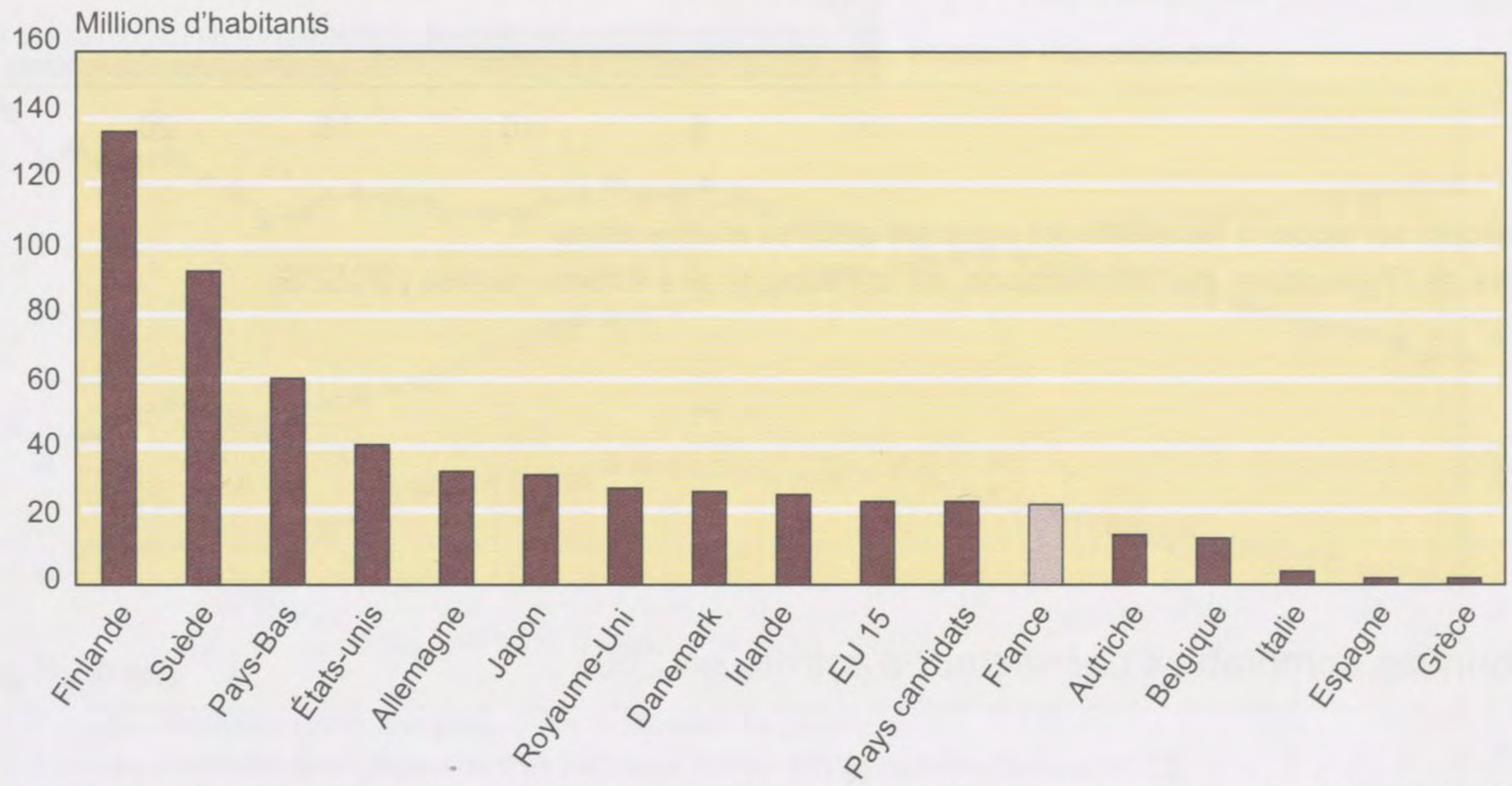
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Logements autorisés et commencés
En année mobile sur 12 mois



Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer

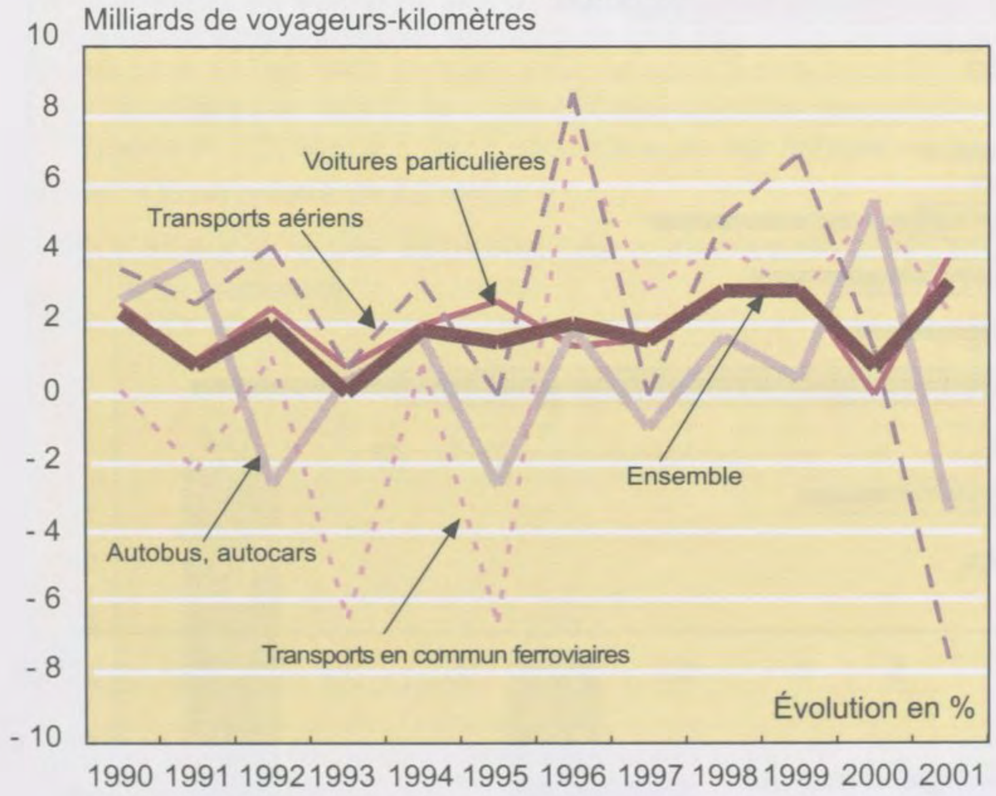
Demandes de brevets déposées auprès de l'Observatoire européen des brevets (OEB)
dans le secteur des TIC en 2001 pour quelques pays (1)



(1) Les pays candidats sont : Chypre, République Tchèque, Estonie, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Malte, Pologne, Slovénie, Slovaquie. Toutes les données sont provisoires.

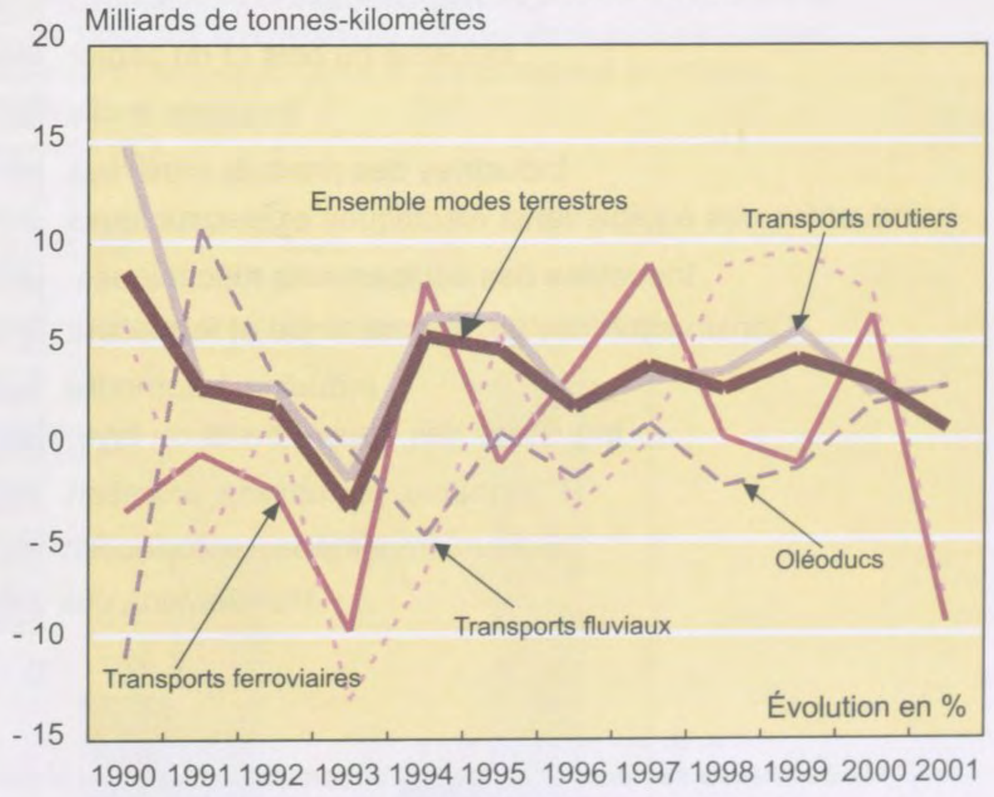
Source : EUROSTAT

Transports intérieurs de voyageurs



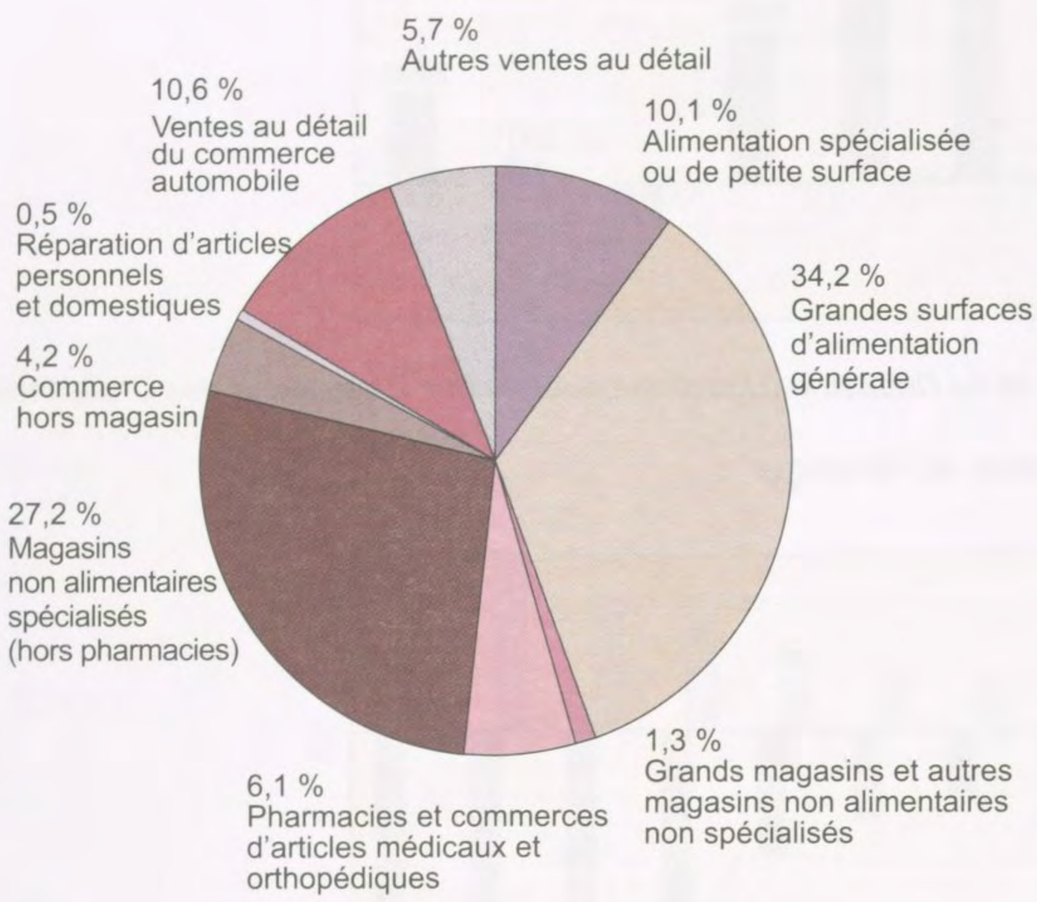
Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, SES, RATP, SNCF, DGAC

Transports intérieurs de marchandises



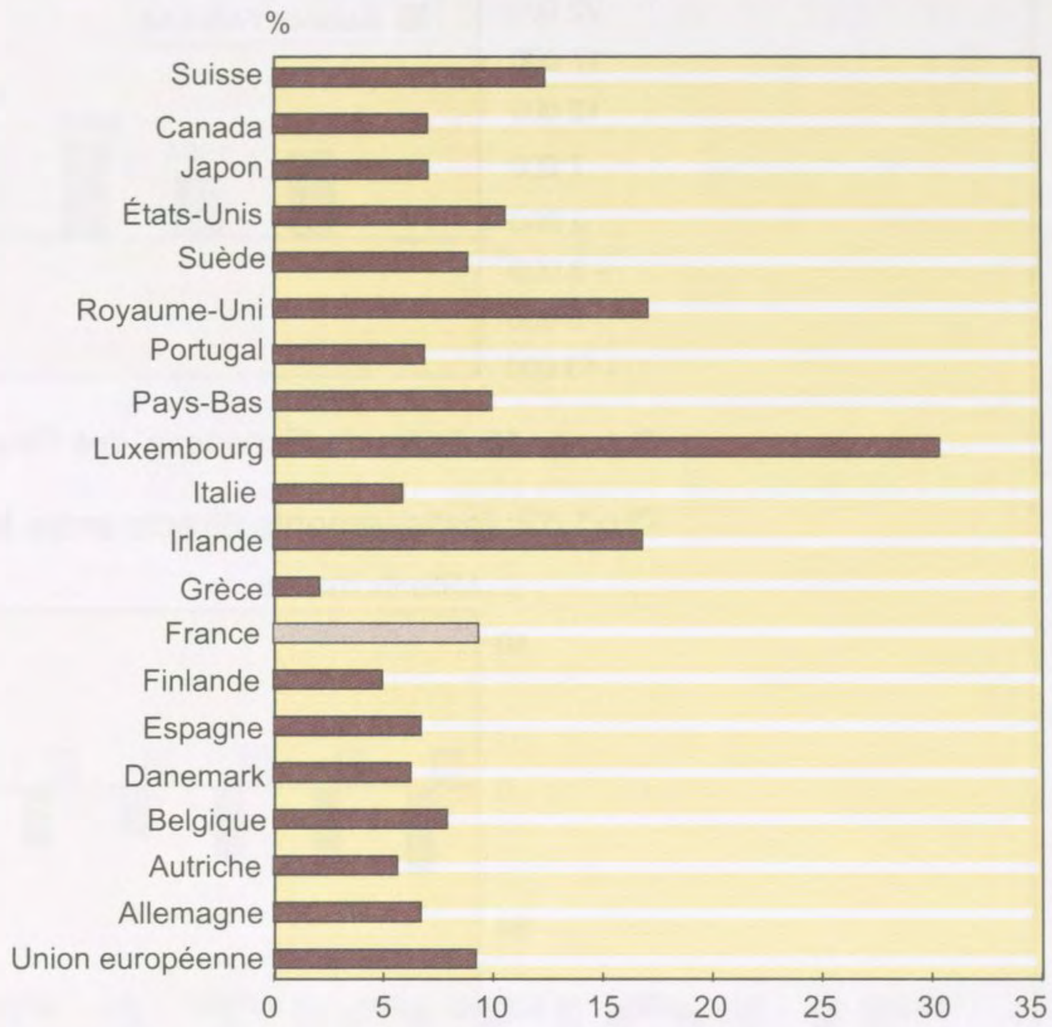
Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, SES, Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction des Matières premières et des Hydrocarbures, Voies navigables de France

Parts de marché par forme de vente en 2001



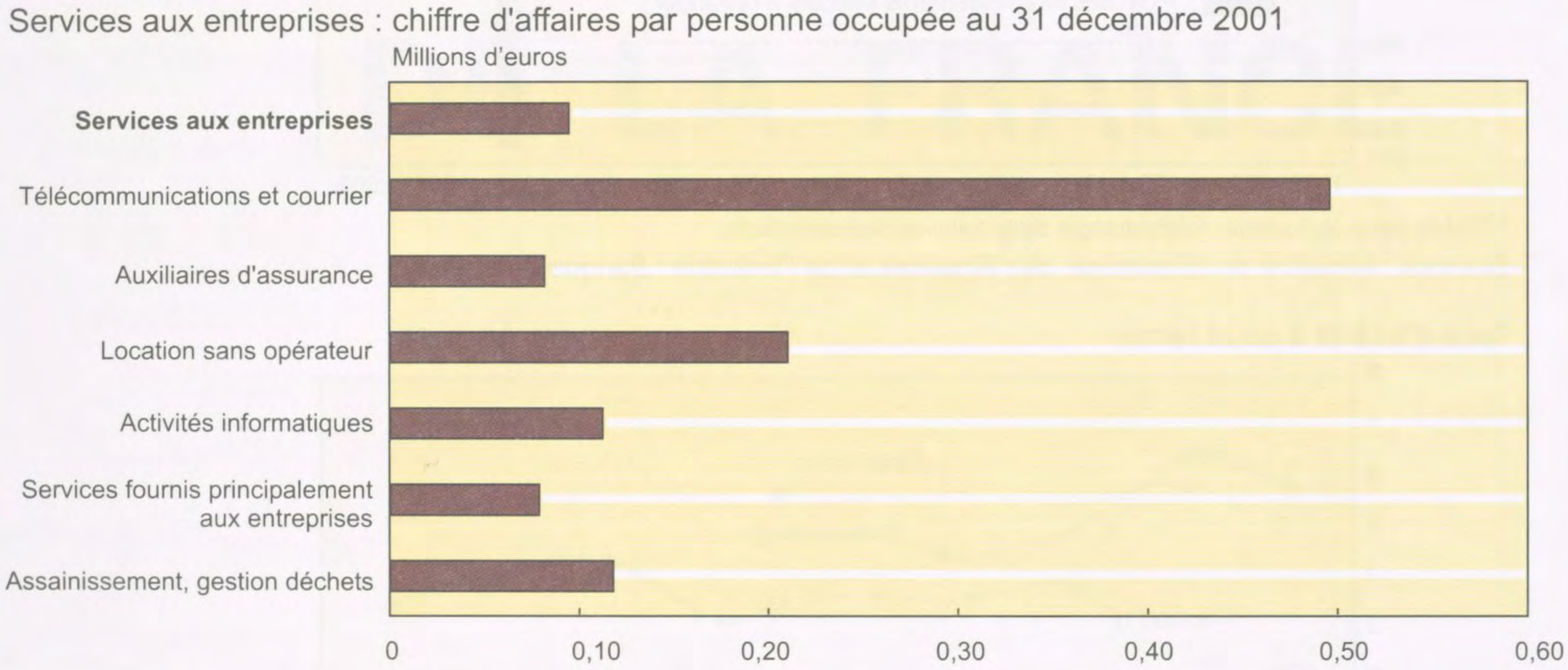
Source : INSEE (Comptes du Commerce)

Part des primes brutes d'assurance rapportée au produit intérieur brut dans plusieurs pays de l'OCDE en 2000



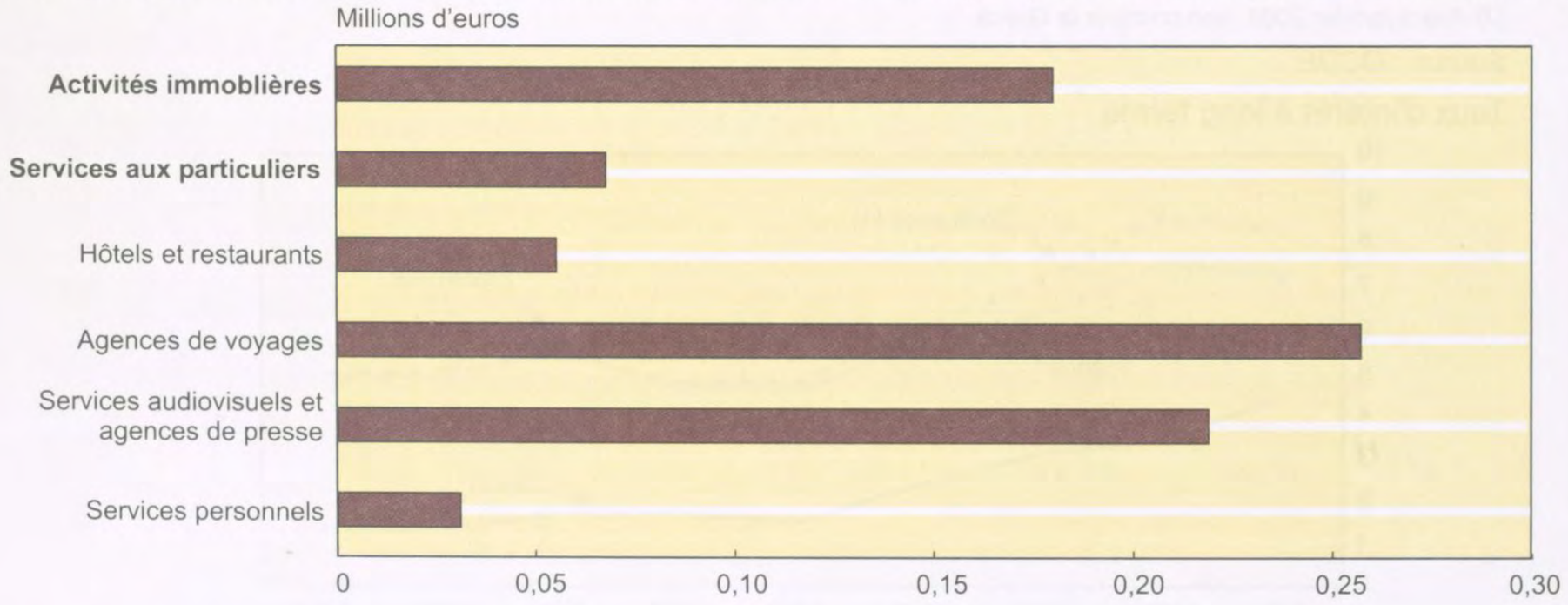
Source : OCDE

Services aux entreprises : chiffre d'affaires par personne occupée au 31 décembre 2001



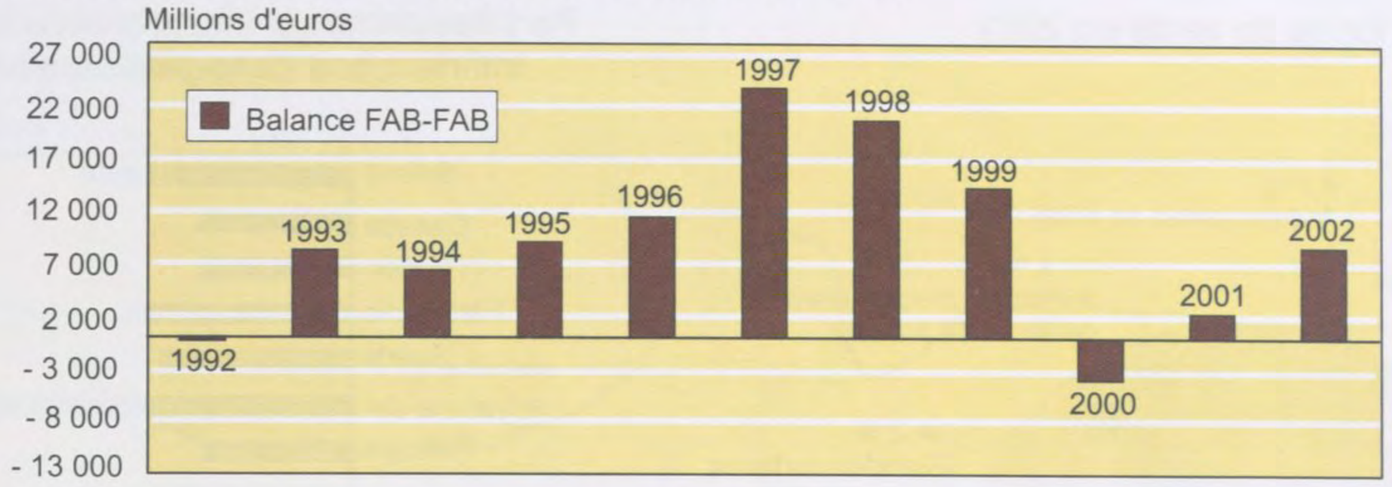
Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise)

Services aux particuliers et Activités immobilières : chiffre d'affaires par personne occupée au 31 décembre 2000



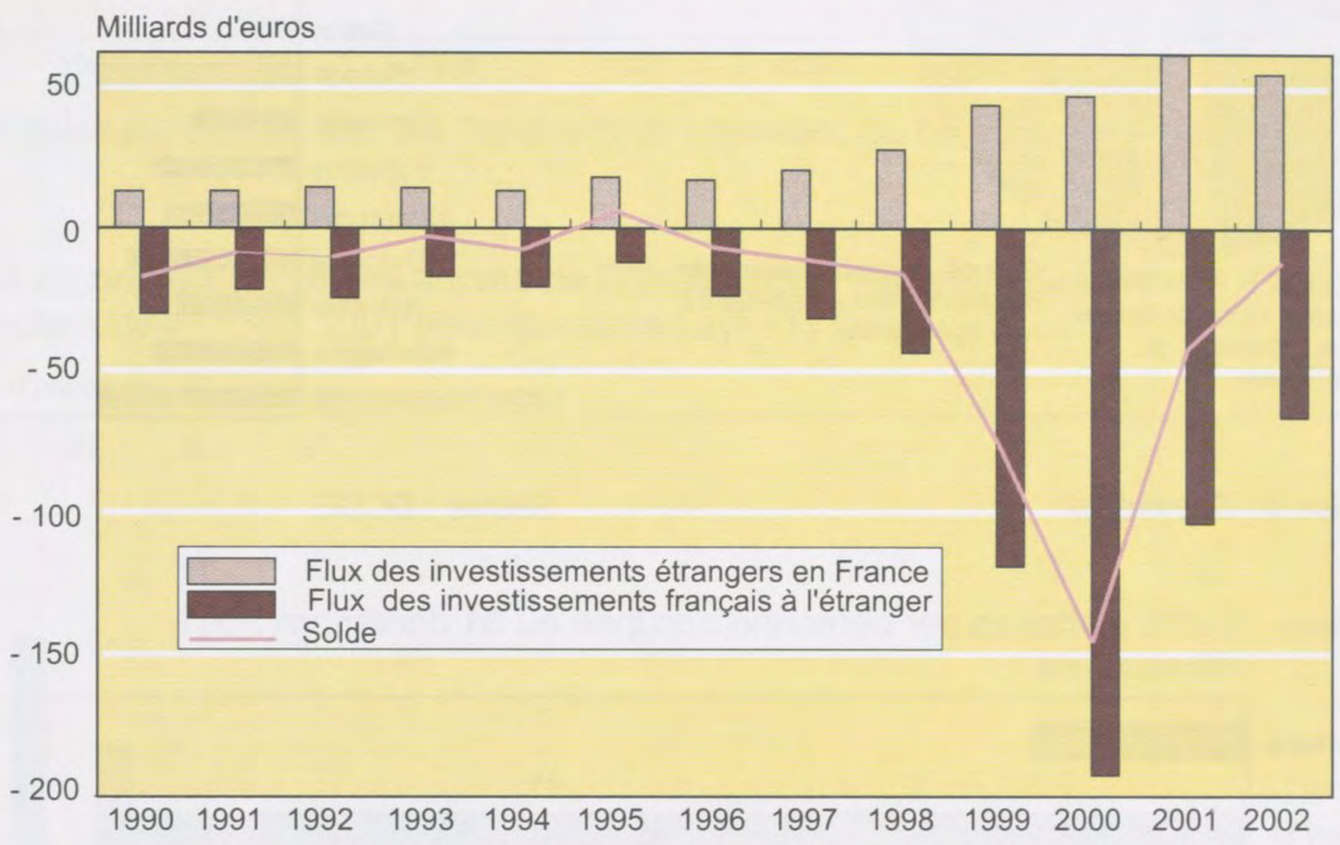
Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise)

Commerce extérieur de la France : soldes FAB - FAB



Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

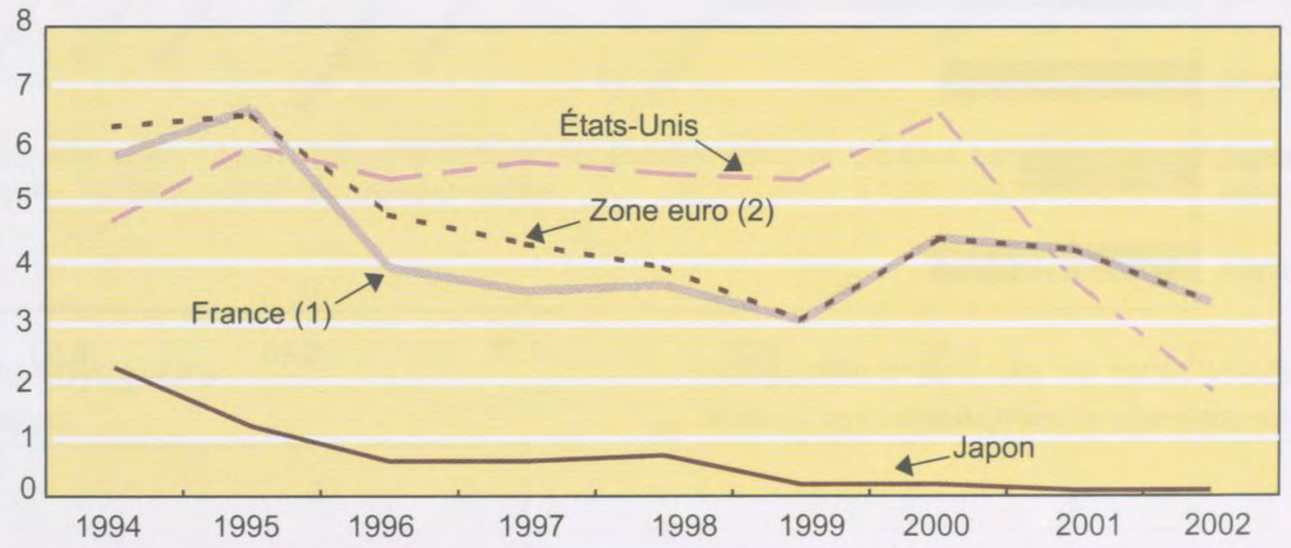
Flux* d'investissements directs entre la France et l'étranger



** Établis selon la nouvelle méthodologie de la balance des paiements.*

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ; Banque de France

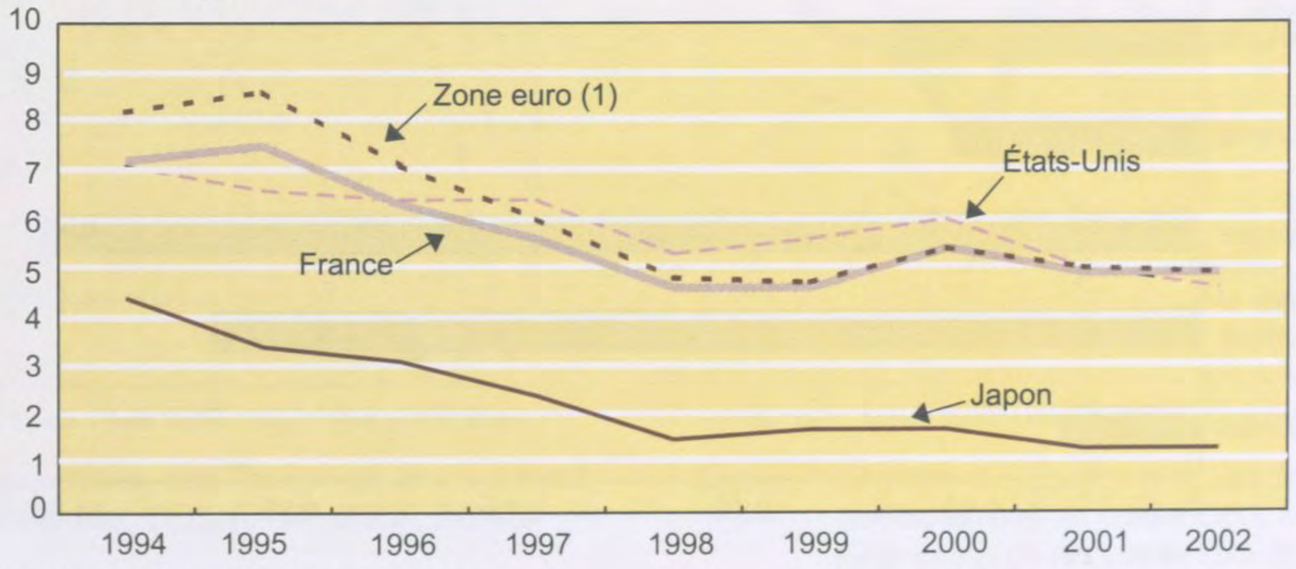
Taux d'intérêt à court terme



(1) Depuis janvier 1999, les taux d'intérêt à court terme sont identiques pour tous les pays de la zone euro.
(2) Avant janvier 2001, non compris la Grèce.

Source : OCDE

Taux d'intérêt à long terme



(1) Avant janvier 2001, non compris la Grèce.
Source : OCDE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

Chapitre A.01

○ Territoire et Population

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Répartition du territoire métropolitain.

2 Population, superficie et densité de quelques pays en 2003.

3 Population des départements et régions en 1982, 1990, 1999 et au 01/01/2002 – France entière.

4 Subdivisions, superficie et population des régions et des départements – France entière.

5 Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.

6 Structure urbaine de la métropole en 1999.

7 Villes et unités urbaines de plus de 50 000 habitants – France entière.

8 Aires urbaines de plus de 150 000 habitants.

9 Communes de plus de 50 000 habitants – France entière.

10 Les communes par tranche de population en métropole.

11 Population des communes urbaines et rurales des régions – France entière.

1

○ Présentation

Au 8 mars 1999, la population de la France s'établit à 60 185 831 habitants : 58 518 395 pour la métropole et 1 667 436 pour les départements d'outre-mer (DOM). Depuis 1990, l'augmentation est de 1 903 240 pour la métropole (soit 0,37 % par an) et de 208 376 pour les DOM (soit 1,49 % par an). Trente-neuf départements métropolitains ont une croissance supérieure à la moyenne nationale. C'est en Haute-Garonne que l'augmentation est la plus forte (1,37 % par an) devant l'Hérault, la Haute-Savoie, la Seine-et-Marne, le Var et l'Ain, tous dépassant 1 % par an. A contrario, vingt-trois départements perdent des habitants depuis 1990 : la Creuse est le département où la baisse est la plus forte (- 0,60 % par an) devant le Cantal, la Haute-Marne, l'Allier et la Nièvre.

Le DOM le plus peuplé est la Réunion devant la Guadeloupe et la Martinique. La Guyane est le département dont la croissance est la plus forte depuis 1990 avec 3,56 % par an.

En 1999, trente-sept communes ont plus de 100 000 habitants (population totale). Parmi ces communes, six seulement sont en diminution dont Paris et Marseille et le record de croissance est détenu par Nantes (1,08 % par an) devant Toulouse, Montpellier, Aix-en-Provence et Orléans.

La population urbaine de la France métropolitaine compte 44,2 millions de personnes, soit une augmentation de 2,3 millions de personnes par rapport à 1990. La poussée est particulièrement forte dans les départements littoraux du sud et de l'ouest, bretons en particulier. Avec 9,6 millions d'habitants, l'agglomération parisienne renforce sa première place européenne. L'agglomération de Marseille-Aix-en-Provence occupe la seconde place en France, juste devant l'agglomération lyonnaise. Au sein des villes, l'écart de croissance s'est réduit entre les banlieues, devenues moins attractives, et les villes centres.

Entre 1990 et 1999, les grandes aires urbaines contribuent fortement à la croissance démographique. Onze aires urbaines, qui repésentaient 34 % de la population métropolitaine française en 1990, totalisent la moitié de l'accroissement démographique enregistré entre 1990 et 1999 sur le territoire métropolitain. Ce sont dans l'ordre Paris, Toulouse, Lyon, Montpellier, Nantes, Marseille-Aix-en-Provence, Rennes, Bordeaux, Strasbourg, Nice et Toulon. Un nombre restreint d'aires contribue donc à la moitié de l'accroissement démographique. Sur la période 1975-1982 et en gardant les délimitations actuelles, il en fallait 19. L'utilisation des précédentes délimitations des aires urbaines renforce ce constat. Ainsi dans les délimitations de 1982, 38 aires urbaines apportaient la moitié de l'accroissement démographique de la période 1975-1982. La population continue donc à se concentrer dans et autour d'un nombre de plus en plus réduit de villes. Si la plupart des aires urbaines de plus de 150 000 habitants voient leur population augmenter, quelques unes font exception. La baisse de population est toujours le fait des villes d'industrialisation ancienne : Saint-Etienne, Montbéliard, Douai-Lens, Béthune, Thionville Le Havre, et dans une moindre mesure, Valenciennes.

La tendance est donc à la concentration croissante de la population dans des villes. Parallèlement ces villes s'étalent de plus en plus, en profitant parfois du manque de dynamisme des territoires voisins. C'est ce que révèle l'actualisation pour 1999 des délimitations des aires urbaines. Désormais 45 millions de personnes vivent dans une aire urbaine contre 41 millions en 1990 (dans les délimitations de 1990). Les premiers résultats de 1999 montrent que la population augmente assez sensiblement au voisinage des aires les plus dynamiques. La plupart de ces communes très dynamiques font désormais partie d'une aire urbaine. En effet les aires urbaines, et dans leur mouvance les espaces urbains, gagnent de proche en proche les communes les plus dynamiques durant la période 1990-1999, voire auparavant. Ce mouvement se fait par vagues concentriques, repoussant toujours plus loin les limites de l'influence des villes et celles des territoires que l'on qualifie de périurbains.

Conséquence de ce phénomène, l'espace à dominante rurale perd près de 5 000 communes. En 1999, cet espace compte 10,6 millions d'habitants contre 13,4 millions en 1990 dans les délimitations de 1990. Dans les délimitations de 1999, il enregistre un très faible gain de population, d'à peine 80 000 habitants en 9 ans. La forte augmentation de la population mise en évidence dans les espaces ruraux à proximité des aires urbaines en croissance (en particulier sur les bordures occidentale et méridionale de l'Hexagone, dans le grand Ouest du Bassin parisien et dans les régions Alsace, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes) s'explique en définitive par l'expansion urbaine.

Avec l'accueil de dix nouveaux membres, l'Union européenne compte 25 pays en 2004, contre 15 auparavant, soit deux tiers en plus. Leur population n'est pas suffisamment importante pour changer ostensiblement celle de l'Union dans son ensemble. Mise à part la Pologne, qui compte près de 40 millions d'habitants, les nouveaux membres sont de petits pays par la population ; ils totalisent près de 75 millions. Avec 450 millions d'habitants à 25 au lieu de 380 millions à 15, l'Union européenne est toujours loin derrière les deux poids lourds mondiaux, la Chine et l'Inde, qui en comptent plus d'un milliard chacun, mais assez loin devant les États-Unis, qui comptent 290 millions d'habitants.

2

○ Méthodologie

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20' et 51° 5' de latitude nord ; elle s'étend de 4° 47' de longitude ouest à 8 ° 15' de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre « Agriculture, Sylviculture, Pêche », pour la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

La superficie du territoire français peut être évaluée à partir de deux sources :

– mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50 000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2 ;

– données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune.

Cette dernière source a généralement été retenue dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

213. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de « La Statistique Agricole », annuelle, établie par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Ces données s'appuient notamment sur l'enquête « Utilisation du territoire » à partir d'un échantillon permanent de 550 000 points du territoire. Ces points sont repérés grâce à des photographies aériennes.

214. Populations légales des circonscriptions administratives

Les effectifs de populations légales figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement de la population de 1999. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 98-403 du 22 mai 1998. Les résultats ont été authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999 (J.O. du 30 décembre 1999) rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000 (J.O. du 20 octobre 2000).

215. Évolution de population

L'évolution de la population d'une zone géographique repose sur deux facteurs : le solde naturel (différence au cours de la période entre le nombre de naissances et de décès domiciliés dans la zone géographique) connu avec précision par les statistiques d'état civil et le solde migratoire, différence au cours de la même période entre le nombre de personnes venues résider dans la zone (les immigrants) et le nombre de celles qui l'ont quittée pour résider ailleurs (les émigrants).

22. Territoires d'outre-mer

Pour les Territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1996 pour Wallis-et-Futuna et la Nouvelle-Calédonie, 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon, 2002 pour Mayotte et la Polynésie française.

3 ○ Définitions

Aire urbaine et pôle urbain

Aire urbaine : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi, travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Un pôle urbain est une unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain. La couronne périurbaine (d'un pôle urbain) regroupe l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain. Certaines unités urbaines dépassant le seuil des 5 000 emplois sont sous la dépendance économique d'une unité urbaine plus importante : plus de 40 % de leur population active résidente travaille dans le pôle ou dans les communes attirées par celui-ci. Ces unités urbaines sont alors incluses dans la couronne périurbaine du pôle sous l'influence duquel elles se trouvent. Pour plus de précisions sur ces notions, cf. les publications spécialisées figurant dans les « Sources de documentation ».

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes)

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part.

La population comptée à part comprend les personnes des catégories résidant dans des établissements situés dans la commune :

a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés ;

b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée ;

c. détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 22 mai 1998 spécifie que les personnes des catégories a et b ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :

– dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement ;

– dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

– personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune ;

– travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

– étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, logés, hors communauté, dans une autre commune et ayant déclaré une résidence familiale dans la commune.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté ou dans leur résidence personnelle pour les étudiants). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes) ;

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

– la population légale des communes, qui comprend les deux parties a et b ;

– la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie b et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines.

Villes et unités urbaines

Les villes et unités urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

– de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres), sur le territoire desquelles une zone agglomérée contient plus de 2 000 habitants ; une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale ;

– d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2 000 habitants ; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et unités urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982, 1990 et 1999.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (SCEES), de l'INED.

Organismes :

– Bureau des longitudes.

– INSEE.

– Institut national d'études démographiques (INED).

– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des Impôts.

Sites Internet :

– www.agreste.agriculture.gouv.fr

– www.datar.gouv.fr

– www.ined.fr

– www.prb.org

– www.recensement.insee.fr

Publications :

INSEE

Ouvrage de synthèse :

– « Portrait de la France – Le recensement de 1999 ».

Tableaux statistiques :
– « Populations légales » : fascicules départementaux, fascicule France, fascicule France synthèse (communes de 2000 hbts ou plus), cédérom France ;
– « Évolutions démographiques » : fascicules départementaux, fascicule France, cédérom France ;
– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation principale » : fascicules départementaux, fascicule France ;
– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation complémentaire » : fascicules régionaux, fascicule France, cédérom France ;
– « Circonscriptions législatives – Tableaux Analyses – Exploitations principale et complémentaire » ;
– « Tableaux Thématiques – Exploitation complémentaire » ;
– « Tableaux à la demande, sur des territoires personnalisés » : tableaux Références, tableaux Analyses, tableaux Mobilités.

Bases de données locales :
– « Les bases de données locales – Populations légales » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Évolutions démographiques » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Territoires…L'information supra-communale » : Profils – cédérom France, Analyses cédérom ;
– « Les bases de données locales – Communes… L'information communale » : Références – cédérom France, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, Profils – cédérom France tous thèmes ;
– « Les bases de données locales – Communes…Les bases de données thématiques à la demande » : Analyses – cédérom départemental, Mobilités ;
– « Les bases de données locales – IRIS…L'information infra-communale » : Références – cédérom France, Analyses – cédérom départemental, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, cédérom France tous thèmes ;
– « Les bases de données locales – Îlots…L'information infra-communale » : ÎLOTS…15 – cédérom départemental, cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Les outils pour l'analyse infra-communale » : Contours…IRIS et Contours…Îlots, Correspondances…IRIS-Îlots, Correspondances…Adresse, cédéroms.

Fichier détail :
– « Fichier Détail…Logements » : cédérom régional, cédérom France ;
– « Fichier Détail…Individus et Logements » : cédérom ;
– « Fichier d'études de données individuelles anonymes issues du sondage au 1/20ème » : cédérom.

Cartes et graphiques :
– « La fiche profil et la fiche cartographique ».

La France et ses régions, édition 2003.

Économie et Statistique, n°s 355-356, décembre 2002.

INSEE-Première (dernières parutions) :
– « Mayotte – Recensement de la population du 30 juillet 2002 », n° 940, décembre 2003 ;
– « Bilan démographique 2002 – Légère diminution des naissances », n° 882, janvier 2003 ;
– « Projections régionales de population pour 2030 : l'impact des migrations », n° 805, septembre 2001 ;
– « Recensement de la population 1999, les déplacements domicile travail », n° 767, avril 2001 ;
– « Les grandes villes françaises étendent leur influence » n° 766, avril 2001 ;
– « Le zonage en aires urbaines en 1999, 4 millions d'habitants en plus dans les aires urbaines » n° 765, avril 2001 ;
– « Recensement de la population 1999 : les migrations en France entre 1990 et 1999 – les régions de l'ouest de plus en plus attractives », n° 758, février 2001.

INSEE-Résultats, série Société :
– « Projections démographiques pour la France, ses régions et ses départements (horizon 2030/2050) », n° 16, août 2003 ;
– « Images de la population de Wallis et Futuna - Principaux résultats du recensement de 1996 », n° 79, novembre 2000.

INSEE-Méthodes :
– « Le recensement de la population 1999. Préparation », n°s 79-80, octobre 1998 ;
– « Les zonages : enjeux et méthodes », n° 83, janvier 1999.

Synthèses :
– « Les tendances régionales 1999 », n°s 36-37, juillet 2000.

Données sociales, édition 2002 :
– « Panorama démographique de la France en 2000 », L. Doisneau ;
– « Projections démographiques pour la France, ses régions et ses départements à l'horizon 2030 », C. Brutel, L. Omalek ;
– « Les natifs des Dom résidant en métropole en 1999 », D. Collignon ;
– « Inégalités et disparités entre les quartiers en 1999 », G. Martin-Houssart, N. Tabard ;
– « Les grands échanges migratoires régionaux entre 1990 et 1999 », B. Aubry.

INED
– « Tous les pays du monde (2003) », *Population et sociétés*, n° 392, juillet-août 2003 ;
– « Évolution démographique récente des pays développés », *Population*, janvier-février 2002/1, p. 123-170.

Autres
– Annuaire du Bureau des longitudes ;
– « Quelle France rurale pour 2020 ? – Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable », Étude prospective de la Datar, CIADT, septembre 2003 ;
– « Fiche de données sur la population mondiale 2003 », Population Reference Bureau.

5
○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU A.01-1

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Catégories	1990		1999		2000		2001		2002	
	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%
Terres arables (1)	18 036	32,8	18 362	33,4	18 466	33,6	18 447	33,6	18 457	33,6
Superficies toujours en herbe	11 365	20,7	10 385	18,9	10 086	18,4	10 046	18,3	9 993	18,2
Autres superficies agricoles utilisées	1 346	2,5	1 302	2,4	1 297	2,4	1 292	2,4	1 137	2,1
Peupleraies, bois et forêts	14 828	27,0	15 189	27,7	15 354	28,0	15 375	28,0	15 394	28,0
Territoire agricole non cultivé	2 932	5,3	2 876	5,2	2 814	5,1	2 817	5,1	2 816	5,1
Territoire non agricole (2)	6 412	11,7	6 804	12,4	6 899	12,6	6 942	12,6	7 122	13,0
Total	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs.
(2) Y compris la ville de Paris.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays (1) en 2003

Source : INED, Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	(3) Superficie (en milliers de km²)	Population en millions — Estimation (4) mi-2003	Population en millions — Projection 2025	Densité mi-2003 (habitants par km²)
AFRIQUE	**30 333**	**861,0**	**1 289,0**	**28**
dont : Afrique du Sud	1 222	44,0	35,1	36
Algérie	2 384	31,7	42,8	13
Congo. (Rép. Dém. du ..., ex-Zaïre)	2 348	57,0	105,0	24
Égypte	1 003	72,1	103,2	72
Maroc	447	30,4	39,2	68
Nigeria	925	133,9	206,4	145
AMÉRIQUE	**40 570**	**863,0**	**1 077,0**	**21**
dont : Argentine	2 784	36,9	47,2	13
Brésil	8 557	176,5	211,2	21
Canada	9 982	31,6	36,0	3
Colombie	1 140	44,2	58,1	39
États-Unis	9 640	291,5	351,1	30
Mexique	1 960	104,9	133,8	54
Pérou	1 287	27,1	35,7	21
ASIE (sans la Russie) (5)	**31 796**	**3 830,0**	**4 776,0**	**120**
dont : Bangladesh	144	146,7	208,3	1 019
Chine (y compris Hong Kong)	9 585	1 296,0	1 463,0	135
Corée du Sud	99	47,9	50,6	484
Inde	3 291	1 068,6	1 363,0	325
Indonésie	1 907	220,5	281,9	116
Iran	1 635	66,6	84,7	41
Japon	378	127,5	121,1	337
Pakistan	797	149,1	249,7	187
Philippines	300	81,6	111,5	272
Taïwan	36	22,6	24,4	628
Thaïlande	514	63,1	72,1	123
Turquie	776	71,2	88,9	92
Viêt-Nam	332	80,8	104,1	243
EUROPE (sans la Russie) (5)	**5 920**	**581,5**	**585,1**	**98**
dont : **Union européenne à 25**	**3 991**	**454,5**	**461,0**	**114**
Chypre	9	0,9	1,0	100
Estonie	45	1,4	1,2	31
Hongrie	93	10,1	8,9	109
Lettonie	65	2,3	2,2	35
Lituanie	65	3,5	3,5	54
Malte	0,3	0,4	0,4	1 333
Pologne	324	38,6	38,6	119
Slovaquie	49	5,4	5,2	110
Slovénie	20	2,0	2,0	100
Tchèque (République)	79	10,2	10,1	129
Union européenne à 15	**3 249**	**380,7**	**390,0**	**117**
Allemagne	357	82,6	78,1	231
Autriche	84	8,2	8,4	98
Belgique	31	10,4	10,8	335
Danemark	43	5,4	5,9	126
Espagne	507	41,3	43,5	81
Finlande	339	5,2	5,3	15
France métropolitaine	**552**	**59,8**	**63,4**	**108**
Grèce	132	11,0	10,4	83
Irlande	70	4,0	4,5	57
Italie	302	57,2	57,6	189
Luxembourg	3	0,5	0,6	167
Pays-Bas	41	16,2	17,7	395
Portugal	92	10,4	10,3	113
Royaume-Uni	245	59,2	62,9	242
Suède	450	9,0	9,6	20
RUSSIE (Fédération de) (5)	**17 095**	**145,5**	**136,9**	**9**
OCÉANIE (sans Hawaï) (6)	**8 574**	**32,0**	**42,0**	**4**
MONDE	**134 288**	**6 314,0**	**7 907,0**	**47**

(1) Tous les pays ou entités cités ici dépassent vingt millions d'habitants, à l'exception de plusieurs pays appartenant à l'Europe des 25. Tous les chiffres de ce tableau sont arrondis.
(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Division de la Population et Bureau des Statistiques), US Bureau of the Census, Banque mondiale, Union européenne, Conseil de l'Europe, offices nationaux de statistiques, etc.
(3) Il s'agit de la « superficie des terres » (*Land Area*), soit la « superficie totale » (*Total Area*) moins les eaux intérieures, c'est-à-dire les principaux cours d'eau et les lacs. Source des données, en km², PRB d'après le dernier FAO Annuaire Production. Les superficies sont réévaluées de temps à autre.
(4) Les chiffres donnés pour 2003 sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau (début 2003). Pour certains pays, ils peuvent remonter à plusieurs années. Une variation importante d'une année sur l'autre peut s'expliquer par un recensement récent. Pour plus de précisions sur les derniers résultats connus, le lecteur se reportera à l'annuaire démographique des Nations Unies et aux sources citées à la note (2).
(5) Huit Républiques de l'ex-URSS sont classées en Asie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et six en Europe, (les trois Baltes: Estonie, Lettonie, Lituanie, ainsi que Biélorussie, Moldavie, Ukraine). La Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, est ici traitée à part (et non en Europe).
(6) Hawaii fait partie des États-Unis.

TABLEAU A.01-3

Population des départements et régions en 1982, 1990, 1999 et au 01/01/2002 - France entière

Source : INSEE (recensements de la population, estimation localisée de population au 1er janvier 2002) — *Unité* : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes			
	1982	1990	1999	2002
Bas-Rhin	915,6	953,1	1 026,1	1 047,6
Haut-Rhin	650,4	671,3	708,0	720,5
Alsace	**1 566,0**	**1 624,4**	**1 734,1**	**1 768,1**
Dordogne	386,4	386,4	388,3	391,5
Gironde	1 127,5	1 213,5	1 287,4	1 319,3
Landes	297,4	311,4	327,3	337,0
Lot-et-Garonne	298,5	306,0	305,4	308,4
Pyrénées-Atlantiques	555,7	578,5	600,0	610,3
Aquitaine	**2 656,5**	**2 795,8**	**2 908,4**	**2 966,6**
Allier	369,6	357,7	344,7	343,0
Cantal	162,8	158,7	150,8	149,1
Haute-Loire	205,9	206,6	209,1	212,7
Puy-de-Dôme	594,4	598,2	604,3	608,1
Auvergne	**1 332,7**	**1 321,2**	**1 308,9**	**1 313,0**
Côte-d'Or	473,5	493,9	506,8	507,8
Nièvre	239,6	233,3	225,2	223,1
Saône-et-Loire	571,9	559,4	544,9	542,9
Yonne	311,0	323,1	333,2	334,7
Bourgogne	**1 596,1**	**1 609,7**	**1 610,1**	**1 608,4**
Côtes-d'Armor	538,9	538,4	542,4	550,5
Finistère	828,4	838,7	852,4	860,8
Ille-et-Vilaine	749,8	798,7	867,5	889,9
Morbihan	590,9	619,8	643,9	658,3
Bretagne	**2 707,9**	**2 795,6**	**2 906,2**	**2 959,5**
Cher	320,2	321,6	314,4	312,6
Eure-et-Loir	362,8	396,1	407,7	409,9
Indre	243,2	237,5	231,1	231,1
Indre-et-Loire	506,1	529,3	554,0	560,4
Loir-et-Cher	296,2	305,9	315,0	317,7
Loiret	535,7	580,6	618,1	625,8
Centre	**2 264,2**	**2 371,0**	**2 440,3**	**2 457,5**
Ardennes	302,3	296,4	290,1	288,8
Aube	289,3	289,2	292,1	293,6
Marne	543,6	558,2	565,3	564,8
Haute-Marne	1 345,9	204,1	194,9	191,3
Champagne-Ardenne	**1 347,8**	**1 347,8**	**1 342,4**	**1 338,5**
Corse-du-Sud	108,6	118,8	118,6	120,7
Haute-Corse	131,6	131,6	141,6	143,7
Corse	**240,2**	**250,4**	**260,2**	**264,4**
Doubs	477,2	484,8	499,1	503,3
Jura	242,9	248,8	250,9	252,6
Haute-Saône	232,0	229,7	229,7	231,1
Territoire de Belfort	132,0	134,1	137,4	138,9
Franche-Comté	**1 084,0**	**1 097,3**	**1 117,1**	**1 126,0**
Paris	2 176,2	2 152,4	2 125,2	2 145,8
Seine-et-Marne	887,1	1 078,2	1 193,8	1 219,2
Yvelines	1 196,1	1 307,2	1 354,3	1 364,5
Essonne	988,0	1 084,8	1 134,2	1 145,1
Hauts-de-Seine	1 387,0	1 391,7	1 428,9	1 463,1
Seine-Saint-Denis	1 324,3	1 381,2	1 382,9	1 389,3
Val-de-Marne	1 193,7	1 215,5	1 227,2	1 236,1
Val-d'Oise	920,6	1 049,6	1 105,5	1 115,0
Île-de-France	**10 073,1**	**10 660,6**	**10 952,0**	**11 078,3**
Aude	280,7	298,7	309,8	318,1
Gard	530,5	585,0	623,1	642,3
Hérault	706,5	794,6	896,4	932,6
Lozère	74,3	72,8	73,5	73,8
Pyrénées-Orientales	334,6	363,8	392,8	408,7
Languedoc-Roussillon	**1 926,5**	**2 115,0**	**2 295,6**	**2 375,6**
Corrèze	241,4	237,9	232,6	232,8
Creuse	140,0	131,3	124,4	123,1
Haute-Vienne	355,7	353,6	353,9	353,8
Limousin	**737,2**	**722,9**	**710,9**	**709,7**
Meurthe-et-Moselle	717,0	711,9	713,8	716,6
Meuse	200,0	196,2	192,2	191,6
Moselle	1 007,2	1 011,3	1 023,4	1 027,0
Vosges	395,8	386,3	381,0	381,8
Lorraine	**2 319,9**	**2 305,7**	**2 310,4**	**2 316,9**

Départements et régions	Population sans doubles comptes			
	1982	1990	1999	2002
Ariège	135,7	136,5	137,2	139,3
Aveyron	278,7	270,1	263,8	264,9
Haute-Garonne	824,5	926,0	1 046,3	1 089,8
Gers	174,2	174,6	172,3	173,2
Lot	154,5	155,8	160,2	163,1
Hautes-Pyrénées	227,9	224,8	222,4	223,3
Tarn	339,3	342,7	343,4	347,6
Tarn-et-Garonne	190,5	200,2	206,0	211,5
Midi-Pyrénées	**2 325,3**	**2 430,7**	**2 551,6**	**2 612,7**
Nord	2 520,5	2 531,9	2 555,0	2 568,3
Pas-de-Calais	1 412,4	1 433,2	1 441,6	1 449,1
Nord-Pas-de-Calais	**3 932,9**	**3 965,1**	**3 996,6**	**4 017,4**
Calvados	589,6	618,5	648,4	656,9
Manche	465,9	479,6	481,5	484,0
Orne	295,5	293,2	292,3	291,5
Basse-Normandie	**1 351,0**	**1 391,3**	**1 422,2**	**1 432,4**
Eure	462,3	513,8	541,1	547,5
Seine-Maritime	1 193,1	1 223,4	1 239,1	1 239,8
Haute-Normandie	**1 655,4**	**1 737,2**	**1 780,2**	**1 787,3**
Loire-Atlantique	995,5	1 052,2	1 134,3	1 164,3
Maine-et-Loire	675,3	705,9	732,9	743,1
Mayenne	271,8	278,0	285,3	289,5
Sarthe	504,8	513,7	529,9	534,6
Vendée	483,0	509,4	539,7	558,3
Pays de la Loire	**2 930,4**	**3 059,1**	**3 222,1**	**3 289,8**
Aisne	534,0	537,3	535,5	535,1
Oise	661,8	725,6	766,4	773,7
Somme	544,6	547,8	555,6	557,6
Picardie	**1 740,3**	**1 810,7**	**1 857,5**	**1 866,4**
Charente	340,8	342,0	339,6	340,6
Charente-Maritime	513,2	527,1	557,1	571,6
Deux-Sèvres	342,8	346,0	344,4	346,7
Vienne	371,4	380,0	399,0	401,9
Poitou-Charentes	**1 568,2**	**1 595,1**	**1 640,1**	**1 660,8**
Alpes-de-Haute-Provence	119,1	130,9	139,6	143,4
Hautes-Alpes	105,1	113,3	121,4	125,3
Alpes-Maritimes	881,2	971,8	1 011,3	1 040,1
Bouches-du-Rhône	1 724,2	1 759,4	1 835,7	1 871,9
Var	708,3	815,4	898,4	932,5
Vaucluse	427,3	467,1	499,7	512,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**3 965,2**	**4 257,9**	**4 506,1**	**4 625,5**
Ain	418,5	471,0	515,3	532,7
Ardèche	268,0	277,6	286,0	291,0
Drôme	389,8	414,1	437,8	448,4
Isère	936,8	1 016,2	1 094,0	1 118,5
Loire	739,5	746,3	728,5	726,9
Rhône	1 445,2	1 509,0	1 578,9	1 610,9
Savoie	323,7	348,3	373,2	383,3
Haute-Savoie	494,5	568,3	631,7	655,4
Rhône-Alpes	**5 015,9**	**5 350,7**	**5 645,4**	**5 767,2**
Métropole	**54 334,9**	**56 615,2**	**58 518,4**	**59 342,1**
Guadeloupe	328,4	387,0	422,5	...
Guyane	73,0	114,7	157,2	...
Martinique	328,6	359,6	381,4	...
Réunion	515,8	597,8	706,3	...
Départements d'outre-mer	**1 245,8**	**1 459,1**	**1 667,4**	**...**
France entière	**55 580,7**	**58 074,2**	**60 185,8**	**...**

TABLEAU A.01-4

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements - France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre) ; bureau des Longitudes ; INSEE (recensement de la population de 1999)

Région et département	Au 01-01-2003, nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (milliers)	Densité au km²	Variation de la population entre 1990 et 1999 : En valeur absolue	En valeur relative %
Alsace	**13**	**75**	**903**	**8 280,20**	**1 734,1**	**209**	**+ 109 773**	**+ 6,8**
67 Bas-Rhin	7	44	526	4 755,03	1 026,1	216	+ 73 067	+ 7,7
68 Haut-Rhin	6	31	377	3 525,17	708,0	201	+ 36 706	+ 5,5
Aquitaine	**18**	**235**	**2 295**	**41 308,42**	**2 908,4**	**70**	**+ 112 529**	**+ 4,0**
24 Dordogne	4	50	557	9 060,01	388,3	43	+ 1 928	+ 0,5
33 Gironde	5	63	542	10 000,14	1 287,3	129	+ 73 835	+ 6,1
40 Landes	2	30	331	9 242,60	327,3	35	+ 15 873	+ 5,1
47 Lot-et-Garonne	4	40	318	5 360,91	305,4	57	– 609	– 0,2
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	547	7 644,76	600,0	78	+ 21 502	+ 3,7
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**26 012,89**	**1 308,9**	**50**	**– 12 336**	**– 0,9**
03 Allier	3	35	320	7 340,11	344,7	47	– 12 989	– 3,6
15 Cantal	3	27	260	5 725,98	150,8	26	– 7 945	– 5,0
43 Haute-Loire	3	35	260	4 977,14	209,1	42	+ 2 545	+ 1,2
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7 969,66	604,3	76	+ 6 053	+ 1,0
Bourgogne	**15**	**174**	**2 045**	**31 581,96**	**1 610,1**	**51**	**+ 414**	**–**
21 Côte-d'Or	3	43	707	8 763,21	506,8	58	+ 12 889	+ 2,6
58 Nièvre	4	32	312	6 816,71	225,2	33	– 8 080	– 3,5
71 Saône-et-Loire	5	57	573	8 574,69	544,9	64	– 14 520	– 2,6
89 Yonne	3	42	453	7 427,35	333,2	45	+ 10 125	+ 3,1
Bretagne	**15**	**201**	**1 268**	**27 207,91**	**2 906,2**	**107**	**+ 110 559**	**+ 4,0**
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	6 877,55	542,4	79	+ 3 978	+ 0,7
29 Finistère	4	54	283	6 733,00	852,4	127	+ 13 731	+ 1,6
35 Ille-et-Vilaine	4	53	352	6 774,72	867,5	128	+ 68 815	+ 8,6
56 Morbihan	3	42	261	6 822,64	643,9	94	+ 24 035	+ 3,9
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**39 150,94**	**2 440,3**	**62**	**+ 69 293**	**+ 2,9**
18 Cher	3	35	290	7 234,99	314,4	43	– 7 131	– 2,2
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5 879,95	407,7	69	+ 11 592	+ 2,9
36 Indre	4	26	247	6 790,63	231,1	34	– 6 371	– 2,7
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6 126,70	554,0	90	+ 24 658	+ 4,7
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6 343,44	315,0	50	+ 9 031	+ 3,0
45 Loiret	3	41	334	6 775,23	618,1	91	+ 37 514	+ 6,5
Champagne-Ardenne	**15**	**146**	**1 947**	**25 605,75**	**1 342,4**	**52**	**– 5 485**	**– 0,4**
08 Ardennes	4	37	463	5 229,41	290,1	55	– 6 227	– 2,1
10 Aube	3	33	433	6 004,16	292,1	49	+ 2 924	+ 1,0
51 Marne	5	44	619	8 161,58	565,2	69	+ 7 012	+ 1,3
52 Haute-Marne	3	32	432	6 210,60	194,9	31	– 9 194	– 4,5
Corse	**5**	**52**	**360**	**8 679,79**	**260,2**	**30**	**+ 9 825**	**+ 3,9**
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4 014,22	118,6	30	– 215	– 0,2
2B Haute-Corse	3	30	236	4 665,57	141,6	30	+ 10 040	+ 7,6
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**16 202,34**	**1 117,1**	**69**	**+ 19 783**	**+ 1,8**
25 Doubs	3	35	594	5 233,64	499,1	95	+ 14 292	+ 2,9
39 Jura	3	34	545	4 999,18	250,9	50	+ 2 098	+ 0,8
70 Haute-Saône	2	32	545	5 360,08	229,7	43	+ 82	–
90 Territoire de Belfort	1	15	102	609,44	137,4	225	+ 3 311	+ 2,5
Île-de-France	**44**	**317**	**1 281**	**12 012,27**	**10 952,0**	**912**	**+ 291 457**	**+ 2,7**
75 Paris	20	20	1	105,40	2 125,2	20 164	– 27 177	– 1,3
77 Seine-et-Marne	5	43	514	5 915,29	1 193,8	202	+ 115 601	+ 10,7
78 Yvelines	4	39	262	2 284,43	1 354,3	593	+ 47 154	+ 3,6
91 Essonne	3	42	196	1 804,40	1 134,2	629	+ 49 414	+ 4,6
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1 428,9	8 137	+ 37 223	+ 2,7
93 Seine-Saint-Denis	3	40	40	236,20	1 382,9	5 855	+ 1 664	+ 0,1
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1 227,2	5 009	+ 11 712	+ 1,0
95 Val-d'Oise	3	39	185	1 245,91	1 105,5	887	+ 55 866	+ 5,3
Languedoc-Roussillon	**14**	**186**	**1 545**	**27 375,79**	**2 295,6**	**84**	**+ 180 663**	**+ 8,5**
11 Aude	3	35	438	6 138,98	309,8	50	+ 11 058	+ 3,7
30 Gard	3	46	353	5 852,90	623,1	106	+ 38 076	+ 6,5
34 Hérault	3	49	343	6 101,01	896,4	147	+ 101 838	+ 12,8
48 Lozère	2	25	185	5 166,88	73,5	14	+ 684	+ 0,9
66 Pyrénées-Orientales	3	31	226	4 116,02	392,8	95	+ 29 007	+ 8,0
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16 942,34**	**710,9**	**42**	**– 11 911**	**– 1,6**
19 Corrèze	3	37	286	5 856,83	232,6	40	– 5 332	– 2,2
23 Creuse	2	27	260	5 565,38	124,5	22	– 6 879	– 5,2
87 Haute-Vienne	3	42	201	5 520,13	353,9	64	+ 300	+ 0,1

TABLEAU A.01-4 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements - France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre) ; bureau des Longitudes ; INSEE (recensement de la population de 1999)

Région et département	Au 01-01-2003, nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (milliers)	Densité au km²	Variation de la population entre 1990 et 1999 : En valeur absolue	En valeur relative %
Lorraine	**19**	**157**	**2 337**	**23 547,36**	**2 310,4**	**98**	**+ 4 650**	**+ 0,2**
54 Meurthe-et-Moselle	4	44	594	5 245,91	713,8	136	+ 1 836	+ 0,3
55 Meuse	3	31	498	6 211,40	192,2	31	– 4 025	– 2,1
57 Moselle	9	51	730	6 216,27	1 023,4	165	+ 12 145	+ 1,2
88 Vosges	3	31	515	5 873,78	381,0	65	– 5 306	– 1,4
Midi-Pyrénées	**22**	**293**	**3 020**	**45 347,94**	**2 551,6**	**56**	**+ 121 024**	**+ 5,0**
09 Ariège	3	22	332	4 889,92	137,2	28	+ 750	+ 0,5
12 Aveyron	3	46	304	8 735,12	263,8	30	– 6 333	– 2,3
31 Haute-Garonne	3	53	588	6 309,34	1 046,3	166	+ 120 376	+ 13,0
32 Gers	3	31	463	6 256,82	172,3	28	– 2 252	– 1,3
46 Lot	3	31	340	5 216,53	160,2	31	+ 4 381	+ 2,8
65 Hautes-Pyrénées	3	34	474	4 464,04	222,4	50	– 2 391	– 1,1
81 Tarn	2	46	324	5 757,89	343,4	60	+ 679	+ 0,2
82 Tarn-et-Garonne	2	30	195	3 718,28	206,0	55	+ 5 814	+ 2,9
Nord - Pas-de-Calais	**13**	**156**	**1 546**	**12 414,09**	**3 996,6**	**322**	**+ 31 530**	**+ 0,8**
59 Nord	6	79	652	5 742,74	2 555,0	445	+ 23 165	+ 0,9
62 Pas-de-Calais	7	77	894	6 671,35	1 441,6	216	+ 8 365	+ 0,6
Basse-Normandie	**11**	**141**	**1 812**	**17 589,32**	**1 422,2**	**81**	**+ 30 875**	**+ 2,2**
14 Calvados	4	49	705	5 547,92	648,4	117	+ 29 907	+ 4,8
50 Manche	4	52	602	5 938,02	481,5	81	+ 1 835	+ 0,4
61 Orne	3	40	505	6 103,38	292,3	48	– 867	– 0,3
Haute-Normandie	**6**	**112**	**1 420**	**12 317,31**	**1 780,2**	**145**	**+ 42 945**	**+ 2,5**
27 Eure	3	43	675	6 039,74	541,1	90	+ 27 236	+ 5,3
76 Seine-Maritime	3	69	745	6 277,57	1 239,1	197	+ 15 709	+ 1,3
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 502**	**32 081,77**	**3 222,1**	**100**	**+ 162 949**	**+ 5,3**
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6 815,38	1 134,3	166	+ 82 083	+ 7,8
49 Maine-et-Loire	4	41	363	7 165,60	732,9	102	+ 27 060	+ 3,8
53 Mayenne	3	32	261	5 175,21	285,3	55	+ 7 301	+ 2,6
72 Sarthe	3	40	375	6 205,99	529,9	85	+ 16 197	+ 3,2
85 Vendée	3	31	282	6 719,59	539,7	80	+ 30 308	+ 6,0
Picardie	**13**	**129**	**2 292**	**19 399,46**	**1 857,5**	**96**	**+ 46 794**	**+ 2,6**
02 Aisne	5	42	816	7 369,12	535,5	73	– 1 770	– 0,3
60 Oise	4	41	693	5 860,22	766,4	131	+ 40 838	+ 5,6
80 Somme	4	46	783	6 170,12	555,6	90	+ 7 726	+ 1,4
Poitou-Charentes	**14**	**157**	**1 464**	**25 809,53**	**1 640,1**	**64**	**+ 44 959**	**+ 2,8**
16 Charente	3	35	404	5 955,99	339,6	57	– 2 365	– 0,7
17 Charente-Maritime	5	51	472	6 863,75	557,0	81	+ 29 878	+ 5,7
79 Deux-Sèvres	3	33	307	5 999,35	344,4	57	– 1 573	– 0,5
86 Vienne	3	38	281	6 990,44	399,0	57	+ 19 019	+ 5,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**232**	**963**	**31 399,64**	**4 506,1**	**144**	**+ 248 244**	**+ 5,8**
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6 925,22	139,6	20	+ 8 678	+ 6,6
05 Hautes-Alpes	2	30	177	5 548,68	121,4	22	+ 8 119	+ 7,2
06 Alpes-Maritimes	2	52	163	4 298,58	1 011,3	235	+ 39 497	+ 4,1
13 Bouches-du-Rhône	4	53	119	5 087,49	1 835,7	361	+ 76 348	+ 4,3
83 Var	3	43	153	5 972,54	898,4	150	+ 82 992	+ 10,2
84 Vaucluse	3	24	151	3 567,13	499,7	140	+ 32 610	+ 7,0
Rhône-Alpes	**25**	**335**	**2 879**	**43 698,23**	**5 645,4**	**129**	**+ 294 706**	**+ 5,5**
01 Ain	4	43	419	5 762,44	515,3	89	+ 44 251	+ 9,4
07 Ardèche	3	33	339	5 528,64	286,0	52	+ 8 442	+ 3,0
26 Drôme	3	36	369	6 529,95	437,8	67	+ 23 706	+ 5,7
38 Isère	3	58	533	7 431,44	1 094,0	147	+ 77 778	+ 7,7
42 Loire	3	40	327	4 780,59	728,5	152	– 17 764	– 2,4
69 Rhône	2	54	293	3 249,12	1 578,9	486	+ 69 903	+ 4,6
73 Savoie	3	37	305	6 028,25	373,3	62	+ 24 997	+ 7,2
74 Haute-Savoie	4	34	294	4 387,80	631,7	144	+ 63 393	+ 11,2
Ensemble métropole	**329**	**3 879**	**36 564**	**543 965,40**	**58 518,4**	**108**	**+ 1 903 240**	**+ 3,4**
97-1 Guadeloupe	3	43	34	1 702,60	422,5	248	+ 35 509	+ 9,2
97-2 Martinique	4	45	34	1 128,00	381,4	338	+ 21 855	+ 6,1
97-3 Guyane	2	19	22	83 533,90	157,2	2	+ 42 535	+ 37,1
97-4 Réunion	4	49	24	2 503,72	706,3	282	+ 108 477	+ 18,1
Ensemble départements d'outre-mer	**13**	**156**	**114**	**88 868,22**	**1 667,4**	**19**	**+ 208 376**	**+ 14,3**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**342**	**4 035**	**36 678**	**632 833,62**	**60 185,8**	**95**	**+ 2 111 616**	**+ 3,6**

TABLEAU A.01-5

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales

Sources : Bureau des longitudes ; INSEE

	Superficie en km²	Année de recensement	Population sans doubles comptes	Densité au km²	Chef lieu	Population avec doubles comptes (milliers)
Territoires d'outre-mer :						
Nouvelle-Calédonie	19 058	1996	196 836	10	Nouméa	76,3
Polynésie française (1)	4 000	2002	245 516	61	Papeete	26,5
Wallis et Futuna	255	1996	14 166	56	Mata-Utu	1,1
Collectivités territoriales :						
Mayotte	374	2002	160 265	429	Dzaoudzi	12,3
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1999	6 316	26	Saint-Pierre	5,8

(1) Polynésie française, îles habitées 3265 km², densité : 75.

TABLEAU A.01-6

Structure urbaine de la métropole en 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspondante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Unité urbaine de Paris	1	396	9 644 507	16,48
200 000 à moins de 2 000 000 habitants	29	974	13 491 203	23,05
100 000 à moins de 200 000 habitants	23	320	3 269 986	5,59
50 000 à moins de 100 000 habitants	61	495	4 152 875	7,10
20 000 à moins de 50 000 habitants	119	602	3 730 811	6,38
10 000 à moins de 20 000 habitants	222	689	3 032 541	5,18
5 000 à moins de 10 000 habitants	465	931	3 204 576	5,48
Moins de 5 000 habitants	1 075	1 547	3 670 011	6,27
Ensemble des unités urbaines	**1 995**	**5 954**	**44 196 510**	**75,53**
Communes rurales		**30 611**	**14 321 885**	**24,47**
Ensemble des communes		**36 565**	**58 518 395**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-7

Villes et unités urbaines de plus de 50 000 habitants - France entière

Délimitations et population de 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1999 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	(1)	851	396	Paris	9 644 507	3 542
2	(1)	758	38	Marseille - Aix-en-Provence	1 349 772	1 047
3	(1)	757	102	Lyon	1 348 832	1 414
4	59	702	63	Lille (2)	1 000 900	2 223
5	6	701	50	Nice	888 784	1 233
6	31	701	72	Toulouse	761 090	942
7	33	701	51	Bordeaux	753 931	713
8	44	701	20	Nantes	544 932	1 146
9	(1)	756	26	Toulon	519 640	729
10	(1)	755	68	Douai-Lens	518 727	1 061
11	67	701	20	Strasbourg (2)	427 245	1 921
12	38	701	34	Grenoble	419 334	1 291
13	76	702	31	Rouen	389 862	1 457
14	59	701	61	Valenciennes (2)	357 395	706
15	54	701	37	Nancy	331 363	1 055
16	(1)	754	47	Metz	322 526	890
17	37	701	23	Tours	297 631	708
18	(1)	753	17	Saint-Etienne	291 960	1 263
19	34	701	11	Montpellier	287 981	1 865
20	35	701	10	Rennes	272 263	1 473
21	45	701	19	Orléans	263 292	909
22	(1)	752	60	Béthune	259 198	665
23	63	701	17	Clermont-Ferrand	258 541	1 430
24	(1)	751	22	Avignon	253 580	499
25	76	701	14	Le Havre	248 547	1 623
26	21	701	15	Dijon	236 953	1 427
27	68	701	19	Mulhouse	234 445	1 090
28	49	701	12	Angers	226 843	1 000
29	51	701	7	Reims	215 581	2 286
30	29	701	8	Brest	210 055	956
31	14	601	18	Caen	199 490	1 501
32	72	601	12	Le Mans	194 825	928
33	59	601	11	Dunkerque	191 173	1 144
34	64	601	47	Pau	181 413	403
35	(1)	653	20	Bayonne	178 965	570
36	87	601	7	Limoges	173 299	869
37	971	601	7	Pointe-à-Pitre Les Abymes	171 773	399
38	66	601	11	Perpignan	162 678	901
39	80	601	10	Amiens	160 815	1 437
40	974	602	2	Saint-Denis	158 139	688
41	30	601	6	Nîmes	148 889	675
42	44	601	10	Saint-Nazaire	136 886	487
43	74	601	15	Annecy	136 815	897
44	972	601	4	Fort-de-France	134 727	1 060
45	25	602	11	Besançon	134 376	1 098
46	57	601	12	Thionville	130 480	950
47	974	601	2	Saint-Pierre	129 238	494
48	10	601	17	Troyes	128 945	853
49	86	601	8	Poitiers	119 371	711
50	(1)	652	9	Valence	117 448	715
51	56	601	5	Lorient	116 174	1 088
52	17	601	8	La Rochelle	116 157	1 252
53	73	601	18	Chambéry	113 457	719
54	25	601	21	Montbéliard	113 059	806
55	(1)	651	21	Genève (Suisse) Annemasse (2)	106 673	598
56	62	601	7	Calais	104 852	768
57	16	601	16	Angoulème	103 746	563
58	59	502	17	Maubeuge (2)	99 900	771
59	60	503	17	Creil	97 455	743
60	57	501	15	Forbach (2)	92 845	988
61	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	92 704	1 477
62	18	501	5	Bourges	91 434	615
63	50	501	7	Cherbourg	89 704	1 138
64	28	501	9	Chartres	87 800	1 275
65	974	502	1	Saint-Paul	87 712	364
66	68	501	6	Colmar	86 832	680
67	22	501	6	Saint-Brieuc	85 849	729
68	83	501	3	Fréjus	83 840	383
69	62	502	14	Arras	83 322	878
70	42	502	12	Saint-Chamond	82 535	535
71	(1)	556	18	Belfort	81 524	720
72	42	501	13	Roanne	80 272	465
73	34	502	4	Béziers	77 996	590
74	65	501	13	Tarbes	77 414	798
75	29	501	4	Quimper	77 256	423
76	30	501	14	Alès	76 159	344
77	(1)	555	22	Elbeuf	75 663	400
78	71	501	11	Chalon-sur-Saône	75 447	804
79	60	502	14	Compiègne	69 903	521
80	47	501	14	Agen	69 488	339
81	2	501	7	Saint-Quentin	69 287	1 204
82	77	501	7	Meaux	67 956	1 207
83	6	501	9	Menton-Monaco (2)	66 410	901
84	81	502	9	Albi	66 231	575
85	34	501	4	Sète	66 177	939
86	973	501	2	Cayenne	66 149	949
87	79	501	3	Niort	66 092	610
88	36	501	4	Châteauroux	66 082	383
89	41	501	6	Blois	65 989	597
90	8	501	7	Charleville-Mézières	65 727	924
91	(1)	554	7	Brive-la-Gaillarde	65 411	504
92	24	501	9	Périgueux	63 539	403
93	53	501	3	Laval	62 729	621
94	88	501	11	Épinal	62 504	437
95	3	502	7	Montluçon	60 993	426
96	3	501	10	Vichy	60 877	475
97	974	501	2	Le Port	60 316	447
98	27	501	4	Évreux	60 108	1 025
99	56	501	2	Vannes	60 062	1 029
100	51	501	5	Châlon-en-Champagne	60 013	802
101	(1)	553	11	Villefranche-sur-Saône	59 261	717
102	60	501	4	Beauvais	59 003	842
103	(1)	552	21	Bergerac	58 991	181
104	74	502	12	Thonon-les-Bains	58 834	533
105	59	501	7	Armentières (2)	58 706	632
106	58	501	5	Nevers	57 515	543
107	1	501	5	Bourg-en-Bresse	57 198	559
108	74	501	9	Cluses	56 906	468
109	82	501	5	Montauban	56 734	284
110	62	501	12	Saint-Omer	56 425	474
111	33	501	4	Arcachon	54 204	165
112	49	501	1	Cholet	54 204	620
113	2B	501	6	Bastia	54 075	598
114	45	501	8	Montargis	53 590	440
115	67	501	5	Haguenau	53 274	234
116	81	501	6	Castres	53 082	284
117	(1)	551	2	Arles	53 057	67
118	2A	501	1	Ajaccio	52 880	645
119	26	501	6	Romans-sur-Isère	52 715	461
120	35	501	1	Saint-Malo	50 675	1 385
121	13	501	4	Salon-de-Provence	50 017	358

(1) L'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-8

Aires urbaines de plus de 150 000 habitants

Source : INSEE (recensements de la population 1990 et 1999)

Nom de l'aire urbaine (Délimitation de 1999)	Rang en 1999	Rang en 1990	Nombre de communes en 1999	Population sans doubles comptes en 1999	Taux annuel d'évolution en % 1990-1999	1982-1990	1975-1982
Paris	1	1	1 584	11 174 743	0,32	0,75	0,33
Lyon	2	2	296	1 648 216	0,68	0,85	0,53
Marseille-Aix-en-Provence	3	3	82	1 516 340	0,46	0,20	0,63
Lille (1)	4	4	131	1 143 125	0,32	0,34	0,18
Toulouse	5	7	342	964 797	1,53	1,66	1,01
Nice	6	5	117	933 080	0,51	1,25	1,17
Bordeaux	7	6	191	925 253	0,67	1,07	0,91
Nantes	8	8	82	711 120	1,10	0,94	0,96
Strasbourg (1)	9	9	182	612 104	0,81	0,63	0,61
Toulon	10	11	39	564 823	0,69	1,00	1,29
Douai-Lens	11	10	105	552 682	− 0,17	− 0,07	− 0,26
Rennes	12	14	140	521 188	1,31	1,16	1,44
Rouen	13	12	189	518 316	0,29	0,39	0,23
Grenoble	14	13	119	514 559	0,65	0,63	0,52
Montpellier	15	19	93	459 916	1,88	2,14	2,05
Metz	16	15	237	429 588	0,33	0,18	0,04
Nancy	17	16	225	410 508	0,11	0,27	0,35
Clermont-Ferrand	18	18	147	409 558	0,35	0,44	0,78
Valenciennes (1)	19	17	102	399 677	− 0,02	− 0,35	− 0,48
Tours	20	20	80	376 374	0,69	0,80	1,05
Caen	21	21	240	370 851	0,72	0,99	1,10
Orléans	22	23	90	355 811	0,86	1,26	1,42
Angers	23	25	89	332 624	0,84	1,06	1,36
Dijon	24	24	214	326 631	0,48	0,89	0,69
Saint-Étienne	25	22	41	321 703	− 0,72	− 0,01	− 0,54
Brest	26	27	51	303 484	0,42	0,38	0,65
Le Havre	27	26	72	296 773	− 0,07	0,20	− 0,12
Le Mans	28	28	90	293 159	0,36	0,32	0,56
Reims	29	29	175	291 735	0,41	0,66	0,66
Avignon	30	31	44	290 466	0,78	0,87	1,24
Mulhouse	31	34	62	271 024	0,39	0,30	0,33
Amiens	32	33	210	270 870	0,30	0,33	0,52
Béthune	33	30	73	268 439	− 0,10	0,11	− 0,25
Dunkerque	34	32	56	265 974	0,03	0,02	1,05
Perpignan	35	36	61	249 016	0,84	1,00	2,00
Limoges	36	35	78	247 944	0,28	0,19	0,68
Besançon	37	37	234	222 381	0,74	0,81	0,56
Nîmes	38	39	46	221 455	0,91	1,51	1,05
Pau	39	38	142	216 830	0,51	0,73	1,00
Bayonne	40	40	40	213 969	0,83	1,05	1,02
Genève (CH) - Annemasse (1)	41	42	111	212 248	1,28	2,35	1,78
Poitiers	42	41	83	209 216	1,04	0,82	1,20
Annecy	43	45	66	189 674	1,26	1,65	1,45
Lorient	44	43	24	186 144	0,14	0,75	0,76
Montbéliard	45	44	126	180 064	− 0,21	− 0,64	0,12
Troyes	46	46	120	172 497	0,25	0,09	0,45
Saint-Nazaire	47	47	23	172 379	0,38	0,25	0,76
La Rochelle	48	50	51	171 214	1,15	0,34	1,00
Valence	49	48	40	167 155	0,58	0,79	1,08
Thionville	50	49	30	156 433	− 0,09	− 0,45	− 1,26
Angoulême	51	51	80	153 781	0,15	0,33	0,83

(1) Aire urbaine dont le pôle est une unité internationale.

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50 000 habitants - France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2 125 246	20 164	57	94	Champigny-sur-Marne	74 237	6 570
2	13	Marseille	798 430	3 318	58	92	Rueil-Malmaison	73 469	4 998
3	69	Lyon	445 452	9 305	59	94	Saint-Maur-des-Fossés	73 069	6 495
4	31	Toulouse	390 350	3 300	60	18	Bourges	72 480	1 054
5	06	Nice	342 738	4 766	61	06	Antibes	72 412	2 735
6	44	Nantes	270 251	4 146	62	59	Dunkerque	70 850	1 897
7	67	Strasbourg	264 115	3 375	63	92	Courbevoie	69 694	16 713
8	34	Montpellier	225 392	3 963	64	34	Béziers	69 153	724
9	33	Bordeaux	215 363	4 363	65	974	Saint-Pierre	68 915	718
10	35	Rennes	206 229	4 093	66	06	Cannes	67 304	3 430
11	76	Havre (Le)	190 905	4 066	67	44	Saint-Nazaire	65 874	1 408
12	51	Reims	187 206	3 992	68	68	Colmar	65 136	978
13	59	Lille	184 657	6 119	69	59	Villeneuve-d'Ascq	65 042	2 870
14	42	Saint-Etienne	180 210	2 253	70	26	Valence	64 260	1 751
15	83	Toulon	160 639	3 750	71	29	Quimper	63 238	749
16	38	Grenoble	153 317	8 457	72	93	Aubervilliers	63 136	10 961
17	49	Angers	151 279	3 543	73	971	Abymes (Les)	63 054	776
18	21	Dijon	149 867	3 709	74	93	Drancy	62 263	8 024
19	29	Brest	149 634	3 022	75	33	Mérignac	61 992	1 287
20	72	Mans (Le)	146 105	2 767	76	10	Troyes	60 958	4 618
21	63	Clermont-Ferrand	137 140	3 214	77	974	Tampon (Le)	60 323	365
22	80	Amiens	135 501	2 740	78	83	Seyne-sur-Mer (La)	60 188	2 715
23	13	Aix-en-Provence	134 222	721	79	92	Antony	59 855	6 261
24	87	Limoges	133 968	1 730	80	92	Neuilly-sur-Seine	59 848	16 045
25	30	Nîmes	133 424	824	81	56	Lorient	59 189	3 386
26	37	Tours	132 820	3 866	82	02	Saint-Quentin	59 066	2 618
27	974	Saint-Denis	131 557	921	83	93	Noisy-le-Grand	58 217	4 496
28	69	Villeurbanne	124 215	8 555	84	95	Sarcelles	57 871	6 849
29	57	Metz	123 776	2 951	85	79	Niort	56 663	831
30	25	Besançon	117 733	1 810	86	33	Pessac	56 143	1 446
31	14	Caen	113 987	4 435	87	69	Vénissieux	56 061	3 657
32	45	Orléans	113 126	4 117	88	73	Chambéry	55 786	2 658
33	68	Mulhouse	110 359	4 976	89	08	Charleville-Mézières	55 490	1 765
34	76	Rouen	106 592	4 986	90	60	Beauvais	55 392	1 663
35	92	Boulogne-Billancourt	106 367	17 239	91	95	Cergy	54 781	4 690
36	66	Perpignan	105 115	1 544	92	92	Levallois-Perret	54 700	22 697
37	54	Nancy	103 605	6 902	93	49	Cholet	54 204	620
38	59	Roubaix	96 984	7 331	94	2A	Ajaccio	52 880	645
39	972	Fort-de-France	94 049	2 127	95	92	Issy-les-Moulineaux	52 647	12 388
40	95	Argenteuil	93 961	5 457	96	82	Montauban	51 855	384
41	59	Tourcoing	93 540	6 158	97	56	Vannes	51 759	1 602
42	93	Montreuil	90 674	10 165	98	83	Hyères	51 417	388
43	974	Saint-Paul	87 712	364	99	27	Evreux	51 198	1 936
44	84	Avignon	85 935	1 327	100	94	Maisons-Alfort	51 103	9 499
45	93	Saint-Denis	85 832	6 944	101	94	Ivry-sur-Seine	50 972	8 356
46	78	Versailles	85 726	3 274	102	53	Laval	50 947	1 489
47	92	Nanterre	84 281	6 914	103	94	Fontenay-sous-Bois	50 921	9 126
48	86	Poitiers	83 448	1 982	104	35	Saint-Malo	50 675	1 385
49	94	Créteil	82 154	7 188	105	973	Cayenne	50 594	2 144
50	93	Aulnay-sous-Bois	80 021	4 940	106	13	Arles	50 513	67
51	94	Vitry-sur-Seine	78 908	6 762	107	90	Belfort	50 417	2 948
52	64	Pau	78 732	2 499	108	74	Annecy	50 348	3 688
53	62	Calais	77 333	2 308	109	78	Sartrouville	50 219	5 936
54	92	Colombes	76 757	9 828	110	92	Clichy	50 179	16 292
55	17	Rochelle (La)	76 584	2 694	111	71	Chalon-sur-Saône	50 124	3 293
56	92	Asnières-sur-Seine	75 837	15 734					

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Les communes par tranche de population en métropole

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1990 et 1999 en %
		1990	1999	
200 000 habitants et plus	10	5 182 788	5 283 566	0,21
100 000 à moins de 200 000 habitants	26	3 517 701	3 585 769	0,21
50 000 à moins de 100 000 habitants	68	4 394 988	4 422 902	0,07
20 000 à moins de 50 000 habitants	298	8 958 303	9 079 760	0,15
10 000 à moins de 20 000 habitants	450	6 084 854	6 280 451	0,35
5 000 à moins de 10 000 habitants	943	6 174 291	6 501 762	0,58
2 000 à moins de 5 000 habitants	2 713	7 863 022	8 331 145	0,64
1 000 à moins de 2 000 habitants	4 054	5 368 754	5 646 944	0,56
500 à moins de 1 000 habitants	6 696	4 491 160	4 692 577	0,49
200 à moins de 500 habitants	10 717	3 361 561	3 468 727	0,35
100 à moins de 200 habitants	6 573	957 037	966 721	0,11
50 à moins de 100 habitants	2 956	222 892	221 875	– 0,05
Moins de 50 habitants (1)	1 061	37 804	36 196	– 0,48
Ensemble	**36 565**	**56 615 155**	**58 518 395**	**0,37**

(1) Dont 6 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions - France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Unités : Communes : Nombre
Population : Nombre d'habitants

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population corres- (1) pondante	Nombre	Population corres- (1) pondante	Nombre	Population corres- (1) pondante
Alsace	241	1 303 075	662	431 070	903	1 734 145
Aquitaine	396	2 027 453	1 896	880 906	2 292	2 908 359
Auvergne	134	780 193	1 176	528 685	1 310	1 308 878
Bourgogne	157	923 321	1 888	686 746	2 045	1 610 067
Bretagne	263	1 873 416	1 005	1 032 781	1 268	2 906 197
Centre	273	1 608 711	1 569	831 618	1 842	2 440 329
Champagne - Ardenne	136	842 537	1 809	499 826	1 945	1 342 363
Corse	25	162 052	335	98 144	360	260 196
Franche-Comté	162	657 431	1 624	459 628	1 786	1 117 059
Île-de-France	607	10 520 839	674	431 172	1 281	10 952 011
Languedoc - Roussillon	259	1 729 637	1 286	566 011	1 545	2 295 648
Limousin	40	367 620	707	343 319	747	710 939
Lorraine	356	1 675 889	1 981	634 487	2 337	2 310 376
Midi - Pyrénées	288	1 645 471	2 732	906 216	3 020	2 551 687
Nord - Pas-de-Calais	554	3 477 862	993	518 726	1 547	3 996 588
Basse-Normandie	167	765 570	1 647	656 623	1 814	1 422 193
Haute-Normandie	205	1 227 722	1 215	552 470	1 420	1 780 192
Pays de la Loire	266	2 105 179	1 238	1 116 882	1 504	3 222 061
Picardie	277	1 136 427	2 015	721 054	2 292	1 857 481
Poitou - Charentes	142	867 708	1 323	772 360	1 465	1 640 068
Provence - Alpes - Côte d'Azur	297	4 128 256	666	377 895	963	4 506 151
Rhône - Alpes	709	4 370 141	2 170	1 275 266	2 879	5 645 407
Métropole	**5 954**	**44 196 510**	**30 611**	**14 321 885**	**36 565**	**58 518 395**
Guadeloupe	30	416 277	4	6 219	34	422 496
Guyane	7	130 332	15	26 881	22	157 213
Martinique	22	350 765	12	30 662	34	381 427
Réunion	22	694 038	2	12 262	24	706 300
Départements d'outre-mer	**81**	**1 591 412**	**33**	**76 024**	**114**	**1 667 436**
France entière	**6 035**	**45 787 922**	**30 644**	**14 397 909**	**36 679**	**60 185 831**

(1) Population sans doubles comptes.

Chapitre A.02

Environnement

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Occupation physique du territoire de 1995 à 2002.

2 Espaces naturels protégés en 2002.

3 État des espèces de vertébrés.

4 État des espèces animales en Europe.

5 Plans de chasse au grand gibier.

6 Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France.

7 Émissions de gaz à effet de serre.

8 Ressources en eau de pluie par année hydrologique.

9 Qualité des eaux de baignade en eau douce et en mer – France entière.

10 Épuration des eaux usées dans les grandes villes.

11 Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels pour quelques polluants en 2001 – France entière.

12 Répartition des accidents industriels et technologiques par secteur d'activité – France entière.

13 Montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles.

14 Volume des ordures ménagères selon le mode de traitement en 2000 – France entière.

15 Dépense de protection de l'environnement par domaine.

16 Dépense de lutte contre la pollution dans l'Union européenne en % du PIB.

1 ○ Présentation

Le territoire français connaît une grande diversité mais l'occupation des sols y est majoritairement agricole. En 2002, la moitié du territoire est en effet couverte par des zones de culture ou de prairies. Les zones naturelles couvrent 42 % de la surface. Les zones artificielles (bâties ou non) occupent 8 % du territoire mais progressent rapidement : + 16,5 % entre 1992 et 2002.

La France occupe le premier rang en Europe pour la diversité des vertébrés, avec près de mille espèces présentes en métropole. De nombreuses espèces sont cependant menacées en raison des pressions qu'exercent les activités humaines sur leurs habitats.

La conservation du patrimoine naturel national est assurée par des outils de protection réglementaire (réserves naturelles, parcs nationaux), foncière (acquisitions du Conservatoire du littoral) et contractuelle (actions des parcs naturels régionaux). Trois nouvelles réserves naturelles nationales ont été créées en 2002 : Ballons Comtois (départements Haute-Saône, Vosges, Territoire de Belfort), Forêt d'Orient (Aube) et La Bassée (Seine-et-Marne).

En 2001, les émissions de gaz à effet de serre de la France sont comparables à celles de 1990. Le transport routier, avec 26 % des émissions en est le principal responsable, devant le chauffage (19 %).

Les rejets dans le milieu naturel aquatique sont d'origines domestique, industrielle ou agricole. Les rejets d'azote sont principalement d'origine agricole tandis que les rejets de polluants organiques proviennent des activités industrielles et domestiques. L'essentiel des rejets toxiques est dû aux activités industrielles et dans une moindre mesure à l'utilisation domestique de certains produits (phytosanitaires, entretien, bricolage, etc.).

En France, la production annuelle de déchets est de l'ordre de 650 millions de tonnes (déchets de chantiers réutilisés en remblais non compris). L'inventaire des installations de traitement des ordures ménagères répertorie 855 installations en 2000 qui traitent 24 millions de tonnes d'ordures ménagères. Le tri est en forte progression, ainsi que la collecte sélective auprès des ménages.

En 2001, la dépense de protection de l'environnement s'élève à 26,2 milliards d'euros et représente 1,8 % du PIB. Elle augmente en moyenne de 5,5 % par an depuis 1990. Incorporant en outre les dépenses relatives à la production et distribution d'eau, au cadre de vie et à la récupération, la dépense nationale liée à l'environnement est évaluée à 40,8 milliards d'euros en 2001.

2 ○ Méthodologie

Les pluies efficaces

Le ministère de l'Écologie et du Développement durable (Direction de l'eau) calcule par modèle les valeurs cantonales des pluies efficaces, à partir des données de précipitations disponibles auprès de Météo-France. La moyenne annuelle nationale est la moyenne des valeurs cantonales pondérée par la superficie des cantons.

La protection des espaces naturels

La protection des espaces naturels relève de la compétence du ministère de l'Écologie et du Développement durable (DNP, DIREN), ainsi que des organismes responsables ou gestionnaires de protections (Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Parcs nationaux, ...).

La faune et la flore

Le Muséum national d'histoire naturelle rassemble et étudie l'information disponible sur les espèces en provenance des milieux scientifiques, des Conservatoires botaniques nationaux et des associations de naturalistes. Le Conseil supérieur de la pêche et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage produisent aussi de nombreuses données sur les espèces.

La chasse au grand gibier est réglementée par les plans de chasse. Le nombre d'animaux prélevés est recensé par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, par espèce et par saison de chasse.

L'air

• *La qualité de l'air ambiant*

Les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) gèrent les réseaux de mesures de la qualité de l'air des agglomérations. 40 associations sont en place fin 2002. Agréées par le ministère de l'Écologie et du Développement durable, elles regroupent l'État, des collectivités locales, des industriels, des établissements publics, des associations de protection de l'environnement et des personnalités qualifiées. Elles informent quotidiennement le public sur la pollution de l'air. Toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants disposent actuellement d'un réseau de surveillance de la qualité de l'air. L'ensemble des données recueillies sont examinées puis stockées par l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) dans la banque de données sur la qualité de l'air.

• *La qualité de l'air en milieu urbain*

L'objectif de l'indice multipolluant de la qualité de l'air en milieu urbain (ATMO) est de caractériser une situation moyenne sur une unité urbaine. Quatre polluants sont pris en compte : SO_2, NO_2, O_3 et poussières. Un sous-indice est calculé pour chaque polluant. L'indice final retenu est le maximum des sous-indices de chacun des polluants pris en compte. Il comprend 10 niveaux allant de 1 (très bon) à 10 (très mauvais).

Par arrêté du 10 janvier 2000, les modes de calcul de cet indice ont été modifiés (prise d'effet le 18 mars 2000) pour les rendre plus cohérents avec les nouvelles valeurs de références communautaires, ainsi qu'avec la procédure d'alerte. (Cf. Carte dans l'Essentiel de l'annuaire).

• *Les émissions des principaux polluants dans l'air*

Elles sont estimées par le CITEPA (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique) par source d'émissions (combustion, transport, installations industrielles...). Les résultats sont établis à partir de modèles, en fonction soit de mesures d'émissions, soit de paramètres caractéristiques des secteurs d'activité pondérés par un facteur d'émissions spécifique à chaque polluant.

L'eau

Le réseau national des données sur l'eau (RNDE) fédère en 2002 les principaux producteurs et usagers des données sur l'eau en France : le ministère de l'Écologie et du Développement durable, le ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées, les six Agences de l'eau, le Conseil supérieur de la pêche, l'Institut français de l'environnement, EDF, IFREMER, Météo-France, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et l'Office international de l'eau (OIEau). Il vise à améliorer la production, la collecte, le stockage et la communication des données sur l'eau. Le RNDE a confié à l'OIEau la gestion de la banque nationale de données sur l'eau.

• *Les eaux de baignade*

Les eaux de baignade, en eau douce et en mer, sont soumises à une surveillance sanitaire régulière réalisée par les Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS) suivant les décrets n^{os} 81-324 et 91-980 pris en application de la directive européenne 76/160 du 8 décembre 1975. Toutes les eaux « pour lesquelles la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et où elle n'est pas interdite pour quelque raison que ce soit » sont concernées par les analyses. Celles-ci portent principalement sur le comptage des germes tests de contamination fécale.

L'interprétation des résultats conduit à assigner à chaque point de surveillance une classe (A = bonne qualité, conforme ; B = qualité moyenne, conforme ; C = pollution momentanée, non conforme ; D = mauvaise qualité, non conforme).

Les données sont ensuite rassemblées, traitées puis diffusées par le ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées (Direction générale de la santé) et par le ministère de l'Écologie et du Développement durable.

• *La pollution de l'eau*

Pour les principaux émetteurs industriels, les rejets sont connus à partir de mesures. Les données relatives aux rejets d'eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à auto-surveillance, sont collectées par les Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement puis transmises au ministère de l'Écologie et du Développement durable (Direction de la prévention des pollutions et des risques - Service de l'environnement industriel), pour les établissements qui dépassent un seuil minimal de rejet par polluant fixé chaque année. Les données nationales obtenues ainsi ne représentent donc que le cumul des plus gros rejets, mesurés en sortie du site industriel et avant épuration éventuelle dans une station d'épuration collective.

Les données relatives aux flux entrant et sortant des stations d'épuration publiques des collectivités sont collectées auprès des Agences de l'eau dans le cadre du RNDE.

Les risques technologiques

Le ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR-SEI-BARPI : Direction de la Prévention de la pollution et des risques - Service de l'environnement industriel - Bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles) rassemble dans la banque de données ARIA les informations relatives aux accidents technologiques, pollutions graves et incidents significatifs survenus dans les installations ou liés à leur activité, qui sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement, à la sécurité ou à la santé publique.

Les déchets

Les chiffres portant sur l'année 2000 ne sont pas comparables avec ceux des années précédentes. Le tonnage d'ordures ménagères traitées par les centres collectifs en 2000 est ventilé par mode de traitement et non plus selon le mode de traitement principal de l'installation. Les résultats sont toujours obtenus par une exploitation de l'inventaire ITOM conduit par l'ADEME. Le prochain inventaire portera sur l'année 2002, aucune mise à jour du tableau n'est donc prévue pour 2001.

La dépense nationale liée à l'environnement

L'IFEN élabore les comptes de la dépense de protection de l'environnement selon une méthodologie harmonisée au niveau européen dans le cadre du SERIEE (système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement). Les résultats sont présentés dans le rapport annuel de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement, créée par le décret n° 98-623 du 21 juillet 1998. Il est aussi fourni ici une partie des résultats sur les dépenses de protection de l'environnement, collectés par le questionnaire conjoint de l'OCDE et d'Eurostat sur l'état de l'environnement et sur les dépenses et recettes de protection de l'environnement. Les définitions et les méthodes peuvent varier d'un pays à l'autre. Les comparaisons internationales sont par conséquent à interpréter avec précaution.

3 ○ Définitions

Équivalent-habitant

Unité de représentation qui assimile la pollution rejetée ou produite, mesurée par des paramètres chimiques, à la pollution résultant de l'activité journalière d'un habitant. Un équivalent-habitant génère journellement 90 g de matières en suspension, 57 g de matières oxydables, 15 g d'azote réduit, 4 g de phosphore total et des toxiques.

Espèces menacées

Elles comprennent les catégories « en danger » et « vulnérables » définies par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Les espèces « en danger » ont leur effectif réduit à un seuil critique ; leur survie est improbable si les facteurs responsables de leur régression persistent. Les espèces « vulnérables » ont leur effectif en forte régression ; elles sont susceptibles de passer dans la catégorie précédente, si les facteurs de leur vulnérabilité persistent. Les autres catégories sont les espèces « disparues », « rares » ou « indéterminées ».

Espèces protégées

La loi sur la protection de la nature prévoit la conservation partielle ou totale d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le justifient (article L. 411-1 du Code de l'environnement). Les listes des espèces animales protégées sur l'ensemble du territoire national et celles, nationale et régionales, des espèces végétales protégées sont fixées par des arrêtés ministériels. En outre la réglementation de la cueillette de certaines espèces (champignons, muguet...) peut faire l'objet d'arrêtés préfectoraux.

Parcs nationaux

Un parc national est un territoire classé par décret en Conseil d'État pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver, en application des articles L. 331-1 et suivants du Code de l'environnement. Il comporte une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Plans de chasse

Ils définissent chaque année le nombre d'animaux qui peuvent être prélevés sur les territoires de chasse pendant la période de chasse propre à chaque département. Ils sont obligatoires sur tout le territoire national pour les cerfs, biches, daims, mouflons et chevreuils (art. L. 425-1 à L. 425-3 du Code de l'environnement).

Pluies efficaces

Il s'agit des quantités de pluie tombées dont on soustrait les quantités évaporées et celles transpirées par les végétaux. Cette ressource en eau est disponible pour l'écoulement, l'alimentation des eaux souterraines et les prélèvements.

Rendement des stations d'épuration

Le rendement est la part de la pollution entrant dans la station d'épuration qui est éliminée. Il est calculé pour les paramètres suivants : la demande biologique en oxygène à 5 jours (DBO5), l'azote réduit (azote organique et azote ammoniacal) et le phosphore.

Réserves naturelles

En application des articles L. 332-1 et suivants du Code de l'environnement, des parties de territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

Sites classés ou inscrits

Des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque peuvent être protégés en application de l'article L. 341-1 et suivants du Code de l'environnement.

Le classement est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, à défaut de consentement de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Tous travaux susceptibles de détruire ou modifier l'état ou l'aspect des lieux sont interdits, sauf autorisation ministérielle expresse préalable (ou autorisation préfectorale pour certains travaux non soumis à permis de construire).

L'inscription sur l'inventaire des sites décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger que le classement. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas procéder à des travaux autres que d'exploitation courante agricole ou d'entretien normal des bâtiments, sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

4 Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut français de l'environnement (IFEN).

Organismes :

- Institut français de l'environnement.
- Ministère de l'Écologie et du Développement durable :
  - Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ;
  - Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale ;
  - Direction générale de l'administration, des finances et des affaires internationales ;
  - Direction de l'eau ;
  - Direction de la prévention des pollutions et des risques ;
  - Direction de la nature et des paysages.
- Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales :
  - Service central des enquêtes et études statistiques.
- Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées, Direction générale de la santé.
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.
- Agences de l'eau.
- Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.
- Muséum national d'histoire naturelle.
- Office international de l'eau.
- Office national de la chasse et de la faune sauvage.
- Organisation de coopération et de développement économiques.
- Eurostat.
- Fédération française des sociétés d'assurance.

Sites Internet :

- www.ifen.fr
- www.environnement.gouv.fr

Publications :

IFEN

- « L'Environnement en France », Édition 2002, La Découverte, mai 2002 ;
- « Chiffres-clés de l'environnement », janvier 2002 ;
- « Abrégé statistique de l'environnement », avril 2001 ;
- « Les données de l'environnement » (mensuel).

IFEN et Ministère de l'Écologie et du Développement durable

- « Les comptes économiques de l'environnement en 2001 - Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement », Édition 2003, Lavoisier Tec&Doc, juin 2003.

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, SCEES

Agreste

- « L'utilisation du territoire en 2002, nouvelle série 1992 à 2002 », Chiffres et données, Agriculture, n° 148, mars 2003.

Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées, Direction générale de la santé

- « État sanitaire des eaux de baignade en mer et en eau douce, résultats 2002 », avril 2003.

OCDE

- « Dépenses de lutte contre la pollution dans les pays de l'OCDE », juillet 2003 ;
- « Indicateurs clés d'environnement », 2001 ;
- « Indicateurs d'environnement – vers un développement durable », 2001 ;
- « Stratégies de développement durable », Les lignes directrices de CAD.

EUROSTAT, Office des publications officielles des Communautés européennes

- « Environmental pressure indicators for the EU – Data 1985-98 », Commission européenne –, thème 8 : Environnement et énergie, collection « Panorama of the UE », Luxembourg, 2001 ;
- « Environment statistics yearbook », édition 2001, Commission européenne - Luxembourg, 2001 (Cédérom).

Autres

- « Le coût de dépollution atmosphérique pour les entreprises françaises – Une estimation à partir de données individuelles », INSEE, Document de travail, N. Riedinger et E. Hauvy, janvier 2003 ;
- « Mesurer la qualité de vie dans les grandes agglomérations », INSEE, Insee-Première n° 868, octobre 2002 ;
- « Environmental signals 2002, European Environment Agency regular indicator report », Agence européenne pour l'environnement, janvier 2002 ;
- « Le développement durable : un objectif incertain », Problèmes économiques n° 2800, La documentation Française, numéro spécial, 12 mars 2003 ;
- « Développement durable. Pourquoi ? Comment ? », Éditions Édisud, Pierre Chassande ;
- « Prévention et gestion des risques technologiques et industriels », Avis et Rapports du Conseil Économique et Social, Les éditions des Journaux Officiels, M. Charles Fiterman.

5 Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU A.02-1

Occupation physique du territoire de 1995 à 2002

Sources : SCEES, IFEN

Unité : Millier d'hectares

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cultures annuelles	15 141	15 220	15 306	15 400	15 323	15 299	15 247	15 272
Forêts	14 810	14 887	14 934	14 985	15 003	15 049	15 092	15 131
Prairies	11 377	11 252	11 134	10 978	11 006	10 980	10 931	10 883
Landes, parcours et alpages	4 341	4 295	4 245	4 210	4 200	4 171	4 163	4 122
Haies, arbres épars, peupleraies, chemins	1 981	1 936	1 926	1 912	1 903	1 887	1 886	1 868
Roches et eaux	1 837	1 839	1 842	1 836	1 825	1 825	1 822	1 819
Routes et parkings	1 601	1 625	1 634	1 650	1 673	1 683	1 699	1 709
Sols artificiels non bâtis	1 423	1 455	1 482	1 515	1 539	1 558	1 591	1 620
Cultures pérennes	1 302	1 290	1 285	1 280	1 281	1 283	1 284	1 277
Sols bâtis	985	995	1 008	1 028	1 042	1 059	1 079	1 093
Zones interdites d'accès	122	124	124	124	125	126	126	126

TABLEAU A.02-2

Espaces naturels protégés en 2002 (1)

Sources : Ministère de l'Ecologie et du Développement durable, Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Réserves naturelles de France.

Unité : km^2

Type de protection ou d'acquisition foncière	Nombre	Surface
Réserves naturelles nationales	153	5 376
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	500	675
Parcs nationaux (zones centrales)	7	3 699

(1) Métropole et DOM pour les réserves naturelles et les parcs nationaux. Métropole et DOM-TOM pour les acquisitions du Conservatoire.

TABLEAU A.02-3

État des espèces de vertébrés

Source : Muséum national d'Histoire naturelle (SPN) (mise à jour en septembre 2003)

Espèces	Nombre d'espèces connues	Espèces menacées		Espèces en régression	
		nombre	%	nombre	%
Vertébrés :					
Mammifères	121	23	19,0	20	16,5
Oiseaux (1)	375	72	19,2	60	16,0
Poissons et cyclostomes	420 *e*	32	7,6	28	6,7
Reptiles	40	6	15,0	16	40,0
Amphibiens	40	11	27,5	13	32,5

(1) Oiseaux nicheurs et autres oiseaux séjournant régulièrement sur le territoire national.

TABLEAU A.02-4

État des espèces animales en Europe

Nombre d'espèces connues par pays, dernière année disponible

Source : OCDE (Données sur l'environnement - Compendium 2002)

	Mammifères	Oiseaux	Poissons	Reptiles	Amphibiens	Invertébrés
Autriche	82	219	58	16	21	45 000
Belgique	57	167	46	4	13	939
Danemark	50	219	38	7	14	3 674
Finlande	59	240	68	5	5	26 600
France	**122**	**357**	**415**	**38**	**39**	**38 500**
Allemagne	79	240	66	14	21	30 570
Grèce	116	422	107	59	20	32 800
Irlande	31	193	27	3	3	...
Italie	118	473	85	58	38	56 500
Luxembourg	64	130	43	6	14	30 000
Pays-Bas	64	170	28	7	16	27 700
Portugal	98	313	43	34	17	...
Espagne	118	368	68	56	25	25 000
Suède	65	245	164	6	13	28 500
Royaume-uni	64	544	54	9	14	22 778

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier

Nombre d'animaux prélevés par saison de chasse (1)

Sources : Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, Fédérations de chasse, Réseau de correspondants "Cervidés-sanglier"

	r 1990	1995	1998	1999	*r* 2000	2001
Chevreuils	179 166	302 744	395 657	408 627	431 868	437 342
Cerfs	13 555	20 084	32 349	33 307	36 196	36 716
Sangliers	134 156	236 393 *r*	343 628	306 829 *r*	389 768	392 202

(1) Saison de chasse : pendant le deuxième semestre de l'année *n* indiquée en tête de colonne et le premier semestre de l'année suivante.

TABLEAU A.02-6

Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France (1)

Sources : ADEME et réseaux de mesure de la qualité de l'air (BDQA), IFEN

Unité : Microgramme / m^3

Réseau de mesure de la qualité de l'air	Valeur de la moyenne journalière de la concentration en SO_2 dépassée dans 2 % des cas			Valeur de la moyenne horaire de la concentration en NO_2 dépassée dans 2 % des cas			Moyenne horaire maximale en O_3		
	2000	2001	2002	2000	2001	2002	2000	2001	2002
Clermont-Ferrand	32	29	21	123	125	125	159	200	167
Grenoble	29	37	41	122	143	116	189	199	199
La Rochelle	10	9	12	106	98	68	154	172	176
Le Havre	129	117	143	97	115	108	188	222	197
Lyon	64	40	63	158	166	158	218	220	246
Marseille	69	63	40	164	172	167	270	306	256
Nancy	36	18	18	113	112	117	164	214	176
Nantes	9	21	32	88	95	93	135	168	186
Paris-Ile de France	34	44	34	172	169	162	238	232	248
Rouen	229	51	131	82	117	115	166	224	197
Strasbourg	50	104	96	125	116	115	242	230	202
Toulouse	23	23	14	135	119	111	158	212	184

(1) du 1er janvier au 31 décembre.

TABLEAU A.02-7

Émissions de gaz à effet de serre

Source : CITEPA, format UNFCCC (mise à jour 20/12/2002) — *Unité* : Million de tonnes équivalent CO_2 (1)

	r 1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
CO_2	336	327	338	329	352	337	337	338
N_2O	94	94	95	96	89	83	81	80
CH_4	69	69	69	66	65	65	64	63
HFC, PFC et SF_6	7,6	5,3	6,3	7,2	7,9	9,0	10,9	11,5
TOTAL	**506,6**	**495,3**	**508,3**	**498,2**	**513,9**	**494,0**	**492,9**	**492,5**

(1) Les quantités tiennent compte des puits de carbone liés à la photosynthèse et aux changements d'utilisation des sols ; tout le carbone est comptabilisé sous forme de CO_2.

TABLEAU A.02-8

Ressources en eau de pluie par année hydrologique (1)

Source : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DE) — *Unité* : milliard de m^3/an

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Précipitations	554	455	474	465	558	576	588
Pluies efficaces	260	152	150	183	223	220	243

(1) L'année hydrologique "n" va du 1er septembre de l'année "n-1" au 31 août de l'année "n".

TABLEAU A.02-9

Qualité des eaux de baignade en eau douce et en mer - France entière

Sources : Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées (DGS), IFEN

	1995		1998		1999		2000		2001		2002	
	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer
Nombre total de points classés	**1 588**	**1 777**	**1 553**	**1 856**	**1 334**	**1 745**	**1 379**	**1 704**	**1 405**	**1 654**	**1 425**	**1 701**
selon la catégorie de qualité												
A (1)	678	1 052	814	1 155	684	1 218	639	1 192	694	1 137	707	1 134
Pourcentage	42,7	59,2	52,4	62,2	51,3	69,8	46,3	70,0	49,4	68,7	49,6	66,7
B (2)	768	614	672	598	591	475	649	445	648	457	641	501
Pourcentage	48,4	34,5	43,3	32,2	44,3	27,2	47,1	26,1	46,1	27,7	45,0	29,4
C (3)	113	110	59	102	55	52	83	67	56	60	70	66
Pourcentage	7,1	6,2	3,8	5,5	4,1	3,0	6,0	3,9	4,0	3,6	4,9	3,9
D (4)	29	1	8	1	4	–	8	–	7	–	7	–
Pourcentage	1,8	0,1	0,5	0,1	0,3	–	0,6	–	0,5	–	0,5	–

(1) eau de bonne qualité ; (2) eau de qualité moyenne ; (3) eau pouvant être momentanément polluée ; (4) eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-10

Épuration des eaux usées dans les grandes villes (1)

Sources : RNDE - Agences de l'eau, BNDE

Unités : flux de pollution en t/j
rendement en %

	(2) DBO_5			Azote réduit			Phosphore		
	1996	1997	1998	1996	1997	1998	1996	1997	1998
Pollution éliminée par les stations d'épuration	1 828	1 802	1 796	194	207	224	48	49	123
Rendement des stations d'épuration	85	87	88	40	43	46	40	43	42

(1) Pour les agglomérations émettant plus de 10 000 équivalent-habitants.
(2) DBO : Demande Biochimique en Oxygène.

TABLEAU A.02-11

Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels pour quelques polluants en 2001 (1) - France entière

Source : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR-SEI)

Types de polluant	Seuil par polluant et par établissement	Nombre d'établissements dont les rejets égalent ou dépassent ce seuil	Cumul des rejets annuels de ces établissements
Aluminium (et ses composés)	2 t/an	24	23 713 t
Arsenic (et ses composés)	5 kg/an	26	8 228 kg
Azote (en N)	50 t/an	113	25 410 t
Cadmium (et ses composés)	5 kg/an	25	3 923 kg
Chlorures	2 000 t/an	40	2 496 943 t
Cyanures	50 kg/an	16	44 499 kg
Demande chimique en oxygène	150 t/an	364	332 858 t
Fer (et ses composés)	3 t/an	27	99 115 t
Fluor	2 t/an	36	5 321 t
Matières en suspension	300 t/an	80	938 428 t
Phosphore (en P)	5 t/an	1 085	17 075 t
Sulfates	1 500 t/an	31	266 503 t
Titane (et ses composés)	100 kg/an	4	20 789 t

(1) Somme des flux rejetés par les établissements égalant ou dépassant le seuil indiqué par polluant ; flux raccordés, isolés ou épandus.

TABLEAU A.02-12

Répartition des accidents industriels et technologiques par secteur d'activité - France entière

Sources : Ministère de l'Écologie et du Développement durable (DPPR - SEI - BARPI), base ARIA - IFEN (1)

	Nombre d'accidents			
	1999	2000	2001	2002
Agriculture, sylviculture, pêche	245	307	169	177
Industries extractives	8	8	13	5
Industries alimentaires	74	79	68	47
Industries manufacturières (hors alimentaires)	477	469	410	383
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	45	88	78	64
Construction	22	24	17	12
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	114	153	159	139
Transports	170	128	171	180
Autres secteurs d'activité	166	276	195	119
Particuliers	25	61	56	42
Activité en cause indéterminée	153	232	253	207

(1) Base ARIA : mise à jour d'octobre 2000 (pour 1999), de mai 2001 (pour 2000), de juin 2002 (pour 2001) et de juin 2003 (pour 2002).

TABLEAU A.02-13

Montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles

Source : Fédération française des sociétés d'assurance — *Unité* : Million d'euros

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	*p* 2002
Montant (1)	585	774	688	473	427	877	468	484	1 100

(1) Par exercice de survenance.

TABLEAU A.02-14

Volume des ordures ménagères selon le mode de traitement en 2000 - France entière

Sources : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) - inventaire ITOM, IFEN — *Unité* : kilotonne/an

Mode de traitement	Nombre d'unités de traitement	Quantité annuelle traitée
Tri de matériaux recyclables issus de la collecte sélective	191	1 568
Tri de déchets banals d'entreprise	4	8
Compostage	96	1 737
Méthanisation	1	90
Incinération sans récupération d'énergie	106	1 320
Incinération avec récupération d'énergie	105	8 866
Centre d'enfouissement technique (1)	352	10 542
Total	**855**	**24 131**

(1) Décharges traitant plus de 3 000 tonnes par an.

TABLEAU A.02-15

Dépense de protection de l'environnement par domaine

Source : IFEN — *Unité* : Million d'euros

	r 1990	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Gestion des eaux usées	6 440	8 854	9 121	9 568	9 858	10 307	10 491
Protection de l'air	1 378	1 481	172	1 573	1 696	1 512	1 486
Réduction du bruit	659	705	702	700	730	779	811
Gestion des déchets (1)	3 871	6 536	7 177	7 617	7 910	8 681	9 185
Nettoyage des rues	693	834	869	897	927	977	1 029
Protection de la biodiversité et des paysages	...	635	699	739	697	726	785
Recherche et développement	651	805	833	880	919	999	1 069
Administration générale de l'environnement	633	1 090	1 101	1 122	1 175	1 240	1 320
Total	**14 325**	**20 940**	**20 674**	**23 096**	**23 912**	**25 221**	**26 176**

(1) Non compris déchets radioactifs.

TABLEAU A.02-16

Dépense de lutte contre la pollution dans l'Union européenne en % du PIB

Source : Eurostat

Pays	Année	Secteur public	Industrie
Allemagne	1999	0,51	0,59
Autriche	1999	0,18	0,58
Belgique	2000	0,51	...
Danemark	2000	1,27	...
Espagne	2000	...	0,24
Finlande	2000	0,39	...
France	**2000**	**0,90**	**...**
Grèce	1999	0,62	...
Irlande	1998	0,53	0,21
Italie	2000	0,74	...
Luxembourg	1997	0,70	...
Pays-Bas	1999	...	0,44
Portugal	2000	0,63	0,38
Royaume-Uni	2000	0,48	0,44
Suède	2000	0,21	...

Chapitre B.01

○ Structure de la population

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Population totale par groupe d'âges au 1er janvier.

2 Population des États de l'Union européenne par sexe et groupe d'âges au 1er janvier 2002.

3 Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2001.

4 Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2003.

5 Population totale par sexe et groupe d'âges en 1982, 1990 et 1999 - France entière.

6 Population totale des Départements et Territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales par sexe et groupe d'âges.

7 Population de 15 ans ou plus par groupe d'âges selon le diplôme en 1999 - France entière.

8 Population totale par groupe d'âges et catégorie socio-professionnelle en 1999 - France entière.

9 Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière.

10 Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière.

11 Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1999.

12 Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990.

13 Migrations par sexe en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990 - Départements d'outre-mer.

14 Projections de population totale par groupe d'âges au 1er janvier - Scénario central - Données de cadrage.

1

○ Présentation

La population française, départements d'outre-mer inclus, est estimée à 61,4 millions d'habitants au 1er janvier 2003. Avec l'allongement de la durée de la vie, la population française continue de vieillir : les personnes de 65 ans ou plus représentent désormais 16 % de la population, tandis que la part des moins de 20 ans diminue régulièrement.

La population de la France représente 16 % de celle de l'Union européenne, au deuxième rang derrière l'Allemagne (82,6 millions d'habitants). En 2004, l'Union européenne intègrera dix nouveaux pays. Cette union à 25 totalise, en 2003, 455 millions d'habitants, soit plus que les États-Unis (279 millions) et la Fédération de Russie (145 millions) réunis.

Entre les recensements de population de 1990 et 1999, la population de la France métropolitaine a augmenté de 1,9 million dont 1,2 million pour les plus de 60 ans. En 1999, plus d'un habitant sur cinq de la métropole a plus de 60 ans et un sur quatre a moins de 20 ans. Comparés aux données des recensements précédents, ces chiffres confirment le vieillissement de la population de la métropole.

En comparaison, la population des départements d'outre-mer (DOM) est relativement jeune, 34 % a moins de 20 ans en 1999. Elle l'est cependant de moins en moins puisque cette proportion était de 37 % en 1990 et de plus de 50 % en 1961. La proportion de la population âgée de 60 ans et plus passe de 10,5 % en 1990 à 12,1 % en 1999.

L'activité féminine continue de progresser mais à un rythme ralenti, portant le nombre d'actifs à son plus haut niveau : 26,5 millions en 1999 contre 25,3 millions en 1990. Plus féminisée qu'en 1990, la population active est aussi plus âgée : les 40 - 54 ans constituent désormais 40,6 % de la population active contre un tiers en 1990.

Selon les projections démographiques pour la France, la population métropolitaine atteindra 64 millions d'habitants en 2050, soit 5 millions de plus qu'aujourd'hui (cf. Scénario central, partie « 2 méthodologie »). La population devrait croître jusqu'en 2040, pour atteindre un maximum de 64,5 millions d'habitants. Le rythme annuel moyen de croissance sera toutefois moins soutenu qu'entre 1990 et 2000 (0,35 % par an). En effet, entre 2000 et 2025, la population augmentera au rythme moyen de 0,3 % par an, puis de 0,1 % entre 2025 et 2040.

Conséquence directe de l'arrivée aux âges élevés des générations nombreuses du baby-boom, le nombre de décès passera de 600 000 en 2025 à près de 700 000 en 2040. Ceci entraînera un ralentissement puis l'arrêt de la croissance de la population française.

2

○ Méthodologie

21. Recensement de population de 1999

Les chiffres définitifs du dénombrement de la population issus du recensement du 8 mars 1999 ont été arrêtés et authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999, rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000.

Vous trouverez ici quelques éléments sur l'exploitation et la diffusion des résultats du recensement de la population de 1999.

Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1999, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1990 et de 1982. On trouvera également des résultats du recensement de 1999 dans les chapitres A.01 : « Territoire et population », B.03 : « Étrangers », B.04 : « Ménages », C.01 : « Population active, emploi ».

En revanche, cinq tableaux ne sont pas issus du recensement. Trois sont des estimations annuelles de population établies par la division « Enquêtes et études démographiques » de l'INSEE.

Les calculs sont basés sur le recensement de 1999, qui a amené à réviser les estimations depuis 1991.

Exploitation

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer entre le 8 mars et le 3 avril 1999, conformément aux dispositions du décret n° 98-403 du 22 mai 1998.

La date de référence est le 8 mars 1999.

Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives.

L'ensemble des questionnaires donne ensuite lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, confort des logements, etc.

Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires des recensements de 1990 et 1999 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des recensements antérieurs à 1990 comme une exploitation postérieure à celle des échantillons au 1/20ème et au 1/4, l'exploitation principale (anciennement exhaustive légère) a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20ème et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la population active, ainsi que sur les déplacements domicile-travail et toutes les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.

Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau du bulletin individuel n'est saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20ème et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites complémentaires donnent lieu à des publications qui complètent celles issues de l'exploitation principale.

Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1999 de l'exploitation principale ou complémentaire selon les tableaux.

Les différentes étapes de la diffusion

Le recensement de la population a fait l'objet d'une diffusion en plusieurs étapes : d'abord le dénombrement, puis les différentes exploitations statistiques (exploitation principale, sondage au 1/20ème et exploitation complémentaire). Les différentes étapes sont rappelées ci-dessous.

a. Le dénombrement

La diffusion des résultats du dénombrement s'est déroulée entre la fin du 1er semestre 1999 et la fin du 3ème trimestre 2000. Elle a permis d'établir successivement :

– Les évolutions démographiques provisoires (populations provisoires, logements provisoires et état civil provisoire) ;

– Les populations légales (populations définitives arrêtées par décret) ;

– Les évolutions démographiques définitives (population sans double compte, soldes naturels et migratoires, nombre de logements).

Ces différentes étapes ont fait l'objet de publications dans trois séries (respectivement grise, bleue et orange) ainsi que d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes, graphiques et fichiers (cf. partie « 4 Sources de documentation »).

b. L'exploitation principale
Deux phases caractérisent la diffusion de l'exploitation principale :
– La 1ère, au cours du 2ème semestre 2000, a donné lieu à l'établissement de résultats par département sur 11 thèmes (population, activité, navettes domicile/travail, formation, migrations, nationalité, immigration, ménages, logements, résidences principales, immeubles) ;
– La 2ème (fin 2000 - début 2001) a permis d'établir les résultats France entière sur les 11 thèmes précédents auquel s'est ajouté le thème « emplois » et également les données sur les mobilités (résidentielles, professionnelles et scolaires).
L'exploitation principale a fait l'objet de publications dans la série jaune (« Tableaux références et analyses »), de tableaux, de cartes et graphiques, de fichiers et de bases de données localisées (cf. partie « 4 Sources de documentation »).
c. Le sondage au 1/20ème
Pour permettre la validation des traitements statistiques (imputation de valeurs manquantes, redressement, recodification) et la diffusion plus rapide des premiers résultats sur les catégories sociales et l'activité économique, une exploitation au 1/20ème a été réalisée pour la métropole.
Cette étape réalisée au cours du 2ème trimestre 2001 a permis d'établir pour l'ensemble de la France métropolitaine et ses départements les résultats sur tous les thèmes, y compris les familles et l'activité économique.
Le sondage au 1/20ème a notamment donné lieu à la publication d'un volume « Tableaux références et analyses » dans la collection INSEE résultats (cf. partie « 4 Sources de documentation »).
d. L'exploitation complémentaire
L'exploitation complémentaire est la dernière étape des exploitations statistiques. Elle s'est déroulée au cours du 4ème trimestre 2001 et du 1er semestre 2002. Cette étape permet d'affiner les caractéristiques de l'emploi (en termes de professions et d'activités économiques) et de procéder à l'analyse détaillée de la composition des ménages et des familles.
L'exploitation complémentaire a fait l'objet de publications dans la série verte (« Tableaux références et analyses »), de tableaux, de cartes et graphiques, de fichiers et de bases de données localisées (cf. partie « 4 : Sources de documentation »).
Cette dernière étape de la diffusion des exploitations statistiques a également permis de diffuser, sous forme de 3 volumes thématiques dans la collection des fascicules verts, des résultats sur des thèmes particuliers :
– Population immigrée, population étrangère ;
– Ménages, familles, population ;
– Population active, formation.

22. Les enquêtes de recensement

À partir de janvier 2004, le recensement de la population résidant en France est annuel. Au recensement traditionnel se substituent des enquêtes de recensement qui auront lieu chaque année auprès d'une partie de la population.
Des résultats statistiques seront produits pendant les cinq années du premier cycle (2004-2008). Il s'agira des estimations nationales et régionales issues de l'enquête de recensement de l'année, calculée pour des résultats simples, qui s'enrichiront année après année.
À partir de 2008, le recensement produira chaque année :
. Les chiffres de population légale ;
. Les résultats détaillés du recensement à tous les niveaux d'organisation du territoire, de la France à la commune et pour les zonages intra-communaux standard. Ces résultats auront en moyenne trois ans d'âge ;
. Des estimations nationales et régionales issues des enquêtes de recensement réalisées au début de la même année.

23. Projections de population pour la France métropolitaine (horizon 2050, scénario central)

Les projections de population pour la France métropolitaine sont traditionnellement révisées après chaque recensement de la population. Les dernières sont basées sur le recensement de 1999 et sur les données d'état civil disponibles au moment de leur élaboration.
Ces projections ont pour point de départ le premier janvier 2000 et pour horizon le premier janvier 2050.
L'exercice de projection présent consiste à estimer les effectifs par sexe et âge pour chaque année de la période de projection retenue en fonction de ceux de l'année précédente et des trois composantes de l'évolution de la population, à savoir naissances, décès et solde migratoire. C'est le principe de la « méthode des composantes ».
Le tableau B01-14 présente ici le scénario central qui retient les hypothèses centrales : fécondité constante (Indicateur Conjoncturel de Fécondité égal à 1,8), mortalité tendancielle et solde migratoire net de 50 000 par an.
L'INSEE Résultats n° 16 reprend les projections détaillées pour la France, ses régions et ses départements.

3
○ Définitions

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo) ; la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).
Dans le recensement de 1999 (ainsi que dans les recensements précédents), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :
– il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre K.01) ;
– les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement ; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement.
En métropole et dans les DOM, la classe « 0 » ne comprend, pour le recensement de 1999, que les enfants nés entre le 1er janvier 1999 et le 7 mars 1999. Pour le recensement de 1990, elle ne comprend, en métropole, que ceux nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990 et dans les DOM que ceux nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990. Pour le recensement de 1982, la classe « 0 » ne comprend, en métropole, que les enfants nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982, et pour les DOM, ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982.

Catégorie socioprofessionnelle

Depuis le recensement de 1982, est utilisée la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles ».
Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois

(et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée pendant 30 ans).
La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles – PCS ».
Trois niveaux de regroupement sont proposés :
– le « niveau 42 » (dont 33 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins ;
– le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé ;
– le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle ; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.

Diplômes

L'information relative au dernier diplôme figurant sur le bulletin individuel (question n° 10) correspond à une information légèrement modifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1990. On distingue désormais le baccalauréat général du baccalauréat technologique ou professionnel et le niveau « aucun diplôme » a été ajouté.
Les différents niveaux de diplôme retenus sont :
– aucun diplôme ;
– certificat d'études primaires ;
– BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges ;
– CAP ;
– BEP ;
– baccalauréat général (Philo., Sciences ex., Math. élém., A, B, C, D, E, L, S, ES, etc.) ;
– baccalauréat technologique (F, G, H, STI, etc.) ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.), capacité en droit ;
– diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé ;
– diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

État matrimonial

Les personnes recensées doivent indiquer leur « état matrimonial légal » : célibataire, marié(e) ou remarié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Les réponses peuvent présenter, dans certaines situations, des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :
– une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) » ;
– des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) » ; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...
Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.
On répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :
– dans la même commune ;
– dans des communes différentes ;
– de la même unité urbaine ;
– de la même zone d'emploi (sauf pour les DOM) ;
– du même département ;
– autres que ci-dessus.
Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine.
Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active aux recensements de 1990 et 1999

Les résultats concernant la population active – et particulièrement le nombre même de personnes actives – dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes ; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les questions de main-d'oeuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active, emploi ».
La population active comprend la « population active ayant un emploi », les chômeurs et, depuis le recensement de 1990, les militaires du contingent.
Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :
– profession et catégorie socioprofessionnelle ;
– statut ;
– activité économique ;
– lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

• *STATUT*
La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi ; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :
Salariés :
– salariés du secteur privé ;
– salariés du secteur public (État, collectivités locales) ;
– salariés des entreprises publiques ou nationales et de la sécurité sociale.
Non-salariés :
– indépendants sans salarié ;
– employeurs ;
– aides familiaux.
• *SALARIÉS*
Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié ? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salarié » ou « employeurs ».
La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.
a. Salariés du secteur privé
Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le fichier SIRENE, ou qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.
b. Salariés de l'État
Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés.

c. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.
Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.
d. Salariés de la Sécurité sociale.
Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale.
e. Salariés des entreprises publiques ou nationales.
Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.

- *NON-SALARIÉS (indépendants sans salarié, employeurs)*

La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ou chef d'entreprise ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit – sans avoir besoin d'une délégation quelconque – une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».
On considère donc comme non-salariées les personnes déclarant les professions suivantes :
– gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée) ;
– président-directeur général ;
– président de société anonyme ;
– directeur général de société anonyme ;
– associé de société en nom ;
– associé de société de fait ;
– commanditaire de société en commandite ;
– chef d'entreprise ;
– administrateur de société ;
– agent d'assurance dirigeant un cabinet ;
– associé d'un cabinet de groupe (professions libérales) ;
– président d'entreprise nationalisée ;
– associé de GAEC (agriculture) ;
ainsi que :
– les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée ;
– les avocats ;
– les gérants libres du commerce (mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés).
La distinction entre indépendants sans salarié et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte ou chef d'entreprise, combien de salariés employez-vous? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le fichier des entreprises (SIRENE). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le fichier SIRENE, le statut a été classé « indépendants sans salarié ». C'est le plus vraisemblable ; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeur à celui d'indépendant sans salarié.

Type d'activité au recensement de 1999

Pour toute personne née en 1984 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :
1. Actifs :
– actifs ayant un emploi ;
– chômeurs ;
– militaires du contingent.
2. Inactifs :
– anciens actifs ;
– étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle) ;
– autres inactifs.

3. Actifs ayant un emploi :
sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.
Remarque :
– les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.
4. Chômeurs :
on considère comme chômeurs les personnes nées de 1925 à 1984 qui :
– soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi ;
– soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.
5. Militaires du contingent :
à partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socioprofessionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.
6. Anciens actifs :
sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1969 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.
7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés :
sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 39 ans, ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.
8. Autres inactifs :
sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1984 et les détenus.
Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui déclarent être soit :
– femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi ;
– chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi ;
– étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 39 ans.
Remarque :
– les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi ;
– les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'INSEE.

Organisme :

INSEE.

Sites Internet :

www.insee.fr
www.recensement.insee.fr

Publications INSEE :

Généralités et méthodologie sur le recensement de 1999 :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1999.

Tome 1 : Organisation générale du recensement de la population de 1999 ;
Tome 2 : Description du dénombrement ;
Tome 3 : Description des données de l'exploitation légère (principale) ;
Tome 4 : Description des traitements de l'exploitation légère (principale) ;
Tome 5 : Description des données de l'exploitation lourde (complémentaire) ;
Tome 6 : Description des traitements de l'exploitation lourde (complémentaire) ;
Tome 7 : Description des tableaux prédéfinis des exploitations statistiques ;
Tome 8 : Description des fichiers des exploitations statistiques ;
Tome 9 : Liste des tableaux des volumes thématiques ;
Tome 10 : Produits de diffusion.

Publications relatives au recensement de la population de 1999 :

• *Ouvrage de synthèse* :
– « Portrait de la France – Le recensement de 1999 ».
• *Tableaux statistiques* :
– « Populations légales » : fascicules départementaux, fascicule France, fascicule France synthèse (communes de 2000 habitants ou plus), cédérom France ;
– « Évolutions démographiques » : fascicules départementaux, fascicule France, cédérom France ;
– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation principale » : fascicules départementaux, fascicule France ;
– « Tableaux Références et Analyses - Exploitation complémentaire » : fascicules régionaux, fascicule France, cédérom France ;
– « Circonscriptions législatives – Tableaux Analyses – Exploitations principale et complémentaire » ;
– « Tableaux Thématiques – Exploitation complémentaire » ;
– « Tableaux à la demande, sur des territoires personnalisés » : tableaux Références, tableaux Analyses, tableaux Mobilités.
• *Bases de données locales* :
– « Les bases de données locales – Populations légales » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Évolutions démographiques » : cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Territoires...L'information supra-communale » : Profils – cédérom France, Analyses cédérom ;
– « Les bases de données locales – Communes... L'information communale » : Références – cédérom France, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, Profils – cédérom France tous thèmes ;
– « Les bases de données locales – Communes...Les bases de données thématiques à la demande » : Analyses – cédérom départemental, Mobilités ;
– « Les bases de données locales – IRIS...L'information infra-communale » : Références – cédérom France, Analyses – cédérom départemental, Profils – cédérom départemental, Profils – cédérom France par thème, cédérom France tous thèmes ;
– « Les bases de données locales – Îlots...L'information infra-communale » : ILOTS...15 – cédérom départemental, cédérom France ;
– « Les bases de données locales – Les outils pour l'analyse infra-communale » : Contours...IRIS et Contours...Îlots, Correspondances...IRIS-Îlots, Correspondances...Adresse, cédéroms.
• *Fichier détail*
– « Fichier Détail...Logements » : cédérom régional, cédérom France ;
– « Fichier Détail...Individus et Logements » : cédérom ;
– « Fichier d'études de données individuelles anonymes issues du sondage au 1/20ème » : cédérom.
• *Cartes et graphiques*
– « La fiche profil et la fiche cartographique ».
• *INSEE-Première (dernières parutions)* :
– « Recensement de la population 1999 : les migrations en France entre 1990 et 1999 – les régions de l'ouest de plus en plus attractives », n° 758, février 2001 ;
– « Le zonage en aires urbaines en 1999, 4 millions d'habitants en plus dans les aires urbaines » n° 765, avril 2001 ;
– « Les grandes villes françaises étendent leur influence » n° 766, avril 2001 ;
– « Recensement de la population 1999, les déplacements domicile-travail », n° 767, avril 2001 ;
– « Recensement de la population de 1999 : la scolarisation des moins de 18 ans », n° 787, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », n° 788, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : l'espace des métiers de 1990 à 1999 », n° 790, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : de plus en plus de femmes immigrées sur le marché du travail », n° 791, juillet 2001 ;
– Recensement de la population de 1999 : les métiers se redéploient sur le territoire métropolitain », n° 792, juillet 2001 ;
– « Projections régionales de population pour 2030 : l'impact des migrations », n° 805, septembre 2001.
– « Les zones urbaines sensibles : forte progression du chômage entre 1990 et 1999 », n° 835, mars 2002.
• *INSEE-Méthodes :*
– « Le recensement de la population 1999. Préparation », nos 79-80, octobre 1998 ;

Autres :

• *INSEE-Méthodes :*
– « Les zonages : enjeux et méthodes », n° 83, janvier 1999.
• *INSEE-Première :*
– « Bilan démographique 2002 », n° 882, janvier 2003.
• *INSEE-Résultats, série « Démographie, Société » :*
– « Projections démographiques pour la France, ses régions et ses départements (horizon 2030/2050) n° 16, juillet 2003 ;
– « Images de la population de Wallis et Futuna - Principaux résultats du recensement de 1996 », n° 79, novembre 2000 ;
– « Résultats du recensement général de la population de la Polynésie française du 3 septembre 1996, premier volume », nos 77-78, mars 2000 ;
– « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 69, août 1998 ;
• *Synthèses* :
– « Les tendances régionales 1999 », nos 36-37, juillet 2000.
• *Données sociales*, édition 2002 :
– « Panorama démographique de la France en 2000 », L. Doisneau ;
– « Les natifs des Dom résidant en métropole en 1999 », D. Collignon ;
– « Inégalités et disparités entre les quartiers en 1999 », G. Martin-Houssart, N. Tabard ;
– « Les grands échanges migratoires régionaux entre 1990 et 1999 », B. Aubry.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU B.01-1

Population totale par groupe d'âges au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âges pour 100 personnes de			
					0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	*dont* 75 ans ou plus
1975	52 600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53 731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55 157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1990	56 577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1995	57 752,5	37,82	36,11	105,69	26,12	53,80	20,08	6,12
1996 *r*	57 936,0	38,01	36,42	105,77	25,99	53,78	20,22	6,39
1997	58 116,0	38,20	36,71	105,82	25,91	53,74	20,35	6,64
1998	58 299,0	38,39	37,02	105,88	25,78	53,76	20,46	6,85
1999	58 496,6	38,57	37,25	105,93	25,67	53,77	20,55	7,04
2000 *r*	58 748,7	38,72	37,52	105,89	25,56	53,81	20,63	7,22
2001 *r*	59 042,7	38,87	37,82	105,86	25,41	53,95	20,64	7,40
2002 *r*	59 342,1	39,02	38,07	105,83	25,26	54,14	20,60	7,58
2003 *p*	59 630,1	39,17	38,40	105,80	25,12	54,24	20,64	7,74

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population des États de l'Union européenne par sexe et groupe d'âges au 1er janvier 2002

Source : Eurostat — *Unité* : Millier

Pays	Population	Hommes				Femmes			
		Ensemble	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Ensemble	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
U E (à 15)									
Allemagne	82 440,3	40 274,7	8 858,1	25 905,8	5 510,8	42 165,6	8 401,4	25 209,3	8 555,0
Autriche	8 139,3	3 959,6	930,2	2 540,9	488,5	4 179,7	886,3	2 513,9	779,6
Belgique	10 309,7	5 042,3	1 231,2	3 094,7	716,4	5 267,4	1 177,7	3 059,7	1 030,0
Danemark	5 368,4	2 654,1	659,9	1 660,3	333,9	2 714,2	627,7	1 625,7	460,8
Espagne	40 409,3	19 779,4	4 266,2	12 626,2	2 887,0	20 630,0	4 028,3	12 589,6	4 012,1
Finlande	5 194,9	2 537,6	643,9	1 588,3	305,4	2 657,3	616,9	1 558,5	481,9
France	**59 342,1**	**28 830,0**	**7 666,2**	**17 243,2**	**3 920,6**	**30 512,1**	**7 321,7**	**17 479,8**	**5 710,6**
Grèce (2000)	10 542,8	5 195,4	1 181,8	3 203,6	810,0	5 347,4	1 115,1	3 223,0	1 009,3
Irlande *p*	3 882,7	1 928,3	585,9	1 154,1	188,3	1 954,4	556,6	1 152,5	245,3
Italie (2001)	57 844,0	28 094,9	5 834,5	17 947,2	4 313,2	29 749,1	5 521,1	17 984,7	6 243,3
Luxembourg	444,1	218,8	55,4	138,1	25,3	225,2	52,8	135,3	37,1
Pays-Bas	16 105,3	7 972,0	2 017,1	5 046,0	908,8	8 133,3	1 923,6	4 919,9	1 289,9
Portugal *e*	10 335,6	4 991,6	1 182,2	3 092,2	717,2	5 344,0	1 127,7	3 224,4	991,9
Royaume-Uni (2001)	59 862,8	29 511,8	7 712,8	17 916,8	3 882,2	30 351,0	7 319,1	17 580,7	5 451,2
Suède	8 909,1	4 408,4	1 098,4	2 657,7	652,3	4 500,7	1 040,9	2 580,0	879,8

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2001

Évaluation basée sur le recensement de 1999

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	**Ensemble**	Hommes					Femmes				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
2000	0	**771 002**	**395 087**	395 087	–	–	–	**375 915**	375 915	–	–	–
1999	1	**732 370**	**375 571**	375 571	–	–	–	**356 799**	356 799	–	–	–
1998	2	**718 088**	**366 779**	366 779	–	–	–	**351 309**	351 309	–	–	–
1997	3	**714 064**	**366 572**	366 572	–	–	–	**347 492**	347 492	–	–	–
1996	4	**721 919**	**369 861**	369 861	–	–	–	**352 058**	352 058	–	–	–
2000 - 1996 ...	**0 - 4**	**3 657 443**	**1 873 870**	**1 873 870**	**–**	**–**	**–**	**1 783 573**	**1 783 573**	**–**	**–**	**–**
1995	5	**716 590**	**366 930**	366 930	–	–	–	**349 660**	349 660	–	–	–
1994	6	**703 798**	**360 210**	360 210	–	–	–	**343 588**	343 588	–	–	–
1993	7	**700 239**	**358 217**	358 217	–	–	–	**342 022**	342 022	–	–	–
1992	8	**733 259**	**375 629**	375 629	–	–	–	**357 630**	357 630	–	–	–
1991	9	**750 440**	**384 506**	384 506	–	–	–	**365 934**	365 934	–	–	–
1995 - 1991 ...	**5 - 9**	**3 604 326**	**1 845 492**	**1 845 492**	**–**	**–**	**–**	**1 758 834**	**1 758 834**	**–**	**–**	**–**
1990	10	**758 323**	**388 599**	388 599	–	–	–	**369 724**	369 724	–	–	–
1989	11	**763 704**	**390 112**	390 112	–	–	–	**373 592**	373 592	–	–	–
1988	12	**767 898**	**392 815**	392 815	–	–	–	**375 083**	375 083	–	–	–
1987	13	**769 884**	**393 464**	393 464	–	–	–	**376 420**	376 420	–	–	–
1986	14	**780 089**	**398 790**	398 790	–	–	–	**381 299**	381 297	2	–	–
1990 - 1986 ...	**10 - 14**	**3 839 898**	**1 963 780**	**1 963 780**	**–**	**–**	**–**	**1 876 118**	**1 876 116**	**2**	**–**	**–**
1985	15	**769 066**	**393 168**	393 168	–	–	–	**375 898**	375 878	20	–	–
1984	16	**765 730**	**390 788**	390 788	–	–	–	**374 942**	374 812	130	–	–
1983	17	**754 567**	**385 373**	385 368	5	–	–	**369 194**	368 807	385	–	2
1982	18	**801 160**	**409 378**	409 283	95	–	–	**391 782**	390 419	1 340	5	18
1981	19	**810 814**	**413 880**	413 459	420	1	–	**396 934**	393 204	3 682	12	36
1985 - 1981 ...	**15 - 19**	**3 901 337**	**1 992 587**	**1 992 066**	**520**	**1**	**–**	**1 908 750**	**1 903 120**	**5 557**	**17**	**56**
1980	20	**807 582**	**410 078**	408 768	1 305	2	3	**397 504**	389 626	7 738	35	105
1979	21	**762 252**	**386 068**	383 003	3 006	8	51	**376 184**	362 469	13 379	47	289
1978	22	**736 573**	**371 305**	364 737	6 459	11	98	**365 268**	342 203	22 402	88	575
1977	23	**739 730**	**373 017**	360 602	12 151	20	244	**366 713**	324 564	40 917	138	1 094
1976	24	**715 328**	**359 729**	337 881	21 372	37	439	**355 599**	292 096	61 369	281	1 853
1980 - 1976 ...	**20 - 24**	**3 761 465**	**1 900 197**	**1 854 991**	**44 293**	**78**	**835**	**1 861 268**	**1 710 958**	**145 805**	**589**	**3 916**
1975	25	**734 215**	**368 484**	325 904	41 587	58	935	**365 731**	275 140	86 844	489	3 258
1974	26	**785 365**	**393 255**	325 383	66 149	93	1 630	**392 110**	268 526	118 020	545	5 019
1973	27	**835 393**	**418 791**	319 483	95 976	119	3 213	**416 602**	258 172	150 325	647	7 458
1972	28	**858 934**	**430 210**	301 070	124 022	196	4 922	**428 724**	240 524	177 305	865	10 030
1971	29	**863 597**	**431 785**	275 860	148 699	241	6 985	**431 812**	219 723	198 065	1 027	12 997
1975 - 1971 ...	**25 - 29**	**4 077 504**	**2 042 525**	**1 547 700**	**476 433**	**707**	**17 685**	**2 034 979**	**1 262 085**	**730 559**	**3 573**	**38 762**
1970	30	**843 350**	**421 535**	245 951	166 315	250	9 019	**421 815**	194 313	210 605	1 225	15 672
1969	31	**841 992**	**419 846**	220 551	187 046	329	11 920	**422 146**	175 290	225 629	1 432	19 795
1968	32	**835 612**	**415 724**	202 574	198 696	365	14 089	**419 888**	162 271	233 365	1 693	22 559
1967	33	**838 501**	**417 182**	189 215	210 768	457	16 742	**421 319**	152 552	241 049	1 986	25 732
1966	34	**866 489**	**431 078**	182 288	227 985	532	20 273	**435 411**	146 309	256 685	2 403	30 014
1970 - 1966 ...	**30 - 34**	**4 225 944**	**2 105 365**	**1 040 579**	**990 810**	**1 933**	**72 043**	**2 120 579**	**830 735**	**1 167 333**	**8 739**	**113 772**
1965	35	**868 944**	**432 246**	171 107	237 145	680	23 314	**436 698**	135 875	264 091	2 796	33 936
1964	36	**888 675**	**440 834**	161 985	251 605	817	26 427	**447 841**	128 943	277 112	3 363	38 423
1963	37	**878 824**	**435 163**	150 469	254 948	880	28 866	**443 661**	117 667	280 225	3 951	41 818
1962	38	**851 547**	**421 611**	135 332	254 111	1 048	31 120	**429 936**	105 090	276 287	4 497	44 062
1961	39	**862 091**	**426 241**	127 733	262 446	1 206	34 856	**435 850**	98 498	284 028	5 176	48 148
1965 - 1961 ...	**35 - 39**	**4 350 081**	**2 156 095**	**746 626**	**1 260 255**	**4 631**	**144 583**	**2 193 986**	**586 073**	**1 381 743**	**19 783**	**206 387**
1960	40	**856 197**	**422 932**	117 428	267 402	1 423	36 679	**433 265**	89 810	287 088	5 855	50 512
1959	41	**862 536**	**425 800**	107 732	276 125	1 726	40 217	**436 736**	82 365	292 268	7 094	55 009
1958	42	**841 744**	**414 813**	97 178	273 354	1 924	42 357	**426 931**	74 152	288 761	7 848	56 170
1957	43	**847 586**	**417 926**	90 398	280 481	2 054	44 993	**429 660**	68 519	293 220	8 996	58 925
1956	44	**841 335**	**414 677**	82 821	282 795	2 362	46 699	**426 658**	62 528	293 623	10 043	60 464
1960 - 1956 ...	**40 - 44**	**4 249 398**	**2 096 148**	**495 557**	**1 380 157**	**9 489**	**210 945**	**2 153 250**	**377 374**	**1 454 960**	**39 836**	**281 080**
1955	45	**837 134**	**411 947**	74 671	286 496	2 711	48 069	**425 187**	57 872	294 165	11 071	62 079
1954	46	**842 531**	**415 822**	69 710	293 022	3 128	49 962	**426 709**	53 900	297 058	12 374	63 377
1953	47	**827 095**	**408 820**	63 533	292 220	3 387	49 680	**418 275**	49 905	292 175	13 438	62 757
1952	48	**840 110**	**415 982**	60 439	300 911	3 845	50 787	**424 128**	47 351	298 128	14 904	63 745
1951	49	**828 988**	**410 994**	55 830	299 983	4 214	50 967	**417 994**	44 191	294 075	16 369	63 359
1955 - 1951 ...	**45 - 49**	**4 175 858**	**2 063 565**	**324 183**	**1 472 632**	**17 285**	**249 465**	**2 112 293**	**253 219**	**1 475 601**	**68 156**	**315 317**
1950	50	**858 852**	**427 107**	53 884	316 389	4 768	52 066	**431 745**	42 517	305 345	18 728	65 155
1949	51	**851 232**	**423 535**	48 511	318 807	5 273	50 944	**427 697**	38 907	303 501	21 063	64 226
1948	52	**849 725**	**424 603**	45 102	324 133	5 777	49 591	**425 122**	36 526	303 618	23 306	61 672
1947	53	**837 043**	**417 647**	41 075	321 265	6 248	49 059	**419 396**	34 243	300 444	25 185	59 524
1946	54	**796 872**	**397 205**	37 522	308 025	6 516	45 142	**399 667**	30 860	287 003	26 855	54 949
1950 - 1946 ...	**50 - 54**	**4 193 724**	**2 090 097**	**226 094**	**1 588 619**	**28 582**	**246 802**	**2 103 627**	**183 053**	**1 499 911**	**115 137**	**305 526**

TABLEAU B.01-3 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 2001

Évaluation basée sur le recensement de 1999

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Ensemble	Hommes					Femmes				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1945	55	**603 505**	**300 608**	27 094	234 624	5 422	33 468	**302 897**	22 860	216 586	22 984	40 467
1944	56	**599 300**	**297 523**	25 441	234 547	5 971	31 564	**301 777**	21 781	215 755	25 626	38 615
1943	57	**583 310**	**289 663**	23 658	229 940	6 236	29 829	**293 647**	20 372	209 804	27 376	36 095
1942	58	**542 958**	**269 543**	21 888	214 919	6 246	26 490	**273 415**	18 736	194 074	28 171	32 434
1941	59	**491 612**	**243 145**	19 960	193 726	6 331	23 128	**248 467**	16 638	175 917	28 280	27 632
1945 - 1941	**55 - 59**	**2 820 685**	**1 400 482**	**118 041**	**1 107 756**	**30 206**	**144 479**	**1 420 203**	**100 387**	**1 012 136**	**132 437**	**175 243**
1940	60	**511 848**	**251 281**	20 667	201 332	7 105	22 177	**260 567**	17 206	183 330	32 992	27 039
1939	61	**543 738**	**263 511**	22 347	211 650	8 282	21 232	**280 227**	18 041	195 720	39 686	26 780
1938	62	**536 308**	**258 622**	22 010	207 936	8 920	19 756	**277 686**	18 125	191 002	43 258	25 301
1937	63	**533 638**	**255 330**	21 933	205 299	9 595	18 503	**278 308**	17 678	189 507	47 543	23 580
1936	64	**537 606**	**255 525**	22 289	205 621	10 544	17 071	**282 081**	18 125	188 320	53 189	22 447
1940 - 1936	**60 - 64**	**2 663 138**	**1 284 269**	**109 246**	**1 031 838**	**44 446**	**98 739**	**1 378 869**	**89 175**	**947 879**	**216 668**	**125 147**
1935	65	**529 596**	**248 531**	21 812	199 664	11 270	15 785	**281 065**	18 122	183 916	58 068	20 959
1934	66	**545 529**	**254 192**	21 881	204 403	12 652	15 256	**291 337**	18 995	186 082	65 681	20 579
1933	67	**528 012**	**243 382**	21 099	195 230	13 287	13 766	**284 630**	18 789	176 494	70 270	19 077
1932	68	**544 243**	**248 400**	21 086	199 171	15 076	13 067	**295 843**	19 983	178 498	78 744	18 618
1931	69	**534 728**	**240 734**	20 826	192 205	15 741	11 962	**293 994**	20 387	171 724	84 310	17 573
1935 - 1931	**65 - 69**	**2 682 108**	**1 235 239**	**106 704**	**990 673**	**68 026**	**69 836**	**1 446 869**	**96 276**	**896 714**	**357 073**	**96 806**
1930	70	**532 523**	**236 945**	20 520	188 187	17 118	11 120	**295 578**	20 978	166 033	91 880	16 687
1929	71	**502 851**	**221 815**	18 869	175 367	17 797	9 782	**281 036**	20 359	150 520	95 261	14 896
1928	72	**492 481**	**213 739**	17 860	168 844	18 358	8 677	**278 742**	20 014	142 960	101 728	14 040
1927	73	**474 466**	**203 341**	16 177	160 066	19 380	7 718	**271 125**	19 961	132 571	105 595	12 998
1926	74	**465 923**	**196 253**	15 625	153 072	20 541	7 015	**269 670**	20 386	124 501	112 403	12 380
1930 - 1926	**70 - 74**	**2 468 244**	**1 072 093**	**89 051**	**845 536**	**93 194**	**44 312**	**1 396 151**	**101 698**	**716 585**	**506 867**	**71 001**
1925	75	**451 542**	**186 666**	15 426	143 960	20 903	6 377	**264 876**	20 442	115 278	117 254	11 902
1924	76	**431 159**	**174 612**	14 059	133 587	21 453	5 513	**256 547**	19 940	104 684	121 014	10 909
1923	77	**415 279**	**166 114**	12 603	126 229	22 282	5 000	**249 165**	19 618	94 534	124 780	10 233
1922	78	**400 661**	**157 457**	11 584	118 464	23 057	4 352	**243 204**	18 795	85 332	129 302	9 775
1921	79	**397 379**	**153 641**	11 036	113 821	24 557	4 227	**243 738**	18 452	78 510	137 230	9 546
1925 - 1921	**75 - 79**	**2 096 020**	**838 490**	**64 708**	**636 061**	**112 252**	**25 469**	**1 257 530**	**97 247**	**478 338**	**629 580**	**52 365**
1920	80	**379 304**	**143 970**	9 316	105 942	25 109	3 603	**235 334**	17 248	67 534	141 657	8 895
1919	81	**221 182**	**82 347**	6 319	58 410	15 389	2 229	**138 835**	10 824	35 359	87 238	5 414
1918	82	**177 176**	**63 194**	3 890	44 474	13 311	1 519	**113 982**	8 588	25 447	75 712	4 235
1917	83	**146 267**	**50 575**	3 347	34 756	11 333	1 139	**95 692**	7 141	18 886	66 089	3 576
1916	84	**126 070**	**42 234**	2 735	28 061	10 551	887	**83 836**	6 498	14 514	59 808	3 016
1920 - 1916	**80 - 84**	**1 049 999**	**382 320**	**25 607**	**271 643**	**75 693**	**9 377**	**667 679**	**50 299**	**161 740**	**430 504**	**25 136**
1915	85	**142 156**	**46 169**	3 006	29 723	12 533	907	**95 987**	7 537	14 407	70 758	3 285
1914	86	**195 566**	**60 762**	3 918	37 610	18 109	1 125	**134 804**	10 164	18 310	101 913	4 417
1913	87	**172 827**	**52 539**	3 373	30 616	17 582	968	**120 288**	9 176	13 931	93 357	3 824
1912	88	**151 601**	**43 830**	2 923	23 882	16 259	766	**107 771**	8 457	10 634	85 289	3 391
1911	89	**121 555**	**33 494**	2 247	17 162	13 476	609	**88 061**	7 109	7 206	71 070	2 676
1915 - 1911	**85 - 89**	**783 705**	**236 794**	**15 467**	**138 993**	**77 959**	**4 375**	**546 911**	**42 443**	**64 488**	**422 387**	**17 593**
1910	90	**105 876**	**27 685**	1 920	13 244	12 062	459	**78 191**	6 313	5 306	64 286	2 286
1909	91	**84 711**	**20 799**	1 335	9 148	10 017	299	**63 912**	5 280	3 413	53 387	1 832
1908	92	**67 854**	**15 782**	1 116	6 166	8 316	184	**52 072**	4 575	2 274	43 751	1 472
1907	93	**51 340**	**11 373**	829	3 967	6 447	130	**39 967**	3 654	1 569	33 701	1 043
1906	94	**39 215**	**8 151**	616	2 554	4 856	125	**31 064**	3 063	934	26 273	794
1910 - 1906	**90 - 94**	**348 996**	**83 790**	**5 816**	**35 079**	**41 698**	**1 197**	**265 206**	**22 885**	**13 496**	**221 398**	**7 427**
1905	95	**29 087**	**5 868**	476	1 600	3 720	72	**23 219**	2 414	655	19 604	546
1904	96	**21 029**	**4 100**	427	888	2 748	37	**16 929**	1 765	412	14 382	370
1903	97	**15 177**	**2 607**	340	405	1 835	27	**12 570**	1 464	238	10 608	260
1902	98	**10 477**	**1 793**	237	201	1 331	24	**8 684**	982	163	7 350	189
1901	99	**7 550**	**1 387**	263	147	960	17	**6 163**	792	153	5 082	136
1905 - 1901	**95 - 99**	**83 320**	**15 755**	**1 743**	**3 241**	**10 594**	**177**	**67 565**	**7 417**	**1 621**	**57 026**	**1 501**
1899 et avant	100 et +	**9 468**	**1 388**	270	56	1 040	22	**8 080**	1 104	126	6 716	134
Population totale		**59 042 661**	**28 680 341**	**14 447 591**	**12 274 595**	**617 814**	**1 340 341**	**30 362 320**	**13 134 071**	**12 154 594**	**3 236 486**	**1 837 169**
Moins de 20 ans		**15 003 004**	**7 675 729**	7 675 208	520	1	–	**7 327 275**	7 321 643	5 559	17	56
De 20 à 64 ans		**34 517 797**	**17 138 743**	6 463 017	9 352 793	137 357	1 185 576	**17 379 054**	5 393 059	9 815 927	604 918	1 565 150
65 ans et plus		**9 521 860**	**3 865 869**	309 366	2 921 282	480 456	154 765	**5 655 991**	419 369	2 333 108	2 631 551	271 963
Moins de 15 ans		**11 101 667**	**5 683 142**	5 683 142	–	–	–	**5 418 525**	5 418 523	2	–	–
60 ans et plus		**12 184 998**	**5 150 138**	418 612	3 953 120	524 902	253 504	**7 034 860**	508 544	3 280 987	2 848 219	397 110
75 ans et plus		**4 371 508**	**1 558 537**	113 611	1 085 073	319 236	40 617	**2 812 971**	221 395	719 809	1 767 611	104 156

TABLEAU B.01-4

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2003

Évaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1999

Source : INSEE

Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes	Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes
2002	0	**759 182**	388 661	370 521	1947	55	**829 132**	412 037	417 095
2001	1	**765 321**	390 947	374 374	1946	56	**788 706**	391 497	397 209
2000	2	**770 055**	394 293	375 762	1945	57	**596 970**	295 946	301 024
1999	3	**734 576**	376 531	358 045	1944	58	**592 308**	292 600	299 708
1998	4	**721 891**	368 664	353 227	1943	59	**576 275**	284 734	291 541
2002 - 1998	**0 - 4**	**3 751 025**	**1 919 096**	**1 831 929**	**1947 - 1943**	**55 - 59**	**3 383 391**	**1 676 814**	**1 706 577**
1997	5	**717 803**	368 479	349 324	1942	60	**535 678**	264 375	271 303
1996	6	**725 136**	371 503	353 633	1941	61	**484 398**	238 033	246 365
1995	7	**719 988**	368 664	351 324	1940	62	**503 665**	245 559	258 106
1994	8	**707 380**	362 056	345 324	1939	63	**534 215**	256 861	277 354
1993	9	**703 889**	360 156	343 733	1938	64	**525 894**	251 408	274 486
1997 - 1993	**5 - 9**	**3 574 196**	**1 830 858**	**1 743 338**	**1942 - 1938**	**60 - 64**	**2 583 850**	**1 256 236**	**1 327 614**
1992	10	**737 176**	377 735	359 441	1937	65	**522 446**	247 662	274 784
1991	11	**754 691**	386 780	367 911	1936	66	**525 249**	247 095	278 154
1990	12	**762 929**	390 985	371 944	1935	67	**515 827**	239 252	276 575
1989	13	**768 520**	392 583	375 937	1934	68	**530 406**	244 000	286 406
1988	14	**772 562**	395 134	377 428	1933	69	**512 003**	232 764	279 239
1992 - 1988	**10 - 14**	**3 795 878**	**1 943 217**	**1 852 661**	**1937 - 1933**	**65 - 69**	**2 605 931**	**1 210 773**	**1 395 158**
1987	15	**774 607**	395 616	378 991	1932	70	**526 060**	236 324	289 736
1986	16	**785 132**	400 866	384 266	1931	71	**515 462**	228 140	287 322
1985	17	**773 951**	395 134	378 817	1930	72	**511 406**	223 399	288 007
1984	18	**769 163**	391 791	377 372	1929	73	**480 833**	207 838	272 995
1983	19	**754 829**	384 229	370 600	1928	74	**468 817**	198 954	269 863
1987 - 1983	**15 - 19**	**3 857 682**	**1 967 636**	**1 890 046**	**1932 - 1928**	**70 - 74**	**2 502 578**	**1 094 655**	**1 407 923**
1982	20	**797 410**	405 599	391 811	1927	75	**449 755**	188 350	261 405
1981	21	**805 469**	408 881	396 588	1926	76	**439 070**	180 245	258 825
1980	22	**803 003**	405 831	397 172	1925	77	**422 749**	169 859	252 890
1979	23	**758 861**	382 936	375 925	1924	78	**401 110**	157 591	243 519
1978	24	**734 553**	369 437	365 116	1923	79	**383 083**	148 207	234 876
1982 - 1978	**20 - 24**	**3 899 296**	**1 972 684**	**1 926 612**	**1927 - 1923**	**75 - 79**	**2 095 767**	**844 252**	**1 251 515**
1977	25	**738 434**	371 994	366 440	1922	80	**366 264**	138 888	227 376
1976	26	**714 799**	359 377	355 422	1921	81	**359 270**	133 565	225 705
1975	27	**735 029**	368 967	366 062	1920	82	**338 241**	123 103	215 138
1974	28	**787 642**	394 479	393 163	1919	83	**194 917**	69 427	125 490
1973	29	**839 499**	421 006	418 493	1918	84	**152 890**	51 557	101 333
1977 - 1973	**25 - 29**	**3 815 403**	**1 915 823**	**1 899 580**	**1922 - 1918**	**80 - 84**	**1 411 582**	**516 540**	**895 042**
1972	30	**864 317**	433 214	431 103	1917	85	**124 157**	40 498	83 659
1971	31	**869 404**	435 052	434 352	1916	86	**104 920**	33 127	71 793
1970	32	**848 776**	424 641	424 135	1915	87	**115 259**	34 945	80 314
1969	33	**846 345**	422 349	423 996	1914	88	**155 482**	45 131	110 351
1968	34	**838 912**	417 533	421 379	1913	89	**133 152**	37 614	95 538
1972 - 1968	**30 - 34**	**4 267 754**	**2 132 789**	**2 134 965**	**1917 - 1913**	**85 - 89**	**632 970**	**191 315**	**441 655**
1967	35	**840 866**	418 221	422 645	1912	90	**113 059**	30 244	82 815
1966	36	**867 894**	431 392	436 502	1911	91	**87 741**	22 306	65 435
1965	37	**869 774**	432 197	437 577	1910	92	**73 004**	17 449	55 555
1964	38	**888 806**	440 333	448 473	1909	93	**55 800**	12 332	43 468
1963	39	**878 720**	434 594	444 126	1908	94	**42 738**	9 097	33 641
1967 - 1963	**35 - 39**	**4 346 060**	**2 156 737**	**2 189 323**	**1912 - 1908**	**90 - 94**	**372 342**	**91 428**	**280 914**
1962	40	**850 925**	420 676	430 249	1907	95	**31 184**	6 340	24 844
1961	41	**860 804**	424 888	435 916	1906	96	**22 849**	4 338	18 511
1960	42	**854 224**	421 226	432 998	1905	97	**15 991**	2 904	13 087
1959	43	**859 947**	423 724	436 223	1904	98	**11 151**	1 994	9 157
1958	44	**838 665**	412 435	426 230	1903	99	**7 792**	1 239	6 553
1962 - 1958	**40 - 44**	**4 264 565**	**2 102 949**	**2 161 616**	**1907 - 1903**	**95 - 99**	**88 967**	**16 815**	**72 152**
1957	45	**844 034**	415 358	428 676	1902	100	**5 124**	801	4 323
1956	46	**837 059**	411 603	425 456	1901	101	**3 917**	818	3 099
1955	47	**832 276**	408 507	423 769	1900	102	**2 239**	507	1 732
1954	48	**837 460**	412 212	425 248	1899	103	**725**	66	659
1953	49	**821 709**	405 047	416 662	1898	104	**379**	55	324
1957 - 1953	**45 - 49**	**4 172 538**	**2 052 727**	**2 119 811**	**1902 - 1898**	**100 - 104**	**12 384**	**2 247**	**10 137**
1952	50	**834 302**	411 930	422 372	1897 et av	105 ou +	**566**	83	483
1951	51	**822 760**	406 736	416 024					
1950	52	**851 981**	422 401	429 580	**Population totale**		**59 630 121**	**28 974 588**	**30 655 533**
1949	53	**844 053**	418 499	425 554	**Moins de 20 ans**		**14 978 781**	**7 660 807**	**7 317 974**
1948	54	**842 300**	419 348	422 952	**de 20 à 64 ans**		**34 928 253**	**17 345 673**	**17 582 580**
1952 - 1948	**50 - 54**	**4 195 396**	**2 078 914**	**2 116 482**	**65 ans et plus**		**9 723 087**	**3 968 108**	**5 754 979**

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et groupe d'âges en 1982, 1990 et 1999 - France entière

Source : INSEE (recensements de la population)

Groupe d'âges	1982			1990			1999		
	Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes
France métropolitaine	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 520 688**	**28 419 419**	**30 101 269**
Moins de 20 ans	**15 594 780**	7 980 256	7 614 524	**14 991 528**	7 666 883	7 324 645	**14 381 440**	7 358 257	7 023 183
20 à 39 ans	**16 445 472**	8 320 652	8 124 820	**17 148 846**	8 586 258	8 562 588	**16 467 740**	8 228 417	8 239 323
40 à 59 ans	**12 218 604**	6 082 932	6 135 672	**13 210 132**	6 611 292	6 598 840	**15 193 381**	7 548 685	7 644 696
60 à 74 ans	**6 478 304**	2 888 248	3 590 056	**7 256 296**	3 301 003	3 955 293	**7 973 216**	3 672 160	4 301 056
75 ans ou plus	**3 558 452**	1 215 568	2 342 884	**4 045 153**	1 399 620	2 645 533	**4 504 911**	1 611 900	2 893 011
Départements d'outre-mer	**1 242 529**	**609 972**	**632 557**	**1 459 249**	**717 120**	**742 129**	**1 666 517**	**810 095**	**856 422**
Guadeloupe	**327 002**	160 112	166 890	**387 034**	189 187	197 847	**422 222**	203 146	219 076
Guyane	**73 012**	38 448	34 564	**114 808**	59 799	55 009	**156 790**	78 963	77 827
Martinique	**326 717**	158 415	168 302	**359 579**	173 878	185 701	**381 325**	180 910	200 415
Réunion	**515 798**	252 997	262 801	**597 828**	294 256	303 572	**706 180**	347 076	359 104

TABLEAU B.01-6

Population totale des départements et territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales par sexe et groupe d'âges

Source : INSEE (recensements de la population)

Départements et territoires d'outre-mer et collectivités territoriales	**Total**	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans et plus
Guadeloupe - recensement de 1999						
Ensemble	**422 222**	**133 696**	**132 517**	**96 915**	**39 431**	**19 663**
Hommes	**203 146**	67 809	63 635	45 853	18 011	7 838
Femmes	**219 076**	65 887	68 882	51 062	21 420	11 825
Guyane - recensement de 1999						
Ensemble	**156 790**	**67 860**	**49 168**	**30 366**	**6 756**	**2 640**
Hommes	**78 963**	34 437	24 085	15 879	3 460	1 102
Femmes	**77 827**	33 423	25 083	14 487	3 296	1 538
Martinique - recensement de 1999						
Ensemble	**381 325**	**112 670**	**116 422**	**88 944**	**42 206**	**21 083**
Hommes	**180 910**	56 922	55 150	41 448	19 209	8 181
Femmes	**200 415**	55 748	61 272	47 496	22 997	12 902
Réunion - recensement de 1999						
Ensemble	**706 180**	**255 499**	**233 573**	**146 417**	**51 087**	**19 604**
Hommes	**347 076**	129 697	114 401	72 545	23 449	6 984
Femmes	**359 104**	125 802	119 172	73 872	27 638	12 620
Nouvelle-Calédonie - recensement de 1996						
Ensemble	**196 836**	**78 003**	**66 184**	**37 911**	**11 527**	**3 211**
Hommes	**100 842**	40 115	33 609	19 971	5 792	1 355
Femmes	**95 994**	37 888	32 575	17 940	5 735	1 856
Polynésie française - recensement de 1996						
Ensemble	**219 521**	**94 519**	**73 633**	**38 161**	**10 941**	**2 267**
Hommes	**113 830**	48 656	38 316	20 331	5 586	941
Femmes	**105 691**	45 863	35 317	17 830	5 355	1 326
Wallis et Futuna - recensement de 1996						
Ensemble	**14 166**	**7 073**	**3 637**	**2 392**	**779**	**285**
Hommes	**6 984**	3 623	1 652	1 237	334	138
Femmes	**7 182**	3 450	1 985	1 155	445	147
Saint-Pierre et Miquelon - recensement de 1999						
Ensemble	**6 316**	**1 701**	**1 931**	**1 700**	**628**	**356**
Hommes	**3 147**	881	994	894	283	95
Femmes	**3 169**	820	937	806	345	261
Mayotte - recensement de 2002						
Ensemble	**160 301**	**84 905**	**50 953**	**18 544**	**4 720**	**1 179**
Hommes	**80 281**	42 475	24 708	10 026	2 504	568
Femmes	**80 020**	42 430	26 245	8 518	2 216	611

TABLEAU B.01-7

Population de 15 ans ou plus par groupe d'âges selon le diplôme en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population)

Groupe d'âges	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP, BEP	BAC, Brevet profes-sionnel	BAC plus 2 ans	Diplômes supérieurs
France métropolitaine	**48 071 349**	**5 426 393**	**8 511 666**	**7 369 796**	**3 467 522**	**10 592 142**	**5 201 118**	**3 633 680**	**3 869 032**
15 à 19 ans	**3 932 101**	3 551 436	168 570	12 734	89 418	94 902	12 919	1 135	987
20 à 59 ans	**31 661 121**	1 874 957	4 633 502	2 806 165	2 400 489	8 954 527	4 355 886	3 325 050	3 310 545
60 ans ou plus	**12 478 127**	–	3 709 594	4 550 897	977 615	1 542 713	832 313	307 495	557 500
Guadeloupe	**322 581**	**42 719**	**133 099**	**20 094**	**20 960**	**48 216**	**29 241**	**13 954**	**14 298**
15 à 19 ans	**34 055**	31 133	2 054	45	352	366	89	7	9
20 à 59 ans	**229 432**	11 586	87 338	12 558	18 049	46 324	27 210	13 284	13 083
60 ans ou plus	**59 094**	–	43 707	7 491	2 559	1 526	1 942	663	1 206
Guyane	**103 517**	**14 771**	**44 773**	**4 068**	**4 911**	**15 694**	**8 300**	**5 014**	**5 986**
15 à 19 ans	**14 587**	11 650	2 549	44	215	103	23	2	1
20 à 59 ans	**79 534**	3 121	36 104	2 688	4 225	15 103	7 863	4 805	5 625
60 ans ou plus	**9 396**	–	6 120	1 336	471	488	414	207	360
Martinique	**297 424**	**38 851**	**117 602**	**22 860**	**20 171**	**44 919**	**24 788**	**13 364**	**14 869**
15 à 19 ans	**28 769**	27 099	1 210	14	196	195	41	7	7
20 à 59 ans	**205 366**	11 752	72 196	12 768	16 822	43 135	22 441	12 594	13 658
60 ans ou plus	**63 289**	–	44 196	10 078	3 153	1 589	2 306	763	1 204
Réunion	**515 349**	**71 996**	**254 291**	**20 334**	**29 261**	**62 606**	**36 306**	**17 384**	**23 171**
15 à 19 ans	**64 668**	55 962	5 921	69	1 208	1 269	207	20	12
20 à 59 ans	**379 990**	16 034	190 581	14 621	25 546	60 149	34 473	16 756	21 830
60 ans ou plus	**70 691**	–	57 789	5 644	2 507	1 188	1 626	608	1 329

TABLEAU B.01-8

Population totale par groupe d'âges et catégorie socioprofessionnelle en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Groupe d'âges	Agriculteurs exploitants	Artisans, commer-çants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellec-tuelles supérieures	Professions inter-médiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité profes-sionnelle
France métropolitaine	**642 167**	**1 659 052**	**3 165 335**	**5 762 885**	**7 809 091**	**7 061 742**	**10 634 443**	**21 778 985**
0 à 19 ans	1 099	5 452	1 130	9 639	94 113	162 877	–	14 107 482
20 à 59 ans	593 924	1 562 183	3 066 728	5 680 255	7 585 479	6 818 984	623 629	5 725 826
60 ans et plus	47 144	91 417	97 477	72 991	129 499	79 881	10 010 814	1 945 677
Guadeloupe	**4 879**	**17 532**	**9 721**	**29 104**	**68 327**	**41 285**	**45 991**	**205 383**
0 à 19 ans	9	32	7	40	260	405	–	132 943
20 à 59 ans	4 514	16 351	9 280	28 467	66 403	39 854	3 839	60 724
60 ans et plus	356	1 149	434	597	1 664	1 026	42 152	11 716
Guyane	**2 019**	**4 685**	**4 565**	**10 349**	**19 751**	**13 624**	**6 209**	**95 588**
0 à 19 ans	121	44	7	13	138	154	–	67 383
20 à 59 ans	1 755	4 388	4 434	10 132	19 219	13 190	705	25 711
60 ans et plus	143	253	124	204	394	280	5 504	2 494
Martinique	**2 942**	**13 147**	**9 988**	**28 352**	**59 763**	**41 364**	**50 831**	**174 938**
0 à 19 ans	7	17	3	33	132	261	–	112 217
20 à 59 ans	2 690	11 955	9 569	27 612	57 997	40 036	3 508	51 999
60 ans et plus	245	1 175	416	707	1 634	1 067	47 323	10 722
Réunion	**7 606**	**15 435**	**15 942**	**44 824**	**101 381**	**76 320**	**45 204**	**399 468**
0 à 19 ans	45	55	18	107	742	906	–	253 626
20 à 59 ans	7 191	14 501	15 508	44 145	99 078	74 560	5 690	119 317
60 ans et plus	370	879	416	572	1 561	854	39 514	26 525

TABLEAU B.01-9

Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Activité économique (niveaux 4 et 16)	NES	Ensemble	Salariés	Non Salariés	Hommes	Salariés	Non Salariés	Femmes	Salariées	Non Salariées
France métropolitaine		**22 800 731**	**20 118 253**	**2 682 478**	**12 539 561**	**10 681 955**	**1 857 606**	**10 261 170**	**9 436 298**	**824 872**
Agriculture	**ES**	**947 446**	**304 850**	**642 596**	**661 662**	**220 206**	**441 456**	**285 784**	**84 644**	**201 140**
Industrie	**ET**	**4 151 952**	**3 906 267**	**245 685**	**2 941 624**	**2 752 844**	**188 780**	**1 210 328**	**1 153 423**	**56 905**
Construction	**EU**	**1 322 979**	**1 056 637**	**266 342**	**1 215 240**	**961 287**	**253 953**	**107 739**	**95 350**	**12 389**
Tertiaire	**EV**	**16 378 354**	**14 850 499**	**1 527 855**	**7 721 035**	**6 747 618**	**973 417**	**8 657 319**	**8 102 881**	**554 438**
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	947 446	304 850	642 596	661 662	220 206	441 456	285 784	84 644	201 140
Industries agricoles et alimentaires	EB	622 722	538 519	84 203	384 856	328 211	56 645	237 866	210 308	27 558
Industries des biens de consommation	EC	751 953	687 386	64 567	392 260	345 320	46 940	359 693	342 066	17 627
Industrie automobile	ED	268 497	266 262	2 235	224 816	222 776	2 040	43 681	43 486	195
Industries des biens d'équipement	EE	821 197	784 331	36 866	661 843	628 306	33 537	159 354	156 025	3 329
Industries des biens intermédiaires	EF	1 443 341	1 386 899	56 442	1 083 845	1 035 319	48 526	359 496	351 580	7 916
Énergie	EG	244 242	242 870	1 372	194 004	192 912	1 092	50 238	49 958	280
Construction	EH	1 322 979	1 056 637	266 342	1 215 240	961 287	253 953	107 739	95 350	12 389
Commerce	EJ	3 013 546	2 522 116	491 430	1 659 031	1 337 521	321 510	1 354 515	1 184 595	169 920
Transports	EK	997 935	924 835	73 100	781 263	718 281	62 982	216 672	206 554	10 118
Activités financières	EL	682 032	646 569	35 463	316 048	288 810	27 238	365 984	357 759	8 225
Activités immobilières	EM	279 034	239 479	39 555	124 414	96 756	27 658	154 620	142 723	11 897
Services aux entreprises	EN	2 799 774	2 558 954	240 820	1 639 799	1 458 343	181 456	1 159 975	1 100 611	59 364
Services aux particuliers	EP	1 683 936	1 346 960	336 976	700 968	522 922	178 046	982 968	824 038	158 930
Éducation, santé, action sociale	EQ	4 325 868	4 026 534	299 334	1 219 759	1 052 649	167 110	3 106 109	2 973 885	132 224
Administration	ER	2 596 229	2 585 052	11 177	1 279 753	1 272 336	7 417	1 316 476	1 312 716	3 760
Départements d'outre-mer										
Guadeloupe		**124 332**	**101 797**	**22 535**	**66 378**	**49 078**	**17 300**	**57 954**	**52 719**	**5 235**
Agriculture	ES	7 308	2 834	4 474	6 054	2 256	3 798	1 254	578	676
Industrie	ET	8 933	7 024	1 909	6 855	5 289	1 566	2 078	1 735	343
Construction	EU	9 737	5 397	4 340	9 100	4 839	4 261	637	558	79
Tertiaire	EV	98 354	86 542	11 812	44 369	36 694	7 675	53 985	49 848	4 137
Guyane		**43 448**	**36 827**	**6 621**	**25 701**	**21 081**	**4 620**	**17 747**	**15 746**	**2 001**
Agriculture	ES	2 885	995	1 890	1 998	886	1 112	887	109	778
Industrie	ET	3 522	2 876	646	2 872	2 349	523	650	527	123
Construction	EU	3 257	2 313	944	3 038	2 124	914	219	189	30
Tertiaire	EV	33 784	30 643	3 141	17 793	15 722	2 071	15 991	14 921	1 070
Martinique		**116 009**	**99 502**	**16 507**	**60 208**	**47 793**	**12 415**	**55 801**	**51 709**	**4 092**
Agriculture	ES	8 377	5 638	2 739	6 429	4 144	2 285	1 948	1 494	454
Industrie	ET	9 051	7 544	1 507	6 638	5 429	1 209	2 413	2 115	298
Construction	EU	7 068	4 556	2 512	6 557	4 103	2 454	511	453	58
Tertiaire	EV	91 513	81 764	9 749	40 584	34 117	6 467	50 929	47 647	3 282
Réunion		**173 677**	**150 103**	**23 574**	**100 634**	**82 344**	**18 290**	**73 043**	**67 759**	**5 284**
Agriculture	ES	9 562	2 825	6 737	8 407	2 520	5 887	1 155	305	850
Industrie	ET	13 424	11 576	1 848	10 784	9 278	1 506	2 640	2 298	342
Construction	EU	11 003	8 900	2 103	10 370	8 385	1 985	633	515	118
Tertiaire	EV	139 688	126 802	12 886	71 073	62 161	8 912	68 615	64 641	3 974

TABLEAU B.01-10

Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique regroupée en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Activité économique (niveaux 4 et 16)	NES	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Hommes**	Salariés	Non Salariés	**Femmes**	Salariées	Non Salariées
France métropolitaine		**23 050 566**	**20 358 713**	**2 691 853**	**12 701 719**	**10 837 005**	**1 864 714**	**10 348 847**	**9 521 708**	**827 139**
Agriculture	**ES**	**949 017**	**306 040**	**642 977**	**662 957**	**221 207**	**441 750**	**286 060**	**84 833**	**201 227**
Industrie	**ET**	**4 230 978**	**3 983 941**	**247 037**	**3 001 979**	**2 812 054**	**189 925**	**1 228 999**	**1 171 887**	**57 112**
Construction	**EU**	**1 344 215**	**1 077 130**	**267 085**	**1 235 362**	**980 696**	**254 666**	**108 853**	**96 434**	**12 419**
Tertiaire	**EV**	**16 526 356**	**14 991 602**	**1 534 754**	**7 801 421**	**6 823 048**	**978 373**	**8 724 935**	**8 168 554**	**556 381**
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	**949 017**	306 040	642 977	**662 957**	221 207	441 750	**286 060**	84 833	201 227
Industries agricoles et alimentaires	EB	**629 502**	545 054	84 448	**389 655**	332 789	56 866	**239 847**	212 265	27 582
Industries des biens de consommation	EC	**769 911**	704 875	65 036	**403 086**	355 802	47 284	**366 825**	349 073	17 752
Industrie automobile	ED	**275 315**	273 033	2 282	**230 797**	228 718	2 079	**44 518**	44 315	203
Industries des biens d'équipement	EE	**834 392**	797 290	37 102	**672 832**	639 085	33 747	**161 560**	158 205	3 355
Industries des biens intermédiaires	EF	**1 475 987**	1 419 222	56 765	**1 110 161**	1 061 336	48 825	**365 826**	357 886	7 940
Énergie	EG	**245 871**	244 467	1 404	**195 448**	194 324	1 124	**50 423**	50 143	280
Construction	EH	**1 344 215**	1 077 130	267 085	**1 235 362**	980 696	254 666	**108 853**	96 434	12 419
Commerce	EJ	**3 051 246**	2 557 701	493 545	**1 679 952**	1 356 893	323 059	**1 371 294**	1 200 808	170 486
Transports	EK	**1 010 078**	936 626	73 452	**790 500**	727 198	63 302	**219 578**	209 428	10 150
Activités financières	EL	**691 758**	656 060	35 698	**320 835**	293 383	27 452	**370 923**	362 677	8 246
Activités immobilières	EM	**281 007**	241 143	39 864	**125 460**	97 564	27 896	**155 547**	143 579	11 968
Services aux entreprises	EN	**2 829 667**	2 587 287	242 380	**1 658 600**	1 475 888	182 712	**1 171 067**	1 111 399	59 668
Services aux particuliers	EP	**1 705 250**	1 366 889	338 361	**712 112**	533 264	178 848	**993 138**	833 625	159 513
Éducation, santé, action sociale	EQ	**4 347 307**	4 047 138	300 169	**1 225 969**	1 058 349	167 620	**3 121 338**	2 988 789	132 549
Administration	ER	**2 610 043**	2 598 758	11 285	**1 287 993**	1 280 509	7 484	**1 322 050**	1 318 249	3 801
Départements d'outre-mer										
Guadeloupe		**125 245**	**102 629**	**22 616**	**66 857**	**49 494**	**17 363**	**58 388**	**53 135**	**5 253**
Agriculture	ES	7 316	2 836	4 480	6 063	2 259	3 804	1 253	577	676
Industrie	ET	8 999	7 082	1 917	6 900	5 326	1 574	2 099	1 756	343
Construction	EU	9 793	5 438	4 355	9 155	4 879	4 276	638	559	79
Tertiaire	EV	99 137	87 273	11 864	44 739	37 030	7 709	54 398	50 243	4 155
Guyane		**43 443**	**36 819**	**6 624**	**25 703**	**21 080**	**4 623**	**17 740**	**15 739**	**2 001**
Agriculture	ES	2 888	997	1 891	2 001	888	1 113	887	109	778
Industrie	ET	3 524	2 878	646	2 873	2 350	523	651	528	123
Construction	EU	3 256	2 312	944	3 037	2 123	914	219	189	30
Tertiaire	EV	33 775	30 632	3 143	17 792	15 719	2 073	15 983	14 913	1 070
Martinique		**116 067**	**99 546**	**16 521**	**60 245**	**47 823**	**12 422**	**55 822**	**51 723**	**4 099**
Agriculture	ES	8 384	5 642	2 742	6 433	4 146	2 287	1 951	1 496	455
Industrie	ET	9 058	7 549	1 509	6 644	5 433	1 211	2 414	2 116	298
Construction	EU	7 070	4 558	2 512	6 559	4 105	2 454	511	453	58
Tertiaire	EV	91 555	81 797	9 758	40 609	34 139	6 470	50 946	47 658	3 288
Réunion		**173 677**	**150 103**	**23 574**	**100 634**	**82 344**	**18 290**	**73 043**	**67 759**	**5 284**
Agriculture	ES	9 562	2 825	6 737	8 407	2 520	5 887	1 155	305	850
Industrie	ET	13 424	11 576	1 848	10 784	9 278	1 506	2 640	2 298	342
Construction	EU	11 003	8 900	2 103	10 370	8 385	1 985	633	515	118
Tertiaire	EV	139 688	126 802	12 886	71 073	62 161	8 912	68 615	64 641	3 974

TABLEAU B.01-11

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	**Ensemble**	Lieu de résidence - Lieu de travail					
		Même commune	Dans deux communes différentes				
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Même région	Autres cas
Hommes	**12 701 719**	4 828 235	3 290 628	4 747 842	5 652 967	7 226 853	637 751
Femmes	**10 348 847**	4 532 065	2 784 864	3 831 293	4 393 449	5 516 718	292 574
Ensemble	**23 050 566**	**9 360 300**	**6 075 492**	**8 579 135**	**10 046 416**	**12 743 571**	**930 325**
Agriculteurs exploitants	**627 204**	571 916	4 470	41 025	48 058	51 550	3 706
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1 525 719**	1 000 733	233 267	345 597	395 420	491 246	32 888
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**3 025 190**	1 079 790	1 098 715	943 137	1 133 576	1 777 185	166 513
Professions intermédiaires	**5 318 217**	1 768 881	1 619 133	2 138 021	2 555 231	3 309 180	236 446
Employés	**6 645 135**	3 002 275	1 760 993	2 414 791	2 756 379	3 433 922	204 102
Ouvriers	**5 909 101**	1 936 705	1 358 914	2 696 564	3 157 752	3 680 488	286 670

TABLEAU B.01-12

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	**Ensemble**	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale	**58 513 700**	**31 909 885**	**38 980 137**	**52 292 296**	**6 221 404**	**29 304 612**	**38 751 652**	**48 430 149**	**51 647 044**	**57 166 484**	**1 347 216**
Hommes	**28 416 917**	15 660 209	19 036 401	25 338 356	3 078 561	14 118 518	18 720 476	23 449 716	25 022 326	27 761 417	655 500
Femmes	**30 096 783**	16 249 676	19 943 736	26 953 940	3 142 843	15 186 094	20 031 176	24 980 433	26 624 718	29 405 067	691 716
Catégorie Socioprofessionnelle											
Agriculteurs exploitants	**642 167**	508 483	550 646	622 775	19 392	493 593	569 164	619 189	625 429	638 699	3 468
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 659 052**	794 582	996 113	1 427 113	231 939	850 324	1 111 871	1 396 440	1 487 372	1 628 088	30 964
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**3 165 335**	882 542	1 447 935	2 760 949	404 386	1 180 640	1 658 606	2 127 207	2 456 878	3 055 838	109 497
Professions intermédiaires	**5 762 885**	2 491 906	3 411 170	5 216 439	546 446	2 360 120	3 238 779	4 436 505	4 907 583	5 656 421	106 464
Employés	**7 809 091**	3 924 915	4 890 784	6 853 794	955 297	3 384 580	4 843 838	6 388 383	6 854 062	7 648 511	160 580
Ouvriers	**7 061 742**	4 058 303	4 726 855	5 959 622	1 102 120	3 401 660	4 775 103	6 207 851	6 501 187	6 928 433	133 309
Retraités	**10 634 443**	5 499 625	6 646 059	9 479 886	1 154 557	8 241 552	9 103 093	9 822 509	10 021 496	10 571 425	63 018
Autres sans activité	**21 778 985**	13 749 529	16 310 575	19 971 718	1 807 267	9 392 143	13 451 198	17 432 065	18 793 037	21 039 069	739 916

TABLEAU B.01-13

Migrations par sexe en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990 - Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger
GUADELOUPE	**422 222**	**341 539**	**8 962**	**46 102**	**25 619**	**223 935**	**313 468**	**368 299**	**4 941**	**42 083**	**6 899**
Hommes	**203 146**	164 372	4 013	23 207	11 554	108 648	152 059	177 031	2 344	20 548	3 223
Femmes	**219 076**	177 167	4 949	22 895	14 065	115 287	161 409	191 268	2 597	21 535	3 676
GUYANE	**156 790**	**85 258**	**8 106**	**18 560**	**44 866**	**51 301**	**102 305**	**122 840**	**3 814**	**16 661**	**13 475**
Hommes	**78 963**	42 231	4 437	10 301	21 994	25 769	51 472	61 792	2 014	9 009	6 148
Femmes	**77 827**	43 027	3 669	8 259	22 872	25 532	50 833	61 048	1 800	7 652	7 327
MARTINIQUE	**381 325**	**329 232**	**7 532**	**35 783**	**8 778**	**208 799**	**286 525**	**338 326**	**5 267**	**34 998**	**2 734**
Hommes	**180 910**	156 396	3 090	17 601	3 823	100 514	136 927	160 580	2 284	16 844	1 202
Femmes	**200 415**	172 836	4 442	18 182	4 955	108 285	149 598	177 746	2 983	18 154	1 532
RÉUNION	**706 180**	**608 157**	**9 114**	**64 561**	**24 348**	**339 406**	**550 279**	**628 782**	**7 619**	**60 298**	**9 481**
Hommes	**347 076**	296 098	4 317	34 991	11 670	169 053	271 429	307 797	3 651	31 307	4 321
Femmes	**359 104**	312 059	4 797	29 570	12 678	170 353	278 850	320 985	3 968	28 991	5 160

Chapitre B.02

○ Mouvement de la population

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Mouvement de la population : aperçu d'ensemble - France entière.

2 Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité - France entière.

3 Indicateurs synthétiques de la situation démographique.

4 Nés vivants et enfants sans vie par sexe et qualité juridique.

5 Nés vivants par âge de la mère et qualité juridique.

6 Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.

7 Nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère.

8 Indicateur de fécondité (pour 100 femmes) et âge moyen des mères à la maternité.

9 Mariages par âge et état matrimonial antérieur en 2001.

10 Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.

11 Indicateurs de primo-nuptialité (nuptialité féminine pour 100 femmes).

12 Décédés par sexe, groupe d'âges en années révolues et état matrimonial en 2001.

13 Mortalité infantile et ses diverses composantes.

14 Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.

15 Tables de mortalité annuelles abrégées.

16 Table de mortalité : années 1999-2001.

17 Principaux indicateurs démographiques de divers pays en 2001.

18 Mouvement naturel de la population - Territoires d'outre-mer.

1
○ Présentation

Selon les estimations provisoires, la France métropolitaine compte 59,6 millions d'habitants au 1er janvier 2003. Avec 762 700 naissances et 539 700 décès en France métropolitaine, l'excédent naturel est de 223 000 personnes. Compte-tenu de l'excédent migratoire, évalué à 65 000 personnes, l'excédent total s'élève à 288 000 personnes. Avec les départements d'outre-mer, la population française est de 61,3 millions d'habitants. En 2002, la natalité diminue légèrement. La mortalité recule encore cette année, faisant progresser l'espérance de vie à la naissance des hommes.

Légère diminution des naissances

En 2002, 762 700 bébés sont nés en France métropolitaine, soit 8 000 de moins que l'année précédente (- 1 %). Malgré tout, le nombre de naissances reste plus élevé qu'avant la forte hausse de l'an 2000.

Cette baisse des naissances s'explique par celle du nombre de femmes en âge de procréer dans la population. Les femmes de 20 à 40 ans, qui mettent au monde 96 % des bébés, sont de moins en moins nombreuses.

En revanche, les femmes ont autant d'enfants en moyenne en 2002 qu'au cours des deux années précédentes. L'indicateur conjoncturel de fécondité reste stable, à 188 enfants pour 100 femmes. L'augmentation de la fécondité chez les jeunes femmes, qui était le phénomène marquant depuis deux ans, s'interrompt. La fécondité des femmes de moins de 30 ans diminue alors que celle des femmes de 30 ans ou plus poursuit son augmentation. De ce fait, l'âge moyen à la maternité, qui s'était stabilisé depuis quelques années, s'accroît à nouveau. Les femmes accouchent à 29,5 ans en moyenne en 2002.

Recul de la mortalité

Le nombre de décès augmente, passant de 531 500 en 2001 à 539 700 en 2002. Cette hausse est concentrée essentiellement sur les mois de janvier et février. L'épidémie de grippe de l'hiver 2001-2002 a été plus sévère que celle, particulièrement clémente, de l'hiver précédent.

Cependant, l'espérance de vie à la naissance reste stable pour les femmes et augmente pour les hommes. Elle est de 75,6 années pour les hommes et 82,9 années pour les femmes. Sur les dernières années, elle s'accroît plus vite pour les hommes que pour les femmes. Ainsi depuis 1994, elle a augmenté de 1,9 an pour les hommes, contre un an seulement pour les femmes. La mortalité infantile diminue encore cette année et atteint le niveau de 4,2 décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances vivantes.

Moins de mariages, plus de Pacs

280 600 mariages ont été célébrés en 2002, soit 8 000 de moins qu'en 2001. Après un premier tassement en 2001, les mariages retrouvent un niveau proche de celui des années 1996-1998. L'engouement pour le mariage en 2000 avait particulièrement concerné les couples âgés avec enfants, ainsi que les personnes ayant déjà été mariées. Ainsi, les mariages légitimant des enfants ont augmenté de 10 % entre 1999 et 2000. Les remariages ont augmenté de 7 % pour les hommes et de 8 % pour les femmes. De leur côté, les mariages de célibataires ont surtout progressé parmi les hommes et les femmes de plus de 30 ans.

Alors que le mariage est en repli, le pacte civil de solidarité (Pacs), au contraire, progresse. 25 000 Pacs ont été enregistrés en 2002, soit 30 % de plus qu'en 2001. Pour cent mariages célébrés, huit Pacs sont signés. Actuellement, les données disponibles ne permettent pas de déterminer la part des couples homosexuels de celle des couples hétérosexuels pour lesquels le Pacs constitue une alternative au mariage.

Hausse du solde migratoire

L'excédent des entrées sur les sorties du territoire métropolitain est provisoirement estimé à 65 000 personnes en 2002. La mesure du solde migratoire reste difficile du fait du manque de données, notamment sur les sorties du territoire.

Les migrations jouent un rôle minoritaire dans l'accroissement de la population : seulement un cinquième de l'accroissement total leur est attribuable, les quatre cinquièmes étant dus à l'excédent des naissances sur les décès. La France se distingue de ce point de vue de la plupart de ses partenaires européens, dont la population augmente surtout avec les migrations. Au total, l'accroissement de la population de l'Union européenne dans son ensemble s'explique pour les trois quarts par les migrations et pour un quart seulement par l'excédent naturel.

2
○ Méthodologie

Statistiques de l'état civil

Les statistiques des mariages, naissances et décès sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à une publication annuelle présentant l'ensemble des résultats accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en .... – Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 2001.

D'autres statistiques relatives au mouvement de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces et les Pacs, celui de la Santé, de la famille et des personnes handicapées pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Migrations extérieures

Le solde migratoire ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut bien sûr les mouvements migratoires de Français (tels que, par exemple, les échanges de population entre la France métropolitaine et les DOM).

De 1982 à 1989, les bilans migratoires résultent de la confrontation des populations des deux recensements de 1982 et de 1990, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. De 1990 à 1998, les estimations du solde migratoire n'ont pas été modifiées suite au recensement de 1999. Un ajustement statistique a été introduit pour assurer la cohérence entre les populations issues des recensements et les données de l'état civil.

À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent compte des flux d'entrées observés et des informations fournies par la comparaison des recensements. Les statistiques relatives aux entrées d'étrangers sont établies depuis 1990 par le Haut Conseil à l'intégration à partir des statistiques de l'OMI et de l'OFPRA. L'effectif des familles ne comprend pas toutes les familles de ressortissants de la CEE, mais seulement celles qui adressent une demande de regroupement familial à l'OMI, procédure qui n'est pas obligatoire. Les chiffres pour les réfugiés ont été transmis par l'OFPRA qui ne publie pas de données exhaustives par nationalité. La colonne « Autres » comprend des enfants de Français, des ascendants d'enfants français, et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident. La colonne « réexamens » comptabilise les personnes ayant obtenu un titre de séjour suite à la circulaire du 24 juin 1997.

3
○ Définitions

Âge

● *Âge moyen*

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il faut tenir compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens. L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux,

sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

● ***Classement par âge***

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est réalisé selon deux définitions :
– L'âge par génération ou âge atteint dans l'année,
– L'âge en années révolues.
L'âge généralement utilisé est l'âge atteint dans l'année. Il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.
L'âge en années révolues est l'âge au dernier anniversaire. Aussi, à la date de l'événement, dans une même génération, l'âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes.
Par exemple, un individu né le 10 octobre 1925 décède le 18 avril 1999. Il a 74 ans en âge atteint dans l'année : 1999 moins 1925 égale 74. Mais il a 73 ans en années révolues : 18 avril 1999 moins 10 octobre 1925 égale 73 ans 6 mois et 8 jours.
Ainsi, pour un individu ayant *x* ans en âge atteint dans l'année, si l'événement a eu lieu à la date *d* :
– L'individu ayant son anniversaire après la date *d* aura comme âge en années révolues (*x-1*) ;
– L'individu ayant son anniversaire à la date *d* ou avant aura comme âge en années révolues (*x*).
Seule exception : L'événement a lieu le 31 décembre. À cette date, le classement par âge atteint dans l'année et par âge en années révolues est identique. Et au 1er janvier, l'âge atteint dans l'année est égal à l'âge en années révolues plus un.

● ***Classement par groupe d'âges***

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre regroupe les évènements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne.
Il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier. Les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier.

Divorces

Les divorces prononcés sont la somme des divorces directs et des conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

● ***Événement enregistré, événement domicilié***

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.
Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

Mouvement naturel

Au sens strict, différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

● ***Enfants nés vivants, enfants sans vie, statistiques de naissances vivantes et d'enfants sans vie.***

Jusqu'en 1992 :
– Les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil (appelés également « faux mort-nés » ou « enfant sans vie (mort-nés) ayant respiré ») étaient légalement enregistrés comme enfants sans vie. Toutefois, leur prise en compte dans la statistique des naissances vivantes a été introduite dès 1975.
Avant 1975 :
– La statistique des naissances portait seulement sur les enfants vivants au moment de leur déclaration à l'état civil ;
– La statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.

De 1975 à 1992 :
– La statistique des naissances s'est étendue à l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et enfants sans vie ayant respiré ;
– La statistique des enfants sans vie comprenait seulement les enfants sans vie n'ayant pas respiré et ceux pour lesquels le critère de vitalité (respiration) n'était pas renseigné.
À partir de 1993 :
– Les règles d'établissement d'un acte de naissance ou d'un acte d'enfant sans vie dépendent de la vitalité de l'enfant, au moment de la naissance. Les enfants décédés au moment de la déclaration sont enregistrés en naissance et décès, si l'on justifie, par la production d'un certificat médical, qu'ils sont nés vivants et viables. Sinon, il est dressé un acte d'enfant sans vie ;
– La statistique des naissances comprend les enfants nés vivants et viables ;
– La statistique des enfants sans vie couvre l'ensemble des actes d'enfants sans vie : enfants décédés au moment de la déclaration nés vivants mais non viables, ou enfants sans vie après une durée de gestation supérieure à 180 jours.

● ***Naissances légitimes, naturelles***

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.
Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés.

● ***Rang de naissance***

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.
Jusqu'en 1965 et à partir de 1998, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel.
De 1966 à 1997, seule cette seconde classification était adoptée.
Les enfants sans vie ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux enfants sans vie » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.
Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux enfants sans vie aux naissances et aux décès.
À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile. Jusqu'en 1992 les faux enfants sans vie étaient inclus dans les statistiques de décès.
Depuis 1993, les enfants morts au moment de la déclaration, nés vivants et viables, ont un acte de naissance et de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

● ***Taux bruts***

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

● ***Taux par âge***

Les taux par âge rapportent les événements, survenus dans une génération au cours de l'année, à l'effectif moyen de cette génération.
Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

● ***Taux synthétiques***

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

— Indicateur de primo-nuptialité

L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive

dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile

(Voir ci-dessus les mots clés « décès d'enfants de moins d'un an » et « naissances »).
Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants.
Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.
Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :
– Le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants ;
– Le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants ;
– Le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants ;
– Le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre d'enfants sans vie (mort-nés) et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie ;
– Le taux de mortalité foeto-infantile est le rapport du nombre d'enfants sans vie et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie ;
– Le taux de mortinatalité est le rapport du nombre d'enfants sans vie à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie.

— Indicateur conjoncturel de divortialité

L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits est, pour une année donnée, la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages dont ils sont issus. Il indique le nombre de désunions dans une promotion fictive de 100 mariages dont les divorces seraient, à chaque durée de mariage, égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité

Fondé sur le même principe, l'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, est la somme de l'ensemble des taux de fécondité par âge pour une année donnée. Il indique le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde chaque femme d'une génération fictive pendant sa vie féconde, mesuré avec les taux de fécondité par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

— Taux brut de reproduction

Ce taux représente le nombre moyen de filles mises au monde par une génération fictive de 100 femmes (non soumises à l'effet de la mortalité) au cours de leur vie. Il est calculé en multipliant l'indicateur conjoncturel de fécondité par la proportion de filles parmi les nés vivants. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, ce taux brut de reproduction se transforme en taux net de reproduction.
Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération est remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter ; s'il est inférieur à 100, la génération est remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer.
Les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes ; il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés.
Les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)

L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des durées restant à vivre pour les survivants à cet âge.
L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

— Tables de mortalité

Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.
Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année n, définis de la façon suivante :
— On rapporte les décès de la génération g atteignant l'âge x = n – g au cours de l'année n à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.
À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.
Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.
Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotient t(x) étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge x relatifs à chacune des années de la période.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'INSEE.

Organismes :

– INSEE ;
– Ministère de la Justice.

Sites Internet :

– www.insee.fr
– www.justice.gouv.fr
– www.ined.fr

Publications :

INSEE

« Bilan démographique .... », *Bulletin mensuel de statistique*, numéro de janvier de chaque année.
INSEE-Résultats, série Société :
– « La situation démographique en 2001 - mouvement de la population », n° 18 août 2003 ;
– « Projections démographiques pour la France, ses régions et ses départements (horizon 2030/2050) », C. Brutel, L. Omalek, n° 16 août 2003 ;
– « Un siècle de fécondité française – Caractéristiques et évolution de la fécondité de 1901 à 1999 », n° 8, octobre 2002.
INSEE-Première :
– « Une femme accouche en moyenne à 14 kms de son domicile », n° 903, juin 2003 ;
– « 1,6 million d'enfants vivent dans une famille recomposée », n° 901, juin 2003 ;
– « La fécondité des étrangères en France », n° 898, mai 2003 ;
– « Mortalité des femmes et environnement familial - Rôle protecteur de la vie de famille », n° 892, avril 2003 ;
– « Bilan démographique 2002, légère diminution des naissances », n° 882, janvier 2003 ;
– « La fécondité en France au cours du XXe siècle », n° 873, décembre 2002 ;
– « Projections de population à l'horizon 2050 : un vieillissement inéluctable », n° 762, mars 2001.

Cédérom :
– État civil communal 1998 : naissances, mariages, décès : France métropolitaine - Base de données – Ressource électronique – CD ROM, 2001.
Économie et Statistique :
– « La population de la France métropolitaine à l'horizon 2050 : un vieillissement inéluctable », C. Brutel, n° 355-356, 2002 ;
– « Les inégalités sociales de la mortalité infantile s'estompent », Q.C. Dinh, n° 314, 1998.
Données sociales, édition 2002 :
– « Panorama démographique de la France en 2000 », L. Doisneau.
France, portrait social, édition 2003-2004 :
– « Fiche thématique Démographie ».
Synthèses, Statistique publique :
– « Regards sur l'immigration depuis 1945 », n° 30, octobre 1999.
INED
– *Population et sociétés* (mensuel) ;
– *Population* (bimestriel).
Autres
– « Les familles monoparentales : des caractéristiques liées à leur histoire matrimoniale », Direction de la Recherche des Études de l'évaluation et des Statistiques, *Études et résultats*, n° 218, février 2003.
– « Accès aux origines » : rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat aux droits des femmes et de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, R. Del Picchia, *Rapports du Sénat*, 2001.
– *Population et Avenir* (bimestriel).
– *Statistiques démographiques* .... (annuel), Organisation des Nations Unies.
– *Statistiques démographiques* .... (annuel), Eurostat.
– OMISTAT (Annuaire des migrations), Office des migrations internationales, annuel.

5 Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU B.02-1

Mouvement de la population : aperçu d'ensemble - France entière

Sources : INSEE
Ministère de la Justice

Unités : France métropolitaine : Millier
départements d'outre-mer : Nombre

Année	Population au 1er janvier (millier)	Mariages	Divorces prononcés (1)	Naissances		Décès		Enfants sans vie	Excédent naturel	Solde migratoire	Variation totale
				Total	*dont* légitimes	**Total**	*dont* moins d'un an				
France métropolitaine											
1990	**56 577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	263,7
1995	**57 752,5**	254,7	119,2	**729,6**	455,4	**531,6**	3,5	3,9	198,0	40,0	183,4
1998.	**58 299,0**	271,4	116,5	**738,1**	437,5	**534,0**	3,4	3,7	204,1	45,0	197,7
1999 *r*	**58 496,6**	286,2	116,8	**744,8**	433,9	**537,7**	3,2	3,4	207,1	45,0	252,1
2000 *r*	**58 748,7**	297,9	114,0	**774,8**	444,7	**530,9**	3,4	3,6	243,9	50,0	293,9
2001 *p*	**59 042,7**	288,3	112,6	**770,9**	433,9	**531,5**	3,4	3,7	239,4	60,0	299,4
2002 *p*	**59 342,1**	280,6	. . .	**762,7**	. . .	**539,7**	. . .	. . .	223,0	65,0	288,0
Guadeloupe											
1990.	**384,8**	2 021	548	**7 569**	. . .	**2 334**	76	110	5 235	. . .	. . .
1995.	**402,4**	1 865	626	**7 027**	2 691	**2 448**	51	95	4 579	– 251	4 328
1997.	**411,4**	1 936	548	**7 473**	2 763	**2 407**	63	97	5 066	– 164	4 902
1998.	**416,3**	1 959	653	**6 507**	2 517	**2 514**	66	31	3 993	1 209	5 202
1999.	**421,5**	1 892	869	**7 352**	2 552	**2 633**	51	99	4 719	– 534	4 185
2000 *r*	**425,7**	1 935	703	**7 601**	2 648	**2 634**	58	88	4 967	– 412	4 537
2001 *p*	**430,2**	1 929	912	**7 658**	2 532	**2 775**	52	75	4 883	– 363	4 520
Guyane											
1990.	**113,9**	461	99	**3 606**	. . .	**597**	64	72	3 009	. . .	. . .
1995.	**135,0**	656	92	**4 211**	816	**540**	76	48	3 671	1 209	4 880
1997.	**144,9**	640	167	**4 426**	835	**598**	75	54	3 828	1 477	5 305
1998.	**150,2**	510	146	**4 696**	882	**607**	51	52	4 089	1 429	5 518
1999.	**155,8**	548	143	**4 907**	887	**648**	50	62	4 259	1 109	5 368
2000 *r*	**161,1**	518	148	**5 149**	908	**635**	64	62	4 514	– 1 199	5 702
2001 *p*	**166,8**	547	121	**5 140**	830	**677**	73	54	4 463	1 215	5 678
Martinique											
1990.	**358,4** *r*	1 572	327	**6 437**	. . .	**2 228**	48	54	4 209	. . .	. . .
1995.	**368,0**	1 507	604	**5 630**	1 922	**2 273**	33	54	3 357	– 584	2 773
1997.	**373,9**	1 548	412	**5 683**	1 816	**2 358**	38	60	3 325	23	3 348
1998.	**377,2**	1 501	355	**5 793**	1 869	**2 518**	50	53	3 275	373	3 648
1999.	**380,9**	1 591	679	**5 766**	1 825	**2 551**	39	42	3 215	– 767	2 448
2000 *r*	**383,3**	1 591	556	**5 890**	1 834	**2 639**	44	60	3 251	– 1 659	2 591
2001 *p*	**385,9**	1 572	463	**5 774**	1 815	**2 735**	43	56	3 039	– 591	2 448
Réunion											
1990.	**596,6**	3 716	798	**13 912**	. . .	**3 183**	96	150	10 729	. . .	. . .
1995.	**657,5**	3 313	1 435	**13 053**	5 722	**3 420**	101	95	9 633	2 094	11 727
1997.	**680,5**	3 211	999	**13 638**	5 751	**3 557**	89	104	10 081	1 809	11 890
1998.	**692,4**	3 348	1 215	**13 538**	5 512	**3 731**	111	99	9 807	1 694	11 501
1999.	**703,9**	3 495	1 045	**13 741**	5 482	**3 795**	82	101	9 946	2 048	11 994
2000 *p*	**715,9**	3 419	1 311	**14 842**	6 018	**3 703** *r*	81	129	11 139 *r*	1 463	12 600
2001 *p*	**728,5**	3 579	1 261	**14 541**	5 461	**3 830**	103	59	10 711	1 820	12 531

(1) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité - France entière

Source : INSEE

Année	Population (1) moyenne (millier)	Taux pour 1000 habitants				(2) Mortalité infantile		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel	**Total**	Mortalité (3) néonatale	Mortalité post- (4) néonatale
France métropolitaine								
1990	**56 708,8**	5,1	13,4	9,3	4,1	**7,3**	3,6	3,8
1995	**57 844,2**	4,4	12,6	9,2	3,4	**4,9**	2,9	2,0
1997	**58 207,5**	4,9	12,5	9,1	3,4	**4,7**	3,0	1,7
1998	**58 397,8**	4,6	12,6	9,1	3,5	**4,6**	2,9	1,7
1999	**58 622,7**	4,9	12,7	9,2	3,5	**4,3**	2,7	1,6
2000 *r*	**58 895,7**	5,1	13,2	9,0	4,2	**4,4**	2,8	1,6
2001 *r*	**59 192,4**	4,9	13,0	9,0	4,2	**4,5**	2,9	1,6
2002 *p*	**59 486,1**	4,7	12,8	9,1	3,7	**4,2**	...	...
Guadeloupe								
1990	**386,3**	5,2	19,5	6,0	13,5	**10,0**	...	...
1995	**404,6**	4,6	17,4	6,1	11,3	**7,3**	3,3	4,0
1996	**409,1**	4,6	17,6	5,9	11,6	**9,5**	6,4	3,1
1997	**413,8**	4,7	18,1	5,8	12,2	**8,4**	6,0	2,4
1998	**418,9**	4,7	15,5	6,0	9,5	**10,1**	6,5	3,7
1999	**423,6**	4,5	17,4	6,4	11,0	**6,9**	4,1	2,9
2000	**427,9**	4,5	17,8	6,2	11,6	**7,6**	4,9 *r*	2,7
2001 *p*	**432,4**	4,5	17,5	6,4	11,1	**6,8**	3,9	2,9
Guyane								
1990	**115,6**	3,9	30,7	5,2	26,4	**17,0**	...	...
1995	**137,8**	4,8	30,6	3,9	26,6	**17,8**	13,3	4,5
1996	**142,4**	4,0	30,3	3,9	26,4	**16,9**	10,6	6,2
1997	**147,6**	4,3	29,8	4,0	25,8	**16,9**	11,5	5,4
1998	**153,0**	3,3	30,5	3,9	26,6	**10,9**	7,5	3,4
1999	**158,5**	3,5	31,0	4,3	26,7	**10,2**	5,9	4,3
2000	**164,0**	3,2	31,4	3,9	27,5	**12,4**	7,6	4,9
2001 *p*	**169,7**	3,2	30,4	3,9	26,5	**14,2**	8,9	5,3
Martinique								
1990	**359,1**	4,4	17,9	6,2	11,6	**7,0**	...	...
1995	**369,4**	4,1	15,2	6,2	9,1	**5,9**	3,7	2,1
1996	**372,3**	4,0	15,1	6,0	9,1	**8,2**	4,1	4,1
1997	**375,5**	4,1	15,1	6,3	8,9	**6,7**	5,3	1,4
1998	**379,0**	4,0	15,3	6,6	8,6	**8,6**	7,3	1,4
1999	**382,1**	4,2	15,1	6,7	8,3	**6,8**	4,9	1,9
2000	**384,6**	4,1	15,3	6,9	8,5	**7,5**	5,6	1,9
2001 *p*	**387,2**	4,1	15,4	7,1	8,3	**7,4**	4,7	2,7
Réunion								
1990	**602,4**	6,2	23,1	5,3	17,8	**7,0**	...	...
1995	**663,4**	5,0	19,7	5,1	14,5	**7,0**	4,4	2,5
1996	**674,9**	4,9	19,3	5,3	14,0	**6,3**	4,0	2,3
1997	**686,5**	4,6	19,9	5,2	14,7	**6,5**	4,2	2,3
1998	**698,2**	4,8	19,4	5,3	14,0	**8,2**	6,3	1,9
1999	**709,9**	4,9	19,4	5,4	14,0	**6,0**	4,8	1,2
2000	**722,2**	4,7	20,6	5,1	15,4	**5,5**	4,0	1,5
2001 *p*	**734,8**	4,9	19,9	5,3	16,7	**7,1**	5,4	1,7

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après le recensement de 1999.
(2) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(3) De 0 à 28 jours.
(4) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	(1) Masculine	(1) Féminine	(2) Divortialité	(3) Fécondité	(4) Brut	(5) Net	(6) Hommes	(6) Femmes
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	94,0	91,7	69,0	76,9
1980	68,9	70,6	22,3	194,5	94,8	92,9	70,2	78,4
1985	52,9	53,7	30,5	181,4	88,4	86,9	71,3	79,4
1990	55,2	56,4	32,1	177,8	86,6	85,3	72,8	81,0
1995	48,5	49,7	38,2	171,3	83,6	82,5	73,9	81,9
1996	53,2	54,7	38,0	173,3	84,3	83,3	74,1	82,1
1997	54,2	55,9	38,0	172,6	84,0	83,0	74,6	82,3
1998	52,3	54,2	38,5	176,4	86,0	85,0	74,8	82,4
1999	55,7	58,0	38,9	179,3	87,3	86,3	75,0	82,5
2000	58,1	60,6	38,2	188,0	91,6	90,6	75,3 *r*	82,8
2001 *r*	57,4	59,9	38,0	188,8	92,2	91,2	75,5	82,9
2002 *p*	...	58,5	...	188,4	91,9	90,9	75,6	82,9

(1) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(2) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(3) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(4) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, en l'absence de mortalité.
(5) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, compte tenu de la mortalité.
(6) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et enfants sans vie par sexe et qualité juridique

Source : INSEE

Année	Nés vivants				Enfants sans vie			
	Ensemble	Garçons	Filles	*dont* hors mariage	**Ensemble**	Garçons	Filles	*dont* hors mariage
1975	**745 065**	381 804	363 261	63 429	**8 225**	4 406	3 819	1 008
1980	**800 376**	410 547	389 829	91 115	**6 942**	3 645	3 297	1 036
1985	**768 431**	394 112	374 319	150 492	**5 658**	2 945	2 713	1 386
1990	**762 407**	391 312	371 095	229 107	**4 488**	2 332	2 156	1 588
1995	**729 609**	373 409	356 200	274 210	**3 859**	2 059	1 800	1 586
1996	**734 338**	377 003	357 335	285 514	**3 689**	1 956	1 733	1 613
1997	**726 768**	373 157	353 611	290 848	**3 576**	1 874	1 702	1 571
1998	**738 080**	378 075	360 005	300 546	**3 685**	1 909	1 776	1 661
1999	**744 791**	382 132	362 659	310 886	**3 442**	1 799	1 643	1 566
2000 *r*	**774 782**	397 352	377 430	330 115	**3 559**	...	...	1 659
2001	**770 945**	394 297	376 648	337 007	**3 741**	...	...	1 732

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et qualité juridique

Source : INSEE

(1) Âge de la mère	1998		1999		2000		2001	
	Total	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage
Moins de 20 ans	**13 584**	11 775	**14 697**	12 696	**15 706**	13 667	**16 090**	13 941
20 à 24 ans	**98 108**	61 666	**98 164**	63 434	**103 571**	67 837	**108 133**	72 311
25 à 29 ans	**273 223**	106 823	**270 106**	108 602	**273 523**	112 995	**260 317**	111 012
30 à 34 ans	**233 126**	77 139	**236 217**	79 929	**247 714**	85 915	**248 683**	88 020
35 à 39 ans	**98 672**	34 977	**103 209**	37 347	**109 881**	40 062	**112 413**	41 433
40 à 44 ans	**20 375**	7 833	**21 327**	8 520	**23 337**	9 241	**24 126**	9 862
45 ans ou plus	**992**	333	**1 071**	358	**1 050**	398	**1 183**	428
Total	**738 080**	**300 546**	**744 791**	**310 886**	**774 782**	**330 115**	**770 945**	**337 007**

(1) Il s'agit de l'âge atteint dans l'année (différence entre le millésime de l'année observée et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	Total	Rang de la naissance	
		1	2 et plus
1975	**681 636**	328 838	352 798
1980	**709 261**	313 401	395 860
1985	**617 939**	260 490	357 449
1990	**533 300**	228 868	304 432
1995	**455 399**	200 243	255 156
1997 (2)	**435 920**	...	...
1998	**437 534**	190 104	247 430
1999	**433 905**	195 938	237 967
2000	**444 667**	203 399	241 268
2001	**433 938**	208 867	225 071

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.
(2) Les données de l'année 1997 sont incomplètes en raison d'un changement d'exploitation en cours d'année.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Pour 100 enfants légitimes			Enfants nés hors mariage de mère étrangère
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers	Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers	
1975	**681 636**	599 485	3 058	14 187	64 906	88,0	2,5	9,5	4 043
1980	**709 261**	618 945	4 852	15 248	70 216	87,3	2,8	9,9	6 223
1985	**617 939**	530 442	6 294	14 166	67 037	85,8	3,3	10,9	9 470
1990	**533 300**	451 521	9 026	13 801	58 952	84,7	4,3	11,0	13 386
1995	**455 399**	380 660	12 155	15 467	47 117	83,6	6,1	10,3	14 303
1997	**435 920**	365 399	13 005	16 038	41 478	83,8	6,7	9,5	14 651
1998	**437 534**	363 921	14 743	16 761	42 109	83,2	7,2	9,6	15 970
1999	**433 905**	358 093	16 297	17 879	41 636	82,5	7,9	9,6	17 175
2000	**444 667**	365 497	17 471	19 789	41 910	82,2	8,4	9,4	18 679
2001	**433 938**	352 124	18 243	20 860	42 711	81,2	9,0	9,8	20 625

TABLEAU B.02-8

Indicateur de fécondité (pour 100 femmes) et âge moyen des mères à la maternité (1)

Source : INSEE

Année	Total	*dont* part du groupe						Âge moyen des mères à la maternité
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	
1975	**192,72**	12,67	63,78	63,57	33,48	14,71	4,51	26,7
1980	**194,50**	8,94	60,79	72,05	37,04	12,71	2,97	26,8
1985	**181,44**	5,70	48,43	70,80	39,45	13,92	3,14	27,5
1990	**177,84**	4,38	37,30	69,06	45,40	17,87	3,83	28,3
1995	**171,30**	3,54	27,93	65,83	49,88	19,84	4,28	29,0
1997	**172,58**	3,53	26,52	64,12	52,35	21,38	4,68	29,2
1998	**176,36**	3,51	26,27	64,64	54,36	22,61	4,97	29,3
1999	**179,33**	3,71	26,87	64,46	55,61	23,48	5,20	29,3
2000 *r*	**188,02**	4,01	28,12	66,72	58,55	24,99	5,63	29,4
2001 *r*	**188,80**	4,19	28,72	65,85	58,60	25,61	5,83	29,4
2002 *p*	**188,37**	4,07	28,00	65,51	58,78	26,08	5,93	29,5

(1) La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité, est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée. L'âge moyen (non pondéré) des mères à la maternité est celui à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur en 2001

Source : INSEE

(1) Âge	Époux				Épouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**483**	479	1	3	**4 109**	4 101	1	7
20-24 ans	**22 678**	22 626	3	49	**53 545**	53 190	31	324
25-29 ans	**99 067**	98 192	22	853	**104 580**	101 894	132	2 554
30-34 ans	**70 827**	66 424	79	4 324	**54 222**	47 299	289	6 634
35-39 ans	**36 875**	28 587	223	8 065	**29 423**	19 656	483	9 284
40-44 ans	**21 853**	12 162	291	9 400	**17 595**	8 265	525	8 805
45-49 ans	**14 180**	4 880	411	8 889	**11 233**	3 148	642	7 443
50-54 ans	**10 649**	2 207	586	7 856	**7 627**	1 556	538	5 533
55-59 ans	**5 451**	809	521	4 121	**3 178**	525	346	2 307
60 ans et plus	**6 192**	923	1 753	3 516	**2 743**	529	703	1 511
Total	**288 255**	**237 289**	**3 890**	**47 076**	**288 255**	**240 163**	**3 690**	**44 402**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : INSEE

Année de mariage	**Total des mariages**	État matrimonial antérieur des époux				Nationalité des époux				(1) Âge moyen au premier mariage	
		Époux célibataire	Époux veuf ou divorcé	Épouse célibataire	Épouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes		Hommes	Femmes
								Époux français	Époux étrangers		
1975	**387 379**	350 094	37 285	353 410	33 969	359 612	7 157	7 918	12 692	**24,6**	**22,5**
1980	**334 377**	292 523	41 854	296 140	38 237	308 066	5 696	8 323	12 292	**25,2**	**23,0**
1985	**269 419**	227 133	42 286	229 787	39 632	241 497	6 505	8 773	12 644	**26,4**	**24,3**
1990	**287 099**	238 910	48 189	241 521	45 578	247 853	8 703	12 606	17 937	**27,8**	**25,7**
1995	**254 651**	208 571	46 080	211 179	43 472	225 612	5 214	10 545	13 280	**29,2**	**27,2**
1997	**283 984**	230 873	53 111	234 495	49 489	254 020	5 237	10 916	13 811	**30,0**	**28,0**
1998	**271 361**	221 652	49 709	224 765	46 596	239 704	5 658	11 604	14 395	**30,2**	**28,1**
1999	**286 191**	234 410	51 781	237 617	48 574	250 252	5 897	13 638	16 404	**30,4**	**28,3**
2000	**297 922**	242 560	55 362	245 525	52 397	256 787	6 550	15 387	19 198	**30,7**	**28,6**
2001	**288 255**	237 289	50 966	240 163	48 092	241 129	7 281	17 397	22 448	**30,8**	**28,6**

(1) Âge moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Indicateurs de primo-nuptialité (nuptialité féminine pour 100 femmes)

Source : INSEE

Année	**Total**	*dont* part du groupe						
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1975	**85,84**	19,08	48,50	12,57	3,28	1,27	0,65	0,49
1980	**70,69**	12,36	40,33	12,55	3,37	1,21	0,52	0,35
1985	**53,72**	4,67	29,48	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1990	**56,35**	2,19	25,40	19,82	5,90	1,91	0,73	0,40
1995	**49,71**	1,01	15,91	21,43	7,32	2,57	1,00	0,47
1997	**55,93**	0,85	15,26	24,15	9,80	3,78	1,45	0,64
1998	**54,21**	0,80	14,03	24,29	9,47	3,59	1,39	0,64
1999	**58,03**	0,88	14,60	25,88	10,38	4,03	1,57	0,69
2000	**60,58**	0,99	14,75	26,23	11,32	4,61	1,85	0,83
2001 *r.*	**59,91**	1,07	14,21	26,26	11,14	4,48	1,91	0,84
2002 *p*	**58,49**	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âges en années révolues et état matrimonial en 2001

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Ensemble	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
2001 - 2000 . . .	moins d'1 an	**3 444**	**1 960**	1 960	–	–	–	**1 484**	1 484	–	–	–
2000 - 1996 . . .	1 à 4 ans	**761**	**426**	426	–	–	–	**335**	335	–	–	–
1996 - 1992 . . .	5 à 9 ans	**416**	**251**	251	–	–	–	**165**	165	–	–	–
1991 - 1987 . . .	10 à 14 ans	**603**	**362**	362	–	–	–	**241**	235	2	4	–
1986 - 1982 . . .	15 à 19 ans	**2 001**	**1 434**	1 420	8	5	1	**567**	547	10	7	3
1981 - 1977 . . .	20 à 24 ans	**2 637**	**1 986**	1 935	42	6	3	**651**	605	39	5	2
1976 - 1972 . . .	25 à 29 ans	**2 995**	**2 225**	1 873	313	15	24	**770**	563	178	9	20
1971 - 1967 . . .	30 à 34 ans	**3 775**	**2 679**	1 836	706	10	127	**1 096**	599	403	18	76
1966 - 1962 . . .	35 à 39 ans	**5 939**	**4 008**	2 238	1 374	30	366	**1 931**	771	897	37	226
1961 - 1957 . . .	40 à 44 ans	**9 170**	**6 216**	2 382	2 651	81	1 102	**2 954**	752	1 535	107	560
1956 - 1952 . . .	45 à 49 ans	**14 344**	**9 889**	2 647	4 856	184	2 202	**4 455**	835	2 486	210	924
1951 - 1947 . . .	50 à 54 ans	**19 864**	**13 984**	2 782	7 886	345	2 971	**5 880**	870	3 436	476	1 098
1946 - 1942 . . .	55 à 59 ans	**19 655**	**13 748**	2 106	8 629	518	2 495	**5 907**	715	3 623	718	851
1941 - 1937 . . .	60 à 64 ans	**24 655**	**17 155**	2 543	11 417	1 008	2 187	**7 500**	748	4 427	1 520	805
1936 - 1932 . . .	65 à 69 ans	**37 638**	**25 485**	3 626	17 599	2 072	2 188	**12 153**	1 127	6 307	3 688	1 031
1931 - 1927 . . .	70 à 74 ans	**54 563**	**34 548**	4 047	24 388	4 126	1 987	**20 015**	1 808	8 557	8 445	1 205
1926 - 1922 . . .	75 à 79 ans	**74 799**	**42 457**	4 133	29 625	7 108	1 591	**32 342**	3 017	10 225	17 511	1 589
1921 - 1917 . . .	80 à 84 ans	**69 380**	**34 413**	2 529	22 743	8 184	957	**34 967**	2 943	7 078	23 387	1 559
1916 - 1912 . . .	85 à 89 ans	**86 272**	**33 205**	2 309	18 130	12 091	675	**53 067**	4 127	5 637	41 387	1 916
1911 - 1907 . . .	90 à 94 ans	**69 198**	**20 157**	1 228	8 194	10 408	327	**49 041**	3 901	2 345	41 110	1 685
1906 - 1902 . . .	95 à 99 ans	**25 150**	**5 179**	282	1 295	3 532	70	**19 971**	1 841	351	17 208	571
1901 et av	100 ans et +	**4 226**	**570**	30	69	461	10	**3 656**	379	26	3 168	83
Total		**531 485**	**272 337**	**42 945**	**159 925**	**50 184**	**19 283**	**259 148**	**28 367**	**57 562**	**159 015**	**14 204**

TABLEAU B.02-13

Mortalité infantile et ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de morti-natalité (2)
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10,9
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1995	2,2	2,9	2,0	4,9	7,4	10,1	5,3
1996	2,2	3,0	1,8	4,8	7,2	9,7	5,0
1997	2,1	3,0	1,7	4,7	7,0	9,6	4,9
1998	2,1	2,9	1,7	4,6	7,0	9,6	5,0
1999	2,0	2,7	1,6	4,3	6,5	8,9	4,6
2000 *r*	2,0	2,8	1,6	4,4	6,6	9,0	4,6
2001 *p*	2,1	2,9	1,6	4,5	6,9	9,3	4,8

(1) Pour 1 000 nés vivants.
(2) Pour 1 000 enfants nés vivants ou enfants sans vie (mort-nés).

TABLEAU B.02-14

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Source : INSEE

Année	Tous âges	Moins d'un an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Ensemble									
1975	10,6	13,8	0,68	0,32	0,31	0,85	1,16	1,04	1,24
1980	10,2	10,0	0,59	0,30	0,29	0,84	1,23	1,08	1,19
1985	10,0	8,3	0,46	0,22	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1990	9,3	7,3	0,38	0,17	0,19	0,56	0,98	1,08	1,25
1995	9,2	4,9	0,30	0,14	0,18	0,48	0,85	1,02	1,32
1998	9,1	4,6	0,24	0,14	0,16	0,48	0,78	0,81	0,99
1999	9,2	4,3	0,25	0,13	0,15	0,51	0,76	0,79	0,95
2000 *r*	9,0	4,4	0,25	0,13	0,16	0,49	0,69	0,70	0,94
2001 *p*	9,0	4,5	0,26	0,12	0,16	0,52	0,68	0,76	0,89
Hommes									
1975	11,3	15,5	0,54	0,39	0,39	1,18	1,70	1,43	1,62
1980	10,8	11,5	0,40	0,35	0,34	1,18	1,85	1,56	1,61
1985	10,6	9,5	0,32	0,25	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1990	9,9	8,4	0,29	0,18	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1995	9,8	5,4	0,20	0,16	0,20	0,66	1,25	1,52	1,91
1998	9,7	5,1	0,18	0,15	0,17	0,68	1,15	1,18	1,41
1999	9,7	4,8	0,17	0,14	0,18	0,72	1,14	1,16	1,33
2000 *r*	9,5	5,0	0,17	0,14	0,19	0,68	1,04	1,14	1,30
2001 *p*	9,5	5,0	0,18	0,14	0,19	0,72	1,02	1,13	1,27
Femmes									
1975	10,0	12,0	0,39	0,25	0,23	0,50	0,60	0,63	0,83
1980	9,5	8,4	0,32	0,24	0,22	0,48	0,59	0,59	0,76
1985	9,4	7,1	0,26	0,19	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1990	8,7	6,2	0,20	0,15	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1995	8,6	4,3	0,18	0,12	0,15	0,29	0,44	0,52	0,73
1998	8,6	4,1	0,13	0,13	0,14	0,27	0,41	0,43	0,58
1999	8,7	3,8	0,14	0,13	0,13	0,28	0,38	0,42	0,57
2000 *r*	8,5	3,8	0,15	0,11	0,13	0,29	0,34	0,35	0,57
2001 *p*	8,5	3,9	0,15	0,09	0,13	0,30	0,34	0,39	0,52

TABLEAU B.02-14 (suite et fin)

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Source : INSEE

Année	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 à 89 ans	90 ans ou plus
Ensemble										
1975	1,86	3,07	4,84	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	120	271
1980	1,69	2,71	4,44	6,78	9,5	13,4	20,4	42,1	109	262
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	105	255
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	92	233
1995	1,68	2,40	3,42	4,84	6,9	10,5	15,6	28,0	85	216
1998	1,44	2,23	3,41	4,65	6,8	10,2	15,1	28,6	90	195
1999	1,36	2,25	3,40	4,66	6,7	9,9	14,9	29,1	88	197
2000 *r*	1,36	2,20	3,43	4,64	6,5	9,6	14,6	28,5	81	193
2001 *p*	1,36	2,15	3,43	4,71	6,3	9,5	14,1	27,9	77	194
Hommes										
1975	2,51	4,22	6,75	10,11	14,3	22,5	34,7	64,8	150	306
1980	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	136	297
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	133	297
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	117	270
1995	2,41	3,37	4,80	6,84	10,0	15,5	23,3	40,2	110	253
1998	1,99	3,11	4,82	6,51	9,6	14,9	22,3	40,6	114	219
1999	1,85	3,11	4,75	6,54	9,5	14,3	22,0	41,2	110	223
2000 *r*	1,80	3,00	4,70	6,50	9,2	13,9	21,5	40,3	100	218
2001 *p*	1,85	2,95	4,79	6,67	8,9	13,6	20,6	39,3	96	216
Femmes										
1975	1,18	1,89	2,92	4,32	6,1	9,1	15,0	35,7	108	261
1980	1,10	1,70	2,59	3,87	5,4	7,7	12,4	30,7	97	252
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	92	244
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	79	224
1995	0,97	1,44	2,03	2,83	4,0	5,9	9,2	19,1	73	205
1998	0,91	1,37	2,01	2,79	4,0	5,8	9,1	19,8	78	188
1999	0,89	1,41	2,06	2,78	3,9	5,7	8,8	20,3	78	190
2000 *r*	0,88	1,36	2,13	2,73	3,8	5,6	8,7	19,9	71	185
2001 *p*	0,88	1,37	2,10	2,77	3,8	5,6	8,5	19,5	66	186

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30	35
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants												
Hommes												
1975	10 000	9 844	9 834	9 827	9 821	9 815	9 794	9 774	9 711	9 631	9 562	9 481
1985	10 000	9 904	9 897	9 892	9 888	9 884	9 871	9 855	9 807	9 730	9 655	9 574
1995	10 000	9 945	9 941	9 937	9 935	9 933	9 924	9 913	9 877	9 814	9 738	9 643
2000 *r*	10 000	9 949	9 945	9 943	9 941	9 939	9 932	9 922	9 890	9 838	9 784	9 720
2001 *p*	10 000	9 950	9 946	9 943	9 941	9 939	9 932	9 923	9 888	9 836	9 782	9 720
Femmes												
1975	10 000	9 879	9 870	9 864	9 859	9 856	9 842	9 830	9 804	9 775	9 744	9 702
1985	10 000	9 928	9 922	9 918	9 915	9.912	9 902	9 892	9 872	9 846	9 817	9 781
1995	10 000	9 956	9 951	9 949	9 947	9 945	9 938	9 931	9 915	9 893	9 866	9 830
2000 *r*	10 000	9 961	9 958	9 956	9 954	9 953	9 948	9 941	9 927	9 910	9 892	9 865
2001 *p*	10 000	9 960	9 957	9 955	9 953	9 951	9 947	9 940	9 925	9 908	9 889	9 863
Espérance de vie aux âges indiqués (2)												
Hommes												
1975	69,0	69,1	68,2	67,2	66,2	65,3	60,4	55,5	50,9	46,3	41,6	36,9
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3	38,6
1995	73,9	73,3	72,3	71,3	70,4	69,4	64,4	59,5	54,7	50,0	45,4	40,8
2000 *r*	75,3	74,7	73,7	72,7	71,7	70,8	65,8	60,9	56,1	51,3	46,6	41,9
2001 *p*	75,5	74,9	73,9	72,9	71,9	70,9	66,0	61,0	56,2	51,5	46,8	42,1
Femmes												
1975	76,9	76,8	75,9	74,9	73,9	73,0	68,1	63,1	58,3	53,5	48,6	43,8
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7	45,9
1995	81,9	81,3	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,5	62,6	57,7	52,8	48,0
2000 *r*	82,8	82,1	81,1	80,2	79,2	78,2	73,2	68,3	63,4	58,5	53,6	48,7
2001 *p*	82,9	82,2	81,3	80,3	79,3	78,3	73,3	68,4	63,5	58,6	53,7	48,8

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85	90	95	100
Survivants aux âges indiqués pour 100 000 nés vivants													
Hommes													
1975	9 358	9 153	8 836	8 382	7 770	6 913	5 763	4 348	2 788	1 393	476	97	14
1985	9 464	9 298	9 033	8 620	8 033	7 270	6 282	5 018	3 455	1 867	682	139	17
1995	9 525	9 360	9 129	8 812	8 363	7 710	6 830	5 711	4 283	2 655	1 171	321	43
2000 *r*	9 632	9 485	9 265	8 958	8 545	7 971	7 156	6 061	4 666	2 979	1 397	392	79
2001 *p*	9 630	9 488	9 264	8 959	8 549	7 989	7 202	6 126	4 743	3 052	1 442	415	79
Femmes													
1975	9 643	9 548	9 403	9 196	8 896	8 486	7 839	6 819	5 256	3 260	1 432	384	53
1985	9 728	9 655	9 543	9 373	9 135	8 796	8 286	7 465	6 104	4 134	2 004	578	82
1995	9 780	9 708	9 606	9 467	9 275	8 995	8 570	7 912	6 826	5 130	2 920	1 084	210
2000 *r*	9 822	9 755	9 652	9 517	9 333	9 079	8 696	8 085	7 083	5 437	3 214	1 212	270
2001 *p*	9 820	9 753	9 651	9 517	9 332	9 076	8 700	8 096	7 109	5 493	3 295	1 252	275
Espérance de vie aux âges indiqués (2)													
Hommes													
1975	32,4	28,0	23,9	20,1	16,5	13,2	10,3	7,8	5,8	4,2	–	–	–
1985	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4	–	–	–
1995	36,3	31,9	27,6	23,5	19,7	16,1	12,8	9,8	7,3	5,2	3,7	2,6	2,4
2000 *r*	37,3	32,8	28,5	24,4	20,4	16,7	13,3	10,3	7,6	5,4	3,8	2,9	2,0
2001 *p*	37,4	33,0	28,7	24,6	20,6	16,9	13,5	10,4	7,6	5,5	3,9	3,0	2,6
Femmes													
1975	39,1	34,4	29,9	25,6	21,3	17,2	13,4	10,0	7,2	5,1	–	–	–
1985	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5	–	–	–
1995	43,3	38,6	33,9	29,4	25,0	20,6	16,5	12,7	9,3	6,5	4,4	3,0	2,1
2000 *r*	43,9	39,2	34,6	30,0	25,6	21,2	17,0	13,1	9,6	6,7	4,6	3,2	2,2
2001 *p*	44,0	39,3	34,7	30,2	25,7	21,4	17,2	13,2	9,7	6,8	4,6	3,2	2,3

(1) Âges en années.
(2) Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 1999-2001

Source : INSEE (évaluation basée sur le recensement de 1999)

Âge	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
0	100 000	500	75,25	100 000	391	82,74	**100 000**	**446**	**78,90**
1	99 500	40	74,63	99 609	33	82,06	**99 554**	**36**	**78,25**
2	99 461	28	73,66	99 577	22	81,08	**99 517**	**25**	**77,28**
3	99 433	22	72,68	99 555	16	80,10	**99 493**	**19**	**76,30**
4	99 411	18	71,69	99 539	15	79,12	**99 473**	**16**	**75,32**
5	99 394	16	70,70	99 524	13	78,13	**99 457**	**14**	**74,33**
6	99 377	15	69,72	99 511	11	77,14	**99 443**	**13**	**73,34**
7	99 363	14	68,73	99 500	9	76,15	**99 430**	**12**	**72,35**
8	99 349	13	67,74	99 491	10	75,15	**99 418**	**12**	**71,36**
9	99 336	12	66,74	99 481	11	74,16	**99 407**	**12**	**70,37**
10	99 324	13	65,75	99 470	11	73,17	**99 395**	**12**	**69,37**
11	99 311	15	64,76	99 459	11	72,18	**99 383**	**13**	**68,38**
12	99 297	17	63,77	99 448	13	71,18	**99 370**	**15**	**67,39**
13	99 280	20	62,78	99 435	13	70,19	**99 355**	**17**	**66,40**
14	99 260	28	61,79	99 422	15	69,20	**99 339**	**22**	**65,41**
15	99 232	38	60,81	99 406	22	68,21	**99 317**	**30**	**64,43**
16	99 194	48	59,83	99 385	24	67,23	**99 287**	**36**	**63,45**
17	99 147	66	58,86	99 361	28	66,24	**99 251**	**48**	**62,47**
18	99 081	92	57,90	99 333	37	65,26	**99 204**	**65**	**61,50**
19	98 990	104	56,95	99 296	36	64,29	**99 139**	**71**	**60,54**
20	98 887	105	56,01	99 260	35	63,31	**99 069**	**71**	**59,58**
21	98 783	108	55,07	99 226	35	62,33	**98 999**	**72**	**58,62**
22	98 677	108	54,13	99 191	36	61,35	**98 928**	**72**	**57,66**
23	98 570	107	53,19	99 156	35	60,37	**98 856**	**72**	**56,71**
24	98 465	109	52,24	99 121	37	59,40	**98 785**	**74**	**55,75**
25	98 357	110	51,30	99 084	35	58,42	**98 712**	**73**	**54,79**
26	98 249	111	50,36	99 049	38	57,44	**98 639**	**75**	**53,83**
27	98 140	110	49,41	99 011	40	56,46	**98 565**	**75**	**52,87**
28	98 032	113	48,47	98 972	38	55,48	**98 491**	**76**	**51,91**
29	97 922	116	47,52	98 934	39	54,50	**98 416**	**78**	**50,95**
30	97 808	118	46,57	98 896	45	53,52	**98 339**	**82**	**49,98**
31	97 692	124	45,63	98 852	51	52,55	**98 258**	**88**	**49,03**
32	97 571	128	44,68	98 802	54	51,57	**98 172**	**92**	**48,07**
33	97 447	135	43,74	98 748	61	50,60	**98 082**	**99**	**47,11**
34	97 315	145	42,80	98 688	66	49,63	**97 985**	**106**	**46,16**
35	97 174	156	41,86	98 623	75	48,66	**97 881**	**116**	**45,21**
36	97 022	169	40,93	98 550	79	47,70	**97 768**	**124**	**44,26**
37	96 859	181	39,99	98 472	86	46,74	**97 646**	**134**	**43,31**
38	96 684	201	39,07	98 388	94	45,78	**97 515**	**148**	**42,37**
39	96 489	215	38,14	98 295	104	44,82	**97 371**	**160**	**41,43**
40	96 282	240	37,22	98 193	116	43,87	**97 214**	**179**	**40,50**
41	96 051	272	36,31	98 078	130	42,92	**97 040**	**202**	**39,57**
42	95 790	303	35,41	97 951	135	41,97	**96 845**	**220**	**38,65**
43	95 500	337	34,52	97 819	150	41,03	**96 631**	**244**	**37,73**
44	95 178	369	33,63	97 673	163	40,09	**96 395**	**267**	**36,82**
45	94 827	405	32,75	97 514	179	39,15	**96 138**	**293**	**35,92**
46	94 443	437	31,89	97 339	195	38,22	**95 856**	**317**	**35,03**
47	94 031	474	31,02	97 149	208	37,30	**95 553**	**342**	**34,14**
48	93 585	513	30,17	96 947	222	36,37	**95 226**	**368**	**33,25**
49	93 105	543	29,32	96 732	245	35,45	**94 875**	**395**	**32,37**

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 1999-2001

Source : INSEE (évaluation basée sur le recensement de 1999)

Âge	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	92 600	588	28,48	96 495	246	34,54	**94 500**	**418**	**31,50**
51	92 055	627	27,64	96 257	257	33,62	**94 106**	**442**	**30,63**
52	91 478	667	26,82	96 010	288	32,71	**93 690**	**478**	**29,76**
53	90 868	712	25,99	95 733	300	31,80	**93 242**	**506**	**28,90**
54	90 221	769	25,17	95 446	324	30,90	**92 771**	**546**	**28,05**
55	89 527	838	24,37	95 137	346	29,99	**92 264**	**591**	**27,20**
56	88 776	888	23,57	94 807	364	29,10	**91 719**	**624**	**26,36**
57	87 988	933	22,77	94 462	389	28,20	**91 147**	**658**	**25,52**
58	87 167	984	21,98	94 095	417	27,31	**90 548**	**697**	**24,68**
59	86 309	1 070	21,20	93 703	445	26,42	**89 917**	**752**	**23,85**
60	85 385	1 178	20,42	93 286	484	25,54	**89 241**	**824**	**23,03**
61	84 379	1 264	19,66	92 834	508	24,66	**88 505**	**877**	**22,22**
62	83 313	1 366	18,90	92 362	554	23,78	**87 729**	**949**	**21,41**
63	82 174	1 498	18,16	91 851	597	22,91	**86 896**	**1 033**	**20,61**
64	80 943	1 621	17,43	91 303	644	22,05	**85 999**	**1 115**	**19,82**
65	79 631	1 778	16,71	90 715	700	21,19	**85 040**	**1 217**	**19,04**
66	78 215	1 947	16,00	90 079	775	20,33	**84 005**	**1 334**	**18,27**
67	76 692	2 112	15,31	89 381	847	19,49	**82 884**	**1 446**	**17,51**
68	75 073	2 306	14,63	88 623	935	18,65	**81 685**	**1 580**	**16,76**
69	73 342	2 495	13,96	87 795	1 036	17,82	**80 395**	**1 717**	**16,02**
70	71 512	2 748	13,31	86 885	1 158	17,00	**79 014**	**1 895**	**15,29**
71	69 546	2 995	12,67	85 879	1 283	16,20	**77 517**	**2 069**	**14,57**
72	67 464	3 291	12,04	84 777	1 441	15,40	**75 913**	**2 283**	**13,87**
73	65 243	3 537	11,44	83 556	1 594	14,62	**74 180**	**2 469**	**13,18**
74	62 936	3 818	10,84	82 224	1 782	13,85	**72 349**	**2 689**	**12,51**
75	60 533	4 216	10,25	80 760	2 001	13,09	**70 403**	**2 976**	**11,84**
76	57 981	4 608	9,68	79 143	2 276	12,35	**68 308**	**3 290**	**11,19**
77	55 309	5 061	9,12	77 342	2 600	11,62	**66 061**	**3 655**	**10,55**
78	52 510	5 603	8,58	75 331	2 958	10,92	**63 647**	**4 075**	**9,93**
79	49 567	6 056	8,06	73 103	3 350	10,24	**61 053**	**4 475**	**9,33**
80	46 566	6 750	7,55	70 654	3 865	9,57	**58 321**	**5 045**	**8,74**
81	43 422	7 533	7,06	67 923	4 377	8,94	**55 379**	**5 644**	**8,18**
82	40 152	8 522	6,59	64 950	5 053	8,32	**52 253**	**6 417**	**7,64**
83	36 730	9 630	6,16	61 668	5 872	7,74	**48 900**	**7 317**	**7,13**
84	33 193	10 470	5,76	58 047	6 713	7,19	**45 322**	**8 122**	**6,65**
85	29 718	11 498	5,38	54 151	7 648	6,67	**41 641**	**9 055**	**6,20**
86	26 301	12 783	5,01	50 009	8 707	6,18	**37 871**	**10 156**	**5,77**
87	22 939	14 012	4,67	45 655	9 851	5,73	**34 024**	**11 288**	**5,36**
88	19 725	15 555	4,35	41 157	11 113	5,30	**30 184**	**12 599**	**4,98**
89	16 657	17 042	4,06	36 583	12 587	4,90	**26 381**	**14 027**	**4,63**
90	13 818	18 842	3,79	31 978	14 079	4,53	**22 680**	**15 565**	**4,30**
91	11 214	20 803	3,55	27 476	15 922	4,19	**19 150**	**17 385**	**4,00**
92	8 881	22 431	3,35	23 102	17 845	3,89	**15 821**	**19 163**	**3,74**
93	6 889	23 992	3,18	18 979	19 617	3,63	**12 789**	**20 824**	**3,50**
94	5 236	25 867	3,02	15 256	21 239	3,39	**10 126**	**22 464**	**3,29**
95	3 882	27 101	2,90	12 016	23 320	3,17	**7 851**	**24 277**	**3,10**
96	2 830	28 299	2,80	9 214	24 777	2,98	**5 945**	**25 635**	**2,94**
97	2 029	28 962	2,71	6 931	26 257	2,80	**4 421**	**26 893**	**2,78**
98	1 441	27 716	2,60	5 111	27 706	2,62	**3 232**	**27 708**	**2,61**
99	1 042	28 589	2,41	3 695	29 374	2,43	**2 337**	**29 195**	**2,42**

(1) À l'âge indiqué.
(2) Pour 100 000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Principaux indicateurs démographiques de divers pays en 2001 (1)

Sources : EUROSTAT
Conseil de l'Europe

Pays	Taux pour 1 000 habitants					Taux de reproduction		Mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	Espérance de vie à la naissance	
	Variation (2) totale	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divortialité	Brut	Net		Hommes	Femmes
Allemagne	2,2	8,9	10,0	4,7	2,4	0,66	0,66	4,4	74,7	80,7
Autriche	2,2	9,3	9,2	4,2	2,4	0,65	0,65	5,3	75,4	81,2
Belgique	4,3	11,2	10,1	4,1	2,6	0,81	0,75	5,0	74,4	80,8
Danemark	3,5	12,2	10,9	6,8	2,7	0,86	0,85	4,9	74,3	79,0
Espagne	7,1	10,0	8,7	5,1	1,0	0,60	0,56	3,9	75,6	82,9
Finlande	2,7	10,8	9,3	4,8	2,7	0,84	0,83	3,2	74,6	81,5
France	**5,0**	**13,0**	**9,0**	**4,9**	**1,9**	**0,92**	**0,91**	**4,5**	**75,5**	**82,9**
Grèce	3,2	9,5	9,6	5,4	0,9	0,63	0,63	5,9	75,4	80,7
Irlande	14,7	15,0	7,7	5,0	0,7	0,92	0,91	5,8	73,0	78,5
Italie	3,0	9,4	9,3	4,5	0,7	0,60	0,57	4,3	76,7	82,9
Luxembourg	10,2	12,3	8,4	4,5	2,3	0,87	0,86	5,9	74,9	81,3
Pays-Bas	7,4	12,6	8,7	5,0	2,2	0,84	0,83	5,3	75,7	80,6
Portugal	7,0	10,9	10,2	5,7	1,9	0,73	0,72	5,0	73,5	80,3
Royaume-Uni	3,7	11,1	10,0	...	2,6	0,80	0,79	5,5	75,7	80,4
Suède	3,0	10,3	10,5	4,0	2,4	0,75	0,75	3,2	77,5	82,1
Europe des Quinze *(p)*	**4,1**	**10,6**	**9,5**	**...**	**1,9**	**...**	**...**	**4,6**	**...**	**...**
États-Unis	...	14,5	8,7	8,4	5,2	...	...	6,8	74,4	80,0
Japon	...	10,0	8,3	...	1,2	...	...	3,9	77,6	84,2
Fédération Russe	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

(1) 2001 ou dernière année disponible.
(2) La variation totale tient compte du solde migratoire.

TABLEAU B.02-18

Mouvement naturel de la population - Territoires d'outre-mer

Sources : INSEE, ITSEE (Institut territorial de la Statistique et des Études Économiques)
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre						Taux pour 1000				
		Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Mortalité infantile	Excédent naturel	Nuptialité (2)	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
Nouvelle Calédonie												
1975	133,0	...	...	4 115	923	142	3 192	...	30,9	6,9	24,0	34,5
1980	140,0	781	127	3 668	1 008	99	2 660	5,6	26,2	7,2	19,0	27,0
1985	154,5	794	207	3 619	891	53	2 728	5,1	23,4	5,8	17,7	14,6
1990	170,9	887	157	4 378	928	47	3 450	5,2	25,6	5,4	20,2	10,7
1995	193,8	875	181	4 242	1 020	33	3 222	4,5	21,9	5,3	16,6	7,8
1997	200,9	1 005	179	4 490	1 016	24	3 474	5,0	22,4	5,1	17,3	5,3
1998	204,3	1 005	196	4 352	982	30	3 370	4,9	21,3	4,8	16,5	6,9
1999	207,6	943	161	4 316	1 095	27	3 221	4,5	20,8	5,3	15,5	6,3
2000	211,0	995	159	4 566	1 077	21 *r*	3 489	4,7	21,6	5,1	16,5	4,6
2001	214,3	925	230	4 326	1 131	24	3 195	4,3	20,2	5,3	14,9	4,9
Polynésie française												
1975	131,8	...	...	4 404	953	187	3 451	...	33,4	7,2	26,2	42,5
1980	150,9	...	...	4 544	1 005	185	3 539	...	30,1	6,7	23,5	40,7
1985	174,5	1 280	...	5 415	993	125	4 422	7,3	31,0	5,7	25,3	23,1
1990	195,7 *r*	1 211	...	5 568	982	64	4 586	6,2	28,5	5,0	23,4	11,5
1995	216,0	1 220	...	4 905	1 113	50	3 792	5,6	22,7	5,2	17,6	10,2
1997	222,5	1 158	...	4 702	1 090	36	3 612	5,2	21,1	4,9	16,2	7,7
1998 *r*	227,0	1 047	...	4 569	1 113	32	3 456	4,6	20,1	4,9	15,2	7,0
1999 *r*	231,2	1 107	271	4 716	1 023	31	3 693	4,7	20,4	4,4	16,0	6,6
2000 *r*	235,4	1 091	228	4 791	1 037	33	3 754	4,6	20,3	4,4	15,9	7,0
2001	239,7	958	...	4 843	1 168	34	3 675	4,0	20,2	4,9	15,3	...
Saint-Pierre-et-Miquelon (4)												
1975	5,9	50	...	99	32	///	67	8,5	16,9	5,4	11,5	///
1980	6,0	32	6	90	39	///	51	5,3	15,0	6,5	8,5	///
1985	6,3	32	5	95	50	///	45	5,1	15,2	8,0	7,2	///
1990	6,4	34	7	74	38	///	36	5,3	11,5	5,9	5,6	///
1995	6,6	17	9	75	50	///	25	2,6	11,4	7,6	3,8	///
1997	6,7	36	10	93	57	///	36	5,4	14,0	8,6	5,4	///
1998	6,7	27	7	74	50	///	24	4,0	11,1	7,5	3,6	///
1999	6,5	26	5	75	45	///	30	4,0	11,5	6,9	4,6	///
2000	6,5	26	7	51	35	///	16	4,0	7,8	5,3	2,4	///
2001	6,6	28	8	71	46	///	25	4,3	10,8	7,0	3,8	///

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1976, 1983, 1989 et 1996 pour la Nouvelle Calédonie ; 1975, 1982, 1988, 1996 pour la Polynésie française et 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1 000 naissances vivantes.
(4) À Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

Chapitre B.03

Étrangers et Immigrés

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.

2 Structure par âge et sexe de la population étrangère en 1999.

3 Population totale et étrangère par sexe et type d'activité en 1999 - Départements d'outre-mer.

4 Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et l'âge regroupé.

5 Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et la nationalité regroupée.

6 Étrangers actifs selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe.

7 Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES16) et le sexe au 1er trimestre 2003 .

8 Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence en 1999.

9 Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999.

10 Structure par âge et sexe de la population immigrée en 1999 selon le pays de naissance.

11 Acquisitions de la nationalité française.

12 Acquisitions de la nationalité française, par décret, selon la nationalité antérieure.

13 Acquisitions de nationalité dans les pays d'Europe.

14 Immigrants par type de procédure en 2001.

15 Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial en 2001.

16 Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité en 2001.

1
○ Présentation

La notion d'étranger est fondée sur le critère de la nationalité : est étrangère toute personne qui n'a pas la nationalité française. La nationalité peut changer : certaines personnes acquièrent la nationalité française au cours de leur vie. On les appelle alors français par acquisition, par opposition aux français de naissance.
La notion d'immigré est, pour sa part, liée à deux caractéristiques invariables : le lieu de naissance et la nationalité. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le code de la nationalité française. Tout étranger n'est pas nécessairement un immigré, et tout immigré n'est pas forcément un étranger.
En mars 1999, 3 263 186 étrangers sont recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint 5,6 % contre 6,3 % en 1990 et 6,8 % en 1982. La diminution du nombre d'étrangers originaires de l'Union européenne, observée lors des recensements précédents, se confirme en 1999. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1990 (Espagnols, Italiens, Portugais). Les étrangers originaires du Maghreb sont également moins nombreux en 1999 qu'en 1990 quelle que soit leur nationalité.
La population étrangère résidant en France est relativement jeune. La proportion de personnes âgées de 20 à 40 ans dans la population étrangère est de 34,5 % ; elle est de 29,6 % dans la population totale. En revanche, 16,4 % des étrangers ont 60 ans ou plus contre 21,3 % pour la population totale.
Début 2003, on compte plus d'un million de salariés étrangers en France, dont 603 970 hommes et 429 143 femmes. Ils sont particulièrement présents dans le secteur de la construction (11,4 % de l'ensemble).
Les immigrés sont au nombre de 4 308 527 en 1999, 2 753 588 sont étrangers, les 1 554 939 autres étant français par acquisition.
La structure par âge de la population immigrée diffère de celle de l'ensemble de la population. Les jeunes sont peu nombreux, puisque, par définition, les immigrés ne naissent pas en France. Les moins de 20 ans représentent le quart de l'ensemble de la population et 8 % seulement de la population immigrée. La moitié des immigrés ont entre 30 et 55 ans, contre un tiers de l'ensemble des résidents. Un quart de la population immigrée a plus de 60 ans. Cette proportion n'est que d'un cinquième dans l'ensemble de la population.
Depuis 1975 l'écart, entre le nombre d'hommes et de femmes parmi les immigrés se réduit : les femmes immigrées sont en 1999 aussi nombreuses que les hommes.
En 1999, une fraction des immigrés, 190 000, résident dans une collectivité (foyers de travailleurs, maisons de retraite, centres d'hébergement...). Sur les 4,1 millions vivant dans un logement, 3,4 millions vivent en famille, 510 000 sont seuls et 228 000 habitent avec d'autres personnes sans avoir de lien familial direct avec elles.
On compte 2,9 millions d'immigrés vivant en couple ou à la tête d'une famille monoparentale. Les 2 millions de familles auxquelles ils appartiennent regroupent 6,9 millions de personnes dont moins de la moitié sont immigrées. Plus du tiers des immigrés vivant en couple sont en union avec une personne non immigrée. Mais, quand les deux conjoints sont immigrés, l'endogamie reste très forte : dans neuf cas sur dix, les conjoints ont la même origine. Plus du tiers des immigrés sont en couple à leur arrivée en France.
La vie familiale des immigrés connaît les mêmes évolutions que celle de l'ensemble de la population : personnes seules et familles monoparentales plus nombreuses, ruptures et remises en couple plus fréquentes.
Si les femmes immigrées forment leur première union au même âge que les autres, les calendriers matrimoniaux des hommes immigrés sont nettement plus retardés que ceux de l'ensemble des hommes. Ce retard est particulièrement accusé pour les immigrés d'Algérie ou d'Afrique subsaharienne.
Comme l'ensemble de la population, les immigrés débutent de plus en plus souvent leur vie de couple sans être mariés, mais ce mode d'entrée en union reste encore peu fréquent pour les immigrés venus du Maghreb ou de Turquie. Le mariage intervenant plus vite après la mise en couple pour les immigrés, ils se marient désormais plus jeunes que l'ensemble de la population.
Malgré un âge au premier enfant relativement proche, les immigrés ont eu, en fin de vie féconde, davantage d'enfants. Ces écarts de descendance finale ne tiennent pas seulement à des différences de composition sociale.

2
○ Méthodologie

Pour la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».
La législation sur la nationalité a fait l'objet de modifications importantes depuis une vingtaine d'années.
La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, réglaient jusqu'en 1993 les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.
La réforme du droit de la nationalité, issue de la loi n° 93-933 du 22 juillet 1993, intégrée dans le code civil, modifie les règles d'attribution et d'acquisition de la nationalité française mais aussi la répartition des compétences à partir de 1994.
Avant cette réforme, le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration avait compétence pour l'ensemble des acquisitions de la nationalité française, quelle que soit la procédure (l'acquisition de la nationalité française à 18 ans par les jeunes étrangers nés et résidant en France ne nécessitait aucune formalité).
Après la réforme, les compétences étaient réparties entre le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration et celui de la Justice, et depuis juin 1997, elles le sont entre le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité et celui de la Justice ; le premier reste seul compétent en matière d'acquisition par décret (naturalisation et réintégration) et les déclarations d'acquisition à raison du mariage, les autres acquisitions par déclaration sont de la compétence du second. La manifestation de volonté qui concernait les jeunes étrangers nés en France relevait du juge d'instance. Chaque ministère présente les statistiques des acquisitions qui relèvent de sa compétence.
Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité a supprimé la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté.

3
○ Définitions

Acquisition de la nationalité française

a) Pour les jeunes :
Depuis la loi du 16 mars 1998, tout enfant né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française automatiquement à sa majorité, si à cette date, il a sa résidence en France et s'il a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de 11 ans.
La loi du 16 mars 1998 rétablit également la possibilité, pour l'enfant, de devenir français par anticipation durant sa minorité. Ainsi, sous certaines conditions de résidence, l'enfant mineur né en France de parents étrangers peut devenir français sans attendre sa majorité.
Dès 16 ans, il peut anticiper l'acquisition automatique de la nationalité française par une démarche volontaire et personnelle.

À partir de 13 ans, ses parents peuvent réclamer la nationalité française par déclaration, en son nom et avec son consentement personnel.

b) Pour les majeurs :

• *Par décret*

Les naturalisations accordées par décret concernent des étrangers qui en font la demande et sous certaines conditions (sauf exceptions prévues, justification d'une résidence habituelle en France pendant les cinq années qui précèdent le dépôt de la demande) (art 21.17 du Code Civil).

Un enfant mineur devient français de plein droit dans le cas où l'un de ses parents acquiert la nationalité française, si son nom est mentionné dans le décret de naturalisation et s'il a la même résidence habituelle que ce parent (art 22.1 du Code Civil).

Une réintégration peut également résulter d'un décret.

• *Par déclaration de nationalité*

Elles sont souscrites par des étrangers sous certaines conditions. On distingue :

– les déclarations de nationalité à raison du mariage (art. 21-2 du Code Civil) ;

– les déclarations de nationalité des enfants adoptés par un Français ou recueillis en France (art. 21-12 du Code Civil) ;

– les déclarations de nationalité à raison de la possession d'état de français (jouissance de la nationalité française, pendant les dix années précédant la déclaration) (art. 21-13 du Code Civil) ;

– les déclarations de nationalité souscrites par des personnes qui se sont vu opposer les dispositions des articles 23-6 ou 30-3 du Code Civil ;

– les déclarations de nationalité souscrites en vue de la réintégration dans la nationalité française (art. 24 ; 24-2 du Code Civil).

• *Par manifestation de volonté (à raison de la naissance et de la résidence en France)*

La procédure d'acquisition de la nationalité française par manifestation de volonté, créée le 1er janvier 1994, s'appliquait aux jeunes étrangers, dès l'âge de 16 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans, nés en France et y résidant de façon habituelle depuis au moins cinq ans (art 21.7 du Code civil).

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité supprime la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté. Toutefois, les manifestations de volonté souscrites mais non enregistrées avant le 1er septembre 1998 demeurent régies par les dispositions en vigueur à la date de leur souscription, c'est-à-dire par la loi du 22 juillet 1993. Cette disposition transitoire est importante pour les jeunes ayant manifesté leur volonté de devenir français entre 18 et 21 ans. En effet, ayant passé l'âge de 18 ans, ils ne peuvent plus bénéficier de l'acquisition de plein droit rétablie par la loi du 16 mars 1998.

Nationalité au RP 1999

La population est répartie en trois grands groupes :

– Français de naissance (y compris par réintégration) ;

– Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité) ;

– Étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.

Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.

Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.

Les résultats du recensement de 1999 contiennent des données par nationalité détaillée.

Les pays de l'Union européenne en mars 1999 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Le champ de l'Union européenne actuelle a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :

– les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions ; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française) ;

– les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule Statistiques et études sur l'immigration de l'INSEE, de la direction de la Population et des Migrations du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, et du ministère de la Justice.

Organismes :

— INSEE ;

— Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, Direction de la Population et des Migrations ;

— Ministère de la Justice.

Sites Internet :

— www.insee.fr

— www.emploi-solidarite.gouv.fr

— www.justice.gouv.fr

Publications :

INSEE

Recensement de la population de 1999 - Tableaux thématiques : exploitation complémentaire : population immigrée – population étrangère – France métropolitaine, 2001.

INSEE-Résultats, série Démographie-société :

– « La population active immigrée en 1982 et 1990 », n° 577, octobre 1997 ;

– « Les immigrés et leur famille », nos 538-539, avril 1997.

INSEE-Première :

– « La fécondité des étrangères en France », n° 898, mai 2003 ;

– « Recensement de la population 1999, de plus en plus de femmes immigrées sur le marché du travail », n° 791, juillet 2001 ;

– « Recensement de la population 1999, la proportion d'immigrés est stable depuis 25 ans », n° 748, novembre 2000 ;

– « L'emploi des immigrés en 1999 », n° 717, mai 2000.

Économie et Statistique :

– « Le parcours professionnel des immigrés en France : une analyse longitudinale », n° 299, 1996.

Contours et caractères :

– « Les immigrés en France », février 1997.

Données sociales :

– « Les familles immigrées et l'école française : un rapport singulier qui persiste même après un long séjour en France », JP. Caille, S. O'Prey, 2002.

France - Portrait social, édition 2003-2004 :

– « La vie familiale des immigrés ».

Synthèses :
– « Regards sur l'immigration depuis 1945 », n° 30, octobre 1999.

Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations et Ministère de la Justice

– « La sous-direction des naturalisations en 2001 : données chiffrées et commentaires », ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations, 2003 ;
– « Les acquisitions de la nationalité française en 2001 », S. Lumbroso, M. Tonnerre, A. Lebon..., Études et statistiques Justice, n° 22, 2003 ;
– « Immigration et présence étrangère en France 1997/1998 », A. Lebon, décembre 1998.

Autres

– « OMISTAT (Annuaire des migrations 2002) », Office des migrations internationales, annuel ;
– « Nouvelles migrations, nouvelles formes des migrations », Ville-École-Intégration-Enjeux (migrants-formation), n° 131, décembre 2002 ;
– « Qu'est-ce qu'un français ? : histoire de la nationalité française, de la Révolution à nos jours », P. Weil, 2002 ;
– « Les migrations internationales », Cahiers français, n° 307, mars, avril 2002 ;
– « Les flux d'entrée contrôlés par l'OMI en 2001 », Office des Migrations Internationales ;
– « Nouvelles mobilités : un essai de typologie des nouvelles mobilités », Hommes et migrations n° 1233, septembre, octobre 2001 ;
– « Les entrées d'étrangers en France de 1994 à 1999 », X. Thierry, Population INED, n° 3, mai-juin 2001.

5

❍ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU B.03-1

Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Nationalité	1975		1982		1990		1999	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**52 599 430**	///	**54 295 612**	///	**56 651 955**	///	**58 513 700**	///
Total étrangers	**3 442 415**	**100,0**	**3 714 200**	**100,0**	**3 596 602**	**100,0**	**3 258 539**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	**2 090 235**	**60,7**	**1 768 176**	**47,6**	**1 459 113**	**40,6**	**1 333 310**	**40,9**
dont : UE à 15 (1)	1 876 990	54,5	1 602 208	43,1	1 321 529	36,7	1 194 135	36,6
Allemands (ex - RFA)	42 955	1,3	44 000	1,2	52 723	1,5	76 882	2,4
Belges	55 945	1,6	52 636	1,4	56 129	1,6	66 927	2,1
Espagnols	497 480	14,5	327 156	8,8	216 047	6,0	160 194	4,9
Italiens	462 940	13,4	340 308	9,2	252 759	7,0	200 632	6,2
Polonais	93 655	2,7	64 804	1,7	47 127	1,3	33 925	1,0
Portugais	758 925	22,0	767 304	20,7	649 714	18,1	555 383	17,0
Ex-Yougoslaves	70 280	2,1	62 472	1,7	52 453	1,5	50 396	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	108 055	3,1	109 496	2,9	132 161	3,7	188 971	5,8
Ex-URSS	**12 450**	**0,4**	**7 452**	**0,2**	**4 661**	**0,1**	**17 784**	**0,5**
Total nationalités d'Afrique	**1 192 300**	**34,6**	**1 594 772**	**43,0**	**1 633 142**	**45,4**	**1 417 831**	**43,5**
Algériens	710 690	20,6	805 116	21,7	614 207	17,1	475 216	14,6
Marocains	260 025	7,6	441 308	11,9	572 652	15,9	506 305	15,5
Tunisiens	139 735	4,1	190 800	5,2	206 336	5,7	153 574	4,7
Autres nationalités d'Afrique	81 850	2,3	157 548	4,2	239 947	6,7	282 736	8,7
Total nationalités d'Amérique	**41 560**	**1,2**	**52 840**	**1,4**	**72 758**	**2,0**	**80 732**	**2,5**
Total nationalités d'Asie	**104 465**	**3,0**	**289 560**	**7,8**	**424 668**	**11,8**	**405 845**	**12,5**
Turcs	50 860	1,5	122 260	3,3	197 712	5,5	205 589	6,3
Autres nationalités	53 605	1,5	167 300	4,5	226 956	6,3	200 256	6,1
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	**1 405**	**0,1**	**1 400**	**n.s.**	**2 260**	**0,1**	**3 037**	**0,1**

(1) Le champ de l'Union européenne a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* UE à 15	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Autres Afrique	(1) Asie	Turcs	Autres
Ensemble	**3 263 186**	**1 195 498**	**161 762**	**201 670**	**553 663**	**477 482**	**504 096**	**154 356**	**283 824**	**63 371**	**208 049**	**654 913**
0 à 14 ans	**444 328**	103 435	6 302	7 218	59 963	36 727	104 481	31 648	50 180	11 243	53 354	83 212
15 à 24 ans	**360 078**	84 492	7 009	6 743	43 209	36 599	87 208	16 259	43 167	9 392	35 748	74 744
25 à 34 ans	**558 698**	181 861	14 685	15 316	105 035	68 218	75 743	20 659	68 632	10 760	49 666	129 984
35 à 44 ans	**598 855**	216 976	22 905	25 059	113 407	84 969	78 036	30 705	71 460	11 938	28 726	131 650
45 à 54 ans	**544 937**	212 514	22 227	29 272	117 325	93 507	89 846	31 586	33 895	8 195	26 499	92 585
55 à 64 ans	**396 414**	181 502	29 794	38 545	79 153	94 830	49 712	16 502	12 328	4 535	10 584	60 431
65 ans ou plus	**359 876**	214 718	58 840	79 517	35 571	62 632	19 070	6 997	4 162	7 308	3 472	82 307
Hommes	**1 732 288**	**623 026**	**81 153**	**114 399**	**294 746**	**272 911**	**274 899**	**90 551**	**150 908**	**31 585**	**109 790**	**311 346**
0 à 14 ans	**226 952**	52 859	3 214	3 736	30 794	18 682	53 479	16 120	25 027	5 690	27 600	42 610
15 à 24 ans	**176 884**	41 209	3 287	3 345	23 257	18 147	45 704	8 450	19 620	4 790	17 346	32 938
25 à 34 ans	**278 670**	94 557	7 356	8 861	59 114	34 318	40 174	11 258	29 731	6 163	26 505	55 190
35 à 44 ans	**298 402**	113 502	12 959	16 132	59 676	41 000	29 984	16 410	39 390	6 287	15 487	61 077
45 à 54 ans	**306 221**	113 346	11 645	18 836	61 669	48 298	55 436	20 836	24 974	4 075	14 376	46 076
55 à 64 ans	**250 277**	99 890	15 187	23 615	42 794	67 794	36 857	12 680	9 925	2 037	6 725	32 663
65 ans ou plus	**194 882**	107 663	27 505	39 874	17 442	44 672	13 265	4 797	2 241	2 543	1 751	40 792
Femmes	**1 530 898**	**572 472**	**80 609**	**87 271**	**258 917**	**204 571**	**229 197**	**63 805**	**132 916**	**31 786**	**98 259**	**343 567**
0 à 14 ans	**217 376**	50 576	3 088	3 482	29 169	18 045	51 002	15 528	25 153	5 553	25 754	40 602
15 à 24 ans	**183 194**	43 283	3 722	3 398	19 952	18 452	41 504	7 809	23 547	4 602	18 402	41 806
25 à 34 ans	**280 028**	87 304	7 329	6 455	45 921	33 900	35 569	9 401	38 901	4 597	23 161	74 794
35 à 44 ans	**300 453**	103 474	9 946	8 927	53 731	43 969	48 052	14 295	32 070	5 651	13 239	70 573
45 à 54 ans	**238 716**	99 168	10 582	10 436	55 656	45 209	34 410	10 750	8 921	4 120	12 123	46 509
55 à 64 ans	**146 137**	81 612	14 607	14 930	36 359	27 036	12 855	3 822	2 403	2 498	3 859	27 768
65 ans ou plus	**164 994**	107 055	31 335	39 643	18 129	17 960	5 805	2 200	1 921	4 765	1 721	41 515

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population totale et étrangère par sexe et type d'activité en 1999 - Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**422 222**	**21 103**	**203 146**	**9 740**	**219 076**	**11 363**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**125 245**	**6 547**	66 857	3 819	58 388	2 728
Salariés	**102 629**	**5 021**	49 494	2 740	53 135	2 281
Non-salariés	**22 616**	**1 526**	17 363	1 079	5 253	447
Chômeurs	**65 518**	**4 881**	29 901	1 874	35 617	3 007
GUYANE						
Population totale	**156 790**	**46 576**	**78 963**	**23 149**	**77 827**	**23 427**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**43 443**	**9 050**	25 703	6 422	17 740	2 628
Salariés	**36 819**	**6 431**	21 080	4 702	15 739	1 729
Non-salariés	**6 624**	**2 619**	4 623	1 720	2 001	899
Chômeurs	**18 783**	**8 885**	9 083	4 206	9 700	4 679
MARTINIQUE						
Population totale	**381 325**	**3 589**	**180 910**	**1 613**	**200 415**	**1 976**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**116 067**	**1 066**	60 245	653	55 822	413
Salariés	**99 546**	**708**	47 823	390	51 723	318
Non-salariés	**16 521**	**358**	12 422	263	4 099	95
Chômeurs	**56 973**	**1 020**	25 304	382	31 669	638
RÉUNION						
Population totale	**706 180**	**3 614**	**347 076**	**1 486**	**359 104**	**2 128**
Activité						
Actifs ayant un emploi	**173 677**	**899**	100 634	555	73 043	344
Salariés	**150 103**	**695**	82 344	412	67 759	283
Non-salariés	**23 574**	**204**	18 290	143	5 284	61
Chômeurs	**124 203**	**955**	63 519	372	60 684	583

TABLEAU B.03-4

Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et l'âge regroupé

Source : INSEE (enquête sur l'emploi du 1er trimestre 2003)

Âge regroupé	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Total	Actifs	(1) Taux	**Total**	Actives	(1) Taux	**Total**	**Actifs**	**(1) Taux**
De 15 à 24 ans	**227 688**	121 712	53,5	**220 005**	77 249	35,1	**447 693**	**198 961**	**44,4**
De 25 à 39 ans	**293 816**	263 304	89,6	**308 852**	188 204	60,9	**602 668**	**451 508**	**74,9**
De 40 à 49 ans	**265 089**	244 610	92,3	**280 179**	188 075	67,1	**545 268**	**432 685**	**79,4**
De 50 à 59 ans	**253 457**	202 654	80,0	**218 839**	102 624	46,9	**472 296**	**305 278**	**64,6**
60 ans et plus	**305 943**	35 204	11,5	**264 589**	24 347	9,2	**570 532**	**59 551**	**10,4**
Total	**1 345 993**	**867 484**	**64,4**	**1 292 464**	**580 499**	**44,9**	**2 638 457**	**1 447 983**	**54,9**

(1) Proportion d'actifs (actifs occupés + chômeurs BIT) dans l'effectif total.

TABLEAU B.03-5

Étrangers de 15 ans ou plus, étrangers actifs et taux d'activité selon le sexe et la nationalité regroupée

Source : INSEE (enquête sur l'emploi du 1er trimestre 2003)

Nationalité regroupée	Hommes			Femmes			Ensemble		
	Total	Actifs	(1) Taux	**Total**	Actives	(1) Taux	**Total**	**Actifs**	**(1) Taux**
Italiens	**86 984**	28 572	32,8	**79 838**	20 175	25,3	**166 822**	**48 747**	**29,2**
Espagnols	**62 515**	29 091	46,5	**68 744**	23 579	34,3	**131 259**	**52 670**	**40,1**
Portugais	**207 809**	159 499	76,8	**211 489**	143 277	67,7	**419 298**	**302 776**	**72,2**
Autres ressortissants de la CEE	**85 456**	50 905	59,6	**102 124**	53 813	52,7	**187 580**	**104 718**	**55,8**
Total CEE	**442 764**	**268 067**	**60,5**	**462 195**	**240 844**	**52,1**	**904 959**	**508 911**	**56,2**
Algériens	**235 053**	131 288	55,9	**199 517**	69 219	34,7	**434 570**	**200 507**	**46,1**
Tunisiens	**68 478**	49 608	72,4	**44 916**	16 705	37,2	**113 394**	**66 313**	**58,5**
Marocains	**176 173**	121 932	69,2	**157 457**	56 775	36,1	**333 630**	**178 707**	**53,6**
Ressortissants des pays d'Afrique noire	**127 641**	95 154	74,5	**121 728**	70 335	57,8	**249 369**	**165 489**	**66,4**
Polonais	**7 490**	4 487	59,9	**17 632**	8 126	46,1	**25 122**	**12 613**	**50,2**
Yougoslaves	**11 382**	7 366	64,7	**10 522**	4 480	42,6	**21 904**	**11 846**	**54,1**
Turcs	**53 447**	41 835	78,3	**48 882**	13 366	27,3	**102 329**	**55 201**	**53,9**
Autres étrangers hors CEE	**223 565**	147 747	66,1	**229 615**	100 649	43,8	**453 180**	**248 396**	**54,8**
Total étrangers hors CEE	**903 229**	**599 417**	**66,4**	**830 269**	**339 655**	**40,9**	**1 733 498**	**939 072**	**54,2**
Ensemble	**1 345 993**	**867 484**	**64,4**	**1 292 464**	**580 499**	**44,9**	**2 638 457**	**1 447 983**	**54,9**

(1) Proportion d'actifs (actifs occupés + chômeurs BIT) dans l'effectif total.

TABLEAU B.03-6

Étrangers actifs selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe

Source : INSEE (enquête sur l'emploi du 1er trimestre 2003)

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectifs	(1) %	Effectifs	(1) %	**Effectifs**	**(1) %**
Agriculteurs exploitants	5 456	1,0	2 506	1,0	**7 962**	**1,0**
Artisans	34 226	6,2	4 089	2,2	**38 315**	**5,2**
Commerçants et assimilés	37 087	9,5	12 275	5,1	**49 362**	**7,8**
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	7 731	6,7	1 772	8,5	**9 503**	**7,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**79 044**	**7,5**	**18 136**	**4,0**	**97 180**	**6,5**
Professions libérales	8 115	3,7	5 839	4,4	**13 954**	**3,9**
Cadres de la fonction publique	30 918	4,3	13 037	2,1	**43 955**	**3,3**
Cadres d'entreprise	39 573	2,8	14 138	2,7	**53 711**	**2,7**
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**78 606**	**3,3**	**33 014**	**2,6**	**111 620**	**3,1**
Professions intermédiaires de l'enseignement	11 800	1,6	28 370	1,7	**40 170**	**1,7**
Professions intermédiaires administratives	27 692	3,2	31 431	3,1	**59 123**	**3,1**
Techniciens	29 841	3,2	2 954	2,4	**32 795**	**3,1**
Contremaîtres, agents de maîtrise	18 562	3,4	3 536	5,1	**22 098**	**3,6**
Professions intermédiaires	**87 895**	**2,8**	**66 291**	**2,3**	**154 186**	**2,6**
Employés de la fonction publique	39 309	4,3	33 751	1,8	**73 060**	**2,6**
Employés administratifs d'entreprises	7 385	2,1	46 113	2,7	**53 498**	**2,6**
Employés de commerce	17 686	6,9	30 182	3,7	**47 868**	**4,4**
Personnels des services directs aux particuliers	38 274	19,0	180 687	12,0	**218 961**	**12,8**
Employés	**102 654**	**6,0**	**290 733**	**4,9**	**393 387**	**5,2**
Ouvriers qualifiés	286 615	7,6	34 420	7,3	**321 035**	**7,5**
Ouvriers non qualifiés	158 661	11,1	90 707	11,3	**249 368**	**11,2**
Ouvriers agricoles	24 866	12,1	8 979	12,9	**33 845**	**12,3**
Ouvriers	**470 142**	**8,7**	**134 106**	**10,0**	**604 248**	**8,9**
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	38 670	12,1	34 246	9,4	**72 916**	**10,6**
Militaires du contingent	–	–	–	–	**–**	**–**
Catégorie socio-professionnelle indéterminée	5 017	12,2	1 467	3,2	**6 484**	**7,4**
Total	**867 484**	**5,9**	**580 499**	**4,7**	**1 447 983**	**5,3**

(1) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif total (français + étrangers) de la catégorie.

TABLEAU B.03-7

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES 16) et le sexe au 1er trimestre 2003

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi)

Activité économique regroupée	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Effectif	**(1) %**	Effectif	(1) %	Effectif	(1) %
Agriculture, sylviculture et pêche	**22 449**	**7,8**	17 857	8,5	4 592	6,0
Industries agricoles et alimentaires	**17 769**	**3,1**	11 299	3,3	6 470	2,9
Industrie des biens de consommation	**29 631**	**4,7**	17 399	5,0	12 232	4,3
Industrie automobile	**13 495**	**4,2**	12 879	4,9	616	1,0
Industrie des biens d'équipement	**21 069**	**2,7**	18 609	3,0	2 460	1,6
Industrie des biens intermédiaires	**71 648**	**4,9**	56 732	5,1	14 916	4,3
Énergie	**3 209**	**1,4**	3 209	1,8	–	–
Construction	**138 241**	**11,4**	131 294	11,8	6 947	6,5
Commerce	**99 548**	**3,7**	61 024	4,4	38 524	2,9
Transports	**33 321**	**3,3**	23 290	3,0	10 031	4,1
Activités financières	**14 625**	**2,1**	7 128	2,3	7 497	2,0
Activités immobilières	**25 289**	**9,9**	7 019	6,5	18 270	12,3
Services aux entreprises	**200 923**	**7,0**	114 468	6,9	86 455	7,0
Services aux particuliers	**197 697**	**11,7**	67 818	10,8	129 879	12,2
Éducation, santé, action sociale	**86 536**	**2,1**	27 142	2,6	59 394	1,9
Administrations	**46 210**	**1,8**	18 436	1,5	27 774	2,1
Activité indéterminée	**11 453**	**6,5**	8 367	10,0	3 086	3,3
Total	**1 033 113**	**4,8**	**603 970**	**5,3**	**429 143**	**4,2**

(1) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-8

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Famille	**Total**	Total étrangers	*dont* Union européenne			Algériens	Marocains	Tunisiens	Autres Afrique	(1) Asie	Turcs
			Ensemble	*dont* Espagnols	*dont* Italiens	*dont* Portugais						
Nombre total de familles	**16 096 782**	**1 056 756**	**460 266**	**62 078**	**90 509**	**222 477**	**170 011**	**132 446**	**46 533**	**71 848**	**16 759**	**59 732**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**9 328 536**	485 021	278 523	45 063	67 444	113 829	70 446	35 971	13 674	14 852	6 727	16 455
1 enfant	**3 178 661**	224 377	87 211	8 236	11 388	52 828	36 497	30 644	10 387	18 791	3 461	14 072
2 enfants	**2 505 916**	186 197	69 540	6 486	8 443	42 108	30 232	27 035	9 528	15 820	2 862	13 571
3 enfants	**842 662**	100 354	20 586	1 791	2 682	11 522	20 370	20 675	7 814	10 610	2 322	10 818
4 enfants ou plus	**241 007**	60 807	4 406	502	552	2 190	12 466	18 121	5 130	11 775	1 387	4 816
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**11 774 239**	**1 175 512**	**306 747**	**28 765**	**38 674**	**180 864**	**213 141**	**228 233**	**75 307**	**142 894**	**22 717**	**94 521**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-9

Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999

Source : INSEE (recensement de la population)

Pays d'origine	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Total	Français par acquisition	**Total**	Français par acquisition	**Total**	Françaises par acquisition
Population totale (1)	**58 520 688**	**2 355 290**	**28 419 419**	**1 088 369**	**30 101 269**	**1 266 921**
Total immigrés	**4 308 527**	**1 554 939**	**2 167 936**	**706 952**	**2 140 591**	**847 987**
Total pays d'Europe	**1 909 275**	**760 324**	**893 616**	**307 409**	**1 015 659**	**452 915**
dont : UE à 15	1 631 329	612 767	774 146	249 904	857 183	362 863
Allemagne	125 227	50 170	48 127	13 475	77 100	36 695
Belgique	93 395	33 664	39 070	10 083	54 325	23 581
Espagne	316 544	172 505	143 275	72 593	173 269	99 912
Italie	380 798	210 529	186 863	91 076	193 935	119 453
Pologne	98 566	68 441	34 342	23 055	64 224	45 386
Portugal	570 243	115 755	292 867	53 224	277 376	62 531
Ex-Yougoslavie	75 144	29 282	38 092	14 609	37 052	14 673
Autres pays d'Europe (sauf ex-URSS)	249 358	79 978	110 980	29 294	138 378	50 684
Ex-URSS	**32 323**	**15 441**	**12 120**	**5 081**	**20 203**	**10 360**
Total pays d'Afrique	**1 692 110**	**510 738**	**929 173**	**263 027**	**762 937**	**247 711**
Algérie	575 740	156 856	323 092	81 341	252 648	75 515
Maroc	521 059	133 405	283 940	68 633	237 119	64 772
Tunisie	201 700	80 987	116 232	43 075	85 468	37 912
Autres pays d'Afrique	393 611	139 490	205 909	69 978	187 702	69 512
Total pays d'Amérique	**127 343**	**50 150**	**55 745**	**21 419**	**71 598**	**28 731**
Total pays d'Asie	**543 326**	**217 270**	**275 421**	**109 608**	**267 905**	**107 662**
Turquie	175 987	26 759	93 383	14 280	82 604	12 479
Cambodge, Laos, Viêt-Nam	159 552	109 234	78 476	53 696	81 076	55 538
Autres pays d'Asie	207 787	81 277	103 562	41 632	104 225	39 645
Océanie	**4 150**	**1 016**	**1 861**	**408**	**2 289**	**608**

(1) Il existe une différence minime entre les chiffres de la population totale figurant dans ce tableau, issus d'une exploitation statistique, et les chiffres du dénombrement authentifiés par décret.

TABLEAU B.03-10

Structure par âge et sexe de la population immigrée en 1999 selon le pays de naissance

Source : INSEE (recensement de la population)

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* UE à 15	Espagne	Italie	Portugal	Algérie	Maroc	Tunisie	Autres Afrique	(1) Asie du Sud-Est	Turquie	Autres
Ensemble	**4 308 527**	**1 631 329**	**316 544**	**380 798**	**570 243**	**575 740**	**521 059**	**201 700**	**393 611**	**159 552**	**175 987**	**1 013 293**
0 à 14 ans	**186 695**	39 494	2 527	2 713	12 742	22 404	21 518	5 318	27 609	7 407	9 283	75 174
15 à 24 ans	**364 974**	59 119	5 007	4 222	21 265	40 558	75 760	11 622	58 235	13 803	31 198	103 304
25 à 34 ans	**697 457**	186 010	15 137	13 112	107 523	89 560	98 011	25 458	95 383	35 426	53 231	164 616
35 à 44 ans	**875 179**	295 973	50 632	35 295	148 454	108 201	112 988	45 930	112 287	39 733	32 347	189 312
45 à 54 ans	**828 535**	322 712	53 903	64 804	143 691	118 124	116 210	49 925	63 649	30 395	28 898	158 936
55 à 64 ans	**588 487**	274 612	58 198	72 113	92 353	113 491	63 000	30 692	23 999	14 524	11 445	108 672
65 ans ou plus	**767 200**	453 409	131 140	188 539	44 215	83 402	33 572	32 755	12 449	18 264	9 585	213 279
Hommes	**2 167 936**	**774 146**	**143 275**	**186 863**	**292 867**	**323 092**	**283 940**	**116 232**	**205 909**	**78 476**	**93 383**	**443 899**
0 à 14 ans	**94 895**	20 136	1 292	1 385	6 565	11 431	11 466	2 738	13 529	3 221	4 838	38 430
15 à 24 ans	**175 763**	26 729	2 161	2 045	10 627	20 119	39 320	6 120	26 795	6 929	14 924	46 723
25 à 34 ans	**333 137**	89 217	6 551	6 774	55 210	43 576	49 500	13 598	41 590	18 136	28 193	70 009
35 à 44 ans	**424 678**	144 304	24 956	19 098	74 070	51 305	48 384	24 699	58 660	20 080	17 861	85 565
45 à 54 ans	**445 837**	161 195	25 482	34 865	75 544	61 789	71 107	31 862	41 893	15 707	16 042	71 546
55 à 64 ans	**339 422**	135 826	25 904	38 827	49 267	78 876	44 147	20 539	17 127	7 367	7 239	50 129
65 ans ou plus	**354 204**	196 739	56 929	83 869	21 584	55 996	20 016	16 676	6 315	7 036	4 286	81 497
Femmes	**2 140 591**	**857 183**	**173 269**	**193 935**	**277 376**	**252 648**	**237 119**	**85 468**	**187 702**	**81 076**	**82 604**	**569 394**
0 à 14 ans	**91 800**	19 358	1 235	1 328	6 177	10 973	10 052	2 580	14 080	4 186	4 445	36 744
15 à 24 ans	**189 211**	32 390	2 846	2 177	10 638	20 439	36 440	5 502	31 440	6 874	16 274	56 581
25 à 34 ans	**364 320**	96 793	8 586	6 338	52 313	45 984	48 511	11 860	53 793	17 290	25 038	94 607
35 à 44 ans	**450 501**	151 669	25 676	16 197	74 384	56 896	64 604	21 231	53 627	19 653	14 486	103 747
45 à 54 ans	**382 698**	161 517	28 421	29 939	68 147	56 335	45 103	18 063	21 756	14 688	12 856	87 390
55 à 64 ans	**249 065**	138 786	32 294	33 286	43 086	34 615	18 853	10 153	6 872	7 157	4 206	58 543
65 ans ou plus	**412 996**	256 670	74 211	104 670	22 631	27 406	13 556	16 079	6 134	11 228	5 299	131 782

(1) Cambodge, Laos et Viêt-Nam.

TABLEAU B.03-11

Acquisitions de la nationalité française

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité
Ministère de la Justice

	1995		1998		1999		2000		2001	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisitions par décret	40 867	44,2	58 123	54,1	67 569	71,9	77 478	73,4	64 595	71,3
dont : Enfants mineurs	12 041	13,0	17 673	16,4	21 225	22,6	24 653	23,4	19 436	21,5
Acquisitions par déclaration (1)	21 017	22,7	23 789	22,1	26 433	28,1	28 094	26,6	25 965	28,7
Total acquisitions	**61 884**	**67,0**	**81 912 (2)**	**76,2**	**94 002 (2)**	**100,0**	**105 572 (2)**	**100,0**	**90 560 (2)**	**100,0**
Par manifestation de volonté	30 526	33,0	25 549	23,8	///	///	///	///	///	///
Total	**92 410**	**100,0**	**107 461 (2)**	**100,0**	///	///	///	///	///	///

(1) Déclarations réellement acquisitives, non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française.
(2) Ce total ne comprend pas les acquisitions sans formalité et les acquisitions par anticipation rétablies par la loi du 16 mars 1998, et estimées respectivement à : 4 000 et 12 300 pour l'année 1998 ; 11 087 et 42 433 pour l'année 1999 ; 8 570 et 35 883 pour l'année 2000 ; 5 917 et 31 071 pour l'année 2001. En effet, la loi du 16 mars 1998 a supprimé la procédure de manifestation de volonté à compter du 1er septembre 1998 (cf. Méthodologie) ; par ailleurs, elle rétablit l'acquisition de plein droit de la nationalité française à la majorité pour les jeunes étrangers nés en France de parents étrangers. Cette loi a également rétabli la possibilité pour l'enfant de devenir français par anticipation durant sa minorité, à partir de 13 ans (cf. Définitions).

TABLEAU B.03-12

Acquisitions de la nationalité française, par décret, selon la nationalité antérieure

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité
Ministère de la Justice

Nationalités antérieures	1990	1999	1999 avec enfants mineurs	2000	2000 avec enfants mineurs	2001	2001 avec enfants mineurs
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**6 412**	**5 790**	**7 793**	**5 966**	**7 994**	**4 283**	**5 578**
UE (à 15)	**4 255**	**3 396**	**4 582**	**2 948**	**3 873**	**2 234**	**2 842**
dont : Belges	149	155	203	133	161	138	176
Britanniques	67	86	116	76	98	73	89
Espagnols	809	265	307	272	358	179	205
Italiens	732	504	617	369	435	279	326
Portugais	2 350	2 288	3 213	1 998	2 691	1 460	1 915
Hors UE	**2 157**	**2 394**	**3 211**	**3 018**	**4 121**	**2 049**	**2 736**
dont : Polonais	977	539	743	525	721	347	466
Roumains	281	429	553	546	701	295	379
Ex-Yougoslaves	684	1 073	1 448	1 519	2 121	1 127	1 537
Nationalités d'Afrique	**9 500**	**28 838**	**41 366**	**33 307**	**48 107**	**30 166**	**42 654**
dont : Algériens	3 647	9 609	10 830	10 963	12 542	9 527	11 116
Marocains	3 220	11 292	17 870	12 666	20 020	12 833	19 243
Mauriciens	280	349	502	473	686	317	472
Togolais	203	250	345	260	397	224	322
Tunisiens	1 117	2 823	4 812	3 613	6 079	2 964	4 691
Nationalités d'Amérique	**813**	**1 283**	**2 020**	**1 553**	**2 472**	**1 302**	**2 050**
dont : Chiliens	231	123	160	127	168	72	87
Haïtiens	266	614	1 128	714	1 338	617	1 106
Nationalités d'Asie / Océanie	**7 455**	**10 104**	**15 799**	**11 552**	**18 248**	**9 101**	**13 899**
dont : Cambodgiens	1 521	1 330	2 068	1 304	2 026	933	1 348
Chinois	204	348	501	432	615	348	469
Iraniens	274	597	765	771	970	432	552
Laotiens	1 288	864	1 400	907	1 400	597	972
Libanais	807	793	1 075	921	1 227	518	684
Syriens	150	189	301	228	369	156	217
Turcs	626	3 306	5 661	3 926	6 791	3 797	6 162
Vietnamiens	1 986	1 186	1 646	1 208	1 644	826	1 111
Ex-Soviétiques	**68**	**247**	**311**	**390**	**509**	**307**	**414**
Diverses ou non précisées	**41**	**82**	**280**	**57**	**148**	**–**	**–**
Total	**24 289**	**46 344**	**67 569**	**52 825**	**77 478**	**45 159**	**64 595**

TABLEAU B.03-13

Acquisitions de nationalité dans les pays d'Europe

Source : Eurostat

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
UE (à 15)	192 706	234 556	276 217	290 491	329 946	...	...	...	...	...	...	...
Allemagne	20 078	27 162	37 000	45 016	61 625	31 797	86 356	83 027	106 790	143 120	186 688	180 349
Autriche	8 980	11 137	11 656	14 131	15 275	15 627	15 627	15 792	17 786	...	24 320	31 731
Belgique	8 658	8 470	46 485	16 379	25 808	26 149	...	...	...	24 196	...	62 160
Danemark	3 028	5 484	5 104	5 037	5 736	5 260	7 283	5 482	10 262	12 416	18 811	11 902
Espagne	7 033	3 752	5 226	8 348	7 802	6 756	8 433	9 801	12 550	16 384	16 743	16 743
Finlande	899	1 236	876	839	651	668	981	1 439	4 017	4 730	2 977	2 720
France	**54 381**	**59 684**	**59 252**	**60 013**	**77 515**	**92 410**	**63 055**	**83 676**	**81 449**	**94 002**	...	...
Grèce	1 090	886	1 204	1 803	383	1 258	716	930	807	...	...	...
Irlande	179	188	150	133	175	355	...	...	1 474	1 433	1 143	2 817
Italie	555	349	539	6 469	5 993	7 442	...	...	...	...	...	...
Luxembourg	893	748	739	800	293	270	305	761	631	549	684	496
Pays-Bas	12 794	29 112	36 237	43 069	49 448	71 445	82 690	59 831	59 173	62 090	49 968	46 667
Portugal	97	43	117	2	144	80	1 154	1 364	519	584	1 143	1 419
Royaume-Uni	57 271	58 642	42 243	45 793	44 033	40 516	43 069	37 010	53 934	54 902	82 210	89 785
Suède	16 770	27 663	29 389	42 659	35 065	...	25 549	28 875	46 520	37 777	43 474	36 399
Islande	105	165	155	177	205	229	308	289	352	288	328	...
Norvège	4 757	5 055	5 132	5 538	8 778	11 778	12 237	12 037	9 244	7 988	9 474	10 838
Suisse	8 658	8 757	11 133	12 880	13 739	16 790	19 159	19 169	21 277	20 363	28 700	27 583
EEA (1)	197 568	239 776	281 504	296 206	338 929	...	...	...	...	...	...	...
Estonie	...	...	...	...	...	...	...	...	9 969	4 534	3 425	3 090
Hongrie	...	...	...	...	...	...	12 126	...	6 203	6 066	5 393	8 430
Lettonie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	12 914	13 482	9 947
Lituanie	...	...	...	...	...	...	825	...	562	567	490	507
Chypre	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	296	97
Pologne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 070
République slovaque	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 886
République tchèque	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7 309	...	...
Roumanie	...	...	...	...	...	...	83	...	...	247	...	363
Slovénie	...	...	...	...	1 451	1 973	981	...	3 321	2 337	2 102	1 346

(1) Espace économique européen (EEE) : UE et pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) sans la Suisse.

TABLEAU B.03-14

Immigrants par type de procédure en 2001

Sources : Office des migrations internationales (OMI)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Réfugiés (O.F.P.R.A.) (1)	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Réexamens (2)	Autres	**Total 2001**	**Évolution 2001/2000 %**
Européens	...	**3 219**	**998**	**148**	**1 151**	**406**	**73**	**3**	**222**	...	...
dont : UE et pays non membres parties à l'EEE (3)	...	–	–	–	–	–	–	–	–	...	...
Autres Européens et ex-URSS	1 367	794	694	130	780	107	71	3	178	**4 124**	**27,7**
Turcs	210	2 425	304	18	371	299	2	–	44	**3 673**	**– 4,4**
Asiatiques	**1 964**	**2 440**	**1 145**	**126**	**1 834**	**643**	**86**	**6**	**244**	**8 488**	**27,4**
dont : Libanais	586	105	84	6	9	2	5	1	22	**820**	...
Sri Lankais	10	162	53	5	956	344	1	–	8	**1 539**	**70,8**
Vietnamiens	81	25	89	9	182	50	2	–	15	**453**	**13,0**
Africains	**3 844**	**15 461**	**12 285**	**1 037**	**1 823**	**288**	**224**	**51**	**1 211**	**36 224**	**20,0**
dont : Maghreb	2 510	13 137	10 358	221	59	21	187	22	603	**27 118**	...
Algériens	748	4 259	5 640	–	49	10	144	4	276	**11 130**	**22,5**
Marocains	1 335	7 015	1 662	126	–	6	33	15	236	**10 428**	...
Tunisiens	427	1 863	3 056	95	10	5	10	3	91	**5 560**	...
Afrique hors Maghreb	1 334	2 324	1 927	816	1 764	267	37	29	608	**9 106**	...
Américains	**1 320**	**1 902**	**900**	**302**	**161**	**59**	**49**	**5**	**96**	**4 794**	**14,4**
Autres	**106**	**59**	**60**	**13**	**80**	**3**	**1**	–	**2**	**324**	**– 21,2**
Ensemble	...	**23 081**	**15 388**	**1 626**	**5 049**	**1 399**	**433**	**65**	**1 775**	...	...

(1) Les données par nationalité détaillée sur les réfugiés ne sont pas disponibles.
(2) Circulaire du 24 juin 1997.
(3) L'Espace économique européen est composé des pays de l'Union européenne, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège.

TABLEAU B.03-15

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial en 2001

Source : Office des migrations internationales (OMI)

Âge	**Total des travailleurs**	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Moins de 20 ans	**66**	51	6	15	4
20 à 24 ans	**1 250**	828	67	422	39
25 à 29 ans	**3 287**	2 278	256	1 009	121
30 à 34 ans	**1 959**	1 441	365	518	115
35 à 39 ans	**1 102**	844	353	258	90
40 à 44 ans	**593**	466	240	127	47
45 ans ou plus	**554**	441	262	113	43
Total	**8 811**	**6 349**	**1 549**	**2 462**	**459**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.

TABLEAU B.03-16

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité en 2001

Source : Office des migrations internationales (OMI)

	Allemands	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres	**Total**
Activité économique (2)										
Pêche, agriculture, sylviculture	...	...	...	...	5	44	3	13	44	...
Industries agricoles et alimentaires	...	...	...	...	8	8	–	8	55	...
Industries textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	...	...	...	...	1	4	1	–	33	...
Industrie chimique, caoutchouc et plastiques	...	...	...	...	3	6	2	3	157	...
Fabrication équipements électriques, électroniques	...	...	...	...	23	23	12	6	347	...
Construction	...	...	...	...	35	37	19	96	214	...
Commerce de gros, de détail et réparation	...	...	...	...	70	95	18	12	650	...
Hôtels, restaurants	...	...	...	...	62	44	15	29	601	...
Transports et communications	...	...	...	...	25	28	10	3	217	...
Activités financières	...	...	...	...	8	52	11	2	200	...
Immobilier, location, services aux entreprises	...	...	...	...	348	869	303	27	2 342	...
Éducation	...	...	...	...	25	13	10	–	132	...
Santé et action sociale	...	...	...	...	71	32	3	2	138	...
Services collectifs, sociaux, personnels	...	...	...	...	28	18	6	–	351	...
Services domestiques	...	...	...	...	12	17	2	–	95	...
Administration publique, activités extra-territoriales	...	...	...	...	10	6	1	–	26	...
Autres (3)	...	...	...	...	14	39	11	9	489	...
Total	**...**	**...**	**...**	**...**	**748**	**1 335**	**427**	**210**	**6 091**	**...**
Profession										...
Ouvriers et employés non qualifiés	...	...	...	...	90	106	22	25	641	...
Ouvriers et employés qualifiés	...	...	...	...	123	156	43	141	1 222	...
Techniciens et agents de maîtrise	...	...	...	...	59	66	9	1	421	...
Cadres et ingénieurs	...	...	...	...	476	1 007	353	43	3 807	...
Total	**...**	**...**	**...**	**...**	**748**	**1 335**	**427**	**210**	**6 091**	**...**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.
(2) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI, à partir de la NAF (Nomenclature d'activités française).
(3) Extraction de produits énergétiques et non énergétiques, travail du bois, fabrication d'articles en bois, industries du papier, édition, imprimerie, cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire, métallurgie et travail des métaux, fabrication de machines et équipements, fabrication de matériel de transport, autres industries manufacturières, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

Chapitre B.04

○ Ménages

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Répartition des ménages selon le type de ménage et l'âge de la personne de référence.

2 Ménages selon le nombre de personnes en 1982, 1990 et 1999 - France entière.

3 Catégories de population par sexe en 1982, 1990 et 1999.

4 Ménages, population et nombre de personnes selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999 - France entière.

5 Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans en 1999.

6 Projections du nombre de ménages à l'horizon 2030.

1
○ Présentation

Depuis 1962, la taille des ménages baisse de manière continue. Entre les recensements de 1990 et 1999, le phénomène marquant est la forte augmentation du nombre de ménages d'une seule personne. En 1999, un ménage sur trois se compose d'une seule personne contre un peu plus d'un sur quatre en 1990.

Les couples sans enfant sont eux aussi plus nombreux depuis 1990 (+ 16 %) alors que la population n'augmente dans le même temps que de 3,3 %.
En 1999, 9,8 millions de familles avec enfants habitent en métropole : 20 % sont des familles monoparentales et 80 % des couples.

La proportion des couples formés de deux personnes mariées continue de baisser depuis 1962, celle des couples de deux célibataires a quadruplé. Les couples composés de personnes séparées ou divorcées progressent également. Ceci contribue aux recompositions familiales.

Selon les projections démographiques pour la France, la population métropolitaine augmenterait de 9,3 %, soit 0,3 % par an en moyenne entre 1999 et 2030 (cf. chapitre B.01). Le nombre de ménages croîtrait bien davantage en lien avec l'augmentation de la part des personnes âgées dans la population. Si jusqu'en 2030, les individus adoptaient les différents modes de cohabitation possibles dans les mêmes proportions que les individus du même sexe et du même âge en 1999, le nombre de ménages augmenterait entre 1999 et 2030 de 21 %, soit 0,6 % par an.

En tenant compte en outre de l'évolution des modes de cohabitation, le nombre de ménages devrait s'accroître finalement de 24 % entre 1999 et 2030, soit + 0,7 % par an. On passerait ainsi de 23,8 millions de ménages en 1999 à un peu moins de 30 millions en 2030. Le rythme de croissance annuel du nombre de ménages, proche de 250 0000 par an en début de projection, fléchirait progressivement et ne serait plus que de 152 000 au cours de la décennie 2020. À l'horizon de cette projection, les ménages constitués d'une seule personne représenteraient 37 % des ménages, au lieu de 31 % en 1999. La proportion de personnes seules dans la population s'élèverait à 17,0 % contre 10,3 % en 1990 et 12,6 % en 1999. Le nombre moyen de personnes par ménage ne serait plus que de 2,10 alors qu'il était de 2,41 en 1999.

2
○ Méthodologie

La méthodologie du recensement de la population de 1999 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».
La projection métropolitaine du nombre de ménages s'appuie sur la projection de population par sexe et âge détaillé réalisée par l'INSEE à la suite du recensement de 1999 (cf. chapitre B.01). L'exercice de projection du nombre de ménages consiste, pour chaque âge et pour chacun des deux sexes, à éclater la population projetée, en distinguant les personnes de référence et les autres personnes.

Pour chaque année, pour chacun des deux sexes et à chaque âge, on ventile tout d'abord la population entre les six modes de cohabitation suivants :

– Population hors ménages ordinaires ;
– Personnes seules ;
– Personnes vivant en couple ;
– Parents à la tête d'une famille monoparentale ;
– Enfants ;
– Autres personnes (personnes n'appartenant pas à une famille et vivant dans un ménage d'au moins deux personnes).

Dans une deuxième étape, on détermine pour chaque année, pour chacun des deux sexes et à chaque âge, le nombre de personnes de référence.

3
○ Définitions

Composition des familles

Chaque personne d'un ménage ne peut appartenir, tout au plus, qu'à une seule famille.
Une famille comprend :
– soit un couple (marié ou non) et, le cas échéant, ses enfants ;
– soit une personne sans conjoint et ses enfants (famille monoparentale).
L'enfant de la famille est compté comme tel, quel que soit son âge, s'il n'a pas de conjoint ou d'enfant vivant dans le ménage avec lequel il constituerait alors une famille en tant qu'adulte. Ce peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent. Aucune limite d'âge n'est fixée pour être enfant de la famille. Un petit-fils ou une petite-fille n'est pas considéré comme « enfant de la famille ».

Détermination de la personne de référence du ménage

La règle de détermination est la suivante :
– si le ménage comprend plusieurs familles dont au moins une contenant un couple, la personne de référence est parmi les hommes de ces couples, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé ;
– si le ménage comprend au moins une famille monoparentale (et aucune famille contenant un couple), alors la personne de référence est, parmi les parents des familles monoparentales, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.
– si le ménage ne comprend aucune famille (il ne comprend donc que des « isolés »), la personne de référence est, parmi les personnes du ménage à l'exception des pensionnaires ou salariés logés, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.
La personne de référence du ménage n'est pas toujours celle inscrite en première ligne du tableau de composition du ménage de la feuille de logement.
Lorsqu'une famille comprend la personne de référence du ménage, elle est appelée famille principale. L'autre famille éventuelle est appelée famille secondaire.

Ménages complexes

Les ménages complexes sont ceux qui comptent plus d'une famille ou d'une personne isolée. Ils comportent notamment les ménages au sein desquels cohabitent trois générations.

Ménages, familles

La définition du ménage correspond au concept de « ménage-logement » : il comprend toutes les personnes qui partagent une même résidence principale.
La famille s'entend comme un cadre susceptible d'accueillir un ou des enfants. Elle est constituée d'au moins deux personnes, dont au moins un adulte.
Toute personne qui ne fait partie d'aucune famille est appelée « personne isolée ».
Un ménage peut comprendre zéro, une ou deux familles. Le cas où un logement comporte trois familles est extrêmement rare, on considère alors les membres de la troisième famille comme des « isolés » ou « hors famille ».
Dans chaque ménage, il est désigné une unique personne de référence du ménage grâce à une règle basée sur la prédominance donnée aux familles, aux pères, à l'activité et à l'âge.
Il est ainsi nécessaire de déterminer au préalable les familles.

Population réintégrée du recensement de 1999

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Type de famille

Ce code caractérise chaque famille (famille monoparentale ou famille comprenant un couple).

Familles monoparentales : elles sont composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants.
Ces familles sont distinguées selon le sexe du parent et son type d'activité (actif ayant un emploi-autres).
Familles comprenant un couple : les couples sont des couples de fait ; les conjoints peuvent donc être mariés ou non.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division Emploi de l'INSEE.

Organisme :

– INSEE.

Sites Internet :

– www.insee.fr
– www.recensement.insee.fr

Publications :

INSEE

INSEE-Première :

– « La famille, pilier des identités », à paraître ;
– « Le cadre de vie des ménages les plus pauvres » , n° 926, octobre 2003 ;
– « Les sans domicile ne sont pas coupés de l'emploi », n° 925, octobre 2003 ;
– « Des ménages modestes aux ménages aisés : des sources de revenus différentes », n° 916, août 2003 ;
– « Enquête sur l'emploi au 1er trimestre 2003 », n° 909, juillet 2003 ;
– « 1,6 million d'enfants vivent dans une famille recomposée », n° 901, juin 2003 ;
– « Femmes et hommes : les inégalités qui subsistent », n° 834, mars 2002 ;
– « Recensement de la population 1999. Des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001 ;
– « Recensement de la population 1999. 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », n° 788, juillet 2001 ;

INSEE Résultats série Société :

– « Projections de ménages pour la France métropolitaine, ses régions et ses départements (horizon 2030) », n° 19, octobre 2003 ;

– *Document de travail de la Direction des Statistiques Démographiques et Sociales* :

– « Aux marges du logement : résidences multiples, résidence partielle, co-habitation et hébergement d'après l'enquête Logement de 1996-1997 », n° F0204, juin 2002.

Économie et statistique :

– « La nouvelle enquête emploi, l'activité et le chômage », n°362, juillet 2003 ;
– « Le panel européen : une source statistique longitudinale sur les revenus et les conditions de vie des ménages », nos 349-350, octobre 2001.

Fascicule thématique du recensement de la population 1999, série « verte » :

Ménages, familles et population totale.

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire)

TABLEAU B.04-1

Répartition des ménages selon le type de ménage et l'âge de la personne de référence (1)

Source : INSEE (enquête Emploi du premier trimestre 2003)

%

Type de ménage	15 à 39 ans	40 à 64 ans	65 ans ou plus	Total	Répartition des ménages 2003
Seul et marié	13,3	55,1	31,6	**100,0**	0,9
Seul et veuf	0,1	10,9	89,0	**100,0**	10,5
Seul et divorcé	6,2	66,2	27,6	**100,0**	4,9
Seul et célibataire	61,0	25,7	13,3	**100,0**	12,8
Personnes seules	**28,4**	**28,1**	**43,5**	100,0	**29,1**
Familles monoparentales	24,8	54,6	20,6	**100,0**	7,5
Personnes seules + familles monoparentales	**27,6**	**33,6**	**38,8**	**100,0**	**36,6**
Couple sans enfant	19,0	37,8	43,2	**100,0**	27,9
Couple avec enfant(s)	36,0	59,8	4,2	**100,0**	32,5
Ménages complexes	29,5	39,5	31,0	**100,0**	3,0
Total	**27,9**	**43,5**	**28,6**	100,0	**100,0**

(1) Lecture : 61 % des célibataires vivant seuls ont entre 15 et 39 ans ; les personnes célibataires représentent 12,8 % des ménages au premier trimestre 2003.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes en 1982, 1990 et 1999 - France entière

Source : INSEE (recensements de population)

Caractéristique du ménage	1982	1990	1999
France métropolitaine			
Ensemble des ménages	**19 588 924**	**21 542 152**	**23 810 161**
Nombre de personnes :			
1	4 811 476	5 845 140	7 380 512
2	5 591 208	6 368 948	7 414 525
3	3 679 188	3 821 700	3 850 077
4	3 172 216	3 371 484	3 277 099
5	1 440 324	1 439 144	1 321 235
6 ou plus	894 512	695 736	566 713
Nombre total de personnes	52 987 260	55 396 580	57 226 208
Nombre moyen de personnes par ménage	2,70	2,57	2,40
Départements d'outre-mer			
Guadeloupe			
Ensemble des ménages	**85 629**	**112 478**	**144 818**
Nombre total de personnes	323 400	383 627	419 050
Nombre moyen de personnes par ménage	3,7	3,4	2,9
Guyane			
Ensemble des ménages	**21 063**	**33 285**	**46 173**
Nombre total de personnes	70 241	112 953	154 290
Nombre moyen de personnes par ménage	3,3	3,4	3,3
Martinique			
Ensemble des ménages	**82 265**	**106 536**	**130 844**
Nombre total de personnes	321 811	355 498	377 317
Nombre moyen de personnes par ménage	3,7	3,3	2,9
Réunion			
Ensemble des ménages	**120 861**	**157 853**	**215 044**
Nombre total de personnes	509 232	593 684	701 030
Nombre moyen de personnes par ménage	4,2	3,8	3,3

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe en 1982, 1990 et 1999 (1)

Source : INSEE (recensements de la population - exploitation complémentaire)

	1982			1990			1999		
	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Population totale	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 513 700**	**28 416 917**	**30 096 783**
Population des ménages	52 987 260	25 794 600	27 192 660	55 396 580	26 924 992	28 471 588	57 220 124	27 785 532	29 434 592
Population non réintégrée	52 208 428	25 225 036	26 983 392	54 624 828	26 344 412	28 280 416	56 669 709	27 398 974	29 270 735
Population réintégrée	778 832	569 564	209 268	771 752	580 580	191 172	550 415	386 558	163 857
dont : Élèves internes	512 864	314 992	197 872	523 592	335 624	187 968	427 844	268 916	158 928
Militaires	241 792	240 104	1 688	248 160	244 956	3 204	122 571	117 642	4 929
Population des collectivités	1 045 428	516 024	529 404	1 005 092	469 120	535 972	1 060 985	471 326	589 659
Foyers de travailleurs	203 932	180 292	23 640	176 232	151 772	24 460	150 988	130 164	20 824
Foyers d'étudiants, cités universitaires	129 764	69 904	59 860	137 664	69 872	67 792	153 184	75 687	77 497
Maisons de retraite, hospices	329 152	102 600	226 552	357 268	99 212	258 056	424 850	110 777	314 073
Hospitalisation longue durée	192 772	89 780	102 992	140 784	60 952	79 832	116 456	46 644	69 812
Communautés religieuses	87 324	17 204	70 120	70 280	14 956	55 324	54 629	12 502	42 127
Autres collectivités	102 484	56 244	46 240	122 864	72 356	50 508	160 878	95 552	65 326
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	135 792	73 500	62 292	151 377	82 417	68 960	140 252	76 800	63 452
Population non réintégrée des établissements	127 132	103 532	23 600	98 906	88 527	10 379	92 339	83 259	9 080

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour le recensement de 1982 afin d'assurer la comparaison avec ceux de 1990 et 1999.

TABLEAU B.04-4

Ménages, population et nombre de personnes selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999 - France entière

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
France métropolitaine									
Ensemble des ménages	377 654	1 189 966	2 283 985	3 349 275	2 732 961	4 627 333	7 143 836	2 103 062	**23 808 072**
%	1,6	5,0	9,6	14,1	11,5	19,4	30,0	8,8	**100,0**
Population des ménages	1 234 575	3 560 921	6 327 940	8 889 358	6 459 938	14 338 289	12 777 480	3 631 623	**57 220 124**
Nombre de personnes par ménage	3,27	2,99	2,77	2,65	2,36	3,10	1,79	1,73	**2,40**
Ménages composés de :									
1 personne	43 482	169 158	525 829	848 204	943 983	785 257	2 761 181	1 303 015	**7 380 109**
2 personnes	76 229	306 300	553 392	819 094	704 349	1 004 063	3 519 720	431 033	**7 414 180**
3 personnes	84 526	281 391	455 464	699 414	510 588	1 018 075	622 878	176 250	**3 848 586**
4 personnes	105 881	287 992	495 227	692 326	378 740	1 057 675	157 565	101 209	**3 276 615**
5 personnes	50 408	106 947	196 869	230 396	141 170	497 677	47 922	50 635	**1 322 024**
6 personnes ou plus	17 128	38 178	57 204	59 841	54 131	264 586	34 570	40 920	**566 558**
Départements d'outre-mer									
Guadeloupe									
Ensemble des ménages	3 545	12 797	6 893	15 931	29 220	26 533	31 123	18 776	**144 818**
Guyane									
Ensemble des ménages	1 165	3 332	3 362	6 139	9 572	9 997	4 050	8 556	**46 173**
Martinique									
Ensemble des ménages	1 991	9 604	6 883	14 838	25 348	24 591	32 820	14 769	**130 844**
Réunion									
Ensemble des ménages	5 877	11 318	11 345	23 352	39 292	55 456	30 259	38 145	**215 044**

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristique de la famille	Ensemble	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ans ou plus	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**16 096 782**	**7 492 332**	**3 615 859**	**3 255 259**	**1 267 979**	**465 353**	**2 239 196**	**2 081 225**	**3 708 167**	**3 745 651**	**4 260 588**
Type de famille :											
Familles monoparentales	**1 984 599**	**490 938**	**859 273**	**433 499**	**143 943**	**56 946**	**217 701**	**252 921**	**535 569**	**608 104**	**798 482**
Homme actif occupé	**186 673**	18 262	104 367	45 888	13 878	4 278	14 556	18 686	45 391	68 306	110 034
Homme autre	**106 025**	58 693	32 621	9 414	3 273	2 024	4 339	4 895	11 247	16 306	33 959
Femme active occupée	**928 037**	81 176	499 239	259 611	70 433	17 578	78 667	125 144	299 730	354 249	447 467
Femme autre	**763 864**	332 807	223 046	118 586	56 359	33 066	120 139	104 196	179 201	169 243	207 022
Familles comprenant un couple	**14 112 183**	**7 001 394**	**2 756 586**	**2 821 760**	**1 124 036**	**408 407**	**2 021 495**	**1 828 304**	**3 172 598**	**3 137 547**	**3 462 106**
Homme et femme actifs occupés	**6 207 302**	1 911 611	1 754 773	1 856 785	569 551	114 582	1 074 368	1 007 330	1 808 405	1 843 383	1 935 506
Homme actif et femme autre	**2 801 075**	803 818	617 879	737 205	437 348	204 825	744 207	642 090	1 044 945	943 723	962 275
Homme autre et femme active occupée	**941 628**	577 933	187 951	114 714	43 240	17 790	70 741	65 120	123 125	141 806	226 200
Homme et femme autres	**4 162 178**	3 708 032	195 983	113 056	73 897	71 210	132 179	113 764	196 123	208 635	338 125
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**327 187**	91 962	83 003	99 557	42 218	10 447	53 332	53 221	104 851	112 869	129 776
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 005 285**	321 310	280 707	277 492	97 277	28 499	138 284	148 764	292 320	310 704	362 942
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1 723 436**	525 246	467 997	493 803	187 990	48 400	320 233	304 463	531 999	519 807	551 602
4. Professions intermédiaires	**2 451 449**	717 329	746 518	714 494	224 563	48 545	437 268	401 588	719 205	729 366	772 439
5. Employés	**1 734 002**	402 208	638 260	473 104	168 072	52 358	316 273	302 854	547 796	550 389	603 167
6. Ouvriers	**3 789 692**	1 006 094	1 052 477	1 043 236	471 000	216 885	842 844	766 482	1 316 180	1 276 999	1 346 011
7. Retraités	**4 318 497**	4 061 801	176 503	46 674	17 756	15 763	7 348	11 366	38 277	78 734	264 588
8. Autres sans activité professionnelle	**747 234**	366 382	170 394	106 899	59 103	44 456	123 614	92 487	157 539	166 783	230 063

TABLEAU B.04-6

Projection du nombre de ménages à l'horizon 2030 (1)

Source : INSEE

	1990	1999	2010	2020	2030
Population					
Population totale (milliers)	56 707	58 492	61 061	62 734	63 927
Part des femmes dans la population (%)	51,3	51,4	51,4	51,4	51,5
Âge moyen de la population (années)	36,4	38,1	40,1	42,0	43,8
Nombre de ménages					
Population hors ménages (milliers)	1 311	1 294	1 445	1 638	1 812
Nombre de ménages (milliers)	21 542	23 776	26 295	28 006	29 522
Nombre de personnes par ménage	2,57	2,41	2,27	2,18	2,10
Part des femmes au sein des personnes de référence (PR) (%)	24,3	26,4	28,3	29,2	30,3
Âge moyen des personnes de référence (PR)	49,8	50,5	52,3	53,9	55,8
Répartition de la population selon le mode de cohabitation (%) :					
- Enfants	32,6	30,5	28,6	27,1	25,8
- Adultes en couple	48,6	48,3	47,7	47,8	47,7
- Parents famille monoparentale	2,8	3,4	3,6	3,6	3,6
- Personnes seules	10,3	12,6	14,7	15,8	17,0
- Hors famille des ménages > = 2 personnes	3,3	3,1	3,0	3,1	3,1
- Hors ménage	2,3	2,2	2,4	2,6	2,8
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Chiffres au 1er janvier, sauf pour 1990 (recensement en mars).

Chapitre C.01

○ Population active et Emploi

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent.

2 Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âges quinquennal.

3 Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.

4 Taux de chômage standardisés dans les pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE.

5 Population résidente occupée au 31 décembre.

6 Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement, au 31 décembre.

7A Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel).

7B Actifs occupés à temps partiel.

8 Intérim et contrats à durée déterminée.

9 Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés, au 31 décembre.

10 Indicateurs du marché du travail.

11 Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat et de « La Poste » par statut, au 31 décembre 2002.

12 Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut, au 31 décembre.

13 Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire A, B, C et sexe.

14 Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.

15 La dépense pour l'emploi.

16 Effectifs de la fonction publique territoriale - France entière.

17 Population totale et population active en 1999 - Départements d'outre-mer.

1

○ Présentation

Au premier trimestre 2003, le nombre de chômeurs au sens du BIT s'élève à 2 685 000 en moyenne non corrigée des variations saisonnières, soit 9,9 % de la population active. Tel est le premier résultat de la nouvelle enquête Emploi trimestrielle, mise en place en juillet 2001, qui se substitue désormais à l'ancienne enquête Emploi annuelle. Le nombre de chômeurs au sens du BIT augmente de plus de 200 000 entre le premier trimestre 2002 et le premier trimestre 2003. Le taux de chômage augmente aussi vite pour les hommes que pour les femmes, atteignant début 2003 8,8 % pour les premiers et 11,2 % pour les secondes. Les inégalités entre hommes et femmes face au chômage subsistent donc ; plus particulièrement entre 30 et 49 ans, âge où les femmes font face aux charges familiales les plus lourdes. Après trois années de décrue, le chômage de longue durée et de très longue durée est reparti à la hausse, touchant essentiellement les salariés les plus âgés : 67 % des chômeurs de plus de 50 ans sont au chômage depuis plus d'un an. Plus d'un chômeur sur cinq est sans emploi depuis plus de deux ans, de même que 43 % des chômeurs de plus de 50 ans.

La progression de l'emploi ralentit fortement : on compte seulement 70 000 emplois de plus qu'un an auparavant. Toutefois, pour les salariés, si le nombre de postes sous contrat à durée déterminée, contrat aidé ou intérim est en baisse (42 000), celui des postes sous contrat à durée indéterminée est en augmentation (+ 140 000). La construction et le tertiaire sont les secteurs qui recrutent le plus. C'est dans les services aux particuliers que le turn-over de la main d'œuvre est le plus grand : 20 % des employés ont moins d'un an d'ancienneté début 2003 ; les chômeurs issus de ce secteur et ayant perdu leur emploi depuis moins d'un an représentent 7 % de l'emploi du secteur. Le commerce et les activités immobilières viennent ensuite avec 15 % de personnes embauchées dans l'année.

Début 2003, les salariés à temps complet déclarent travailler en moyenne 38 heures et 50 minutes les semaines pleines, soit exactement comme en 2002. Un peu plus de 2 millions de salariés à temps complet ont un contrat ne prévoyant pas de durée hebdomadaire de travail, et travaillent en moyenne 44 heures et demi par semaine contre 38 pour les autres. Lorsque le contrat de travail prévoit une durée hebdomadaire, celle-ci est de 36 heures en moyenne. La pratique des heures supplémentaires entraîne une durée réelle supérieure de 2 heures en moyenne pour les salariés à temps complet (6 heures pour les cadres, 2 heures 15 pour les professions intermédiaires et ¾ d'heure pour les employés et ouvriers). La proportion de salariés à temps partiel cesse de diminuer après 4 années consécutives de baisse. Les salariés à temps partiel ont une durée hebdomadaire effective de travail égale en moyenne à celle prévue dans leur contrat, environ 23 heures 15 minutes.

Les femmes sont de plus en plus souvent actives : début 2003, 63,4 % des femmes de 15 à 64 ans ont un emploi ou en recherchent un, soit un point et demi de plus qu'un an auparavant. L'activité féminine progresse à tous les âges, sauf entre 25 et 30 ans où elle baisse. C'est aux âges où elles assument pourtant les charges familiales les plus lourdes que leur taux d'activité augmente le plus : moins de 20 % des femmes de 30 à 54 ans n'ont pas d'activité professionnelle et n'en cherchent pas. Inversement, le taux d'activité des hommes de moins de 55 ans diminue. Au total, hommes et femmes confondus, la proportion d'actifs augmente : début 2003, 69 % des personnes en âge de travailler (15-64 ans) travaillent ou sont au chômage, soit un demi point de plus qu'il y a un an.

Fin 2001, la Fonction publique de l'État au sens strict, hors emplois aidés, compte 2,5 millions d'agents et regroupe les ministères civils, le ministère de la Défense et les établissements publics administratifs nationaux ou d'enseignement, en dehors des caisses nationales de la sécurité sociale. Elle emploie 3,1 millions de personnes si l'on inclut les emplois aidés, la Poste, certains établissements publics industriels et commerciaux (EPIC), les caisses nationales de sécurité sociale et les enseignants de l'enseignement privé sous contrat. Les personnels civils peuvent être titulaires, contractuels ou occuper un emploi aidé. Pour l'État au sens strict, titulaires et militaires constituent 81,4 % du personnel. Entre 2000 et 2001, les effectifs de l'État augmentent de 0,6 %, croissance annuelle proche de celle des dix dernières années (+ 0,75 %). Le nombre de salariés augmente surtout dans les services de l'éducation et la sécurité. Comme l'année précédente, la part de la catégorie A progresse et représente fin 2001, 43,1 % des agents. Enfin le temps partiel continue de se développer et concerne près d'une femme sur quatre.

Les effectifs des collectivités locales et de leurs établissements publics atteignent 1 665 000 au 31 décembre 2001. Après une forte augmentation en 2000, partiellement due au développement des emplois jeunes, la baisse importante des contrats emploi-solidarité en 2001 ralentit la croissance des effectifs qui reste néanmoins soutenue pour les autres personnels. La coopération intercommunale poursuit son développement sans pour autant enrayer la croissance des emplois communaux. L'ensemble des filières sociale, médico-sociale, et médico-technique regroupe 15 % des effectifs. Les filières de la culture et des loisirs sont celles qui ont le plus progressé. Les effectifs de la police municipale augmentent également de façon significative en 2001. La part des titulaires et des agents à temps plein dans les effectifs augmente sensiblement.

2

○ Méthodologie

Population active occupée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population active occupée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées sont obtenues grâce à des indices d'évolution annuelle issus principalement des statistiques de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). Ces indices sont appliqués à la dernière donnée annuelle disponible, la base étant constituée à partir des résultats du recensement de la population.

L'UNEDIC établit au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs salariés relevant du régime des ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste mais ne couvre pas cependant l'ensemble des salariés. Aussi, les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

– statistiques annuelles de l'UNEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année sur le champ couvert ;

– statistiques trimestrielles de l'UNEDIC portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère de des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (ACEMO) ; elles permettent à l'INSEE d'évaluer l'emploi en fin de trimestre sur le secteur « concurrentiel », c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques hors agriculture, administration, santé, action sociale et éducation ;

– données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source INSEE provenant principalement des enquêtes Emploi en continu, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales, pour couvrir le champ non couvert par l'UNEDIC (secteur public, agriculture, services domestiques) ainsi que les non-salariés.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le Rapport sur les comptes de la Nation, un cadre légèrement différent : celui des branches, alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée

qui est ventilé par branche : le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population active occupée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises ; les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population active occupée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le code d'activité économique principale de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

Depuis 1975, l'enquête sur l'emploi permet de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, trois conditions sont requises :

– être dépourvu d'emploi ;

– être disponible pour travailler ;

– rechercher activement un travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères.

Depuis juillet 2001, l'INSEE a mis en place une nouvelle enquête Emploi qui se substitue à l'enquête annuelle à partir du 1er janvier 2003. Alors que l'enquête Emploi annuelle se déroulait sur un mois, en général en mars, la nouvelle enquête Emploi s'effectue en continu, tout au long de l'année. L'échantillon est renouvelé pour 1/6ème chaque trimestre. L'enquête est réalisée dans les logements dits « ordinaires » c'est-à-dire dans tous les logements hors les communautés : toutes les personnes vivant ne serait-ce qu'une partie du temps dans un tel logement sont interrogées. L'enquête est cependant représentative de l'ensemble de la population résidant en France métropolitaine, communautés comprises : l'hypothèse étant que les personnes vivant exclusivement en communauté ne diffèrent pas, à sexe et à âge donnés, des personnes vivant tout ou partie de leur temps dans un logement ordinaire. Par rapport à l'ancienne enquête, trois autres modifications majeures ont été introduites :

. Le questionnaire a été profondément remanié afin de le rendre plus comparable à celui des enquêtes équivalentes réalisées dans les autres pays européens (enquête sur les forces de travail) ; il a aussi été enrichi, notamment sur les transitions professionnelles infra annuelles, sur l'exercice de plusieurs activités, sur l'accès à la formation continue et sur les horaires de travail.

. Les techniques de collecte ont été modifiées : une partie des enquêtes sont désormais réalisées par téléphone pour limiter les coûts de collecte.

. Les méthodes de codification des diplômes et des professions ont été améliorées.

Ces trois changements majeurs expliquent que la continuité des séries entre ancienne et nouvelle enquêtes Emploi ne soit pas toujours parfaitement assurée. C'est le cas en particulier sur les variables concernant le sous-emploi, l'ancienneté du chômage, ou encore les catégories socioprofessionnelles détaillées. Comme auparavant l'enquête Emploi annuelle, l'enquête Emploi en continu constitue la seule source qui permet de mettre en œuvre la définition du chômage préconisée par le Bureau International du Travail (BIT). Elle permet en outre de faire le lien entre le chômage au sens du BIT et le chômage défini par le recensement des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE).

Les agents de l'État

Depuis 1976, le recensement des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements privés sous contrat est établi à partir d'un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie. La collecte des données est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les informations sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales variables exploitées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socio-professionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats que les agences d'intérim établissent chaque mois sont collectés par l'UNEDIC et par le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité. Depuis le 1er janvier 1995, ils sont centralisés par un centre serveur de l'UNEDIC. L'exploitation statistique est réalisée par le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité. Ce nouveau système d'exploitation permet de prolonger les séries homogènes débutant en 1992. Par ailleurs, il fournit des informations qui n'étaient plus disponibles depuis cette date : répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégorie socio-professionnelle.

L'enquête annuelle d'entreprise dans les services réalisée par l'INSEE renseigne sur l'activité des entreprises de travail temporaire (chiffre d'affaires, nombre de salariés, marges...).

Deux enquêtes fournissent des informations à la fois sur les contrats d'intérim et sur les contrats à durée déterminée :

– l'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de connaître le stock d'intérimaires et de salariés sous contrat à durée déterminée ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe... Depuis juillet 2001, l'INSEE a mis en place une nouvelle enquête Emploi qui se substitue à l'enquête annuelle à partir du 1er janvier 2003. Alors que l'enquête Emploi annuelle se déroulait sur un mois, en général en mars, la nouvelle enquête Emploi s'effectue en continu, tout au long de l'année ;

– les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (enquêtes ACEMO) du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus.

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

• *Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :*

– le remplacement d'un salarié ;

– les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité ;

– les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée, CDI).

• *Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.*

• *Limitation à un seul renouvellement.*

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité ou de l'ANPE ; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère précité.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en oeuvre par le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, mais également celles gérées par les autres administrations (de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3 ○ Définitions

Chômage au sens du BIT

– Parmi les inscrits à l'ANPE répertoriés par le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, l'INSEE ne prend pas en compte ceux ne satisfaisant pas aux critères suivants :

– Être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence).

– Être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne).

– Chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête).

En revanche, sont prises en compte dans le chômage BIT les personnes non inscrites à l'ANPE mais vérifiant les trois critères précédents.

Outre les différences de critère, il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi (vivant dans des ménages collectifs), cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers ANPE.

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée est un contrat de travail nécessairement conclu par écrit. C'est un moyen subsidiaire pour faire exécuter provisoirement un travail précis, dans un certain nombre de cas prévus par le législateur.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche soit d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein (DEFM de catégorie 1) soit d'un emploi à temps partiel (catégorie 2), soit d'un emploi saisonnier ou temporaire (catégorie 3).

En juin 1995, trois nouvelles catégories de DEFM sont créées par éclatement des anciennes catégories 1, 2 et 3. Dans les nouvelles catégories 6, 7 et 8 sont comptabilisées les personnes ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois et précédemment dénombrées dans les catégories 1, 2 et 3.

Des statistiques de flux sont également établies notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :

– l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage ;

– l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers ;

– la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC ;

– la promotion de l'emploi et la création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité ;

– l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés ;

– le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations ;

– le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail comptabilise principalement le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères et leurs établissements publics sous tutelle), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons ou retraite publiques).

– *Effectifs budgétaires* : Lors de son vote annuel du budget, le Parlement pour les agents de l'État ou les instances territoriales (conseil généraux, municipaux...), conseils d'administration des hôpitaux pour les autres fonctions publiques « autorisent » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.

– *Titulaires* : Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

  – catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction ;

  – catégorie B, chargée des fonctions d'application ;

  – catégorie C assure les tâches d'exécution (la catégorie D est en extinction depuis 1992).

– *Non-titulaires* : Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs, ou encore « emplois aidés » tels « les contrats emploi-solidarité ».

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi enregistrées au cours de l'année

Les offres d'emploi enregistrées au cours de l'année sont les offres d'emplois durables (type A), temporaires (type B) ou occasionnels (type C) déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi au cours de l'année.
Les offres d'emploi en fin de mois sont également décomptées : il s'agit des offres qui au dernier jour du mois ne sont pas satisfaites.
Jusqu'en mars 1995, les offres d'emplois étaient classées par catégorie : offres à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1), offres à temps partiel (catégorie 2), offres à durée déterminée (catégorie 3), offres d'emploi de très courte durée (catégorie 4). Le passage des catégories aux types d'offres en avril 1995 a entraîné une rupture de toutes les séries à l'exception de celle des offres enregistrées totales. Les offres enregistrées de type A + B + C correspondent à celles des catégories 1 + 2 + 3 + 4.

Population active

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs « au sens du BIT ». La somme de ces deux populations donne la population active dite « au sens du BIT ». Sa définition s'appuie sur une résolution adoptée en octobre 1982 par le Bureau international du travail (BIT). C'est cette définition de la population active qui sert de référence dans l'enquête sur l'emploi.

Population active occupée

Elle est mesurée par l'enquête Emploi en continu. Elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs à la recherche d'un emploi) et la population totale correspondante.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité et du département de l'« Emploi et des Revenus d'activité » de l'INSEE.

Organismes :

- INSEE.
- Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.

Sites Internet :

- www.insee.fr
- www.travail.gouv.fr

Publications :

INSEE

Économie et statistique

- Dossier spécial « enquête emploi », n° 362, 2003 ;
- « Emploi », « Transferts sociaux », n^{os} 357-358, 2002 ;
- « Projection de la population active en 2050 : l'essoufflement de la croissance des ressources en main-d'œuvre », « Prévoir l'évolution des taux d'activité aux âges élevés : un exercice difficile », « Le vieillissement de la population active : ampleur et incidence », « Évolutions démographiques et marché du travail : des liens complexes parfois contradictoires », n^{os} 355-356, 2002.

INSEE-Résultats, série Société

- « Les effectifs des agents de l'État au 31 décembre 2000 », n° 21, novembre 2003 ;
- « Projection de population active 2003-2050 », n° 13, août 2003.

INSEE-Première

- « L'emploi dans les collectivités locales au 31 décembre 2001 », n° 924, septembre 2003 ;
- « Les agents de l'État au 31 décembre 2001 », n° 922, septembre 2003 ;
- « Enquête sur l'emploi du premier trimestre 2003 », n° 909, juillet 2003.

France, portrait social, Édition 2003-2004.

Recensement général de la population de 1999

- « Tableaux Références et Analyses - Exploitation complémentaire », fascicules régionaux, France et cédérom ;
- « Tableaux Thématiques – Exploitation complémentaire », Population active, fascicule vert et cédérom ;
- « Bases de données locales – Communes...Profils – cédérom France par thème », thème 2 : Activité, thème 3 : Emplois.

Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, DARES

Transparences

- « Durée, réduction et aménagement du temps de travail », mars 2000.

Cahier Travail et emploi.
Revue Travail et emploi.
Premières informations, Premières synthèses.
Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an).
Tableau de bord de la politique de l'emploi (mensuel).
Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments.
Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle.

CEREQ

Formation emploi.

Bref

- « Génération 98. À qui a profité l'embellie économique ? », n° 181, 2001.

La Documentation française

- « La Fonction publique de l'État », Rapport 2002, ministère de la Fonction publique, septembre 2003 ;
- « L'Observatoire de l'emploi public », Rapport 2002 (à paraître).

Autres

Bulletin de liaison de l'UNEDIC.
Quatre pages du Centre d'Études de l'Emploi.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries », et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent (moyennes annuelles)

Source : INSEE (Section Synthèse et Conjoncture de l'Emploi) — *Unité* : Millier

	r 1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Salariés :									
Hommes	10 983,8	10 820,1	10 851,4	10 914,9	11 142,7	11 408,9	11 745,9	11 985,1	11 994,5
Femmes	8 480,0	9 061,4	9 187,4	9 311,8	9 540,0	9 783,7	10 087,8	10 322,5	10 487,3
Ensemble	**19 463,8**	**19 881,5**	**20 038,8**	**20 226,7**	**20 682,7**	**21 192,6**	**21 833,7**	**22 307,6**	**22 481,8**
Non salariés :									
Hommes	1 873,5	1 560,7	1 521,3	1 491,4	1 471,3	1 465,3	1 458,6	1 448,8	1 429,4
Femmes	1 034,8	810,8	778,4	753,8	734,7	725,6	720,4	711,8	715,5
Ensemble	**2 908,3**	**2 371,5**	**2 299,7**	**2 245,2**	**2 206,0**	**2 190,9**	**2 179,0**	**2 160,6**	**2 144,9**
Chômeurs :									
Hommes	945,0	1 342,0	1 456,0	1 489,0	1 404,0	1 329,0	1 141,0	1 049,0	1 162,0
Femmes	1 253,0	1 545,0	1 619,0	1 621,0	1 590,0	1 515,0	1 376,0	1 275,0	1 276,0
Ensemble	**2 198,0**	**2 887,0**	**3 075,0**	**3 110,0**	**2 994,0**	**2 844,0**	**2 517,0**	**2 324,0**	**2 438,0**
Militaires du contingent	251,5	206,1	199,9	170,1	127,8	83,5	51,6	13,2	–
Population active totale :									
Hommes	14 054,0	13 929,0	14 028,0	14 065,0	14 146,0	14 287,0	14 397,0	14 496,0	14 586,0
Femmes	10 768,0	11 417,0	11 584,0	11 686,0	11 864,0	12 025,0	12 184,0	12 309,0	12 478,0
Ensemble	**24 822,0**	**25 346,0**	**25 612,0**	**25 751,0**	**26 010,0**	**26 312,0**	**26 581,0**	**26 805,0**	**27 064,0**

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE

Âge (1)	Recensements						Enquêtes sur l'emploi							
	1982		1990		1999		2000		2001		2002		■ (2) 2003	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
De 15 à 19 ans	23,8	16,7	14,4	9,0	10,9	5,5	11,4	5,9	11,0	6,2	11,6	5,6	10,7	5,5
De 20 à 24 ans	79,1	67,1	67,4	59,8	56,9	48,3	55,5	46,9	56,2	46,9	56,1	47,0	55,8	47,2
De 25 à 29 ans	93,3	71,1	93,5	80,2	91,4	82,3	91,7	79,3	91,9	78,5	91,2	79,5	88,9	77,3
De 30 à 34 ans	96,4	67,1	96,8	76,3	96,2	81,8	95,6	77,9	95,6	78,6	95,6	77,9	95,6	79,7
De 35 à 39 ans	96,8	65,4	97,2	75,6	96,7	81,6	96,3	79,2	96,1	79,6	96,1	79,2	96,0	80,4
De 40 à 44 ans	96,2	62,4	97,1	75,5	96,1	81,7	95,5	80,6	95,6	81,3	95,6	81,8	95,5	85,6
De 45 à 49 ans	94,9	58,7	95,9	71,5	95,0	80,2	94,9	79,3	94,6	79,9	94,6	80,8	94,3	81,9
De 50 à 54 ans	90,8	54,0	91,0	62,7	91,9	74,6	90,8	73,8	90,5	74,2	90,1	74,6	92,0	76,4
De 55 à 59 ans	76,8	44,9	69,7	46,3	70,7	53,2	65,8	52,0	66,9	52,0	69,3	53,3	72,0	58,0
De 60 à 64 ans	39,1	22,5	21,4	16,7	15,5	14,2	15,5	13,5	15,5	13,0	17,3	15,1	20,6	18,0
De 65 à 69 ans	9,5	5,0	5,2	3,3	1,5	0,9	3,7	2,5	3,3	2,3	3,3	2,5	5,4	2,9
De 70 à 74 ans	4,6	2,1	1,6	0,7	(3)	(3)	1,7	0,5	1,4	0,7	1,7	0,6	1,3	0,5
De 75 ans et plus	2,3	1,0	(4)	(4)	(3)	(3)	0,6	0,3	0,8	0,3	0,9	0,4	0,7	0,3
Ensemble	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**62,3**	**48,7**	**61,9**	**48,2**	**61,8**	**48,3**	**61,9**	**48,5**	**61,8**	**48,7**

(1) Âge atteint au cours de l'année.
(2) L'enquête emploi est annuelle entre 2000 et 2002. Sa collecte avait lieu en mars. Depuis le 1er janvier 2003, l'enquête emploi annuelle est remplacée par une enquête emploi trimestrielle. Les données reportées concernent le 1er trimestre 2003. La collecte a eu lieu uniformément sur toutes les semaines du 1er trimestre. Outre le changement de période de référence, le champ de l'enquête emploi trimestrielle inclut les personnes résidant en collectivité, contrairement à l'enquête emploi annuelle. Le questionnaire a aussi été largement remanié. Ces trois changements impliquent que les résultats sur 2003 ne soient pas toujours directement comparables à ceux des années précédentes.
(3) Valeur comprise dans les 65 à 69 ans.
(4) Valeur comprise dans les 70 à 74 ans.

TABLEAU C.01-3

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé (moyennes annuelles)

Unités : Nombre de chômeurs : Millier
Taux de chômage : %

Source : INSEE (section Synthèse et conjoncture de l'emploi)

	r 1995		*r* 1999		*r* 2000		*r* 2001		*p* 2002	
	Nombre de chômeurs	Taux de chômage	Nombre de chômeurs	Taux de chômage	Nombre de chômeurs	Taux de chômage	Nombre de chômeurs	Taux de chômage	Nombre de chômeurs	Taux de chômage
Hommes :										
15 à 24 ans	272	18,9	274	19,5	232	16,2	231	15,7	268	18,1
25 à 49 ans	885	8,7	830	8,2	715	7,1	648	6,5	690	7,0
50 ans et plus	184	7,8	226	8,0	194	6,6	170	5,6	204	6,2
Total	**1 341**	**9,6**	**1 329**	**9,3**	**1 141**	**7,9**	**1 049**	**7,2**	**1 162**	**8,0**
Femmes :										
15 à 24 ans	339	29,3	268	25,1	241	21,8	237	21,1	242	20,9
25 à 49 ans	1 054	12,5	1 040	12,1	940	10,9	857	9,9	838	9,8
50 ans et plus	151	8,1	206	8,9	195	8,0	181	7,1	195	7,0
Total	**1 544**	**13,5**	**1 515**	**12,6**	**1 376**	**11,3**	**1 275**	**10,4**	**1 275**	**10,2**
Ensemble :										
15 à 24 ans	612	23,5	542	21,9	473	18,6	468	18,1	511	19,4
25 à 49 ans	1 939	10,5	1 870	10,0	1 655	8,9	1 505	8,1	1 528	8,3
50 ans et plus	336	8,0	432	8,4	389	7,3	351	6,3	399	6,6
Total	**2 887**	**11,4**	**2 844**	**10,8**	**2 517**	**9,5**	**2 324**	**8,7**	**2 438**	**9,0**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage standardisés dans les Pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE (1)

Sources : Eurostat et OCDE (Principaux indicateurs économiques, août 2003)

En % de la population active civile

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
Pays de l'Union européenne :											
Allemagne	6,6	7,9	8,4	8,2	8,9	9,9	9,3	8,4	7,8	7,8	8,6
Autriche	...	4,0	3,8	3,9	4,4	4,4	4,5	4,0	3,7	3,6	4,3
Belgique	7,1	8,6	9,8	9,7	9,5	9,2	9,3	8,6	6,9	6,7	7,3
Danemark	9,2	10,2	8,2	7,2	6,8	5,6	5,2	4,8	4,4	4,3	4,5
Espagne	18,4	22,7	24,1	22,9	22,2	20,8	18,8	12,8	11,3	10,6	11,3
Finlande	11,6	16,4	16,7	15,2	14,5	12,6	11,4	10,2	9,7	9,1	9,1
France	**10,4**	**11,7**	**12,3**	**11,7**	**12,4**	**12,3**	**11,8**	**10,7**	**9,3**	**8,5**	**8,7**
Grèce	7,9	8,6	8,9	9,2	9,6	9,6	...	11,6	11,0	10,4	10,0
Irlande	15,4	15,6	14,4	12,3	11,7	9,9	7,5	5,6	4,3	3,9	4,4
Italie	8,9	10,2	11,2	11,6	11,7	11,7	11,8	11,3	10,4	9,4	9,0
Luxembourg	2,1	2,6	3,2	2,9	3,0	2,7	2,7	2,4	2,3	2,1	2,8
Pays-Bas	5,6	6,6	7,1	6,9	6,3	5,2	4,0	3,2	2,8	2,4	2,8
Portugal	4,3	5,7	7,0	7,3	7,3	6,8	5,2	4,5	4,1	4,1	5,1
Royaume-Uni	10,0	10,5	9,6	8,7	8,2	7,0	6,3	5,8	5,4	5,0	5,1
Suède	5,6	9,1	9,4	8,8	9,6	9,9	8,3	7,2	5,6	4,9	4,9
Total Union européenne à 15	**9,2**	**10,7**	**11,1**	**10,7**	**10,8**	**10,6**	**9,9**	**8,7**	**7,8**	**7,4**	**7,7**
Autres pays de l'OCDE :											
Canada	11,2	11,4	10,4	9,4	9,6	9,1	8,3	7,6	6,8	7,2	7,7
États-Unis	7,5	6,9	6,1	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2	4,0	4,7	5,8
Japon	2,2	2,5	2,9	3,1	3,4	3,4	4,1	4,7	4,7	5,0	5,4

(1) Les chiffres concernant l'Union européenne sont calculés par Eurostat, ce sont des taux « comparables » pour tous les pays membres. Les chiffres des pays qui ne sont pas du ressort d'Eurostat sont calculés par l'OCDE.

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE (section Synthèse et conjoncture de l'emploi) — *Unité* : Millier

Intitulé du secteur	NES 16	1995			1999			*r* 2000			*p* 2001		
		Emploi total	Emploi salarié		Emploi total	Emploi salarié		Emploi total	Emploi salarié		Emploi total	Emploi salarié	
			Total	*dont* femmes		Total	*dont* femmes		Total	*dont* femmes		Total	*dont* femmes
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	999,2	323,2	83,5	930,8	362,2	84,8	912,5	354,3	86,7	897,1	342,7	83,9
Industries agricoles et alimentaires	EB	613,2	542,9	204,1	634,3	564,3	220,6	644,0	574,2	228,5	649,9	579,8	233,6
Industries des biens de consommation	EC	817,2	768,3	383,8	760,0	714,4	342,3	758,0	712,4	340,2	746,1	700,5	334,1
Industrie automobile	ED	287,6	286,4	46,6	283,3	282,1	43,8	294,5	293,3	46,1	297,8	296,6	47,0
Industries des biens d'équipement	EE	837,1	813,6	158,3	837,0	816,1	155,7	855,6	834,7	160,5	856,2	835,2	162,3
Industries des biens intermédiaires	EF	1 516,5	1 478,8	372,3	1 484,1	1 453,0	360,1	1 522,5	1 491,4	373,9	1 512,2	1 481,0	370,6
Énergie	EG	261,9	261,1	50,8	245,2	244,3	47,8	248,0	247,0	50,0	245,6	244,7	50,5
Construction	EH	1 406,4	1 184,0	104,5	1 386,9	1 180,4	104,8	1 436,9	1 231,0	110,4	1 467,1	1 255,3	116,0
Commerce	EJ	2 977,6	2 579,6	1 181,6	3 161,1	2 800,2	1 296,1	3 238,8	2 881,7	1 344,2	3 312,0	2 958,5	1 394,9
Transports	EK	960,3	901,0	190,9	1 047,3	991,6	207,8	1 093,0	1 038,2	221,4	1 115,8	1 062,1	228,6
Activités financières	EL	698,9	669,1	367,1	697,0	665,9	372,0	703,7	673,1	377,9	725,4	695,4	393,2
Activités immobilières	EM	293,0	263,9	153,5	296,4	268,2	157,8	288,2	260,6	155,6	291,1	263,9	158,3
Services aux entreprises	EN	2 442,6	2 274,5	995,1	3 015,1	2 829,4	1 216,3	3 274,3	3 091,9	1 320,2	3 332,2	3 153,2	1 356,5
Services aux particuliers	EP	1 727,2	1 443,7	936,9	2 017,8	1 731,1	1 122,5	2 062,0	1 780,4	1 169,3	2 097,9	1 821,3	1 198,4
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 980,7	3 702,6	2 659,8	4 147,1	3 855,5	2 786,2	4 182,7	3 896,2	2 814,7	4 234,4	3 953,1	2 821,6
Administration	ER	2 454,6	2 447,1	1 224,1	2 663,0	2 653,2	1 348,7	2 712,3	2 702,7	1 388,5	2 717,7	2 708,2	1 391,6
Total	**TT**	**22 274,0**	**19 939,7**	**9 112,8**	**23 606,4**	**21 411,7**	**9 867,2**	**24 227,1**	**22 063,0**	**10 188,0**	**24 498,5**	**22 351,5**	**10 341,0**

TABLEAU C.01-6

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement, au 31 décembre

Source : UNEDIC — %

Taille de l'établissement	1995	1996	1997	1998	1999	2000	*r* 2001	*p* 2002
Ensemble								
1 à 9 salariés	26,0	26,2	26,1	25,9	25,5	24,6	24,4	24,4
10 à 49 salariés	28,9	28,9	28,7	28,7	28,4	28,2	28,5	28,5
50 à 199 salariés	22,6	22,6	22,4	22,2	22,3	22,8	23,2	23,3
200 à 499 salariés	11,6	11,5	11,8	12,0	12,4	12,7	12,8	12,8
500 salariés et plus	11,0	10,8	11,0	11,2	11,5	11,7	11,1	11,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13 746,1**	**13 772,3**	**14 025,6**	**14 361,1**	**14 882,8**	**15 466,1**	**15 744,4**	**15 851,1**
dont :								
Industrie								
1 à 9 salariés	11,6	11,8	11,9	11,8	11,7	11,3	11,2	11,4
10 à 49 salariés	23,3	23,3	23,4	23,4	23,1	22,8	22,7	22,8
50 à 199 salariés	25,1	25,2	25,0	24,9	24,9	25,1	24,9	25,0
200 à 499 salariés	17,8	17,6	17,5	17,7	17,7	17,8	18,1	18,2
500 salariés et plus	22,3	22,1	22,3	22,2	22,6	23,0	23,1	22,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**3 868,0**	**3 796,6**	**3 786,3**	**3 790,7**	**3 796,8**	**3 867,7**	**3 863,3**	**3 766,8**
Bâtiment, génie civil et agricole								
1 à 9 salariés	34,3	35,6	36,6	37,0	37,2	36,8	36,6	36,5
10 à 49 salariés	37,1	37,1	37,7	38,1	38,4	38,6	38,7	39,0
50 à 199 salariés	19,0	18,5	17,6	17,4	17,4	18,0	18,1	18,3
200 à 499 salariés	6,0	5,5	5,2	5,0	4,9	4,7	4,5	4,5
500 salariés et plus	3,7	3,3	2,9	2,5	2,1	1,9	2,1	1,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**1 173,9**	**1 130,5**	**1 117,6**	**1 127,5**	**1 167,0**	**1 220,4**	**1 248,0**	**1 252,9**
Tertiaire								
1 à 9 salariés	31,2	31,1	30,7	30,2	29,3	28,1	27,8	27,5
10 à 49 salariés	30,3	30,3	29,9	29,7	29,2	29,0	29,3	29,3
50 à 199 salariés	22,0	22,0	21,9	21,7	21,8	22,6	23,1	23,3
200 à 499 salariés	9,6	9,7	10,3	10,6	11,3	11,7	11,9	11,9
500 salariés et plus	6,9	6,9	7,4	7,8	8,4	8,6	7,9	8,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**8 693,4**	**8 834,4**	**9 111,6**	**9 432,8**	**9 908,8**	**10 378,1**	**10 633,1**	**10 831,4**

TABLEAU C.01-7A

Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi du premier trimestre) — *Unité* : Millier

	Non salariés						Salariés					
	p 2002			2003			*p* 2002			2003		
	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%
Hommes												
Agriculture, sylviculture et pêche	541	34	6,3	550	35	6,4	205	14	6,8	211	18	8,5
Industries agricoles et alimentaires	40	–	–	37	1	2,7	305	5	1,6	342	7	2,0
Industries des biens de consommation	41	2	4,9	38	1	2,6	311	13	4,2	349	8	2,3
Industrie automobile	1	–	–	3	–	–	206	1	0,5	261	3	1,1
Industries des biens d'équipement	33	2	6,1	35	–	–	569	12	2,1	623	8	1,3
Industries des biens intermédiaires	33	2	6,1	39	1	2,6	1 007	15	1,5	1 109	28	2,5
Énergie	1	–	–	–	–	–	163	4	2,5	179	4	2,2
Construction	250	4	1,6	298	6	2,0	1 021	18	1,8	1 114	16	1,4
Commerce	306	9	2,9	312	15	4,8	1 302	56	4,3	1 398	69	4,9
Transports	51	2	3,9	45	1	2,2	748	22	2,9	776	28	3,6
Activités financières	16	–	–	11	–	–	271	10	3,7	314	12	3,8
Activités immobilières	21	1	4,8	26	1	3,8	88	6	6,8	108	10	9,3
Services aux entreprises	163	5	3,1	171	9	5,3	1 437	77	5,4	1 657	86	5,2
Services aux particuliers	142	8	5,6	149	11	7,4	592	89	15,0	630	113	17,9
Éducation, santé, action sociale	123	7	5,7	168	8	4,8	951	110	11,6	1 047	139	13,3
Administration	1	–	–	1	–	–	1 112	64	5,8	1 244	78	6,3
Activité indéterminée	151	14	9,3	5	1	20,0	1 236	105	8,5	68	7	10,3
Total	**1 914**	**91**	**4,8**	**1 889**	**90**	**4,8**	**11 523**	**622**	**5,4**	**11 429**	**633**	**5,5**
Femmes												
Agriculture, sylviculture et pêche	241	60	24,9	245	48	19,6	68	24	35,3	77	22	28,6
Industries agricoles et alimentaires	14	2	14,3	23	2	8,7	208	49	23,6	222	41	18,5
Industries des biens de consommation	21	4	19,0	19	2	10,5	285	40	14,0	285	43	15,1
Industrie automobile	–	–	–	–	–	–	39	5	12,8	59	6	10,2
Industries des biens d'équipement	4	–	–	4	2	50,0	149	19	12,8	151	14	9,3
Industries des biens intermédiaires	5	4	80,0	13	3	23,1	326	42	12,9	346	42	12,1
Énergie	1	–	–	–	–	–	38	7	18,4	51	18	35,3
Construction	22	12	54,5	41	23	56,1	102	33	32,4	106	40	37,7
Commerce	175	23	13,1	170	24	14,1	1 160	403	34,7	1 313	426	32,4
Transports	12	6	50,0	7	2	28,6	231	53	22,9	246	47	19,1
Activités financières	6	1	16,7	3	–	–	331	60	18,1	370	68	18,4
Activités immobilières	13	2	15,4	11	3	27,3	134	37	27,6	151	46	30,5
Services aux entreprises	55	14	25,5	62	14	22,6	1 056	298	28,2	1 225	335	27,3
Services aux particuliers	150	19	12,7	150	28	18,7	1 030	575	55,8	1 068	554	51,9
Éducation, santé, action sociale	105	24	22,9	145	32	22,1	2 617	769	29,4	3 098	958	30,9
Administration	–	–	–	3	–	–	1 178	396	33,6	1 339	440	32,9
Activité indéterminée	63	20	31,7	3	–	–	1 043	314	30,1	63	21	33,3
Total	**887**	**191**	**21,5**	**899**	**186**	**20,7**	**9 994**	**3 124**	**31,3**	**10 170**	**3 122**	**30,7**
Ensemble												
Agriculture, sylviculture et pêche	782	94	12,0	795	84	10,6	273	38	13,9	288	40	13,9
Industries agricoles et alimentaires	55	2	3,6	61	3	4,9	513	54	10,5	564	48	8,5
Industries des biens de consommation	62	6	9,7	57	4	7,0	596	53	8,9	634	51	8,0
Industrie automobile	1	–	–	3	–	–	245	7	2,9	320	8	2,5
Industries des biens d'équipement	37	2	5,4	39	2	5,1	718	31	4,3	774	22	2,8
Industries des biens intermédiaires	38	6	15,8	52	5	9,6	1 333	57	4,3	1 455	70	4,8
Énergie	2	–	–	–	–	–	200	11	5,5	231	22	9,5
Construction	273	16	5,9	339	29	8,6	1 123	52	4,6	1 221	56	4,6
Commerce	482	32	6,6	482	39	8,1	2 461	459	18,7	2 711	495	18,3
Transports	63	8	12,7	52	3	5,8	979	75	7,7	1 022	76	7,4
Activités financières	22	1	4,5	15	–	–	602	70	11,6	684	80	11,7
Activités immobilières	34	3	8,8	37	5	13,5	222	42	18,9	258	56	21,7
Services aux entreprises	218	20	9,2	233	23	9,9	2 493	376	15,1	2 882	421	14,6
Services aux particuliers	293	27	9,2	299	39	13,0	1 623	664	40,9	1 698	667	39,3
Éducation, santé, action sociale	228	31	13,6	313	40	12,8	3 568	879	24,6	4 144	1 097	26,5
Administration	1	–	–	4	–	–	2 290	460	20,1	2 583	519	20,1
Activité indéterminée	214	35	16,4	8	1	12,5	2 278	418	18,3	130	28	21,5
Total	**2 801**	**281**	**10,0**	**2 788**	**276**	**9,9**	**21 517**	**3 746**	**17,4**	**21 599**	**3 755**	**17,4**

TABLEAU C.01-7B

Actifs occupés à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi du premier trimestre) *Unité* : Millier

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	p 2002		2003		*p* 2002		2003		*p* 2002		2003	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	57	3,1	54	3,0	111	16,3	112	16,5	168	6,7	167	6,7
Aides familiaux	34	48,6	36	48,0	80	39,2	73	32,9	114	41,5	109	36,7
Salariés des services domestiques	21	14,0	23	17,3	377	69,6	352	68,6	399	57,7	375	58,0
Autres salariés du secteur privé	452	5,0	445	4,9	1 887	29,6	1 896	29,1	2 339	15,1	2 342	15,0
Salariés de l'État	51	7,2	51	6,9	342	28,3	363	27,5	393	20,4	414	20,1
Salariés des collectivités locales	55	3,9	75	5,7	438	25,5	435	26,2	493	15,7	510	17,1
Stagiaires et contrats aidés	43	30,7	38	30,4	79	50,3	76	48,1	122	41,1	115	40,6
Total	**713**	**5,3**	**723**	**5,4**	**3 314**	**30,5**	**3 308**	**29,9**	**4 028**	**16,6**	**4 031**	**16,5**

TABLEAU C.01-8

Intérim et contrats à durée déterminée

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi du premier trimestre) — *Unité* : Millier

	p 2002			2003		
	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés
Par sexe et âge						
Hommes : Moins de 25 ans	101	179	1 045	94	172	1 032
25 à 39 ans	145	298	4 818	134	288	4 748
40 ans et plus	67	125	5 661	63	141	5 650
Total	**314**	**602**	**11 523**	**291**	**600**	**11 429**
Femmes : Moins de 25 ans	37	215	732	33	214	775
25 à 39 ans	62	466	4 105	67	418	4 034
40 ans et plus	30	266	5 156	36	323	5 361
Total	**129**	**947**	**9 994**	**136**	**955**	**10 170**
Ensemble : Moins de 25 ans	138	394	1 777	128	385	1 807
25 à 39 ans	207	764	8 923	201	705	8 782
40 ans et plus	98	391	10 817	99	463	11 011
Total	**443**	**1 549**	**21 517**	**428**	**1 554**	**21 599**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée						
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	18	200	4 451	30	257	4 932
Employés	15	111	1 614	3	112	1 565
Ouvriers	268	247	4 906	257	230	4 912
Catégorie sociale indéterminée	12	44	553	1	1	21
Total	**314**	**602**	**11 523**	**291**	**600**	**11 429**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	17	268	3 342	18	295	3 686
Employés	46	514	5 162	54	544	5 358
Ouvriers	60	104	1 094	64	113	1 102
Catégorie sociale indéterminée	7	61	396	–	5	24
Total	**129**	**947**	**9 994**	**136**	**957**	**10 170**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	36	468	7 793	48	552	8 617
Employés	61	625	6 776	57	656	6 923
Ouvriers	328	351	6 000	322	342	6 014
Catégorie sociale indéterminée	19	105	948	1	6	45
Total	**443**	**1 549**	**21 517**	**428**	**1 557**	**21 599**

TABLEAU C.01-9

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés, au 31 décembre

Source : UNEDIC

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	*r* 2001	*p* 2002
Nombre d'établissements	4 723	4 859	5 171	5 403	5 875	6 539	7 490	7 926
Effectifs salariés (1) en milliers :								
Hommes	207,3	207,4	284,4	302,4	393,8	445,3	390,3	431,9
Femmes	84,2	81,8	115,7	126,6	179,1	222,0	220,1	222,8
Ensemble	**291,5**	**289,2**	**400,1**	**429,0**	**572,9**	**667,4**	**610,4**	**654,7**

(1) Comprend le personnel intèrimaire et celui des agences de travail temporaire.

TABLEAU C.01-10

Indicateurs du marché du travail (moyennes annuelles)

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, INSEE (section Synthèse et conjoncture de l'emploi) et UNEDIC — *Unité* : Millier

	1995	1998	1999	2000	*r* 2001	*p* 2002
Chômage BIT :						
Hommes	1 342,1	1 403,9	1 329,2	1 140,7 *r*	1 049,1	1 161,7
Femmes	1 544,8	1 589,5	1 515,1 *r*	1 375,9 *r*	1 274,9	1 275,5
Total	**2 886,9**	**2 993,4**	**2 844,3 *r***	**2 516,6 *r***	**2 324,0**	**2 437,2**
Demandes d'emploi en fin de mois (1) :						
Hommes	1 600,6	1 715,7	1 616,6	1 367,0 *r*	1 240,6	1 343,2
Femmes	1 650,3	1 751,6	1 673,3	1 466,1	1 315,1	1 314,7
Total	**3 250,9**	**3 467,3**	**3 289,9**	**2 833,1 *r***	**2 555,7**	**2 657,9**
Bénéficiaires des aides :						
Allocation unique dégressive	1 756,9	1 783,3	1 783,1	1 664,1	1 708,9	1 951,8
Allocation d'insertion	19,0	19,5	23,4	29,9	34,6	39,9
Allocation de solidarité spécifique	471,5	484,0	485,2	450,0	405,2	379,9
Total des demandeurs d'emploi indemnisés	**2 247,4**	**2 286,8**	**2 291,7**	**2 144,0**	**2 148,7**	**2 371,6**
Bénéficiaires des aides :						
Garanties de ressources	6,1	0,9	0,1	–	–	–
Allocation spéciale du FNE	164,3	99,4	81,7	65,7	46,6	36,7
Allocation spécifique de conversion	54,3	46,5	42,0	33,7	10,3	0,3
Ancienneté moyenne du chômage (en mois) (2)	14,6	16,0	14,9	15,9	14,5	12,8
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (2)	39,5	41,2	38,2	40,1	35,3	31,7
Chômage partiel indemnisé :						
Effectifs concernés	158,6	66,9	67,5	22,2	40,6	40,6
Journées indemnisables	802,1	333,3	344,3	123,7	207,7	230,5
Offres d'emploi de types A + B + C enregistrées au cours de l'année	2 012,6	2 716,6	2 962,7	3 156,6	3 028,9	2 946,3
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	4 250,3	4 184,7	4 083,8	3 906,5	4 104,1	4 365,3
dont : Demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	329,2	251,3	228,3	196,7	204,0	253,0
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année (3)	...	4 117,0	4 170,5	4 177,6	3 903,9	4 086,6
dont : Reprises d'emploi	...	1 330,8	1 268,7	1 233,5	1 048,4	1 032,0
Autres motifs de sortie	...	1 961,8	2 069,1	2 170,9	2 175,5	2 306,0

(1) Il s'agit des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) de l'ancienne catégorie 1 (nouvelles catégories 1 et 6 depuis juin 1995).
(2) D'après l'enquête sur l'emploi de l'INSEE.
(3) Suite aux grèves postales de décembre 1995, les flux de sorties ne sont pas disponibles pour les mois de novembre et décembre 1995.

TABLEAU C.01-11

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat, et de « La Poste », par statut, au 31 décembre 2002 (résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires		Autres personnels (1)		Ensemble		
	Total	*dont* militaires	**Total**	*dont* ouvriers d'État	**Total**	mi-temps ou plus	moins de mi-temps
1. État :							
11. Ministères civils :							
Métropole	**1 622 888**	344	**202 361**	12 011	**1 825 249**	246 286	20 054
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 696 400**	761	**221 772**	12 330	**1 918 172**	252 057	21 088
12. Ministère de la Défense							
Métropole, DOM-TOM, étranger (2)	**364 158**	320 634	**53 826**	45 686	**417 984**	9 005	516
Tous ministères :							
Métropole	**1 971 163**	305 845	**254 539**	57 213	**2 225 702**	255 248	20 560
Métropole, DOM-TOM, étranger	**2 060 558**	321 395	**275 598**	58 016	**2 336 156**	261 062	21 064
2. Établissements publics nationaux (3) :							
Métropole	**77 515**	76	**251 412**	1 619	**328 927**	88 534	26 910
Métropole, DOM-TOM, étranger	**86 499**	92	**267 052**	1 621	**353 551**	93 034	27 901
3. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :							
Métropole	**1 234**	–	**146 096**	–	**147 330**	26 918	4 235
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 581**	–	**150 772**	–	**152 353**	27 252	4 305
4. La Poste (4) :							
Métropole	**223 031**	–	**67 007**	–	**290 038**	49 579	7 656
Métropole, DOM-TOM, étranger	**227 239**	–	**68 281**	–	**295 520**	50 346	7 755
Ensemble :							
Métropole	**2 272 943**	305 921	**719 054**	58 833	**2 991 997**	420 279	59 361
DOM-TOM	**81 733**	10 245	**27 979**	804	**109 712**	9 859	1 431
Étranger	**21 201**	5 321	**14 670**	–	**35 871**	1 556	773
Total	**2 375 877**	**321 487**	**761 703**	**59 637**	**3 137 580**	**431 694**	**61 565**

(1) Y compris contrats emploi-solidarité et emplois jeunes (aides éducateurs, adjoints de sécurité, agents de justice).
(2) En 2000 la Défense a absorbé les Anciens Combattants.
(3) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, INA et huit établissements divers.
(4) La Poste est le seul « exploitant public » depuis qu'en 1996 France Télécom est devenue une société anonyme ; effectifs 2000.

TABLEAU C.01-12

Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut, au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière				Ensemble			
	1999	2000	*r* 2001	*p* 2002	1999	2000	*r* 2001	*p* 2002
Éducation nationale : enseignement scolaire	942 776	951 042	961 533	972 927	1 034 844	1 047 267	1 061 540	1 071 851
Éducation nationale : enseignement supérieur	117 436	119 514	120 489	120 958	133 893	136 143	148 121	149 332
Jeunesse et Sports (1)	6 412	6 484	6 437	6 470	8 262	8 095	7 750	7 550
Total	**1 066 624**	**1 077 040**	**1 088 459**	**1 100 355**	**1 176 999**	**1 191 505**	**1 217 411**	**1 228 733**
dont : Enseignements 1er degré (2)	321 345	325 222	328 239	329 997	322 209	326 175	329 348	331 209
Enseignements 2ème degré (2)	549 947	552 748	556 309	560 331	632 911	639 929	647 232	651 220
Enseignements supérieurs (2)	112 310	114 204	115 029	115 400	128 439	130 462	132 153	132 786
Économie, Finances et Industrie	187 769	186 914	187 515	186 712	199 053	196 940	195 839	195 401
dont : Services extérieurs du Trésor	58 980	59 011	59 047	59 069	60 918	60 892	60 821	60 875
Services extérieurs des Impôts	83 501	82 820	83 171	82 322	87 604	86 088	85 369	84 704
Services extérieurs des Douanes	20 091	19 821	19 730	19 760	21 139	20 637	20 290	20 287
INSEE	7 018	6 948	6 972	6 973	7 528	7 433	7 521	7 528
Industrie, commerce	3 685	3 832	3 937	4 124	4 126	4 284	4 437	4 607
Intérieur et DOM-TOM	164 916	163 264	162 198	167 142	183 696	184 073	182 972	186 695
dont : Services des préfectures	29 630	29 322	29 142	29 472	32 534	32 253	31 160	32 265
Police nationale	126 594	126 202	126 076	130 702	141 155	142 746	143 538	146 019
Services divers intérieur	3 668	2 711	2 652	2 644	4 293	3 358	3 309	3 305
DOM-TOM	3 033	3 052	1 805	1 822	3 504	3 525	2 230	2 337
Équipement, Transports, Tourisme	96 892	96 932	96 433	97 806	115 929	115 536	113 476	114 557
dont : Équipement et Logement	85 514	85 426	86 027	87 732	102 563	101 986	101 205	102 647
Transports, Mer	11 365	11 493	10 406	10 074	13 247	13 437	12 271	11 910
Justice	61 252	62 233	63 084	64 507	63 950	66 146	67 387	69 245
dont : Services judiciaires	25 992	26 483	26 591	26 841	27 264	28 353	28 568	29 085
Services pénitentiaires	25 172	25 335	25 552	26 381	25 712	26 134	26 502	27 354
Protection judiciaire de la jeunesse	6 144	6 399	6 831	7 062	6 502	7 099	7 626	7 950
Agriculture	29 655	29 555	30 126	31 644	35 501	35 302	37 269	38 102
dont : Services déconcentrés	13 523	12 941	13 381	14 190	16 221	15 590	16 959	17 449
Enseignement agricole	14 390	14 829	14 933	15 543	17 224	17 636	18 195	18 446
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	22 940	23 411	23 315	23 961	29 252	29 771	27 032	27 808
dont : Services déconcentrés, Santé, Action sociale	11 703	11 917	11 722	12 048	15 648	15 828	13 066	13 540
Services déconcentrés Travail-Emploi	8 649	8 812	8 701	8 911	10 148	10 322	10 045	10 241
Affaires étrangères, coopération	10 267	10 055	10 092	9 992	19 594	19 040	17 998	18 585
Culture	12 212	12 525	12 608	12 836	14 654	14 643	14 618	14 781
Recherche (3)	20	27	///	///	9 062	9 243	///	///
Anciens combattants (4)	1 949	///	///	///	2 278	///	///	///
Services du Premier ministre	1 367	1 321	1 347	1 445	3 007	2 898	3 043	3 177
Total ministères civils (5)	**1 655 863**	**1 663 277**	**1 675 177**	**1 696 400**	**1 852 975**	**1 865 097**	**1 877 045**	**1 897 084**
Défense (6)	351 381	353 393	361 793	364 158	409 050	412 109	414 751	417 468
Tous ministères	**2 007 244**	**2 016 670**	**2 036 970**	**2 060 558**	**2 262 025**	**2 277 206**	**2 291 796**	**2 314 552**

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) Hors formation des personnels du ministère, formation permanente, formation des adultes et bibliothèques universitaires.
(3) La recherche a été rattachée au ministère de la Jeunesse, de l'Éducation Nationale et de la Recherche.
(4) Les Anciens combattants ont été rattachés au ministère de la Défense en 2000.
(5) Le total de l'ensemble ne peut être comparé strictement avec celui du tableau C01-11, le champ, étant différent , les titulaires n'ayant pas le droit statutairement de travailler à moins de mi-temps.
(6) Résultats provisoires au-delà de 2000.

TABLEAU C.01-13

Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire A, B, C et sexe (1)

Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensement des agents de l'Etat)

	Ensemble			Hommes			Femmes		
	2000	*r* 2001	*p* 2002	2000	*r* 2001	*p* 2002	2000	*r* 2001	*p* 2002
Tous agents	**2 277 206**	**2 291 796**	**2 314 552**	**1 163 592**	**1 162 997**	**1 169 685**	**1 113 614**	**1 128 799**	**1 144 867**
A	951 289	987 239	1 021 855	446 308	452 605	459 988	504 981	534 634	561 867
B	619 534	590 497	572 927	338 065	322 571	318 797	281 469	267 926	254 130
C	682 674	690 836	697 239	366 551	375 975	380 273	316 123	314 861	316 966
***dont* : Personnels enseignants (2)**	**986 361**	**1 003 613**	**1 013 724**	**377 097**	**381 931**	**383 379**	**609 264**	**621 682**	**630 345**
A	766 022	804 231	836 179	318 217	327 805	334 621	447 805	476 426	501 558
B	220 339	199 367	177 528	58 880	54 117	48 746	161 459	145 250	128 782
***dont* : Personnels non enseignants**	**1 290 845**	**1 288 183**	**1 300 828**	**786 495**	**781 066**	**786 306**	**504 350**	**507 117**	**514 522**
A	185 267	183 008	185 676	128 091	124 800	125 367	57 176	58 208	60 309
B	399 195	391 130	395 399	279 185	268 454	270 051	120 010	122 676	125 348
C	682 674	690 835	697 238	366 551	375 975	380 273	316 123	314 860	316 695
***dont* : Titulaires civils**	**1 696 450**	**1 715 573**	**1 739 163**	**727 853**	**733 705**	**741 146**	**968 597**	**981 868**	**998 017**
A	837 957	871 106	905 782	367 092	373 521	381 067	470 865	497 585	524 715
B	336 108	320 010	302 863	113 420	110 459	106 692	222 688	209 551	196 171
C	522 383	523 841	530 518	247 339	249 187	253 387	275 044	274 654	277 131
***dont* : Militaires**	**321 467**	**321 397**	**321 395**	**295 089**	**292 133**	**292 130**	**26 378**	**29 264**	**29 265**
Officiers	43 786	41 751	41 744	41 579	39 261	39 253	2 207	2 490	2 491
Sous-officiers	210 256	198 635	198 640	191 919	180 623	180 628	18 337	18 012	18 012
Hommes du rang	66 177	81 011	81 011	60 476	72 249	72 249	5 701	8 762	8 762

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...).

TABLEAU C.01-14

Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle (1)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) %

	2000			2001			2002			■ (2) 2003			Structure de la population active (2) 2003		
	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**
Agriculteurs exploitants	0,3	0,5	**0,4**	0,3	1,5	**0,7**	0,1	3,0	**2,0**	0,1	0,8	**0,3**	3,7	2,0	**2,9**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	4,0	4,6	**4,2**	3,2	4,1	**3,5**	2,8	4,7	**3,4**	3,8	5,7	**4,4**	7,2	3,6	**5,6**
Cadres (3) et professions intermédiaires	4,6	5,1	**4,8**	3,5	4,8	**4,1**	4,5	5,1	**4,7**	4,2	4,8	**4,4**	37,6	33,0	**35,5**
Cadres (3)	3,5	4,1	**3,7**	3,0	3,4	**3,1**	4,0	3,5	**3,8**	3,3	5,0	**3,9**	16,3	10,2	**13,5**
Professions intermédiaires	5,4	5,6	**5,5**	4,0	5,5	**4,7**	4,9	5,9	**5,4**	4,9	4,7	**4,8**	21,3	22,8	**22,0**
Employés	10,8	12,9	**12,4**	9,1	11,7	**11,0**	9,8	10,7	**10,5**	9,2	9,3	**9,3**	11,8	47,4	**28,2**
Employés administratifs y.c. fonction publique	8,8	10,6	**10,1**	8,2	9,8	**9,4**	9,1	9,1	**9,1**	6,9	8,5	**8,1**	8,7	28,7	**17,9**
Employés du commerce et des services	16,4	16,7	**16,6**	11,7	14,6	**14,1**	12,0	13,2	**13,0**	15,5	10,4	**11,3**	3,1	18,7	**10,3**
Ouvriers (4)	10,8	18,5	**12,4**	9,4	16,5	**10,9**	10,2	16,0	**11,4**	9,6	17,8	**11,2**	37,2	10,8	**25,0**
Ouvriers qualifiés	7,4	16,5	**8,5**	6,4	14,0	**7,3**	7,0	13,2	**7,7**	6,9	14,3	**7,7**	26,0	3,8	**15,7**
Ouvriers non qualifiés	19,0	19,2	**19,1**	16,8	17,6	**17,1**	18,4	17,0	**17,9**	16,6	19,1	**17,5**	9,8	6,4	**8,3**
Total (5)	**8,5**	**11,9**	**10,0**	**7,1**	**10,7**	**8,8**	**7,9**	**10,1**	**8,9**	**8,8**	**11,2**	**9,9**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la catégorie.
(2) L'enquête emploi est annuelle entre 2000 et 2002. Sa collecte avait lieu en mars. Depuis le 1er janvier 2003, l'enquête emploi annuelle est remplacée par une enquête emploi trimestrielle. Les données reportées concernent le 1er trimestre 2003. La collecte a eu lieu uniformément sur toutes les semaines du 1er trimestre. Outre le changement de période de référence, le champ de l'enquête emploi trimestrielle inclut les personnes résidant en collectivité, contrairement à l'enquête emploi annuelle. Le questionnaire a aussi été largement remanié. Ces trois changements impliquent que les résultats sur 2003 ne soient pas toujours directement comparables à ceux des années précédentes.
(3) La catégorie « cadres » comprend ici les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et artistiques, les cadres d'entreprises.
(4) Les ouvriers agricoles sont inclus dans l'ensemble des ouvriers mais ne sont pas répartis entre ouvriers qualifiés et non qualifiés.
(5) Outre les catégories présentées dans ce tableau, la ligne total inclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé.

TABLEAU C.01-15

La dépense pour l'emploi

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DARES), comptes de l'emploi — *Unité* : Million d'euros

	1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* (1) 2000	■ *p* 2001
Dépenses passives :						
Indemnisation du chômage	17 159,5	19 415,3	20 181,1	20 853,4	20 675,2	21 913,1
Incitation au retrait d'activité	4 320,5	4 445,9	4 320,8	4 075,7	3 860,5	3 512,1
Dépenses actives :						
Formation professionnelle	12 422,0	12 677,2	12 765,4	12 891,5	12 656,7	12 808,2
Promotion de l'emploi et création d'emploi	6 226,1	7 662,7	7 850,6	9 209,1	9 471,2	9 913,6
Exonérations non compensées	1 599,8	1 615,5	1 711,5	1 802,8	1 707,5	1 553,4
Maintien de l'emploi	723,5	584,0	561,5	497,5	499,0	550,1
Incitation à l'activité	835,2	926,5	936,8	968,0	980,5	1 029,9
Fonctionnement du marché du travail	836,1	899,8	911,8	1 033,4	1 161,1	1 162,8
Total de la dépense pour l'emploi	**44 122,7**	**48 226,8**	**49 239,5**	**51 331,4**	**51 011,8**	**52 443,2**
En % du PIB	**3,73**	**3,85**	**3,77**	**3,79**	**3,59**	**3,55**
Réductions dégressives bas salaires (entreprises à 39 h.)	3 150,1	7 122,3	7 207,2	5 989,8	5 274,7 *e*	5 116,1
ARTT (2) (Loi Robien, 11 juin 1996)	///	191,5	548,1	638,0	554,1	505,6
Loi Aubry 1 (13 juin 1998, 35 h.)	///	///	27,2	366,1	2 151,7 *e*	2 485,4
Loi Aubry 2 (19 janvier 2000, ristourne 35 h.)	///	///	///	///	3 674,0 *e*	6 371,0
Total de la dépense pour l'emploi + baisses charges bas salaires + ARTT	**47 272,8**	**55 540,6**	**57 022,1**	**58 325,4**	**62 666,4**	**66 921,4**
En % du PIB	**4,00**	**4,44**	**4,37**	**4,30**	**4,41**	**4,54**

(1) Rupture de série pour les allègements généraux : les dépenses sont présentées en "encaissements/décaissements" (dépenses au cours de l'année) jusqu'en 2000 ; en "droits constatés" (dépenses au titre de l'année) en 2001, source FOREC.
(2) Aménagement de la réduction du temps de travail.

TABLEAU C.01-16

Effectifs de la fonction publique territoriale - France entière

Source : INSEE (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	r 1995	1997	1998	*r* 1999	2000	2001
1. Organismes départementaux et régionaux (1)	215 260	225 906	233 873	245 762	262 193	275 038
Régions	8 134	9 087	9 733	10 492	10 955	11 596
Départements	159 344	163 861	168 488	172 487	176 871	181 127
Établissements publics	47 782	52 958	55 652	62 783	74 367	82 315
2. Organismes communaux et intercommunaux (2)	1 210 061	1 230 711	1 255 401	1 273 410	1 313 891	1 324 300
Communes	1 002 476	1 014 924	1 032 655	1 045 214	1 075 056	1 076 863
Organismes communaux	98 920	99 368	100 121	100 829	103 921	104 675
Organismes intercommunaux	108 665	116 419	122 625	127 367	134 914	142 762
3. Organismes privés d'action locale (à financement public prédominant) (3)	106 242	109 246	110 542	110 050	...	...
4. Établissements publics administratifs divers (4)	29 795	28 073	27 963	27 694	28 094	26 558
dont : Office d'HLM	23 678	22 133	22 061	21 850	22 258	21 090
5. Établissements publics, industriels et commerciaux (5)	32 244	34 668	36 007	36 629	37 892	39 841
dont : Offices publics d'aménagement et de construction	19 740	21 492	21 737	22 091	22 776	24 055
Total : collectivités locales (1 à 5)	**1 593 602**	**1 628 604**	**1 663 786**	**1 583 495**	**1 642 070**	**1 665 737**
***dont* : Métropole**	**1 528 174**	**1 562 851**	**1 595 925**	**1 517 649**	**1 573 336**	**1 596 815**
Emplois principaux	**1 494 643**	**1 525 701**	**1 565 988**	**1 511 701**	**1 567 317**	**1 592 683**
Titulaires	**945 629**	**984 298**	**1 011 280**	**1 031 983**	**1 067 461**	**1 100 255**
Non titulaires	**440 432**	**442 856**	**441 042**	**349 318**	**354 929**	**355 549**
Assistantes maternelles à domicile	**60 175**	**58 668**	**58 391**	**57 618**	**57 318**	**56 576**
Contrats « emploi solidarité » (CES)	**147 366 (6)**	**140 075**	**130 821**	**112 172**	**107 554**	**95 248**
Contrats « emplois jeunes »	**...**	**2 707**	**22 252**	**32 404**	**50 675**	**53 602**
Apprentis	**///**	**///**	**///**	**///**	**4 133 (7)**	**4 507**
Effectifs totaux convertis en équivalent temps complet	**1 294 162**	**1 326 608**	**1 362 226**	**1 326 418**	**1 375 847**	**1 407 708**
Administrations publiques locales : 1 à 3 (8)	**1 531 563**	**1 565 863**	**1 599 816**	**1 519 172**	**1 576 084**	**1 599 338**
Fonction publique territoriale : 1, 2, 4 (9)	**1 455 116**	**1 484 690**	**1 517 237**	**1 546 866**	**1 604 178**	**1 625 896**

(1) Non compris les établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales qui sont inclus dans la fonction publique d'État : agences de l'eau, centres de la propriété forestière, etc.
(2) Y compris les syndicats mixtes entre des communes et d'autres collectivités publiques.
(3) Y compris les sociétés d'économie mixte non marchandes (SAFER...).
(4) Offices publics d'HLM, caisses de crédit municipal, associations syndicales autorisées (ASA).
(5) Y compris régies dotées de la personnalité morale et à partir de 1999, non compris les organismes privés d'action locale.
(6) Ce chiffre regroupe les contrats "emploi solidarité" et "emplois jeunes".
(7) Les apprentis sont comptés à part depuis 2000 (auparavant comptabilisés avec les non-titulaires).
(8) Non compris les organismes consulaires et les ASA et à partir de 1999, non compris les organismes privés d'action locale.
(9) Y compris personnels non fonctionnaires des organismes considérés.

TABLEAU C.01-17

Population totale et population active (1) en 1999 - Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Ensemble :								
Population totale	**422 222**	99 641	34 055	60 744	71 773	56 855	40 060	59 094
dont : Actifs	**191 362**	///	2 085	44 741	63 198	48 062	27 978	5 298
Taux d'activité	**59,3**	///	1,1	23,4	33,0	25,1	14,6	2,8
Taux de chômage	**34,2**	///	76,3	51,5	35,4	25,4	20,6	10,4
Hommes :								
Population totale	**203 146**	50 679	17 130	29 863	33 772	26 817	19 036	25 849
dont : Actifs	**97 329**	///	1 317	22 511	31 300	24 250	14 872	3 079
Taux d'activité	**63,8**	///	1,4	23,1	32,2	24,9	15,3	3,2
Taux de chômage	**30,7**	///	75,9	48,4	29,7	22,2	20,1	10,5
Femmes :								
Population totale	**219 076**	48 962	16 925	30 881	38 001	30 038	21 024	33 245
dont : Actifs	**94 033**	///	768	22 230	31 898	23 812	13 106	2 219
Taux d'activité	**55,3**	///	0,8	23,6	33,9	25,3	13,9	2,4
Taux de chômage	**37,9**	///	77,1	54,7	40,9	28,6	21,2	10,1
GUYANE								
Ensemble :								
Population totale	**156 790**	53 273	14 587	23 329	25 839	19 465	10 901	9 396
dont : Actifs	**62 634**	///	1 328	15 423	20 677	15 844	7 931	1 431
Taux d'activité	**60,5**	///	2,1	24,6	33,0	25,3	12,7	2,3
Taux de chômage	**30,0**	///	71,6	40,7	28,3	24,7	20,5	12,0
Hommes :								
Population totale	**78 963**	27 122	7 315	11 421	12 664	10 016	5 863	4 562
dont : Actifs	**35 186**	///	695	8 310	11 328	9 064	4 877	912
Taux d'activité	**67,9**	///	2,0	23,6	32,2	25,8	13,9	2,6
Taux de chômage	**25,8**	///	67,5	34,8	23,6	22,0	19,4	12,4
Femmes :								
Population totale	**77 827**	26 151	7 272	11 908	13 175	9 449	5 038	4 834
dont : Actifs	**27 448**	///	633	7 113	9 349	6 780	3 054	519
Taux d'activité	**53,1**	///	2,3	25,9	34,1	24,7	11,1	1,9
Taux de chômage	**35,3**	///	76,1	47,6	33,9	28,4	22,3	11,4
MARTINIQUE								
Ensemble :								
Population totale	**381 325**	83 901	28 769	51 499	64 923	52 131	36 813	63 289
dont : Actifs	**173 950**	///	1 205	36 783	58 285	45 551	26 822	5 304
Taux d'activité	**58,5**	///	0,7	21,1	33,5	26,2	15,4	3,0
Taux de chômage	**32,8**	///	73,4	50,2	35,9	24,8	18,5	9,0
Hommes :								
Population totale	**180 910**	42 278	14 644	24 906	30 244	24 295	17 153	27 390
dont : Actifs	**86 428**	///	779	18 562	28 107	22 318	13 669	2 993
Taux d'activité	**62,3**	///	0,9	21,5	32,5	25,8	15,8	3,5
Taux de chômage	**29,3**	///	71,9	46,5	29,8	22,2	18,5	8,1
Femmes :								
Population totale	**200 415**	41 623	14 125	26 593	34 679	27 836	19 660	35 899
dont : Actifs	**87 522**	///	426	18 221	30 178	23 233	13 153	2 311
Taux d'activité	**55,1**	///	0,5	20,8	34,5	26,5	15,0	2,6
Taux de chômage	**36,2**	///	76,1	53,8	41,5	27,3	18,4	10,2
RÉUNION								
Ensemble :								
Population totale	**706 180**	190 831	64 668	110 071	123 502	89 954	56 463	70 691
dont : Actifs	**298 847**	///	6 435	81 980	101 881	70 282	33 506	4 763
Taux d'activité	**58,0**	///	2,2	27,4	34,1	23,5	11,2	1,6
Taux de chômage	**41,6**	///	79,9	54,0	41,2	32,6	27,4	14,8
Hommes :								
Population totale	**347 076**	96 978	32 719	54 008	60 393	44 455	28 090	30 433
dont : Actifs	**165 098**	///	3 857	43 136	56 059	39 375	19 863	2 808
Taux d'activité	**66,0**	///	2,3	26,1	34,0	23,8	12,0	1,7
Taux de chômage	**38,5**	///	76,6	51,0	37,3	30,6	26,3	14,4
Femmes :								
Population totale	**359 104**	93 853	31 949	56 063	63 109	45 499	28 373	40 258
dont : Actifs	**133 749**	///	2 578	38 844	45 822	30 907	13 643	1 955
Taux d'activité	**50,4**	///	1,9	29,0	34,3	23,1	10,2	1,5
Taux de chômage	**45,4**	///	84,8	57,4	45,9	35,2	29,1	15,4

(1) La population active, au sens du recensement, comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et les militaires du contingent.

Chapitre C.02

Conditions de travail

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Durée annuelle du travail des salariés à temps complet et pratique des heures supplémentaires, selon le secteur d'activité, en 2001.

2 Travail le samedi et le dimanche, type d'horaires des salariés selon leur catégorie socioprofessionnelle.

3 Les conditions de travail : organisation des horaires, efforts et risques au travail.

4 Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies.

5 Nombre de maladies professionnelles reconnues.

6 Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts.

7 Accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général en 2001.

8 Conflits du travail.

9 Établissements et salariés couverts par un comité d'entreprise (CE), des délégués syndicaux (DS), un CHSCT ou ayant élu des délégués du personnel (DP), selon la taille des établissements, en 1999.

10 Taux de présence des représentants du personnel dans les établissements et parmi les salariés en 1999.

11 Résultats des élections aux comités d'entreprise.

1

○ Présentation

La durée annuelle du travail des salariés à temps complet s'établit à 1 626 heures en moyenne fin 2001 selon l'enquête ACEMO annuelle. Elle est de 1 596 heures dans les entreprises ayant réduit la durée du travail contre 1 728 heures dans les autres. À cette date, 63 % des salariés travaille dans une entreprise dont la durée collective a été réduite à moins de 1 620 heures par an. Néanmoins les petites entreprises n'étant pas encore légalement touchées par l'abaissement de la durée du travail en 2001, ils ne sont qu'un sur cinq dans ce cas dans les entreprises de 10 à 19 salariés contre trois sur quatre dans celles des plus de 500 salariés. C'est dans l'industrie que la diffusion des 35 heures est la plus forte, suivie du tertiaire et de la construction où moins d'un salarié sur deux est concerné.

En 2001, 44 % des salariés à temps complet sont concernés par la pratique d'heures supplémentaires. Cette proportion dépasse la moyenne dans la construction, les industries agricoles et alimentaires, les industries des biens d'équipements et intermédiaires, le commerce et les transports.

La durée moyenne du travail pour les cadres au forfait atteint 212 jours, soit 5 jours de moins que le maximum de 217 jours prévu par les textes. Le nombre moyen de jours varie beaucoup selon le secteur d'activité. Il est supérieur à la moyenne dans l'industrie (hormis l'énergie) alors qu'il lui est inférieur dans les services.

Selon l'enquête « Conditions de travail » en 1998, les salariés ne sont guère plus nombreux qu'en 1991 à considérer qu'ils sont exposés à des efforts physiques et à des risques au cours de leur travail. En revanche, il arrive beaucoup plus souvent qu'ils cumulent plusieurs de ces pénibilités.

L'utilisation de l'ordinateur à des fins professionnelles progresse fortement au cours des dix dernières années et concerne en 1998 la moitié des personnes qui travaillent contre moins d'un tiers en 1991.

Le nombre des maladies indemnisées par le régime général des salariés (CNAMTS) est en forte augmentation depuis les années 1990. Ce chiffre global reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail. Il est lié à la réglementation et à son application.

Après avoir baissé régulièrement au début des années 90, le nombre d'accidents du travail avec arrêt se stabilise autour de 45 pour 1 000 salariés.

En 2001, les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques du personnel indiquent une progression de l'audience syndicale, principalement pour la CGT dont les suffrages obtenus progressent de + 1,1 point par rapport à 1999, mais également, dans une moindre mesure, pour la CGT-FO et les « autres syndicats ». La CFDT,CFE-CGC et la CFTC maintiennent leur niveau. Les listes de « non syndiqués » perdent 2,2 points. Une présence syndicale accrue, favorisée par la négociation des 35 heures, a sans doute encouragé la constitution de listes syndicales dans les établissements qui en étaient dépourvus et par là même, l'audience électorale des syndicats.

Les résultats portent sur les élections qui ont eu lieu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2001. Depuis 1994, ils incluent ceux des élections de la « délégation unique du personnel » instaurée par la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle du 20 décembre 1993. Pour apprécier l'évolution des scores des syndicats et des listes sans étiquette, il est donc nécessaire de cumuler les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques.

En 1999, 36 % des établissements d'au moins 10 salariés et 80 % de ceux d'au moins 50 salariés disposent de délégués du personnel (DP). La présence des délégués du personnel est moins souvent signalée que celle d'un CE[1]. Globalement, 72 % des salariés des établissements de 10 salariés ou plus et 95 % de ceux qui travaillent dans des établissements de 50 salariés ou plus sont couverts par des comités d'entreprise.

Les délégués syndicaux sont présents dans deux tiers des établissements de 50 salariés ou plus, et ils le sont presque toujours au dessus de 500 salariés. Mais ils sont peu implantés dans les établissements de moins de 50 salariés, dont ils ne couvrent que 10 % (là encore, surtout des établissements appartenant à de plus grandes entreprises).

[1] On a regroupé dans l'analyse les délégations uniques avec à la fois les DP et les CE. On a considéré qu'un établissement était couvert par un DP si un DP y était effectivement présent, ou si l'établissement ressortissait d'une DU (implantée dans l'établissement ou dans un autre établissement de l'entreprise).

2

○ Méthodologie

La durée annuelle dans l'enquête ACEMO

Les chiffres présentés proviennent de l'enquête ACEMO (Activités et Conditions d'emploi de la main d'œuvre) annuelle de la DARES. Menée depuis 1998, cette enquête comprend un ensemble de questions sur la durée du travail, auquel s'ajoutent un volet de questions sur les effectifs et un autre sur les rémunérations.

Une première partie du volet « durée » du questionnaire porte sur la situation de l'établissement par rapport à une réduction collective du temps de travail.

La seconde partie de ce volet cherche à estimer une durée annuelle offerte (ou durée collective) pour les salariés à temps complet, à partir de l'organisation du temps de travail telle qu'elle s'applique au 31 décembre, en distinguant trois grandes catégories de salariés à temps complet en fonction de leur organisation du travail :

– les salariés dont la durée de travail est organisée sur la semaine ;

– les salariés dont la durée de travail est annualisée ;

– les salariés au forfait en jours.

Une autre question cerne le volume d'heures supplémentaires de l'année avec les effectifs concernés.

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les deux tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère, pour une proportion non négligeable de ces accidents, de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :

– les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail ;

– les accidents de salariés des DOM-TOM ;

– les accidents couverts par des régimes spéciaux ;

– les accidents de titulaires de l'État ;

– les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales, départementales ou locales.

À partir de 2000, les résultats sont publiés dans la nouvelle nomenclature des comités techniques nationaux arrêtée le 22 décembre 2000, qui a réduit leur nombre de 15 à 9.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

Ces données statistiques ont été établies sur la base d'informations fournies par les inspecteurs du travail pour la première fois au début de l'année 1988, sur les CHSCT existant au 31 décembre 1987. Elle concerne les établissements de 50 salariés et plus assujettis et relevant de l'inspection du travail des ministères des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, et celui de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales.

Pour des raisons techniques, deux grandes entreprises publiques - EDF et la SNCF - ont dû être exclues du champ, de même que les établissements publics (en particulier, les hôpitaux).

Conflits du travail, conflits localisés et conflits généralisés

Les statistiques des conflits sont établies mensuellement par la DARES sur la base des informations issues des sections d'inspections du travail et collectées au niveau régional.

Le champ de la statistique du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité recouvre l'ensemble des activités des entreprises privées et publiques nationalisées, en métropole, et depuis 1995, dans les DOM-TOM. Cette statistique comprend donc la SNCF, la RATP, Air-France et EDF-GDF, l'agriculture et la fonction publique n'en font pas partie. Les statistiques portent sur les conflits collectifs du travail donnant lieu à cessation totale du travail, c'est-à-dire les grèves, au sens du code du travail. D'autres formes d'actions, comme les manifestations, les grèves perlées ou les grèves du zèle, ne sont pas comptabilisées. Pour les conflits localisés, il est facile de dénombrer le nombre de conflits ainsi que le nombre de grévistes et jours de grève. En revanche, les conflits généralisés ainsi que leurs participants sont plus difficiles à dénombrer ; le nombre de journées individuelles non travaillées est donc estimé.

Des données relatives aux grèves dans la fonction publique (hospitalière et collectivités territoriales) sont publiées par la Direction générale de la fonction publique.

Élections aux comités d'entreprise ou aux délégations uniques du personnel

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise, mis en place en 1974, prend en compte des données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection du travail ainsi que celles relevant du contrôle des inspections du travail spécifiques au ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer ainsi qu'au ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales. Ce système repose sur l'envoi, par les établissements concernés à la section d'inspection du travail dont ils dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues.

La mise en place progressive d'une nouvelle chaîne informatique entre 1996 et 1998 a provoqué un changement dans le traitement de l'information. Les sections ont été chargées d'enregistrer les élections qui leurs sont parvenues. Le remplissage des fiches de codification à partir des procès-verbaux et la saisie des résultats sont désormais confiées à une entreprise de service. La modification des procédures de remontée de l'information en modifie le contenu. L'effet qui en résulte est difficile à isoler des autres facteurs intervenant sur le champ de l'enquête.

La loi du 20 décembre 1993 ouvre aux entreprises de moins de 200 salariés la possibilité de mettre en place une délégation unique du personnel. La fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise. Dans les entreprises de moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise sont directement élus par le personnel pour une durée de deux ans.

Enquête sur les conditions de travail et enquête sur les techniques et l'organisation du travail

L'enquête de 1998 est la quatrième depuis 1978 ; elle est menée auprès d'échantillons représentatifs de l'ensemble des salariés. Elle est organisée et exploitée par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité. Cette enquête est réalisée en complément de l'enquête sur l'Emploi de l'INSEE.

Le questionnaire est soumis à tous les actifs ayant un emploi parmi le tiers sortant de l'échantillon, soit environ 22 000 personnes. Le champ de cette enquête est celui de l'enquête sur l'Emploi.

Enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise

Cette enquête a été menée de décembre 1998 à mai 1999 auprès de 3 000 établissements de 20 salariés ou plus, dans les secteurs privé et semi-public (hors administration et agriculture), tirés aléatoirement selon des critères de taille et de secteur pour constituer un échantillon représentatif au niveau national, et volontaires pour recevoir un enquêteur en face-à-face. Dans l'échantillon figurent également 570 établissements déjà interrogés en 1993 afin de constituer un panel.

Dans la nouvelle enquête, un volet supplémentaire a été introduit. Des salariés (10, 20, ou 30, selon la taille de l'établissement) ont été enquêtés par voie postale, avec des questionnaires auto-administrés. Les salariés ont été tirés au sort par l'enquêteur, avec l'accord préalable du représentant « Employeur », qui a toujours reçu, à titre d'information, un exemplaire du questionnaire destiné aux salariés.

Au total 2 978 « Employeurs », 1 673 « Représentants du personnel » (dont 55 % délégués syndicaux, 26 % secrétaires du comité d'entreprise, 15 % délégués du personnel et 4 % pour délégation unique, CHSCT ou salariés mandatés), ainsi que 10 303 salariés enquêtés, entrent dans le champ étudié.

Maladies professionnelles reconnues

Ces statistiques comptabilisent les maladies, dont le caractère professionnel est dûment constaté par le système traditionnel ou complémentaire et entraînant des prestations financières (indemnité journalière ou rente d'incapacité) et/ou des prestations en nature (soins, etc.).

Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAMTS), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF- GDF, RATP, les mines, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble. Le détail figure dans le tableau sur le cédérom.

Pour les statistiques de la CNAMTS, l'année de prise en compte est celle de la date de la première constatation de la maladie. Pour celle de la MSA c'est celle de la date du premier versement d'indemnisation.

Le numéro de chaque maladie, noté T... dans le tableau, renvoie au texte de la réglementation propre aux régimes d'assurance considérés. Par exemple, pour les affections provoquées par le bruit, le T42 réglemente l'assurance du régime général (CNAMTS), le T46 réglemente celle des salariés agricoles (MSA) (cf. tableau du cédérom).

Enquête ACEMO sur les modes de représentation du personnel

– L'enquête ACEMO sur les modes de représentation du personnel a été réalisée en 1999 auprès d'un échantillon de 11 000 établissements et 900 entreprises de 10 salariés ou plus appartenant au champ de l'enquête ACEMO (activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre). L'échantillon est représentatif de l'ensemble des activités économiques à l'exclusion principalement de l'agriculture, des administrations et d'une grande partie des services du secteur sanitaire et social. Tous les établissements ou entreprises de plus de 100 salariés sont interrogés, ceux compris entre 50 et 99 salariés le sont par sondage au ½ et ceux entre 10 et 49 salariés par sondage au 1/8^{ième}. Les entreprises pour lesquelles un seul envoi de questionnaires est effectué au siège, ont pour consigne de retourner autant de questionnaires qu'il y a de comités d'établissement dans l'entreprise.

– Le questionnaire s'intéresse à la présence des institutions représentatives dans les établissements. L'unité de réponse choisie est le comité d'entreprise et la délégation unique du personnel, ceci afin de cadrer l'enquête avec les résultats statistiques issus de l'exploitation des procès-verbaux d'élection. La Délégation unique du personnel, qui peut être mise en place dans les entreprises de moins de 200 salariés, reçoit les attributions des délégués du personnel et des représentants du personnel au comité d'entreprise. Aussi, elle sera prise en compte dans les résultats ici présentés aussi bien au titre des CE qu'à celui des DP.

– La période concernée par l'enquête s'étend de mars 1997 à mars 1999 afin de couvrir tous les comités d'entreprise. Les représentants aux CE et les DP sont en effet élus pour deux ans.

– Les résultats rassemblés dans ce document se présentent comme des taux de couverture des établissements par l'une et l'autre de ces institutions. Nous avons fait l'hypothèse que tous les établissements d'une entreprise étaient couverts par un CE chaque fois qu'un établissement de cette entreprise était couvert par un CE. Nous avons fait la même hypothèse pour les DS et les CHSCT. En revanche, nous n'avons pas appliqué cette hypothèse forte pour les DP. Leurs attributions s'exercent en effet au niveau local et leur présence dans un établissement n'implique pas qu'ils soient compétents pour un autre établissement de la même entreprise.

– Le redressement de l'échantillon a été effectué à l'aide de la méthode du calage sur les marges des variables taille (en 5 tranches) et activité (en 36 secteurs). La taille retenue est celle de l'établissement telle qu'elle est renseignée dans la base de sondage, et non la taille du comité d'entreprise qui était demandée à l'enquête. Les résultats publiés dans ce document ne dénombrent pas des institutions de représentation du personnel mais des établissements couverts par l'une ou (et) l'autre de ces institutions.

3 ○ Définitions

Comités d'entreprise

Par comité d'entreprise, on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit une élection pour la création du comité, soit une élection pour son renouvellement.

La mise en place d'un comité d'entreprise est obligatoire dans les entreprises de 50 salariés ou plus lorsqu'elles emploient du personnel dans des conditions de droit privé[1]. Dans les entreprises employant moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises de 50 salariés ou plus qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise, sont directement élus par le personnel pour une durée de deux ans. Leur nombre augmente avec la taille de l'établissement. En revanche, les membres des comités centraux sont désignés par les comités d'établissement.

Les élections ont lieu par collèges catégoriels. Les collèges légaux sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part. Le nombre et la composition des collèges peuvent être modifiés après accord entre les organisations syndicales et l'entreprise. Dans un certain nombre de petites et moyennes entreprises, l'ensemble du personnel est regroupé dans un collège unique.

Le comité d'entreprise est chargé de l'animation des activités culturelles et sociales. Il est de plus consulté pour toutes questions de portée collective intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

La constitution d'un CHSCT est obligatoire pour tous les établissements occupant au moins 50 salariés. La loi du 31 décembre 1991, entrée en vigueur le 1er janvier 1993, supprime la dérogation qui touchait les petites entreprises du bâtiment. Les entreprises du secteur dont l'effectif n'atteint pas 300 salariés sont donc tenues de mettre en place des CHSCT dans ceux de leurs établissements occupant au moins 50 salariés.

Le CHSCT est composé du chef d'établissement et d'une délégation du personnel dont les membres sont désignés pour deux ans par un collège constitué des membres élus du comité d'entreprise ou d'établissement et des délégués du personnel.

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève. Si ce mot d'ordre est propre à l'entreprise, il s'agit d'un conflit localisé ; si ce mot d'ordre est extérieur à l'entreprise et commun à plusieurs d'entre elles, il s'agit d'un conflit généralisé. Une journée d'action nationale plurisectorielle ou non sera considérée comme un conflit généralisé.

Délégations uniques du personnel

La loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle adoptée le 20 décembre 1993 a donné aux entreprises de moins de 200 salariés la faculté de mettre en place une « délégation unique du personnel » qui reçoit tout à la fois les attributions des délégués du personnel et celles des représentants du personnel au comité d'entreprise ou d'établissement. Si, quelquefois, des délégations uniques ont été créées dans des entreprises où il n'existait pas auparavant de représentation du personnel, dans la majorité des cas, les délégations uniques ont remplacé des comités d'entreprise.

Délégués du personnel

Tout établissement d'au moins 11 salariés doit élire un ou plusieurs délégués du personnel, à l'exception des organismes relevant du droit public. Depuis la loi du 20 décembre 1993, le mandat des délégués du personnel a été porté de un an à deux ans, s'alignant ainsi sur les comités d'entreprise. Les règles d'élections des délégués du personnel sont les mêmes que celles des élections des représentants aux comités d'entreprise.

Les délégués du personnel sont l'institution représentative du personnel dont le champ d'application est le plus étendu. Porte-parole des salariés auprès du chef d'entreprise et de l'inspecteur du travail, leur rôle principal est de veiller à l'application de la réglementation du travail. Ils sont consultés sur les conditions de travail et d'emploi dans l'entreprise et peuvent émettre des avis et faire des propositions à l'employeur comme aux autres institutions représentatives qui existent dans l'entreprise.

Les délégués syndicaux

Chaque organisation syndicale représentative qui, dans une entreprise d'au moins 50 salariés, constitue une section syndicale peut désigner un ou plusieurs délégués syndicaux, leur nombre augmentant avec la taille de l'entreprise. Les délégués syndicaux sont les interlocuteurs nécessaires et obligatoires de l'employeur dans les négociations de la convention ou des accords d'entreprise.

Nuisances professionnelles

Être exposé à une nuisance professionnelle ne signifie pas être en présence d'un risque. Il y a risque seulement si la nature, la durée ou l'intensité de l'exposition sont suffisantes pour provoquer une atteinte éventuelle à la santé du salarié. Les résultats publiés ici concernent uniquement les expositions.

Représentants du personnel

Sont englobées sous le terme « représentants du personnel » les diverses catégories de salariés protégés par la loi : délégués du personnel, membres des comités d'entreprise, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués syndicaux, représentants syndicaux auprès des comités d'entreprise, représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises soumises à la loi de démocratisation du secteur public. D'autres catégories de salariés, disposant de mandats électifs ou non, bénéficient également d'un statut protecteur : les représentants des salariés des entreprises en redressement judiciaire, les conseillers prud'homaux, et, depuis 1991, les conseillers du salarié.

Les représentants du personnel bénéficient de dispositions légales protectrices. Parmi elles, figure l'obligation, pour tout employeur souhaitant licencier un représentant du personnel, d'en demander l'autorisation préalable à l'inspecteur du travail. Saisi d'une demande de licenciement de salarié protégé,

[1] La Fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise.

l'inspecteur du travail peut l'autoriser ou la refuser. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie (employeur ou représentant du personnel en cause) peut contester la décision de l'inspecteur du travail en formant un recours hiérarchique auprès du ministre des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DARES) et de la division « Emploi » de l'INSEE.

Organismes :

– Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DARES) ;
– Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ;
– Mutualité sociale agricole (MSA) ;
– INSEE.

Sites Internet :

– www.emploi.solidarité.gouv.fr
– www.ameli.fr
– www.msa.fr
– www.insee.fr

Publications :

Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité

Bulletin mensuel des statistiques du travail.

Dossiers statistiques.

Premières informations et premières synthèses, DARES :

« Résultats provisoires de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 3ème trimestre 2003 », n° 47.2, novembre 2003 ;

« Durée annuelle du travail et outils de flexibilité du temps de travail en 2001 », n° 33.1, août 2003.

Travail et emploi, n° 96, octobre 2003.

« L'effet des 35 heures sur la durée du travail des salariés à temps partiel » Document d'études n° 61, septembre 2002.

Bilans et rapports :

« La Négociation collective en 2002 », juin 2003.

INSEE

INSEE-première :

– « Enquête sur l'emploi du 1er trimestre 2003 - Forte hausse du chômage entre le 1er trimestre 2002 et le 1er trimestre 2003 », n° 909, juillet 2003 ;
– « La baisse de la durée du travail entre 1995 et 2001 », n° 881, janvier 2003.

Économie et statistique :

– « La nouvelle Enquête Emploi, l'activité et le chômage », n° 362, juillet 2003.

Données sociales, Édition 2002.

France Portrait social, Édition 2003-2004.

« Réduction du temps de travail et tensions sur les facteurs de production », *Document de travail,* G 2002/13*,* Marie Leclair.

Autres

Problèmes politiques et sociaux :

– « La réduction du temps de travail. Des politiques aux pratiques », n° 889, juin 2003 ;
– « Travail et santé », n° 883, décembre 2002.

« Les attitudes des cadres face à la réduction du temps de travail », *Quatre pages*, Centre d'Études de l'Emploi, janvier 2003.

« La durée du travail », *Les dossiers thématiques*, INSEE Liaisons sociales DARES.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU C.02-1

Durée annuelle du travail des salariés à temps complet et pratique des heures supplémentaires, selon le secteur d'activité, en 2001

Source : Enquête ACEMO annuelle (DARES-MASTS)

Unité : Heure

Secteur	Code NES 16 et 36	Durée annuelle du travail des salariés à temps complet	% des salariés ayant fait des heures supplémentaires dans les entreprises en déclarant	Volume annuel moyen d'heures supplémentaires par salarié en ayant effectué
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	EB-B0	1 622	58	50
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	EC	1 602	45	40
Habillement, cuir	C1	1 615	49	42
Édition, imprimerie, reproduction	C2	1 602	48	47
Pharmacie, parfumerie, et entretien	C3	1 588	32	40
Industries des équipements du foyer	C4	1 605	50	32
INDUSTRIE AUTOMOBILE	ED-D0	1 611	38	43
INDUSTRIES DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	EE	1 623	47	52
Construction navale, aéronautique er ferroviaire	E1	1 596	36	55
Industries des équipements mécaniques	E2	1 635	57	58
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	1 615	37	40
INDUSTRIES DES BIENS INTERMÉDIAIRES	EF	1 612	49	42
Industries des produits minéraux	F1	1 616	54	33
Industrie textile	F2	1 607	53	42
Industries du bois et du papier	F3	1 617	57	46
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	1 598	40	45
Métallurgie et transformation des métaux	F5	1 630	57	48
Industrie des composants électriques et électroniques	F6	1 600	35	28
ÉNERGIE	EG	1 571	34	67
Production de combustibles et de carburants	G1	1 561	36	27
Eau, gaz, électricité	G2	1 573	34	73
CONSTRUCTION	EH-H0	1 668	64	65
COMMERCE	EJ	1 633	49	50
Commerce et réparation automobile	J1	1 646	54	63
Commerce de gros	J2	1 629	40	59
Commerce de détail et réparation	J3	1 632	54	40
TRANSPORTS	EK-K0	1 672	62	137
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	EL-L0	1 589	21	25
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	EM-M0	1 626	15	48
SERVICES AUX ENTREPRISES	EN	1 611	43	83
Postes et télécommunications	N1	1 589	92	165
Conseils et assistance	N2	1 629	26	66
Services opérationnels	N3	1 605	39	45
Recherche et développement	N4	1 579	12	24
SERVICES AUX PARTICULIERS	EP	1 684	23	42
Hôtels et restaurants	P1	1 706	21	37
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	1 634	31	59
Services personnels et domestiques	P3	1 674	22	47
ÉDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	EQ	1 607	33	44
Éducation	Q1	1 573	21	34
Santé, action sociale	Q2	1 616	36	46
ACTIVITÉS ASSOCIATIVES ET EXTRA-TERRITORIALES	ER-R2	1 615	46	31
TOUS SECTEURS		**1 628**	**44**	**60**

TABLEAU C.02-2

Travail le samedi et le dimanche, type d'horaires des salariés selon leur catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (enquête sur l'emploi du 1er trimestre) %

Catégorie socioprofessionnelle	Mêmes horaires toutes les semaines	Horaires alternants	Horaires variables d'une semaine à l'autre	Travail habituel le samedi	Travail occasionnel le samedi	Aucun samedi travaillé	Travail habituel le dimanche	Travail occasionnel le dimanche	Aucun dimanche travaillé
Cadres									
2003	74,8	0,8	24,4	16,8	32,4	50,8	6,3	23,2	70,5
2002	73,6	0,7	25,7	17,5	34,0	48,5	6,7	24,7	68,6
Professions intermédiaires									
2003	71,7	7,0	21,3	24,9	24,5	50,6	9,3	17,7	73,0
2002	72,0	6,6	21,4	26,3	25,8	47,9	10,1	18,2	71,7
Employés									
2003	71,3	6,3	22,4	37,3	15,8	46,9	15,3	14,2	70,6
2002	71,1	6,0	22,9	37,1	15,5	47,4	14,6	14,2	71,2
Ouvriers									
2003	66,9	18,9	14,2	18,6	23,0	58,4	7,6	10,0	82,4
2002	68,5	17,6	13,9	18,4	22,0	59,6	7,4	9,7	82,9
Ensemble des salariés									
2003	**70,7**	**9,1**	**20,2**	**25,9**	**22,5**	**51,6**	**10,3**	**15,2**	**74,5**
2002	**70,9**	**8,7**	**20,4**	**26,3**	**22,5**	**51,2**	**10,3**	**15,4**	**74,3**

TABLEAU C.02-3

Les conditions de travail : organisation des horaires, efforts et risques au travail

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, DARES, enquêtes « conditions de travail de 1984, 1991, et 1998 » %

Proportion de salariés déclarant	Cadres			Professions intermédiaires			Employés			Ouvriers			Ensemble		
	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998
Les horaires de travail															
Alternants : 2 x 8	–	–	–	3	4	3	3	4	4	9	10	11	5	6	5
Alternants : 3 x 8	–	–	–	2	3	3	2	2	2	5	5	7	3	3	4
Semaines variables	11	14	10	12	16	14	14	18	18	10	12	12	12	15	14
Pas de repos de 48 heures	19	20	14	22	22	19	23	27	28	12	16	17	19	21	21
Journées de plus de 10 heures	33	39	39	18	21	23	17	17	19	15	17	17	18	20	22
Travail de nuit	16	10	9	12	12	14	10	10	12	15	15	19	12	12	14
Travail du dimanche	24	24	30	19	21	26	22	25	29	14	16	18	18	21	25
Les efforts physiques															
Rester longtemps debout	20	23	26	43	44	46	42	48	51	68	73	76	49	53	54
Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante à la longue	5	10	13	8	19	26	13	26	37	27	46	57	16	29	37
Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	10	13	16	18	28	33	16	28	35	19	34	45	17	28	35
Porter des charges lourdes	4	6	10	10	19	27	15	26	36	40	54	61	22	31	38
Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	...	...	6	...	...	21	...	...	31	...	...	59	...	...	34
Effectuer d'autres efforts physiques importants	3	4	5	6	11	15	6	14	21	21	35	44	11	19	24
Subir des secousses ou vibrations	2	3	3	3	5	8	2	4	5	18	26	31	8	11	13
Les risques professionnels															
Respirer des fumées	6	13	11	11	17	17	13	19	16	21	29	32	15	21	20
Respirer des poussières	7	11	13	15	22	24	16	25	28	51	63	65	27	35	36
Respirer des produits toxiques ou dangereux	4	6	7	9	12	14	6	8	10	23	29	34	13	16	18
Manipuler des produits toxiques ou dangereux	8	9	8	13	17	19	8	13	16	23	30	37	14	19	22
Être en contact des produits explosifs	4	3	3	4	6	7	2	3	5	6	7	12	4	5	8
Risquer d'être atteint par la projection ou la chute de matériaux	5	6	8	8	13	19	4	8	12	28	40	46	14	19	23
Risquer une chute grave	4	6	7	8	13	17	7	14	19	27	38	45	14	21	25
Risquer d'être électrocuté	5	6	7	8	13	14	4	7	9	16	23	27	9	14	15
Risquer d'être brûlé	4	5	6	8	11	14	7	10	13	19	27	33	11	15	18
Risquer des blessures sur machine	2	3	4	7	9	12	3	4	6	34	39	45	15	17	19
Risquer des blessures avec des outils ou des matériaux	...	6	8	...	18	24	...	13	15	...	57	62	...	28	30
Risquer des accidents de la circulation	19	28	32	18	29	34	10	13	18	23	32	37	17	25	29
Risquer des irradiations	...	3	4	...	4	5	...	2	3	...	2	3	...	3	3
Être exposé à des risques infectieux.	11	13	18	19	24	31	16	23	33	...	13	23	14	19	27
Les nuisances sonores															
Subir des pointes de bruits très forts ou très aigus	12	17	14	22	29	27	13	20	20	41	51	52	25	32	31
Ne pas entendre une personne parler sans qu'elle élève la voix	4	6	6	9	11	12	7	10	10	34	37	36	16	19	18

TABLEAU C.02-4

Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, DARES (enquêtes sur les conditions de travail) %

Type d'équipement	Cadres			Professions intermédiaires			Employés			Ouvriers qualifés			Ouvriers non qualifiés			Ensemble		
	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998
Terminal relié à un ordinateur	35	38	31	28	30	25	24	24	18	7	9	9	3	4	4	20	22	18
Micro-ordinateur (y compris machine à traitement de texte)	52	63	83	37	45	68	26	33	47	6	8	20	3	4	9	35	31	47
Ordinateur (terminal relié à un ordinateur ou micro-ordinateur)	60	–	•	47	–	•	36	–	•	10	–	•	5	–	•	32	–	•
Minitel	44	56	•	32	44	•	25	34	•	4	7	•	1	2	•	21	30	•
Vidéo	17	24	•	13	20	•	3	7	•	2	4	•	1	2	•	7	11	•
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	1	2	2	–	–	–	3	4	4	2	3	3	1	2	2
Machine à commande numérique	1	1	1	1	2	3	–	–	1	4	7	11	2	5	9	1	3	4
Instruments de mesure	–	12	•	–	11	•	–	4	•	–	10	•	–	5	•	–	8	•
Instruments médicaux	–	2	•	–	3	•	–	1	•	–	–	•	–	–	•	–	1	•
Autres outils	–	4	•	–	3	•	–	2	•	–	2	•	–	1	•	–	2	•
Appareil à télécopie (fax)	–	68	•	–	48	•	–	34	•	–	10	•	–	4	•	–	34	•
Micro-ordinateur portable	–	14	25	–	5	10	–	2	4	–	1	2	–	•	•	–	4	7

TABLEAU C.02-5

Nombres de maladies professionnelles reconnues

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA)

	1997		1998		1999		(1) 2000	*p* 2001
	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	Tout système
Affections provoquées par le bruit	759	728	677	664	635	619	607	573
Affections périarticulaires	11 264	11 053	13 388	13 107	16 753	16 418	19 862	22 975
Silicoses	261	209	230	185	278	223	223	295
Ciment	235	229	232	227	241	241	269	245
Amiante	1 764	1 556	1 941	1 660	2 653	2 335	3 187	4 253
Hépatites virales	67	64	43	41	53	50	53	40
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique	504	495	467	464	506	501	540	542
Bois	118	116	114	110	116	114	142	133
Affections respiratoires de mécanisme allergique	361	350	362	352	375	360	450	426
Vibrations et chocs d'outils	189	183	174	162	197	192	208	184
Brucelloses	22	20	12	12	13	13	2	1
Dermatoses dues aux lubrifiants	122	120	137	134	141	141	148	141
Isocyanates organiques	85	85	102	100	123	122	133	104
Amines aromatiques	70	68	22	22	12	12	12	16
Acides chromiques, chromates	44	43	25	24	27	27	43	42
Dérivés halogénés de l'éthylène	37	37	27	27	24	24	43	22
Benzolisme	25	25	29	26	26	24	25	41
Aldéhyde formique et polymères	43	41	30	28	30	30	38	37
Sidérose (oxyde de fer)	20	18	21	15	33	27	24	31
Résines époxydiques	87	87	87	87	87	85	97	89
Amines aliphatiques et alicycliques	27	27	19	19	33	32	35	29
Maladies infectieuses en milieu hospitalier	13	13	17	17	67	66	50	56
Kératoconjonctivites virales	2	2	1	1	1	1	6	12
Affections consécutives aux vibrations	...	...	21	20	485	463	433	467
Affections consécutives à la manipulation de charges lourdes	...	...	109	105	1 727	1 581	2 175	2 198
Total des maladies listées	**16 119**	**15 569**	**18 287**	**17 609**	**24 636**	**23 701**	**28 805**	**32 952**
Total des maladies	**16 729**	**16 164**	**19 190**	**18 449**	**25 784**	**24 768**	**30 199**	**34 356**

(1) Depuis 2000, la MSA ne fournit plus d'informations.

TABLEAU C.02-6

Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts (1)

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA)

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Nombre d'arrêts pour 1 000 salariés :							
CNAMTS	53	46	44	45	44 ■	44	43
Régime agricole	39	33	30	32	31	...	...
Nombre de morts :							
CNAMTS	1 213	712	690	683	717 ■	730	730
Régime agricole	72	93	85	81	60	...	...
Total	**1 285**	**805**	**775**	**764**	**777**	**730**	**730**

(1) Champ : total des 15 Comités techniques nationaux jusqu'en 1999. À partir de 2000, c'est le total des 9 Comités techniques nationaux.

TABLEAU C.02-7

Accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général en 2001

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (1)	Taux de (2) Fréquence	Taux de (2) Gravité
Bâtiment, travaux publics (3)	58	2,95
Bois, ameublement, papier-carton, textiles, vêtement, cuirs et peaux, pierres et terres à feu	35	1,45
Alimentation	33	1,29
Transports, eau, gaz, électricité, livre, communication	25	1,22
Métallurgie	28	1,01
Activités services et travail temporaire	28	1,22
Chimie, caoutchouc, plasturgie	23	0,88
Ensemble du régime général	**25**	**1,06**

(1) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(2) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) x 1 000 000 ; Taux de gravité = (nombre de journées perdues / nombre d'heures travaillées) x 1 000.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-8

Conflits du travail

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail, et de la Solidarité (DARES) et Ministère de la Fonction publique, de la Réforme de l'État et de l'Aménagement du territoire (DGAFP)

	Unité	1998	1999	2000	2001
Ensemble des activités économiques (1) (à l'exception de l'agriculture et des administrations publiques)					
Conflits localisés					
Conflits observés	Nombre	1 475	2 319	3 142	2 131
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	121,28	178,90	222,24	176,75
Journées individuelles non travaillées	Millier	345,58	568,14	807,76	703,59
Conflits généralisés					
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	1,26	1,25	2,10	–
Journées individuelles non travaillées	Millier	7,60	5,43	...	–
Ensemble des conflits (1)					
Fonction publique (2) :					
Journées individuelles non travaillées	Millier	683,58	751,87	1 650,34	1 115,33
Entreprises privées et publiques nationalisées (3) :					
Journées individuelles non travaillées	Millier	353,18	573,56	809,86	703,59
Secteur privé et nationalisé par rapport au total des JINT	%	34	43	33	39

(1) France entière pour l'ensemble des activités économiques, métropole uniquement pour l'ensemble des conflits.
(2) Il s'agit des journées individuelles non travaillées dans la Fonction publique d'État, y compris France-Télécom et la Poste, sauf pour 1998 et 1999, à l'exclusion de la Fonction publique territoriale et de la Fonction publique hospitalière (les chiffres de 1997 ne comprennent donc pas la grève des internes, ceux de 1999 la grève des médecins hospitaliers d'urgence).
(3) Y compris la SNCF, Air-France et Air-France Europe (ex. : Air-Inter).

TABLEAU C.02-9

Établissements et salariés couverts par un comité d'entreprise (CE), des délégués syndicaux (DS), un CHSCT (1) ou ayant élu des délégués du personnel (DP), selon la taille des établissements (2), en 1999

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, DARES (Enquête ACEMO - IRP) — *Unité* : %

Type de l'institution	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 250 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et plus	Toutes tailles	10 à 49 salariés	50 salariés et plus
Etablissements									
Couverture CE - DU (3)	7,8	24,5	82,7	92,6	96,2	98,1	27,1	14,5	88,1
Présence DP - DU	14,7	48,3	73,8	83,4	91,6	94,8	36,4	27,9	79,8
Couverture DS	5,6	18,0	55,1	74,0	89,1	95,5	20,2	10,5	67,0
Couverture CHSCT	6,2	16,9	71,8	88,8	95,2	96,4	22,6	10,5	81,1
Aucune institution	81,2	44,1	10,2	3,3	1,7	0,5	56,2	66,4	6,6
Salariés									
Couverture CE - DU	25,3	33,4	87,5	93,4	97,0	98,7	71,9	30,1	95,0
Présence DP - DU	20,6	53,4	76,1	84,4	91,8	96,8	70,4	39,7	88,6
Couverture DS	23,5	23,1	60,9	76,4	90,2	97,8	62,5	23,3	84,2
Couverture CHSCT	23,2	22,8	77,7	90,5	96,1	97,8	67,3	23,0	91,8
Aucune institution	63,5	37,5	7,2	2,6	1,6	0,1	18,7	48,2	2,3

(1) CHSCT : comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.
(2) Établissements de 10 salariés et plus.
(3) DU : délégation unique.

TABLEAU C.02-10

Taux de présence des représentants du personnel dans les établissements et parmi les salariés en 1999 (1) (2)

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, DARES (Enquête ACEMO - IRP) — *Unité* : %

	CFDT	CGC	CFTC	CGT	CGT-FO	Autres syndicats	Non syndiqués	Au moins un syndicat	Pas (3) d'IRP
Établissements									
Élus aux CE	12,5	7,0	6,1	12,9	9,8	2,7	14,8	18,9	72,9
Moins de 50 salariés	6,7	3,4	3,3	6,8	5,2	1,2	7,8	10,0	85,5
Plus de 50 salariés	40,5	24,3	19,2	42,1	32,0	10,2	48,3	61,8	11,9
Élus DP	7,4	2,8	2,2	6,6	4,6	1,4	24,6	15,9	63,6
Moins de 50 salariés	3,8	0,7	1,0	2,7	1,8	0,6	21,2	8,5	72,1
Plus de 50 salariés	25,4	13,4	8,0	26,3	18,8	5,5	41,6	30,6	20,2
DS	13,7	7,8	7,9	14,0	11,6	3,3	–	20,2	79,8
Moins de 50 salariés	7,1	3,7	4,1	7,2	5,7	1,4	–	10,5	89,5
Plus de 50 salariés	45,6	27,2	26,4	46,7	39,7	12,2	–	66,9	33,0
Salariés									
Élus aux CE	46,2	34,3	22,6	42,4	35,1	14,9	27,9	59,3	28,1
Moins de 50 salariés	17,6	10,3	6,4	11,4	9,2	1,4	18,2	22,1	69,9
Plus de 50 salariés	61,9	47,5	31,6	59,5	49,4	22,4	33,3	79,9	5,0
Élus DP	35,0	22,9	13,0	31,9	24,7	10,5	29,5	52,7	29,6
Moins de 50 salariés	9,0	2,4	2,7	5,6	4,3	0,8	27,7	15,5	60,3
Plus de 50 salariés	50,5	35,1	19,2	47,6	36,9	16,3	30,6	74,8	11,4
DS	49,3	35,3	29,6	45,5	41,8	16,3	–	61,4	37,5
Moins de 50 salariés	18,2	7,0	5,9	12,4	10,3	2,9	–	23,3	76,7
Plus de 50 salariés	66,5	50,9	42,7	63,8	59,2	23,6	–	82,4	15,8

(1) Établissements de 10 salariés et plus.
(2) L'écart des résultats entre les taux d'établissements couverts par les DP et les taux des établissements couverts par l'une des deux autres IRP s'expliquent par les hypothèses retenues (cf méthodologie paragraphe 5).
(3) Institution représentative du personnel.

TABLEAU C.02-11

Résultats des élections aux comités d'entreprise (1)

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité — *Unité* : % des suffrages exprimés

	1996		1997		1998		1999		2000		2001	
	Avec SNCF		Sans SNCF		Avec SNCF		Sans SNCF		Avec SNCF		Sans SNCF	
Ensemble des salariés :												
CGT	23,6		20,4		24,3		21,5		24,4		22,6	
CFDT	21,5		20,8		21,7		22,9		22,9		22,8	
CFTC	4,5		5,1		4,9		5,8		5,3		6,0	
FO	12,1		12,1		12,1		12,2		12,4		13,1	
CGC	5,8		6,4		5,8		6,3		5,7		6,1	
Autres syndicats	7,3		5,9		7,0		5,6		7,4		6,5	
Non syndiqués	25,1		29,3		24,1		25,8		21,9		23,0	
Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :												
CGT	28,7		24,7		29,3		26,1		29,7		27,2	
CFDT	21,8		21,5		21,9		23,5		23,1		23,4	
CFTC	4,4		5,3		4,7		5,9		5,1		6,3	
FO	13,0		13,0		13,1		13,3		13,4		14,2	
CGC	0,9		1,2		1,1		1,3		0,7		0,8	
Autres syndicats	6,3		5,0		6,0		4,7		6,6		5,6	
Non syndiqués	25,0		29,3		23,9		25,2		21,3		22,5	
Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collèges (2)] :												
CGT	12,8		11,1		13,2		11,6		13,1		12,7	
CFDT	21,0		19,5		21,5		21,7		22,4		21,6	
CFTC	4,6		4,8		5,2		5,4		5,7		5,5	
FO	10,2		10,2		9,9		9,8		10,4		10,6	
CGC	16,4		17,5		16,3		17,1		16,4		17,3	
Autres syndicats	9,7		7,7		9,1		7,3		9,0		8,3	
Non syndiqués	25,4		29,2		24,7		27,1		23,0		24,0	

(1) Depuis 1992, les élections SNCF ont lieu les années paires.
(2) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

Chapitre C.03

○ Revenus et Salaires

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Revenus annuels moyens et effectifs des ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence, en 2000.

2 Nombre d'établissements, effectifs et masse des salaires en 2001.

3 Salaires nets annuels moyens en 2001.

4 Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux.

5 Prélèvements sociaux sur les salaires.

6 Salaire minimum interprofessionnel de croissance SMIC (moyennes annuelles).

7 Proportion de salariés payés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet.

8 Gains bruts mensuels moyens selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2001.

9 Gains bruts moyens et leur décomposition selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2001.

10 Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2002 – France entière.

11 Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2002.

12 Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État.

13 Indice des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État (moyennes annuelles).

14 Structure des coûts de la main-d'œuvre.

15 Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne en 2000.

16 Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 14 pays de l'Union européenne en 2000.

17 Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 11 pays candidats à l'Union européenne, en 2000.

1

○ Présentation

En 2001, le salaire brut moyen pour les emplois à temps complet du secteur privé et semi-public s'établit à 2 190 euros par mois, en progression de 2,6 % par rapport à 2000 et de 0,9 % en euros constants, compte tenu de la hausse des prix à la consommation de 1,7 % en moyenne annuelle.

Le poids des prélèvements à la source sur les salaires décroît légèrement, suite à la baisse de 0,1 à 0,2 point (selon le niveau de salaire) des taux de cotisation « chômage ». Le salaire net de tous prélèvements progresse et s'établit à 1 750 euros par mois.

En raison de la poursuite de la mise en place des lois Aubry sur la réduction du temps de travail, les salaires horaires augmentent davantage que les salaires mensuels. Par ailleurs, dans le secteur privé et semi-public (hors apprentis et stagiaires), une femme salariée à temps complet perçoit une rémunération nette inférieure de plus de 20 % à celle d'un homme. Cet écart, comparable à celui observé en 2000, tend à se réduire sur longue période avec l'élévation progressive du niveau de qualification des femmes.

En 2001, le rapport interdécile (rapport entre le 9ème et le 1er décile) reste stable (autour de 3). En rémunération nette, 10 % des salariés à temps complet gagnent moins de 930 euros par mois, tandis que 10 % gagnent plus de 2 800 euros.

Les 1,86 million d'agents titulaires et non titulaires des ministères civils de l'État travaillant en métropole perçoivent en 2001, un salaire annuel brut moyen de 28 294 euros, soit 2 358 euros par mois. Ceci correspond à un traitement indiciaire brut de 23 814 euros et à des compléments de rémunérations de 4 480 euros. Une fois prélevés 2 323 euros de cotisations sociales « salariés » , 2 171 euros pour la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), la rémunération moyenne nette de prélèvements est de 23 800 euros, soit 1 983 euros par mois.

Le salaire brut moyen augmente de 1,9 % en euros courants en 2001. Le salaire net croît de 2,0 % en euros courants. Cette croissance est due pour 1,8 % aux revalorisations salariales et pour 0,2 % à l'évolution de la qualification moyenne des agents. Compte tenu d'une hausse des prix de 1,7 % en moyenne annuelle en 2001, le salaire net moyen progresse de 0,3 % en euros constants pour l'ensemble des agents.

En 2001, le pouvoir d'achat du salaire net moyen croît de 0,3 % pour l'ensemble des agents civils de l'État. Celui des employés et ouvriers augmente de 0,6 % contre - 0,4 % pour les professions intermédiaires et - 0,8 % pour les cadres.

En 2001, la moitié des agents titulaires de l'État perçoit un salaire mensuel net de prélèvements supérieur à 1 879 euros. En bas de l'échelle des salaires, 10 % gagne moins de 1 275 euros alors qu'à l'autre extrémité 10 % des agents dispose de plus de 3 046 euros, soit 2,4 fois plus. Ce rapport interdécile (D9/D1) est le même qu'en 2000.

L'écart des salaires entre hommes et femmes reste stable : en 2001, les salaires masculins sont en moyenne supérieurs de 16,5 % aux salaires féminins, contre 16,4 % en 2000 et 16,6 % en 1999.

D'une façon générale, en Europe les coûts de la main-d'œuvre les plus élevés sont enregistrés dans les secteurs des activités financières (section J) et de l'énergie (section E) dans les États membres et dans l'ensemble des pays candidats. En revanche, le commerce (section G) et les hôtels et restaurants (section H) comptent parmi les secteurs dont les coûts de la main-d'œuvre sont les plus bas dans les États membres. Dans les pays candidats, les plus faibles coûts de la main-d'œuvre se trouvent dans la construction (section F) et les hôtels et restaurants (section H).

Les 30 % les moins aisés de la population disposent en moyenne d'un niveau de vie huit fois plus faible que les 1 % les plus aisés. Les premiers, que l'on peut qualifier de membres de « ménages à revenus modestes », touchent moins de 920 euros par mois et par unité de consommation (UC) en 2000 ; les allocations de chômage et les prestations sociales composent un tiers de leurs ressources. Les seconds, « ménages à hauts revenus », disposent après impôts de plus de 4 070 euros/UC par mois ; les revenus d'activité non salariée et les revenus du patrimoine représentent plus du tiers de leurs ressources. Entre les deux, les « catégories moyennes » vivent essentiellement de salaires et de retraites.

2

○ Méthodologie

Le revenu des ménages

Les comptes de revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle reposent largement sur l'exploitation des données fiscales collectées par la Direction générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu. Cette exploitation est effectuée tous les cinq ou six ans.

Les revenus monétaires déclarés aux enquêtes sont issus de l'enquête annuelle sur les revenus fiscaux (ERF), réalisée en 2000. Cette enquête s'appuie sur les déclarations fiscales d'un échantillon de 70 000 ménages. Les résultats sont donc basés sur les revenus déclarés au fisc qui, notamment, ne comprennent pas les revenus du patrimoine exonérés d'impôts ou soumis au prélèvement libératoire. De nos jours, la quasi-totalité de la population remplit une déclaration fiscale et se trouve donc couverte par cette source.

Les salaires et les gains

Les tableaux donnant le nombre d'établissements et les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs aux administrations fiscale, sociale et à l'INSEE. Le champ de l'exploitation des DADS couvre l'ensemble des employeurs et de leurs salariés, sauf ceux de l'agriculture et de la sylviculture, les agents des organismes de l'État titulaires ou non, les services domestiques et les activités extra-territoriales. Symétriquement les salariés des établissements publics ainsi que ceux des industries ou services agricoles sont inclus dans l'exploitation, même s'ils relèvent du régime social agricole. Le champ des déclarations annuelles de données sociales recouvre donc l'essentiel des secteurs privé et semi-public. Il représente près de 75 % des emplois salariés (80 % si on compte les collectivités territoriales). Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs E2, les arsenaux faisant partie des administrations publiques et P2, Q1, Q2 et R1, une partie de ces secteurs étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (A0, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les salaires tirés des DADS sont présentés selon deux concepts : le salaire déclaré tel qu'il figure dans les déclarations des employeurs et le salaire offert, c'est-à-dire redressé des erreurs de déclaration et des retenues pour absence ou maladie. Par construction, le salaire offert est donc plus élevé que le salaire déclaré. L'évolution de l'indice du salaire horaire de base des ouvriers est présentée par activité économique et par qualification.

L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre) permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail.

L'enquête sur les gains des salariés fait suite depuis fin 1988 à la série des enquêtes gains ACEMO effectuées depuis octobre 1972. Cette enquête est généralement semestrielle (avril et octobre). Elle mesure le gain mensuel moyen brut (primes mensuelles comprises) des salariés de la quasi-totalité des secteurs marchands non agricoles.

L'échantillon couvre l'ensemble du pays à l'exclusion des départements et territoires d'outre-mer. Il comprend tous les établissements de 50 salariés et plus, et un huitième des établissements de 11 à 49 salariés ; soit environ 57 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les établissements de 10 salariés et moins ne sont pas pris en compte dans le champ de l'enquête. Ils font l'objet d'une enquête annuelle distincte, réalisée en octobre.

L'enquête retient tous les salariés ayant un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée et ayant perçu une rémunération pour le mois de référence, qu'ils aient été présents tout le mois ou une partie du mois.
Une enquête complémentaire sur les gains annuels (appelée aussi "enquête primes") permet d'estimer le gain mensuel moyen toutes primes comprises. Elle est destinée à mesurer la part des primes qui ne sont pas versées mensuellement. Celles-ci se composent des primes à caractère stable comme le treizième mois, les primes de vacances et des primes aléatoires liées aux résultats de l'entreprise ou au rendement individuel du salarié.
Cette enquête porte uniquement sur les rémunérations annuelles décomposées selon la même ventilation que les rémunérations d'octobre ou d'avril de l'enquête semestrielle. Elle est effectuée auprès d'un cinquième des établissements qui répondent à l'enquête semestrielle soit environ 10 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les données collectées et présentées ici concernant le salaire de base, excluent les primes et majorations pour heures supplémentaires.

Les salaires de la Fonction publique de l'État

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités. Celles-ci s'ajoutent au traitement de base, obtenu en multipliant l'indice hiérarchique de chaque agent par la valeur du point d'indice. La grille indiciaire majorée de la fonction publique va d'un minimum (253 en début d'année 2001 puis 261 en fin d'année 2001) à un maximum (820), au-delà duquel se situe « l'échelle-lettre », elle-même subdivisée en groupes (de A à G) et chevrons (de 1 à 3). L'équivalent indiciaire du groupe E, 2e chevron est de 1 319 (les lettres F et G étant réservées aux ministres ou secrétaires d'État, et à quelques emplois, tels les préfets de région, les hauts magistrats et les chefs d'État-major...). Du traitement brut il faut déduire la retenue pour pension, la cotisation maladie de sécurité sociale et, le cas échéant (indices dépassant un certain seuil) la contribution de solidarité pour les travailleurs sans emploi (qui remplace la cotisation aux ASSEDIC). Dans les tableaux de ce chapitre, la contribution sociale généralisée (CSG) est également déduite et, depuis 1996, il en est de même de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). À l'inverse, le traitement est majoré, éventuellement, d'une indemnité de résidence (1 ou 3 % du traitement) et d'un supplément familial pour enfants à charge.
Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités. Or, depuis 1989, des mesures catégorielles se sont développées dans la Fonction publique d'État.
Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.
Dans ce chapitre, les résultats relatifs aux salaires annuels nets de prélèvements ne sont pas directement comparables, les champs étant différents.

Le coût de la main-d'œuvre

Les enquêtes sur les coûts de la main-d'œuvre sont des enquêtes obligatoires, quadriennales et coordonnées au niveau européen. Elles existent depuis 1966 et, depuis 1999, elles s'inscrivent dans un cadre réglementaire européen. Ces enquêtes sont réalisées en alternance avec les enquêtes Structure des salaires.
Le règlement européen du 9 mars 1999 stipule qu'il convient d'actualiser régulièrement les statistiques sur les salaires et les coûts pour tenir compte des changements intervenant dans la structure de la main-d'œuvre, la répartition des salaires et la composition des dépenses des entreprises au titre des salaires et des cotisations patronales. La dernière enquête réalisée se rapporte à 2000.
Pour chaque enquête, un règlement de la Commission européenne fournit la liste des variables à envoyer à Eurostat, le champ de l'enquête détaillé selon chaque variable, ainsi que les modalités d'envoi. Par contre, chaque pays est libre d'organiser comme il l'entend la collecte des informations, du moment que les réponses respectent certaines normes de qualité. En France, la collecte de l'information demandée s'est faite pour partie grâce à une enquête adressée à un échantillon d'établissements et pour partie grâce à l'information recueillie dans les DADS. Les établissements interrogés dans les enquêtes sont un échantillon d'établissements des entreprises de plus de 10 salariés, implantées en France métropolitaine, des secteurs de l'industrie (y compris l'énergie), de la construction, du commerce et des services du secteur privé. En 2000, le nombre d'établissements constituant l'échantillon s'élève à 25 000. Le tirage de l'échantillon d'établissement respecte un principe d'interrogation alternée avec les autres enquêtes pour les établissements ayant moins de 200 salariés. En revanche, tous les établissements de 200 salariés ou plus sont interrogés.

3 ○ Définitions

Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales (déductions faites des subventions reçues et des allègements), conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, oeuvres sociales, impôts et taxes.

Gains

Voir dans la méthodologie « Les salaires et les gains ».

Niveau de vie

Revenu disponible par unité de consommation.

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).
Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans ; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail, s'ajoute au minimum de rémunération.
L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.
L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui a contribué à majorer les pensions de retraite des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette

intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %), en Corse et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %). Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles ; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, agents et adjoints administratifs des administrations centrales et des services déconcentrés), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500 000 personnes.

Revenu initial d'un ménage

Revenu déclaré au fisc, dans lequel on a réintégré la CSG déductible prélevée sur les revenus d'activité et de remplacement. Il s'agit donc du revenu avant prestations et impôts. Les revenus déclarés comprennent les revenus d'activité indépendante ou salariée, les indemnités de chômage (y c. l'ASS), les pensions (retraites, invalidité et alimentaires) et les revenus du patrimoine mentionnés sur la déclaration fiscale.

Revenu avant impôts

Revenu initial augmenté des prestations sociales (prestations familiales, allocations logement et minima sociaux). Les prestations familiales comprennent les allocations familiales et d'autres prestations généralement soumises à conditions de ressources (APJE, complément familial, AES, APE , ASF, ARS). Les minima sociaux incluent ici le minimum-vieillesse, le RMI, l'API, l'AAH et son complément.

Revenu disponible

Le revenu disponible est égal au revenu avant impôts diminué des impôts directs. Les impôts pris en compte dans les tableaux sont l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation et les contributions sociales (CSG, CRDS et prélèvement social sur les revenus du patrimoine). Il n'est tenu compte ni des taxes foncières ni de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

SMIC

L'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970] est fonction de la hausse des prix à la consommation des ménages. De plus, le SMIC peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales[1]
Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

4 ❍ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité et des divisions « Salaires et revenus d'activité », « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus et Patrimoine des ménages » de l'INSEE.

Organismes :

- Direction générale des Impôts ;
- INSEE ;
- Eurostat ;
- Journal officiel ;
- Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité.

Sites Internet :

- www.travail.gouv.fr
- www.insee.fr

Publications :

Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité

- ***Direction des Relations du Travail***
  - « Le salaire », Collection *Transparences*, mai 2003.
- ***DARES***
  Premières informations, Premières synthèses.

INSEE

Économie et Statistique :
- « Internationalisation et localisation des firmes multinationales : l'exemple des entreprises françaises en Europe », Jean-Louis Mucchielli et Florence Puech, n°s 363-364-365, novembre 2003.

INSEE-Première :
- « De 1993 à 2001, le pouvoir d'achat des entrepreneurs individuels a peu augmenté », à paraître en janvier 2004 ;
- « De 1996 à 2000, la pauvreté relative baisse puis se stabilise », n° 942, décembre 2003 ;
- « Les salaires dans les entreprises en 2001 », n° 939, décembre 2003 ;
- « Les salaires des ingénieurs diplômés », n° 929, novembre 2003 ;
- « Le cadre de vie des ménages les plus pauvres », n° 926, octobre 2003 ;
- « Les salaires des agents de l'État en 2001 », n° 923, septembre 2003 ;
- « Des ménages modestes aux ménages aisés : des sources de revenus différentes », n° 916, août 2003 ;
- « Un salarié sur deux d'un grand établissement travaille encore dans l'industrie », n° 915, juillet 2003 ;
- « Près d'un salarié sur cinq a plus de 50 ans en 2000 », n° 910, juillet 2003 ;
- « La carte de France des revenus déclarés », n° 900, mai 2003.

INSEE-Résultats, Série Économie :
- « Comptes nationaux : Rapport sur les comptes de la Nation 2002 », n° 9, juillet 2003.

Synthèses :
- « L'évolution des salaires jusqu'en 2000 », n° 68, février 2003.

France Portrait social, Édition 2003-2004.

Eurostat

Statistiques en bref, Thème 3 :
- « Enquête sur les coûts de la main-d'œuvre 2000 – États membres et Pays candidats », n° 18, 2003.

5 ❍ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

---

[1] Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles ; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant aucune capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— Chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix à la consommation est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions ;

— Une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier ;

— Enfin, clause non obligatoire, le gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix (c'est ce que l'on nomme « coup de pouce »).

TABLEAU C.03-1

Revenus annuels moyens et effectifs des ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence, en 2000 (1)

Source : INSEE (enquête revenus fiscaux 2000) — *Unité* : Euro

Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence	Revenu déclaré par le ménage	Revenu disponible monétaire du ménage	Niveau de vie du ménage	Effectifs	%
Agriculteurs sur petite exploitation	18 007	18 052	10 325	51 494	0,2
Agriculteurs sur moyenne exploitation	20 862	20 351	11 158	95 778	0,4
Agriculteurs sur grande exploitation	31 493	28 577	14 017	220 949	0,9
Artisans	35 372	31 971	16 723	546 651	2,3
Commerçants et assimilés	40 028	35 750	19 466	420 105	1,7
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	93 806	72 732	37 705	129 058	0,5
Professions libérales	82 440	63 998	33 244	235 717	1,0
Cadres de la fonction publique	51 316	44 973	24 343	228 960	1,0
Professeurs, professeurs scientifiques	47 231	40 978	24 994	446 647	1,8
Professions de l'information, des arts et des spectacles	31 208	28 589	18 878	156 702	0,7
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	55 913	47 959	25 995	691 692	2,9
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	50 297	44 250	24 409	771 813	3,2
Instituteurs et assimilés	29 197	27 285	17 218	375 562	1,6
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social	28 930	26 722	17 687	435 414	1,8
Clergé, religieux	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	32 911	30 523	17 543	232 392	1,0
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	31 501	29 381	17 595	872 023	3,6
Techniciens	32 143	30 279	16 980	808 348	3,3
Contremaîtres, agents maîtrise	33 580	32 281	16 340	487 915	2,0
Employés civils et agents de service de la fonction publique	21 338	21 519	13 562	837 470	3,5
Policiers et militaires	26 302	25 920	14 676	433 802	1,8
Employés administratifs d'entreprises	22 462	22 119	14 713	749 475	3,1
Employés de commerce	18 422	19 323	12 451	339 911	1,4
Personnels des services directs aux particuliers	13 394	15 615	10 539	433 175	1,8
Ouvriers qualifiés de type industriel	25 188	25 592	13 331	1 292 014	5,3
Ouvriers qualifiés de type artisanal	22 961	23 882	12 596	1 303 991	5,4
Chauffeurs	23 972	24 717	12 709	565 353	2,3
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	24 205	25 057	12 889	383 934	1,6
Ouvriers non qualifiés de type industriel	18 335	20 313	11 195	763 901	3,2
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	15 888	18 759	10 162	413 357	1,7
Ouvriers agricoles	19 012	21 138	11 242	164 321	0,7
Anciens agriculteurs exploitants	14 045	13 829	10 407	681 790	2,8
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	21 808	19 809	14 916	690 287	2,9
Anciens cadres	41 638	35 195	24 889	820 806	3,4
Anciennes professions intermédiaires	27 533	24 780	18 026	1 315 270	5,4
Anciens employés	17 916	17 155	14 476	1 815 500	7,5
Anciens ouvriers	18 451	18 126	12 821	2 328 549	9,6
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	4 914	12 107	7 501	n.s.	n.s.
Personnes sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)	13 330	17 150	10 509	1 000 160	4,1
Personnes sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités)	14 152	14 232	12 390	642 685	2,7
Ensemble	**27 009**	**25 588**	**15 885**	**24 225 335**	**99,8**

(1) Champ revenus : revenu déclaré du ménage positif ou nul. Champ ménages : ménages ordinaires hors ménages dont la personne de référence n'est pas étudiante.

TABLEAU C.03-2

Nombre d'établissements (1), effectifs et masse des salaires en 2001

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Activité économique	NES 36	Nombre d'établissements actifs (2) au 31-12 dans l'année	Nombre de postes rémunérés dans l'année	Nombre de postes rémunérés au 31-12	Masse des salaires bruts (millions d'euros)
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	2 132	13 681	8 443	201,5
Industries agricoles et alimentaires	B0	56 072	760 072	534 377	11 220,6
Habillement, cuir	C1	7 193	148 891	112 227	2 296,1
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	17 292	268 667	200 901	5 865,7
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	1 755	183 362	141 820	4 842,9
Industries des équipements du foyer	C4	14 116	244 193	189 151	4 344,9
Industrie automobile	D0	2 143	318 682	276 434	7 428,8
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	1 865	146 600	122 547	3 953,6
Industries des équipements mécaniques	E2	21 092	522 712	405 000	10 974,1
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	10 973	298 656	232 545	7 794,6
Industries des produits minéraux	F1	9 913	193 816	157 662	3 917,6
Industrie textile	F2	4 335	131 969	101 855	2 280,8
Industrie du bois et du papier	F3	7 780	204 201	165 179	3 932,4
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	7 409	417 960	337 535	9 389,1
Métallurgie et transformation des métaux	F5	19 879	534 285	428 227	10 725,8
Industries des composants électriques et électroniques	F6	3 757	241 094	183 705	5 391,1
Production de combustibles et de carburants	G1	198	40 493	35 076	1 176,1
Eau, gaz, électricité	G2	4 059	240 090	199 637	6 406,4
Construction	H0	190 133	1 534 036	1 146 288	22 520,0
Commerce et réparation automobile	J1	63 948	534 211	396 119	8 324,8
Commerce de gros	J2	105 274	1 257 801	928 152	26 498,5
Commerce de détail, réparation	J3	240 192	2 073 240	1 357 240	23 824,6
Transports	K0	53 822	1 322 832	1 011 978	24 440,8
Activités financières	L0	46 848	865 333	656 580	22 454,2
Activités immobilières	M0	144 536	427 852	280 031	6 313,7
Postes et télécommunications	N1	2 397	603 486	504 625	12 817,6
Conseils et assistance	N2	141 779	1 692 558	1 186 394	41 371,3
Services opérationnels	N3	71 897	3 115 168	940 388	25 865,9
Recherche et développement	N4	2 507	151 354	121 417	4 226,3
Hôtels et restaurants	P1	155 307	1 265 144	655 011	11 812,5
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	63 726	506 275	265 546	7 081,0
Services personnels et domestiques	P3	58 693	222 435	157 246	2 256,7
Éducation	Q1	27 203	373 320	262 665	4 987,0
Santé, action sociale	Q2	108 975	2 569 283	2 064 325	42 292,4
Administration publique	R1	4 398	320 084	274 740	7 140,9
Activités associatives et extra-territoriales	R2	52 338	362 273	247 515	5 047,3
Non renseigné		748	5 089	2 796	43,6
Total		**1 726 684**	**24 111 198**	**16 291 377**	**401 461,3**

(1) Champ : entreprises privées, publiques et hôpitaux, hors agriculture-sylviculture, fonction publique d'État et fonction publique territoriale et hors DOM.
(2) Établissements actifs = établissements ayant rémunéré des salariés dans l'année.

TABLEAU C.03-3

Salaires nets annuels moyens en 2001 (1)

Source : INSEE (exploitation des DADS postes au 1/25ème)

Unités : Salaires : euro
Effectifs : millier d'années-travail

Activité économique	NES 36	Effectifs toutes catégories	Par sexe			Par catégorie socioprofessionnelle			
			Ensemble	Hommes	Femmes	Cadres supérieurs et chefs d'entreprise	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	7,7	24 087	25 146	14 282	41 643	27 738	14 917	20 984
Industries agricoles et alimentaires	B0	453,1	17 510	19 007	14 621	39 034	21 393	13 677	14 748
Habillement, cuir	C1	104,8	15 947	20 757	14 038	40 769	20 567	15 278	12 578
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	183,7	24 166	26 145	20 882	36 433	23 448	17 545	18 624
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	126,9	27 732	31 217	24 521	47 498	25 475	19 255	17 246
Industries des équipements du foyer	C4	177,5	17 988	19 190	15 575	37 782	21 215	15 620	14 365
Industrie automobile	D0	259,9	21 920	22 439	18 937	42 711	23 973	19 243	17 751
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	117,7	25 616	26 176	22 023	41 976	25 391	21 033	18 623
Industries des équipements mécaniques	E2	397,3	20 716	21 067	18 347	39 382	21 992	16 803	16 245
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	221,7	26 304	28 778	19 828	42 120	21 315	17 715	15 657
Industries des produits minéraux	F1	151,6	19 588	20 131	16 755	41 752	22 968	16 336	16 087
Industrie textile	F2	102,1	17 123	19 373	14 234	41 540	20 776	15 150	13 553
Industrie du bois et du papier	F3	159,7	18 703	19 200	16 689	41 757	22 802	16 993	15 269
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	324,2	21 469	22 738	17 367	45 943	23 426	17 378	16 026
Métallurgie et transformation des métaux	F5	405,3	19 438	20 020	16 297	40 655	22 815	16 700	16 178
Industries des composants électriques et électroniques	F6	181,0	21 788	24 621	16 829	42 359	21 458	16 945	15 369
Production de combustibles et de carburants	G1	32,8	26 844	27 244	24 480	56 458	26 582	20 360	18 228
Eau, gaz, électricité	G2	161,4	26 950	27 601	23 934	46 745	24 898	18 760	19 157
Construction	H0	1 052,0	17 972	17 986	17 755	37 307	22 559	15 833	15 040
Commerce et réparation automobile	J1	341,0	18 122	18 572	15 736	33 609	21 934	15 124	14 512
Commerce de gros	J2	862,9	23 052	24 735	19 087	43 505	21 848	15 580	14 576
Commerce de détail, réparation	J3	918,0	16 109	17 920	14 452	30 214	17 499	12 945	13 982
Transports	K0	898,6	20 283	20 541	19 175	41 534	22 629	17 096	16 855
Activités financières	L0	568,7	29 486	36 951	22 712	47 856	22 426	18 492	17 778
Activités immobilières	M0	206,7	20 989	24 932	17 311	42 360	21 107	14 889	14 521
Postes et télécommunications	N1	439,1	22 412	24 050	19 987	37 813	22 949	17 705	19 111
Conseils et assistance	N2	1 031,8	29 533	34 404	22 411	42 968	20 866	16 204	15 768
Services opérationnels	N3	683,0	17 378	17 924	16 331	40 034	19 915	14 064	14 163
Recherche et développement	N4	110,1	28 941	32 075	24 510	35 279	21 784	18 119	17 068
Hôtels et restaurants	P1	465,8	15 659	16 684	14 114	26 509	18 070	13 275	14 337
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	172,9	25 134	27 926	20 933	36 013	24 289	15 397	16 475
Services personnels et domestiques	P3	94,9	13 753	17 000	12 489	23 304	16 880	12 292	12 624
Éducation	Q1	124,0	20 727	23 654	18 103	32 766	18 977	14 183	14 533
Santé, action sociale	Q2	1 407,8	19 323	20 951	18 657	36 652	21 849	15 924	11 798
Administration publique	R1	234,7	21 756	25 630	20 013	33 008	20 390	17 250	16 602
Activités associatives et extra-territoriales	R2	137,7	20 266	23 198	18 147	32 326	18 405	15 417	13 073
Non renseigné		1,8	18 860	19 968	16 217	42 537	18 272	14 101	14 780
Ensemble		**13 320,1**	**21 062**	**22 613**	**18 370**	**40 208**	**21 572**	**15 428**	**15 369**

(1) Champ : salariés à temps complet hors apprentis et stagiaires ; entreprises privées, publiques et hôpitaux ; hors agriculture-sylviculture, fonction publique d'État et fonction publique territoriale ; hors DOM.

TABLEAU C.03-4

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélévements (1), dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux (2)

Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS — *Unité* : Euro

Déciles	1999 Hommes	1999 Femmes	1999 **Ensemble**	*r* 2000 Hommes	*r* 2000 Femmes	*r* 2000 **Ensemble**	2001 Hommes	2001 Femmes	2001 **Ensemble**
D 1	10 551,0	9 773,5	**10 183,6**	11 230	10 190	**10 790**	11 540	10 530	**11 110**
D 2	12 226,4	11 162,3	**11 788,9**	12 760	11 420	**12 220**	13 060	11 760	**12 530**
D 3	13 645,7	12 389,5	**13 167,0**	14 140	12 500	**13 520**	14 450	12 850	**13 830**
D 4	15 126,0	13 738,7	**14 616,8**	15 580	13 710	**14 910**	15 920	14 020	**15 230**
D 5	16 825,8	15 275,4	**16 237,3**	17 270	15 130	**16 500**	17 610	15 440	**16 830**
D 6	18 874,7	16 975,2	**18 127,7**	19 330	16 810	**18 410**	19 690	17 140	**18 760**
D 7	21 649,3	18 952,5	**20 515,1**	22 170	18 850	**20 890**	22 580	19 250	**21 300**
D 8	26 027,6	21 621,8	**24 244,0**	26 660	21 620	**24 780**	27 250	22 210	**25 340**
D 9	35 045,0	26 454,5	**31 534,1**	36 020	26 950	**32 810**	37 040	27 880	**33 700**
D 9/D 1	3,32	2,71	**3,10**	3,21	2,64	**3,04**	3,21	2,65	**3,03**

(1) Cotisations sociales, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS depuis le 1er janvier 1996).
(2) Les résultats de ce tableau sont définitifs et exhaustifs ; ils ne sont pas directement comparables avec ceux du tableau "Répartition des salaires, nets de prélévements" disponible sur le cédérom.

TABLEAU C.03-5

Prélèvements sociaux sur les salaires

Source : INSEE — % du salaire brut

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cotisations des salariés, CSG et CRDS (1) :								
Taux moyen (salariés à temps complet du secteur privé)	16,7	20,1	20,5	20,0	20,4	20,5	20,4	...
Taux de cotisation sur la partie du salaire								
inférieure au plafond de la sécurité sociale (non cadres)	18,0	20,9	21,4	20,8	21,0	21,0	20,9	20,9
comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	12,5	18,1	19,2	19,0	19,7	19,7	19,4	19,1
comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	9,5	14,2	15,6	15,4	16,0	16,1	16,1	16,1
Plafond sécurité sociale (mensuel brut en euro)	1 664,7	1 981,1	2 091,6	2 148,0	2 205,9	2 241,0	2 279,1	2 352,0
Cotisations patronales (2) :								
Taux de cotisation pour un salaire égal au SMIC	37,9	29,8	21,9	22,3	22,6	22,6	22,2	22,4
Taux de cotisation sur la partie du salaire								
inférieure au plafond de la sécurité sociale (3) (non cadres)	37,9	39,6	40,1	40,5	40,8	40,8	40,4	40,6
comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	35,1	38,5	39,5	40,2	40,8	40,8	40,5	40,6
comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	22,3	32,7	34,0	34,6	35,3	35,3	35,4	35,4

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale, celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, à la CSG et à la CRDS.
(2) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale hors accidents de travail (taux variable), celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, au fonds de garantie des salaires, à la construction, à l'allocation logement, à la taxe d'apprentissage et à la formation professionnelle.
(3) Hors mesures d'allégements de charges patronales sur les bas salaires, mises en place à partir de juillet 1993.

TABLEAU C.03-6

Salaire minimum interprofessionnel de croissance SMIC (moyennes annuelles)

Source : Journal officiel — *Unité* : Euro par heure

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Métropole :								
SMIC brut (1)	5,53	5,73	5,90	6,07	6,17	6,31	6,54	6,75
Minimum garanti brut	2,68	2,74	2,77	2,79	2,81	2,83	2,88	2,93
Départements d'outre-mer :								
Antilles, Guyane, Réunion (SMIC brut) (1)	5,11	5,73	5,90	6,07	6,17	6,31	6,54	6,75
Métropole :								
SMIC net (2)	4,40	4,49	4,64	4,81	4,85	4,98	5,17	5,34

(1) Au 1er juillet 2003, le montant horaire brut est de 7,19 euros.
(2) Au 1er juillet 2003, le montant horaire net (CSG et CRDS déduites) est de 5,67 euros.

TABLEAU C.03-7

Proportion de salariés payés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet (1)

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (MASTS-DARES)
(enquête trimestrielle ACEMO sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activité économique	NES 16	NES 36	1997	1998	1999	2000	2001	(2) 2002
Industries agro-alimentaires	**EB**	**B0**	**20,4**	**20,2**	**20,7**	**21,2**	**23,1**	**18,9**
Industries des biens de consommation	**EC**		**13,6**	**12,7**	**10,7**	**12,7**	**13,8**	**13,0**
Habillement , cuir		C1	34,5	30,9	24,9	32,2	34,0	...
Édition, imprimerie, reproduction		C2	5,8	5,9	5,4	6,6	9,2	...
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	2,4	2,1	2,3	2,2	1,1	...
Industries des équipements du foyer		C4	12,1	12,3	10,8	12,2	13,6	...
Industrie automobile	**ED**	**D0**	**1,1**	**1,3**	**1,2**	**1,5**	**1,7**	**0,5**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**4,0**	**3,8**	**4,2**	**4,3**	**4,1**	**4,8**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	2,0	1,9	2,6	3,0	1,8	...
Industries des équipements mécaniques		E2	4,9	4,5	4,4	4,3	4,7	...
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	3,7	3,7	4,9	4,8	4,2	...
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**8,7**	**8,3**	**7,1**	**8,5**	**8,7**	**11,0**
Industries des produits minéraux		F1	8,5	7,8	6,6	8,5	8,3	...
Industrie textile		F2	20,8	19,4	16,3	17,9	20,6	...
Industries du bois et du papier		F3	11,8	11,6	10,3	11,9	13,7	...
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	5,7	6,2	5,0	6,7	6,2	...
Métallurgie et transformation des métaux		F5	7,5	6,5	5,7	6,9	7,3	...
Industries des composants électriques et électroniques		F6	6,4	6,9	5,6	6,3	5,0	...
Énergie	**EG**		**0,2**	**0,2**	**0,2**	**0,3**	**0,2**	**1,4**
Production de combustibles et de carburants		G1	0,1	0,1	0,1	0,3	–	...
Eau, gaz, électricité		G2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	...
Construction	**EH**	**H0**	**9,0**	**9,4**	**11,7**	**12,3**	**11,5**	**15,4**
Commerce	**EJ**		**19,9**	**16,2**	**15,7**	**19,0**	**18,9**	**19,4**
Commerce et réparation automobile		J1	14,1	14,1	15,3	14,9	15,2	...
Commerce de gros		J2	9,7	9,5	8,9	9,1	9,2	...
Commerce de détail		J3	28,1	21,0	20,5	26,8	26,6	...
Transports	**EK**	**K0**	**9,1**	**6,4**	**5,9**	**5,6**	**5,5**	**8,2**
Activités financières	**EL**	**L0**	**2,7**	**2,8**	**2,0**	**2,2**	**2,3**	**2,6**
Activités immobilières	**EM**	**M0**	**16,3**	**16,7**	**15,5**	**16,0**	**14,6**	**13,2**
Services aux entreprises	**EN**		**15,4**	**11,6**	**12,2**	**10,1**	**9,9**	**9,7**
Postes et télécommunications		N1	...	...	0,8	0,5	7,7	...
Conseil et assistance		N2	4,7	4,3	6,5	5,9	5,4	...
Services opérationnels		N3	25,0	18,3	30,3	22,9	17,5	...
Recherche et développement		N4	1,3	1,4	1,3	1,7	1,3	...
Services aux particuliers	**EP**		**36,5**	**36,5**	**32,7**	**33,9**	**35,9**	**32,5**
Hôtels et restaurants		P1	45,6	45,4	38,9	40,7	43,3	...
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	15,0	16,0	17,4	18,8	18,6	...
Services personnels et domestiques		P3	31,1	31,0	34,6	33,1	36,9	...
Education, santé, action sociale	**EQ**		**11,1**	**10,8**	**14,2**	**15,4**	**14,8**	**15,5**
Éducation		Q1	7,8	8,0	10,2	9,2	8,2	...
Santé, action sociale		Q2	11,8	11,4	14,9	17,2	16,7	...
Administration (activités associatives)		R2	14,6	16,2	24,7	18,4	22,9	16,4
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**14,1**	**12,4**	**12,8**	**13,6**	**13,9**	**14,0**
Regroupements spéciaux								
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG	RS1	9,3	8,6	8,2	9,2	9,8	9,9
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH	RS5	...	...	9,0	9,9	10,2	11,2
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER	RS6	16,8	14,5	14,9	15,6	16,0	15,6

(1) Champ ACEMO : ensemble des secteurs non agricoles, hors administration, personnel domestique et travail temporaire.
(2) À cause de l'apparition de différents niveaux de garantie mensuelle de rémunération (G.M.R.), une enquête SMIC spéciale, effectuée sur un nombre restreint d'entreprises, a été nécessaire en juillet 2002 : les données ne sont pas fiables au niveau des secteurs d'activité NES 36.

TABLEAU C.03-8

Gains bruts mensuels moyens selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2001

Sources : INSEE (DADS), MASTS-DARES (Enquête annuelle ACEMO) — *Unité* : Euro

Activité économique et catégorie socioprofessionnelle	NES 16	Établissements de moins de 10 salariés juin 2001			Établissements de 10 salariés et plus moyenne 2001		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Gains mensuels des ouvriers		**1 550**	**1 440**	**1 550**	**1 700**	**1 360**	**1 640**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 620	1 430	1 600	1 780	1 410	1 700
Construction	EH	1 510	1 400	1 510	1 620	1 510	1 620
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 540	1 430	1 540	1 740	1 410	1 680
Commerce	EJ	1 590	1 420	1 580	1 800	1 470	1 780
Transports	EK	1 520	1 410	1 520	1 570	1 350	1 550
Services	EL à EN, EP à ER	1 640	1 470	1 610	1 660	1 250	1 600
Gains mensuels des employés		**1 670**	**1 480**	**1 540**	**1 740**	**1 620**	**1 660**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 670	1 420	1 470	2 080	1 770	1 850
Construction	EH	1 620	1 440	1 500	1 970	1 740	1 780
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 650	1 430	1 480	2 070	1 760	1 840
Commerce	EJ	1 610	1 520	1 550	1 950	1 710	1 820
Transports	EK	1 790	1 460	1 580	1 590	1 430	1 490
Services	EL à EN, EP à ER	1 550	1 480	1 510	1 740	1 650	1 680
Gains mensuels des professions intermédiaires		**2 130**	**1 980**	**2 070**	**2 490**	**2 160**	**2 370**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 220	1 960	2 150	2 570	2 270	2 500
Construction	EH	2 120	1 780	2 100	2 450	2 190	2 430
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 170	1 930	2 130	2 560	2 270	2 490
Commerce	EJ	2 050	1 790	1 930	2 480	2 190	2 400
Transports	EK	2 090	1 900	2 000	2 420	1 990	2 280
Services	EL à EN, EP à ER	2 090	2 010	2 060	2 460	2 160	2 310
Gains mensuels des cadres		**2 910**	**2 470**	**2 810**	**4 580**	**3 590**	**4 330**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 910	2 370	2 830	4 540	3 630	4 370
Construction	EH	2 450	2 600	2 460	4 480	3 410	4 390
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 690	2 410	2 660	4 530	3 620	4 370
Commerce	EJ	2 560	2 530	2 560	4 200	3 280	4 040
Transports	EK	2 840	2 370	2 720	4 650	3 620	4 420
Services	EL à EN, EP à ER	3 060	2 470	2 900	4 590	3 580	4 300
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**1 910**	**1 720**	**1 850**	**2 380**	**1 940**	**2 230**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 900	1 610	1 840	2 360	1 860	2 230
Construction	EH	1 630	1 630	1 630	1 940	1 950	1 940
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 730	1 610	1 720	2 270	1 860	2 180
Commerce	EJ	1 720	1 690	1 720	2 110	1 930	2 080
Transports	EK	1 950	1 700	1 860	2 240	1 720	2 050
Services	EL à EN, EP à ER	2 170	1 720	1 950	2 560	2 030	2 340

TABLEAU C.03-9

Gains bruts moyens et leur décomposition selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle des salariés en 2001

Établissements de 10 salariés et plus

Sources : INSEE (DADS), MASTS-DARES (enquête annuelle ACEMO)

Activité économique et catégorie socioprofessionnelle	NES 16	Gain moyen en 2001 (euros)	Décomposition de la masse salariale (%)			
			Salaire de base	Heures supplémentaires	Primes	**Total**
Gains mensuels des ouvriers		**1 640**	**85,9**	**1,4**	**12,7**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 700	81,9	1,3	16,8	**100,0**
Construction	EH	1 620	90,9	1,9	7,2	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 680	83,2	1,4	15,4	**100,0**
Commerce	EJ	1 780	82,3	4,9	12,8	**100,0**
Transports	EK	1 550	89,4	1,2	9,4	**100,0**
Services	EL à EN, EP à ER	1 600	88,6	0,8	10,6	**100,0**
Gains mensuels des employés		**1 660**	**88,0**	**0,7**	**11,3**	100,0
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 850	85,5	0,6	13,9	**100,0**
Construction	EH	1 780	93,3	0,5	6,2	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 840	86,6	0,5	12,9	**100,0**
Commerce	EJ	1 820	89,1	1,0	9,9	**100,0**
Transports	EK	1 490	89,3	1,2	9,5	**100,0**
Services	EL à EN, EP à ER	1 680	88,6	0,6	10,8	**100,0**
Gains mensuels des professions intermédiaires		**2 370**	**86,3**	**0,8**	**12,9**	100,0
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 500	83,7	0,8	15,5	**100,0**
Construction	EH	2 430	91,1	0,7	8,2	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 490	84,7	0,8	14,5	**100,0**
Commerce	EJ	2 400	84,8	1,8	13,4	**100,0**
Transports	EK	2 280	87,6	0,8	11,6	**100,0**
Services	EL à EN, EP à ER	2 310	87,8	0,6	11,6	**100,0**
Gains mensuels des cadres		**4 330**	**87,8**	**0,2**	**12,0**	100,0
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	4 370	88,7	0,1	11,2	**100,0**
Construction	EH	4 390	90,8	0,2	9,0	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	4 370	89,0	0,1	10,9	**100,0**
Commerce	EJ	4 040	87,8	1,0	11,2	**100,0**
Transports	EK	4 420	87,3	0,2	12,5	**100,0**
Services	EL à EN, EP à ER	4 300	86,7	0,2	13,1	**100,0**
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**2 230**	**86,7**	**0,9**	**12,4**	100,0
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 230	84,6	0,8	14,6	**100,0**
Construction	EH	1 940	91,0	1,3	7,7	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 180	85,4	0,9	13,7	**100,0**
Commerce	EJ	2 080	83,8	4,1	12,1	**100,0**
Transports	EK	2 050	88,4	0,9	10,7	**100,0**
Services	EL à EN, EP à ER	2 340	87,8	0,5	11,7	**100,0**

TABLEAU C.03-10

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2002 (résultats provisoires) - France entière

Y compris Défense

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité* : Millier d'euros

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	868 617	30,97	34,81	27,44	31,11	35,02	27,56	27,61	30,50	23,74
Cadres	165 419	41,17	42,98	36,17	41,57	43,28	36,70	36,77	39,38	31,69
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	703 198	28,57	31,45	26,49	28,78	31,77	26,65	21,15	22,40	19,83
Professions intermédiaires	569 609	22,70	23,32	21,61	23,35	23,80	22,57	18,29	19,96	15,65
Employés et ouvriers	561 497	18,12	18,90	16,99	18,41	19,14	17,36	16,08	17,26	14,37
Toutes catégories	**1 999 723**	**25,01**	**26,31**	**23,38**	**25,57**	**26,88**	**23,96**	**19,17**	**20,81**	**16,75**

(1) Salaire net de prélévements (CSG et CRDS déduites), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.

TABLEAU C.03-11

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe, en 2002 (résultats provisoires)

Y compris Défense

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (années-travail)	Salaire net annuel (Millier d'euros)	Taux de rémunérations annexes				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	824 277	30,1	**17,0**	17,2	11,5	22,4	11,5
Cadres	156 013	39,6	**43,2**	46,2	12,4	46,0	35,3
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	668 264	27,8	**10,4**	10,4	10,5	12,5	8,7
Professions intermédiaires	542 407	22,1	**24,3**	25,4	15,5	29,1	16,1
Employés et ouvriers	535 453	17,7	**23,8**	25,1	13,9	28,6	16,5
Ensemble	**1 902 137**	**24,3**	**20,2**	**20,6**	**13,9**	**25,6**	**13,4**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.

TABLEAU C.03-12

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État

Champ : ensemble des agents des services civils de l'État

Source : INSEE (fichier de paie des agents de l'État) — *Unité* : Euro

Déciles (1)	1999			*r* 2000			2001		
	Homme	Femme	**Ensemble**	Homme	Femme	**Ensemble**	Homme	Femme	**Ensemble**
D1	14 120,4	13 335,7	**13 609,0**	14 327,0	13 519,3	**13 805,2**	14 652,6	13 780,2	**14 097,9**
D2	16 535,8	15 621,8	**16 040,4**	16 863,3	15 935,0	**16 331,1**	17 251,1	16 290,2	**16 659,9**
D3	18 601,6	17 344,4	**17 771,1**	18 921,9	17 651,7	**18 071,8**	19 274,3	17 996,5	**18 479,2**
D4	20 736,5	18 715,9	**19 388,7**	21 031,7	19 071,2	**19 725,0**	21 398,9	19 474,2	**20 081,3**
D5	22 607,3	20 121,9	**21 132,1**	22 949,6	20 495,2	**21 493,4**	23 336,9	20 900,2	**21 868,2**
D6	24 727,1	21 691,5	**22 870,2**	25 185,4	22 114,0	**23 299,6**	25 606,6	22 543,2	**23 748,6**
D7	27 525,5	23 602,6	**25 064,8**	28 024,5	24 128,1	**25 625,1**	28 454,5	24 560,4	**26 042,6**
D8	31 612,6	26 075,7	**28 282,9**	32 125,0	26 685,7	**28 849,3**	32 660,0	27 146,5	**29 295,3**
D9	38 507,1	30 420,3	**33 996,0**	39 247,1	31 062,5	**34 784,6**	39 973,0	31 587,8	**35 392,8**
D9/D1	2,73	2,28	**2,50**	2,74	2,30	**2,52**	2,73	2,29	**2,51**
Salaire net moyen	**24 903,3**	**21 348,8**	**22 881,8**	**25 382,6**	**21 803,7**	**23 342,1**	**25 894,8**	**22 236,5**	**23 800,2**

(1) En 2001, 10 % des salariés de la fonction publique d'État ont un salaire annuel net de prélèvements inférieur à 14 097,9 euros, 20 % inférieur à 16 659,9 euros, etc.

TABLEAU C.03-13

Indice des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État (moyennes annuelles)

Source : INSEE — Nouvel indice base 100 : Décembre 1991

	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Indices bruts par catégorie :						
Catégorie A	108,2	111,6	113,0	114,2	115,2	116,8
Catégorie B	109,1	112,6	114,1	115,5	116,6	118,2
Catégories C + D	110,6	114,7	116,8	118,6	120,1	122,0
Indice brut d'ensemble	**109,0**	**112,6**	**114,1**	**115,5**	**116,7**	**118,3**
Indices nets par catégorie (1) :						
Catégorie A	106,5	110,6	111,9	113,1	114,1	115,6
Catégorie B	107,3	111,4	112,9	114,2	115,3	116,9
Catégories C + D	108,8	113,2	115,3	117,0	118,5	120,3
Indice net d'ensemble (1)	**107,3**	**111,4**	**112,9**	**114,3**	**115,5**	**117,0**

(1) Les traitements sont nets à la fois de cotisations sociales et de prélèvements fiscaux (CSG et CRDS).

TABLEAU C.03-14

Structure des coûts de la main-d'œuvre

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus en 2000
établissements des entreprises de 10 salariés et plus en 1996
établissements de 10 salariés et plus en 1992
établissements de 10 salariés et plus dans l'industrie et le bâtiment en 1988
entreprises de 10 salariés et plus dans le commerce, les banques et les assurances en 1988

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre) %

Éléments du coût de la main-d'œuvre	Industrie et bâtiment				(1) Services			
	1988	1992	1996	2000	1988	1992	1996	2000
Salaire, primes et épargne salariale	57,6	58,4	59,7	60,2	57,8	59,9	59,5	62,0
Congés payés et jours fériés chômés payés	9,4	9,0	8,0	7,4	8,6	7,6	6,6	6,5
Sécurité sociale	19,1	18,7	17,6	16,7	18,0	18,6	18,2	16,7
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès, vieillesse	12,3	13,2	13,1	12,3	12,3	13,4	14,2	12,3
Allocations familiales	4,7	4,2	3,0	3,1	4,5	4,2	3,0	3,3
Autres charges (y compris accidents du travail)	2,1	1,3	1,5	1,2	1,3	1,0	1,0	1,0
Autres modes de protection sociale	8,9	9,2	9,0	8,7	9,1	9,0	8,7	8,8
dont : ASSEDIC	3,0	3,1	3,5	3,2	3,0	3,1	3,3	3,3
Retraite complémentaire	4,9	4,9	4,4	4,2	4,8	5,0	4,3	4,2
Autres charges conventionnelles	1,0	1,3	1,1	1,3	1,3	0,9	1,1	1,3
Autres charges sociales diverses	5,0	4,6	5,7	7,0	6,5	4,9	7,0	6,0
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié équivalent temps complet (en euros)	2 294	2 686	2 975	3 131	2 406	2 791	3 176	3 476

(1) Commerce, banques, assurances jusqu'en 1992 ; en 1996, section G à K de la Nace révisée 1, non compris transports, poste-télécommunications, auxiliaires financiers d'assurance et . recherche-développement.

TABLEAU C.03-15

Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie (1) dans les pays de l'Union européenne en 2000

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre) % du coût total

	Coût (2) direct	Rémunération (3) directe	Coût indirect	Charges (4) sociales
Allemagne	75,4	63,8	24,6	23,1
Autriche	71,7	62,7	28,3	24,4
Belgique	–	–	–	–
Danemark	88,6	73,0	11,4	7,9
Espagne	73,9	63,9	26,1	25,1
Finlande	77,8	67,0	22,2	20,7
France	**67,6**	**57,9**	**32,4**	**28,9**
Grèce	77,6	71,4	22,4	22,3
Irlande	84,8	74,9	15,2	13,4
Italie	67,2	61,5	32,8	30,6
Luxembourg	83,9	72,9	16,1	15,3
Pays-Bas	77,1	66,8	22,9	21,1
Portugal	79,8	71,2	20,3	19,3
Royaume-Uni	79,8	67,4	20,2	16,8
Suède	66,8	57,9	33,2	29,5
EUROPE DES 15	**73,8**	**63,5**	**26,2**	**23,8**

(1) Y.c. énergie et construction (NACE C à F).
(2) Rémunération directe et primes (journées travaillées et journées de congés), avantages en nature et épargne salariale.
(3) Pour les journées travaillées. Primes incluses.
(4) Cotisations patronales légales de sécurité sociale, protection sociale complémentaire, et prestations sociales directes.

TABLEAU C.03-16

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 14 pays de l'Union européenne (1) en 2000

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus

Sources : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre)

Unités : Coût horaire : Euro
Heures travaillées : Nombre

Secteurs (NACE révisé 1)		DK	(2) DE	GR	ES	**FR**	IE	IT	LU	NL	AT	PT	FI	SE	UK	**EM**
COÛT HORAIRE																
Industries extractives	C	32,99	31,57	11,96	18,58	**19,25**	18,46	20,91	19,73	37,79	27,66	7,77	21,71	30,38	31,97	**22,72**
Industrie manufacturière	D	25,94	28,48	9,56	15,12	**24,01**	17,34	18,28	22,10	24,11	24,32	6,94	22,03	28,30	23,50	**22,75**
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	E	31,98	35,94	16,37	25,58	**28,56**	29,75	27,20	37,12	33,59	37,65	13,25	25,51	31,86	32,33	**30,02**
Construction	F	26,00	21,19	7,76	12,06	**20,52**	16,60	16,26	16,07	23,19	22,71	6,94	20,84	25,67	23,05	**19,09**
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	25,22	21,33	7,62	12,00	**21,10**	13,77	16,88	16,66	19,48	20,91	8,10	21,66	26,19	19,68	**18,90**
Hôtels et restaurants	H	20,45	13,94	10,71	9,97	**20,74**	10,62	12,81	12,95	14,22	14,05	5,72	14,53	18,85	14,06	**14,63**
Transports et communications	I	28,21	///	13,27	17,14	**18,78**	18,10	20,31	25,08	22,11	21,93	11,30	22,97	29,24	22,50	**21,09**
Activités financières	J	34,90	34,70	16,34	26,72	**34,47**	24,58	32,16	41,91	32,79	34,42	19,01	28,34	42,92	40,11	**34,28**
Immobilier, location et services aux entreprises	K	29,68	///	11,33	11,85	**27,24**	21,49	17,91	21,56	23,06	24,81	8,09	22,91	30,78	27,11	**23,60**
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**27,10**	**26,34**	**10,40**	**14,22**	**24,39**	**17,31**	**18,99**	**24,23**	**22,99**	**23,60**	**8,13**	**22,13**	**28,56**	**23,85**	**22,19**
NOMBRE MOYEN D'HEURES TRAVAILLÉES PAR MOIS																
Industries extractives	C	145	140	153	133	**122**	176	146	152	141	142	145	141	134	171	**132**
Industrie manufacturière	D	138	132	150	143	**134**	157	145	141	135	145	143	136	142	156	**140**
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	138	134	154	137	**120**	145	135	139	133	143	140	135	145	147	**134**
Construction	F	141	139	144	143	**139**	179	145	145	136	142	149	137	142	170	**146**
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	141	138	152	145	**137**	162	153	144	138	148	150	141	146	156	**145**
Hôtels et restaurants	H	136	142	146	144	**146**	170	150	145	141	152	150	176	143	155	**149**
Transports et communications	I	140	///	155	143	**138**	166	144	144	148	149	153	132	137	164	**151**
Activités financières	J	133	137	152	134	**130**	146	138	141	133	144	127	132	135	137	**135**
Immobilier, location et services aux entreprises	K	137	///	151	145	**134**	152	150	145	136	146	157	147	142	150	**144**
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**139**	**135**	**151**	**143**	**134**	**160**	**146**	**143**	**137**	**146**	**146**	**138**	**142**	**155**	**143**

(1) EM = États membres : DK = Danemark, DE = Allemagne, EL = Grèce, ES = Espagne, FR = France, IE = Irlande, IT = Italie, LU = Luxembourg, NL = Pays-Bas, AT = Autriche, PT = Portugal, FI = Finlande, SE = Suède, UK = Royaume-Uni.
(2) La collecte de données relatives à l'année 2000 était facultative pour les sections I et K en Allemagne.

TABLEAU C.03-17

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 11 pays candidats à l'Union européenne, en 2000 (1)

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre)

Unités : Coût horaire : Euro
Heures travaillées : Nombre

Secteurs (NACE révision 1)		BG	CY	CZ	EE	HU	LT	LV	PL	RO	SI	SK	**PC**
COÛT HORAIRE													
Industries extractives	C	2,26	12,08	4,91	4,01	4,93	3,24	2,23	7,36	2,49	11,65	3,85	**4,96**
Industrie manufacturière	D	1,22	9,02	3,58	2,81	3,68	2,57	2,18	3,95	1,28	8,19	3,05	**3,09**
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	E	2,51	18,98	4,78	3,51	5,34	3,40	3,60	5,73	2,32	11,10	2,75	**4,18**
Construction	F	1,09	9,92	3,60	2,73	2,86	2,41	2,00	4,01	1,11	7,58	2,95	**2,95**
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	0,96	9,82	3,89	2,68	3,09	2,28	1,78	4,03	1,10	8,73	2,64	**3,20**
Hôtels et restaurants	H	0,89	8,63	2,94	1,82	2,32	1,74	1,54	3,00	1,01	7,41	2,39	**2,62**
Transports et communications	I	1,64	12,27	4,08	3,54	4,33	3,06	3,14	4,98	2,09	10,18	3,35	**3,93**
Activités financières	J	2,44	15,84	6,89	6,66	7,61	4,93	4,89	6,66	3,99	14,34	4,45	**6,45**
Immobilier, location et services aux entreprises	K	1,12	10,51	4,18	2,99	4,07	3,00	2,63	4,83	1,31	11,21	3,26	**3,89**
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**1,35**	**10,74**	**3,90**	**3,03**	**3,83**	**2,71**	**2,42**	**4,48**	**1,51**	**8,98**	**3,06**	**3,47**
NOMBRE MOYEN D'HEURES TRAVAILLÉES PAR MOIS													
Industries extractives	C	138	171	142	131	145	152	155	139	147	132	139	**142**
Industrie manufacturière	D	142	155	149	148	146	147	151	152	149	143	140	**148**
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	137	137	149	151	143	149	151	146	146	140	147	**146**
Construction	F	147	147	151	148	152	138	153	151	164	149	147	**153**
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	G	155	157	155	152	154	154	159	154	159	145	151	**154**
Hôtels et restaurants	H	150	149	158	154	152	152	157	153	166	145	152	**155**
Transports et communications	I	145	162	155	152	144	152	154	145	148	143	147	**148**
Activités financières	J	150	141	155	152	152	152	158	147	156	138	149	**150**
Immobilier, location et services aux entreprises	K	149	151	158	156	153	153	156	150	168	146	152	**154**
Ensemble de l'industrie et des services	**C à K**	**145**	**153**	**151**	**150**	**148**	**149**	**154**	**150**	**152**	**144**	**145**	**150**

(1) PC = Pays candidats : BG = Bulgarie, CY = Chypre, CZ = République tchèque, EE = Estonie, HU = Hongrie, LT = Lituanie, LV = Lettonie, PL = Pologne, RO = Roumanie, SI = Slovénie, SK = Slovaquie.

Chapitre C.04

Transferts sociaux

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Compte de la protection sociale - France entière.

2 Contributions publiques reçues par les différents régimes et prestations de protection sociale par risque - France entière.

3 Prestations de protection sociale par fonction et dépenses courantes en pourcentage du PIB, dans les pays de l'Union européenne en 2000.

4 Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne en 2000.

5 Prestations maladies versées par les caisses de sécurité sociale.

6 Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département.

7 Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre.

8 Prestations familiales : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires ; ensemble des régimes, montant global.

9 Prestations familiales, tous régimes et régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation.

10 Retraites : données de cadrage par régime au 31 décembre 2002.

11 Montants mensuels moyens bruts des différents avantages vieillesse composant la retraite globale des retraités de droit direct (échantillon inter régimes de retraités 2001).

12 Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI, selon l'organisme verseur, au 31 décembre 2001 - France entière.

13 Minimum vieillesse - France entière.

14 Bénéficiaires de minima sociaux au 31 décembre.

15 Bénéficiaires du RMI au 31 décembre 2002 - France entière.

1 ○ Présentation

La part des prestations de protection sociale dans le produit intérieur brut (PIB), appelée taux de redistribution sociale, s'établit à 29,1 % en 2002. Après avoir atteint le maximum historique de 29,4 % en 1996, ce taux a décru régulièrement jusqu'en 2000 (28,3 %) avant de remonter dans un contexte économique moins favorable.

Entre 1995 et 2000, la croissance des ressources du compte de la protection sociale a été plus rapide que celle des emplois. Au contraire en 2002, les prestations versées conduisent à une croissance des emplois plus forte que celle des ressources.

Les prestations de protection sociale (prestations sociales et transferts sociaux servis aux ménages) s'accroissent de 5,6 % en euros courants en 2002, soit une nette accélération par rapport aux années précédentes. En termes réels, elles augmentent de 0,6 %, soit 0,8 point de plus qu'en 2001, la hausse des prix étant un peu supérieure à 2,0 % après 1,6 % en 2001.

En 2002, les pensions directes des régimes de retraite de base augmentent de 4,4 % en valeur, à un rythme un peu plus rapide qu'en 2000 et 2001, mais plus lent en termes réels que pendant la décennie précédente. Ce ralentissement tient à plusieurs causes : des revalorisations des pensions du régime général moins favorables, mais aussi la moindre croissance des effectifs concernés.

S'agissant des retraites complémentaires, l'accord du 10 février 2001 a visé à stabiliser pour les années à venir les taux de cotisation et le niveau des pensions dans le cadre d'un rapprochement des deux principaux régimes complémentaires Agirc et Arrco. Il en résulte une progression régulière des allocations complémentaires (+ 4,3 % en 2001, + 4,4 % en 2002).

Les montants alloués au titre du minimum vieillesse augmentent de 4,6 % en 2002, après une longue période de baisse régulière qui s'explique par la diminution des effectifs concernés. Cette reprise est due à une revalorisation intervenue au 1er janvier 2002 (+ 2,2 %).

Les prestations familiales progressent en valeur de 3,2 % en 2002, en dépit de la faible croissance du nombre des bénéficiaires (+ 0,2 %). L'augmentation des prestations résulte de la revalorisation de la base mensuelle des allocations familiales (+ 2,1 % au 1er janvier 2002), de la réévaluation des plafonds de ressources applicables à certaines prestations (+ 1,6 % au 1er juillet 2002), et de la création de prestations nouvelles (allocation de présence parentale en 2001, congé de paternité en 2002).

Après le recul observé en 2000 et en 2001, le montant global versé au titre des allocations familiales augmente de 1,5 % en 2002.

Parmi les autres prestations sans condition de ressources, l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistance maternelle agréée (Afeama) continue de progresser fortement en 2002 (+ 10 %, pour atteindre 2 milliards d'euros), en lien avec la progression des effectifs bénéficiaires. Le supplément familial de traitement, prestation versée aux agents du secteur public, est aussi en progression en 2002 (+ 5 % après + 10% en 2001). L'allocation parentale d'éducation (APE) voit ses dépenses augmenter de 3,1 % en 2002 (après + 3,8 % en 2001), avec une hausse modérée du nombre des bénéficiaires. Enfin, a été créé le congé de paternité (11 jours), payable sous forme d'indemnités journalières versées par les caisses d'assurance maladie. Le coût estimé en 2002 est de 142 millions d'euros.

En 2002, les prestations familiales sous condition de ressources n'augmentent que très modérément (+ 1,7 % en valeur). Les montants versés au titre du complément familial diminuent, après deux années de légère hausse (l'âge limite de versement ayant été prolongé jusqu'à 21 ans en 2000). La progression régulière des prestations versées au titre de l'allocation pour parent isolé - API - (+ 4,4 %) va de pair avec la poursuite de l'augmentation des effectifs concernés (+ 2,5 % fin 2002, soit plus de 180 000 bénéficiaires). En revanche, les montants versés au titre de l'allocation pour jeune enfant (APJE) « longue », servie aux parents d'enfants de 3 mois à 3 ans diminuent de 2,2 %, après l'augmentation intervenue en 2001 (+ 2,9 %). De même, les montants versés au titre de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) stagnent en 2002, comme en 2001, en liaison avec la baisse du nombre des élèves du primaire et du secondaire. Les bourses d'études retrouvent un niveau de progression de près de 5 % en 2002, après le ralentissement observé en 2001.

Les indemnités journalières de maternité augmentent quant à elles de 5,2 %, après + 3,7% en 2001 et + 7,7 % en 2000, suivant ainsi la forte progression des naissances enregistrée ces trois années.

Les aides au logement augmentent de 4,9 % en 2002.

Après une diminution en 2000, les allocations chômage à la charge de l'Unedic augmentent de 21,2 % en 2002, après 7,5 % en 2001. La dégradation de la situation de l'emploi depuis le milieu de l'année 2001, ainsi que la nouvelle convention d'assurance chômage du 1er janvier 2001, avec la mise en œuvre du plan d'aide au retour à l'emploi (Pare), à partir du 1er juillet 2001, expliquent cette évolution. En revanche, l'allocation aux chômeurs âgés, qui avait connu une forte progression en 2000 et en 2001, semble stabilisée (1,9 milliard d'euros en 2002). Le nombre de chômeurs indemnisés par le régime d'assurance chômage, après avoir diminué pendant deux ans, est reparti à la hausse dès 2001 (+ 12,9 %) à un rythme qui se maintient en 2002 (+ 12,1 %).

Après deux années de baisse, les montants versés au titre des allocations de solidarité (pour l'essentiel l'allocation de solidarité spécifique, ASS), augmentent de 8,1 % en 2002.

Les allocations de préretraite du fonds national de l'emploi (FNE) continuent de diminuer (- 15,7 % en 2002), à un rythme un peu supérieur à celui des années précédentes.

Les prestations de formation et de réinsertion professionnelle versées aux demandeurs d'emplois diminuent de 11,7 % en 2002, ce qui marque une accentuation par rapport aux années précédentes, en liaison avec une baisse régulière des effectifs depuis quelques années.

Concernant le financement de la protection sociale, la part des impôts et taxes affectés s'est accrue avec les relèvements successifs de la CSG en 1993 (+ 1,3 point), 1997 (+ 1 point) et 1998 (+ 4,1 points).

2 ○ Méthodologie

Les comptes de la protection sociale décrivent les diverses interventions des régimes précités selon les types de prestations et les risques couverts. Ils permettent également d'appréhender l'équilibre financier des régimes et l'origine de leurs ressources.

Généralités

Les prestations sociales sont réparties en quatre risques principaux :

– **la « santé »** recouvre la maladie, l'invalidité infirmité, les accidents du travail et maladies professionnelles ;

– **la « vieillesse »** correspond aux cessations d'activités, au minimum vieillesse et à d'autres prestations ainsi qu'à l'assurance veuvage et aux pensions de réversion ;

– **la « famille »** compense une partie des charges liées à la naissance et à l'éducation des enfants. Il est à noter que les aides au logement y sont incluses ;

– **l'« emploi »** : ce risque se décompose en inadaptation professionnelle et chômage. L'inadaptation professionnelle correspond à la recherche et à l'adaptation à un nouvel emploi et aux versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle.

Deux autres risques « logement et exclusion sociale » correspondent essentiellement à la protection sociale de certaines catégories de la population.

Les régimes de protection sociale

Ils se décomposent en cinq grands sous-ensembles :

– **Les régimes d'assurance sociale** : ce sont des régimes obligatoires pour les individus en vertu de la législation, le plus

souvent dans le cadre du travail. Les cotisations à la charge de l'assuré et de l'employeur en assurent le financement. La protection contre le chômage et la sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, constituent l'essentiel de cette catégorie où entrent également les régimes complémentaires.

– **Les régimes d'employeurs** : ils sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement...).

– **Les sociétés mutualistes** : elles sont définies par le code de la mutualité. L'affiliation est facultative, l'assuré acquittant seul sa cotisation. Les mutuelles interviennent essentiellement dans le domaine de la santé.

– **Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics**

Ces régimes, financés principalement par l'impôt, développent des actions de solidarité nationale en faveur de populations ciblées (familles, personnes âgées, handicapés, victimes de guerre...) et aussi sur certains domaines, comme le logement ou la formation.

– **Les régimes d'intervention sociale des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)**

Les organisations caritatives classées en régimes d'intervention sociale des ISBLSM, sont essentiellement financées par des dons.

L'échantillon inter régimes de retraités

C'est l'outil du rapprochement, individu par individu, d'informations provenant des différents régimes de retraite. En collaboration avec l'INSEE, la Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES) interroge tous les quatre ans la quasi totalité des organismes de retraite obligatoire, de base et complémentaire. La première enquête a eu lieu en 1988, la seconde en 1993, les suivantes en 1997 et 2001. L'Échantillon inter régimes de retraités a été conçu à l'origine comme un panel, c'est-à-dire que les générations appartenant à l'échantillon lors d'une vague sont ré-interrogés lors de la vague suivante. Au cours des vagues successives, la couverture de l'échantillon s'est élargie. En 1988 et 1993, respectivement quatre et cinq générations seulement avaient été sélectionnées, pour représenter les retraités âgés de 65 ans et plus. En 1997, le champ s'est étendu aux retraités âgés de 54 ans et plus, et douze générations étaient représentées. En 2001, en sus des deux jeunes générations entrantes, cinq nouvelles générations âgées ont été introduites, afin d'améliorer la représentativité de l'échantillon aux âges élevés. De plus les personnes nées dans les Dom sont prises en compte. La manière de définir l'âge a été revue. Il s'agit maintenant de l'âge exact.

Les statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par l'OSCE (Office statistique des communautés européennes) établit, sur une base homogène, des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale entre les différents États membres.

3

○ Définitions

L'aide sociale

« L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève directement d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance. Elle exprime un devoir de solidarité à l'égard des plus déshérités de ses membres (Droit de la Sécurité sociale, Dalloz, 1989) ». Elle dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission » ; l'aide sociale, est un droit « octroyé » qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

On distingue les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État. Les départements gèrent la très grande majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution, ainsi que le montant minimum des prestations, restent toutefois fixés au niveau national.

Les diverses catégories d'assurance

- Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

– de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit ;

– de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces), les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

- L'assurance invalidité accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.
- L'assurance décès garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.
- L'assurance accident du travail et maladies professionnelles intervient en cas d'accidents ou de maladies subis par les salariés, en remboursant des dépenses médicales et en versant des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité temporaire ou permanente.

Ces catégories d'assurance sont gérées par une multiplicité de régimes :

– le plus important, le régime général dont bénéficient les salariés de l'industrie et du commerce ;

– les régimes agricoles : exploitants et salariés (MSA) ;

– le régime des artisans et professions libérales (CANAM) ;

– les régimes spéciaux, (mines, SNCF, militaires, marins, RATP, Banque de France, clercs de notaires...).

L'assurance vieillesse (les régimes de retraite de base)

Le système d'assurance du risque vieillesse est extrêmement complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont 59 regroupées au sein de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et 113 au sein de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.

Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

- le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (CNAV) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole) ;
- les régimes de non-salariés :

– la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA),

– la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (ORGANIC),

– la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL),

– la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles (MSA),

– la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),

– la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAMAVIC).

- les régimes spéciaux de salariés.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement composée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, EDF...) mais certains salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire) bénéficient aussi de régimes spéciaux.

Le minimum vieillesse et l'allocation supplémentaire du Fonds de Solidarité Vieillesse

Créé le 1er janvier 1994, le Fonds de solidarité Vieillesse (FSV) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité dans la limite

d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le minimum vieillesse. Une personne sur dix âgée de plus de 65 ans perçoit encore cette allocation.
Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou de 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations :
– premier étage : le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), il peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS...) ;
– second étage : l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse.
Même si la personne ne peut prétendre à aucune retraite, il existe un dispositif spécifique pour atteindre le minimum vieillesse, le service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV). Elle doit, dans un premier temps, solliciter l'allocation spéciale vieillesse. Le montant maximal de cette allocation est celui de l'AVTS.

Les prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :
– un régime d'assurance chômage financé par les partenaires sociaux (UNEDIC et ASSEDIC) et destiné aux chômeurs ayant travaillé suffisamment ;
– un régime de solidarité relevant de l'État.
Les préretraites-État comprennent :
– l'allocation spéciale du FNE (AS-FNE) destinée aux salariés de 56 ans minimum, licenciés par une entreprise ayant signé une convention avec l'État ;
– la préretraite progressive qui permet aux salariés de 55 ans minimum, le passage à un emploi à mi-temps dans les seules entreprises industrielles qui s'engagent à maintenir leur effectif à plein-temps constant ;
– l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) suite à l'accord du 6 septembre 1995. En contrepartie du départ des salariés d'au moins 58 ans en 1997 et ayant 172 trimestres d'assurance vieillesse, l'entreprise s'engage à procéder à des embauches, notamment de jeunes de moins de 26 ans.
Ce dispositif est complété depuis 1997 par l'allocation pour chômeurs âgés.

Les prestations familiales

- Allocations familiales (AF)

Cette prestation est versée dès que la famille a deux enfants ou plus à charge. Sa valeur est majorée selon l'âge des enfants. Transitoirement mise sous condition de ressources de mars à décembre 1998, elle est de nouveau sans condition de ressources depuis janvier 1999. À partir de cette même date, les majorations pour âge sont reportées d'un an (respectivement de 10 à 11 ans et de 15 à 16 ans). Au 1er janvier 2002, cette prestation a été revalorisée de 2,1 % de la base mensuelle de calcul.

- Complément familial (CF)

Cette prestation est versée sous conditions de ressources aux familles de trois enfants et plus, tous les enfants ayant plus de trois ans. L'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans en janvier 2000.

- Allocation de rentrée scolaire (ARS)

Cette allocation est soumise à conditions de ressources et à la présence d'enfants scolarisés. Elle est versée en une fois.

- Allocation d'adoption

Créée le 1er janvier 1995, elle est versée, sous condition de ressources, depuis le 1er août 1996, pendant vingt et un mois aux personnes qui adoptent un enfant ou qui accueillent un enfant en vue de son adoption.

- Allocation pour jeune enfant (APJE)

Depuis le 1er janvier 1996, elle est versée sous condition de ressources du cinquième mois de grossesse aux trois ans de l'enfant. Plus généreuse et plus large que le complément familial, elle se substitue à celui-ci pour les familles de trois enfants et plus dans lesquelles l'un des enfants a moins de trois ans.

- Allocation parentale d'éducation (APE)

Elle est versée sans condition de ressources à des familles de trois enfants dont un est âgé de moins de trois ans. En outre, l'un des parents ne doit plus exercer d'activité, mais doit avoir exercé une activité salariée pendant 24 mois au cours des dix années précédentes. Depuis le 1er juillet 1994, elle est versée à des familles de deux enfants, sous condition d'une activité salariée pendant 24 mois au cours des cinq années précédentes. Elle est versée pour une durée maximale de trois ans.

- Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)

Elle vise à assurer une aide financière aux parents qui exercent une activité professionnelle et emploient à leur domicile une personne pour garder leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans. Elle a été étendue, à taux réduit, par la loi famille de 1994 aux enfants de trois à six ans. Elle peut être cumulée à mi-taux avec une Allocation parentale d'éducation à taux partiel. Cette prestation est versée sans condition de ressources jusqu'en décembre 1997. À partir de janvier 1998, elle est limitée à une fraction des cotisations sociales (50 ou 75 %) variable selon le revenu.

- Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA)

Elle consiste en la prise en charge de l'intégralité des cotisations sociales et patronales dues pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (avec un salaire plafond). De plus, l'AFEAMA comporte un complément qui prend en charge une partie du coût de la garde.

- Allocation de parent isolé (API)

Elle est soumise à conditions de ressources. C'est une allocation différentielle versée aux personnes seules qui assument la charge d'un ou plusieurs enfants. Elle est servie pendant une période d'un an maximum mais peut être prolongée jusqu'au troisième anniversaire du dernier enfant. À compter de janvier 2001 et sur sept ans, le montant de l'allocation est en cours d'harmonisation avec celui versé dans les DOM.

- Allocation de soutien familial (ASF)

Elle est versée aux personnes isolées ayant la garde d'un enfant et aux familles ayant à leur charge un enfant orphelin de père et (ou) de mère. Son montant varie selon que l'enfant est orphelin d'un ou des deux parents (ou assimilé).

- Allocation de logement « familiale » (ALF)

Elle a été créée en 1948 pour solvabiliser les familles face à la hausse des loyers des logements neufs lors de la reconstruction. Elle est à présent attribuée aux familles avec enfants ou ayant à charge un ascendant ou un proche parent infirme et aux jeunes couples sans enfant à charge qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'Aide personnalisée au logement.

- Allocation de logement « sociale » (ALS)

Elle a été créée en 1971 et est versée sous conditions de ressources à des personnes âgées, des handicapés et des jeunes salariés. Son extension aux étudiants, permet de couvrir intégralement toutes les personnes non éligibles à l'ALS ou à l'APL. C'est uniquement parce que les caisses d'allocations familiales en assurent le versement que cette prestation peut être considérée comme familiale.

- Aide personnalisée au logement (APL)

Elle a été créée en 1977 et s'adresse, sous conditions de ressources, à toute personne locataire d'un logement neuf ou ancien qui a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et l'État fixant, entre autres, l'évolution du loyer, la durée du bail, les normes de confort ou aux personnes accédant à la propriété (ou déjà propriétaire) et ayant contracté un prêt aidé par l'État.

Les prestations en nature de l'assurance maladie

- Les honoraires privés comprennent :

– les honoraires médicaux du secteur privé perçus en cabinets libéraux et établissements privés correspondant aux consultations (C), visites (V), actes de chirurgie et de spécialités (K et KC), actes utilisant les radiations ionisantes (Z et ZB), actes de surveillance et stomatologie (SPM) et aux frais de déplacement des praticiens ;
– les honoraires dentaires perçus en secteur privé à partir des soins conservateurs et prothèses (SCP) et des soins divers (D et DC).

- Les versements aux établissements d'hospitalisation.

Il s'agit :
– des versements au secteur public ou assimilé (dotation globale, frais de séjour des établissements médico-sociaux) ;
— des versements au secteur privé.
- Les prescriptions.

Ce poste concerne :
– les remboursements de pharmacie en matière de médicaments, produits d'origine humaine, accessoires et pansements. Ne sont pas retenus ici les médicaments consommés en hôpitaux publics ni les médicaments non coûteux compris dans les forfaits journaliers des hôpitaux privés ;
– les remboursements d'actes auxiliaires médicaux (AM et SFI) : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures, sages-femmes ;
– les remboursements d'actes de biologie (B, BP, BM, BR, K, KB, AMI) : les actes en B et BP sont des actes d'analyse effectués dans les laboratoires et les pharmacies d'officine, les actes cotés en BP correspondant aux actes d'anatomie et de cytologie pathologique ; les prélèvements sont cotés en K, en KB ou en AMI, suivant qu'ils sont réalisés par des médecins, des directeurs de laboratoire non médecins ou des auxiliaires ;
– les remboursements d'appareillages optique et orthopédique ;
– le poste autres prestations est constitué des frais de déplacement des malades, des cures thermales et d'autres prestations ;
– le poste « prestations en espèces » comprend les indemnités journalières, les pensions, les rentes.

Les prestations de vieillesse

En matière de retraites, il existe deux sortes de droits : les droits directs correspondant aux droits acquis par un individu en contrepartie de ses cotisations passées et les droits dérivés correspondant aux pensions de réversion versées au conjoint lors du décès de l'assuré.

Le régime d'assurance chômage

Le régime d'assurance-chômage est géré de manière paritaire, d'une part par des représentants des employeurs, d'autre part par des représentants des salariés.
La gestion de ce régime, assurée au plan national par l'UNEDIC, est fortement décentralisée.
L'UNEDIC regroupe, au plan local, 48 ASSEDIC en métropole et 5 dans les départements d'outre-mer.
Le financement est assuré par les cotisations des employeurs et des salariés, et par une contribution supplémentaire due par l'employeur pour toute rupture de contrat de travail d'un salarié de 50 ans et plus.

Protection sociale

Les risques retenus au titre de la protection sociale sont la santé, la vieillesse, la famille, l'emploi et les risques divers.
Elle recouvre les prestations et cotisations suivantes :
- Prestations sociales

Elles prennent la forme de prestations en espèces (pensions de retraite, prestations familiales, indemnités de chômage, indemnités journalières...), de prestations en nature [remboursement d'une dépense par un tiers payant (soins de santé par exemple), ou d'une prise en charge d'une dépense liée à un risque social (comme l'aide ménagère)].
- Prestations fiscales

Ce sont des exonérations ou des réductions d'impôts accordées au titre de l'un des risques.
- Prestations de services sociaux

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, de placement).
- Cotisations sociales

Les comptes de la protection sociale distinguent deux grandes catégories de cotisations sociales :
– **Les cotisations sociales effectives** comprennent tous les versements que les personnes assurées ou leurs employeurs font à des institutions octroyant des prestations sociales afin d'acquérir et de maintenir le droit à ces prestations. Elles sont partagées entre cotisations à la charge des employeurs, cotisations à la charge des salariés, cotisations à la charge des travailleurs indépendants et cotisations sur prestations.
– **Les cotisations fictives** mesurent la contribution des employeurs au financement du régime d'assurance sociale qu'ils organisent eux-mêmes pour leurs propres salariés ou ayants droits. Elles équivalent aux cotisations que paierait l'employeur s'il passait par un régime d'assurances sociales.

Revenu minimum d'insertion

La loi sur le RMI (votée le 1er décembre 1988 et renouvelée le 23 juillet 1992) garantit un revenu minimum à toute personne âgée de plus de 25 ans, ou à toute personne âgée de moins de 25 ans ayant au moins un enfant né ou à naître. Une durée minimum de résidence en France est nécessaire pour les étrangers.
Le RMI est une allocation différentielle, due par l'État ; il assure un certain nombre de droits annexes (droit à l'assurance maladie avec gratuité totale des soins, aides au logement spécifiques, mesures particulières pour l'emploi...).
Au 1er janvier 2003, le montant est de 411,70 euros pour une personne seule en métropole, majoré de 50 % pour la seconde personne au foyer, 30 % pour chacune des personnes suivantes et 40 % à partir du 3ème enfant.
Au 31 décembre 2002, on comptabilisait 929 268 bénéficiaires du RMI en métropole et 139 655 dans les DOM.
En contrepartie du versement de la prestation, le droit au RMI implique l'établissement d'un contrat d'insertion, signé entre le bénéficiaire et le représentant de l'État dans le département, dans le but de faciliter la réinsertion sociale du bénéficiaire. Le dispositif d'insertion est géré conjointement dans le département par le représentant de l'État et le Conseil général.
Enfin la loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000 a prévu un alignement progressif d'ici 2003 du RMI en vigueur dans les DOM sur celui de la métropole. Cet alignement a été réalisé dès 2002.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, direction de la Recherche, des études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES).

Organismes :

– Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES).
– Ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées.
– Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).
– Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
– Caisse nationale des allocations familiales.
– Caisse des dépôts et consignations.
– Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
– Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
– Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO).
– Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

Sites Internet :

– www.sante.gouv.fr
– www.cnaf.fr
– www.cnav.fr

Publications :

Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, DREES (Direction de la Recherche des Études de l'Évaluation et des Statistiques)
Chiffres et indicateurs départementaux (CID).
Dossiers Solidarité et santé :
– « Niveau de vie et risque de pauvreté parmi les retraités en Europe », n° 3, 2002.

– « Les indicateurs de suivi et d'évaluation du plan national d'action contre la pauvreté et l'exclusion sociale », n° 2, 2002 ;
– « Les dépenses de santé », n° 1, 2002 ;
– « Les revenus sociaux en 2000 », n° 4, 2001 ;

Collection Études et Statistiques :
– « Données sur la situation sanitaire et sociale en France en 2002 » ;
– « Annuaire des statistiques sanitaires et sociales ».

Documents de travail, Série Statistiques :
– « Les comptes de la santé de 1960 à 2001 », n° 54, juin 2003, L. Cassat, A. Fenina et Y. Geffroy ;
– « Compte de la protection sociale 2001 » n° 40, septembre 2002 ;
« Enquête auprès des bénéficiaires de la CMU (novembre 2000) », n° 41, septembre 2002 ;
– « L'allocation supplémentaire du minimum vieillesse - bénéficiaires au 31 décembre 2000 », n° 34, mai 2002 ;
– « Dépenses d'aide sociale des départements de 1996 à 2000 », n° 36, mai 2002 ;

Documents de travail, Série Études :
– « Pauvreté et transferts sociaux en 2001 », juillet 2001.

Études et résultats :
– « Les allocataires de minima sociaux en 2002 », n° 276, décembre 2003 ;
– « L'évolution des retraites versées entre 1997 et 2001 », n° 270, novembre 2003 ;
– « Les comptes de la protection sociale en 2002 », n° 265, octobre 2003 ;
– « La mise en œuvre de l'allocation personnalisée d'autonomie dans six départements », n° 264, octobre 2003 ;
– « Les prestations sociales en 2002 », n° 258, septembre 2003 ;
– « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2002 », n° 255, août 2003 ;
– « Les comptes de la santé en 2002 », N° 246, juillet 2003 ;
– « Quarante années de dépenses de santé : une rétropolation des comptes de la santé de 1960 à 2001 », n° 243, juin 2003 ;
– « Les montants des retraites perçues en 2001 », n° 183, juillet 2002 ;
– « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale », n° 180, juillet 2002 ;
– « L'allocation personnalisée d'autonomie au 31 mars 2002 », n° 178, juin 2002 ;
– « Les dépenses d'aide sociale de 1996 à 2000 », n° 164, mars 2002 ;
– « L'accès au soins des bénéficiaires de la CMU », n° 152, mars 2002 ;

INSEE

Recueil d'études sociales, Statistique publique.

Économie et statistique :
– « Transferts sociaux locaux et retour à l'emploi », n°s 357-358, février 2003 ;
– « Comment les aides au logement affectent-elles les loyers ? », n° 351, août 2002 ;
– « La mesure des prix dans les domaines de la santé et de l'action sociale : quelques problèmes méthodologiques », n° 361, juin 2002 ;
– « Les effets des allègements de charges sociales sur les bas salaires », n° 348, mars 2002.
– « Le RMI : entre redistribution et incitations », n°s 346-347, juin juillet 2001.

INSEE-Première :
– « De 1996 à 2000, la pauvreté relative baisse puis se stabilise », n° 942, décembre 2003 ;
– « La santé des sans domicile usagers des services d'aide », n° 893, avril 2003 ;
– « La pauvreté monétaire des ménages de 1970 à 1997 – Plus de ménages pauvres parmi les salariés, moins chez les retraités », n° 761, mars 2001.

Données sociales, Édition 2002 :
– « De l'aide médicale à la couverture maladie universelle », B.Boisguérin, C.Bonnardet ;
– « Aider les personnes âgées à vivre à domicile : nature des aides et conséquences pour l'entourage », C.Aliaga, N.Dutheil ;
– « Le financement de la protection sociale : la montée en charge des contributions sociales », F.Murat, N.Roth.

France, Portrait social, Édition 2003-2004 :
– « Les systèmes de retraite en Europe à l'épreuve des changements démographiques », L. Caussat et M. Lelièvre ;
– « Protection sociale : hausse sensible des prestations en 2002 », J. P. Dupuis, C. Loisy.

Autres

Recherches et Prévisions, CNAF :
– « La branche Famille de la Sécurité sociale, rétrospectives et prospectives », n°s 68-69, juin - septembre 2002 ;
– « Les prestations versées par les CAF aux 16-29 ans : situation et limites », L. Amrouni, n° 65, septembre 2001.

Rapport annuel d'activité, ASSEDIC.
Bulletin de liaison (mensuel), UNEDIC.
Bulletin d'information (trimestriel), ARRCO.
Rapport d'activité (annuel), ARRCO.
Bulletin d'information (trimestriel), AGIRC.
La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.

5
○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU C.04-1

Compte de la protection sociale (1) - France entière

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES)
Ministère de la Santé, de la famille et des personnes handicapées

Unité : Million d'euros

	1995	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
EMPLOIS						
Prestations sociales	305 146	335 890	345 716	357 985	374 242	395 671
Prestations de services sociaux	37 732	41 580	42 508	43 677	45 389	47 598
Frais de gestion	14 365	15 933	16 367	16 858	17 465	18 398
Transferts entre régimes	60 767	71 126	70 883	75 323	77 706	81 998
Frais financiers	2 503	735	778	823	953	1 005
Autres dépenses	2 720	3 727	3 705	3 538	3 827	4 270
Total des emplois	**423 234**	**468 992**	**479 957**	**498 204**	**519 582**	**548 940**
RESSOURCES						
Cotisations	266 699	265 104	277 097	289 120	300 912	312 760
Impôts et taxes affectés	25 663	65 384	68 922	80 814	87 200	88 908
Transferts entre régimes	60 767	71 126	70 883	75 323	77 706	81 998
Contributions publiques	51 018	58 189	57 420	51 638	49 932	53 100
Produits financiers	3 699	3 265	3 632	3 815	4 162	4 205
Autres recettes	8 928	7 459	8 093	8 311	8 650	8 373
Total des ressources	**416 775**	**470 527**	**486 047**	**509 021**	**528 562**	**549 344**
Solde opérations courantes	**– 6 459**	**1 535**	**6 090**	**10 816**	**8 980**	**404**

(1) Compte de la protection sociale, base 1995.

TABLEAU C.04-2

Contributions publiques reçues par les différents régimes et prestations de protection sociale par risque (1) - France entière

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES)
Ministère de la Santé, de la famille et des personnes handicapées

Unité : Million d'euros

	1995	1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Régimes					
Régime général de la sécurité sociale	///	4 076	4 287	4 376	4 754
Régimes d'indemnisation du chômage	///	283	221	183	58
Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics	///	46 748	39 708	38 232	41 379
Autres régimes de sécurité sociale	///	6 313	7 422	7 141	6 909
Total	**///**	**57 420**	**51 638**	**49 932**	**53 100**
Prestations par risque					
Santé	**115 085**	**129 829**	**137 293**	**145 095**	**154 155**
Maladie	92 655	104 444	110 968	117 250	125 149
Invalidité, infirmité	16 384	19 101	19 802	20 964	21 758
Accidents du travail, maladies professionnelles	6 046	6 283	6 523	6 882	7 249
Vieillesse-survie	**149 277**	**171 512**	**176 546**	**183 673**	**192 649**
Vieillesse	127 988	148 219	152 658	159 174	167 374
Survie	21 289	23 293	23 888	24 498	25 275
Maternité-famille	**36 263**	**40 361**	**4 114**	**42 397**	**43 795**
Maternité	4 661	4 893	5 148	5 320	5 618
Famille	31 602	35 469	35 966	37 078	38 177
Emploi	**26 985**	**28 643**	**28 658**	**29 861**	**33 205**
Insertion et réinsertion professionnelle	4 226	3 009	2 814	2 785	2 460
Chômage	22 759	25 634	25 844	27 077	30 746
Logement	**11 046**	**12 267**	**12 400**	**12 811**	**13 435**
Pauvreté, exclusion sociale	**4 222**	**5 612**	**5 651**	**5 819**	**6 029**
Total	**342 878**	**388 224**	**401 662**	**419 656**	**443 269**

(1) Compte de la protection sociale, base 1995.

TABLEAU C.04-3

Prestations de protection sociale par fonction et dépenses courantes en pourcentage du PIB, dans les pays de l'Union européenne (1) en 2000

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité* : Million d'euros

	Prestations de protection sociale par fonction									Dépenses courantes en % du PIB
	Maladie	Invalidité	Vieillesse	Survie	Famille, enfants	Chômage	Logement	Exclusion sociale	Total prestations	
Allemagne (incluant l'ex-RDA)	163 789	45 327	234 812	9 261	61 062	48 812	4 100	10 762	577 927	29,5
Autriche	15 025	4 750	22 216	5 706	6 143	2 719	210	1 018	57 786	28,7
Belgique	15 761	5 447	21 069	6 441	5 730	7 483	...	891	62 821	26,7
Danemark	9 831	5 831	18 527	20	6 394	5 132	1 150	1 813	48 698	28,8
Espagne	35 267	9 111	50 235	5 057	3 225	14 512	1 039	883	119 329	20,1
Finlande	7 637	4 462	10 192	1 276	4 023	3 344	468	656	32 058	25,2
France	**116 351**	**23 369**	**152 582**	**23 753**	**38 559**	**27 603**	**12 400**	**5 689**	**400 304**	**29,7**
Grèce	8 347	1 615	14 483	1 043	2 324	1 933	986	705	31 436	26,4
Irlande	5 714	736	2 707	819	1 805	1 340	461	298	13 880	14,1
Italie	70 586	16 861	149 160	30 210	10 840	4 795	46	415	282 913	25,2
Luxembourg	1 042	564	1 526	126	686	136	12	39	4 129	21,0
Pays-Bas	30 326	12 247	38 279	5 575	4 716	5 298	1 545	5 470	103 456	27,4
Portugal	7 099	3 013	8 888	1 686	1 284	881	3	342	23 195	22,7
Royaume-Uni	104 126	38 123	175 084	16 795	28 406	12 714	23 067	4 202	402 517	26,8
Suède	21 329	9 477	29 059	1 742	8 517	5 104	1 657	1 897	78 781	32,3
Union européenne à 15 (2)	**612 229**	**180 935**	**928 817**	**109 509**	**183 713**	**141 804**	**47 145**	**35 078**	**2 239 229**	**27,3**

(1) Prestations de protection sociale + frais de fonctionnement + autres dépenses courantes.
(2) Somme des informations disponibles pour les prestations logement.

TABLEAU C.04-4

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne en 2000

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité* : Million d'euros

	Cotisations sociales		Contributions publiques courantes	Autres recettes courantes	**Total recettes courantes (2)**
	Employeurs	Personnes protégées (1)			
Allemagne (incluant l'ex-RDA)	227 573	173 729	200 131	14 495	**615 927**
Autriche	21 969	15 874	20 955	495	**59 294**
Belgique	36 383	16 723	18 565	1 825	**73 495**
Danemark	5 115	11 363	35 748	3 755	**55 981**
Espagne	71 033	22 145	36 265	5 393	**134 837**
Finlande	13 993	4 483	16 005	2 632	**37 113**
France	**198 698**	**88 875**	**132 503**	**12 353**	**432 429**
Grèce	12 953	7 649	9 859	3 405	**33 867**
Irlande	3 885	2 350	9 054	238	**15 528**
Italie	130 990	45 129	120 672	6 298	**303 089**
Luxembourg	1 184	1 142	2 264	218	**4 808**
Pays-Bas	39 602	52 797	19 347	24 347	**136 094**
Portugal	9 209	4 505	9 916	1 998	**25 628**
Royaume-Uni	130 238	92 545	203 153	5 624	**431 559**
Suède	35 813	8 513	42 136	3 858	**90 320**
Union européenne à 15	**938 639**	**547 822**	**876 573**	**86 935**	**2 449 969**

(1) Les cotisations des personnes protégées comprennent les cotisations à charge des employés, des indépendants, des pensionnés et autres personnes protégées.
(2) Non compris les transactions entre régimes.

TABLEAU C.04-5

Prestations maladies versées par les caisses de sécurité sociale

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) — *Unité* : Million d'euros

	1980	1985	1990	1995	1999	2000	2001	2002
CNAMTS	**19 012,4**	**35 305,8**	**50 617,5**	**66 072,6**	**75 091,9**	**79 447,5**	**84 174,8**	**90 324,6**
Autres régimes	**5 250,6**	**9 702,9**	**12 651,9**	**14 813,9**	**15 702,4**	**16 360,6**	**16 976,4**	**18 083,1**
Dont : CANAM	1 097,9	2 075,4	2 811,6	3 374,0	3 627,4	3 790,1	4 261,3	4 635,0
Exploitants agricoles	1 629,7	2 960,0	4 124,8	4 791,9	5 217,6	5 437,2	5 496,6	5 904,1
Salariés agricoles	941,8	1 649,5	1 998,8	2 373,2	2 620,4	2 713,6	2 842,4	2 973,4
Assurance agricole personnelle	...	30,5	24,4	25,8	24,7	20,0	15,5	16,1
Mines	403,1	697,9	901,0	1 047,0	1 074,3	1 121,7	1 100,9	1 163,3
SNCF	554,2	963,0	1 148,1	1 298,1	1 285,3	1 330,4	1 355,3	1 404,4
Militaires	386,3	754,6	953,0	1 116,4	1 154,2	1 230,8	1 178,4	1 236,1
Marins	122,1	223,2	256,3	278,2	268,2	270,0	277,3	288,4
CAMAC (1)	...	81,7	107,0	127,1	129,5	132,0	123,8	132,8
RATP (2)	57,9	144,8	152,4	165,3	171,8	183,5	188,5	185,4
Clercs de notaires	32,6	59,5	90,4	109,6	...	...	...	...
Banque de France	18,4	36,6	51,1	61,9	65,5	65,5	65,3	69,7
Compagnie des Eaux (3)	4,0	6,6	9,5	///	///	///	///	///
Chambre de Commerce	2,6	5,3	7,8	10,2	10,6	11,3	15,6	16,1
Français de l'Étranger	...	14,3	15,9	34,1	52,1	53,8	54,7	57,6
Port autonome de Bordeaux	...	...	...	1,1	0,8	0,7	0,8	0,7
Total	**24 263,0**	**45 008,7**	**63 269,4**	**80 886,6**	**90 794,3 (4)**	**95 808,1 (4)**	**101 151,2 (4)**	**108 407,7 (4)**

(1) Caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes.
(2) Les données portant sur le montant du maintien du salaire assuré par la RATP sont exclues des séries à partir de 1990.
(3) Régime intégré au régime général à compter du 1er janvier 1991.
(4) Hors régime des clercs de notaires.

TABLEAU C.04-6

Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées (DREES)

Unité : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
DÉPENSES BRUTES RELEVANT DE L'ÉTAT (1)							
Aide sociale aux personnes handicapées	**814,8**	**859,7**	**895,0**	**927,0**	**958,4**	**991,2**	**1 023,4**
Centres d'aide par le travail (CAT)	806,9	852,2	888,5	920,8	953,4	987,0	1 019,6
Centres de rééducation professionnelle	—	—	—	—	—	—	—
Allocation différentielle	8,0	7,5	6,6	6,1	5,0	4,2	3,8
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale	**367,1**	**378,8**	**400,7**	**414,3**	**455,1**	**454,0**	**502,8**
Sans domicile fixe (IVG et soins aux SDF) (2)	**106,3**	**105,8**	**123,9**	**121,7**	**123,2**	**47,4**	**3,6**
Interruption volontaire de grossesse	0,9	0,9	—	—	—	—	—
Aide médicale aux SDF	105,3	104,9	123,9	121,7	123,2	47,4	3,6
Sans domicile fixe : Autres formes d'aide sociale	**55,5**	**54,0**	**56,5**	**57,9**	**56,7**	**55,3**	**55,7**
Aide sociale aux personnes âgées	38,1	37,1	38,8	40,9	39,4	38,8	38,6
Aide sociale aux personnes handicapées	14,8	14,7	16,5	16,5	16,4	16,5	17,0
Aide sociale à l'enfance	2,6	2,1	1,2	0,5	0,9	0,1	—
Aide sociale aux personnes âgées	**3,0**	**3,0**	**2,7**	**2,6**	**1,9**	**0,8**	**0,5**
Allocation simple	3,0	3,0	2,7	2,6	1,9	0,8	0,5
Divers	**57,5**	**67,3**	**75,0**	**85,0**	**95,0**	**104,3**	**122,0**
Allocations supplémentaires (personnes âgées et handicapées)	1,5	1,4	1,4	1,1	0,9	0,7	0,6
Allocation militaire	0,1	—	—	—	—	—	—
Tutelle et curatelle	52,0	61,6	69,4	79,5	89,7	99,3	116,1
Prévention/Réadaptation	4,0	4,2	4,2	4,3	4,3	4,3	5,3
Total	**1 404,2**	**1 468,6**	**1 553,8**	**1 608,4**	**1 690,2**	**1 652,9**	**1 708,0**
DÉPENSES NETTES RELEVANT DU DÉPARTEMENT							
Aide sociale à l'enfance	**3 650,8**	**3 784,1**	**3 949,6**	**4 079,7**	**4 198,4** *e*	**4 264,6**	**4 371,5**
Aide sociale aux personnes handicapées	**2 888,0**	**3 042,7**	**3 099,9** *e*	**2 849,6**	**2 729,6** *e*	**2 699,0**	**2 703,0**
À domicile (3)	1 394,1	1 428,8	1 392,2 *e*	1 045,5	832,8 *e*	...	...
Hébergement (4)	1 479,2	1 596,4	1 666,4 *e*	1 759,4	1 847,5 *e*	...	...
Autres dépenses (5)	14,5	17,5	41,5 *e*	44,7	49,2 *e*	...	...
Aide sociale aux personnes âgées	**1 070,8**	**1 063,3**	**1 080,3** *e*	**1 285,8** *e*	**1 455,4** *e*	**1 502,8**	**1 549,5**
À domicile	194,8	183,1	177,6 *e*	312,7 *e*	416,3 *e*	...	...
Hébergement	862,9	867,1	884,2 *e*	936,8 *e*	1 026,6 *e*	...	...
Autres dépenses (5)	13,3	13,1	18,3 *e*	26,4 *e*	— 7,6 *e*	...	...
PSD non ventilée entre domicile et établissement (6)	///	///	///	9,9	20,1	...	...
Aide médicale	**947,6**	**997,0**	**1 131,6**	**1 216,4**	**1 280,7**	**196,7**	**10,8**
Aide médicale générale :							
À domicile	358,1	395,0	///	///	///	///	///
Hospitalière	172,1	193,5	///	///	///	///	///
Soins (7)	530,2	588,5	727,0	765,9	817,7	///	///
Cotisations d'assurance personnelle (8)	406,0	315,4	425,2	469,4	477,9	///	///
Autres dépenses (5)	11,6	10,8	///	///	///	///	///
Aide médicale aux malades mentaux	///	///	///	///	///	///	///
Aide médicale aux tuberculeux	///	///	///	///	///	///	///
Sous-total prestations versées	**8 557,3**	**8 887,3**	**9 261,4** *e*	**9 431,4** *e*	**9 664,2** *e*	**8 663,1**	**8 634,8**
Charges d'insertion bénéficiaires du RMI	463,7	511,8	536,6	602,8	655,7	640,0	644,3
Service départemental d'action sociale (9)	580,7	632,2	1 020,0	1 140,9	1 209,1	1 176,0	1 149,0
Frais communs	295,6	323,8	346,8	379,3	403,2	353,0	400,9
Total	**9 897,3**	**10 354,9**	**11 164,9** *e*	**11 554,4**	**11 932,2** *e*	**10 832,1**	**10 829,0**

(1) Champ : France entière, pour les dépenses relevant de l'État.
(2) Il s'agit de l'aide médicale de l'État avant la mise en œuvre de la couverture maladie universelle (CMU) au 1er janvier 2000. Ne sont plus imputées sur cette ligne à partir de cette date que des remboursements de dettes des années antérieures aux organismes d'assurance maladie ou des prises en charge exceptionnelles ou d'urgence.
(3) Les dépenses d'aide à domicile sont essentiellement des dépenses d'allocation compensatrice.
(4) Y compris les dépenses d'éducation spéciale à partir de 1992.
(5) Depuis 1992, le poste « Autres dépenses » regroupe les frais divers (frais d'inhumation, frais de transport, argent de poche, etc.) qui, auparavant, étaient inclus dans chaque sous-chapitre.
(6) PSD : prestation spécifique dépendance instaurée par la loi du 24 janvier 1997.
(7) La rubrique soins correspond à l'ensemble des soins de ville et hospitaliers.
(8) Dépenses à la charge du département depuis 1987. À partir de 1989, s'ajoutent les dépenses de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI.
(9) En 1997, le champ de l'action sociale a été élargi du chapitre 954-2 aux chapitres 954-2,954-9, 957 et 951 de la nomenclature M51.

TABLEAU C.04-7

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité,
Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées (DREES) (Enquête Aide sociale)

	r 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001
Aide relevant du département (1)							
Aide sociale à l'enfance :							
Mesures administratives	31 310	30 575	29 630	28 860	28 940	28 680	28 655
Mesures judiciaires	76 140	78 360	80 330	81 790	82 525	82 250	82 175
Total des enfants confiés à l'ASE	**107 450**	**108 935**	**109 960**	**110 650**	**111 465**	**110 930**	**110 830**
Placements directs	27 225	27 130	27 200	26 150	25 640	25 080	23 660
Total des enfants accueillis à l'ASE	**134 675**	**136 065**	**137 160**	**136 800**	**137 105**	**136 010**	**134 490**
Aide sociale aux personnes handicapées :							
Aide ménagère et auxiliaires de vie	8 085	9 140	9 900	11 595	11 865	12 980	13 125
ACTP (2) des moins de 60 ans (3)	84 245	85 980	87 330	89 930	88 205	91 805	96 330
Accueil :							
Hébergement en établissement	73 980	75 225	77 080	78 660	77 980	77 945	79 015
Accueil de jour	5 545	6 200	6 825	7 500	7 880	8 520	9 565
Accueil en milieu familial	2 590	2 760	2 960	3 005	3 095	3 305	3 440
Aide sociale aux personnes âgées :							
ACTP des moins de 60 ans (3)	200 040	203 095	175 050	104 685	62 700	43 190	27 330
Aide à domicile :							
Aide ménagère ARSM (3) (4)	86 860	80 895	75 415	71 380	64 790	59 815	57 235
PSD (5) à domicile	...	...	10 000	46 440	54 665	63 290	74 145
Accueil :							
Hébergement en établissement	133 310	130 350	128 655	125 195	120 910	117 260	116 775
Accueil en milieu familial	685	705	710	830	920	940	1 010
PSD en établissement	...	...	13 000	39 560	52 952	63 055	72 545
Aide médicale :							
Cotisations d'assurance personnelle	264 675	264 675	290 735	283 940	280 410	...	...
Prise en charge des soins (6)	...	2 618 080	2 776 430	2 839 895	2 925 600	...	...

(1) Les estimations nationales pour ces séries ont été revues en 1999 pour les années 1992 à 1998.
(2) ACTP : allocation compensatrice pour tierce personne.
(3) Sont compris ici les personnes ayant des droits ouverts au 31 décembre.
(4) ARSM : allocation représentative des services ménagers.
(5) PSD : prestation spécifique dépendance instaurée par la loi du 24 janvier 1997.
(6) Sont comptés ici les titulaires et ayants droit.

TABLEAU C.04-8

Prestations familiales : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires ; ensemble des régimes, montant global (1)

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

Unités : Millier
Million d'euros

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Familles bénéficiaires :							
Tous régimes	5 848	5 914	5 567	6 085 *r*	6 131	6 164	6 190
dont : régime général	4 863	5 091	4 924	5 412	5 467	5 518	5 556
Enfants bénéficiaires :							
Tous régimes	12 406	12 271	11 203	12 472 *r*	12 476 *r*	12 520 *r*	12 532
dont : régime général	10 253	10 459	9 797	11 005 *r*	11 040 *r*	11 120 *r*	11 164
Montant global des prestations :							
Tous régimes hors AAH (2)	16 316,2	20 170,9	21 619,1	22 020,8	22 178,0	22 679,5	22 806,8
Régime général hors AAH (2)	13 713,6	17 703,3	19 338,5	19 789,5	19 962,4	20 485,5	20 618,3

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des Prestations familiales (FNPF).
(2) AAH : allocation d'adulte handicapé.

TABLEAU C.04-9

Prestations familiales, tous régimes et régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unités* : Millier de bénéficiaires et million d'euros

	2000			2001			2002		
	Tous régimes		Régime général	Tous régimes		Régime général	Tous régimes		Régime général
	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires	Montants versés	Montants versés	Nombre de bénéficiaires
Prestations complément de revenu :									
Allocations familiales	10 506,8	9 173,5	3 905	10 623,9	9 312,0	3 938	10 769,9	9 490,3	3 965
Complément familial	1 501,8	1 329,1	822	1 531,6	1 362,8	812	1 520,9	1 359,9	796
Allocation de parent isolé	696,2	690,4	156	718,8	714,2	160	751,3	745,9	163
Prestations liées à la maternité :									
Allocation pour jeune enfant	2 605,8	2 402,5	1 244	2 655,0	2 455,3	1 241	2 673,6	2 477,9	1 227
Allocation parentale d'éducation	2 761,0	2 509,2	487	2 865,1	2 603,2	500	2 956,1	2 693,0	505
Allocation de garde d'enfant à domicile	134,2	132,1	60	128,7	126,9	56	115,3	113,4	53
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	1 689,7	1 626,1	544	1 864,9	1 794,1	572	2 058,2	1 981,0	589
Allocation d'adoption	3,4	2,7	1	3,3	2,6	1	3,4	2,7	1
Prestations spécifiques :									
Allocation de soutien familial	778,1	729,1	517	801,9	754,4	527	826,5	779,2	536
Allocation d'éducation spéciale	315,4	280,3	98	336,2	299,4	103	372,6	334,1	105
Allocation de rentrée scolaire	1 298,7	1 177,6	2 750	1 280,2	1 164,7	2 766	1 282,1	1 170,5	2 729
Aide à la scolarité	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Logement :									
Allocation de logement à caractère familial	2 574,0	2 465,4	1 103	2 773,4	2 659,2	1 099	2 930,6	2 813,5	1 089
Prime de déménagement	3,8	3,7	–	3,6	3,5	9	3,3	3,2	9
Dépenses diverses :									
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	23,3	17,8	19	20,6	16,1	18	17,4	13,7	15
Allocation différentielle	17,9	17,9	11	17,9	17,9	12	19,9	19,9	12
Frais de tutelle	161,1	154,5	222	167,6	161,4	236	173,5	166,5	247
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	– 1,7	– 1,7	...	– 4,3	– 4,3	...	– 4,2	– 4,2	...
Prestations familiales (1) (2)	**21 797,2 *r***	**19 552,3 *r***	///	**22 302,3 *r***	**20 075,9 *r***	///	**22 806,8**	**20 618,3**	///
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] (3) :									
Allocation de logement à caractère social	3 430,9	3 221,9	2 047	3 626,7	3 407,7	2 017	3 850,3	3 628,3	2 036
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitat (FNH) :									
Aide personnalisée au logement	5 939,1	5 704,3	2 685	5 920,8	5 683,8	2 643	6 125,7	5 888,8	2 602
Prime de déménagement	3,8	3,8	...	3,4	3,4	...	3,0	3,0	...

(1) Hors AAH (allocation d'adulte handicapé).
(2) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales.
(3) Régime général, régimes spéciaux : mines et régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-10

Retraites : données de cadrage par régime au 31 décembre 2002

Sources : Caisses de retraite citées

	CNAV métropole	ARRCO	AGIRC	MSA salariés	Fonction publique	CNRACL	IRCANTEC (1)
Bénéficiaires d'un droit direct							
Effectifs	9 309 463	9 053 727	1 402 028	1 799 330	1 429 821	490 988	1 222 500
Montant moyen brut mensuel de l'avantage principal de droit direct (en euros)	458	213	707	156	1 554	1 062	72
Montant moyen brut mensuel de la retraite totale (2) (en euros)	527	252	744 (3)	178	1 660	1 116 (3)	...
Liquidants (4) d'un droit direct dans l'année							
Effectifs	460 056 (5)	468 369	88 089	83 312	77 155	32 917	72 169
Montant moyen brut mensuel de l'avantage principal de droit direct (en euros)	511	253	664	164	1 728	1 136	76
Montant moyen brut mensuel de la retraite totale (2) (en euros)	522	259	692 (1)	178	1 786	1 176 (3)	...
Cotisants							
Effectifs	...	15 912 000 (6)	3 489 488	...	...	1 745 349	2 450 000

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU C.04-10 (suite et fin)

Retraites : données de cadrage par régime au 31 décembre 2002

Sources : Caisses de retraite citées

	MSA exploitants (1)	ORGANIC	CANCAVA	IEG pensions (7)	SNCF	RATP
Bénéficiaires d'un droit direct						
Effectifs	1 862 321	733 103	508 719	101 590	194 988	30 088
Montant moyen brut mensuel de l'avantage principal de droit direct (en euros)	294	253	214	1 919	1 492	1 667
Montant moyen brut mensuel de la retraite totale (2) (en euros)	359	259	283 (8)	2 000 (9)	1 518	...
Liquidants (4) d'un droit direct dans l'année						
Effectifs	42 794	50 784	27 252	5 403	6 928	773
Montant moyen brut mensuel de l'avantage principal de droit direct (en euros)	288	273	...	2 043	1 650	2 011
Montant moyen brut mensuel de la retraite totale (2) (en euros)	318	280	...	2 102 (9)	1 664	...
Cotisants						
Effectifs	...	642 983	518 391 (1)	146 562	178 248	43 160

(1) Estimations.
(2) Retraite totale : avantage principal + avantage accessoire + reversion (droit dérivé) + allocation supplémentaire FSV.
(3) Hors reversions éventuelles.
(4) Liquidant : nouveau retraité ayant liquidé un avantage de droit direct dans l'année.
(5) Les effectifs liquidant de droit direct de la CNAV correspondent aux effectifs de droits directs ayant une entrée en jouissance en 2001 et survivants au 31 décembre 2002 y compris les droits directs qui interviennent après un droit dérivé.
(6) Le nombre de cotisants de l'ARRCO est, en 2002, un chiffrage UNEDIC qui limite les doubles comptes (cotisants dans plusieurs caisses ARRCO).
(7) Les chiffres IEG pensions sont donnés au 1er janvier 2003, hormis le nombre de cotisants, donné au 31 décembre 2002.
(8) Retraite de base, avantages accessoires et régime complémentaire obligatoire.
(9) Hors reversions et hors allocation supplémentaire FSV.

TABLEAU C.04-11

Montants mensuels moyens bruts des différents avantages vieillesse composant la retraite globale des retraités de droit direct (échantillon interrégimes de retraités 2001) (1)

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Euro

		60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 74 ans	75 à 79 ans	80 à 84 ans	85 ans et plus	Ensemble
Retraités de droit direct quelle que soit la durée de carrière (2)								
Ensemble								
Avantages principaux de droit direct		1 188	1 012	960	917	877	686	982
Avantages de réversion		29	55	86	124	163	211	89
Avantages accessoires (3)		45	46	47	48	47	35	46
Allocations du minimum vieillesse		6	6	7	9	12	23	9
Retraite totale		**1 268**	**1 119**	**1 101**	**1 098**	**1 099**	**954**	**1 126**
Hommes								
Avantages principaux de droit direct	(1A)	1 417	1 393	1 374	1 373	1 392	1 187	1 383
Avantages de réversion		4	4	7	9	15	19	7
Avantages accessoires (3)		54	63	68	73	71	63	64
Allocations du minimum vieillesse		5	6	7	8	9	18	7
Retraite totale	**(1B)**	**1 480**	**1 466**	**1 456**	**1 464**	**1 488**	**1 287**	**1 461**
Femmes								
Avantages principaux de droit direct	(2A)	892	666	619	587	566	506	650
Avantages de réversion		61	101	151	206	252	280	158
Avantages accessoires (3)		34	31	30	30	33	25	31
Allocations du minimum vieillesse		7	7	8	10	13	24	10
Retraite totale	**(2B)**	**994**	**805**	**808**	**833**	**864**	**835**	**848**
Rapport des montants féminins / masculins								
Avantages principaux de droit direct	(2A)/(1A)	0,63	0,48	0,45	0,43	0,41	0,43	0,47
Retraite totale	**(2B)/(1B)**	**0,67**	**0,55**	**0,56**	**0,57**	**0,58**	**0,65**	**0,58**
***dont* retraités de droit direct ayant effecfué une carrière complète (2) (4)**								
Ensemble								
Avantages principaux de droit direct		1 368	1 326	1 279	1 245	1 258	1 035	1 291
Retraite totale		**1 432**	**1 407**	**1 376**	**1 362**	**1 390**	**1 199**	**1 386**
Hommes								
Avantages principaux de droit direct	(1A)	1 488	1 478	1 445	1 449	1 475	1 307	1 461
Retraite totale	**(1B)**	**1 547**	**1 548**	**1 524**	**1 536**	**1 567**	**1 402**	**1 536**
Femmes								
Avantages principaux de droit direct	(2A)	1 124	1 026	967	906	924	790	986
Retraite totale	**(2B)**	**1 200**	**1 128**	**1 099**	**1 071**	**1 117**	**1 016**	**1 117**
Rapport des montants féminins / masculins								
Avantages principaux de droit direct	(2A)/(1A)	0,76	0,69	0,67	0,63	0,63	0,60	0,67
Retraite totale	**(2B)/(1B)**	**0,78**	**0,73**	**0,72**	**0,70**	**0,71**	**0,72**	**0,73**

(1) L'âge est ici l'âge exact des retraités à la date de collecte (1er trimestre 2001), et non l'âge atteint en cours d'année comme dans le précédent échantillon interrégimes de retraités de 1997. Selon la tranche d'âge, les données de 1997 et de 2001 ne sont pas toujours comparables.
(2) Champ : retraités de droit direct de 60 ans et plus.
(3) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour aide constante d'une tierce personne.
(4) Carrière complète : retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus (tous régimes), sauf pour les jeunes générations nées en 1934 et après, ayant cotisé au régime général ou un régime aligné sur le régime général et concernées par la réforme Balladur : le nombre minimum de trimestres d'assurance tous régimes augmente de 1 par génération.

TABLEAU C.04-12

Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI, selon l'organisme verseur, au 31 décembre 2001 - France entière

Sources : Enquête DREES
Fonds de Solidarité Vieillesse, Caisse des Dépôts et Consignations, CNAMTS

Unité : Montants en million d'euros

	Fonds de solidarité vieillesse		Fonds spécial invalidité	
	Effectifs	Montants	Effectifs	Montants
Régime général (métropole)	367 656	883,9	92 449	219,7
Exploitants agricoles	139 913	173,7	4 612	14,0 (3)
SASV	63 312	237,0	///	///
Salariés agricoles	31 945	80,0	5 406	17,5
ORGANIC (commerçants)	15 590	43,0	473	1,0
CANCAVA (artisans)	13 615	34,9	1 047	3,3
CAVIMAC (cultes)	5 933	14,7	15	–
CAMR (1)	102	0,2	///	///
Professions libérales	283	0,8	22	0,1
Régimes spéciaux	6 338	8,7	976	2,7
SNCF	1 353	1,4	187	0,4
Mines	995	1,7	168	0,3
Marins	1 542	3,4	65	0,2
Ouvriers de l'État	311	0,3	56	0,2
Collectivités locales	496	0,4	462	1,5
Autres régimes spéciaux (2)	140	0,3	38	0,1
Fonctionnaires	1 501	1,3	///	///
Total métropole	**644 687**	**1 476,9**	**105 000**	**258,3 (3)**
DOM	**78 402 (4)**	**224,6**	///	///

(1) La CAMR était la caisse de retraite des agents des chemins de fer secondaires et des tramways. Elle a été intégrée à la CNAV début 1992.
(2) RATP, EDF-GDF, SEITA, CRPCEN, CCIP ...
(3) Il n'est pas possible de distinguer les montants versés aux DOM de ceux versés en métropole. Le montant est donc un montant France entière.
(4) Hors champ de l'enquête DREES. Les effectifs sont, ici, les effectifs gérés par les caisses des DOM.

TABLEAU C.04-13

Minimum vieillesse - France entière

Montant annuel des allocations constituant le minimum vieillesse au 1er juillet

Source : Ministère des Affaires sociales, du travail et de la solidarité (DREES)

Unité : Euro

	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	1 980,3	2 285,2	2 532,2	2 642,9	2 674,7	2 688,1	2 747,3	2 807,7	2 849,9
Allocation supplémentaire au Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV)	2 664,8	3 076,4	3 545,8	3 706,8	3 802,1	3 853,5	3 938,2	4 024,9	4 085,2
Minimum vieillesse :									
Personne seule	4 645,1	5 361,6	6 078,1	6 349,7	6 476,8	6 541,6	6 685,5	6 832,6	6 935,1
Couple	8 418,2	9 621,1	10 903,9	11 391,0	11 618,9	11 735,1	11 993,2	12 257,0	12 441,0

TABLEAU C.04-14

Bénéficiaires de minima sociaux au 31 décembre

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES), CNAF, MSA, UNEDIC (FNA), CNAMTS, CNAVT — *Unité* : Millier

	1990	1995	1998	1999	2000	*r* 2001	*e* 2002
Revenu Minimum d'Insertion (RMI)	422,1	840,8	993,3	1 017,8	965,2	938,5	950,7
Allocation de Parents Isolés (API)	131,0	148,0	150,2	155,2	156,8	160,7	164,1
Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)	519,0	593,5	647,0	671,3	689,0	710,8	728,4
Allocation Supplémentaire d'Invalidité	131,7	103,4	100,7	100,2	104,4	105,0	105,6
Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)	336,1	485,8	482,0	470,1	425,3	391,6	374,1
Allocation d'Insertion (AI)	123,6	18,4	21,4	26,7	31,9	36,7	42,9
Allocation Supplémentaire de Vieillesse	1 182,9	908,8	760,3	727,5	686,0	644,7	605,0
Allocation Veuvage	16,0	16,2	20,1	19,2	14,6	13,6	13,0
Total	**2 862,4**	**3 115,0**	**3 175,0**	**3 188,0**	**3 077,8**	**3 031,9**	**2 983,7**

TABLEAU C.04-15

Bénéficiaires du RMI au 31 décembre 2002 - France entière

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole		DOM		**Ensemble Évolution 12.02/12.01**
	Effectif	%	Effectif	%	%
Situation familiale (1) :					
Personne sans conjoint :					
Sans enfant	538 555	58,0	61 434	44,0	**1,5**
Avec un enfant	120 997	13,0	21 920	15,7	**2,6**
Avec deux enfants	65 576	7,1	14 975	10,7	**5,2**
Avec trois enfants et plus	43 676	4,7	11 998	8,5	**10,9**
Couple :					
Sans enfant	34 239	3,7	4 012	2,9	**– 5,5**
Avec un enfant	38 487	4,1	6 662	4,8	**– 1,0**
Avec deux enfants	37 117	4,0	8 539	6,1	**– 1,3**
Avec trois enfants et plus	50 621	5,4	10 115	7,2	**– 2,0**
Allocataires selon l'âge (2) :					
Moins de 25 ans	27 029	2,9	7 417	5,3	**6,2**
De 25 à 29 ans	173 215	18,6	23 482	16,8	**– 0,9**
De 30 à 39 ans	295 495	31,8	49 781	35,6	**1,6**
De 40 à 49 ans	233 094	25,1	37 210	26,6	**1,9**
De 50 à 59 ans	168 394	18,2	17 377	12,4	**3,0**
60 ans et plus	31 914	3,4	4 384	3,2	**2,7**
Âge non connu	127	–	4	–	**56,0**
Ouverture de droits :					
Moins de 6 mois	134 371	14,5	14 526	10,4	**8,0**
De 6 mois à 1 an	101 546	10,9	14 012	10,0	**8,0**
De 1 à 2 ans	143 651	15,5	22 431	16,1	**1,5**
De 2 à 3 ans	99 466	10,7	18 399	13,2	**– 8,5**
De 3 à 5 ans	154 429	16,6	24 915	17,8	**– 5,6**
Plus de 5 ans	295 805	31,8	45 372	32,5	**5,2**
Total	**929 268**	**100,0**	**139 655**	**100,0**	**1,6**
Montant moyen RMI en euro	**354**	///	**362**	///	///

(1) Nombre d'enfants à charge au sens du RMI.
(2) Il s'agit du nombre d'allocataires payés par les caisses d'allocations familiales.

Chapitre D.01

○ Consommation et modes de vie des ménages

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1A Montant de la consommation effective des ménages par fonction (en valeur).

1B Consommation effective des ménages par fonction (en volume).

2 Montant et évolution de la consommation effective des ménages par durabilité.

3 La consommation des ménages en biens et services sportifs.

4 Principales quantités consommées en France métropolitaine par les ménages depuis 1990.

5 Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.

6 Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage.

7 Équipement des ménages en biens durables selon leur taille.

8 Poids des repas et consommation à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence en 2000.

9 Taux d'équipement des ménages européens en biens durables en 1998.

10 Le budget des ménages en 2001.

11 Emplois du temps des adultes citadins en 1986 et 1999.

1

○ Présentation

Après des hausses importantes en 2000 et 2001, la dépense de consommation des ménages ralentit en 2002 : + 1,2 % (au prix de l'année précédente). Ceci est dû à l'effet conjugué du moindre dynamisme du pouvoir d'achat (+ 1,9 % après + 3,2 % en 2001 et + 3,1 % en 2000) et de l'atonie du marché du travail.

Les ménages restent attirés par les produits des « technologies de l'information et de la communication » (TIC). Néanmoins, les dépenses ralentissent nettement (+ 6,4 % en volume, après + 11,2 % en 2001 et + 22,2 % en 2000). Les prix continuent de baisser (- 2,4 %), mais à un rythme moins soutenu (- 4,6 % en 2001, - 8,9 % en 2000).

Le ralentissement en volume concerne essentiellement les télécommunications. La hausse, qui atteignait encore 13,5 % pour les services de télécommunications en 2001, est divisée par deux en 2002 ; l'équipement des ménages en téléphone mobile commence à s'essouffler : 39 millions d'appareils à la fin de l'année 2002, contre 37 millions en 2001 et 30 millions en 2000. En revanche, les achats d'informatique continuent à progresser fortement : + 18,2 % en volume en 2002. Les acquisitions d'appareils de réception, d'enregistrement, de reproduction du son et de l'image maintiennent une progression supérieure à 5 % l'an.

Les acquisitions d'automobiles neuves diminuent de 3,8 % après une forte augmentation en 2001. Les marques françaises ainsi que les marques étrangères reculent. Six immatriculations de voitures neuves sur dix concernent une marque française. Par ailleurs, le diesel poursuit sa progression, mais à un rythme ralenti.

Les ménages réduisent légèrement leurs dépenses pour l'équipement du logement en 2002. Les achats de meubles baissent davantage que l'année précédente. Dans l'électro-ménager, les acquisitions de gros appareils ralentissent un peu, alors que celles des petits appareils reprennent (cafetières électriques par exemple).

Les dépenses liées au logement décélèrent en volume, sous l'effet du retournement à la baisse des dépenses de chauffage et d'éclairage (- 3,6 % en 2002, après + 6,4 %), en particulier celles de fioul domestique et de gaz.

En 2002, les soins hospitaliers à la charge des ménages sont en forte progression (+ 6,3 % en volume après + 0,8 %), de même que les débours en produits pharmaceutiques (+ 6,4 %). La hausse est plus modérée pour les soins non hospitaliers.

En 2002, les dépenses en volume de loisirs et culture augmentent au même rythme qu'en 2001 (+ 4,5 %, après + 4,6 %). Outre le matériel informatique, la hausse est très marquée pour les appareils photos numériques et les DVD. Les activités de spectacle, les jeux de hasard et d'argent, les jeux et jouets ainsi que les articles de sport sont très prisés par les ménages. En revanche, les achats de journaux, de revues, de périodiques et de papeterie scolaire baissent tandis que ceux de livres ralentissent.

Après deux années de très forte progression, la fréquentation des salles de cinéma recule un peu (- 0,4 %).

Alors que les années 1997 à 2000 avaient enregistré un fort excédent touristique, le solde avait baissé en 2001 (- 3,5 % en volume). C'est également le cas en 2002 : - 3 %. Les dépenses des étrangers en France diminuent de 0,9 %, alors que les achats des Français à l'étranger progressent de 0,7 %, moins que les années précédentes. L'activité des hôtels-cafés-restaurants dans son ensemble continue de ralentir (+ 0,4 %, après + 1,2 % en 2001 et + 3,6 % en 2000). Depuis 1999, l'évolution de la fréquentation des hôtels de tourisme est moins soutenue que celle des types d'hébergement plus modestes (camping, auberges de jeunesse, etc.).

Les dépenses de services de transport augmentent modérément, comme l'année précédente (+ 1,6 %, après + 1,5 %). Les transports ferroviaires progressent de 2,2 % ; c'est la plus faible hausse depuis 1995, année au cours de laquelle la dépense avait diminué. La dépense des ménages en transports aériens est quasiment stable en 2002 : - 0,2 %, après – 1,8 % en 2001 et après une croissance à deux chiffres au cours des deux années précédentes. Malgré le trafic des compagnies à bas coûts, les transports aériens sont encore pénalisés par les attentats du 11 septembre 2001, les problèmes d'Air Liberté et l'ouverture des lignes TGV Méditerranée en juin 2001. En outre, la progression des prix reste soutenue (+ 3,8 %, après + 5,1 % en 2001) contrairement aux deux années précédentes.

Les dépenses d'habillement sont quasiment stables : + 0,2 % en volume.

Les achats de produits alimentaires et de boissons non alcoolisées augmentent un peu plus vite qu'au cours des deux années précédentes.

Affectée par les crises de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) puis de l'épizootie de fièvre aphteuse, la consommation de viandes avait ralenti au cours des deux années précédentes. Une reprise s'amorce en 2002 (+ 1,5 %) à la faveur à la fois d'une baisse des prix et de la poursuite d'une progression de la consommation de produits préparés (+ 2,8 %).

En 2002, les ménages augmentent leur taux d'épargne de 0,5 point par rapport à 2001 pour atteindre 16,7 %. La dégradation du marché du travail a pu les inciter à poursuivre la constitution d'une épargne de précaution. Le taux d'épargne financière progresse quant à lui de 0,7 point.

2

○ Méthodologie

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution sont ici de trois types :

– dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux ;

– estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables (disponibles pour la métropole uniquement) ;

– données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans la consommation des ménages (tableaux D.01-1 et D.01-2) sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le nouveau système européen de comptabilité nationale - SEC 95 - mis en application dans la « base 1995 ») : leur addition forme exactement le total « Consommation effective des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté des ménages [1]. Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente [2].

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de trois sources principales :

- **les enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages**

Elles sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5 000 à 15 000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents, mais elles constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.). Les principales enquêtes utilisées sont les suivantes :

– l'enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV). Elle est effectuée trois fois par an auprès de 8 000 ménages. L'enquête de mai fournit des informations sur l'équipement des ménages en biens durables.

---

[1] Voir le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » du présent annuaire et le « Rapport sur les comptes de la nation » , cf. « partie 4 Sources de documentation ».

[2] Pour plus de détails, voir la publication annuelle INSEE résultats, série Économie, sous le titre : « Consommation des ménages de l'année n », cf. « partie 4 Sources de documentation ».

– L'effectif de ménages répondant pour certaines catégories socioprofessionnelles est parfois petit et, par conséquent, les résultats sont à utiliser avec précaution.
– l'enquête sur le budget des familles.
Les données sur les dépenses des ménages (tableau D01-10) sont issues de l'enquête sur le budget des familles réalisée en 2000 - 2001 ; de périodicité quinquennale, elle fait suite aux précédentes enquêtes effectuées en 1979, 1984 - 1985 ,1989 et 1995.
– L'enquête « Emploi du temps 1998 - 1999 », a lieu environ tous les dix ans. Elle fait suite aux enquêtes précédentes sur le même thème, effectuées en 1964 -1965, 1974 -1975 et 1985 - 1986. Ce sont des enquêtes « à vagues » étalées sur un an (comme budget de famille) pour éviter les effets de saisonnalité (on n'a pas les mêmes occupations en hiver et en été). La dernière enquête, réalisée entre février 1998 et février 1999, a interrogé tous les individus de 15 ans et plus d'un échantillon de 8 000 ménages sur la nature et la durée de leurs activités pendant 24 heures. Le tableau D01-11, concerne 16 000 individus environ.
– l'enquête logement qui a lieu tous les quatre ans.
– les enquêtes transports.

● **les statistiques de production et du commerce extérieur**

Elles permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.
Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales des chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.
Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales).
Les statistiques du commerce extérieur en valeur et en quantités résultent de l'exploitation de la base de données douanières. Les importations et exportations par produits détaillés sont ainsi obtenues.
Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice des prix à la consommation.

● **les statistiques de distribution**

Différentes sources sont utilisées : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).
Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres « Ressources-Emplois ».
L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.
Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations, augmentées des marges commerciales et de transport ainsi que l'ensemble des impôts sur les produits (dont la TVA et les droits de douanes), et diminuées des subventions sur les produits. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks + acquisitions nettes de cession d'objet de valeur.
L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres « Ressources-Emplois » nécessitent de faire une estimation des marges et des variations de stocks, variations qui sont mal connues.
Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.
La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres « Ressources-Emplois ».
La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Nomenclatures

● **Nomenclature de fonction**

Elle classe les biens et les services selon les besoins humains auxquels ils répondent : alimentation, boissons alcoolisées et tabac, articles d'habillement et chaussures, logement chauffage et éclairage, équipement du logement, santé, transport, communications, loisirs-culture, éducation, hôtels, cafés et restaurants, autres biens et services, constituent les douze grandes fonctions. La fonction 13 représente les dépenses de consommation des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et la 14ème regroupe les dépenses de consommation finale individualisable des Administrations publiques (APU). Cette nomenclature regroupe, aux prix de quelques conventions, les produits complémentaires c'est-à-dire simultanément nécessaires à la satisfaction d'un même besoin, ou substituables c'est-à-dire alternatifs pour satisfaire un même besoin. Les biens et services destinés à satisfaire un même besoin sont ainsi regroupés dans cette nomenclature. Par exemple, la fonction « transport » regroupe les achats de véhicules, leurs frais d'entretien et de réparation, la consommation de carburants, les dépenses de transports ferroviaires, routiers et enfin les transports aériens.

● **Nomenclature de durabilité**

Elle oppose les biens durables aux biens fongibles et distingue les biens des services. Elle classe les biens en trois groupes : biens durables importants (véhicules, meubles, équipement ménager ou de loisir), biens semi-durables (textile, habillement) et biens non durables (alimentation, énergie).

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités (tableau D.01-4) ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année précédente, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.
Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution ; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.
Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux ; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Panel communautaire des ménages

Le panel communautaire des ménages, enquête multi-dimensionnelle européenne, coordonnée par Eurostat, a pour objectif principal de suivre les dynamiques individuelles d'emploi et de revenus. La première vague a eu lieu en 1994 dans les douze États membres formant l'Union européenne à l'époque. L'échantillon total comprenait environ 60 500 ménages

sélectionnés de façon aléatoire. L'enquête « panel communautaire des ménages » fournit des statistiques comparables entre pays. (cf. tableau D01-9). Cette enquête est abandonnée pour être remplacée en 2003 par un nouvel instrument : EU – SILC (statistiques sur le revenu et les conditions de vie).

3

○ Définitions

La consommation finale des ménages

Les comptes nationaux sont désormais établis selon le système européen de comptabilité : SEC 95. Dans ce nouveau système de comptabilité nationale, deux concepts de consommation finale sont distingués : la dépense de consommation finale et la consommation finale effective. La dépense de consommation finale des ménages remplace le concept de consommation finale du système précédent. Selon le SEC 95, la dépense de consommation finale des ménages recouvre les dépenses consacrées par les ménages à l'acquisition de biens et services, utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains « individuels ». La dépense de consommation finale peut être effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde.

La consommation des ménages qui doit être évaluée est une consommation nationale, c'est-à-dire la consommation des ménages résidents qu'elle ait lieu dans ou hors le territoire économique national. Le territoire économique français inclut désormais les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), mais exclut Monaco.

Pour des raisons statistiques, on ne peut évaluer dans un premier temps, par produits, qu'une consommation territoriale, représentant l'ensemble des achats effectués sur le territoire par des ménages résidents ou non. La consommation nationale est obtenue en retranchant la consommation des non-résidents sur le territoire et en additionnant la consommation des résidents hors le territoire. Les données nécessaires sont obtenues par un traitement particulier de la balance des paiements.

Les biens et services marchands constituent l'essentiel du poste ; ils correspondent aux achats de biens neufs (sauf les logements mais y compris les achats en crédit bail pour les automobiles), de véhicules d'occasion (passant par le commerce), et aux achats de services marchands. Ils comprennent aussi l'autoconsommation de produits alimentaires, les avantages fournis par les employeurs à leurs salariés ou par l'armée aux militaires, les loyers « imputés » des logements occupés par leurs propriétaires, qui tous, viennent en contrepartie des revenus de même montant inclus dans le revenu disponible des ménages.

Quand ces biens et services marchands sont utilisés par des entrepreneurs individuels pour leur activité productive, on ne les prend pas en compte dans la consommation finale des ménages. Pour les biens et services à usage mixte, on ne retient ici qu'une partie de leur valeur, proportionnelle à l'utilisation domestique qui en est faite.

Les services non marchands pris en compte dans la dépense de consommation finale des ménages comprennent tout d'abord les paiements partiels des ménages aux institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) (séances de ciné-club, spectacles amateurs, offices religieux) ou aux administrations publiques (hôpitaux, enseignement, musées, théâtres). S'y ajoutent les services domestiques fournis par le personnel salarié employé par les ménages (employés de maison, nourrices, concierges et gardiens d'immeubles), qui ont leur contrepartie en production pour compte propre des ménages.

La consommation effective finale des ménages

Le SEC 95, outre la dépense de consommation finale des ménages, définit également la consommation effective finale des ménages. Celle-ci recouvre l'ensemble des biens et services qu'ils utilisent effectivement (ou consomment) quelle que soit la manière dont ils sont financés, alors que la dépense de consommation se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. L'écart entre les deux notions représente les remboursements de sécurité sociale, les aides aux logements, les dépenses de la collectivité en éducation, en santé, etc.

Pour passer de la dépense de consommation des ménages à la consommation effective, il faut ajouter au premier de ces agrégats les transferts sociaux en nature versés par les administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques sont subdivisées entre dépenses de consommation finale individualisable (celles dont le consommateur effectif est identifiable) et dépenses de consommation collective, correspondant aux fonctions régaliennes des administrations.

Les transferts sociaux en nature des administrations publiques aux ménages correspondent aux dépenses de consommation finale individualisable de ces administrations.

La consommation effective des administrations publiques ne comprend plus alors que les biens et services inclus dans les dépenses de consommation finale collective.

– exemples de dépenses individualisables : dépenses d'éducation, de santé, de culture...

– exemples de dépenses collectives : dépenses liées à la défense, la justice, la police, l'administration générale...

Théoriquement, on aurait dû adopter la même démarche concernant les ISBLSM. Par convention, c'est l'ensemble de leurs dépenses de consommation qui est considéré comme individualisable et constitue une consommation effective des ménages, il n'y a donc pas de consommation finale effective pour les ISBLSM. Pourtant, comme la dépense, elles n'incluent pas la valeur ajoutée domestique (préparation des repas, travail ménager, aide aux enfants dans leurs devoirs scolaires, bricolage).

Mais, c'est par ailleurs une notion plus restreinte que la dépense, car la comptabilité nationale ne classe pas en consommation l'achat et les gros travaux d'amélioration du logement, les intérêts liés à ceux-ci, les impôts. Elle ne retrace pas non plus les achats de ménages à d'autres ménages : seules les marges commerciales des revendeurs sont prises en compte. C'est notamment le cas pour le poste « voitures d'occasion ».

Si elles couvrent des champs différents et satisfont à des contraintes particulières, ces deux notions ont aussi des utilisations complémentaires. La consommation est à privilégier pour l'analyse des séries temporelles ou l'analyse économétrique faisant intervenir de nombreuses variables des comptes, qui respectent les contraintes de comparabilité. Tandis que la dépense saisie par les enquêtes auprès des ménages est plus apte à mettre en évidence les disparités internes aux populations enquêtées (socioprofessionnelles, démographiques ou géographiques), et permet d'introduire des données autres que comptables, plus qualitatives, dans une étude.

● L'autoconsommation

C'est la contrepartie de la production pour compte propre des ménages destinée à leur consommation finale. Dans le SEC 95 cette production constitue une production pour emploi final propre, qu'elle porte sur des biens ou des services.

• *autoconsommation de biens*

Tous les biens sont susceptibles d'être autoconsommés. Cette production pour compte propre doit être comptabilisée si elle est significativement importante au regard de l'offre totale de ce bien. On n'évalue une autoconsommation que pour les produits agricoles et agroalimentaires (exemples : pommes de terre, fruits, miel, viande, volailles, lait, beurre, vin, eau de vie...)

• *autoconsommation de services*

Elle concerne trois postes :

. Les services des logements occupés par leurs propriétaires (ou loyers imputés).

. Les services d'action sociale (assistante maternelle).

. Les services domestiques découlant de l'emploi de personnel rémunéré (les services résultant de l'activité domestique non rémunérée ne sont pas retenus).

	Ménages	Administrations publiques	ISBLSM
Dépenses de consommation	Dépenses de consommation des ménages	Dépenses collectives et individuelles des administrations publiques	Dépenses de consommation des ISBLSM
Consommation effective	Dépenses de consommation des ménages + Dépenses individuelles des APU + Dépenses de consommation des ISBLSM	Dépenses collectives des administrations publiques	

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux ménagers, garde d'enfants, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture, etc.) ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture) ; ces derniers sont assimilés à des achats.
L'autoconsommation de service du logement ou loyers imputés que paieraient les propriétaires, s'ils étaient locataires de leur logement, est évaluée aux prix des loyers des locataires correspondants, le reste de l'autoconsommation est évaluée aux prix à la production.
On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile », dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux, cliniques » et de « Cantines » ou « Cafés-restaurants ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.
Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages » et la division « Synthèses des biens et services » de l'INSEE.

Organismes :
- INSEE.
- Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

Site Internet :
- www.insee.fr

Publications :
INSEE
Économie et Statistique :
– « L'évolution des temps sociaux », n^{os} 352-353, septembre 2002 ;
– « Le Panel européen des Ménages », n^{os} 349 - 350, mai 2002.
INSEE-Première :
– Le marché des Télécommunications en 2001 », n° 918, août 2003 ;
– La consommation des ménages en 2002 », n° 902, juin 2003 ;
– « Un tiers des adultes ont déjà utilisé Internet », n° 850, juin 2002 ;
– « La consommation alimentaire depuis 40 ans », n° 846, mai 2002 ;
– « La consommation automobile depuis quarante ans », n° 844, mai 2002 ;
– « 40 ans de cinéma : âge d'or, crise et renouveau », n° 841, avril 2002 ;
– « La consommation des ménages depuis 40 ans, perte de vitesse des dépenses traditionnelles », n° 832, février 2002.
INSEE-Résultats, Consommation – modes de vie :
– « Enquête emploi du temps 1998-1999 », n^{os} 101-102, janvier 2000.
INSEE-Résultats, Série Économie :
– « Comptes nationaux. Rapport sur les Comptes de la Nation 2002 », n° 9, août 2003.
INSEE-Résultats, Série Société :
– « La consommation des ménages en 2002 », n° 14, juillet 2003 ;
– « Indicateurs de niveau de vie, Indicateurs sociaux annuels de 1996 à 2001 », n° 2, janvier 2002.
Données sociales Édition 2002 :
– « Le niveau de vie des ménages de 1970 à 1999 », O.Guillemin, V. Roux ;
– « La pauvreté en termes de conditions de vie : quatre profils de ménages », S . Pontieux.
– *France, Portrait social. Édition 2003-2004.*

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU D.01-1A

Montant de la consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Unité : Million d'euros

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1995	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002	1990	*p* 2002
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	01	98 976	105 347	107 153	110 413	117 327	122 094	13,14	11,58
Boissons alcoolisées et tabac	02	22 229	24 913	26 046	26 456	27 682	28 395	2,45	2,69
Articles d'habillement et chaussures	03	36 321	37 699	38 144	38 447	38 791	39 222	5,36	3,72
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	04	156 404	173 081	177 719	183 591	190 410	196 407	17,44	18,63
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	05	41 581	45 547	47 247	49 278	50 606	51 035	5,65	4,84
Santé	06	24 460	25 623	26 578	27 645	28 770	30 505	2,71	2,89
Transport	07	96 101	104 667	111 685	118 767	123 869	125 183	12,60	11,87
Communications	08	12 081	13 695	15 434	17 043	18 432	19 503	1,45	1,85
Loisirs et culture	09	55 990	62 436	65 113	69 151	72 302	76 136	7,03	7,22
Éducation	10	3 966	4 691	4 796	4 774	4 930	5 092	0,51	0,48
Hôtels, cafés et restaurants	11	48 056	53 065	56 178	59 328	61 557	64 234	6,03	6,09
Autres biens et services	12	52 869	57 342	57 747	59 789	62 910	65 661	6,07	6,23
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**649 034**	**708 107**	**733 840**	**764 683**	**797 584**	**823 465**	**80,46**	**78,11**
Consommation individualisable des ISBLSM	13	7 028	7 961	8 482	8 555	9 904	10 225	0,69	0,97
Consommation individualisable des APU	14	166 781	183 542	189 251	198 128	206 540	220 582	18,86	20,92
Consommation effective des ménages		**822 844**	**899 610**	**931 573**	**971 366**	**1 014 028**	**1 054 272**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU D.01-1B

Consommation effective des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1995	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002	de 1992 à 2002
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	01	101,5	101,1	101,7	100,7	100,6	101,3	0,9
Boissons alcoolisées et tabac	02	99,7	102,3	101,3	98,7	101,4	97,9	–
Articles d'habillement et chaussures	03	97,9	101,7	101,1	100,6	100,2	100,2	– 0,2
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	04	101,2	102,2	101,7	101,7	102,7	101,0	1,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	05	101,2	102,7	103,2	103,6	100,4	99,3	1,2
Santé	06	103,3	100,7	103,6	103,8	104,8	105,3	2,9
Transport	07	100,0	106,1	105,6	101,9	104,0	99,9	1,6
Communications	08	103,8	114,7	124,1	120,8	112,0	105,3	9,6
Loisirs et culture	09	101,9	107,1	105,7	106,9	104,6	104,5	3,7
Éducation	10	101,0	100,8	101,5	99,1	101,3	101,8	1,3
Hôtels, cafés et restaurants	11	100,2	105,3	104,2	103,6	101,2	100,4	1,1
Autres biens et services	12	105,3	102,2	99,6	102,0	102,9	101,7	1,5
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**101,2**	**103,4**	**103,2**	**102,7**	**102,6**	**101,2**	**1,6**
Consommation individualisable des ISBLSM	13	103,0	103,3	104,6	99,0	114,6	101,9	5,0
Consommation individualisable des APU	14	100,6	102,4	101,6	103,2	103,3	105,1	2,6
Consommation effective des ménages		**101,1**	**103,2**	**102,9**	**102,7**	**102,9**	**102,0**	**1,8**

TABLEAU D.01-2

Montant et évolution de la consommation effective des ménages par durabilité

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Unité : Million d'euros

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants		Coefficients budgétaires %		Indices de volume base 100 de l'année précédente		Taux de variation annuel moyen (%)
		r 2001	*p* 2002	1990	*p* 2002	*r* 2001	*p* 2002	de 1992 à 2002
Biens durables importants	**1**	**65 612**	**64 518**	**7,84**	**6,12**	**105,8**	**98,8**	**3,0**
Automobiles	11	31 666	31 243	3,82	2,96	110,7	97,7	2,1
Automobiles neuves	111	23 343	22 669	3,24	2,15	109,2	96,2	1,0
Automobiles autres	112	8 323	8 574	0,58	0,81	115,1	101,9	5,6
Téléviseurs	12	2 175	2 258	0,28	0,21	103,7	112,1	7,6
Réfrigérateurs, congélateurs	13	1 335	1 333	0,17	0,13	99,7	102,5	2,5
Machines à laver	14	1 428	1 414	0,17	0,13	103,4	102,4	3,0
Meubles	15	12 771	12 149	1,66	1,15	99,7	93,3	– 0,5
Autres biens durables importants	16	16 238	16 121	1,75	1,53	103,1	102,9	7,2
Biens semi-durables	**2**	**95 399**	**97 832**	**11,29**	**9,28**	**102,1**	**101,3**	**1,1**
Textiles et cuirs	21	41 626	42 014	5,72	3,99	100,0	100,0	– 0,1
Autres biens semi-durables	22	53 773	55 818	5,57	5,29	103,8	102,3	2,2
Biens non durables	**3**	**270 689**	**277 233**	**27,88**	**26,30**	**102,5**	**100,7**	**1,2**
Biens non durables et non alimentaires	31	138 152	139 802	13,11	13,26	104,2	100,4	1,4
Énergie, y c. sylviculture	311	63 533	61 552	6,45	5,84	103,9	98,0	0,5
Autres biens non durables et non alimentaires	312	74 619	78 250	6,66	7,42	104,4	102,5	2,1
Alimentation, y c. animale	32	132 537	137 432	14,77	13,04	100,7	101,1	0,9
Services	**4**	**582 328**	**614 688**	**52,99**	**58,30**	**102,8**	**103,1**	**2,2**
Logement, y c. entretien	41	153 026	159 942	13,60	15,17	101,9	101,8	1,6
Services de santé, y c. vétérinaires	42	97 549	105 322	9,29	9,99	103,9	105,5	2,6
Transports en commun, postes et télécommunications	43	43 235	45 333	3,72	4,30	105,4	103,2	5,1
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, loyers	44	61 564	64 241	6,04	6,09	101,2	100,4	1,1
Autres services	45	226 953	239 850	20,34	22,75	103,0	103,6	2,1
Action sociale, y c. services domestiques	451	33 768	36 661	2,61	3,48	104,0	105,5	3,5
Autres services divers	452	193 185	203 189	17,74	19,27	102,8	103,2	1,9
Consommation effective des ménages		**1 014 028**	**1 054 272**	**100,00**	**100,00**	**102,9**	**102,0**	**1,8**

TABLEAU D.01-3

La consommation des ménages en biens et services sportifs

Sources : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)
Ministère des Sports

Unité : Milliard d'euros à prix courants

Intitulé du poste	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	2001
Vêtements et chaussures de sport	**2,91**	**2,93**	**3,00**	**3,05**	**3,11**	**3,20**	**3,28**
dont : Vêtements de sports	1,37	1,37	1,41	1,45	1,50	1,55	1,59
Chaussures de sports	1,54	1,56	1,58	1,60	1,61	1,65	1,69
Autres biens de consommation	**1,85**	**1,90**	**1,99**	**2,13**	**2,14**	**2,12**	**2,22**
dont : Articles de sports	1,68	1,74	1,82	1,96	1,96	1,94	2,05
Périodiques sportifs	0,17	0,17	0,19	0,17	0,18	0,18	0,17
Équipements	**1,91**	**1,77**	**1,64**	**1,83**	**1,97**	**2,12**	**2,13**
dont : Bateaux	0,69	0,67	0,58	0,81	0,91	1,01	0,98
Bicyclettes	1,05	0,95	0,90	0,87	0,91	0,96	0,99
Armes	0,12	0,11	0,11	0,11	0,10	0,10	0,11
Avions	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05
Achats de services	**3,80**	**3,98**	**4,14**	**4,37**	**4,70**	**4,82**	**5,17**
dont : Activités sportives (cotisations, leçons)	1,48	1,55	1,63	1,71	1,86	1,80	2,03
Activités liées au sport (entrées)	1,19	1,26	1,30	1,32	1,43	1,55	1,61
Spectacles sportifs	0,19	0,21	0,22	0,29	0,31	0,33	0,34
Total	**10,47**	**10,58**	**10,77**	**11,38**	**11,92**	**12,26**	**12,80**

TABLEAU D.01-4

Principales quantités consommées en France métropolitaine par les ménages depuis 1990

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Nature des produits, biens et services	Unités	1990	1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)									
Population intérieure moyenne	10^6	**56,71**	**57,85**	**58,03**	**58,21**	**58,40**	**58,60**	**58,90**	**59,20**
Semoule de blé dur	kg	1,08	1,26	1,25	1,06	0,98	0,97	0,97	0,98
Farine de froment	"	5,09	4,41	4,36	4,38	4,38	4,19	4,12	4,10
Riz	"	3,72	3,74	3,75	3,63	3,53	3,62	3,86	3,98
Biscottes	"	1,80	1,72	1,79	1,72	1,63	1,64	1,88	1,91
Biscuits et pains d'épices	"	8,78	9,80	10,21	10,32	10,38	10,61	11,51	11,50
Farines diététiques de l'enfance	"	0,16	0,13	0,14	0,14	0,14	0,14	0,13	0,13
Entremets et desserts instantanés	"	0,57	///	///	///	*c*	*c*	*c*	*c*
Pâtes alimentaires	"	6,76	7,30	7,28	7,57	7,40	7,67	7,68	7,87
Pain, préemballé non compris	"	63,37	59,89	60,36	60,02	59,87	57,42	59,38	60,07
Pommes de terre (1)	"	62,42	68,93	69,28	69,79	65,78	67,96	68,66	68,21
Légumes frais (1)	"	88,34	91,33	89,42	89,85	91,05	92,17	91,61	90,60
Légumes surgelés	"	5,18	6,50	6,66	6,58	6,69	6,94	6,98	6,93
Légumes secs (1)	"	1,56	1,44	1,45	1,42	1,41	1,40	1,43	1,46
Conserves de légumes	"	23,23	23,67	24,23	23,94	24,34	25,25	25,38	25,20
Agrumes (1)	"	16,45	13,81	13,15	13,67	13,31	12,80	12,62	11,61
Autres fruits frais (1)	"	45,93	44,94	43,32	44,05	43,25	44,42	44,65	45,45
Fruits surgelés	"	0,10	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05
Fruits secs (1)	"	1,16	1,36	1,32	1,34	1,31	1,36	1,37	1,39
Fruits au sirop	"	3,11	2,04	2,08	1,98	2,06	1,60	1,73	1,58
Confitures et gelées	"	2,54	2,63	2,57	2,51	2,47	2,41	2,48	2,65
Compote de fruits	"	1,63	1,88	1,90	2,00	2,10	2,22	2,35	2,77
Porc frais	"	9,96	10,07	10,17	10,11	10,77	10,90	10,70	10,70
Jambon	"	5,59	5,52	5,63	5,55	5,93	5,61	5,63	5,75
Autres charcuteries et conserves de viande	"	14,25	15,67	16,01	16,01	16,55	16,98	17,24	17,45
Triperie	"	4,48	3,99	3,89	3,76	3,76	3,80	3,32	3,39
Bœuf	"	17,58	16,57	15,24	15,42	15,59	15,60	14,78	14,29
Veau	"	4,49	4,13	3,91	3,95	3,74	3,75	3,78	3,72
Mouton, agneau	"	3,64	3,57	3,51	3,39	3,39	3,43	3,55	2,93
Cheval	"	0,65	0,37	0,44	0,40	0,37	0,34	0,35	0,39
Volailles (1)	"	22,24	22,83	23,77	23,99	24,15	23,82	24,02	23,73
Produits carnés surgelés (1)	"	3,21	///	///	///	*c*	*c*	*c*	*c*
Lapin, gibier (1)	"	4,59	3,97	4,14	4,18	4,20	4,15	4,18	4,13
Œufs (1)	"	14,34	15,50	15,22	14,89	14,94	15,16	15,07	14,95
Poissons, crustacés, coquillages (poids après la pêche, vendu aux ménages) (1)	"	14,75	14,41	15,02	14,92	*c*	*c*	*c*	*c*
Poissons et crustacés surgelés	"	4,20	4,22	4,32	4,33	4,37	4,45	4,56	4,64
Conserves de poisson	"	5,81	4,84	4,99	4,69	5,19	4,16	4,29	5,76
Laits liquides (1)	litre	68,16	69,52	68,64	68,07	68,57	67,27	68,02	66,21
Crème fraîche	kg	2,77	4,89	5,07	5,33	5,92	4,93	5,13	4,92
Yaourts	"	16,31	18,29	18,65	19,12	19,94	20,50	20,48	20,77
Desserts lactés frais	"	5,89	7,28	7,67	7,78	8,34	8,39	8,82	9,01
Fromages frais (1)	"	6,71	6,97	7,07	7,15	7,20	7,51	8,03	8,34
Fromages (1)	"	17,10	18,12	18,20	18,28	18,95	19,30	19,25	19,28
Beurre (1)	"	8,43	8,05	7,95	7,83	7,65	7,54	7,67	7,38
Huile	"	11,37	10,23	10,47	10,30	10,08	10,00	9,95	*c*
Margarine	"	2,34	2,12	2,13	2,32	2,26	2,15	2,06	2,02
Sucre	"	10,02	8,92	8,66	8,20	7,71	7,59	7,08	6,82
Chocolat (poudre et tablettes)	"	3,40	3,93	4,18	4,16	4,30	4,17	4,30	4,23
Confiserie de sucre	"	2,67	3,45	3,44	3,52	*c*	*c*	*c*	*c*
Confiserie de chocolat	"	1,63	1,70	1,64	1,84	*c*	*c*	*c*	*c*
Miel (1)	"	0,41	0,45	0,47	0,45	0,44	0,45	0,45	0,45
Crèmes glacées	litre	6,50	6,92	6,23	6,23	6,47	5,96	6,56	5,57
Vins courants (1)	litre	45,96	39,09	38,13	37,38	37,25	36,21	32,10	33,68
Vins AOC et VDQS (depuis 1983) (1)	"	23,49	25,16	25,70	26,16	27,67	27,14	26,42	27,13
Vins doux naturels et autres vins de liqueur (1)	"	1,55	1,37	1,34	1,34	1,34	1,37	1,10	1,15
Champagne (1)	"	1,95	2,05	2,08	2,12	2,29	2,44	1,91	2,05
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	"	3,36	///	///	///	*c*	*c*	*c*	*c*
Eaux de vie et liqueurs	"	2,77	///	///	///	*c*	*c*	*c*	*c*
Bière	"	39,66	38,04	38,75	35,47	37,70	37,78	33,71	33,31

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-4 (suite et fin)

Principales quantités consommées en France métropolitaine par les ménages depuis 1990

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Nature des produits, biens et services	Unités	1990	1995	1996	1997	1998	1999	*r* 2000	*p* 2001
Cidre (1)	litre	6,47	6,83	6,35	6,42	6,52	6,40	5,53	5,58
Eaux minérales et de source	"	92,42	119,83	118,19	125,42	136,73	146,06	153,24	149,67
Boissons gazeuses	"	35,82	37,71	38,00	39,02	40,06	40,56	41,10	43,15
Jus de fruits, y compris nectars	"	6,84	10,78	10,97	11,44	11,53	11,88	12,08	12,38
Café (torréfié : en grains, moulu, soluble) (2)	kg	4,41	4,38	4,69	4,64	4,40	4,51	4,46	4,53
Thé et maté (2)	"	0,20	0,20	0,26	0,29	0,23	0,21	0,23	0,23
Infusions	g	65,70	66,66	68,97	69,45	68,60	68,91	68,38	68,93
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)									
Biens durables :									
Réfrigérateurs (n. c. congélateurs)	10^3 unité	2 129	2 107	2 003	2 089	2 119	2 255	2 400	2 353
Machines à laver	"	2 042	2 117	2 083	2 121	2 154	2 247	2 346	2 328
Lave-vaisselle	"	669	727	731	740	771	856	946	980
Récepteurs de télévision couleur	"	3 310	3 368	3 395	3 531	4 271	4 508	4 622	4 283
Automobiles (3)	"	2 309	1 931	2 132	1 713	1 944	2 148	2 134	2 255
Chauffage et éclairage :									
Électricité	10^9 kWh	96,90	109,08	120,46	119,08	121,45	126,93	128,72	133,89
Gaz de ville	10^9 kWh	124,00	146,53	164,02	148,23	163,90	165,73	165,76	175,19
Butane, propane	10^6 tonnes	1,51	1,58	1,68	1,58	1,60	1,59	1,51	1,50
Charbon (y c. houille, coke et agglomérés)	10^6 tonnes	2,43	1,41	1,49	1,43	1,36	1,25	0,98	0,97
Fioul domestique (4)	10^6 m^3	20,18	19,53	20,45	19,79	20,48	20,07	18,44	20,42
Transports :									
Carburants	10^3 m^3								
Supercarburants autos (5)	"	19 889	17 682	16 944	16 532	16 439	16 332	15 570	15 331
Gazole (6)	"	5 400	9 627	10 441	11 119	11 936	11 900	12 100	13 236
Chemins de fer (7) :									
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	54,97	47,08	50,90	52,80	55,30	57,00	60,20	62,00
Banlieue de Paris	"	8,99	8,48	8,87	9,02	9,13	9,62	9,68	9,90
Régie autonome des transports parisiens :									
Réseau ferré :									
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyag-km	1 222	1 029	1 092	1 116	1 157	1 190	1 247	1 262
Réseau express régional	"	362	323	351	354	368	384	404	415
Réseau autobus	"	841	781	847	878	887	902	939	941
Tramway	"	///	23	26	29	35	43	47	48
Autres biens et services :									
Savon de ménage	10^3 tonnes	18,3	10,9	9,0	8,9	8,3	8,4	8,6	...
Savons de toilette, etc	"	28,3	24,0	22,5	21,7	19,9	14,3	14,3	...
Poudres à laver le linge ménagères	"	483,9	538,6	512,5	533,4	499,6	439,6	395,7	...
Cinéma	10^6 spectateurs	121,9	130,2	136,7	149,0	170,1	155,5	166,0	185,8
Cigarettes	10^6 tonnes	95 809	88 336	86 163	82 984	83 836	83 675	82 514	83 464
Cigares et cigarillos	"	1 474	1 460	1 530	1 572	1 630	1 672	1 712	1 729
Scaferlatis	"	4 933	6 444	6 998	7 315	7 283	7 386	7 170	7 087

(1) Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.
(2) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages.
(3) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales neuves, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT).
(4) En acquitté total des factures des distributeurs.
(5) Consommation de super plombé et sans plomb par les voitures particulières, commerciales et taxis.
(6) Consommation de gazole par les voitures particulières, commerciales et taxis. Source : estimation du Comité Professionnel du Pétrole et du service économique et statistique du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer.
(7) Y compris les déplacements professionnels.

TABLEAU D.01-5

Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage (1)

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 2000, 2001, 2002, 2003) %

Nature de l'équipement	Date	Agriculteurs exploitants	Artisans commerçants, chefs d'entreprise	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Autres inactifs	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	2001	35	56	68	65	61	60	38	60
Congélateur	2000	77	53	42	46	38	52	12	47
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	2003	98	99	99	99	99	98	90	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	2003	88	84	82	79	73	77	35	78
Lave-vaisselle	2003	43	57	66	50	31	33	7	44
Micro-ondes	2002	50	70	73	73	66	69	56	68
Lave-linge	2003	94	95	93	94	91	92	41	92
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	2001	22	36	41	34	23	28	3	30
Télévision couleur	2003	98	97	93	94	95	96	83	95
Multi-équipement en télévision couleur	2003	36	48	39	40	32	41	5	38
Magnétoscope	2003	43	68	80	79	69	72	37	71
Chaîne hi-fi	2003	25	61	81	76	58	58	59	64
Camescope	1997	8	21	23	16	11	13	3	14
Répondeur téléphonique	2001	19	32	56	45	35	28	22	37
Minitel	2002	15	18	29	16	7	5	1	13
Téléphone portable	2003	31	63	80	78	59	61	81	66
Téléphone fixe	2003	96	92	94	89	84	82	37	86
Micro-ordinateur	2003	19	36	67	53	33	27	45	41
Connexion à internet	2003	13	21	54	39	20	14	26	28
Automobile	2003	79	89	88	88	67	80	41	80
Multi-équipement en automobile	2003	32	38	44	38	20	33	1	33
Nombre de ménages (millions)	**2003**	**1,4**	**2,1**	**4,3**	**4,8**	**4,7**	**6,9**	**0,6**	**24,8**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2003**	**287**	**465**	**970**	**1 118**	**1 083**	**1 613**	**118**	**5 654**

(1) Champ : ensemble des ménages. Les retraités sont classés dans leur ancienne catégorie socioprofessionnelle.

TABLEAU D.01-6

Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage (1)

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 2000, 2001, 2002, 2003) %

Nature de l'équipement	Date	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	2001	62	70	61	58	58	55	52	60
Réfrigérateur sans congélateur	2000	39	40	53	53	51	53	52	49
Congélateur	2000	23	42	59	56	56	44	29	47
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	2003	95	99	99	99	99	99	98	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	2003	56	76	85	83	83	80	68	78
Lave-vaisselle	2003	15	42	56	57	53	36	22	44
Micro-ondes	2002	69	78	80	75	65	51	32	68
Lave-linge	2003	72	93	95	95	95	95	87	92
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	2001	21	38	46	36	23	14	8	30
Télévision couleur	2003	87	92	94	96	98	99	98	95
Multi-équipement en télévision couleur	2003	18	37	47	47	43	35	25	38
Magnétoscope	2003	64	82	82	83	73	53	31	71
Chaîne hi-fi	2003	73	82	80	71	56	34	18	64
Camescope	1997	8	23	19	18	11	6	1	14
Répondeur téléphonique	2001	39	49	45	43	33	16	7	37
Minitel	2002	3	9	17	21	15	11	4	13
Téléphone fixe	2003	56	83	89	92	93	95	94	86
Téléphone portable	2003	91	83	81	72	56	31	12	66
Micro-ordinateur	2003	51	59	59	48	25	8	3	41
Connexion à internet	2003	34	40	41	33	17	5	2	28
Automobile	2003	71	87	89	89	87	69	40	80
Multi-équipement en automobile	2003	24	40	45	45	30	15	4	33
Nombre de ménages (millions)	**2003**	**2,7**	**4,5**	**4,9**	**4,4**	**3,1**	**3,3**	**1,7**	**24,8**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2003**	**584**	**1 037**	**1 151**	**1 096**	**743**	**713**	**330**	**5 654**

(1) Champ : ensemble des ménages.

TABLEAU D.01-7

Équipement des ménages en biens durables selon leur taille (1)

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 2000, 2001, 2002, 2003) %

Nature de l'équipement	Date	Nombre de personnes du ménage						
		1	2	3	4	5	6 et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	2001	53	62	67	66	62	67	60
Réfrigérateur sans congélateur	2000	50	48	47	50	51	51	49
Congélateur	2000	25	50	58	66	71	64	47
Réfrigérateur (avec ou sans congélateur)	2003	96	100	100	100	100	100	99
Congélateur (avec ou sans réfrigérateur)	2003	61	82	87	90	92	82	78
Lave-vaisselle	2003	20	48	52	68	67	47	44
Micro-ondes	2002	51	69	80	84	89	81	68
Lave-linge	2003	78	97	99	99	98	99	92
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	2001	13	26	40	55	55	49	30
Télévision couleur	2003	90	97	96	98	99	97	95
Multi-équipement en télévision couleur	2003	16	44	47	54	65	52	38
Magnétoscope	2003	48	76	86	89	90	89	71
Chaîne hi-fi	2003	47	62	78	84	84	71	64
Camescope	1997	3	12	20	28	30	22	14
Répondeur téléphonique	2001	27	38	47	44	42	26	37
Minitel	2002	6	16	16	18	17	11	13
Téléphone fixe	2003	79	90	88	93	92	85	86
Téléphone portable	2003	48	64	82	84	85	87	66
Micro-ordinateur	2003	22	35	57	70	69	54	41
Connexion à internet	2003	14	25	39	48	45	32	28
Automobile	2003	57	89	92	96	95	85	80
Multi-équipement en automobile	2003	3	36	54	63	56	43	33
Nombre de ménages (millions)	**2003**	**7,8**	**8,1**	**3,8**	**3,3**	**1,3**	**0,5**	**24,8**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2003**	**1 563**	**1 946**	**871**	**794**	**344**	**136**	**5 654**

(1) Champ : ensemble des ménages.

TABLEAU D.01-8

Poids des repas et consommation à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence en 2000 (1)

Source : INSEE (Enquête Budget de Famille) *Unité* : Euro

Catégorie de commune	Dépense alimentaire annuelle moyenne par ménage	Dépense en repas pris à l'extérieur par an	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Communes rurales	5 388,5	1 001,1	18,6
Unités urbaines de moins de 20 000 habitants	5 416,7	1 033,1	19,1
Unités urbaines de 20 000 à 100 000 habitants	4 970,8	970,9	19,5
Unités urbaines de 100 000 habitants et plus sauf UU Paris	5 291,2	1 272,7	24,1
Agglomération parisienne hors Paris	6 805,0	2 023,3	29,7
Ville de Paris	6 152,3	2 551,2	41,5
Ensemble	**5 512,7**	**1 263,7**	**22,9**

(1) Le champ des rubriques 2000 n'étant pas strictement identique à celui de 1995, la comparaison 1995 - 2000 n'est pas réalisable.

TABLEAU D.01-9

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables en 1998

Source : Eurostat : (panel européen sur l'équipement des ménages) %

	r Voiture	Lave-vaisselle	Magnéto-scope	TV couleur	Four à micro-ondes	Téléphone
Allemagne	73	45	64	97	52	96
Autriche	74	49	65	97	56	97
Belgique	76	32	68	96	60	95
Danemark	63	39	72	97	41	98
Espagne	67	22	67	99	46	89
Finlande (1)	67	42	61	94	74	95
France	**80**	**36**	**65**	**94**	**55**	**97**
Grèce	57	23	47	96	12	95
Irlande	70	26	76	98	66	87
Italie	76	25	59	97	18	91
Luxembourg (1)	83	56	68	98	33	98
Pays-Bas	68	29	73	98	67	99
Portugal	63	23	57	93	27	81
Royaume-Uni	70	23	83	98	77	96
Suède	72	41	68	98	66	...
Total Union européenne à 15	**73**	**33**	**67**	**97**	**51**	**95**

(1) Données 1997 pour la Finlande ; données 1996 pour le Luxembourg.

TABLEAU D.01-10

Le budget des ménages en 2001

Source : INSEE (Enquête budget de famille)

%

	Alimentation	Boissons alcoolisées et tabac	Habillement chaussures	Logement combustibles	Ameublement et équipement ménager	Santé
Âge de la personne de référence :						
Moins de 25 ans	9,9	3,6	6,8	27,3	4,8	1,8
25 à 34 ans	12,7	3,0	7,4	18,9	5,8	3,2
35 à 44 ans	16,2	2,9	7,6	15,1	6,1	4,4
45 à 54 ans	17,1	3,0	7,3	13,7	6,0	4,1
55 à 64 ans	18,1	3,3	5,9	15,9	6,8	4,4
65 à 74 ans	21,0	2,8	4,7	17,6	6,8	6,0
75 ans et plus	22,0	2,5	3,6	20,4	9,1	7,9
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :						
Exploitants agricoles	18,8	2,7	6,6	13,3	6,4	6,6
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	16,6	2,8	8,5	14,9	7,3	3,6
Cadres et professions libérales	12,9	2,3	8,0	14,2	6,8	4,1
Professions intermédiaires	14,9	2,7	7,5	14,8	6,1	4,0
Employés	15,9	3,0	6,9	18,8	5,2	3,6
Ouvriers	17,7	3,9	6,8	16,2	5,4	3,9
Retraités	20,7	2,9	4,5	17,7	7,5	6,2
Autres inactifs	18,1	3,3	6,0	24,6	6,1	4,0
Type de ménage :						
Personne seule de moins de 65 ans	12,3	3,4	5,7	24,3	5,1	3,3
Personne seule de 65 ans et plus	20,2	2,2	3,9	24,8	8,4	6,7
Couples sans enfant, personne de référence âgée de :						
Moins de 35 ans	10,4	3,3	7,4	19,2	6,0	2,4
35 à 64 ans	17,5	3,5	5,8	14,4	7,3	4,6
65 ans et plus	22,0	2,9	4,1	16,1	8,0	6,9
Familles monoparentales	16,7	2,9	7,4	21,8	5,2	3,7
Couples avec :						
1 enfant	15,1	2,8	8,1	14,0	6,2	4,1
2 enfants	16,6	2,7	7,9	13,3	5,9	4,5
3 enfants ou plus	18,4	2,7	8,2	13,6	5,8	4,2
Autres ménages de :						
2 personnes	18,4	3,5	4,7	17,9	5,5	5,5
3 personnes	19,6	3,3	6,3	13,9	7,3	5,0
Plus de 3 personnes	20,6	3,5	6,7	13,6	5,3	3,4
Type d'habitat de résidence :						
Communes rurales	18,3	3,1	6,0	14,3	6,8	4,7
Communes urbaines de moins de 20 000 habitants	18,1	3,0	6,2	15,6	6,4	4,4
Communes urbaines de 20 000 à 100 000 habitants	17,0	3,2	6,9	16,6	6,2	4,2
Communes urbaines de plus de 100 000 habitants	16,8	2,9	6,6	17,8	6,2	4,3
Unité urbaine de Paris	14,2	2,8	7,6	17,7	6,3	4,8
Revenu moyen par unité de consommation en euros :						
Moins de 7 528 (décile 1)	19,8	3,7	6,2	23,4	5,4	3,7
De 7 528 à 9 441 (décile2)	20,6	3,5	6,6	21,1	5,1	4,7
De 9 442 à 11 065 (décile 3)	18,9	3,2	6,1	20,1	5,4	4,8
De 11 066 à 12 665 (décile 4)	19,0	3,1	6,2	19,5	5,2	5,0
De 12 666 à 14 264 (décile 5)	18,6	3,0	6,2	17,4	5,9	4,4
De 14 265 à 16 279 (décile 6)	17,7	3,2	6,4	16,7	5,8	4,7
De 16 280 à 18 779 (décile 7)	16,5	2,9	6,3	14,7	6,2	4,4
De 18 780 à 22 608 (décile 8)	16,4	2,6	6,8	14,2	6,4	4,6
De 22 609 à 29 338 (décile 9)	14,7	2,7	6,9	13,6	6,9	4,8
De 29 339 et plus (décile 10)	13,2	2,8	7,7	13,6	8,7	4,0
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :						
Aucun diplôme	16,9	3,0	6,6	16,5	6,4	4,5
Niveau CEP	20,4	3,5	5,6	18,7	5,8	4,6
Niveau CAP, BEP	20,8	3,1	4,9	18,0	6,3	6,0
BEPC	18,0	3,5	6,7	14,9	6,3	4,3
Bac technique	16,1	3,0	6,9	15,5	5,8	4,6
Bac général	15,9	2,9	7,1	14,3	7,0	3,8
Bac + 2	15,7	2,7	7,1	16,7	6,9	4,7
Bac + 3	14,0	2,3	7,2	15,9	6,8	4,0
Non déclaré	12,9	2,5	7,8	15,6	7,3	4,1
Ensemble	**16,9**	**3,0**	**6,6**	**16,5**	**6,4**	**4,5**

N.B. - Voir note en fin de tableau.

TABLEAU D.01-10 (suite et fin)

Le budget des ménages en 2001

Source : INSEE (Enquête budget de famille)

%

	Transports	Communications	Loisirs et culture	Enseignement	Restauration et hébergement	Autres biens et services (1)	**Total**
Âge de la personne de référence :							
Moins de 25 ans	16,8	3,7	8,0	0,9	7,7	8,7	**100,0**
25 à 34 ans	18,0	2,8	8,3	0,2	7,5	12,0	**100,0**
35 à 44 ans	16,8	2,6	9,1	0,6	7,9	10,7	**100,0**
45 à 54 ans	17,6	2,8	8,9	0,8	7,6	10,9	**100,0**
55 à 64 ans	15,8	2,8	8,9	0,3	5,3	12,5	**100,0**
65 à 74 ans	13,7	2,7	7,8	0,1	3,8	13,0	**100,0**
75 ans et plus	7,6	2,8	6,3	–	3,9	13,7	**100,0**
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :							
Exploitants agricoles	15,3	2,4	6,7	0,8	5,6	14,9	**100,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	14,8	2,8	7,7	0,8	7,7	12,4	**100,0**
Cadres et professions libérales	16,9	2,7	9,9	0,9	9,9	11,4	**100,0**
Professions intermédiaires	18,4	2,6	9,4	0,5	8,1	11,1	**100,0**
Employés	17,1	3,1	8,4	0,4	6,6	11,1	**100,0**
Ouvriers	18,1	2,8	7,8	0,3	6,0	10,9	**100,0**
Retraités	12,7	2,7	7,8	0,1	4,1	13,1	**100,0**
Autres inactifs	11,1	3,8	7,9	0,8	4,5	9,8	**100,0**
Type de ménage :							
Personne seule de moins de 65 ans	15,2	3,6	8,8	0,2	7,8	10,4	**100,0**
Personne seule de 65 ans et plus	6,6	3,5	6,6	–	4,4	12,7	**100,0**
Couples sans enfant, personne de référence âgée de :							
Moins de 35 ans	19,8	3,0	8,5	0,2	9,2	10,4	**100,0**
35 à 64 ans	17,4	2,5	9,0	–	5,7	12,2	**100,0**
65 ans et plus	13,2	2,4	7,2	–	3,6	13,8	**100,0**
Familles monoparentales	12,4	3,7	8,3	0,8	6,7	10,4	**100,0**
Couples avec :							
1 enfant	19,1	2,4	8,3	0,6	6,9	12,4	**100,0**
2 enfants	17,8	2,4	8,8	0,8	8,1	11,3	**100,0**
3 enfants ou plus	15,6	2,7	10,0	1,2	7,5	10,2	**100,0**
Autres ménages de :							
2 personnes	15,1	3,2	8,5	0,5	6,0	11,3	**100,0**
3 personnes	15,2	2,9	8,5	0,1	5,7	12,2	**100,0**
Plus de 3 personnes	17,2	3,0	8,0	0,6	6,6	11,6	**100,0**
Type d'habitat de résidence :							
Communes rurales	17,8	2,4	8,2	0,3	5,6	12,5	**100,0**
Communes urbaines de moins de 20 000 habitants	17,9	2,6	8,4	0,4	5,6	11,6	**100,0**
Communes urbaines de 20 000 à 100 000 habitants	17,2	2,7	8,3	0,3	5,7	11,5	**100,0**
Communes urbaines de plus de 100 000 habitants	14,7	2,9	8,6	0,4	6,9	11,6	**100,0**
Unité urbaine de Paris	13,7	3,1	9,0	0,7	9,2	10,8	**100,0**
Revenu moyen par unité de consommation en euros :							
Moins de 7 528 (décile 1)	11,0	3,9	6,8	0,6	4,7	10,9	**100,0**
De 7 528 à 9 441 (décile2)	12,3	3,3	6,8	0,5	4,3	11,3	**100,0**
De 9 442 à 11 065 (décile 3)	14,8	3,1	7,6	0,4	4,8	10,9	**100,0**
De 11 066 à 12 665 (décile 4)	14,2	2,8	8,1	0,4	5,2	11,4	**100,0**
De 12 666 à 14 264 (décile 5)	16,6	2,8	8,0	0,4	5,5	11,3	**100,0**
De 14 265 à 16 279 (décile 6)	16,6	2,7	8,0	0,4	6,2	11,7	**100,0**
De 16 280 à 18 779 (décile 7)	19,2	2,6	8,3	0,4	6,8	11,7	**100,0**
De 18 780 à 22 608 (décile 8)	18,5	2,6	8,4	0,4	7,1	12,1	**100,0**
De 22 609 à 29 338 (décile 9)	17,6	2,6	10,1	0,3	7,9	11,9	**100,0**
De 29 339 et plus (décile 10)	15,1	2,5	9,9	0,6	9,5	12,3	**100,0**
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :							
Aucun diplôme	16,1	2,8	8,5	0,5	6,7	11,7	**100,0**
Niveau CEP	14,9	2,8	7,1	0,3	4,8	11,4	**100,0**
Niveau CAP, BEP	13,6	2,9	7,7	0,2	4,0	12,5	**100,0**
BEPC	17,8	2,6	7,9	0,4	6,0	11,7	**100,0**
Bac technique	17,4	2,7	9,0	0,4	7,0	11,4	**100,0**
Bac général	18,2	2,6	8,9	0,3	7,1	12,0	**100,0**
Bac + 2	15,7	2,8	8,6	0,4	7,0	11,7	**100,0**
Bac + 3	16,0	2,8	9,7	0,5	9,4	11,5	**100,0**
Non déclaré	15,6	2,8	9,9	0,8	8,9	11,8	**100,0**
Ensemble	**16,1**	**2,8**	**8,5**	**0,5**	**6,7**	**11,7**	100,0

(1) Dans l'enquête Budget des familles 2001 (BDF), les dépenses du poste « autres biens et services » ont été davantage ventilées que dans l'enquête BDF 1995.

TABLEAU D.01-11

Emplois du temps des adultes citadins en 1986 et 1999

Source : INSEE (Enquête emploi du temps)

Unité : Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				Total			
	Actif occcupé		Inactif		Active occupée		Inactive		Actifs occupés		Ensemble	
	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999
Temps physiologique	**11h22**	**11h22**	**12h51**	**12h39**	**11h32**	**11h35**	**12h42**	**12h37**	**11h26**	**11h28**	**12h06**	**12h04**
dont : Sommeil	8h31	8h23	9h53	9h34	8h46	8h37	9h47	9h32	8h37	8h29	9h13	9h03
Toilette, soins	0h46	0h42	0h48	0h46	0h53	0h49	0h56	0h53	0h49	0h45	0h51	0h48
Repas (1)	2h05	2h16	2h09	2h18	1h54	2h09	1h59	2h12	2h	2h13	2h02	2h14
dont : Repas avec parents, amis	0h25	0h43	0h20	0h34	0h24	0h38	0h22	0h33	0h25	0h41	0h23	0h37
Temps professionnel et de formation (2)	**6h33**	**6h22**	**1h54**	**1h32**	**5h15**	**5h01**	**0h59**	**0h59**	**6h**	**5h46**	**3h39**	**3h23**
dont : Travail professionnel	5h53	5h42	0h23	0h13	4h43	4h28	0h10	0h05	5h23	5h09	2h48	2h32
dont : Travail à domicile	0h11	0h19	0h01	0h02	0h09	0h15	–	0h01	0h10	0h17	0h05	0h09
Trajets domicile travail	0h35	0h37	0h11	0h09	0h28	0h30	0h06	0h05	0h32	0h34	0h20	0h20
Études	0h01	0h01	1h16	1h07	0h01	–	0h42	0h47	0h01	0h01	0h28	0h29
Temps domestique	**1h51**	**1h59**	**2h45**	**2h55**	**3h49**	**3h48**	**5h16**	**4h47**	**2h41**	**2h48**	**3h30**	**3h26**
dont : Ménage, cuisine, linge, courses, etc.	1h00	1h04	1h33	1h35	3h13	3h06	4h26	3h59	1h56	1h58	2h38	2h30
Soins aux enfants et adultes	0h09	0h11	0h05	0h06	0h24	0h27	0h32	0h26	0h16	0h18	0h19	0h18
Bricolage	0h25	0h30	0h30	0h36	0h03	0h04	0h02	0h05	0h16	0h18	0h14	0h18
Jardinage, soins aux animaux	0h18	0h14	0h38	0h38	0h09	0h11	0h17	0h18	0h14	0h13	0h19	0h20
Temps de loisirs	**2h46**	**2h57**	**4h38**	**5h06**	**2h**	**2h19**	**3h15**	**3h57**	**2h27**	**2h40**	**3h07**	**3h35**
dont : Télévision	1h35	1h47	2h22	2h44	1h09	1h24	1h59	2h28	1h24	1h37	1h46	2h07
Lecture	0h21	0h16	0h42	0h36	0h19	0h17	0h29	0h30	0h20	0h17	0h27	0h25
Promenade	0h11	0h15	0h36	0h32	0h10	0h14	0h16	0h22	0h10	0h14	0h15	0h20
Jeux	0h10	0h12	0h18	0h30	0h07	0h06	0h10	0h15	0h08	0h09	0h10	0h16
Sport	0h10	0h10	0h16	0h15	0h05	0h05	0h04	0h05	0h07	0h08	0h08	0h09
Temps de sociabilité (hors repas)	**0h51**	**0h47**	**1h04**	**1h10**	**0h48**	**0h43**	**1h09**	**1h04**	**0h49**	**0h45**	**0h58**	**0h56**
dont : Conversations, téléphone, courrier	0h26	0h13	0h34	0h20	0h26	0h16	0h33	0h22	0h26	0h15	0h31	0h18
Visites, Réceptions	0h16	0h26	0h21	0h36	0h17	0h22	0h27	0h33	0h16	0h24	0h20	0h29
Total libre : loisirs et sociabilité	**3h36**	**3h44**	**5h38**	**6h15**	**2h48**	**3h02**	**4h24**	**5h01**	**3h16**	**3h25**	**4h05**	**4h31**
Trajets (hors domicile travail)	**0h39**	**0h33**	**0h49**	**0h38**	**0h36**	**0h34**	**0h38**	**0h35**	**0h40**	**0h34**	**0h39**	**0h35**

(1) Les repas de réception avec des amis, des voisins, ou des parents sont comptés dans la partie besoin physiologique : ils pourraient aussi être considérés comme des repas de « sociabilité ».

(2) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études ; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

Chapitre D.02

Logement

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Catégorie de logement selon la catégorie de commune.

2 Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence.

3 Résidences principales selon le confort et la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence.

4 Résidences principales selon le type d'immeuble et nombre moyen de pièces par époque d'achèvement.

5 Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage.

6 Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence.

7 Charges financières et taux d'effort des ménages selon le secteur du logement.

8 Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle.

1
○ Présentation

Selon l'enquête Logement 2002, parmi les 29,5 millions de logements de France métropolitaine, 83 % sont des résidences principales, 10 % des résidences secondaires ou des logements occasionnels et 7 % des logements vacants (taux le plus bas depuis la fin des années soixante). On compte 24,5 millions de résidences principales, soit une augmentation de 250 000 logements par an depuis fin 1996 (la croissance était de 290 000 par an sur la période 1992-1996). L'habitat individuel poursuit sa progression : il représente 56,7 % de l'ensemble des logements contre 56,2 % en 1996.

Les ménages dont la personne de référence a plus de 65 ans représentent plus du quart de l'ensemble (26 %) ; soit une augmentation de plus de 40 % depuis 1984. Le nombre de ménages dont la personne de référence a plus de 74 ans a augmenté de près de 20 % en cinq ans.

Le taux de ménages propriétaires de leur résidence principale est de 56 % début 2002 (contre 54,3 % en 1996) : cela représente, du fait de l'augmentation du nombre des ménages, près de 220 000 propriétaires supplémentaires par an sur la période 1997-2001 (contre 185 000 sur la période 1993-1996). 63 % des propriétaires n'ont pas d'emprunt en cours contre 59 % cinq ans auparavant. 70 % des ménages de plus de 65 ans sont propriétaires.

La surface moyenne des résidences principales continue de s'accroître : 90 m² contre 88 m² en 1996. Ce sont surtout les maisons individuelles qui continuent de s'agrandir avec 108 m² en moyenne en 2002 contre 105 m² en 1996. Chaque membre d'un ménage dispose en moyenne de 1,7 pièce et d'une surface de 37 m². La surface moyenne s'est ainsi accrue de près de 20 % en moins de vingt ans. Un logement comprend en moyenne aujourd'hui 2,4 personnes contre 2,5 en 1996.

Le confort des résidences principales continue de s'améliorer. En 2002, seuls 2,5 % des logements ne disposent ni de WC intérieur ni de douche ou de baignoire, contre 15 % en 1984 et 4 % en 1996. Par rapport à l'enquête de 1996, le questionnement sur le mode de chauffage a été modifié. La définition du chauffage individuel électrique a été élargie et on entend par chauffage « central » les chauffages mixte, urbain, individuel électrique ou par chaudière (individuelle ou collective). En conséquence la proportion des logements « tout confort » c'est-à-dire possédant WC intérieur, douche ou baignoire et chauffage « central » atteint plus de 90 %.

La part des revenus que consacrent les ménages à leur logement, en hausse depuis le début des années 80 jusqu'en 1996, subit une légère inflexion en 2002 : le taux d'effort net de l'ensemble des ménages passe de 10,6 % à 10,3 %. Mais si les accédants à la propriété voient leur taux d'effort net diminuer de 0,2 point en 2002, en revanche les locataires connaissent une hausse de 0,4 point. En 2002, 14 % des ménages accédants reçoivent une aide au logement ce qui permet de diminuer leur taux d'effort de 0,6 point. Pour les locataires la prise en compte des aides fait baisser le taux d'effort de 3,8 points en moyenne.

2
○ Méthodologie

L'enquête Logement est l'une des principales enquêtes de l'I.N.S.E.E. par son ancienneté (1955), la taille de son échantillon (47 500 logements en 2002) et sa fréquence (elle est réalisée environ tous les 4 ans, mais une période de 5 ans sépare les 2 dernières enquêtes).

Au niveau national, c'est la source statistique majeure pour décrire le parc de logements et les conditions d'occupation par les ménages de leur résidence principale. Sur ces thèmes, les enquêtes Logement sont en particulier beaucoup plus complètes et précises que les recensements.

Les principaux thèmes abordés sont les suivants :

– les caractéristiques physiques du parc de logements (taille, confort sanitaire, chauffage, dépendances),
– une approche multicritères de la « qualité de l'habitat » : état du logement et de l'immeuble, fonctionnement de leurs équipements, bruit, exposition, localisation, environnement, voisinage, sécurité... ,
– les modalités juridiques d'occupation du logement (forme et origine de la propriété, législation sur les loyers, aides de l'État),
– les difficultés d'accès au logement, la solvabilité des ménages, le fonctionnement des rapports locatifs,
– les dépenses associées au logement (loyers, charges locatives ou de copropriété, prix et financement des logements achetés récemment, remboursements d'emprunt des accédants, travaux) et les aides dont bénéficient les occupants,
– les ressources perçues par les différents membres du ménage, sous différentes formes : revenus d'activité, prestations sociales, revenus de placements... ,
– le patrimoine en logements des ménages, l'utilisation de logements autres que la résidence principale,
– la mobilité résidentielle des ménages,
– l'opinion des ménages à l'égard de leur logement et leur désir éventuel d'en changer,
– les situations inhabituelles d'hébergement d'individus au sein des ménages,
– les enfants de la personne de référence et/ou de son conjoint, qui vivent hors du domicile parental.

L'échantillon initial de l'enquête Logement 2002 comprend 45 000 fiches adresses. L'échantillon est censé être représentatif du parc de logements de la métropole fin 2001. Il est complété dans la région Nord-Pas-de-Calais par une extension régionale d'environ 2 500 logements. Contrairement à l'enquête de 1996, l'extension régionale a été incluse dans le fichier des résultats nationaux.

Le tirage de l'échantillon est effectué dans deux bases de sondage : l'échantillon maître (EM 99) issu du recensement de la population de 1999 (RP 99) et représentatif de la construction achevée jusqu'à la date du RP 99, soit mars 1999, pour 44 768 logements, et la base de sondage des logements neufs achevés depuis le RP 99 (BSLN 99), alimentée par le système SITADEL (suivi des permis de construire par le Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer), pour les logements les plus récents, à hauteur de 2 879 logements.

3
○ Définitions

Catégorie de logement

Les enquêtes Logement, en tant qu'enquêtes auprès des ménages, étudient de façon détaillée leurs résidences principales. Elles répertorient néanmoins les autres catégories de logements sans toutefois collecter d'information fine à leur sujet. Quatre catégories de logements sont ainsi repérées :
– les résidences principales : logements ou pièces indépendantes où le ménage vit habituellement ;
– les logements ou pièces indépendantes utilisés occasionnellement pour des raisons professionnelles (par exemple, un pied-à-terre professionnel d'une personne qui ne rentre qu'en fin de semaine auprès de sa famille) ;
– les résidences secondaires : logements utilisés pour les week-end, les loisirs ou les vacances et qui ne sont pas des logements occasionnels ;
– les logements vacants, sans occupant à la date d'enquête, qu'ils soient disponibles ou non pour la vente ou la location.

Nombre de pièces

On comptabilise le nombre de pièces principales à usage d'habitation.
Sont exclues :
– les pièces à usage exclusivement professionnel (réservées complètement et en permanence à l'activité professionnelle d'un membre du ménage) ;

– les entrées, couloirs, salles de bains, penderies, alcôves, W-C, offices, vérandas.... ;
On inclut :
– les pièces principales « classiques » (salon, salle à manger, chambres...) ;
– les pièces annexes utilisées par le titulaire du logement ;
– la cuisine lorsqu'elle mesure plus de 12 m^2.

Indice de peuplement - norme INSEE

– L'indice de peuplement dit « norme INSEE » est basé sur la comparaison du nombre effectif de pièces composant le logement et d'un nombre normatif de pièces considérées comme « nécessaires » au ménage. Cette norme de « pièces nécessaires » au ménage est calculée en fonction de sa taille, mais aussi de l'âge et de la situation familiale de ses membres.
Schématiquement, on compte :
– une pièce de séjour pour le ménage,
– une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,
– une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans et plus,
– et, pour les célibataires de moins de 19 ans, une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou s'ils ont moins de 7 ans,
– sinon une pièce par enfant.
Si le nombre de pièces nécessaires au ménage ainsi déterminé est :
– inférieur d'une unité, deux ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de sous-peuplement modéré, prononcé, ou très accentué ;
– égal au nombre de pièces occupé, il s'agit d'un peuplement normal ;
– supérieur d'une unité, deux ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de surpeuplement modéré ou accentué.
Selon cette norme, une personne seule doit pouvoir disposer de deux pièces. En conséquence, tous les studios sont surpeuplés par construction : le surpeuplement est modéré lorsque le ménage est constitué par une personne seule ou un couple, accentué sinon.

Statut d'occupation

Un découpage agrégé en quatre statuts correspond aux principales situations juridiques d'occupation de leur résidence principale par les ménages :
– Propriétaires : il s'agit des propriétaires et des copropriétaires, ainsi que des ménages qui accèdent à la propriété. Contrairement aux enquêtes Logement précédentes où ils étaient classés parmi les ménages logés gratuitement, les usufruitiers (sauf ceux ayant vendu en viager) sont considérés comme propriétaires. Sont dits accédants les propriétaires qui, quelle que soit la date d'entrée en possession de leur résidence, ont effectué au cours des 12 derniers mois au moins un versement au titre de prêts contractés pour acquitter le prix du logement ou ont au moins un prêt de cette nature en cours.
– Locataires, sous-locataires : il s'agit des ménages acquittant un loyer. Ils peuvent occuper un logement ordinaire (vide ou meublé) ou tout autre type de logement (logement-foyer, pièce indépendante, chambre meublée dans un hôtel, pension de famille, etc.).
Un sous-locataire est locataire d'un locataire.
Les ménages occupant leur logement en location-accession sont considérés comme locataires avant d'avoir opté pour l'acquisition de ce dernier.
– Logés gratuitement : ce sont les ménages qui ne sont pas propriétaires de leur logement et ne paient pas de loyer. Ils peuvent néanmoins payer des charges. Cette catégorie inclut aussi les ménages ayant vendu le logement qu'ils occupent en viager.
– Fermiers-métayers : sont classés dans cette catégorie les agriculteurs dont le logement fait partie du bail à ferme ou du contrat de métayage.

Charge financière brute

C'est le coût annuel supporté par le ménage relatif au droit d'occupation de la résidence principale seule. Pour les accédants, il s'agit du montant total brut, assurances comprises, des remboursements effectués au cours des 12 derniers mois au titre des prêts contractés pour l'achat du terrain ou du logement. Pour les locataires, il s'agit du loyer annuel acquitté au titre de l'occupation de la résidence principale seule.

Charge financière nette

La charge financière nette est obtenue en soustrayant le montant annuel d'aide au logement éventuellement perçue par le ménage à la charge financière brute. Lorsque le montant de l'aide est supérieur à la charge financière brute, on considère que la charge financière nette est nulle.

Taux d'effort brut, net

Le taux d'effort brut (respectivement net) est le rapport entre la charge financière brute (respectivement nette) et le revenu annuel total du ménage. Ces indicateurs permettent de mesurer le poids de la dépense liée à l'occupation du logement sur le budget des ménages et le pouvoir solvabilisateur des aides.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Logement » de l'INSEE.

Organisme :

– INSEE.

Site Internet :

– www.insee.fr

Publications :

INSEE

Enquête Logement de 2002 :

INSEE-Première :
– « La reprise de l'accession à la propriété », n° 913, juillet 2003 ;
– « De plus en plus de maisons individuelles », n° 885, février 2003 ;
– « La proportion de logements vacants la plus faible depuis 30 ans », n° 880, janvier 2003.
INSEE-Résultats - Société :
– Enquête logement 2002, n° 20 (à paraître).

Enquête Logement de 1996 :

INSEE-Première :
– « Le logement des immigrés en 1996 », n° 730, août 2000 ;
– « Confort de l'habitat et cycle de vie », n° 727, juillet 2000 ;
– « Accession à la propriété : le régime de croisière? », n° 718, juin 2000 ;
– « Les étrangers et leurs logements », n° 689, décembre 1999 ;
– « Les conditions de logement des allocataires du RMI », n° 685, décembre 1999 ;
– « De l'histoire individuelle à la structure des ménages », n° 649, mai 1999 ;
– « Les déménagements forment la jeunesse », n° 647, mai 1999 ;
– « Les dépenses de logement de 1984 à 1996 », n° 611, octobre 1998 ;
– « Le logement des ménages pauvres en 1996 », n° 588, juin 1998 ;
– « Les loyers et les locataires en 1997 », n° 576, avril 1998 ;
– « Les conditions de logement fin 1996 », n° 563, janvier 1998 ;
– « Les ménages et leurs logements », n° 562, décembre 1997.
INSEE-Résultats :
« Les conditions de logement des ménages. Exploitation de l'enquête logement 1996-1997 », n^{os} 97-98, novembre 1998.
Document rectangle (INSEE-DSDS) :
– « Aux marges du logement : résidences multiples, résidence partielle, co-habitation et hébergement d'après l'enquête logement de 1996-1997 », n° F 0204, octobre 2002 ;
– « Redressement du module « Revenu » de l'enquête logement 1996 », n° F 9807, juillet 1998.

Économie et Statistique :
– « Les effets de l'existence du parc HLM sur le profil de consommation des ménages », n° 328 en 1999.
Données Sociales 1999 :
– « Le logement des ménages pauvres entre 1984 et 1996 ».
Données Sociales 2002-2003 :
– « La copropriété en forte progression ».

Enquête Logement de 1992-93 (ainsi que 1984 et 1988 rétropolées) :

INSEE-Première :
– « De 1988 à 1992, les conditions de logement s'améliorent encore », n° 343, septembre 1994 ;
– « Tassement de la propriété et redressement du locatif privé », n° 313, mai 1994.
Document rectangle (INSEE-DSDS) :
– « Pondérations de l'enquête logement 1992/93 et résultats des pondérations des enquêtes logement 1984 et 1988 », n° F 9408, juillet 1994.
INSEE-Résultats :
– « Dépenses de logement et comportements résidentiels en 1988 et 1992 », n^{os} 77-78, décembre 1995 ;
– « Habitat et occupation du parc de logement en 1988 et 1992 », n^{os} 392 - 393, mai 1995.
Économie et Statistique :
– « Les ménages et leurs logements au début des années 1990 », numéro spécial n^{os} 288-289, août - septembre 1995.

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer :

– « Les ménages et leur logement, analyse des enquêtes logement de l'INSEE », DHC, coll. Economica, octobre 1997.

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU D.02-1

Catégorie de logement selon la catégorie de commune

Source : INSEE (Enquêtes Logement) — *Unité* : Millier

	1988 découpage 82	1992 découpage 90	1996 découpage 90	2002 découpage 90	2002 découpage 99
Résidences principales					
Communes rurales	5 447,3	5 339,2	5 615,6	6 186,8	5 670,4
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	6 149,7	6 493,2	6 867,9	6 997,2	7 326,9
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	5 952,7	6 422,2	6 790,1	7 165,0	7 297,5
Agglomération parisienne	3 706,3	3 876,1	4 012,0	4 176,1	4 230,4
Total	**21 256,0**	**22 130,7**	**23 285,6**	**24 525,1**	**24 525,2**
Logements vacants					
Communes rurales	726,3	654,8	724,0	568,3	525,4
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	670,2	584,9	636,5	622,7	656,8
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	517,3	487,9	555,7	540,1	541,0
Agglomération parisienne	241,9	269,3	314,9	277,2	285,1
Total	**2 155,7**	**1 996,9**	**2 231,1**	**2 008,3**	**2 008,3**
Résidences secondaires					
Communes rurales	1 353,0	1 511,3	1 447,5	1 660,4	1 497,8
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	634,0	882,0	839,2	881,0	1 026,3
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	243,5	320,7	299,4	321,2	338,4
Agglomération parisienne	66,3	134,4	118,0	98,7	98,7
Total	**2 296,8**	**2 848,4**	**2 704,1**	**2 961,3**	**2 961,2**
Tous logements					
Communes rurales	7 526,5	7 505,3	7 787,1	8 415,6	7 693,7
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	7 454,0	7 960,2	8 343,5	8 500,8	9 010,0
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	6 713,5	7 230,9	7 645,3	8 026,3	8 176,9
Agglomération parisienne	4 014,6	4 279,8	4 444,9	4 552,1	4 614,3
Total	**25 708,6**	**26 976,2**	**28 220,8**	**29 494,8**	**29 494,9**

TABLEAU D.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête Logement 2002) — *Unité* : Millier

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	**Total**
Propriétaire	350,0	1 941,1	2 909,7	2 849,5	3 634,7	2 038,8	**13 723,8**
Locataire HLM	570,1	973,9	787,5	583,1	574,5	343,1	**3 832,2**
Locataire non HLM	1 599,8	1 375,6	926,4	613,5	514,6	444,1	**5 474,0**
Locataire d'un meublé ou sous-locataire	248,3	67,4	33,2	26,9	16,7	3,9	**396,4**
Fermiers métayers	3,0	4,7	14,1	20,1	21,2	9,3	**72,2**
Logé gratuitement	180,7	204,0	162,3	132,4	138,8	208,4	**1 026,5**
Ensemble	**2 951,9**	**4 566,8**	**4 833,1**	**4 225,4**	**4 900,4**	**3 047,5**	**24 525,2**

TABLEAU D.02-3

Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête Logement 2002) — *Unité* : Millier

	Agri-culteurs	Artisans commer-çants,chefs d'entreprise	Cadres	Profes-sions intermé-diaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité profes-sionnelle	**Total**
Logement sans eau ou eau seule	6,2	1,5	1,6	5,1	14,0	26,6	108,7	35,8	**199,5**
Logement avec eau, WC sans installation sanitaire	—	1,4	1,9	4,1	5,7	12,4	142,1	29,8	**197,5**
Logement avec eau, installation sanitaire sans WC	3,1	5,2	8,7	13,8	27,5	51,3	74,7	30,7	**215,0**
Installation sanitaire, sans chauffage central	75,9	72,8	58,0	129,3	141,1	470,6	588,8	161,1	**1 697,5**
Installation sanitaire, avec chauffage central	327,2	1 017,2	2 761,9	3 265,0	2 642,8	3 950,4	6 543,4	1 707,8	**22 215,7**
Ensemble	**412,4**	**1 098,0**	**2 832,2**	**3 417,4**	**2 831,1**	**4 511,3**	**7 457,7**	**1 965,2**	**24 525,2**

TABLEAU D.02-4

Résidences principales selon le type d'immeuble et nombre moyen de pièces par époque d'achèvement

Source : INSEE (Enquête Logement 2002)

Unité : Millier

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	de 1990 à 1999	1999 ou après	**Ensemble**
Type d'immeuble :									
Individuel	3 225,60	2 061,00	1 827,90	1 404,90	1 809,00	1 776,80	1 294,50	504,80	**13 904,60**
Collectif	1 665,80	1 192,90	2 577,20	1 990,30	1 177,50	774,20	940,10	302,50	10 620,60
Total	**4 891,40**	**3 253,90**	**4 405,10**	**3 395,20**	**2 986,50**	**2 551,00**	**2 234,60**	**807,30**	**24 525,20**
Nombre moyen de pièces	4,10	3,89	3,80	3,85	4,19	4,25	3,85	4,06	3,98

TABLEAU D.02-5

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (Enquête Logement 2002)

Unité : Millier

Indice de repeuplement	Nombre de personnes du ménage						
	1	2	3	4	5	6 et plus	**Total**
Sous-peuplement très accentué	1 119,8	2 629,6	645,4	574,5	175,4	50,7	**5 195,4**
Sous-peuplement prononcé	1 198,4	1 991,3	825,0	710,6	215,1	61,9	**5 002,2**
Sous-peuplement modéré	1 889,6	1 837,4	1 061,4	1 052,7	368,1	82,9	**6 292,1**
Peuplement normal	1 949,1	1 225,2	952,7	895,3	393,4	127,1	**5 542,6**
Surpeuplement modéré	1 290,8	297,0	212,9	206,1	173,3	94,4	**2 274,6**
Surpeuplement accentué	–	28,6	39,5	40,9	33,8	75,4	**218,2**
Ensemble	**7 447,7**	**8 009,1**	**3 736,8**	**3 480,1**	**1 359,1**	**492,4**	**24 525,2**

TABLEAU D.02-6

Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête Logement 2002)

	15 à moins de 30 ans	30 à moins de 40 ans	40 à moins de 50 ans	50 à moins de 60 ans	60 à moins de 75 ans	75 ans ou plus	**Ensemble**
Nombre de résidences principales	2 951,9	4 566,8	4 833,1	4 225,4	4 900,4	3 047,5	**24 525,2**
Nombre de personnes par logement	1,87	3,05	3,20	2,45	1,82	1,46	**2,39**
Nombre de personnes par pièce	0,74	0,79	0,72	0,55	0,43	0,38	**0,60**

TABLEAU D.02-7

Charges financières et taux d'effort des ménages selon le secteur du logement

Source : INSEE (Enquêtes Logement de 1996 et 2002)

Secteur	Résidences principales	Charge financière brute par logement (€ / an)	Charge financière brute au me (€ / an)	Taux d'effort brut (%)	Taux d'effort net (%)
Année 2002					
Propriétaires non-accédants	8 579,0	–	–	–	–
Propriétaires accédants	5 144,8	6 884,0	63,6	18,2	17,6
Accédants PAP ou PAJ, PC, PAS ou PTZ (1)	1 886,8	6 593,0	59,8	19,7	18,4
Autres accédants	3 258,0	7 052,0	65,8	17,5	17,1
Locataires d'un local loué vide	9 306,2	4 418,0	65,0	20,2	16,4
HLM conventionné ou non	3 832,2	3 472,0	49,3	17,7	12,6
Secteur social non HLM	398,6	4 688,0	66,1	18,3	16,2
Loi de 1948	245,8	3 293,0	49,3	15,2	13,0
Autres locataires avant 1949	2 079,3	4 873,0	74,7	22,3	18,9
Autres locataires après 1948	2 750,4	5 453,0	82,3	22,1	19,4
Locataires en meublés, sous-locataires	396,4	4 268,0	119,9	33,1	25,6
Fermiers ou métayers	72,2	–	–	–	–
Logés gratuitement	1 026,5	–	–	–	–
Total	**24 525,2**	**3 189,0**	**35,6**	**11,7**	**10,3**
Année 1996					
Propriétaires non-accédants	7 450,6	–	–	–	–
Propriétaires accédants	5 194,2	6 118,9	56,5	18,8	17,8
Accédants PAP ou PAJ (1)	1 137,5	6 294,9	58,1	22,5	19,9
Accédants prêts conventionnés PC ou PAS (1)	1 158,3	6 661,6	57,9	20,6	19,5
Autres accédants	2 898,4	5 832,9	55,2	17,0	16,6
Locataires d'un local loué vide	8 877,2	3 843,9	55,9	19,6	16,0
HLM conventionné ou non	3 656,6	3 083,6	43,5	17,3	12,2
Secteur social non HLM	443,8	3 359,3	47,0	15,9	13,2
Loi de 1948	337,3	2 795,5	43,2	15,6	13,1
Autres locataires avant 1949	1 998,8	4 197,2	62,5	22,0	18,4
Autres locataires après 1948	2 440,7	4 926,8	73,7	21,9	19,4
Locataires en meublés, sous-locataires	369,7	3 598,8	96,5	32,0	24,2
Fermiers ou métayers	43,6	–	–	–	–
Logés gratuitement	1 350,4	–	–	–	–
Total	**23 285,6**	**2 887,5**	**32,8**	**12,1**	**10,6**

(1) P.A.P : prêt aidé à l'accession à la propriété à taux fixe ; P.A.J : prêt aidé à l'accession à la propriété à taux ajustable ; P.C : prêt conventionné ; P.A.S : prêt à l'accession sociale ; P.T.Z : prêt à taux zéro.

TABLEAU D.02-8

Taux d'effort des ménages selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (Enquête Logement 2002) %

	Accédants		Location secteur social		Location secteur privé		Location secteur meublé	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
Agriculteurs exploitants	16,8	15,7	19,8	16,4	15,6	13,7	27,8	19,1
Artisans, commerçants	19,4	18,8	17,6	14,2	20,0	18,2	27,0	25,2
Chefs d'entreprise, professions libérales	17,0	17,0	18,2	16,6	16,6	16,2	38,8	38,8
Cadres	16,7	16,7	13,1	12,6	17,9	17,5	19,8	18,5
Professions intermédiaires	18,2	17,7	15,2	13,3	20,6	19,1	24,5	21,0
Employés	19,7	18,7	19,1	13,2	25,6	20,3	29,7	22,4
Ouvriers	19,6	17,9	16,4	11,0	21,1	17,1	24,4	18,3
Retraités	17,8	17,5	20,0	16,2	22,8	20,4	28,9	22,2
Autres personnes sans activité professionnelle	23,6	20,2	28,2	12,1	42,5	26,7	59,9	40,4
Ensemble	**18,2**	**17,6**	**17,8**	**13,0**	**21,8**	**18,9**	**33,1**	**25,6**

Chapitre D.03

Santé

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Dépense courante et consommation médicale totale - France entière.

2 Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux - France entière.

3 Part de la dépense nationale de santé dans le PIB - Pays de l'OCDE.

4 Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie.

5 Effectifs des professions de santé au 1er janvier.

6 Personnels médicaux des établissements de santé au 31 décembre 2001.

7A Établissements de santé au 1er janvier 2001.

7B Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée au 31 décembre - France entière.

8 Accueil des enfants de moins de six ans au 1er janvier 2002.

9 Principaux indicateurs de l'hospitalisation complète et partielle en 2001.

10 Établissements et capacité d'accueil pour handicapés au 1er janvier - France entière.

11 Nouveaux cas des affections de longue durée - France entière.

12 Causes médicales de décès en 1999 - France entière.

13 Répartition des cas de SIDA par mode de contamination, année de diagnostic et sexe - France entière.

1

○ Présentation

La dépense nationale de santé est l'agrégat utilisé pour les comparaisons internationales au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Elle représente en France 9,74 % du produit intérieur brut (PIB) en 2002 contre 9,45 % en 2001. Cette progression vient à la suite d'une augmentation de 0,13 point en 2001, elle-même précédée d'une période de stabilité les trois années précédentes.

La France se situe au cinquième rang derrière les États-Unis (13,9 %), la suisse (10,9 %), l'Allemagne (10,7 %) et le Canada (9,7 %).

La dépense courante de santé atteint 158 milliards d'euros en 2002, soit en moyenne 2 579 euros par habitant. La consommation de soins et de biens médicaux est de 136 milliards d'euros, soit une augmentation par rapport à 2001 de 6,4 % en valeur et de 3,9 % en volume.

La dépense courante de santé retrace les versements effectués au cours d'une année par les financeurs de l'ensemble du système de santé.

Trois principales tendances sont à l'œuvre en ce qui concerne son financement :

– Les parts de la Sécurité sociale et de l'État, une fois regroupées, sont globalement stables : 76,5 % en 1995, 76,7 % en 2002, proportion inchangée par rapport à 2001. En 2001 et 2002 on constate toutefois une diminution de 0,3 point de la part de l'État due au passage des hôpitaux militaires dans le champ de la dotation globale hospitalière et à l'inflexion à la baisse du nombre de bénéficiaires de la CMU complémentaire.

– La part des organismes complémentaires (mutuelles, assurances, institutions de prévoyance) continue à progresser, passant de 11,5 % en 1995, à 12,4 % en 2001 et à 12,7 % en 2002.

– Les dépenses restant à la charge directe des ménages continuent à décroître de façon tendancielle : 12 % en 1995, 11 % en 2001 et 10,6 % en 2002.

Avec 61 milliards d'euros, en 2002, le secteur hospitalier (établissements hospitaliers publics et privés, sections médicalisées des établissements pour personnes âgées) représente 44,7 % de la consommation de soins et de biens médicaux.

La consommation de soins ambulatoires atteint 36 milliards d'euros en 2002, soit 26,7 % de la consommation de soins et de biens médicaux.

La consommation de soins ambulatoires auprès des médecins s'est accrue en 2002 de + 7,0 % en valeur et de + 0,8 % en volume. La revalorisation des tarifs des consultations et des visites des généralistes (février et juillet 2002) et la création d'une majoration forfaitaire de déplacement (octobre 2002) expliquent pour l'essentiel la hausse du prix des soins de médecins de + 6,2 % en 2002.

Les médicaments représentent 21 % de la consommation de soins et de biens médicaux en 2002 pour une valeur de 29 milliard d'euros, en augmentation de + 5,1 % par rapport à 2001. L'augmentation en volume des dépenses de médicaments (+ 6,2 %) les place en 2002, comme les années précédentes, au premier rang en termes de contribution à la croissance totale des soins et biens médicaux.

Les soins du secteur hospitalier, les soins ambulatoires et les médicaments représentent 92,4 % de la consommation de soins et de biens médicaux. L'année 2002 a cependant connu d'autres évolutions significatives, même si le poids des postes concernés est moins important. Ainsi « les autres biens médicaux » progressent en volume de + 7,9 % par rapport à l'année précédente avec une progression mesurée (+ 3,4 %) du poste « optique » et une augmentation qui reste soutenue (+ 15,7 %) du poste « petits matériels et pansements », malgré le ralentissement constaté depuis 2000 par rapport aux années 1996 à 1999 (entre + 30 % et + 40 %).

2

○ Méthodologie

Les comptes de la Santé

Les comptes de la Santé sont présentés en base 1995, depuis l'édition 2000. Cette nouvelle base introduit les changements suivants :

– **Des modifications conceptuelles**

Une extension du champ géographique aux départements d'Outre-mer.

Une comptabilisation des opérations en droits constatés. Désormais, l'enregistrement des dépenses et des recettes par les organismes de Sécurité sociale et les acteurs du système de santé se fait à la date des soins et non plus à celle du remboursement ou du paiement. La comptabilisation des opérations des administrations publiques est en cohérence avec le reste de la Comptabilité nationale.

– **Des modifications de champ et de nomenclature**

Les services de soins à domicile et le poste « petits matériels et pansements » sont intégrés dans la base 1995 des comptes. Les consultations externes des hôpitaux publics sont classées en soins ambulatoires. Les services mobiles d'urgence et de réanimation restent intégrés dans l'ensemble du budget global hospitalier.

– **Des révisions de certaines évaluations**

Elles tiennent essentiellement à l'amélioration des sources statistiques existantes et à l'apparition de nouvelles.

– **Les effets des modifications et révisions**

Les modifications et révisions de la base 1995 induisent une baisse de la consommation de soins et de biens médicaux de 0,2 point de PIB par rapport à la base précédente. Les remboursements de la Sécurité sociale n'étant pratiquement pas modifiés (hormis le passage en date de soins et de délivrance des médicaments), ces changements entraînent une modification significative de l'évolution du taux de couverture qui, pour 1997, passe de 73,9 % en base 1980 à 75,5 % en base 1995.

La dépense courante de santé

C'est la somme des dépenses engagées par les financeurs de l'ensemble du système de santé (Sécurité sociale, État, collectivités locales, organismes de protection complémentaire - Mutuelles, sociétés d'assurances, institutions de prévoyance - ménages). Elle couvre donc un champ plus large que celui de la consommation médicale totale puisqu'elle intègre également les indemnités journalières, les subventions reçues par le système de santé, les dépenses de recherche, de formation et de gestion de l'administration sanitaire.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées, au niveau du diplôme et de l'exercice, par le Code de la santé publique ; cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice. Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu ; il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les professions médicales ; du fait de l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité recense dans le fichier ADELI tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires ainsi que les praticiens adjoints contractuels ayant une autorisation d'exercice. Les répertoires ADELI sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur dépar-

tement. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine ; pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système de santé français fait coexister deux secteurs : un secteur public et un secteur privé. L'hospitalisation est majoritairement publique : deux tiers des lits sont directement gérés par le public. Par contre, pour les soins ambulatoires, l'exercice libéral est prédominant.

La loi du 31 juillet 1991 portant sur la réforme hospitalière amène par la notion de service public hospitalier une nouvelle distinction :

– les établissements publics de santé ;

– les établissements de santé privés à but non lucratif admis (sous certaines conditions) à participer à l'exécution du service public hospitalier ;

– les établissements de santé privés autres que ceux qui assurent le service public hospitalier.

Les établissements de santé publics et privés, généraux ou spécialisés, de soins aigus, soins de suite ou de réadaptation et de soins de longue durée, assurent principalement des soins avec hébergement complet. Les évolutions récentes des technologies et des pratiques médicales conduisent les établissements d'hospitalisation à s'ouvrir de plus en plus vers de nouvelles prises en charge du malade (hospitalisation de jour, de nuit, à domicile...).

Le fondement de la planification hospitalière repose sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire (régional ou national pour certaines disciplines) qui ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé.

Enquête annuelle auprès des établissements de santé

La DREES exploite depuis 1994 une seule enquête auprès des établissements de santé (dite SAE). Elle couvre l'ensemble des établissements publics y compris les centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie (CHS) et les établissements de santé privés, y compris les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics (HPP). Mise en place en 1994, cette enquête fournit des données sur l'équipement et l'activité des établissements de santé (y compris le recensement du personnel).

Hospitalisation complète et hébergement complet

Les lits correspondent aux lits installés au 31 décembre de l'année. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.

Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement, elles représentent la somme des entrées directes et des entrées par mutation dans cette discipline.

La durée moyenne de séjour (DMS) se définit comme le rapport entre le nombre de journées réalisées ou facturées et le nombre d'entrées totales. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :

– pour le secteur public : journées réalisées / entrées totales ;

– pour le secteur privé : (journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie) / entrées.

Enquête sur le SIDA

Le système de surveillance du SIDA, mis en place en 1982, repose sur la déclaration obligatoire depuis 1986 (article L 3113-1 du Code de Santé Publique, décrets du 6 mai 1999 et du 16 mai 2001). La notification est basée sur la définition O.M.S / C.D.C. du sida, établie en septembre 1982, et modifiée en juin 1985, en août 1987, puis sur la définition européenne de 1993.[1][2][3]
La surveillance est coordonnée au niveau du département par le Médecin inspecteur de santé publique (MISP) des Ddass, DSS en Corse, DSDS dans les DOM et au niveau national par l'InVS.
La situation nationale du Sida est publiée régulièrement dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) de façon détaillée sous forme de tableaux. Des données nationales et régionales sont disponibles sous forme de diapositives sur le site de l'InVS (http : //www.invs.sante.fr).
Les situations régionales et départementales sont aussi disponibles directement auprès des MISP des Ddass, qui reçoivent chaque trimestre de l'InVS une extraction départementale de la base nationale.

Causes médicales de décès

Les données sur les causes médicales de décès résultent de l'exploitation des diagnostics portés sur les certificats médicaux de décès établis par les médecins ayant constaté le décès. Ce certificat, envoyé à la mairie, est ensuite joint au bulletin de décès de l'état civil et transmis de façon anonyme au médecin de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales, puis à l'INSERM chargé de la codification et de l'analyse de la partie médicale.

Le code utilisé est la CIM 10^{e} révision. Les données retenues ici sont issues de la statistique définitive ; elles portent sur la cause principale (initiale) du décès et sont présentées selon les 17 grands groupes de causes qui constituent les chapitres de la CIM.

Les affections de longue durée

L'article L. 322-3-3^{0} du Code de la sécurité sociale prévoit qu'en cas d'affection de longue durée et d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, les caisses font procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil de la Sécurité sociale.
Sont comptabilisés, dans les statistiques, les nouveaux malades, assurés sociaux et ayants droit du régime général et des régimes qui y sont rattachés pour les soins de santé, vus à cette occasion par diagnostic. Les maladies sont classées selon la CIM 10^{e} révision de l'Organisation mondiale de la Santé.
Depuis 1992, est également décompté l'ensemble des affections de longue durée, un malade pouvant être atteint de plusieurs des affections de la liste.
Cette représentation de la morbidité dans la population a l'intérêt de ne retenir que des pathologies d'une certaine gravité, appréciée par ses conséquences à la fois sur le niveau des soins et sur la capacité des individus à maintenir leur activité. Elle reste cependant soumise aux variations de la réglementation de l'exonération du ticket modérateur, notamment à la liste des maladies longues et coûteuses (décrets du 31 décembre 1986 et arrêté du 30 décembre 1986).

3 ○ Définitions

Consommation médicale totale

La consommation médicale totale recouvre :
1) **la consommation de soins et de biens médicaux** :
– les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, et les soins en section médicalisées ;
– les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales) ;
– le transport des malades ;
– les médicaments ;
– les autres biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie).

---

[1] Définition du sida avéré (révision 1987). BEH 1987, 51 : 2001-3.

[2] Révision de la définition du sida en France. BEH 1993, 11 : 47-8.

[3] Ancelle-Park R. Expanded European AIDS case definition. Lancet, 1993, 341 : 441.

2) **la médecine préventive** qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle et infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (maladies mentales, toxicomanie, alcoolisme...).

Dépenses courantes de santé

Elles comprennent :

Les dépenses pour les malades :

– les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :

Les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades) ;

Les soins aux collectivités (armées, prisons) ;

Les médicaments ;

Les prothèses (lunetterie, orthopédie) ;

– l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail) ;

– les subventions au système de soins.

Les dépenses de prévention qui se composent des dépenses de médecine préventive (médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile et planning familial, maladies mentales, toxicomanie et les dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire).

Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

Les dépenses de gestion de la santé et de son financement qui couvrent les coûts des prestations maladie et les coûts de gestion du système de santé (administration générale).

Établissements pour handicapés

Enfants et adolescents handicapés.

La création d'une commission départementale d'éducation spéciale (CDES) traduit la volonté du législateur d'attribuer à une même instance la responsabilité de l'ensemble des décisions relatives à l'enfant handicapé. La CDES apprécie pour chaque enfant l'importance du handicap et les mesures appropriées :

– attribution de l'allocation d'éducation spéciale avec ou sans complément ;

– attribution de la carte d'invalidité ;

– orientation vers un établissement ou service spécialisé.

La prise en charge physique de l'enfance et de la jeunesse handicapées s'organise autour de deux types de structure : les établissements et les services à domicile ou ambulatoires.

Les établissements d'éducation spéciale assurent une éducation et des soins adaptés à chaque catégorie de déficience.

Les services à domicile ou ambulatoires sont des services spécialisés dans le suivi des jeunes handicapés. Ils permettent de maintenir les enfants handicapés dans leur milieu familial, et leur apportent soins et aide pour leur vie quotidienne. Grâce à ces services, l'intégration scolaire et sociale des enfants en milieu ordinaire devient possible. La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées a créé l'allocation d'éducation spéciale (AES). L'AES est une prestation familiale. C'est la seule allocation liée au handicap de l'enfant qui subsiste aujourd'hui.

Adultes handicapés.

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) sont les commissions départementales de décision compétentes pour les adultes handicapés. Les COTOREP sont soumises à une double tutelle administrative : directions départementales du Travail et de l'Emploi (DDTE) d'une part, directions départementales des Affaires sanitaires et sociales (DDASS) d'autre part. L'organisation de la plupart des COTOREP reflète cette double tutelle. Elles sont divisées en deux sections spécialisées.

La première section est compétente pour tout l'aspect travail et emploi. La deuxième section apprécie le taux de handicap, attribue ou non les prestations, décide du placement dans une structure d'accueil.

Les établissements et services pour adultes regroupent trois types d'organismes :

– les structures de travail protégé ;

– les structures de réinsertion professionnelle ;

– les structures d'hébergement.

Une même personne peut être prise en charge dans deux types de structures : le cas le plus fréquent est celui de l'adulte handicapé hébergé dans un foyer d'hébergement et travaillant dans un centre d'aide par le travail (CAT).

Pour faciliter l'emploi des travailleurs handicapés, les établissements de 20 salariés et plus doivent employer 6 % de personnes handicapées.

Professions de santé

Mode d'exercice des médecins.

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories, les généralistes, compétents, compétents exclusifs et les spécialistes ; les effectifs prennent en compte les médecins remplaçants depuis le 1er janvier 1995.

– Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont classés en salariés) ;

– Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins, médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés ;

– Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire ADELI comme des spécialistes ;

– Médecins généralistes : médecins n'ayant aucune qualification ordinale. Dans les tableaux présentés, la rubrique « spécialistes » inclut les médecins compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier ;

– Les spécialités sont présentées ici selon le regroupement des disciplines de spécialisation mises en place dans le cadre de la réforme des études médicales (internat « nouveau régime »). La filière se divise en six disciplines :

– spécialités médicales ;

– spécialités chirurgicales ;

– psychiatrie ;

– santé publique ;

– médecine du travail ;

– biologie.

4

○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Affaires Sociales, du Travail et de la Solidarité, direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES).

Organismes :

Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité.

CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).

INSEE.

INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Sites Internet :

– www.sante.gouv.fr

– www.ameli.fr

– www.inserm.fr

– www.invs.sante.fr

Publications :

Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité

Collection études et statistiques :

– Données sur la situation sanitaire et sociale en France en ...
– Les Comptes nationaux de la Santé (annuel).
– Annuaire des statistiques sanitaires et sociales.
– Comptes de la protection sociale.

Dossier Solidarité et Santé :

– « Les dépenses de santé », n° 1, janvier-mars 2002.

Collection statistiques, document de travail :

– « Les médecins – estimations au 1er janvier 2003 », n° 57, septembre 2003 ;
– « Comptes de la protection sociale 2002 », n° 56, septembre 2003 ;
– « Comptes nationaux de la santé 2002 », n° 55, juillet 2003 ;
– « Comptes de la santé de 1960 à 2001 », n° 54, juin 2003 ;
– « Les professions de santé au 1er janvier 2003 », n° 52, mai 2003 ;
– « Les établissements d'hébergement pour adultes et familles en difficulté sociale », n° 49, février 2003 ;
– « Les établissements et services pour enfants et adolescents en difficulté sociale », n° 48, février 2003 ;
– « L'activité des COTOREP en 2001 », n° 42, décembre 2002 ;
– « Enquête auprès des bénéficiaires de la CMU », n° 41, septembre 2002.

Études et résultats :

– « L'activité des COTOREP en 2002 », n° 267, octobre 2003 ;
– « Les comptes de la protection sociale en 2002 », n° 265, octobre 2003 ;
– « Les places dans les établissements pour personnes âgées en 2001, 2002 », n° 263, octobre 2003 ;
– « La conjoncture des établissements de santé publics et privés en 2002 ; résultats provisoires », n° 257, septembre 2003 ;
– « Les dépenses de soins de ville remboursées par le régime général d'assurance maladie. Une analyse économétrique sur la période 1988 - 2002 », n° 256, septembre 2003 ;
– « Honoraires et revenus des professions de santé en milieu rural ou urbain », n° 254, août 2003 ;
– « La situation économique et financière des cliniques privées en 2001 », n° 252, août 2003 ;
– « Les comptes de la santé en 2002 », n° 246, juillet 2003.

Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins

« L'hospitalisation en France », *Données et chiffres repères,* édition 2000.

INSEE

INSEE-Première :

– « La santé des sans-domicile usagers des services d'aide » n° 893, avril 2003 ;
– « Le handicap est plus fréquent en prison qu'à l'extérieur », n° 854, juin 2002.

Données sociales, INSEE, Édition 2002 :

– « Obésité et asthme, deux pathologies en développement chez l'enfant, étudiées à travers les bilans de santé scolaire », G. Badeyan, N. Guignon ;
– « Les interventions de chirurgie fonctionnelle : une pratique qui se développe », M.C. Mouquet, P. Oberlin ;
– « Le fou, le malade mental et le dépressif : comment les percevons-nous ? », M. Anguis, A. Caria, J-L Roelandt ;
– « La compensation des incapacités au travers de l'enquête Handicaps-Incapacités-Dépendance », P. Roussel, J. Sanchez ;
– « L'offre de soins des établissements de santé », F. Bousquet, M. Coldefy, M. Joubert, E. Thomson ;
– « Féminisation et vieillissement des médecins au cours des années quatre-vingt-dix », X. Niel, J-P Perret ;
– « Les évolutions récentes du marché pharmaceutique », D. Balsan, S. Chambaretaud.

INSEE-Résultats Société :

– « Estimations locales sur les personnes handicapées vivant en domicile ordinaire - Enquête HID 1999 - Résultats détaillés », n° 12 (à paraître) ;
– « Enquête handicaps-incapacités-dépendance auprès des personnes vivant en domicile ordinaire en 1999 . Résultats détaillés », n° 6, septembre 2002.

France, portrait social, Édition 2003 - 2004.

Autres

Causes médicales de décès, INSERM.
La santé en France 2002, Haut-Comité de la Santé publique , la documentation française, mars 2002.
Chiffres clés sur la santé , EUROSTAT.
Rapport du groupe de travail du CNIS :

– Connaissance statistique de l'état de santé de la population, n° 76, septembre 2002.
– L'harmonisation des données de démographie médicale, n° 75, septembre 2002.
– La politique de lutte contre le Sida 1994 – 2000, Commissariat au plan, Rapport de l'instance d'évaluation présidée par Christian Rollet.
– Réformes pour la Santé, *Regards sur l'actualité*.
– Les chiffres clés des médicaments génériques remboursés par le régime général en 2000 et 2001, Dossier Études et Statistiques n° 35, juin 2003, Caisse Nationale d'assurance maladie des salariés.
– Handicaps, Incapacités, Dépendance, *Revue Française des affaires sociales* nos 1 – 2, janvier - juin 2003.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU D.03-1

Dépense courante et consommation médicale totale - France entière

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES)
Ministère de la Santé, de la famille et des personnes handicapées

Unité : Million d'euros

	r 1990	1995	1998	1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Dépenses de soins et biens médicaux	79 982	103 522	111 526	115 577	121 703	128 467	136 289
Aide aux malades	5 576	6 651	7 065	7 487	8 162	8 763	9 624
Subventions au système de soins (aides indirectes au malade)	845	1 471	1 549	1 623	1 620	1 673	1 801
Dépenses pour les malades	**86 404**	**111 644**	**120 141**	**124 687**	**131 485**	**138 902**	**147 714**
Dépenses de médecine préventive	1 739	2 239	2 496	2 591	2 703	2 824	2 963
Missions de santé publique à caractère général	277	481	564	648	665	692	739
Dépenses de prévention	**2 016**	**2 720**	**3 060**	**3 239**	**3 368**	**3 516**	**3 702**
Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique	3 056	4 358	4 669	5 336	5 446	5 586	6 215
Dépenses de formation	523	614	686	699	717	734	769
Dépenses en faveur du système de soins	**3 579**	**4 971**	**5 355**	**6 036**	**6 164**	**6 321**	**6 984**
Gestion générale	1 407	1 904	2 188	2 292	2 561	2 702	2 816
Double compte	– 1 581	– 2 454	– 2 800	– 3 153	– 2 903	– 2 897	– 3 299
Dépense courante de santé :							
En valeur	**91 825**	**118 786**	**127 944**	**133 101**	**140 674**	**148 544**	**157 916**
Taux d'évolution en %	...	5,1	3,6	4,0	5,7	5,6	6,3
Consommation médicale totale :							
En valeur	**80 234**	**104 178**	**112 731**	**117 093**	**123 483**	**130 503**	**138 781**
Taux d'évolution en %	...	5,0	3,7	3,9	5,5	5,7	6,3

TABLEAU D.03-2

Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux - France entière

Sources : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES), Ministère de la Santé, de la famille et des personnes handicapées
Comptes nationaux de la santé 2002

Unité : %

	r 1990	*r* 1995	1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Sécurité sociale	76,1	75,7	75,5	75,5	75,3	75,4	75,7
État et collectivités locales	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,0
Mutuelles	6,1	6,9	7,1	7,3	7,2	7,4	7,5
Sociétés d'assurances	...	3,1	3,0	2,8	2,6	2,6	2,7
Institutions de prévoyance	16,7	1,5	2,0	2,0	2,2	2,4	2,5
Ménages	...	11,7	11,3	11,2	11,4	11,0	10,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.03-3

Part de la dépense nationale de santé dans le PIB - Pays de l'OCDE

Source : Eco-Santé OCDE — %

	r 1990	r 1995	r 1996	r 1997	r 1998	r 1999	r 2000	2001
Allemagne (1)	8,5	10,6	10,9	10,7	10,6	10,6	10,6	10,7
Australie	7,8	8,2	8,4	8,5	8,6	8,7	8,9	...
Autriche	7,1	8,6	8,7	8,0	8,0	8,0	8,0	7,7
Belgique	7,4	8,6	8,8	8,4	8,4	8,5	8,6	9,0
Canada	9,0	9,2	9,0	8,9	9,1	9,1	9,2	9,7
Corée	4,8	4,7	4,9	5,0	5,1	5,6	5,9	...
Danemark	8,5	8,2	8,3	8,2	8,4	8,5	8,3	8,6
Espagne	6,7	7,6	7,6	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5
États-Unis	11,9	13,3	13,2	13,0	13,0	13,0	13,1	13,9
Finlande	7,8	7,5	7,6	7,3	6,9	6,9	6,7	7,0
France	**8,6**	**9,5**	**9,5**	**9,4**	**9,3**	**9,3**	**9,3**	**9,5**
Grèce	7,4	9,6	9,6	9,4	9,4	9,6	9,4	9,4
Hongrie	...	7,5	7,2	7,0	6,9	6,8	6,7	6,8
Irlande	6,1	6,8	6,6	6,4	6,2	6,2	6,4	6,5
Islande	8,0	8,4	8,4	8,2	8,6	9,5	9,3	9,2
Italie	8,0	7,4	7,5	7,7	7,7	7,8	8,2	8,4
Japon	5,9	6,8	6,9	6,8	7,1	7,5	7,6	...
Luxembourg	6,1	6,4	6,4	5,9	5,8	6,1	5,6	...
Mexique	4,5	5,7	5,2	5,4	5,2	5,5	5,6	6,6
Norvège	7,7	7,9	7,9	7,8	8,5	8,5	7,7	8,3
Nouvelle-Zélande	6,9	7,2	7,2	7,5	8,0	7,9	8,0	8,2
Pays-Bas	8,0	8,4	8,3	8,2	8,6	8,7	8,6	8,9
Pologne	5,3	6,0	6,4	6,1	6,4	6,2	6,0	6,3
Portugal	6,2	8,3	8,5	8,6	8,6	8,7	9,0	9,2
Slovaquie	...	...	...	5,9	5,8	5,8	5,7	5,7
République tchèque	5,0	7,3	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	7,3
Royaume-Uni	6,0	7,0	7,0	6,8	6,9	7,2	7,3	7,6
Suède	8,2	8,1	8,4	8,2	8,3	8,4	8,4	8,7
Suisse	8,5	10,0	10,4	10,4	10,6	10,7	10,7	10,9
Turquie	3,6	3,4	3,9	4,2	4,8	...	...	...
Moyenne OCDE	**9,0**	**10,0**	**10,0**	**9,9**	**...**	**...**	**...**	**...**
Moyenne Union européenne	**9,7**	**10,5**	**10,5**	**10,4**	**...**	**...**	**...**	**...**

(1) RFA avant la réunification, Allemagne réunifiée depuis 1991.

TABLEAU D.03-4

Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie

Source : CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) — *Unité* : Millier

	1985	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Consultations	168 003	212 610	257 477	266 663	274 748	278 800	293 425	302 474	308 275
Visites	58 567	60 515	58 669	57 622	57 921	56 175	55 261	52 729	45 102
Total	**226 570**	**273 125**	**316 146**	**324 285**	**332 669**	**334 975**	**348 686**	**355 203**	**353 377**
Spécialités (K, KC, KE, forfaits) (1)	705 793	1 022 004	1 280 019	1 314 583	1 337 359	1 353 988	1 415 854	1 489 527	1 585 512
Radiologie (Z et ZN, etc.) (1)	624 031	807 498	833 163	904 660	955 869	965 961	1 013 649	1 055 330	1 097 125
Auxiliaires (AM, AIS SFI) (1)	718 683	1 089 399	1 373 891	1 373 462	1 439 704	1 469 155	1 581 039	1 725 467	1 808 362
Analyses (B, BP, etc.) (1)	4 469 339	6 611 548	6 901 708	6 852 499	7 309 731	7 472 990	8 133 399	8 943 050	9 838 771
Indemnités journalières	172 248	162 216	162 969	157 020	164 113	169 860	178 501	190 263	209 089
dont : Moins de 3 mois	106 998	101 912	95 721	93 185	97 576	100 391	108 501	116 505	122 786
Plus de 3 mois	58 678	53 684	60 563	57 535	60 235	63 230	64 248	68 197	80 787

(1) Coefficients.

TABLEAU D.03-5

Effectifs des professions de santé au 1er janvier

Source : ADELI - Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES)

	France métropolitaine				Départements d'outre-mer			
	2000	2001	2002	2003	2000	2001	2002	2003
Professions médicales et pharmaceutiques								
Médecins	194 000	196 000	198 700	201 400	3 224	3 445	3 912	4 037
Chirurgiens-dentistes	40 539	40 426	40 481	40 648	663	678	701	727
Sages-femmes	14 353	14 725	15 122	15 684	509	538	566	596
Pharmaciens	58 407	60 366	62 054	63 909	891	944	1 019	1 066
Auxiliaires médicaux								
Infirmiers	382 926	397 506	410 859	423 431	6 622	7 058	7 712	8 134
Masseurs-kinésithérapeutes	52 056	53 997	55 348	56 924	903	972	1 092	1 185
Pédicures-podologues	8 789	9 049	9 470	9 859	74	76	87	89
Orthophonistes	13 483	13 914	14 323	14 836	264	296	312	323
Orthoptistes	1 313	2 236	2 309	2 405	35	39	46	47
Opticiens-lunetiers	10 012	11 026	11 910	12 776	131	146	166	192
Psychomotriciens	4 588	4 824	5 086	5 325	63	69	77	82
Manipulateurs E.R.M	21 589	21 876	22 450	23 113	322	337	354	362
Ergothérapeutes	3 888	4 185	4 433	4 683	50	56	61	84
Ensemble des médecins libéraux	**117 041**	**118 171**	**119 136**	**120 084**	**2 130**	**2 200**	**2 276**	**2 333**
Généralistes	67 072	67 412	67 670	67 880	1 358	1 403	1 448	1 477
Spécialistes	49 969	50 759	51 466	52 204	772	797	828	856
Ensemble des médecins salariés	**76 959**	**77 859**	**79 564**	**81 316**	**1 094**	**1 245**	**1 636**	**1 704**
Généralistes	27 674	28 834	29 659	30 625	488	534	678	700
Spécialistes	49 285	49 025	49 904	50 691	606	711	959	1 004
Ensemble des médecins généralistes	**94 746**	**96 246**	**97 329**	**98 505**	**1 846**	**1 937**	**2 126**	**2 177**
Ensemble des médecins spécialistes	**99 254**	**99 754**	**101 370**	**102 895**	**1 378**	**1 508**	**1 787**	**1 860**

TABLEAU D.03-6

Personnels médicaux des établissements de santé au 31 décembre 2001

Source : Ministère de la Santé,de la famille et des personnes handicapées (DREES), SAE 2001

	Établissements publics de santé	Établissements privés sous dotation globale	Établissements privés soumis à (1) l'OQN	Ensemble établissements publics et privés
Sages-femmes et personnels non médicaux : effectifs en équivalent temps plein (ETP)				
Personnel administratif	75 628	13 846	17 993	107 467
Personnels soignants et éducatifs	478 138	66 428	90 374	634 940
dont : Sages-femmes	7 079	599	2 286	9 964
Personnel d'encadrement du personnel soignant	24 065	3 426	3 180	30 671
Infirmiers (2)	187 101	23 879	36 349	247 329
Aides soignants (3)	161 275	17 872	26 819	205 967
ASH et autres personnels des services médicaux	73 264	12 088	19 330	104 683
Autres	25 354	8 563	2 410	36 327
Personnels médico-techniques	33 243	4 339	2 170	39 752
Personnels techniques	83 817	12 641	10 037	106 495
Total	**670 826**	**97 254**	**120 575**	**888 655**
Personnels médicaux : effectifs en nombre de personnes				
Médecins, biologistes, odontologistes et pharmaciens :				
Salariés	80 022	10 586	3 727	94 335
Libéraux	2 820	1 982	41 410	46 212
Internes, FFI, DIS (4)	17 237	1 152	–	18 389
Total (5)	**100 079**	**13 720**	**45 137**	**158 936**

(1) OQN : objectif quantifié national.
(2) Y compris les infirmiers spécialisés et de secteur de psychiatrie.
(3) Non compris les élèves.
(4) FFI : faisant fonction d'interne. DIS : diplôme interuniversitaire de spécialités.
(5) Sauf médecins intervenant de façon exceptionnelle dans les établissements (occasionnels).

TABLEAU D.03-7A

Établissements de santé au 1er janvier 2001 (1)

Source : Ministère de la Santé, de la famille et des personnes handicapées (DREES)

Catégorie d'établissements	Établissements ou entités juridiques (2)	Lits en hospitalisation complète	Lits d'hébergement	Places en hospitalisation de jour ou de nuit	Places en anesthésie ou chirurgie ambulatoire	Places en hospitalisation à domicile	**Total des lits et places**
Public							
Centre hospitalier régional	29	83 315	2 426	5 412	449	1 088	**92 690**
Centre hospitalier	542	169 082	56 177	8 804	838	558	**235 459**
Hôpital local	348	24 088	31 752	50	–	108	**55 998**
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	89	31 638	754	13 918	–	590	**46 900**
Autres établissements	26	924	538	7	6	10	**1 485**
Total public	**1 034**	**309 047**	**91 647**	**28 191**	**1 293**	**2 354**	**432 532**
Privé							
Établissement de soins de courte durée	949	88 887	330	2 820	6 560	281	**98 878**
Établissement d'enfants à caractère sanitaire	59	2 615	...	127	–	–	**2 742**
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	23	5 969	...	2 355	–	–	**8 324**
Autre établissement de lutte contre les maladies mentales, les toxicomanies et l'alcoolisme	296	15 143	...	2 792	15	5	**17 955**
Établissement de soins de suite et de réadaptation	629	42 376	517	3 028	10	31	**45 962**
Établissement de soins de longue durée	132	7 432	695	–	–	–	**8 127**
Centre de dialyse	255	51	...	16	–	36	**103**
Autres établissements privés (3)	371	1	...	113	10	2 860	**2 984**
Total privé	**2 714**	**162 474**	**1 542**	**11 251**	**6 595**	**3 213**	**185 075**
Total public et privé	**3 748**	**471 521**	**93 189**	**39 442**	**7 888**	**5 567**	**617 607**

(1) Équipement par catégorie d'établissements.
(2) Entités juridiques pour le secteur public, établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés.
(3) Établissements de soins à domicile et établissements titulaires d'autorisation d'équipement lourd.

TABLEAU D.03-7B

Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée au 31 décembre
France entière (pour les établissements)

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES)

	1990	1992	1994	1996
Établissements				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	855	854	859	845
Hospices et maisons de retraite publics	1 353	1 428	1 486	1 544
Hospices et maisons de retraite privés	2 568	3 036	3 328	3 472
Logements-foyers	2 587	2 721	2 853	2 932
Autres établissements autonomes	315	196	179	170
Établissements d'hospitalisation privés	10	8	12	22
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	736	786	820	853
Établissements d'hospitalisation privés	81	95	107	120
Hospices et maisons de retraite publics	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Capacité d'accueil (en lits ou logements)				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	107 432	103 774	100 079	97 655
Hospices et maisons de retraite publics (1)	102 725	108 063	112 848	115 979
Hospices et maisons de retraite privés (1)	139 797	162 196	179 600	190 916
Logements-foyers	142 150	148 422	153 050	155 365
Autres établissements autonomes	7 929	4 416	4 109	3 533
Établissements d'hospitalisation privés	709	416	691	1 801
Total	**500 742**	**527 287**	**550 377**	**565 249**
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	63 711	68 277	71 770	74 115
Établissements d'hospitalisation privés	4 820	5 495	6 051	6 585
Hospices et maisons de retraite publics	337	80	n.s.	n.s.
Total	**68 868**	**73 852**	**77 821**	**80 700**
Total général (en lits ou logements)	**569 610**	**601 139**	**628 198**	**645 949**

(1) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour personnes âgées.

TABLEAU D.03-8

Accueil des enfants de moins de six ans au 1er janvier 2002

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES)
Enquête annuelle PMI

	Places installées
Accueil collectif	
Crèches collectives	140 000
Crèches parentales	7 367
Haltes- garderies	65 763
Haltes- garderies parentales	4 818
Garderies et jardins d'enfants	9 900
Accueil familial	
Crèches familiales (en nombre d'enfants inscrits)	57 000

TABLEAU D.03-9

Principaux indicateurs de l'hospitalisation complète et partielle en 2001

Source : Ministère de la Santé, de la famille et des personnes handicapées (DHOS et DREES), SAE 2001 et PMSI 2001

Discipline d'équipements	Établissements publics de santé		Établissements privés sous dotation globale		Établissements privés (3) sous OQN		Ensemble des établissements publics et privés	
	Nombre de lits installés	Entrées ou venues (milliers)	Nombre de lits installés	Entrées ou venues (milliers)	Nombre de lits installés	Entrées ou venues (milliers)	Nombre de lits installés	Entrées ou venues (milliers)
Médecine, chirurgie, obstétrique	**152 553**	**8 293**	**18 375**	**945**	**64 905**	**5 813**	**235 833**	**15 051**
Hospitalisation > 24h (1)	...	6 112	...	679	...	3 588	...	10 379
Hospitalisation < 24h (2)	...	2 181	...	266	...	2 225	...	4 672
Lutte contre les maladies mentales	**42 063**	**4 344**	**8 927**	**1 096**	**11 359**	**177**	**62 349**	**5 617**
Hospitalisation complète	...	400	...	56	...	111	...	568
Hospitalisation partielle	...	3 944	...	1 040	...	66	...	5 049
Soins de suite et de réadaptation	**38 304**	**607**	**28 895**	**915**	**22 352**	**488**	**89 551**	**2 010**
Hospitalisation complète	...	316	...	239	...	237	...	792
Hospitalisation partielle	...	291	...	676	...	251	...	1 218
Soins de longue durée en hospitalisation complète	**76 127**	**42**	**6 794**	**4**	**867**	**1**	**83 788**	**46**
Total section hôpital	**309 047**	**13 244**	**62 991**	**2 956**	**99 483**	**6 478**	**471 521**	**22 678**
Hospitalisation complète	...	6 870	...	978	...	3 937	...	11 785
Hospitalisation partielle	...	6 416	...	1 982	...	2 542	...	10 939

(1) Hospitalisation complète : sont comptabilisées des entrées directes ou des résumés de sorties anonymes (RSA).
(2) Hospitalisation partielle : sont comptabilisées les venues en hôpital de jour et de nuit et les venues en anesthésie et chirurgie ambulatoire.
(3) Cette appellation regroupe les établissements privés soumis à l'objectif quantifié national (OQN) ainsi que les quelques autres établissements privés hors dotation globale.

TABLEAU D.03-10

Établissements et capacité d'accueil pour handicapés au 1er janvier - France entière

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (DREES)
Enquête ES

	Nombre d'établissements		Nombre de places	
	1998	2002	1998	2002
Établissements pour enfants déficients intellectuels et polyhandicapés	1 326	1 367	77 575	75 802
Instituts de rééducation	345	342	16 880	15 937
Établissements pour enfants déficients moteurs	125	123	7 767	7 383
Établissements pour enfants déficients sensoriels	138	149	11 777	10 377
Total des établissements d'éducation spéciale pour les enfants handicapés	**1 934**	**1 981**	**113 999**	**109 499**
Foyers d'hébergement pour handicapés adultes	1 236	1 294	39 497	40 607
Maisons d'accueil spécialisée	297	360	11 774	14 482
Foyers de vie pour adultes handicapés	892	1 083	30 022	34 791
Foyers à double tarification pour adultes handicapés lourds	191	278	6 427	9 200
Total des établissements d'hébergement pour adultes handicapés	**2 616**	**3 015**	**87 720**	**99 080**
Centres de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	84	88	9 477	10 044

TABLEAU D.03-11

Nouveaux cas des affections de longue durée - France entière

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) - Service médical de l'Assurance Maladie

Nature de l'affection	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Accident vasculaire cérébral invalidant	28 044	21 659	23 163	24 450	25 005	27 789	29 532
Aplasie médullaire	1 170	1 210	1 329	1 257	955	967	986
Artériopathie chronique et évolutive (y.c coronarienne) avec manifestations cliniques ischémiques	68 707	59 075	59 413	65 716	66 770	83 136	90 812
Bilharziose compliquée	81	28	22	23	14	21	12
Cardiopathie congénitale mal tolérée, insuffisance cardiaque grave et valvulopathie grave	36 958	34 751	38 819	40 807	39 782	50 151	51 136
Maladie chronique du foie et cirrhoses	9 978	14 296	17 851	18 052	18 253	17 847	19 999
Déficit immunitaire primitif grave nécessitant un traitement prolongé et infection par le VIH	7 345	9 605	9 373	8 063	6 650	6 012	5 872
Diabète insulino-dépendant ou non-insulino-dépendant ne pouvant pas être équilibré par le seul régime	61 796	69 631	81 118	91 751	95 985	116 332	119 699
Forme grave d'une affection neuro-musculaire (dont myopathie), « épilepsie grave » (1)	5 849	5 665	8 350	8 626	9 009	14 070	15 607
Hémoglobinopathie homozygote	570	570	557	626	631	618	631
Hémophilie	413	491	553	577	613	750	789
Hypertension artérielle sévère	55 657	49 170	48 815	58 648	59 785	86 653	91 383
Infarctus du myocarde datant de moins de 6 mois	13 673	12 680	16 021	16 312	15 583	15 799	14 140
Insuffisance respiratoire chronique grave	25 430	24 010	26 384	28 653	27 077	30 199	30 459
Lèpre	107	56	54	43	33	55	27
Maladie de Parkinson	6 709	6 312	7 183	7 948	7 975	10 173	9 937
Maladies métaboliques héréditaires nécessitant un traitement prolongé spécialisé	4 514	3 772	2 977	2 594	1 946	2 313	2 133
Mucoviscidose	263	223	232	207	225	229	249
Néphropathie chronique grave et syndrome néphrotique pur primitif	5 034	4 714	5 035	5 407	5 286	5 589	6 724
Paraplégie	4 307	3 633	2 341	2 502	2 049	2 018	2 130
Périartérite noueuse, lupus érithémateux aigu disséminé, sclérodermie généralisée évolutive	2 151	2 496	3 962	4 262	4 350	5 075	5 435
Polyarthrite rhumatoïde évolutive grave	8 623	8 320	8 810	9 794	9 415	10 274	10 842
Psychose, trouble grave de la personnalité, arriération mentale	105 079	93 912	99 357	107 779	104 860	112 448	117 925
Rectocolite hémorragique et maladie de Crohn évolutives	4 614	6 486	7 099	7 749	7 396	7 680	7 921
Sclérose en plaques invalidante	2 536	2 730	3 399	3 876	3 979	3 892	4 234
Scoliose structurale évolutive	3 008	2 305	2 277	2 381	2 298	2 321	2 381
Spondylarthrite ankylosante grave	2 447	2 610	3 006	3 348	3 242	3 687	4 095
Suites de transplantation d'organe	255	157	73	94	132	149	201
Tuberculose active	8 709	6 657	6 253	6 138	6 342	5 627	5 289
Tumeur maligne, affection maligne du tissu lymphatique ou hématopoïétique	140 635	152 645	177 381	187 663	191 470	205 639	216 073
Affections non ventilées	...	1 689	3 615	4 169	3 293	3 205	2 012
Total	**614 662**	**601 558**	**664 822**	**719 515**	**720 403**	**830 718**	**868 665**

(1) « Épilepsie grave » intégrée à partir de décembre 1999.

TABLEAU D.03-12

Causes médicales de décès en 1999 - France entière

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes médicales de décès	Ensemble			Enfants âgés de moins d'un an		
	Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Garçons	Filles
FRANCE MÉTROPOLITAINE (toutes causes)	**537 459**	**274 764**	**262 695**	**3 216**	**1 841**	**1 375**
Maladies infectieuses et parasitaires (1)	7 833	3 991	3 842	60	38	22
Tumeurs	148 584	89 142	59 442	37	18	19
Maladies endocriniennes	17 257	6 992	10 265	54	28	26
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	2 926	1 373	1 553	6	5	1
Troubles mentaux	15 894	6 240	9 654	–	–	–
Maladies du système nerveux et des organes des sens	16 868	7 247	9 621	158	89	69
Maladies de l'appareil circulatoire	164 919	76 075	88 844	60	39	21
Maladies de l'appareil respiratoire	43 841	22 425	21 416	41	29	12
Maladies de l'appareil digestif	25 511	13 570	11 941	31	19	12
Maladies des organes génito-urinaires	7 776	3 754	4 022	7	6	1
Complications grossesse-accouchement	55	///	55	///	///	///
Maladies de la peau, du tissu cellulaire sous-cutané	2 491	758	1 733	1	1	–
Maladies du système ostéo-articulaire	2 972	1 013	1 959	–	–	–
Anomalies congénitales	1 501	804	697	737	425	312
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	1 362	751	611	1 357	746	611
Symptômes, signes et états morbides mal définis	33 886	14 710	19 176	531	316	215
Causes extérieures de traumatismes et empoisonnements	43 783	25 919	17 864	136	82	54
GUADELOUPE (toutes causes)	**2 663**	**1 510**	**1 153**	**54**	**30**	**24**
dont : Maladies de l'appareil circulatoire	786	400	386	1	–	1
Tumeurs	555	340	215	1	1	–
GUYANE (toutes causes)	**639**	**380**	**259**	**51**	**24**	**27**
dont : Maladies de l'appareil circulatoire	159	89	70	–	–	–
Causes extérieures de traumatismes et empoisonnements	113	80	33	3	1	2
MARTINIQUE (toutes causes)	**2 577**	**1 371**	**1 206**	**39**	**22**	**17**
dont : Maladies de l'appareil circulatoire	844	400	444	–	–	–
Tumeurs	582	347	235	–	–	–
RÉUNION (toutes causes)	**3 833**	**2 268**	**1 565**	**84**	**48**	**36**
dont : Maladies de l'appareil circulatoire	1 140	607	533	–	–	–
Tumeurs	781	501	280	–	–	–

(1) Y compris le SIDA depuis 1987.

TABLEAU D.03-13

Répartition des cas de SIDA par mode de contamination, année de diagnostic et sexe - France entière (1)

Source : Ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées, Institut de veille sanitaire, BEH n° 27/2002 — *Unités* : Nombre et %

Mode de contamination	Avant 1994	1994	1995	1996	1997	1998	1999	*p* 2000	*p* 2001	Total
Rapports homosexuels	14 975	2 370	2 075	1 470	776	584	536	470	332	23 588
%	48,3	41,1	39,2	36,7	34,2	30,4	29,9	28,1	24,2	42,8
Usage de drogues injectables	7 230	1 377	1 319	963	424	347	298	241	204	12 403
%	23,3	23,9	24,9	24,0	18,7	18,1	16,6	14,4	14,9	22,5
dont : Hommes	5 327	997	980	732	322	267	209	185	165	9 184
Femmes	1 903	380	339	231	102	80	89	56	39	3 219
Rapports homosexuels et usages de drogues injectables	455	48	47	30	9	12	6	4	3	614
%	1,5	0,8	0,9	0,7	0,4	0,6	0,3	0,2	0,2	1,1
Rapports hétérosexuels	4 740	1 304	1 287	1 135	793	723	717	749	667	12 115
%	15,3	22,6	24,3	28,3	35,0	37,7	40,1	44,7	48,7	22,0
dont : Hommes	2 671	714	697	631	458	425	417	390	379	6 782
Femmes	2 069	590	590	504	335	298	300	359	288	5 333
Transfusion ou injection de produits anti-hémophiliques (2)	1 892	203	150	89	45	26	26	17	11	2 459
%	6,1	3,5	2,8	2,2	2,0	1,4	1,5	1,0	0,8	4,5
Transmissions materno-foetale	456	69	56	32	17	7	8	5	2	652
%	1,5	1,2	1,1	0,8	0,7	0,4	0,4	0,3	0,1	1,2
Autre, inconnu (3)	1 275	391	357	290	203	219	199	188	151	3 273
%	4,1	6,8	6,7	7,2	9,0	11,4	11,1	11,2	11,0	5,9
dont : Hommes	1 024	303	283	239	177	180	170	157	120	2 653
Femmes	251	88	74	51	26	39	29	31	31	620
Total	**31 023**	**5 762**	**5 291**	**4 009**	**2 267**	**1 918**	**1 790**	**1 674**	**1 370**	**55 104**
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
***dont* : Hommes**	**25 897**	**4 601**	**4 202**	**3 185**	**1 774**	**1 488**	**1 360**	**1 218**	**1 009**	**44 734**
Femmes	**5 126**	**1 161**	**1 089**	**824**	**493**	**430**	**430**	**456**	**361**	**10 370**

(1) Données au 31 mars 2002.
(2) Sont inclus 145 cas pédiatriques.
(3) Sont inclus 28 cas pédiatriques, 19 cas de contamination professionnelle chez des personnels de santé dont 16 présumés et 3 prouvés.

Chapitre D.04

Police judiciaire et Justice

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Infractions constatées par les services de police et les unités de gendarmerie.

2 Les moyens en personnel de la justice.

3 L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés - France entière.

4 Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale) - France entière.

5 Les juges d'instruction (Justice pénale) - France entière.

6 Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale) - France entière.

7 Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale) - France entière.

8 Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative – France entière.

9 L'administration pénitentiaire.

1
○ Présentation

Avec 4 113 882 crimes et délits constatés en France métropolitaine par l'ensemble des services de police et de gendarmerie, l'année 2002 enregistre une hausse de la criminalité et de la délinquance de 1,3 % par rapport à 2001. Les crimes et délits contre les personnes, minoritaires dans l'ensemble (7,4 %), sont les infractions qui augmentent le plus depuis 3 ans.

Les effectifs budgétaires de la Justice - en progression constante - atteignent 67 173 personnes en 2002.

La population carcérale, 55 407 détenus au 31 décembre 2002, est en hausse de 14 % par rapport à 2001 ; un peu plus d'un quart de cette population a moins de 25 ans.

2
○ Méthodologie

21. L'EXERCICE DE LA POLICE JUDICIAIRE

Les services de la police nationale (sécurité publique, police judiciaire, renseignements généraux, police aux frontières, surveillance du territoire) et les unités de la gendarmerie nationale constatent les faits bruts retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer (tentatives comprises).

Sont ainsi comptabilisés tous les faits (crimes et délits) consignés dans des procès-verbaux établis par les services de police et les unités de gendarmerie et transmis à l'autorité judiciaire.

Sont exclus de cette comptabilisation les délits routiers, les contraventions de toute nature, les infractions relevées par d'autres institutions (Douanes, Services fiscaux et Répression des fraudes, Inspection du travail...) ainsi que les procédures administratives.

Ces statistiques, établies par la Direction centrale de la police judiciaire, ne constatent que la criminalité apparente par rapport à l'ensemble des crimes et délits effectivement commis (cette différence, entre criminalité apparente et criminalité réelle, a sa source dans le comportement des victimes que de nombreuses raisons peuvent déterminer à ne pas dénoncer certains faits).

La répartition, par nature, des crimes et délits constatés, n'est pas toujours faite par stricte référence au Code pénal et peut utiliser des intitulés habituels aux services de police et de gendarmerie pour la description des faits délictueux et criminels (ex. cambriolages).

Il s'agit de faits constatés et non de faits jugés. Seuls les jugements énoncent la qualification définitive des infractions. Il serait donc formel et même inexact de chercher à ventiler systématiquement les infractions constatées par la police et la gendarmerie suivant la nomenclature utilisée dans la statistique des juridictions pénales.

À titre indicatif figure également une description des personnes mises en cause, c'est-à-dire celles contre lesquelles ont été réunis, au cours de l'enquête, des indices attestant qu'elles sont auteur, co-auteur ou complice d'un crime ou d'un délit.

22. L'EXERCICE DE LA JUSTICE

LA JUSTICE CIVILE

Depuis le début des années 1980, chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du nouveau Code de procédure civile). Le répertoire général civil (RGC) fournit les principales données statistiques permettant de décrire les contentieux dont sont saisies les juridictions, le mode de règlement des litiges ainsi que la durée de traitement des affaires. Les tribunaux des affaires de sécurité sociale et la Cour de cassation ne sont pas concernés par l'article 726 et tiennent leurs propres statistiques.

LA JUSTICE PÉNALE

Les données concernant l'activité des juridictions pénales sont extraites des imprimés décrivant les étapes du processus pénal. Les « Cadres du Parquet », remplis chaque année par les juridictions pénales, fournissent des flux : flux de procès verbaux dont a été saisi le Parquet au cours de l'année, flux d'affaires orientées par le Parquet et traitées au cours de l'année par la juridiction compétente.

- ***L'instruction***

Le répertoire de l'instruction permet de disposer, depuis 1989, de l'ensemble des renseignements collectés tout au long de la procédure sur les mises en examen, sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des procédures d'instruction ainsi que celle des éventuelles mesures de sûreté.

- ***Les condamnations inscrites au casier judiciaire national***

Les données relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5ème classe sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations saisies au Casier judiciaire national.

LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

Les données relatives au secteur « public » de la protection judiciaire de la jeunesse sont issues du système de gestion GAME (Gestion automatisée des mesures éducatives).

La mesure de l'activité du secteur habilité est obtenue par compilation des données établies manuellement par les établissements et services. Elle est donc comptabilisée dans le département d'implantation de la structure habilitée.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Les statistiques concernant le milieu fermé et le milieu ouvert, publiées ici, sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire.

3
○ Définitions

- ***La cour de cassation***

Elle contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Le délai de pourvoi est de deux mois. Lorsque le pourvoi lui paraît fondé en droit, la Cour de cassation annule, en tout ou partie, la décision prononcée (cassation). Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué. Lorsqu'elle juge le pourvoi mal fondé, la Cour de cassation rend un arrêt de rejet.

LA JUSTICE CIVILE

- ***Les cours d'appel***

L'appel tend à faire réformer ou annuler, par une cour d'appel (chambre civile), un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La cour d'appel tranche de nouveau le débat au fond c'est-à-dire statue sur l'objet même du procès.

- ***Les tribunaux de grande instance***

Ils sont chargés de juger les affaires civiles portant sur des sommes supérieures à 7 600 euros ou qui ne sont pas attribuées à d'autres juridictions. Ils sont également seuls compétents pour certaines affaires énumérées par la loi, quel que soit le montant : état civil, divorce, autorité parentale, adoption, succession...

- ***Les tribunaux d'instance***

Ils sont compétents pour toutes les affaires ou la demande porte sur une somme inférieure à 7600 euros. Ils statuent alors selon le cas en premier ressort (possibilité d'appel) ou en dernier ressort si la demande n'excède pas 3 800 euros.

Les tribunaux d'instance ont par ailleurs une compétence exclusive pour certaines matières prévues par la loi comme par exemple les baux d'habitation, le contentieux électoral...

- ***Les tribunaux paritaires des baux ruraux***

Ils fonctionnent au siège de chaque tribunal d'instance. Leur compétence est exclusive et porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du code rural.

- ***Les conseils de prud'hommes***

Ils règlent les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés. C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de

représentants des salariés. Quand il y a désaccord entre les deux collèges (pas de majorité), l'affaire est renvoyée devant une nouvelle formation de jugement composée de conseillers prud'homaux et présidée par le juge d'instance ; on dit qu'il y a départition.
Les conseils de prud'hommes statuent selon le montant de la demande en premier ressort (possibilité d'appel) ou en premier et dernier ressort.

• ***Les tribunaux de commerce***

Ils connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers et aux actes de commerce entre toutes personnes. Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant.
Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance est compétent.

• ***L'ordonnance de référé***

C'est une décision provisoire, rendue à la demande d'une partie, qui n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée.

• ***Le juge aux affaires familiales***

Instauré par la loi n° 93.22 du 8 janvier 1993, le juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs. Depuis le 1er février 1994, date d'entrée en application de la loi, des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance (6 %) sont traités au tribunal de grande instance par le juge aux affaires familiales.

• ***Le juge de l'exécution***

L'article L.95 de la loi du 9 août 1991, réformant les procédures d'exécution, a transféré au juge de l'exécution la compétence auparavant détenue par le juge d'instance en matière de surendettement. La fonction de juge de l'exécution a été confiée au président du tribunal de grande instance qui peut la déléguer à un ou plusieurs juges.

LA JUSTICE PÉNALE

Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1er mars 1994, a créé des incriminations nouvelles, aggravé des incriminations classiques et modifié l'échelle des peines. La loi de décembre 1992 fixant des dispositions nouvelles pour l'inscription au casier judiciaire des condamnations de mineurs ainsi que l'amnistie présidentielle de 1995 ont des effets sur l'enregistrement des condamnations de 1994 et 1996.

• ***Le Parquet***

Le ministère public, auquel est confiée l'action publique, décide de l'opportunité des poursuites. S'il décide de poursuivre, il saisit une juridiction de jugement ou le juge d'instruction, selon la gravité et la complexité des faits, ou le juge des enfants pour les affaires mettant en cause des mineurs. Il peut aussi ordonner une procédure alternative à la poursuite (réparation du dommage, indemnisation de la victime, injonction thérapeutique pour les toxicomanes...). Il peut enfin procéder à un classement sans suite si l'auteur n'est pas connu ou si les poursuites paraissent inopportunes, en particulier quand le préjudice est de faible importance.

La comparution immédiate est une procédure rapide qui permet au procureur de traduire le prévenu, sur-le-champ, devant le tribunal correctionnel. Elle suppose, d'une part, que l'affaire soit en état d'être jugée et d'autre part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à six mois.
La convocation par procès-verbal, procédure rapide de convocation devant le tribunal, est notifiée au prévenu dès la fin de la garde à vue par l'officier de police judiciaire ou par le procureur. Enfin, la citation directe est délivrée par huissier.

L'ordonnance pénale

C'est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.

L'amende forfaitaire

Elle s'applique aux contraventions des quatre premières classes dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État (contraventions en matière d'environnement, au Code de la route, au Code des assurances...)

• ***L'instruction***

Le juge d'instruction, magistrat du tribunal de grande instance, est obligatoirement saisi pour les crimes et à l'initiative du parquet, pour les délits les plus complexes.
Il a le pouvoir de mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices laissant présumer qu'elle a participé, comme auteur ou complice, aux faits dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale). La mise en examen est génératrice de droits, en particulier celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

La chambre de l'instruction

Elle est la juridiction d'appel des décisions du juge d'instruction et de contrôle de la régularité de la procédure.

Le contrôle judiciaire

Il peut être prescrit contre toute personne, mise en examen pour crime ou délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. Cette personne est alors soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non-fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes, versement d'une caution...).

La détention provisoire

Elle peut être ordonnée contre toute personne mise en examen pour crime ou pour délit faisant encourir une peine d'emprisonnement supérieure à un an (flagrant délit) ou deux ans (autres cas).

• ***Les cours d'assises***

Juridiction départementale, la cour d'assises juge les crimes. Elle est composée de trois magistrats et de neuf jurés tirés au sort dans la population. En cas d'appel, l'affaire est jugée par une nouvelle cour d'assises composée de trois magistrats et de douze jurés.

• ***Les tribunaux correctionnels***

Le tribunal correctionnel est la formation pénale du tribunal de grande instance qui juge les délits. Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel.

• ***Les tribunaux de police***

Ils jugent les contraventions. Le volume très important des contraventions de 1re à 4ème classe a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées comme l'amende forfaitaire majorée et l'ordonnance pénale.

• ***Les condamnations inscrites au Casier judiciaire national***

L'approche statistique appréhende avec difficulté les condamnations dans leur ensemble, lorsqu'elles concernent des infractions ou des peines multiples. Si une condamnation comporte trois infractions et trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une à chaque infraction. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts d'infraction principale et de peine principale.
L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention) ; c'est la première citée dans la catégorie la plus grave, si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime et délit par exemple).
La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour la ou les infractions de la catégorie la plus grave. A l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

• ***Les infractions***

Atteintes à la personne

Ce sont les atteintes, volontaires ou non, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances (y compris la circulation routière). Elles comprennent également les atteintes aux mœurs ainsi que les atteintes à la vie privée.

Atteintes aux biens

Ce sont les vols et recels, destructions, dégradations et détournements de biens par attentat.

Atteintes à la sûreté publique
Ce sont le faux monnayage, la contrefaçon ou falsification d'effets ou de titres émis par le trésor public, les infractions à la police des étrangers, les infractions militaires, etc.
Atteintes à la santé
Elles comprennent les infractions sur les stupéfiants, les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses, etc.

- ***Les peines privatives de liberté***

La réclusion criminelle est une peine perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Code pénal), éventuellement assortie d'une période de sûreté. Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et l'interdiction légale. Quand elle est prononcée pour une durée déterminée, celle-ci est comprise entre 10 et 30 ans.
L'emprisonnement correctionnel, dont la durée ne peut pas excéder dix ans (art. 131-4 du Code pénal), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires, tantôt facultatives tantôt obligatoires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession).
Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple ou assorti du placement du condamné sous le régime de mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable, en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis avec mise à l'épreuve soumet en outre le condamné à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières, sous le contrôle du juge de l'application des peines.
Les peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du Code pénal : pour les délits, les tribunaux peuvent prononcer à titre principal des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions du permis de conduire, des confiscations et des interdictions professionnelles.
L'amende : c'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable comme peine complémentaire en matière criminelle (assez rare), et en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire à l'emprisonnement. En matière de contravention, c'est la peine principale la plus fréquente ; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes matières, l'amende peut être assortie du sursis.
Le jour-amende : lorsqu'un délit est puni d'une peine d'emprisonnement, le tribunal peut prononcer une peine de jours-amende consistant pour le condamné au paiement d'une somme correspondant à une contribution quotidienne pendant un certain nombre de jours.
Le travail d'intérêt général consiste en l'accomplissement par le condamné qui l'accepte d'un travail non rémunéré d'une durée comprise entre 40 et 240 heures, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association habilitée.
La dispense de peine : le prévenu peut être dispensé de peine, en matière de délit ou de contravention, s'il apparaît que son reclassement est acquis et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine.
La mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : les juridictions pour mineurs prononcent les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont : la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance, la liberté surveillée, le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical, d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquants, la remise à l'aide sociale à l'enfance.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

- ***Le milieu fermé***

La population carcérale comprend l'ensemble des individus, prévenus et condamnés, détenus dans les établissements pénitentiaires.

- ***La contrainte par corps***

Elle s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable, et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public.

- ***Le milieu ouvert***

Le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP)
C'est un service déconcentré de l'administration pénitentiaire. Il en existe un par département. Ses principales missions à l'égard des personnes condamnées sont :
– de favoriser l'accès aux droits et aux dispositifs d'insertion des détenus et personnes qui lui sont confiées par les autorités judiciaires ;
– de s'assurer pour les personnes libérées de la continuité des actions d'insertion ;
– de mettre en œuvre les mesures de contrôle et de veiller au respect des obligations imposées aux condamnés à l'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve ou à un travail d'intérêt général et aux libérés conditionnels.
La mise à l'épreuve
Modalité du sursis, elle s'applique aux condamnations à l'emprisonnement prononcées pour crime ou délit de droit commun. Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, la soumission à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquittement des pensions alimentaires. Le tribunal fixe le délai d'épreuve qui ne peut être inférieur à 18 mois ni supérieur à 3 ans.
Le travail d'intérêt général
Prononcé à titre principal ou comme modalité d'un sursis, le travail d'intérêt général est destiné, comme le sursis avec mise à l'épreuve, à favoriser la réinsertion du condamné en évitant les courtes peines d'emprisonnement. Le travail, d'une durée de 40 à 240 heures, est exécuté sous le contrôle du juge de l'application des peines.
La libération conditionnelle
Les condamnés manifestant des efforts sérieux de réadaptation sociale peuvent en bénéficier, sur décision du juge de l'application des peines lorsque la peine prononcée n'excède pas 10 ans (ou, quelle que soit la peine prononcée, lorsque la durée de détention restant à subir n'excède pas trois ans), et sur décision de la juridiction régionale de la libération conditionnelle dans les autres cas.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales.

Sites Internet :
– www.justice.gouv.fr
– www.interieur.gouv.fr
– www.insee.fr

Publications :
Ministère de la Justice
– *Les chiffres clés de la Justice*, (annuel) ;
– *Annuaire statistique de la Justice*, La Documentation française ;
– *Chiffres-clés de l'Administration pénitentiaire* (annuel) ;
– *Rapport annuel d'activité de l'Administration pénitentiaire*, La Documentation française ;
– *Rapport annuel de la Cour de cassation*, La Documentation française ;
– *Rapport annuel d'activité, Service central de prévention de la corruption*, La Documentation française ;
– *Études et statistiques Justice* (périodicité variable) ;
– *Bulletin officiel du ministère de la Justice* (trimestriel) ;

– *Lettre de la PJJ* (Protection judiciaire de la jeunesse) (trimestrielle), La Documentation française ;
– *Infostat Justice* (4 n^{os}/an) ;
– « Analyse criminelle et analyse comportementale », *rapport d'un groupe de travail interministériel*, Jean-Claude Marin, Myriam Quemener, Alexandre Gallois, Direction des affaires criminelles et des grâces, 2003.

Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales
– Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France par les services de police et de gendarmerie, La Documentation française (annuel) ;
– *Cahiers de la sécurité intérieure* (4 n^{os}/an), Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) ;
– « Les chiffres de la délinquance depuis un demi-siècle », *regards sur l'actualité*, mensuel n° 280, avril 2002, La Documentation française.

INSEE
France portrait social, 2003 :
– « Sécurité, justice pénale ».

Autres
– « La protection judiciaire de la jeunesse », Rapport au Président de la République suivi des réponses des administrations et organismes intéressés, Cour des Comptes, 2003.
– *Questions pénales* : Bulletin d'information, Centre de recherche sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CRSDIP).

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés, rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU D.04-1

Infractions constatées (1) par les services de police et les unités de gendarmerie

Source : Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales (direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité* : Nombre

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Vols (y compris recels)	**2 400 644**	**2 244 301**	**2 291 404**	**2 252 528**	**2 334 696**	**2 522 346**	**2 507 027**
Vols à main armée	9 147	8 295	8 100	7 515	8 613	9 363	9 155
Autres vols avec violences	65 430	72 203	76 191	87 432	101 223	124 918	123 982
Cambriolages	433 320	407 385	395 913	370 076	370 993	416 297	432 593
Vols avec entrée par ruse	17 004	13 809	13 299	13 885	14 670	15 492	13 656
Vols d'automobiles	351 509	322 783	319 447	299 036	302 626	314 635	284 765
Vols de véhicules motorisés à deux roues	102 016	94 577	96 483	96 911	98 431	104 348	97 383
Vols à la roulotte	554 626	489 152	507 007	485 580	476 852	503 773	481 524
Vols d'accessoires sur véhicules immatriculés	190 614	182 949	180 355	181 024	193 325	217 006	220 519
Autres vols simples	640 259	617 767	655 752	675 933	735 337	783 096	806 207
Recels	36 719	35 381	38 857	35 136	32 626	33 418	37 243
Infractions économiques et financières	**357 104**	**295 511**	**287 415**	**295 734**	**352 164**	**366 208**	**355 342**
Escroqueries, faux et contrefaçons	294 497	253 038	246 991	258 306	317 044	334 064	325 841
Délinquance économique et financière	43 887	24 758	23 611	21 952	18 501	16 851	16 045
Infractions à la législation sur les chèques (sauf falsifications et usages de chèques volés)	18 720	17 715	16 813	15 476	16 619	15 293	13 456
Crimes et délits contre les personnes	**191 180**	**214 975**	**220 948**	**233 194**	**254 514**	**279 610**	**303 552**
Homicides	2 563	2 085	2 150	1 997	2 166	2 289	2 415
Coups et blessures volontaires	71 095	81 910	86 796	95 235	106 484	116 568	125 371
Autres atteintes contre les personnes	51 708	57 815	60 351	64 022	70 026	79 885	90 027
Atteintes aux mœurs	29 123	35 090	33 014	32 490	33 538	35 451	37 813
Infractions contre la famille et l'enfant	36 691	38 075	38 637	39 450	42 300	45 417	47 926
Autres infractions (dont stupéfiants)	**716 392**	**738 655**	**765 758**	**786 408**	**830 475**	**893 628**	**947 961**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	79 052	86 961	92 858	101 841	103 731	91 618	108 121
Délits à la police des étrangers	53 429	47 021	41 814	46 416	45 869	47 462	57 643
Destruction, dégradations contre biens publics et privés	440 591	476 133	500 911	499 473	518 439	574 994	589 278
Délits divers (2)	143 320	128 540	130 175	138 678	162 436	179 554	192 919
Total des crimes et délits (sauf circulation routière)	**3 665 320**	**3 493 442**	**3 565 525**	**3 567 864**	**3 771 849**	**4 061 792**	**4 113 882**
Nombre de français mis en cause	640 435	655 309	644 159	646 415	679 359	680 295	729 730
Nombre d'étrangers mis en cause	152 958	142 053	144 833	152 558	155 190	155 544	177 239
Nombre d'hommes majeurs	566 508	548 118	523 875	536 724	566 839	562 984	619 930
Nombre d'hommes mineurs	113 987	138 263	152 685	150 469	154 253	155 735	158 227
Nombre de femmes majeures	100 652	94 807	93 330	91 862	92 454	95 838	106 657
Nombre de femmes mineures	12 246	16 174	19 102	19 918	21 003	21 282	22 155

(1) Les statistiques de police judiciaire comptabilisent les faits pénaux bruts (commis et tentés) retenus à raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer et qui sont consignés dans une procédure transmise à l'autorité judiciaire. Sont exclus de cette comptabilisation les délits routiers, les contraventions de toute nature, les infractions constatées par d'autres institutions (douanes, services fiscaux et répression des fraudes, inspection du travail...), les procédures administratives. Parce qu'il s'agit de faits constatés et non de faits jugés (seul le jugement énonce la qualification définitive), ces statistiques de police judiciaire ne peuvent être strictement comparées à celle des juridictions pénales.
(2) Ce poste regroupe tous les délits non spécifiés précédemment et qui entrent dans la catégorie « autres infractions (dont stupéfiants) ».

TABLEAU D.04-2

Les moyens en personnel de la justice

Source : Ministère de la Justice — *Unité* : Nombre

Effectifs budgétaires	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Administration centrale et services extérieurs	1 800	1 763	1 770	1 780	1 802	1 863
Services judiciaires :						
Ensemble	24 668	25 590	25 916	26 290	26 803	27 601
Magistrats	6 029	6 187	6 327	6 539	6 846	7 144
Fonctionnaires	18 639	19 403	19 589	19 751	19 957	20 457
Administration pénitentiaire	23 899	25 086	25 474	25 868	26 233	27 755
Protection judiciaire de la jeunesse	5 978	6 245	6 393	6 768	7 144	7 439
Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs	1 961	2 123	2 184	2 267	2 357	2 441
Commission nationale de l'informatique et des libertés	55	57	57	58	70	74
Ensemble des effectifs budgétaires	**58 361**	**60 864**	**61 794**	**63 031**	**64 409**	**67 173**

TABLEAU D.04-3

L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés - France entière

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de la Cour de cassation et Répertoire général civil) — *Unité* : Nombre

	1990	1995	1998	1999	2000	2001
La Cour de cassation						
Affaires nouvelles	19 395	19 969	21 928	20 090	21 331	22 700
Affaires terminées	18 613	21 499	19 815	19 758	21 394	20 613
dont : Cassation	3 602	5 300	3 796	4 238	4 024	4 247
Rejet de la demande	7 301	8 475	8 358	7 982	8 541	8 957
Ordonnance ou arrêt de désistement	3 441	3 373	3 699	3 679	3 981	3 763
Les cours d'appel						
Nombre de cours d'appel	33	33	33	33	33	33
Affaires nouvelles	167 803	220 066	210 610	201 521	194 392	186 930
Affaires terminées	169 010	198 754	209 839	211 050	221 492	206 294
Décisions statuant sur le fond de la demande	115 533	135 023	136 468	140 205	149 388	141 239
dont : Confirmation totale ou partielle de la décision attaquée	88 536	102 720	104 668	107 645	115 119	109 777
Infirmation de la décision attaquée	26 997	32 303	31 800	32 560	34 269	31 462
Autres décisions (radiation, désistement, jonction...)	53 477	63 731	73 371	70 845	72 104	65 055
Les tribunaux de grande instance (1)						
Nombre de tribunaux de grande instance	181	181	181	181	181	181
Affaires nouvelles	488 680	660 189	634 696	605 816	600 999	599 930
dont : Droit de la famille	271 958	374 866	387 866	384 255	388 932	394 855
Affaires terminées	463 075	645 319	635 340	608 991	593 462	578 832
dont : Divorces et séparations de corps prononcés	110 042	125 991	124 008	123 789	120 629	116 988
Référés	95 886	126 501	118 785	111 342	113 613	118 678
Les tribunaux d'instance (1)						
Nombre de tribunaux d'instance	473	473	473	473	473	473
Affaires nouvelles	532 790	483 909	467 184	472 297	491 527	491 664
Affaires terminées	501 578	491 021	452 646	456 112	479 523	470 210
Référés	87 910	83 962	69 034	62 725	66 987	68 137
Les tribunaux paritaires des baux ruraux						
Nombres de tribunaux paritaires des baux ruraux	413	413	413	413	413	413
Affaires nouvelles	4 859	3 614	3 812	3 986	3 731	3 546
Affaires terminées	4 576	3 807	3 680	3 592	3 528	3 536
Référés	325	209	270	239	219	173
Les conseils de prud'hommes						
Nombre de conseils de prud'hommes	281	270	270	270	270	270
Affaires nouvelles	152 955	157 542	191 892	165 977	164 039	171 293
Affaires terminées	145 935	166 593	165 947	172 369	160 747	162 131
Référés	40 822	51 384	48 680	47 303	47 488	47 616
Les tribunaux de commerce						
Nombre de tribunaux de commerce	229	227	227	191	191	191
Affaires nouvelles	275 651	...	...	...	...	207 431
Affaires terminées	233 314	282 070	236 094	224 426	238 939	206 093
dont : Droit des affaires	88 907	134 920	125 750	118 904	141 462	111 265
Droit des contrats	113 609	110 541	78 009	71 595	63 824	60 936
Référés	49 831	54 158	40 083	37 049	35 411	35 519

(1) Dans les séries affaires nouvelles et affaires terminées, la comparabilité des années 1995 à 2001 avec l'année 1990 est perturbée par l'instauration du juge de l'exécution et du juge aux affaires familiales.

TABLEAU D.04-4

Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale) (1) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet) — *Unité* : Nombre

	1990	1995	1998	1999	2000	2001
LES PARQUETS						
Nombre de Parquets	181	181	181	181	181	181
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**5 244 233**	**5 191 255**	**4 954 988**	**4 932 196**	**5 007 674**	**5 385 826**
dont : Auteur inconnu	2 200 801	3 016 633	3 146 239	3 070 245	3 141 273	3 498 178
Crimes	12 851	14 432	14 593	13 758	15 947	18 524
Délits	4 837 801	4 832 977	4 438 051	4 403 140	4 470 557	4 853 927
Contraventions de 5ème classe	393 581	343 846	430 594	457 371	469 023	464 760
Autres	...	...	71 750	57 927	52 147	48 615
Affaires traitées	...	...	**4 566 988**	**4 586 854**	**4 611 383**	**4 944 721**
Affaires non poursuivables	...	**3 016 633**	**3 372 994**	**3 323 906**	**3 318 575**	**3 616 873**
Affaires poursuivables	...	...	**1 193 994**	**1 262 948**	**1 292 808**	**1 327 848**
Affaires poursuivables/affaires traitées (en %)	...	...	26,1	27,5	28,0	26,9
Affaires poursuivies	**703 831**	**553 731**	**613 354**	**638 000**	**628 065**	**621 866**
Transmission au juge d'instruction	53 652	44 554	40 362	39 176	37 768	36 398
Transmission au juge des enfants	44 749	39 207	50 373	52 827	54 651	56 974
Poursuite devant le tribunal correctionnel	447 461	373 660	377 853	379 530	373 949	371 640
Poursuite devant le tribunal de police	157 969	96 310	144 766	166 467	161 697	156 854
Procédures alternatives aux poursuites	...	**82 828**	**163 799**	**214 108**	**250 051**	**269 966**
Taux de réponse pénale (en %)	...	...	65,1	67,5	67,9	67,3
Classements sans suite (2)	...	**1 062 643**	**416 841**	**410 840**	**414 692**	**434 475**
Classements sans suite/affaires poursuivables (en %)	...	...	35,1	32,5	32,1	32,7
LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC						
Nombre d'officiers du ministère public	473	473	473	473	473	473
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**13 280 927**	**14 592 269**	**12 920 771**	**12 684 042**	**13 149 260**	**12 071 874**
Procédure d'amende forfaitaire majorée	11 405 623	13 335 232	12 082 040	11 889 124	12 431 138	11 374 461
Autres procédures	1 875 304	1 257 037	838 731	794 918	718 122	697 413
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux classés sans suite	**1 556 044**	**2 407 811**	**1 446 858**	**1 605 140**	**1 792 469**	**2 411 787**
Affaires poursuivies	**11 121 637**	**11 111 877**	**10 509 554**	**10 658 882**	**10 758 821**	**9 306 987**
Amende forfaitaire majorée prononcée	9 452 733	10 306 201	9 903 996	10 054 079	10 153 903	8 776 102
Poursuite devant le tribunal de police	1 668 904	805 676	605 558	604 803	604 918	530 885

(1) Nouvelle présentation de l'activité du parquet prise en compte dans ce tableau à partir de 1998.
(2) Y compris les affaires où l'infraction n'est pas juridiquement constituée (entre 1990 et 1997).

TABLEAU D.04-5

Les juges d'instruction (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Répertoire de l'instruction) — *Unité* : Nombre

	1990	1998	1999	2000	2001
Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires)	561	565	565	555	565
Ensemble des affaires terminées	**50 277**	**42 196**	**40 738**	**39 186**	**37 363**
dont : L'infraction principale est un crime	4 902	7 266	7 115	6 732	6 929
Affaires terminées sans mise en examen	9 751	9 317	9 604	10 339	11 524
Nombre de personnes mises en examen dans les affaires terminées	73 649	65 860 *e*	63 129 *e*	57 826 *e*	51 420
Décision de clôture :					
Ordonnance de non-lieu	8 186	9 377	9 423	7 698	6 483
Transmission à la cour d'assises pour majeurs	2 391	3 394	3 172	3 165	2 557
Transmission à la cour d'assises pour mineurs	156	191	115	205	199
Transmission au tribunal correctionnel	50 634	44 784	42 313	40 009	35 184
Dessaisissement, jonction	4 940	2 180	2 449	1 585	2 049
Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année	19 435	23 064 *e*	22 210 *e*	24 733 *e*	21 487
Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année	29 317	24 512 *e*	22 618 *e*	21 966 *e*	16 772
Durée moyenne de l'instruction des affaires terminées en mois	**11,6**	**16,2**	**16,7**	**17,1**	**17,4**
dont : Crimes (1)	14,1	16,5	17,1	17,7	17,9

(1) Qualification de l'infraction principale au réquisitoire introductif.

TABLEAU D.04-6

Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet et Casier judiciaire national) — *Unité* : Nombre

	1990	1995	1998	1999	2000	2001
Les cours d'assises						
Nombre de cours d'assises (1)	99	99	99	99	99	99
Cour d'assises de premier ressort :						
Acquittements	**142**	**136**	**155**	**135**	**78**	**137**
Cour d'assises pour majeurs	140	130	142	129	76	127
Cour d'assises pour mineurs	2	6	13	6	2	10
Condamnations	**2 722**	**2 777**	**3 325**	**3 546**	**3 093**	**3 108**
Cour d'assises pour majeurs	2 567	2 619	3 062	3 259	2 806	2 790
Cour d'assises pour mineurs	155	158	263	287	287	318
Cour d'assises d'appel (2) :						
Acquittements	///	///	///	///	///	**9**
Cour d'assises pour majeurs	///	///	///	///	///	9
Cour d'assises pour mineurs	///	///	///	///	///	–
Condamnations	///	///	///	///	///	**167**
Cour d'assises pour majeurs	///	///	///	///	///	158
Cour d'assises pour mineurs	///	///	///	///	///	9
Les tribunaux correctionnels						
Nombre de tribunaux correctionnels (1)	181	181	181	181	181	181
Mesures de sûreté prononcées :						
Contrôles judiciaires prononcés	6 869	4 811	3 992	4 048	4 350	4 113
Mandats de dépôt prononcés	24 207	27 902	14 663	17 417	15 572	15 725
Décisions prononcées :						
Relaxes	20 378	17 854	19 979	19 446	19 038	18 241
Condamnations	410 134	313 034	392 116	380 122	381 796	362 089
Les tribunaux de police						
Nombre de tribunaux de police (1)	454	454	454	454	454	454
Affaires traitées	**1 588 882**	**902 097**	**746 155**	**757 220**	**757 668**	**685 217**
Contraventions de 1ère à 4ème classe	1 435 720	802 085	595 575	583 855	581 031	516 193
Contraventions de 5ème classe	153 162	100 012	150 580	173 365	176 637	169 024
Mode de jugement :						
Jugements	464 237	309 316	289 038	299 528	282 344	240 500
Ordonnances pénales	1 124 645	592 781	457 117	457 692	475 324	444 717
Contraventions de 1ère à 4ème classe (décisions prononcées) :						
Relaxes	21 279	17 752	10 923	12 218	12 106	10 385
Condamnations	951 839	754 092	582 471	571 224	569 514	509 146
Contraventions de 5ème classe (décisions prononcées) :						
Relaxes	4 670	5 278	4 856	5 094	4 880	4 459
Condamnations	97 255	26 510	104 089	119 648	126 760	117 104

(1) Non compris les tribunaux des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales.
(2) Mises en place à compter du 1er janvier 2001.

TABLEAU D.04-7

Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale) - France entière

Source : Ministère de la Justice (Casier judiciaire national) — *Unité* : Nombre

	1990	1997	1998	1999	*r* 2000	*p* 2001
Condamnations pour crime	2 607	3 062	3 386	3 455	3 035	3 262
Condamnations pour délit	469 137	439 138	449 893	454 131	446 815	422 549
Condamnations pour contraventions de 5ème classe	105 426	103 627	109 925	128 159	133 073	122 935
Total des condamnations	**577 170**	**545 827**	**563 204**	**585 745**	**582 923**	**548 746**
Nature de l'infraction						
Atteintes à la personne	99 544	100 731	104 304	104 483	103 013	97 660
Atteintes aux biens	169 997	158 097	161 616	160 336	153 460	145 948
Infractions à la circulation routière et aux transports	163 950	181 236	193 464	218 426	227 168	213 721
Infractions à la législation économique et financière	61 083	27 485	28 547	27 169	25 959	22 961
Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	16 894	17 729	19 674	21 272	21 944	21 052
Atteintes à la sûreté publique	27 655	21 414	17 066	15 527	14 519	13 535
dont : Police des étrangers	...	10 118	6 777	5 977	5 636	5 612
Atteintes à la santé	20 945	24 703	24 495	24 949	23 560	21 948
dont : Infractions sur les stupéfiants	...	24 051	23 836	24 112	22 831	21 448
Atteintes à l'ordre public général	16 716	14 388	14 010	13 525	13 242	11 856
dont : Atteintes à l'environnement	10 501	9 510	9 307	8 981	8 934	7 816
Autres infractions	2	44	28	58	58	61
Nature de la peine						
Peines privatives de liberté	**316 567**	**294 963**	**299 006**	**298 540**	**284 182**	**270 109**
dont : Réclusion criminelle	1 852	1 387	1 512	1 496	1 179	1 348
Emprisonnement ferme ou assorti du sursis partiel	106 896 *r*	104 020 *r*	104 685 *r*	105 602 *r*	99 972	97 436
Emprisonnement assorti du sursis total	209 671	190 943	194 321	192 938	184 210	172 673
Amende	**190 268**	**166 214**	**177 425**	**194 895**	**205 207**	**189 332**
Peine de substitution	**37 250**	**58 288**	**58 952**	**62 176**	**63 773**	**59 533**
dont : Travail d'intérêt général	5 705	12 502	12 024	11 120	10 200	9 246
Mesure éducative	**22 529** *r*	**17 333**	**18 567**	**20 584**	**20 525**	**21 415**
Dispense de peine	**10 556**	**9 029**	**9 254**	**9 550**	**9 236**	**8 357**
Caractéristiques des condamnés						
Sexe :						
Hommes	505 737	492 040	507 554	527 711	526 696	496 451
Femmes	71 433	53 787	55 650	58 034	56 227	52 295
Âge :						
Moins de 16 ans	15 678	14 437	16 149	17 404	17 757	19 135
De 16 ans à moins de 18 ans	22 829	17 062	18 950	21 478	20 413	20 653
De 18 ans à moins de 20 ans	55 243	38 894	43 064	46 735	47 746	45 203
De 20 ans à moins de 25 ans	126 934	111 772	112 265	116 215	119 794	116 345
De 25 ans à moins de 30 ans	98 577	88 918	89 241	91 411	88 574	81 696
De 30 ans à moins de 40 ans	138 140	132 998	134 834	138 075	135 842	124 693
De 40 ans à moins de 60 ans	106 924	126 423	132 625	137 592	136 707	126 422
60 ans et plus	12 845	15 323	16 076	16 835	16 090	14 599
Nationalité :						
Français	458 241	438 162	457 618	476 546	474 430	448 004
Étrangers	80 168	76 654	75 388	73 615	71 862	67 894
Non déclarée	38 761	31 011	30 198	35 584	36 631	32 848
Total	**577 170**	**545 827**	**563 204**	**585 745**	**582 923**	**548 746**

TABLEAU D.04-8

Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative - France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres de la protection judiciaire de la jeunesse) — *Unité* : Nombre

	1990	1998	1999	*r* 2000	2001
Total des jeunes suivis au 31 décembre sur décisions des juridictions de la jeunesse	**122 843**	**146 112**	**149 338**	**148 684**	**151 602**
Mode de prise en charge :					
Secteur public	34 338	37 365	37 848	36 115	37 928
Secteur associatif habilité	88 505	108 747	111 490	112 569	113 674
Régime juridique de prise en charge :					
Mineurs en danger	107 458	115 667	116 512	115 526	116 854
Mineurs délinquants	11 153	25 335	27 694	28 459	29 944
Jeunes majeurs	4 232	5 110	5 132	4 699	4 804
Caractéristiques des jeunes ayant fait l'objet d'une nouvelle mesure au cours de l'année (1)	...	**110 840**	**116 268**	**113 750**	**116 423**
Sexe :					
Garçons	...	73 313	78 129	76 173	78 328
Filles	...	37 527	38 139	37 577	38 095
Âge au début de la mesure :					
Moins de 10 ans	...	26 753	26 493	25 832	25 951
De 10 ans à moins de 13 ans	...	11 972	12 117	11 855	12 116
De 13 ans à moins de 16 ans	...	29 202	31 164	32 337	33 102
De 16 ans à moins de 18 ans	...	34 976	37 749	35 699	37 269
De 18 ans à moins de 21 ans	...	7 937	8 745	8 027	7 985

(1) À partir de 1998, la série est modifiée par rapport aux éditions précédentes, elle est désormais exprimée en terme de flux et non de stock.

TABLEAU D.04-9

L'administration pénitentiaire

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire) — *Unité* : Nombre

	1998	1999	2000	2001	2002
LE MILIEU FERMÉ : la population carcérale					
Ensemble de la population incarcérée au 31 décembre (métropole + DOM)	**52 961**	**51 441**	**47 837**	**48 594**	**55 407**
Catégorie pénale des personnes incarcérées (métropole + DOM) :					
Prévenus	20 452	18 100	16 107	16 124	20 852
Condamnés	32 509	33 341	31 730	32 470	34 555
Sexe :					
Hommes	50 932	49 559	46 099	46 879	53 322
Femmes	2 029	1 882	1 738	1 715	2 085
Âge :					
Moins de 16 ans	78	62	64	96	81
De 16 ans à moins de 18 ans	636	656	552	730	727
De 18 ans à moins de 21 ans	4 376	4 240	3 927	4 405	5 110
De 21 ans à moins de 25 ans	8 119	7 731	7 254	7 926	9 469
De 25 ans à moins de 30 ans	10 223	9 750	8 672	8 763	10 233
De 30 ans à moins de 40 ans	15 058	14 527	13 242	12 817	14 413
De 40 ans à moins de 50 ans	9 275	9 020	8 560	8 340	9 084
De 50 ans à moins de 60 ans	3 754	3 891	3 960	3 952	4 509
60 ans et plus	1 442	1 564	1 606	1 565	1 781
Nationalité :					
Français	40 370	39 914	37 603	38 087	43 489
Étrangers	12 534	11 453	10 145	10 507	11 918
Non déclarée	57	74	89	47	78
Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction :					
Atteintes à la personne	**13 358**	**14 607**	**15 470**	**16 262**	**18 241**
Homicides volontaires	3 382	3 492	3 357	3 325	3 293
Coups et blessures volontaires, coups à enfants	2 636	2 953	3 368	4 059	5 217
Homicides et blessures involontaires	435	533	742	995	1 536
Viols, attentats à la pudeur	6 760	7 499	7 895	7 779	8 109
Proxénétisme	145	130	108	104	86
Atteintes aux biens	**10 254**	**9 742**	**8 609**	**9 276**	**9 340**
Vols qualifiés	4 107	4 198	3 765	3 894	3 481
Autres vols	4 675	4 040	3 470	3 737	3 850
Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	1 472	1 504	1 374	1 645	2 009
Atteintes à la santé publique	**5 412**	**4 910**	**4 373**	**3 936**	**4 127**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	5 412	4 910	4 373	3 936	4 127
Autres infractions	**3 485**	**4 082**	**3 278**	**2 996**	**2 847**
Peine prononcée :					
Réclusion criminelle	**7 442**	**7 960**	**8 247**	**8 078**	**8 148**
5 ans à moins de 10 ans	1 020	830	470	412	317
10 ans à moins de 20 ans	5 314	5 878	6 271	6 104	6 166
20 ans à 30 ans	542	657	915	984	1 111
Perpétuité	566	595	591	578	554
Emprisonnement	**24 819**	**25 166**	**23 384**	**24 366**	**26 381**
Moins de 6 mois	3 350	3 564	3 465	4 202	4 223
6 mois à moins d'1 an	4 319	4 801	4 274	5 099	5 652
1 an à moins de 3 ans	6 902	6 766	6 128	6 599	7 936
3 ans à moins de 5 ans	4 330	4 139	3 562	3 300	3 468
5 ans et plus	5 918	5 896	5 955	5 166	5 102
Contrainte par corps	**248**	**215**	**99**	**26**	**26**
LE MILIEU OUVERT					
La population prise en charge par les SPIP (1)					
Population au 31 décembre	131 367	135 020	141 697	140 622	...
Les mesures prises en charge par les SPIP					
Nombre de mesures en cours au 31 décembre	143 746	149 588	157 201	156 398	...
dont : Sursis avec mise à l'épreuve	109 349	113 499	119 764	119 753	...
Libérations conditionnelles accordées par le Garde des Sceaux ou les JRLC (2)	553	477	470	382	...
Libérations conditionnelles accordées par le juge de l'application des peines	4 132	4 375	4 543	5 522	...
Travail d'intérêt général	23 952	24 962	25 411	23 488	...
Contrôle judiciaire	2 963	3 161	3 663	3 942	...
Article L51 du code du service national	565	486	631	595	...

(1) SPIP = Services pénitentiaires d'insertion et de probation depuis 1999. Avant CPAL : Comités de probation et d'assistance aux libérés.
(2) JRLC = Juridictions régionales de libération conditionnelle.

Chapitre E.01

Communication

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Chiffres clés par type de presse.

2 La presse éditeur par type de presse et périodicité en 2001.

3 Presse quotidienne : diffusion et chiffre d'affaires en 2001.

4 Nombre de téléviseurs recensés et redevances perçues.

5 Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances).

6 Films d'initiative française.

7 Production audiovisuelle aidée.

8 Dépenses publicitaires des annonceurs.

9 Types de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair.

10 Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision.

11 Coût des programmes produits par les chaînes de télévision - D'après les œuvres financées par le CNC.

1

○ Présentation

Presse : Les éditeurs de presse écrite ont réalisé, en 2002, un chiffre d'affaires de 10,35 milliards d'euros pour leur seule activité de presse, en repli de 2 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse du chiffre d'affaires de la presse écrite provient d'une stagnation des ventes conjuguée à un recul des ressources publicitaires (- 4,6 %).

Les recettes provenant des ventes au numéro se sont repliées en 2002 (- 2,0 %) ; en revanche, les recettes d'abonnement poursuivent leur progression régulière observée depuis plus de dix ans, même en tenant compte de l'évolution des prix.

La presse qui capte la moitié des recettes publicitaires des grands médias (télévision, cinéma, radio, affichage et presse) a été davantage affectée par le recul de ce marché que l'ensemble des médias.

Télévision : Le paysage audiovisuel français comprend maintenant, outre les huit chaînes généralistes du réseau hertzien, près de deux cents chaînes thématiques ou locales et des services offerts par les opérateurs de bouquets du câble ou du satellite.

Les chaînes généralistes, qui, en 2002, ont concentré 90,5 % de l'audience, restent encore très majoritaires avec un chiffre d'affaires de 6 milliards d'euros.

La production de programmes pour la télévision progresse en 2002 (+ 10,5 %) pour la cinquième année consécutive. Cette croissance provient de l'essor des documentaires, des magazines et des programmes consacrés au spectacle vivant, principalement des concerts de musique classique et de variétés.

2

○ Méthodologie

La presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par la Direction du développement des médias auprès de la presse périodique éditée en France (métropole et DOM - TOM).

Le champ de cette enquête, qui permet de déterminer, par catégorie de presse, le tirage, la répartition de la diffusion, le chiffre d'affaires et la consommation de papier, est limité aux titres de la presse éditeur [1].

Appartiennent à l'ensemble « presse éditeur » les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à plusieurs des critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels ou parution périodique. Ces publications sont classées suivant cinq catégories : « presse nationale d'information générale et politique », « presse locale d'information générale et politique », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle », « presse gratuite d'annonces ».

L'audiovisuel

Les informations concernant l'audience sont établies par la société Médiamétrie selon des méthodologies différentes :

– pour la radio, elles résultent d'interviews dans le cadre de quatre enquêtes annuelles, auprès de personnes âgées de 13 ans et plus. À partir de 1999, les interviewés sont interrogés sur leur comportement des dernières 24 heures et non plus sur celui de la veille ; les audiences ne sont plus directement comparables avec celles des années précédentes.

– pour la télévision, elles sont fournies quotidiennement à l'aide d'un système audimétrique donnant une mesure quantitative de l'écoute des individus constituant un panel de 2 750 foyers, soit plus de 6 600 personnes âgées de quatre ans et plus.

[1] Les autres titres et publications constituant l'ensemble « presse de groupement » (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc...), ne sont plus enquêtés depuis 1980.

3

○ Définitions

Agrément d'investissement (d'après les devis fournis au CNC)

Toute production de film doit obtenir l'agrément d'investissement pour bénéficier du soutien à l'industrie cinématographique (décrets de 1959). La procédure d'agrément s'applique en deux temps : un agrément d'investissement accordé avant le début des prises de vue, un agrément complémentaire accordé éventuellement après l'achèvement du film. Les décisions sont prises après avis d'une commission spécialisée : la commission d'agrément du CNC (Centre national de la Cinématographie). Le producteur d'un film ayant obtenu l'agrément du CNC est susceptible de bénéficier d'un soutien automatique ou sélectif.

Les films agréés sont les films qui ont obtenu l'agrément d'investissement. Ces films sont, soit des films français, soit des coproductions françaises (majoritaires ou minoritaires).

L'agrément d'investissement implique la fourniture par le producteur du film, de son devis détaillé et de son plan de financement au CNC. L'apport personnel du producteur doit se monter au moins à 15 % du devis total.

Films d'initiative française

Il s'agit des films 100 % français et des coproductions majoritairement françaises.

Parrainage

On appelle parrainage la contribution d'une entreprise n'exerçant pas d'activité de radiodiffusion télévisuelle ou de production d'œuvres audiovisuelles, au financement de programmes télévisés, dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations.

Presse gratuite d'annonces

Publications distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est essentiellement constitué de petites annonces et de publicité.

Presse locale d'information générale et politique

Publications comportant des pages d'information traitant prioritairement de l'actualité dans un cadre local, départemental ou régional. La zone de diffusion est directement liée à leur contenu. Cette catégorie comprend les quotidiens régionaux et départementaux, les hebdomadaires départementaux et locaux, les magazines régionaux et enfin les journaux d'annonces judiciaires et légales.

Presse nationale d'information générale et politique

Publications apportant de façon permanente des informations et des commentaires sur l'actualité politique et nationale. Cette catégorie comprend les quotidiens nationaux, les grands hebdomadaires et les magazines d'information.

Presse spécialisée « grand public »

Publications traitant d'un thème principal plus ou moins spécialisé, le cyclisme ou le sport en général, la mode, la photographie... et dont le contenu est accessible à tous publics.

Presse spécialisée technique et professionnelle

Publications dont le contenu est consacré à un thème principal et dont la teneur des articles est trop technique pour susciter l'intérêt au-delà des professions correspondant aux sujets traités. Ces titres sont en grande partie vendus sur abonnement.

Publicité

On appelle publicité toute forme de message contre rémunération ou autre contrepartie par une entreprise dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale dans le but de promouvoir la vente de produits ou de services présentés par le nom de leur marque ou sous leur appellation générique.

4 Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction du développement des médias, département des statistiques, des études et de la documentation sur les médias (Premier Ministre).

Organismes :

– Ministère de la Culture et de la Communication, Direction du développement des médias : département des statistiques des études et de la documentation sur les médias ;
– Centre national de la cinématographie (CNC) ;
– Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ;
– Institut d'études et de recherches publicitaires (IREP) ;
– TNS/Secodip ;
– Institut national de l'audiovisuel (INA) ;
– Service de la Redevance de l'Audiovisuel ;
– Médiamétrie ;
– INSEE.

Sites Internet :

– www.culture.gouv.fr
– www.csa.fr
– www.ina.fr
– www.insee.fr

Publications :

Ministère de la culture et de la communication, Premier Ministre, direction du développement des médias

INFO-MEDIAS :
– « Enquête presse 2002, résultats provisoires », n° 8, juillet 2003 ;
– « Le secteur de la publicité en 2000 », n° 7, avril 2003 ;
– *Tableaux statistiques de la Presse*. Édition 2003. Données détaillées 2003. Rétrospective 1985 - 2001, La Documentation française.
– *Indicateurs statistiques de l'Audiovisuel* (Cinéma, Télévision, Vidéo), édition 2001, Direction du développement des médias, CNC, CSA. La Documentation française.
– *Indicateurs statistiques de la Radio* (Radiodiffusion, phonogrammes), édition 1999, SJTI. La Documentation française.
– *Indicateurs statistiques de la Publicité*, édition 2000, SJTI. La Documentation française.

INSEE

« L'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication sur l'économie française : un bouclage macroéconomique », C. Audenis, J. Deroyon, N. Fourcade, Direction des études et synthèses économiques, *Document de travail,* 2002.

INSEE-Première :
– « 40 ans de cinéma : âge d'or, crise et renouveau », n° 841, avril 2002 ;
– « Le lectorat de la presse d'information générale », n° 753, décembre 2000.

Économie et Statistique :
– « Les technologies de l'information et de la communication en France : diffusion et contribution à la croissance », n^{os} 339 – 340, mai 2001.

Autres
– CNC info, (mensuel) Centre national de la cinématographie.
– « Chiffres clés 2002 : statistiques de la culture », J. Cardona, C. Lacroix, ministère de la Culture et de la Communication, département des études et de la prospective, 2003.
– « Santé et nouvelles technologies de l'information », rapport présenté par J. Gros, *Avis et rapports du Conseil économique et social*, n° 5, avril 2002.
– « Statistiques sur les cinémas », Statistiques en bref, Eurostat, thème 4, n° 2/2001.
– « La culture cinématographique des français », développement culturel, n° 135, septembre 2000.

5 Tableaux

Des tableaux « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU E.01-1

Chiffres clés par type de presse

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

	1990	%	1995	%	*r* 2000	%	*r* 2001	%	*p* 2002	%
										Évolution annuelle en %
Presse nationale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	807,30	3,5	950,11	4,1	885,47	– 0,6	899,25	1,6	908,35	1,0
Publicité	871,40	7,1	618,98	1,6	899,32	14,8	733,67	– 18,4	661,79	– 9,8
Total	**1 678,70**	**5,4**	**1 569,10**	**3,1**	**1 784,80**	**6,6**	**1 632,92**	**– 8,5**	**1 570,14**	**– 3,8**
Tirage total annuel (2)	1,09	– 0,6	1,07	– 1,4	0,94	– 4,6	0,94	0,4	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	0,81	– 1,3	0,81	1,9	0,71	– 3,4	0,71	0,2	...	///
Consommation de papier (3)	294,20	0,6	216,50	– 4,8	232,84	5,5	225,70	– 3,1	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	475,37	– 1,8	438,06	12,1	371,34	0,2	380,47	2,5	...	///
Presse locale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	1 260,48	2,1	1 438,27	3,4	1 656,74	0,9	1 634,30	– 1,3	1 636,24	0,1
Publicité	1 053,15	4,7	987,55	6,5	1 300,83	5,9	1 293,14	– 0,6	1 289,45	– 0,3
Total	**2 313,63**	**3,2**	**2 425,81**	**4,7**	**2 957,57**	**3,1**	**2 927,44**	**– 1,0**	**2 925,70**	**– 0,1**
Tirage total annuel (2)	2,58	– 0,9	2,49	– 0,6	2,56	0,3	2,48	– 3,1	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	2,31	– 0,6	2,21	– 0,9	2,26	0,1	2,19	– 3,1	...	///
Consommation de papier (3)	396,50	0,4	366,80	– 1,3	469,01	3,2	428,68	– 8,6	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	773,06	2,1	661,77	6,1	705,97	2,7	740,67	4,8	...	///
Presse spécialisée grand public										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	2 106,59	2,2	2 431,20	3,5	2 827,36	1,4	2 896,31	2,4	2 873,03	– 0,8
Publicité	952,82	7,5	921,33	7,9	1 315,84	10,5	1 311,34	– 0,3	1 260,12	– 3,9
Total	**3 059,41**	**3,7**	**3 352,53**	**4,6**	**4 143,20**	**4,1**	**4 207,64**	**1,6**	**4 133,15**	**– 1,8**
Tirage total annuel (2)	2,39	0,7	2,54	– 0,1	2,68	0,6	2,67	– 0,6	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	1,82	1,3	1,82	– 3,8	1,99	2,6	1,93	– 3,0	...	///
Consommation de papier (3)	492,90	1,0	519,00	3,6	613,66	3,0	607,75	– 1,0	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	939,02	0,5	926,86	5,4	1 014,96	3,5	1 094,84	7,9	...	///
Presse spécialisée technique et professionnelle										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	402,30	8,9	454,21	3,3	504,73	– 4,5	518,99	2,8	529,98	2,1
Publicité	680,31	8,3	521,26	3,2	621,41	4,0	624,72	0,5	531,86	– 14,9
Total	**1 082,61**	**8,5**	**975,47**	**3,2**	**1 126,14**	**0,1**	**1 143,71**	**1,6**	**1 061,84**	**– 7,2**
Tirage total annuel (2)	0,36	2,7	0,32	– 0,4	0,26	– 10,4	0,25	– 4,3	...	///
Diffusion totale annuelle (2)	0,33	1,0	0,29	– 0,8	0,24	– 9,6	0,23	– 6,3	...	///
Consommation de papier (3)	71,20	5,3	61,00	1,3	60,12	– 5,0	58,47	– 2,7	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	269,78	5,6	214,76	1,4	192,54	– 2,5	198,03	2,9	...	///
Presse gratuite d'annonces										
Chiffre d'affaires (1) :										
Total	**586,70**	**11,1**	**596,80**	**2,9**	**633,15**	**4,1**	**649,97**	**3,9**	**658,82**	**1,4**
Diffusion totale annuelle (2)	1,66	5,8	1,80	1,8	1,82	0,6	1,85	1,6	...	///
Consommation de papier (3)	141,70	0,2	144,20	5,0	165,26	2,1	165,30	–	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	213,90	12,9	188,14	2,5	221,73	3,1	254,67	14,9	...	///
Ensemble presse éditeur										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	4 576,68	3,0	5 358,27	3,6	5 874,31	0,4	5 948,85	1,3	5 947,61	–
Publicité	4 144,37	7,3	3 645,92	4,9	4 770,55	7,4	4 612,83	– 3,3	4 402,05	– 4,6
Total	**8 721,05**	**5,0**	**9 004,18**	**4,1**	**10 644,86**	**3,4**	**10 561,68**	**– 0,8**	**10 349,55**	**– 2,0**
Tirage total annuel (2) :										
Hors gratuits d'annonces	6,42	– 0,1	6,41	– 0,4	6,45	– 0,8	6,35	– 1,6	...	///
Total	**8,08**	**1,1**	**8,21**	**0,1**	**8,27**	**– 0,5**	**8,20**	**– 0,8**	**...**	**///**
Diffusion totale annuelle (2) :										
Hors gratuits d'annonces	5,27	0,1	5,22	0,1	5,20	–	5,06	– 2,7	...	///
Total	**6,93**	**1,4**	**7,02**	**0,6**	**7,02**	**0,2**	**6,91**	**– 1,6**	**...**	**///**
Consommation de papier (3)	1 396,50	0,9	1 307,50	0,8	1 540,88	3,0	1 485,89	– 3,6	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	2 671,13	2,0	2 429,58	6,2	2 506,55	2,3	2 668,68	6,5	...	///

(1) En millions d'euros.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2

La presse éditeur par type de presse et périodicité en 2001

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

Unités : Chiffre d'affaires : Millier d'euros
Diffusion : Millier d'exemplaires

	Nombre de titres	*Dont* quotidiens	*Dont* hebdomadaires	*Dont* mensuels	Diffusion totale annuelle	**Chiffre d'affaires Total**
Presse nationale d'information générale et politique	**77**	**10**	**26**	**21**	**712 043**	**1 632 922**
Information générale et politique	25	10	4	3	511 949	**1 063 700**
Presse d'opinion	39	–	13	15	36 878	**59 717**
Magazine	13	–	9	3	163 215	**509 505**
Presse locale d'information générale et politique	**445**	**65**	**325**	**28**	**2 190 690**	**2 927 440**
Information générale et politique	342	65	260	12	2 161 528	**2 843 836**
Magazine	41	–	3	16	4 213	**15 668**
Annonces judiciaires et légales	62	–	62	–	24 948	**67 936**
Presse spécialisée grand public	**1 595**	**14**	**90**	**641**	**1 932 068**	**4 207 643**
Journaux d'annonces	47	–	8	23	16 830	**130 662**
Presse culturelle	77	–	–	32	22 042	**70 823**
Maison et décoration	64	–	1	14	45 445	**220 392**
Économie	23	–	8	11	53 022	**197 755**
Presse féminine	111	–	7	44	249 617	**688 912**
Presse des jeunes	161	4	6	87	124 618	**264 106**
Loisirs	741	–	11	269	189 072	**756 426**
Sport	172	7	23	85	280 921	**471 318**
Science et technique	16	–	–	13	14 027	**54 550**
Télévision-Spectacle	26	–	18	7	631 055	**714 652**
Sensation-Évasion	80	3	6	26	208 055	**332 868**
Famille-Société	77	–	2	30	97 362	**305 180**
Presse spécialisée technique et professionnelle	**1 504**	**5**	**152**	**651**	**226 012**	**1 143 711**
Presse agricole	162	–	74	64	46 818	**120 276**
Bâtiment-travaux publics	58	–	4	32	9 645	**87 486**
Commerce	69	–	3	48	7 827	**51 455**
Presse médicale	390	1	14	130	41 993	**170 606**
Biens d'équipements	32	–	4	15	4 209	**25 289**
Finances-activité boursière	19	1	2	7	2 631	**16 310**
Agro-alimentaire	40	1	4	17	4 039	**20 927**
Biens intermédiaires	31	–	1	20	820	**12 961**
Locations-Crédit-bail-Immobilier	18	–	1	13	1 879	**9 716**
Services marchands	409	1	31	200	87 556	**493 626**
Services non marchands	178	–	3	58	8 061	**63 167**
Production-Distribution d'énergie	12	–	–	5	180	**2 266**
Assurance	11	–	1	6	1 240	**10 738**
Transport et Télécommunications	29	1	4	14	4 486	**27 382**
Biens de consommation	46	–	6	22	4 628	**31 508**
Journaux gratuits d'annonces	**448**	**–**	**413**	**32**	**1 851 854**	**649 970**
Total	**4 069**	**94**	**1 006**	**1 373**	**6 912 665**	**10 561 686**

TABLEAU E.01-3

Presse quotidienne : diffusion et chiffre d'affaires en 2001

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

Unités : Recettes et chiffre d'affaires : Millier d'euros
Diffusion : Millier d'exemplaires

	Diffusion totale annuelle	Répartition de la diffusion en %					Recettes ventes	Recettes publicité	**Chiffre d'affaires total**
		Vente au numéro	Vente par abonnements	Services gratuits	**Diffusion totale**	Invendus			
Presse nationale d'information générale et politique	**483 540**	47,8	23,2	3,0	**74,0**	26,0	488 306	522 303	**1 010 609**
Presse locale d'information générale et politique.	**2 035 275**	55,0	30,6	2,8	**88,4**	11,6	1 518 459	1 091 455	**2 609 914**
Presse spécialisée grand public	**269 040**	57,0	10,2	0,4	**67,6**	32,4	175 768	37 431	**213 199**
Presse spécialisée, technique et professionnelle.	**25 001**	0,1	66,5	28,1	**94,6**	5,4	19 905	29 030	**48 935**
Total	**2 812 856**	**53,4**	**27,1**	**2,7**	**83,2**	**16,8**	**2 202 438**	**1 680 219**	**3 882 657**

TABLEAU E.01-4

Nombre de téléviseurs recensés et redevances (1) perçues

Source : Service de la Redevance de l'Audiovisuel

	1981	1989	1994	1998	1999	2000	2001
Nombre de comptes [en milliers] au 31 décembre :							
Télévision noir et blanc	7 682	2 377	860	404	360	315	289
Télévision couleur	8 815	16 695	19 233	20 754	21 279	21 737	22 226
Montant annuel de la redevance audiovisuelle [en euros] au 1er janvier :							
Télévision noir et blanc	36,28	52,29	61,74	71,80	72,41	73,02	73,02
Télévision couleur	54,58	81,26	96,20	112,05	113,42	114,49	114,49

(1) La redevance est une taxe parafiscale payable par tout détenteur d'un appareil récepteur de télévision. Son montant est fixé annuellement par les pouvoirs publics qui définissent les prévisions d'encaissements dans le projet de loi de finances. La redevance est payée par foyer, indépendamment du nombre de postes qu'il possède (il y a un compte par foyer). Le produit net de la redevance est réparti entre les différents organismes publics de l'audiovisuel : France Télévision, ARTE-France, Radio-France, RFO, RFI, INA (déduction faite des frais de fonctionnement du Service de la Redevance et de la TVA au taux réduit de 2,1 %).

TABLEAU E.01-5

Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances) (1)

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias

Unité : Million d'euros

	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Ressources publiques (2)	1 885	1 897	1 956	2 184	2 408	2 489	2 538
Ressources propres	637	848	871	777	733	753	764
dont : Ressources publicitaires	510	715	731	647	602	633	639
Budget global	**2 522**	**2 745**	**2 826**	**2 961**	**3 141**	**3 242**	**3 304 (3)**

(1) Recettes des organismes suivants : INA, France Télévision (France 2, France 3 et France 5), ARTE-France, RFO, Radio France et RFI.
(2) Les ressources publiques comprennent le produit de la redevance et la contribution du budget de l'État au remboursement des exonérations et la contribution du ministère des Affaires étrangères au financement de RFI.
(3) Y compris prélèvement sur le fonds de roulement d'Arte France pour 1,3 M€, pour la première fois en 2003.

TABLEAU E.01-6

Films d'initiative française (1)

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC)

Unité : Million d'euros

	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Production de films	**346,2**	**354,1**	**415,0**	**385,0**	**597,1**	**645,5**	**585,7**	**678,3**	**749,1**	**724,2**
Apport des diffuseurs, en % (2)	20	34	37	42	36	39	40	40	36	34
Nombre de films selon le coût :										
Plus de 10 millions d'euros	4	8	7	6	9	9	10	14	20	14
De 5 à 10 millions d'euros	16	12	26	20	24	26	23	26	29	43
De 2 à 5 millions d'euros	45	38	34	39	49	68	70	62	49	44
Moins de 2 millions d'euros	41	31	30	39	43	45	47	43	74	62
Total	**106**	**89**	**97**	**104**	**125**	**148**	**150**	**145**	**172**	**163**

(1) D'après les devis fournis au CNC.
(2) Diffuseurs : chaînes de télévisions des secteurs public et privé.

TABLEAU E.01-7

Production audiovisuelle aidée (1)

Source : Centre national de la Cinématographie (CNC)

Unités : Production : Million d'euros
Programmes : Heures

	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Production audiovisuelle aidée	**663,9**	**692,6**	**797,6**	**878,2**	**824,4**	**1 028,7** *r*	**1 017,6** *r*	**1 161,0** *r*	**1 211,8** *r*	**1 284,4**
Apport des diffuseurs, en %	36,1	39,9	50,7	48,8	48,5	46,4 *r*	49,8 *r*	47,2 *r*	47,8 *r*	51,1
Nombre d'heures de programmes produits par genre :										
Fiction	912	576	899	1 028	631	679	684	708	717	712
Animation	151	234	114	295	262	375	294	234 *r*	327	261
Documentaire	280	406	939	1 195	1 154	1 464	1 880	2 262	2 639	2 748
Magazine	74	41	170	101	70	174	383	433	282	544
Spectacle vivant	13	13	30	27	27	84	165	208	250	393
Total	**1 430**	**1 270**	**2 152**	**2 646**	**2 144**	**2 776**	**3 406**	**3 845** *r*	**4 215**	**4 658**

(1) Il s'agit de la production de programmes audiovisuels (d'après les devis fournis au CNC) financée en partie avec l'aide des subventions attribuées par le CNC.

TABLEAU E.01-8

Dépenses publicitaires des annonceurs

Source : Premier Ministre, Direction du développement des médias
Compte économique de la publicité et de la communication externe d'entreprise

Unités : Million d'euros
Indice : base 100 en 1995

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Télévision	2 693	2 939	3 091	3 354	3 815	3 590	3 658
Cinéma	65	77	84	109	129	114	118
Presse (1)	4 323	4 568	4 822	5 300	5 710	5 493	5 278
Radio	637	618	651	729	809	740	807
Publicité extérieure (2)	1 190	1 283	1 353	1 437	1 560	1 499	1 440
Total médias	**8 909**	**9 485**	**10 001**	**10 930**	**12 022**	**11 436**	**11 301**
Indice	100,0	106,5	112,3	122,7	134,9	128,3	126,9
***dont* : Audiovisuel**	**2 758**	**3 016**	**3 175**	**3 463**	**3 944**	**3 704**	**3 776**
Indice	100,0	109,3	115,1	125,6	143,0	134,2	136,9

(1) Y compris les petites annonces.
(2) Affichage sous toutes ses formes (affichage sur panneaux mais aussi mobilier urbain, transport et publicité lumineuse).

TABLEAU E.01-9

Types de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair (1)

Source : Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA)

	1990	1995	1998	1999	2000	2001
Volume horaire (en heures)	**38 288**	**40 478**	**40 817**	**41 927**	**42 266**	**41 946**
Répartition (en %) :						
Information	13,7	12,0	11,0	10,6	10,7	11,3
Documentaire	13,1	23,0	23,2	25,6	26,7	26,8
Fiction	44,8	34,0	35,0	34,7	33,6	33,0
Musique et divertissement	16,1	17,2	15,2	14,0	14,0	15,0
Sport	4,0	3,0	3,7	2,8	3,4	2,8
Autres émissions (2)	5,5	7,6	8,6	9,0	8,4	7,9
Autres éléments (3)	2,8	3,3	3,3	3,3	3,2	3,2

(1) Sont comptabilisés les programmes de TF1, France 2, France 3, La Cinq et M6 en 1990, ceux d'Arte en 1993, et ceux de la Cinquième en 1995 (disparition de La Cinq depuis 1992). Puis sont intégrés à partir de leur apparition, en 1993 les programmes d'Arte et en 1995, ceux de La Cinquième. Pour France 3, il s'agit du programme national, ce qui exclut les décrochages régionaux.
(2) Publicité, téléachat, loto, etc.
(3) Bandes annonces, indicatifs, etc.

TABLEAU E.01-10

Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision

Source : Médiamétrie

	Part d'audience en %					Durée d'écoute quotidienne par individu en minutes				
	1995	■ 1999	2000	2001	2002	1995	■ 1999	2000	2001	2002
RADIODIFFUSION (1)	///	///	///	///	///	**151**	**161**	**158**	**159**	**158**
Stations de Radio-France et Radio France international	22,7	21,4	22,5	22,7	23,0	36	34	35	36	36
dont : France-Inter	10,6	9,6	9,8	9,6	10,1	16	14	15	15	16
France-Info	5,3	4,5	4,9	4,4	4,5	8	7	9	7	7
Stations généralistes privées	///	27,1	27,3	24,7	23,8	///	45	42	40	38
dont : Europe 1	7,7	7,3	8,5	9,1	7,9	11	12	13	14	12
RTL	19,2	17,7	15,9	13,2	13,0	29	29	24	21	21
RMC INFO	3,1	2,0	1,8	1,3	2,1	5	3	2	2	3
Radios musicales nationales privées	28,9	34,9	. . .	38,4	38,2	44	56	. . .	61	60
dont : Europe 2	4,0	3,7	3,0	3,1	4,1	6	6	5	5	6
Fun Radio	5,9	3,5	3,5	5,0	4,1	8	6	5	8	6
Nostalgie	4,2	5,9	6,8	6,8	6,1	6	9	10	11	10
NRJ	6,9	7,5	7,0	7,5	7,2	10	12	11	12	11
Sky Rock	2,4	3,7	3,9	4,2	4,2	4	6	6	7	7
TÉLÉVISION (2)	///	///	///	///	///	**180**	**189**	**193**	**197** *r*	**200**
TF1	37,3	35,1	33,4	32,7	32,7	67	66	65	64 *r*	65
France 2	23,8	22,3	22,1	21,1	20,8	43	42	43	42	42
France 3	17,6	16,3	16,7	17,1	16,4	32	31	32	34	33
Canal +	4,4	4,5	4,0	3,6	3,5	8	9	8	7	7
Arte + France 5	2,5	3,6	3,5	3,4 *r*	4,0	5	7	7	7	8
M 6	11,5	13,6	12,7	13,5	13,2	21	26	25	27	26
Autres stations	2,9	4,5	7,6	8,5	9,5	5	8	15	17	19

(1) Du lundi au vendredi pour la radio, cible : 13 ans et plus. En janvier 1999, la méthodologie d'enquête a été modifiée ; les résultats avec les années précédentes ne sont pas comparables.
(2) Du lundi au dimanche pour la télévision, cible : 4 ans et plus.

TABLEAU E.01-11

Coût des programmes produits par les chaînes de télévision - D'après les œuvres financées par le CNC

Source : Centre National de la Cinématographie (CNC) — *Unité* : Million d'euros

	1990	1995	1997	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	2002
Données par genre :								
Fiction	190,4	228,4	277,8	317,7	334,0	350,3	377,9	421,9
Documentaire	23,5	54,8	76,3	101,0	114,0	143,5	138,5	162,4
Animation	16,2	11,8	31,8	43,7	39,0	36,4	41,2	31,0
Magazine	4,7	4,2	7,0	8,9	11,2	11,3	8,0	23,8
Spectacle	1,2	2,6	3,0	5,7	8,9	12,3	13,7	17,7
TOTAL	**235,9**	**301,9**	**395,9**	**477,0**	**507,1**	**553,9**	**579,3**	**656,8**
Accroissement annuel en %	**14,7**	**6,7**	**– 7,0**	**20,5**	**6,3**	**9,2**	**4,6**	**13,4**
Données par chaîne :								
Chaînes publiques :	**131,3**	**145,7**	**214,3**	**257,2**	**277,6**	**259,7**	**296,0**	**333,3**
France 2	64,7	56,7	92,7	110,4	124,5	110,9	130,9	147,5
France 3	44,7	55,5	74,8	99,9	98,9	84,3	98,8	107,8
Arte (1)	21,9	22,3	31,3	28,7	37,0	39,9	42,3	49,2
La Cinquième	•	11,1	15,5	18,3	17,2	24,6	24,0	28,8
Chaînes privées :	**87,5**	**156,2**	**181,6**	**219,9**	**229,5**	**294,1**	**283,3**	**323,5**
TF1	66,7	109,4	123,5	147,1	142,3	180,1	169,3	211,7
M6	3,1	21,6	19,0	24,4	27,6	40,0	55,4	45,2
Canal Plus	16,6	19,6	24,9	29,7	30,7	32,0	18,0	8,7
Chaînes de complément	1,1	5,7	14,3	18,6	29,0	42,1	40,6	57,8
TOTAL	**218,8**	**301,9**	**395,9**	**477,0**	**507,1**	**553,9**	**579,3**	**656,8**
Total (hors Canal + et chaînes de complément)	**201,1**	**276,6**	**356,7**	**428,8**	**447,4**	**479,8**	**520,7**	**590,3**

(1) Arte est soumise à l'obligation de diffusion d'une part majoritaire d'œuvres télévisuelles et cinématographiques d'origine européenne.

Chapitre E.02

Culture

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Protection des monuments historiques.
2 Entrées dans les monuments et musées nationaux.
3 Opérations de fouilles terrestres autorisées.
4 Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires.
5 Production de livres par catégorie et chiffres d'affaires de la vente de livres.
6 Bibliothèques municipales.
7 Ventes de phonogrammes.
8 Ventes de vidéos par les éditeurs.
9 Activités cinématographiques.
10 Panorama du cinéma mondial en 2001.
11 Activités de spectacles.
12 Fréquentation des lieux culturels.
13 Professions culturelles d'après le recensement.

1
❍ Présentation

L'augmentation des recettes de cinéma (+ 14 % en 2001), se stabilise en 2002 (+ 0,9 %). La fréquentation des salles atteint cette année 184,5 millions d'entrées, soit une légère baisse de 1,4 % par rapport à 2001, année particulièrement exceptionnelle (187 millions d'entrées). Le maintien d'un nombre d'entrées élevé s'inscrit dans un contexte de progression continue amorcée en 1995, notamment grâce au développement des multiplexes.
En 2002, avec plus de 63 millions d'entrées, la part de marché des films français est estimée à 34,2 %, contre 41,5 % en 2001 mais la France est le pays européen où la part des films nationaux est la plus élevée.
Le nombre d'entrées dans les musées nationaux et les monuments nationaux (22 millions d'entrées), avec une croissance de 9,5 % par rapport à 2001, retrouve un niveau comparable à celui observé en 2000. Il avait subi une diminution importante en 2001, liée aux attentats du 11 septembre aux États-Unis et à la désaffection des touristes étrangers.
Par ailleurs l'année 2002 est marquée par la forte hausse du secteur de la vidéo avec plus de 30 % d'augmentation des ventes de vidéogrammes, la vente de DVD ayant quasiment doublé entre 2001 et 2002.

2
❍ Méthodologie

Cinéma

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Communication : le Centre national de la cinématographie (CNC), créé en 1946.
Ce centre joue un rôle primordial dans le domaine de la réglementation puisqu'il est chargé d'étudier et de rédiger les textes juridiques relatifs à ce secteur. Il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions : producteurs, distributeurs, exploitants ; les cartes d'identité professionnelles obligatoires pour certains techniciens de la production cinématographique et l'agrément pour les films ; il réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition de la recette entre les ayants droit.

Commerce extérieur des biens culturels

Les statistiques du commerce extérieur de la France établies par les Douanes donnent une mesure des échanges des biens culturels. Mais d'autres éléments comme les échanges de droits littéraires ou musicaux ou l'internationalisation de la production phonographique sont à prendre en compte pour étudier ce type d'échanges.
Voir tableau O.01 plus6 sur cédérom dans le chapitre « Commerce extérieur ».

Livre

La Bibliothèque nationale enregistre au titre du dépôt légal les ouvrages (livres et brochures) publiés en France, aussi bien par le secteur privé que par les administrations et fournit ainsi une indication sur la production éditoriale.
L'enquête annuelle sur l'activité des éditeurs de livres s'inscrit dans le cadre des statistiques industrielles obligatoires. Elle est réalisée par le syndicat national de l'édition (SNE) auprès de l'ensemble des maisons d'édition dès lors qu'elles mettent en vente publique des ouvrages qu'elles éditent. C'est une enquête de branche qui ne prend en compte que l'activité d'édition des maisons.
Pour les maisons d'édition assurant elles-mêmes leur diffusion, cette activité n'est pas prise en compte. Cependant, le chiffre d'affaires issu de cette enquête n'est pas totalement homogène ; comptabilisé en général en « prix de cession », il peut inclure pour la vente par correspondance et les ventes directes, des prix publics.
À côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font occasionnellement acte d'édition, ne réalisant qu'un chiffre d'affaires très faible.

Monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques.
Le Centre des monuments nationaux, établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, perçoit le droit d'entrée d'une centaine de monuments appartenant à l'État ou lui appartenant.

Musées

L'appellation « **Musées de France** » est attribuée en application de l'article 18 de la loi du 4 janvier 2002. Ceux-ci comprennent les musées nationaux, les musées de l'État dont le statut est fixé par décret et les musées précédemment contrôlés par le ministre chargé de la Culture ou le ministre chargé de la Recherche sous réserve des dispositions prévues par la loi. En octobre 2003, 1 171 musées relèvent de cette appellation dont les 33 musées nationaux dont la fréquentation est connue sur le long terme.
Par ailleurs d'autres établissements peuvent porter le nom de musée mais leur nombre n'est pas connu précisément.

Phonogrammes vidéogrammes

Comme pour les imprimés, la Bibliothèque nationale est responsable du dépôt légal des phonogrammes et vidéogrammes et reçoit à ce titre la production éditoriale.
Le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) fournit, à partir d'une enquête auprès des distributeurs, des données sur les ventes de phonogrammes au réseau commercial français.
Le Syndicat de l'édition vidéo réalise également une enquête au niveau de l'édition et de la distribution de vidéogrammes destinés à la location et à la vente.

Pratiques culturelles des Français

L'enquête « Pratiques culturelles des Français », réalisée en 1997 par le département des études et de la prospective du ministère de la Culture et de la Communication, fait suite à celles qu'il a déjà faites en 1973, 1981 et 1989. L'échantillon de 1997, représentatif des Français âgés de 15 ans et plus, porte sur 3 000 personnes.
Le tableau : Fréquentation des lieux culturels est extrait de ces enquêtes. Des modifications ayant été apportées au questionnaire de 1997, certains résultats ne peuvent être comparés sans précaution avec ceux des enquêtes précédentes.
Comme pour de nombreux sondages, l'ensemble des résultats concerne des déclarations de pratiques et non des pratiques effectives. Celles-ci peuvent ainsi être soit minorées, soit majorées du fait des difficultés de mémorisation, de comptage de ses propres pratiques, d'auto valorisation...

Théâtre et spectacles

De nombreuses troupes théâtrales existent ; elles peuvent donner des représentations dans une salle qui leur est propre, dans d'autres salles de spectacle ou dans des lieux non spécifiques de l'activité théâtrale.
L'Inventaire communal 1998 (INSEE) recense 3 625 communes équipées d'une salle de spectacle [1].
Seule la fréquentation de certains types d'établissement est connue de manière continue : il s'agit des cinq théâtres nationaux, établissements publics placés sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, des centres dramatiques nationaux (CDN), compagnies dramatiques liées au ministère de la Culture et de la Communication par un contrat de décentralisation et des scènes nationales (historiquement appelées, maison de la culture, centre d'action culturelle ou centre de développement culturel). En 2002, il existe 43 centres dramatiques nationaux et 70 scènes nationales.
Par ailleurs, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) fournit la fréquentation des théâtres de Paris pour les

[1] Ce résultat concerne la France entière à l'exception de la Lorraine où la question n'a pas été posée.

représentations théâtrales, lyriques et graphiques donnant lieu à perception de droits d'auteur (répertoire protégé).

3 ○ Définitions

Archéologie

Pour les fouilles terrestres, le ministère de la Culture et de la Communication délivre les autorisations de fouilles. On distingue l'archéologie programmée qui s'inscrit dans le cadre de la recherche scientifique et l'archéologie préventive qui est déclenchée à l'occasion de chantiers extérieurs à l'archéologie (travaux d'aménagement et d'urbanisation).

Patrimoine protégé

Les dispositions régissant la protection des monuments historiques classés, c'est-à-dire des « immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public » ont été définies par une loi du 31 décembre 1913.
Dès 1913, est également prévu un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles qui « sans demander de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable la préservation ».
L'ensemble des monuments protégés est recensé dans la base documentaire « Mérimée ».
Par la suite, le champ de la protection a été étendu aux meubles ou objets mobiliers ainsi qu'aux abords de monuments.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Culture et de la Communication, département des Études et de la Prospective.

Organismes :

- Bibliothèque nationale de France ;
- Centre des monuments nationaux ;
- Centre national de la cinématographie ;
- Ministère de la Culture et de la Communication ;
- Syndicat national de l'édition ;
- Syndicat national de l'édition phonographique ;
- Syndicat de l'édition vidéo.

Sites Internet :

- www.culture.gouv.fr/dep
- www.datar.gouv.fr
- www.cnc.fr
- www.sne.fr
- www.disqueenfrance.com
- www.sev-video.org
- www.insee.fr

Publications :

Ministère de la Culture et de la Communication, département des Études et de la Prospective

– « *Chiffres clés 2002-2003, statistiques de la Culture* », Janine Cardona et Chantal Lacroix, La Documentation française, 2003.
– « La création de jeux vidéo en France en 2001 », bulletin du Département des études et de la prospective, n° 139, juillet 2002.
– « L'emploi dans le secteur de la culture en 2001 », d'après l'enquête emploi de l'INSEE - Série « Données de cadrage », n° 28, juillet 2002.
– « Les pratiques culturelles des français, enquête 1997 », Olivier Donnat, La Documentation Française, 1998.
– « Atlas des activités culturelles », La Documentation française, 1998.

INSEE

– France Portrait social, édition 2003-2004.
INSEE-Première :
– « Les pratiques culturelles : le rôle des habitudes prises dans l'enfance », n° 883, février 2003 ;
– « 40 ans de cinéma : âge d'or, crise et renouveau », n° 841, avril 2002 ;
– « La lecture, une affaire de famille », n° 777, mai 2001.
Économie et statistique :
– « Les loisirs des actifs : un reflet de la stratégie sociale », P. Coulangeon, P.-M. Menger et I. Roharik, n°s 352-353, 2002.
Cédérom :
– « 40 ans de consommation des ménages », 2002.

Autres

– *CNC Info,* Centre national de la cinématographie.
– *L'édition de livres en France, statistiques édition 2003*, Syndicat national de l'édition.
– *L'actualité du disque, édition 2003*, Syndicat national de l'édition phonographique.
– *Bilan et perspectives vidéo et DVD, édition 2003*, Syndicat de l'édition vidéo.
– « Le marché total des DVD et des vidéos a augmenté de 20 % en 2001 », *Statistiques en bref,* n° 34-2003, Eurostat.
– « Culture, Etat et marché », *Cahiers français*, n° 312, janvier-février 2003.
D'autres références sont notées dans les publications du chapitre « E.01 ».

5 ○ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).
Voir aussi les chapitres O.01 « Commerce extérieur » et F.01 « Enseignement et Formation » (pour les principaux établissements d'enseignement artistique).

TABLEAU E.02-1

Protection des monuments historiques

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Nombre

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Monuments protégés :							
Classés	13 660	13 880	13 929	13 982	...	...	...
Inscrits	25 192	25 975	26 268	26 451	...	...	...
Total	**38 852**	**39 855**	**40 197**	**40 433**	**...**	**...**	**...**
Arrêtés de protection pris au cours de l'année :							
Classements	209	93	64	73	77	59	66
Inscriptions	623	559	412	354	399	417	402
Total	**832**	**652**	**476**	**427**	**476**	**476**	**468**

TABLEAU E.02-2

Entrées dans les monuments et musées nationaux

Sources : Centre des monuments nationaux
Réunion des musées nationaux

Unité : Millier

	1990	1995	1999	2000	2001	2002
Monuments nationaux (1)	**8 418**	**7 957**	**8 628**	**8 903**	**8 046**	**8 728**
dont : Arc de Triomphe de l' Étoile	775	870	1 218	1 335	1 023	1 259
Abbaye du Mont Saint-Michel	826	828	1 062	1 078	1 034	1 087
Sainte-Chapelle	696	582	789	794	693	683
Château de Chambord	730	747	767	743	709	711
Château du Haut-Koenigsbourg	591	590	531	533	503	549
Château d'Azay-le-Rideau	425	347	318	292	268	288
Panthéon	220	296	300	337	286	296
Conciergerie	251	185	257	294	256	310
Cité de Carcassonne	272	262	290	334	330	362
Tours de Notre-Dame	452	184	203	274	257	349
Entrées payantes	7 545	6 415	7 285	6 905	6 467	6 787
Entrées gratuites (2)	873	1 542	1 343	1 998	1 579	1 941
Musées nationaux (3) (4)	**16 025**	**12 667**	**13 079**	**13 971**	**12 141**	**13 371**
dont : Musée du Louvre	5 338	4 696	5 261	6 095	5 164	5 717
Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon	4 339	2 983	2 652	2 863	2 593	2 797
Musée d'Orsay	3 000	2 083	2 260	2 344	1 665	2 128
Musée Picasso	509	427	591	597	471	441
Musée des arts asiatiques (musée Guimet)	129	129	13	11	438	340
Musée national du château de Fontainebleau	419	416	337	353	317	358
Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie	297	243	255	313	275	315
Musée national du Moyen Âge - Thermes de Cluny	194	244	287	298	263	300
Musée national Message biblique - Marc Chagall (Nice)	132	143	169	211	180	201
Musée national du château de Compiègne	215	176	104	125	111	87
Musée national du château de Pau	135	121	104	112	83	99
Musée des Antiquités nationales (Saint-Germain-en-Laye)	125	77	77	83	66	55
Musée national de la Préhistoire - Les Eyzies-de-Tayac	158	80	73	82	75	79
Musée national de l'Orangerie des Tuileries	332	430	431	8 (5)	— (5)	— (5)
Entrées payantes	10 096	8 748	9 679	9 898	8 378	9 516
Entrées gratuites	5 929	3 919	3 400	4 073	3 767	3 855

(1) Concernent les monuments nationaux dont le droit d'entrée est géré par le Centre des monuments nationaux.
(2) À partir d'octobre 1999, l'accès aux monuments est gratuit le premier dimanche du mois, hors saison touristique.
(3) Concernent les 31 musées nationaux.
(4) À partir du 1.1.2000, l'accès aux musées nationaux est gratuit le premier dimanche de chaque mois, cette mesure existait depuis 1996 pour le musée du Louvre.
(5) Fermé pour travaux.

TABLEAU E.02-3

Opérations de fouilles terrestres autorisées

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Opération de fouilles

	1995	1997	1998	(1) 1999	(2) 2000	(3) 2001
Archéologie programmée						
Fouilles programmées	277	252	260	252	226	187
Prospections thématiques	97	96	112	85	72	85
Relevés d'art rupestre	15	20	35	32	12	10
Projets collectifs	74	84	84	80	59	44
Archéologie préventive						
Sondages	1 543	1 863	2 151	1 863	1 940	1 598
Fouilles préventives (sauvetages)	811	683	714	724	558	386
Prospections inventaire	549	536	512	426	420	301

(1) Données incomplètes : absence de réponse de 3 régions métropolitaines et des DOM.
(2) Données incomplètes : absence de réponse de 2 régions métropolitaines et des DOM.
(3) Données incomplètes : absence de réponse de 6 régions métropolitaines et des DOM (nouvelle application informatique en cours).

TABLEAU E.02-4

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité* : Nombre

Chiffre d'affaires (euros)	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	(1) 2002
38 millions et plus	13	12	11	11	13	13	13	14
De 15 à moins de 38 millions	12	10	15	16	15	17	15	14
De 3 à moins de 15 millions	72	56	57	63	61	61	66	68
De 1,5 à moins de 3 millions	47	31	28	28	31	35	38	...
De 0,2 à moins de 1,5 millions	183	161	128	124	142	138	...	...
Moins de 0,2 million	85	59	72	72	69	67	...	...
Total	**412**	**329**	**311**	**314**	**331**	**331**	**313**	**300**

(1) En 2002, 100 maisons d'édition ont un CA compris entre 0,5 et 3 millions d'euros et 117 maisons un CA inférieur à 0,5 million d'euros.

TABLEAU E.02-5

Production de livres par catégorie et chiffres d'affaires de la vente de livres

Source : Syndicat national de l'édition

Unités : titres : Nombre ; exemplaires : Millier
chiffre d'affaires : Million d'euros

	Titres produits			Exemplaires produits			Chiffre d'affaires (1) des maisons d'édition		
	1995	2000	*p* 2002	1995	2000	*p* 2002	1995	2000	2002
Enseignement	5 872	7 753	8 166	64 525	73 392	72 158	316,3	325,8	316,9
Livres scientifiques, professionnels et techniques	3 361	2 840	3 876	7 744	7 027	24 963	106,6	118,7	135,8
Sciences humaines et sociales	4 441	5 310	6 507	24 230	14 824	17 887	122,0	111,9	128,7
Droit et sciences économiques	1 628	1 651	1 804	4 601	4 596	6 211	105,0	117,0	143,7
Religion	1 198	1 441	1 404	7 029	6 215	4 045	34,7	42,0	37,9
Ésotérisme, occultisme	314	356	400	1 981	2 547	210	8,0	9,1	12,4
Littérature	10 590	11 501	13 726	130 603	122 218	141 895	356,5	412,9	453,4
Actualité	838	1 288	1 584	6 063	8 848	12 170	41,7	55,6	68,4
Encyclopédies et dictionnaires (2)	623	670	623	11 999	9 070	12 197	392,7	247,8	237,3
Livres d'art	1 139	1 475	2 076	6 162	8 585	10 741	106,3	109,7	137,6
Livres pour la jeunesse	6 029	8 350	9 152	54 569	78 265	83 084	146,8	203,5	218,0
Bandes dessinées	1 170	1 963	2 347	12 608	25 060	34 423	47,4	90,5	113,3
Ouvrages de documentation	60	467	540	2 218	2 251	1 849	19,5	18,4	10,1
Livres pratiques (3)	5 734	6 772	7 862	51 829	59 965	47 699	269,1	321,2	351,9
Non ventilé	–	–	–	–	–	–	6,1	–	–
Total des ventes de livres	**42 997**	**51 837**	**60 067**	**386 161**	**422 863**	**469 532**	**2 078,7**	**2 184,3**	**2 365,4**

(1) Les cessions de droit ne sont pas comprises dans le chiffre d'affaires de la vente de livres. Elles représentent 75,3 millions d'euros en 1995, 101,6 millions d'euros en 2000 et 106,0 millions d'euros en 2002.
(2) Les encyclopédies en fascicules (14 titres en 2002) ne sont pas comprises dans les titres et les exemplaires produits, par contre elles sont comprises dans le chiffre d'affaires (148,9 millions d'euros en 2002).
(3) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-6

Bibliothèques municipales

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990	1995	1998	1999	2000	2001
Nombre de bibliothèques municipales	**1 614**	**2 315**	**2 656**	**2 795**	**2 886**	**3 000**
Ayant une discothèque de prêt	576	1 039	1 383	1 479	1 503	1 639
Ayant une vidéothèque de prêt	104	512	764	841	876	985
Collections pour 100 habitants :						
Livres	228	270	292	305	291	290
Phonogrammes	16,0	21,8	23,5	23,8	24,4	25,5
Cassettes vidéo	...	2,2	3,6	4,2	4,6	4,9
Prêts :						
Nombre d'emprunteurs (en milliers)	4 605	6 251	6 641	6 583	6 665	6 700
Soit en % de la population desservie	16	18	18	18	18	17
Prêts de livres pour 100 habitants	325	400	430	420	410	410
Prêts de phonogrammes pour 100 habitants	63	80	83	89	96	...
Prêts de cassettes vidéo pour 100 habitants	8	27	35	38	39	...

TABLEAU E.02-7

Ventes de phonogrammes

Source : Syndicat national de l'édition phonographique

Unités : Quantité : Millier de disques et cassettes
Facturation : Million d'euros

Vente en France	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Quantité (1) (*r*)	**132 890**	**138 989**	**163 191**	**155 161**	**154 309**	**165 754**	**171 299**
Disques 45 tours	26 622	279	467	691	822	635	465
Disques 33 tours	6 708	84	308	376	464	590	454
Disques compacts	56 220	114 513	143 676	138 602	140 866	153 168	159 433
Cassettes	41 961	22 246 *r*	13 807	11 419	8 361	6 421	4 658
Tous supports et livres	///	489	3 423	2 217	1 895	1 818	1 987
Vidéomusiques (CD, K7)	1 379	1 378	1 293	1 675	1 802	3 028	3 887
Autres	///	–	217	181	99	94	415
Facturation (2) (*r*)	**816,4**	**1 050,6**	**1 165,7**	**1 136,2**	**1 124,9**	**1 246,6**	**1 301,8**
Disques 45 tours	53,2	1,1	1,7	2,3	2,5	2,2	1,8
Disques 33 tours	31,1	0,5	1,2	1,7	2,3	2,9	2,2
Disques compacts	484,4 *r*	891,4	1 032,7	1 015,6	1 031,0	1 143,4	1 197,1
Cassettes	230,6 *r*	138,0	85,5	69,8	50,5	38,7	27,9
Tous supports et livres	///	3,2	27,7	18,9	13,6	14,6	16,1
Vidéomusiques (CD, K7)	17,1	16,1	14,9	26,8	24,1	44,1	53,3
Autres	///	0,4	2,0	1,1	1,0	0,7	3,4

(1) Quantités retours déduits.
(2) Facturations hors taxes (avoirs pour retours, remises et ristournes déduits) aux réseaux commerciaux (grossistes, détaillants, clubs).

TABLEAU E.02-8

Ventes de vidéos par les éditeurs (1)

Unités : Quantité : Millier de disques laser et DVD
Facturation : Million d'euros

Source : Syndicat de l'édition vidéo

	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002
Quantité							
Vente	15 298	46 574	41 648	44 625	52 509	62 048	81 853
dont : Disque laser	...	770	1 054	358	–	–	–
DVD	///	///	677	4 523	12 324	25 556	49 167
Location	760	943	1 532	1 703	1 809	2 330	2 658
Total	**16 058**	**47 517**	**43 180**	**46 328**	**54 318**	**64 378**	**84 511**
Facturation							
Vente	187,8	483,1	501,6	497,7	577,8	723,1	981,6
dont : Disque laser	...	16,6	20,6	4,7	–	–	–
DVD	///	///	12,7	83,5	215,1	415,1	710,0
Location	52,0	49,9	70,6	78,2	77,9	95,6	89,7
Total	**239,8**	**533,0**	**572,1**	**576,0**	**655,7**	**818,7**	**1 071,3**
Nombre d'entreprises concernées	23	18	15	15	15	15	...

(1) Ventes nettes des éditeurs-distributeurs vidéo adhérents du Syndicat de l'édition vidéo (environ 80% du marché).

TABLEAU E.02-9

Activités cinématographiques

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.)

	1990	1995	1999	2000	2001	2002
Production cinématographique						
Films de long métrage produits (1)	**146**	**141**	**181**	**171**	**204**	**200**
Films d'initiative française	106	97	150	145	172	163
Intégralement français	81	63	115	111	126	106
De coproduction	25	34	35	34	46	57
Films de coproduction à majorité étrangère	37	32	31	26	32	37
Films bénéficiaires d'une aide sélective (2)	3	12	–	–	–	–
Montant des investissements (million d'euros)	**501,4**	**548,2**	**692,0**	**803,3**	**905,1**	**860,7**
Français	350,0	406,3	568,8	665,3	728,7	678,2
Étrangers	151,4	141,9	123,2	138,0	176,4	182,5
Coût médian des films d'initiative française produits (million d'euros)	**2,4**	**3,2**	**2,7**	**3,2**	**2,4**	2,8
Distribution cinématographique						
Sociétés de distribution	162	164	158	170	182	...
Films en exploitation dans les salles	3 689	3 968	4 167 *r*	4 409	4 447	...
Films sortis pour la première fois	370	397 *r*	525	544	506	488
dont : Films français	129	136	209	208	204	199
Exploitation cinématographique						
Établissements	2 300	2 119	2 184	2 182	2 186	2 167
Salles standard au 31-12 (3)	4 518	4 377	5 003 *r*	5 156 *r*	5 242 *r*	5 280
Fauteuils des salles standard (millier)	1 007	922	1 029 *r*	1 060 *r*	1 073 *r*	1 077
Complexes cinématographiques (4)	860	828	857	864	871	865
Salles de complexes	3 078	3 082	3 665	3 803	3 925	3 978
Fauteuils des complexes (millier)	584	561	686	717	737	754
Spectateurs (million)	121,9	130,2	153,6	165,5	187,1 *r*	184,5 *p*
Recette (million d'euros) (5)	583,3	690,1	823,2	892,4	1 018,4 *r*	1 027,9 *p*
Pourcentage du film français dans la recette guichet	37,4	35,2	32,2	28,2	41,5 *r*	34,8

(1) Long métrage : film de longueur égale ou supérieure à 1 600 m pour un format de 35 mm.
(2) Aide aux coproductions avec les pays d'Europe centrale et orientale (fonds ECO) jusqu'en 1997 et fonds Sud à partir de 1998.
(3) Salles autorisées jusqu'en 1991, salles actives à partir de 1992.
(4) Établissements comportant au moins deux écrans (en 2002,106 multiplexes totalisent 1 269 écrans et réalisent 43 % des entrées).
(5) Recette totale guichet, y compris la taxe spéciale additionnelle (TSA).

TABLEAU E.02-10

Panorama du cinéma mondial en 2001

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.) d'après organismes nationaux et internationaux

	Union européenne	Allemagne	Espagne	**France**	Italie	Royaume-Uni	États-Unis	Japon
Production								
Longs métrages (y compris les films de coproduction)	625	83	106	**204**	103	83	611	281
Exploitation - Distribution								
Écrans	24 852	4 792	3 770	**5 236**	3 198	2 998	36 764	2 585
Nombre de films distribués	560 *e*	338	516	**506**	...	321	482	630
Entrées (millions)	929,0	177,9	146,8	**187,1**	110,0	155,9	1 487,3	163,3
Entrées moyennes par habitant	2,5	2,2	3,7	**3,1**	1,9	2,6	5,3	1,3
Entrées moyennes par salle	37 400	37 100	38 900	**35 700**	34 300	52 000	40 400	63 100
Recettes guichet (millions dans la monnaie locale) (1)	5 048,0	987,2	616,4	**1 018,4**	590,0	727,2	8 412,5	200,2
Recettes (millions d'euros)	5 048,0	987,2	616,4	**1 018,4**	590,0	1 055,0	7 732,1	1 554,7
Recettes réalisées par les films nationaux (%)	32,0	15,7	17,9	**41,5**	19,4	4,9	94,0	39,0
Recettes réalisées par les films américains (%)	64,0	77,0	62,2	**46,8**	59,7	73,9	94,0	58,0
Taux de pénétration des foyers TV (%)								
Vidéo	79,4	86,4	74,5	**84,6**	69,2	92,4	94,3	78,8
Câble	32,3	60,2	8,3	**14,2**	2,0	16,0	67,5	45,0
Satellite	20,0	36,0	14,0	**12,0**	10,0	21,0	16,0	24,0

(1) Milliards pour le Japon.

TABLEAU E.02-11

Activités de spectacles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unités : Représentations : Nombre
Spectateurs : Millier

	1990-1991	1995-1996	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Opéra de Paris (1) (2)						
Représentations	322	289	428	432	443	419
Spectateurs	534	592	804	775	758	756
Théâtres nationaux (1) (3)						
Comédie française :						
Représentations	382	568	745	734	729	687
Spectateurs	295	303	342	301	331	323
Théâtre national de l'Odéon :						
Représentations	323	313	272	248	234	194
Spectateurs	103	113	102	98	97	79
Théâtre national de Chaillot :						
Représentations	428	257	280	224	199	349
Spectateurs	210	147	128	75	26	133
Théâtre de la Colline :						
Représentations	332	343	358	311	298	298
Spectateurs	119	105	87	80	89	92
Théâtre national de Strasbourg :						
Représentations	152	137	168	227	172	155
Spectateurs	51	31 *r*	41	48	45	49
Centres dramatiques nationaux (4)						
Représentations	8 384 *r*	7 878 *r*	8 940	8 621	8 744 *r*	7 982
Spectateurs	2 288 *r*	1 838 *r*	1 923	1 643	1 727 *r*	1 580
Scènes nationales (4)						
Représentations	23 047	28 740	29 935	...	...	...
Spectateurs	2 379 *r*	2 867	2 797	...	...	...
Théâtres privés parisiens (5)						
Représentations	11 501	11 202	11 323	11 332	11 629	12 113
Spectateurs	3 093	2 337	2 394	2 770	2 914	3 130

(1) Non compris les tournées et les spectacles non théâtraux. En 2001-2002, les spectacles non théâtraux comptent 124 représentations et 38 713 spectateurs.
(2) Spectateurs payants et gratuits du Palais Garnier et de l'Opéra Bastille.
(3) Spectateurs payants et gratuits.
(4) Tous spectacles, spectateurs payants.
(5) Résultats de l'année civile de théâtres privés soumis à la taxe parafiscale au taux de 3,5 % pour les spectacles du répertoire protégé de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

TABLEAU E.02-12

Fréquentation des lieux culturels

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — %

	Au cours de leur vie		Au cours des 12 derniers mois			
	1989	1997	1973	1981	1989	1997
Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui sont allés au moins une fois						
Cinéma	88	95	52	50	49	49
Bibliothèque/médiathèque	•	•	•	•	23	31
Théâtre	45	57	12	10	14	16
Spectacle de danse	24	32	6	5	6	8
Concert de musique classique (1)	29	28	7	7	9	9
Concert rock (1)	25	26	•	•	10	9
Concert jazz (1)	18	19	•	•	6	7
Concert de musique d'un autre genre (1)	•	30	•	•	•	11
Musée	74	77	27	35	30	33
Monument historique	72	71	32	32	28	30

(1) L'introduction d'un nouvel item « concert de musique d'un autre genre » dans le questionnaire de 1997 rend difficile la comparaison avec les résultats de 1989, notamment dans le cas des concerts de rock.

TABLEAU E.02-13

Professions culturelles d'après le recensement (1)

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

	1990	1999		
	Ensemble	Ensemble	Hommes	Femmes
Professions de l'audiovisuel et des spectacles	**93 116**	**127 501**	**87 546**	**39 955**
Artistes des spectacles				
Artistes professionnels de la musique et du chant	15 940	22 934	18 303	4 631
Artistes dramatiques, danseurs	11 112	23 240	13 075	10 165
Artistes de variétés	8 564	8 621	4 849	3 772
Cadres, techniciens et ouvriers des spectacles				
Cadres artistiques des spectacles	5 736	7 953	5 869	2 084
Cadres techniques de la réalisation des spectacles	8 324	14 818	10 439	4 379
Assistants techniques de la réalisation des spectacles	17 008	28 769	20 360	8 409
Auxiliaires des spectacles	8 828	6 861	4 410	2 451
Indépendants gestionnaires de spectacle ou de service récréatif	17 604	14 305	10 241	4 064
Professions des arts plastiques et des métiers d'art	**101 070**	**119 562**	**74 632**	**44 930**
Artistes plasticiens	19 776	17 574	11 709	5 865
Stylistes/décorateurs	40 743	57 262	30 178	27 084
Photographes	13 149	16 353	12 547	3 806
Métiers d'art				
Artisans d'art	10 438	12 658	9 416	3 242
Ouvriers d'art	16 964	15 715	10 782	4 933
Professions littéraires	**45 996**	**56 555**	**33 123**	**23 432**
Journalistes et cadres de l'édition				
Journalistes, secrétaires de rédaction	29 640	37 642	21 352	16 290
Cadres de la presse, de l'édition, de l'audiovisuel et des spectacles	10 764	12 363	7 704	4 659
Auteurs littéraires, scénaristes, dialoguistes	5 592	6 550	4 067	2 483
Cadres et techniciens de la documentation et de la conservation	**32 116**	**25 881**	**5 936**	**19 945**
Bibliothécaires, archivistes, conservateurs de la fonction publique	11 768	17 692	3 765	13 927
Cadres de la documentation, de l'archivage (hors fonction publique)	2 292	3 042	662	2 380
Assistants techniques de la documentation et de l'archivage	18 056	5 147	1 509	3 638
Professeurs d'art (hors établissements scolaires)	**23 740**	**33 932**	**13 554**	**20 378**
Architectes	**33 888**	**29 770**	**24 346**	**5 424**
Architectes libéraux	24 296	22 759	19 556	3 203
Architectes salariés	9 592	7 011	4 790	2 221
Ensemble des professions culturelles	**329 926**	**393 201**	**239 137**	**154 064**

(1) Les professions culturelles retenues sont celles qui font l'objet d'un poste de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles de l'INSEE (PCS).

Chapitre E.03

Tourisme

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3) en 2000.

2 Hôtellerie classée : établissements et chambres par catégorie – parc au 31 décembre.

3 Autres hébergements : établissements et lits – parc au 31 décembre.

4 Voyages personnels : séjours et nuitées selon le type d'espace.

5 Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement.

6 Voyages personnels : séjours et nuitées selon le mode d'hébergement.

7 Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger.

8 Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal.

9 Voyages personnels : répartition des nuitées en France.

10 Voyages personnels : séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace.

11 Dépenses des touristes étrangers en France.

12 Tourisme international : arrivées et recettes par pays.

1
○ Présentation

En 2002, l'offre d'hébergement confirme certaines des tendances observées les années précédentes en particulier une relative stabilité :
– pour l'hôtellerie classée (baisse de 0,5 % en nombre d'établissements et hausse de 0,5 % en nombre de chambres) ;
– pour les terrains de campings (- 0,3 % en nombre d'établissements et - 0,1 % en emplacements).
L'hébergement en chambres d'hôtes continue de se développer (+ 3,8 %), tout comme celui en résidences de tourisme (+ 4 %).
Le nombre de voyages personnels effectués par les Français âgés de 15 ans et plus augmente entre 2001 et 2002 : hausse de 4,2 % du nombre de séjours et de 6,8 % du nombre de nuitées.
La voiture particulière est le mode de transport largement privilégié par les touristes : elle est utilisée dans plus de trois séjours sur quatre. Le train (11,9 % des séjours) et l'avion (+ 6,5 %) sont les autres moyens de transport les plus utilisés.
Ces déplacements sont faits plutôt à la mer (39,2 % des nuitées) et à la campagne (32 % des nuitées) et majoritairement dans des hébergements non marchands (famille, amis, résidences secondaires). Sur l'ensemble des nuitées, 53,5 % sont enregistrées l'été, 66,4 % l'hiver.
En 2002, la France reste la première destination en nombre d'arrivées de touristes loin devant les États-Unis, l'Espagne et l'Italie. En revanche, en termes de recettes touristiques, la France se situe au 3ème rang mondial derrière les États-Unis et l'Espagne. Le solde de la balance des paiements est largement positif procurant à la France 15,0 milliards d'euros d'excédent.

2
○ Méthodologie

21. L'offre

Agences de voyages

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages (NAF 63.3).

Hôtellerie

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont eu cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprend donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoiles à 4 étoiles luxe).

Autres hébergements

Les terrains de camping-caravaning aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 11 janvier 1993 (*JO* du 13 janvier 1993) complété par la circulaire du 12 février 1993.
Les statistiques ne comprennent pas les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

22. La demande

Les voyages personnels des Français

Les voyages personnels des Français sont saisis à partir d'une enquête mensuelle « Suivi des déplacements touristiques des Français » réalisée par la Direction du Tourisme et la Sofres auprès d'un échantillon de 20 000 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.

3
○ Définitions

Auberges de jeunesse

Ce sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas ; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales.

Hôtellerie

Les hôtels classés de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement classés, qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.
Les hôtels, non classés de tourisme, sont dits de préfecture. Ils sont classés selon des normes de confort inférieures à celles des hôtels de tourisme et des hôtels « rattachés tourisme » déterminées par arrêté n° A73/P du 31 janvier 1977.

Touriste

En mars 1993, la Commission de statistique des Nations Unies a adopté une série de recommandations sur les statistiques du tourisme préparées par l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) comme suite à la conférence internationale sur les statistiques des voyages et du tourisme, organisée conjointement par l'OMT et le Gouvernement du Canada et qui s'est tenue à Ottawa en juin 1991 ; les notions de tourisme, visiteur, touriste et excursionniste sont précisées.
Le tourisme comprend « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs ». Dans un pays donné, différentes formes de tourisme peuvent être distinguées : le tourisme interne qui comprend les résidents du pays donné qui voyagent uniquement à l'intérieur de ce pays, le tourisme récepteur qui comprend les non-résidents qui voyagent dans le pays donné et le tourisme émetteur comprenant les résidents du pays qui voyagent dans un autre pays.
Tous les voyageurs qui intéressent le tourisme sont désignés par le terme visiteur. Celui-ci est le concept de base de l'ensemble du système de statistique du tourisme. Il désigne toute personne qui se rend dans un lieu (ville, département, région ou pays) autre que celui où elle a sa résidence habituelle pour une période non supérieure à 12 mois, et dont le motif principal de visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité. Si ce lieu est un pays autre que celui de résidence habituelle du visiteur, ce dernier sera dit « international ». Les visiteurs se classent en deux catégories : les touristes et les excursionnistes. Le touriste est un visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé dans le lieu visité, les autres visiteurs (visiteurs de la journée) étant des excursionnistes.
Enfin, les travailleurs frontaliers, les immigrants temporaires et permanents, les nomades, les passagers en transit, les réfugiés, les membres des forces armées, les représentants consulaires, les diplomates ne sont pas inclus dans les statistiques du tourisme international.

Villages de vacances

Est considéré comme village de vacances tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

Voyages personnels

Les « voyages personnels » se décomposent de la façon suivante :
– d'agrément : salon, foire, exposition, croisière, manifestation sportive, stage sportif, manifestation culturelle, festival, visite, vacances, tourisme ;

– familiaux : visite à la famille, aux amis, réunion de famille (mariage, baptême) ;
– autres raisons personnelles : séjour linguistique, cure, thalassothérapie.
Ces voyages se décomposent en « séjours » définis par le fait d'avoir passé au moins une nuit en lieu fixe. La durée des séjours est comptabilisée en nuitées.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction du Tourisme, bureau des études, des statistiques et des comptes économiques.

Organismes :

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction du Tourisme, bureau des études , des statistiques et des comptes économiques.
– INSEE.

Sites Internet :

– www.ont-tourisme.com
– www.tourisme.gouv.fr

Publications :

Observatoire National du Tourisme

Les collections :
– Les essentiels du tourisme ;
– Les données économiques ;
– Les analyses et perspectives ;
– Les hors collections.

Les périodiques :
– La lettre de l'Observation du Tourisme (bimestrielle) ;
– La note de conjoncture (mensuelle) ;
– Mémento du tourisme 2003.

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
– Chiffres clefs du tourisme.
– E-tourisme : stratégies des acteurs, environnement juridique et réglementaire, rapport d'étude, 2002 ;
– L'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le secteur du tourisme : enjeux et recommandations, 2002 ;
– Investissements touristiques : bilan et perspectives, 2002.

INSEE

INSEE-Résultats :
– « Les vacances des Français », série « Société », n° 4, mai 2002.

Économie et Statistique :
– « Départs en vacances : la persistance des inégalités », n° 345, mai 2001.

INSEE-Première :
– « L'hôtellerie de chaîne en 2000 », n° 820, janvier 2002 ;
– « Les Français privilégient toujours les vacances à la mer », n° 819, décembre 2001 ;
– « Chaque année, quatre Français sur dix ne partent pas en vacances », n° 734, août 2000.

France, Portrait Social, 2002 - 2003 :
– « Dix ans de vacances des Français », C.Rouquette.

Autres
– Compendium des statistiques du tourisme 2003, mai 2003.

Les cahiers d'espaces :
– Croisières fluviales, n° 207, septembre 2003 ;
– Tourisme urbain, n° 78, juillet 2003 ;
– Tourisme des jeunes (16 - 25 ans), n° 77 avril 2003.

5 ○ Tableaux

Des tableaux « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3) en 2000

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans les services) — *Unité* : Million d'euros

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Personnel occupé (1) annuel	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Investissements totaux
Total du secteur	**3 631**	**41 532**	**41 462**	**11 083**	**1 745**	**159**
hors tranche (2)	189	1 009	890	594	– 45	3
0 salarié	463	–	546	35	13	–
1 à 2 salariés	752	1 209	1 824	268	73	4
3 à 5 salariés	1 097	4 268	4 506	816	174	6
6 à 9 salariés	586	4 299	4 109	920	248	6
10 à 19 salariés	314	4 145	3 886	1 073	210	7
20 à 29 salariés	78	1 867	1 801	672	114	19
30 à 49 salariés	78	3 063	3 005	996	129	4
50 à 99 salariés	36	2 479	2 307	645	93	4
100 salariés et plus	38	19 193	18 588	5 064	736	105

(1) Personnel occupé annuel moyen = effectif salarié et non salarié en équivalent temps plein.
(2) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif occupé nul, ou encore ayant une valeur ajoutée négative ou une valeur ajoutée par personne extrêmement élevée.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie classée : établissements et chambres par catégorie - parc au 31 décembre

Source : INSEE, Direction du Tourisme et sources régionales

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Sans étoile (1) :								
Hôtels	495	2 603	2 554	2 315	2 198	2 223	2 199	2 166
Chambres	3 554	55 859	57 217	55 051	55 088	60 593	64 875	66 804
1 étoile :								
Hôtels	7 472	3 126	2 615	2 388	2 235	2 130	2 026	1 922
Chambres	121 566	57 846	49 491	45 192	42 299	40 552	39 052	37 412
2 étoiles :								
Hôtels	9 176	10 586	10 450	10 166	10 134	10 049	10 019	9 974
Chambres	264 907	302 530	296 032	287 990	285 144	282 157	283 602	281 954
3 étoiles :								
Hôtels	2 825	3 342	3 386	3 342	3 364	3 426	3 551	3 607
Chambres	132 499	157 057	156 198	154 471	155 684	158 442	161 310	163 824
4 étoiles et 4 étoiles-luxe :								
Hôtels	415	555	558	598	615	646	673	704
Chambres	28 320	38 245	41 945	44 240	45 239	47 430	51 653	53 625
Total :								
Hôtels	**20 383**	**20 212**	**19 563**	**18 809**	**18 546**	**18 474**	**18 468**	**18 373**
Chambres	**550 846**	**611 537**	**600 883**	**586 944**	**583 544**	**589 174**	**600 492**	**603 619**

(1) Norme 1986.

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits - parc au 31 décembre

Sources : INSEE, Direction du Tourisme, sources régionales, fédérations professionnelles

	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Nombre d'établissements :							
Résidences de tourisme et hébergements assimilés	219	709	746	816	841	1 015	1 091
Terrains de camping	8 527	8 420	8 363	8 356	8 357	8 354	8 327
Villages de vacances	858	861	893	892	879	897	865
Meublés de tourisme	...	...	...	...	...	135 162	135 162
Chambres d'hôtes	11 168	21 466	22 053	22 987	24 202	27 971	29 030
Auberges de jeunesse	303	224	217	215	200	201	187
Nombre de lits, en milliers :							
Résidences de tourisme et hébergements assimilés	71,9	264,8	277,2	318,5	331,2	365,1	380,8
Terrains de camping (1)	2 669,7	2 782,5	2 761,4	2 765,0	2 759,5	2 764,5	2 761,8
Villages de vacances	272,9	253,0	260,0	260,6	263,5	264,0	258,9
Meublés de tourisme (2)	...	...	...	...	...	540,6	540,6
Chambres d'hôtes	22,3	42,9	44,1	46,0	48,4	55,9	58,1
Auberges de jeunesse	17,6	15,0	15,7	15,2	14,8	14,6	13,8

(1) Nombre d'emplacements multiplié par 3.
(2) Nombre de meublés multiplié par 4.

TABLEAU E.03-4

Voyages personnels : séjours et nuitées selon le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la Demande Touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
En % des séjours							
Mer	25,3	26,3	26,4	27,6	28,0	27,6	27,3
Montagne	15,0	14,6	15,4	15,1	15,1	14,4	14,5
Campagne	37,4	37,4	36,8	36,0	34,9	36,1	36,1
Lac	4,1	4,1	4,1	4,0	4,2	4,0	4,0
Ville	32,1	32,5	33,6	33,4	33,9	33,5	34,0
Autre	2,0	2,3	2,3	2,3	2,9	2,8	2,7
En % des nuitées							
Mer	37,4	38,4	38,6	38,9	40,0	39,6	39,2
Montagne	19,8	18,1	19,0	19,5	19,2	18,9	19,2
Campagne	32,4	33,8	34,0	32,8	31,5	32,1	32,0
Lac	5,7	5,8	5,9	5,1	5,7	5,4	5,7
Ville	26,2	26,1	26,5	27,1	27,2	27,3	27,9
Autre	1,8	2,1	2,2	2,3	2,9	2,7	2,7
Durée moyenne des séjours (en nuitées)							
Mer	8,5	8,5	8,6	8,2	8,2	8,1	8,0
Montagne	7,6	7,2	7,2	7,5	7,4	7,4	7,4
Campagne	5,0	5,3	5,4	5,3	5,2	5,0	5,0
Lac	8,0	8,2	8,4	7,3	7,8	7,5	7,9
Ville	4,7	4,7	4,6	4,7	4,6	4,6	4,6
Autre	5,2	5,4	5,7	5,8	5,9	5,4	5,7

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs espaces pouvant être fréquentés au cours d'un même séjour.

TABLEAU E.03-5

Voyages personnels : séjours et nuitées selon les saisons et le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la Demande Touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : %

	Séjours				Nuitées			
	1995	2000	2001	2002	1995	2000	2001	2002
ÉTÉ (période du 01/04 au 30/09)								
Hôtel et pension de famille	15,6	16,6	15,8	15,8	10,9	11,8	11,0	10,8
Camping	8,6	8,7	8,7	8,4	12,0	11,7	12,4	11,7
Location	4,8	5,6	5,5	5,5	9,2	10,0	10,1	10,1
Gîte, chambre d'hôte	3,0	3,3	3,4	3,9	3,4	3,5	3,5	4,0
Résidence de tourisme	0,7	1,2	1,2	1,6	1,1	1,7	1,8	2,2
Autre	5,6	7,0	7,5	6,5	7,2	8,5	8,5	7,7
Total hébergement marchand	**38,3**	**42,4**	**42,1**	**41,7**	**43,8**	**47,2**	**47,3**	**46,5**
Résidence secondaire	11,8	10,8	9,9	9,9	17,6	16,5	15,2	15,5
Famille/amis	49,9	46,7	47,9	48,4	38,6	36,3	37,5	38,0
Total hébergement non marchand	**61,7**	**57,6**	**57,8**	**58,3**	**56,2**	**52,8**	**52,7**	**53,5**

	Séjours				Nuitées			
HIVER (période du 01/10 au 31/03)	94-95	99-00	00-01	01-02	94-95	99-00	00-01	01-02
Hôtel et pension de famille	12,1	14,4	14,8	13,4	12,0	13,7	14,3	12,4
Camping	1,1	0,7	0,7	0,8	1,2	1,0	1,1	1,0
Location	4,1	4,2	4,3	4,2	7,0	7,7	7,6	7,7
Gîte, chambre d'hôte	1,7	1,9	1,8	1,9	1,8	2,0	1,9	2,0
Résidence de tourisme	–	1,1	1,3	1,4	–	1,8	2,3	2,2
Autre	4,9	5,8	5,7	5,7	7,0	7,7	7,3	6,6
Total hébergement marchand	**23,9**	**28,1**	**28,7**	**27,4**	**29,0**	**33,9**	**34,5**	**31,9**
Résidence secondaire	12,4	10,6	9,2	9,7	17,1	15,1	14,0	14,3
Famille/amis	63,7	61,3	62,1	62,9	53,9	51,0	51,5	53,8
Total hébergement non marchand	**76,1**	**71,9**	**71,3**	**72,6**	**71,0**	**66,1**	**65,5**	**68,1**

TABLEAU E.03-6

Voyages personnels : séjours et nuitées selon le mode d'hébergement

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Séjours				Nuitées			
	1995	2000	2001	2002	1995	2000	2001	2002
Hôtel et pension de famille	25,3	24,6	24,3	25,1	113,0	113,0	105,1	107,0
Camping	10,2	8,9	9,3	9,4	90,9	78,7	82,1	81,8
Location	7,9	8,0	8,1	8,3	86,4	85,0	86,4	86,5
Gîte, chambre d'hôte	4,4	4,4	4,6	6,5	29,2	28,0	27,9	36,8
Résidence de tourisme	1,0	1,9	1,9	2,6	9,2	16,3	17,1	21,1
Autre	9,2	10,5	11,0	8,3	69,1	74,1	73,1	64,6
Total hébergement marchand	**58,1**	**58,3**	**59,2**	**61,0**	**397,9**	**394,2**	**391,5**	**397,8**
Résidence secondaire	20,5	16,5	15,7	16,2	171,1	143,8	134,4	139,1
Famille/amis	94,8	81,8	85,2	89,7	425,0	366,2	376,1	399,3
Total hébergement non marchand	**115,3**	**98,4**	**100,8**	**105,9**	**596,1**	**509,9**	**510,3**	**538,4**
Total hébergement	**173,4**	**156,7**	**160,0**	**166,9**	**994,0**	**904,1**	**902,0**	**936,2**

TABLEAU E.03-7

Voyages personnels : séjours et nuitées à l'étranger

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : Million

	Nombre de séjours				Nombre de nuitées			
	1995	2000	2001	2002	1995	2000	2001	2002
Total Europe	**11,9**	**10,3**	**10,4**	**11,6**	**86,0**	**74,1**	**72,9**	**80,2**
dont : Allemagne	1,0	0,8	0,7	0,7	5,4	4,4	3,6	3,5
Belgique, Luxembourg	0,9	0,7	0,8	0,9	3,2	3,0	2,6	3,5
Espagne	2,7	2,5	2,6	2,8	25,5	21,5	22,6	23,0
Grande Bretagne + Irlande	1,6	0,9	0,9	1,0	8,4	5,6	5,8	5,9
Italie	1,9	1,8	1,7	2,0	13,5	12,2	11,2	13,3
Afrique	1,4	2,8	2,6	2,4	13,1	24,7	23,6	21,9
Amérique	1,4	1,6	1,3	1,5	16,4	19,9	15,4	17,4
Asie, océanie	0,9	0,9	0,8	0,8	11,2	11,0	10,5	10,0
Total	**15,7**	**15,5**	**15,1**	**16,3**	**126,7**	**129,7**	**120,7**	**129,7**

TABLEAU E.03-8

Voyages personnels : séjours suivant le mode de transport principal

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

	Nombre (millions)				Pourcentage			
	1995	2000	2001	2002	1995	2000	2001	2002
Voiture particulière	134,7	117,4	120,2	127,0	77,7	74,9	75,1	76,1
Voiture de location	0,9	1,1	1,1	1,3	0,5	0,7	0,7	0,8
Minibus, camping-car	1,7	1,7	1,9	2,0	1,0	1,1	1,2	1,2
Avion	9,4	11,4	10,4	10,4	5,4	7,3	6,5	6,2
Train	19,1	18,6	20,0	19,9	11,0	11,9	12,5	11,9
Autocar	5,2	4,2	4,0	4,0	3,0	2,7	2,5	2,4
Autre	2,4	2,4	2,6	2,3	1,4	1,5	1,6	1,3
Total	**173,4**	**156,7**	**160,1**	**166,9**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU E.03-9

Voyages personnels : répartition des nuitées en France

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

	Nombre de nuitées (millions)					Durée moyenne des séjours (nuitées)				
	1995	1999	2000	2001	2002	1995	1999	2000	2001	2002
Alsace	11,8	9,9	10,5	10,9	11,8	5,3	4,9	4,6	4,6	4,4
Aquitaine	63,6	62,4	61,2	61,2	64,8	6,6	6,9	6,6	6,1	6,4
Auvergne	23,2	23,9	22,7	21,0	24,3	5,7	5,6	5,3	5,1	5,2
Basse-Normandie	28,5	24,9	25,0	22,6	25,2	4,8	4,9	5,0	4,5	4,5
Bourgogne	26,6	18,4	20,2	19,1	20,5	3,8	4,1	4,0	4,1	4,0
Bretagne	67,6	64,0	61,2	63,3	67,3	6,5	6,7	6,4	6,1	5,9
Centre	29,7	27,8	27,9	25,2	26,7	4,1	4,1	4,0	3,6	3,6
Champagne-Ardenne	9,6	9,6	8,6	9,7	8,3	3,4	3,2	3,2	3,5	3,4
Corse	12,6	12,3	11,9	11,9	13,7	11,8	9,8	10,2	10,4	9,7
Franche-Comté	14,6	12,1	12,5	12,8	12,7	4,8	5,1	4,7	4,8	4,4
Haute-Normandie	16,0	10,9	11,7	11,1	11,2	3,7	3,8	3,5	3,5	3,4
Île-de-France	44,3	38,3	35,7	36,6	36,8	3,5	3,4	3,4	3,4	3,3
Languedoc-Roussillon	78,5	71,8	71,8	75,0	76,2	7,9	7,6	7,7	7,7	7,9
Limousin	9,8	11,5	11,7	10,9	11,9	5,1	5,4	5,6	5,1	5,4
Lorraine	19,7	15,8	15,4	15,0	16,2	4,2	4,1	3,9	4,1	4,4
Midi-Pyrénées	47,9	44,3	41,6	43,2	45,2	5,7	5,9	5,6	5,4	5,3
Nord-Pas-de-Calais	21,8	20,3	18,9	19,5	18,6	4,1	4,2	4,0	4,1	4,1
Pays de la Loire	60,2	53,7	51,7	53,4	58,7	5,3	5,5	5,3	5,2	5,1
Picardie	16,6	12,3	14,7	14,7	12,8	3,8	4,1	4,3	4,0	3,5
Poitou-Charentes	39,9	35,8	37,1	37,1	36,7	5,4	5,6	5,6	5,5	5,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	106,3	100,1	102,9	101,3	102,8	7,6	7,2	7,5	7,1	7,3
Rhône-Alpes	105,1	87,8	88,0	91,6	94,3	5,6	5,6	5,4	5,5	5,5
France sans indication	2,6	0,6	0,7	0,6	1,1	6,8	11,2	13,9	11,8	18,2
DOM-TOM	11,4	9,5	11,2	11,7	8,7	14,0	12,3	11,3	13,3	12,8
Total	**867,8**	**778,0**	**774,6**	**779,3**	**806,6**	**5,5**	**5,6**	**5,5**	**5,6**	**5,4**

TABLEAU E.03-10

Voyages personnels : séjours selon l'activité pratiquée et le type d'espace (1)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Suivi de la demande touristique des Français - Direction du Tourisme/Sofres

Unité : %

	Mer	Montagne	Campagne	Ville	Lac
ÉTÉ (d'avril à septembre 2002)					
Sports nautiques	46,9	12,8	7,4	8,8	24,1
dont : Natation, baignade	43,5	12,0	6,9	8,2	22,1
Randonnée pédestre	4,4	22,9	4,3	2,7	11,3
Promenade	45,5	45,3	30,0	24,0	44,7
Visite de monuments, sites et musées	15,7	18,3	14,1	23,0	23,3
Pas d'activité particulière	11,5	12,2	34,8	29,9	11,1
HIVER (d'octobre 2002 à mars 2003)					
Sports d'hiver	0,3	63,9	0,9	1,3	12,1
Promenade	45,2	32,1	22,2	18,6	39,7
Visite de monuments, sites et musées	15,0	6,8	6,7	15,6	18,2
Pas d'activité particulière	19,0	11,4	47,4	38,4	20,5

(1) Le total est supérieur à 100 %, plusieurs activités pouvant être pratiquées lors d'un même séjour.

TABLEAU E.03-11

Dépenses des touristes étrangers en France

Source : Banque de France (Balance des paiements)

Unité : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	■ 1999	2000	2001	2002
OCDE	18 962	19 847	22 447	24 094	25 696	28 536	29 368	30 022
dont : UE	9 398	10 006	11 785	13 273	16 845	17 788	18 407	19 915
dont : Allemagne	2 605	2 627	2 650	2 913	3 579	3 895	3 820	3 927
Royaume-Uni	1 914	2 153	1 469	3 471	3 895	4 429	4 838	5 146
UEBL (1)	1 607	1 754	2 003	2 166	2 742	2 781	2 971	3 099
Italie	1 116	1 171	1 504	1 715	2 501	2 546	2 400	2 519
Pays-Bas	766	786	900	1 191	1 826	1 547	1 759	1 931
Espagne	715	744	827	867	1 188	1 274	1 280	1 409
Portugal	79	115	142	150	194	208	213	235
Grèce	28	39	37	48	57	67	80	286
Danemark	118	147	177	183	248	265	281	296
Irlande	31	47	60	80	123	149	179	192
États-Unis-Canada	2 885	3 144	3 759	4 334	4 814	6 138	6 092	5 486
Hors OCDE	1 983	2 270	2 476	2 823	3 873	4 764	4 311	4 168
Total	**20 945**	**22 117**	**24 924**	**26 917**	**29 569**	**33 300**	**33 679**	**34 190**

(1) U.E.B.L : Union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU E.03-12

Tourisme international : arrivées et recettes par pays (1) (2)

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer
Organisation mondiale du tourisme (OMT)

	Arrivées de touristes (milliers)			Recettes du Tourisme International (millions de dollars US)		
	1990	2000	*r* 2001	*r* 1990	2000	*r* 2001
France	**52 497**	**75 500**	**75 202**	**20 185**	**29 900**	**29 960**
États-Unis	39 363	50 891	45 500	43 007	85 153	72 300
Espagne	34 085	48 201	49 520	18 593	31 000	32 870
Italie	26 679	41 182	39 100	20 016	27 439	25 800
Chine	10 484	31 229	33 200	2 218	16 231	17 800
Royaume-Uni	18 013	25 320	22 800	14 940	19 518	16 300
Russie	7 204	21 169	21 169 (3)	2 752	7 771	7 771 (3)
Mexique	17 176	20 643	19 800	5 467	8 295	8 400
Canada	15 209	20 423	19 700	6 339	10 171	10 800
Allemagne	17 045	18 983	17 861	11 471	17 812	17 210
Autriche	19 011	17 982	18 180	13 410	11 440	10 118
Pologne	3 400	17 400	15 000	358	6 000	...
Hongrie	20 510	15 571	15 340	824	3 424	...
Hong-Kong	6 581	13 059	13 700	5 032	7 886	8 200
Grèce	8 873	12 500	12 500 (3)	2 587	9 290	9 290 (3)
Portugal	8 020	12 037	12 182	3 555	5 206	...
Suisse	13 200	11 400	10 700	7 411	7 303	7 600
Pays-Bas	5 795	10 200	10 200	3 636	6 951	6 723
Malaisie	5 299 *r*	10 221	12 775	1 667	4 947	...
Turquie	4 799	9 587	10 783	3 225	7 636	8 932
Total monde	**461 217**	**697 600**	**692 600**	**263 370**	**477 300**	**463 100**

(1) Transport exclu.
(2) Compte tenu des événements internationaux, l'Organisation Mondiale du Tourisme n'est pas en mesure de fournir l'ensemble des données pour l'année 2002.
(3) Chiffres de l'année 2000 pour les arrivées et les recettes.

Chapitre E.04

Jeunesse et Sports

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Diplômes professionnels et non professionnels délivrés par le ministère des sports - France entière.

2 Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil et nombre de séjours - France entière.

3 Centre de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, printemps et Toussaint), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil et nombre de séjours - France entière.

4 Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (CREPS - écoles et instituts) - France entière.

5 Sections de clubs et licences sportives - France entière.

6 Sportifs reconnus par le ministère des Sports - France entière.

1

○ Présentation

Durant l'année 2002, 37 000 séjours (en baisse de 5 %) ont accueilli un peu plus de 1 250 000 enfants et adolescents âgés de 4 à 18 ans. Ne sont comptabilisés que les séjours organisés pour une durée égale ou supérieure à 6 jours et concernant au moins 12 mineurs. Près de 3 enfants sur 4 bénéficient des séjours durant la période des congés d'été.

Parmi les quelques 37 000 directeurs qui encadrent les séjours en 2002 en centres de vacances, 35 % possèdent le B.A.F.D., 37,5 % sont en cours de formation pour l'obtenir, 10 % possèdent d'autres diplômes ou titres équivalents, les autres sont identifiés différemment.

Les animateurs en centres de vacances sont 122 000 : 55 % d'entre eux sont titulaires du B.A.F.A. Un animateur encadre en moyenne 7,5 enfants (soit une légère augmentation du nombre d'enfants encadrés par animateur).

La pratique sportive

En 2003, plus de 34 millions de personnes de 15 ans ou plus font du sport, soit 71 % de la population concernée. Les hommes font toujours plus de sport que les femmes et cette tendance se retrouve chez les plus jeunes. En 2000, 77 % des garçons de 12 à 17 ans font du sport contre 60 % des filles du même âge. C'est dans les milieux sociaux les moins favorisés que les jeunes font le moins de sport, le phénomène étant particulièrement marqué chez les filles. Le niveau de diplôme des parents apparaît comme le premier facteur familial qui favorise les sports des jeunes.

Près de 14,8 millions de licences sportives et autres types de participation ont été délivrés en 2002. On estime que 30 à 40 % des licences sont délivrées à des moins de 15 ans.

Les fédérations de football, de tennis, de judo, de basket et d'équitation sont toujours des disciplines très pratiquées. Certaines comme le karaté ou la voile sont en nette progression.

Les femmes représentent environ un tiers des licenciés, en légère progression par rapport à l'année précédente. Quelques fédérations sont en majorité féminines, comme celles de gymnastique ou d'équitation.

Le poids économique du sport

Le sport est un enjeu économique important en France. La dépense sportive nationale, constituée par les dépenses effectuées par les différents agents (ménages, État et collectivités locales, entreprises) en faveur du sport, est estimée en 2001 à 25,4 milliards d'euros. Elle permet de mesurer le poids économique du sport : il est ainsi évalué à 1,7 % du PIB en 2001.

La moitié de cette dépense sportive est effectuée par les ménages, pour leur consommation en biens et services sportifs (achat de vêtements ou de matériel de sport, cotisation à des clubs...), et près d'un tiers provient des collectivités locales (en faveur des installations, manifestations sportives...).

Les diplômes sportifs

Le ministère des sports a délivré en 2002 plus de 10 000 diplômes sportifs, dont un peu plus de 300 B.A.P.A.A.T. option « activités de pleine nature », près de 9 100 B.E.E.S. de premier degré (niveau IV) et un peu plus de 600 B.E.E.S. de deuxième degré (niveau II).

Le nombre de diplômes sportifs est en progression de 14 % sur les 5 dernières années, mais la moitié de cette augmentation s'est produite en 2001 : elle concerne principalement le B.E.E.S. de premier degré.

2

○ Méthodologie

Les données sur les centres de vacances, les diplômes délivrés par le ministère, etc... sont issues des documents administratifs gérés par les services déconcentrés du ministère des Sports.

Les données sur les clubs, les licences et autres types de participation sportifs proviennent d'un recensement mené annuellement par la mission statistique auprès des fédérations sportives.

La consommation des ménages en biens et services sportifs a été définie dans le cadre des travaux sur les comptes économiques du sport par un groupe de travail associant le ministère des Sports et l'INSEE. Ces comptes s'appuient sur les concepts de la comptabilité nationale.

3

○ Définitions

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA)

Diplôme à vocation non professionnelle qui s'obtient à l'issue d'une formation de 28 jours répartis au plus sur 30 mois.

Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD)

Diplôme à vocation non professionnelle qui s'obtient à l'issue d'une formation de 44 jours répartis au plus sur 4 ans.

Brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative (BASE)

Créé en 1970, il sanctionne les compétences et l'expérience dans la pratique d'activités socio-éducatives.

Brevet d'État d'éducateur sportif (BEES)

Diplôme existant depuis 1948. Il comprend 3 degrés : le premier au niveau IV, le deuxième au niveau II, le troisième degré sanctionne une compétence pour l'expertise et la recherche (4 ou 5 par an).

Brevet d'État technicien de l'éducation populaire (BEATEP)

Diplôme de niveau IV, créé en 1986.

Diplôme d'État de directeur de projet d'animation et de développement (DEDPAD)

Ce diplôme, créé en 1995, est délivré à l'issue d'une formation de 1 500 heures réparties sur 3 ans au maximum.

Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur (DEFA)

Diplôme préparé selon un cycle continu ou discontinu sur une durée de 8 ans maximum.

Centres de vacances (CV)

Les centres de vacances sont des accueils collectifs avec hébergement pour les jeunes âgés de 4 à 18 ans lors de leurs congés scolaires, professionnels ou de leurs loisirs.

Le ministère chargé de la Jeunesse apporte une aide aux associations agréées, ainsi qu'aux collectivités locales qui proposent des activités de loisirs et de vacances notamment en direction des jeunes, telles que les séjours en centres de vacances.

Placement de vacances (PV)

Placement d'un ou plusieurs mineurs en famille ou établissement à l'étranger ou en France. Lorsque ce placement est effectué en pays non francophone, il s'agit habituellement d'un séjour linguistique.

Fédération sportive

Une fédération sportive est une union d'associations sportives régie par la loi de 1901, pratiquant le même sport ou plusieurs, ou encore regroupant des licenciés qui appartiennent à une même catégorie (ex sport scolaire).

Les fédérations peuvent être agréées par le ministère des Sports : la loi leur reconnaît une mission de service public. Parmi elles, certaines reçoivent une délégation pour organiser la pratique d'une discipline sportive. Elles passent avec l'État un contrat permanent autorisant l'organisation de championnats et compétitions. Les fédérations unisport délégataires sont classées en olympiques et non olympiques selon que la discipline sportive est incluse ou non au programme des jeux olympiques. Ce programme est international et est réactualisé par le Comité international olympique.

Trois fédérations multisports ont délégation du ministère, la fédération française handisport, la fédération des sourds de France et la fédération française de sport adapté pour les

pratiques sportives destinées respectivement aux personnes concernées.
L'adhésion à une fédération par une licence annuelle permet de participer au fonctionnement et aux activités de la fédération. Les activités sportives peuvent également être pratiquées au sein d'une fédération par des non licenciés à qui on délivre des titres de participation.
Sur près de 14,8 millions d'adhésions en 2002, plus de 14 millions sont des licences sportives.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Sports.

Organismes :

– Ministère des Sports, mission statistique ;
– Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire ;
– Commission nationale du Sport du haut niveau.

Sites Internet :

– www.jeunesse-sports.gouv.fr
– www.education.gouv.fr

Publications :

Ministère des Sports

– « Les chiffres clés du Sport », mission statistique, octobre 2002.

STAT Info :

– « La pratique sportive des jeunes dépend avant tout de leur milieu socioculturel », n° 03-07, novembre 2003 ;
– « Les diplômes de l'animation dans le secteur « jeunesse » », n° 03-06 septembre 2003 ;
– « Les diplômes sportifs délivrés par le ministère des sports de 1998 à 2002 (données par option) », n° 03-05, septembre 2003 ;
– « Les diplômes sportifs délivrés par le ministère des sports de 1998 à 2002 (données de cadrage) », n° 03-04, septembre 2003 ;
– « Les contrats éducatifs locaux », n° 03-02, février 2003 ;
– « Les équipements sportifs en Midi-Pyrénées », n° 03-01, janvier 2003 ;
– « Les emplois jeunes du champ Jeunesse et Sports au 30 juin 2002 », n° 02-05, novembre 2002 ;
– « Le poids économique du sport en 2001 », n° 03-03, avril 2003.

INSEE

INSEE-Première :

– « La pratique sportive des jeunes dépend avant tout de leur milieu socioculturel », n° 932, novembre 2003.

Courrier des statistiques :

– « La statistique au ministère des sports », B. Belloc, n° 103, septembre 2002.

Autres

« L'emploi sportif en France : situation et tendances d'évolution », RUNOPES, étude réalisée pour le ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche co-édition AFRAPS-RUNOPES, mai 2002 ;
« Le sport scolaire dans le premier et le second degrés », ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, *Note d'information*, n° 02.07, mars 2002 ;
« Sport de haut niveau et argent », rapport présenté par M. Jean-Luc Behhahmias, *Avis et Rapports du Conseil Économique et Social*, 2002 ;
« Économie du Sport », *Collection* : *Que sais-je* ?, W. Andreff, J-F Nys, 2001.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU E.04-1

Diplômes professionnels et non professionnels délivrés par le ministère des Sports - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère des Sports — *Unité* : Nombre de diplômes

Nature du diplôme	1990	1995	1998	*r* 1999	*r* 2000	*r* 2001	*p* 2002
DIPLÔMES PROFESSIONNELS DÉLIVRÉS							
Diplômes sportifs (1) :	**7 102**	**8 388**	**8 397**	**8 689**	**8 833**	**9 463**	**9 724**
dont : B.E.E.S. 1er degré	6 520	7 844	7 759	8 106	8 200	8 935	9 097
B.E.E.S. 2ème degré	582	544	638	583	633	528	627
Diplômes de l'animation :	**241**	**1 289**	**2 007**	**2 078**	**2 536**	**3 223**	**3 358**
dont : B.E.A.T.E.P. (2)	44	890	1 606	1 485	1 968	2 615	2 951
D.E.F.A. (2)	197	399	379	368	406	319	383
B.A.S.E. (2)	...	...	...	186	126	253	...
D.E.D.P.A.D. (2)	///	///	22	39	36	36	24
Diplôme socio-sportif :							
B.A.P.A.A.T. (2)	...	1 250	1 444	1 499	1 476	1 380	1 371
Total	**7 343**	**10 927**	**11 848**	**12 266**	**12 845**	**14 066**	**14 453**
DIPLÔMES NON PROFESSIONNELS DÉLIVRÉS (3)							
B.A.F.D. (2)	2 117	6 602	...	2 527	2 346	2 173	2 113
B.A.F.A. (2)	38 567	48 512	...	54 830	56 651	54 132	50 328
Total	**40 684**	**55 114**	**...**	**57 357**	**58 997**	**56 305**	**52 441**

(1) Chaque année 4 à 5 diplômes B.E.E.S. (Brevet d'État d'éducateur sportif) du 3ème degré sont délivrés.
(2) Cf. partie « 3. Définitions » dans le texte de ce chapitre.
(3) Pour les années antérieures à 1998, la source des données était la direction de la Jeunesse et de l'Éducation populaire du ministère de la Jeunesse et des Sports.

TABLEAU E.04-2

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil (1) et nombre de séjours - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche — *Unité* : Millier

	1994	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Centres de vacances								
Nombre d'enfants :								
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	28,8	28,4	24,9	22,7	21,2	19,5	18,0	16,5
Centres de vacances (6-12 ans)	439,9	444,2	417,1	396,5	390,7	365,5	365,9	344,7
Centres de vacances (12-18 ans)	216,9	227,8	219,4	212,6	218,0	200,4	214,8	207,8
Camps fixes (jusqu'à 18 ans)	263,4	265,9	263,3	241,5	233,4	204,1	192,4	177,8
Camps itinérants (jusqu'à 18 ans)	100,5	98,4	95,5	89,7	89,0	95,5	84,6	77,0
Total	**1 049,5**	**1 064,6**	**1 020,2**	**962,9**	**952,3**	**885,0**	**875,6**	**823,7**
Nombre de séjours correspondants	**28,7**	**29,6**	**29,9**	**28,7**	**27,7**	**26,0**	**25,6**	**24,2**
Placements de vacances et séjours linguistiques								
Nombre d'enfants :								
Placements de vacances	31,1	36,4	33,2	30,6	32,8	26,0	25,7	24,2
Séjours linguistiques	126,7	130,0	122,3	118,1	99,9	104,8	111,4	98,5
Nombre de séjours correspondants	**3,4**	**3,6**	**3,5**	**3,7**	**3,7**	**3,6**	**3,6**	**3,3**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les lieux d'accueil (les placements familiaux et séjours linguistiques sont concernés, depuis 1994, au regard de la réglementation « protection des mineurs »).

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint), placements de vacances et séjours linguistiques : effectifs déclarés à l'accueil (1) et nombre de séjours France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche — *Unité* : Millier

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Centres de vacances								
Nombre d'enfants :								
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	8,9	7,9	8,0	6,9	7,0	6,0	5,5	5,3
Centres de vacances (6-12 ans)	192,8	183,7	177,6	174,7	171,9	159,2	152,6	148,2
Centres de vacances (12-18 ans)	149,4	143,7	136,4	136,2	135,0	128,1	125,7	127,5
Camps fixes (jusqu'à 18 ans)	23,0	17,4	16,1	13,2	10,9	9,9	9,7	7,7
Camps itinérants (jusqu'à 18 ans)	7,3	7,2	8,3	7,1	8,1	7,8	7,6	6,5
Total	**381,5**	**359,9**	**346,4**	**338,1**	**332,9**	**311,0**	**301,1**	**295,3**
Nombre de séjours correspondants	**10,2**	**9,9**	**9,5**	**9,2**	**9,2**	**9,0**	**8,7**	**8,4**
Placements de vacances et séjours linguistiques								
Nombre d'enfants :								
Placements de vacances	12,6	11,4	11,5	10,6	11,3	11,6	10,7	11,5
Séjours linguistiques	29,7	27,1	26,1	20,2	18,8	20,0	16,7	19,2
Nombre de séjours correspondants	**1,2**	**1,1**	**1,1**	**1,2**	**1,2**	**1,3**	**1,3**	**1,2**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les lieux d'accueil (les placements familiaux et séjours linguistiques sont concernés au regard de la réglementation « protection des mineurs »). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont participé à un séjour, au cours de la même année.

TABLEAU E.04-4

Sections sportives scolaires, « Pôles France » et « Pôles Espoirs » (CREPS - écoles et instituts) - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales) - année scolaire

Source : Ministère des Sports — *Unité* : Nombre

Sections « jeunesse et sports » (et effectifs)	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Sections sportives scolaires (1)	1 694	1 892	1 900 *e*	1 900 *e*	2 096	...
« Pôles France » (2), nombre de sections	144	140	135	136	130	130
« Pôles Espoirs » (2), nombre de sections	234	271	269	289	300	329
Nombre de spécialités sportives	48	49	50	50	50	51
Effectifs « Sections sportives scolaires »	...	39 961	40 000 *e*	40 000 *e*	44 000 *e*	...
Effectifs « Pôles France » + « Pôles Espoirs »	...	10 000 *e*	10 061	9 576	9 400	9 000
Effectif total (Pôles France + Espoirs + sections sportives scolaires)	**40 461**	**50 000 *e***	**50 000 *e***	**50 000 *e***	**54 000 *e***	**...**

(1) Les sections sportives scolaires (ex-« sections sportives ») sont gérées par le ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche.
(2) Les « Pôles France » et les « Pôles Espoirs » ont succédé aux centres permanents d'entraînement et de formation à compter de 1996.

TABLEAU E.04-5

Sections de clubs et licences sportives - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Enquête menée par le ministère des Sports auprès des fédérations sportives

	Sections de clubs			Licences et autres types de participation			dont : Licences femmes (%)
	2000	2001	2002	2000	2001	2002	2002
Fédérations olympiques agréées	**74 718**	**74 331** *r*	**71 024**	**6 961 767** *r*	**7 064 906** *r*	**7 116 784**	**26,8**
dont : Fédération française de basketball	4 554	4 706	5 245	437 190	426 888	426 751	40,0
Fédération française d'équitation	6 533	5 375	2 382	428 278	432 498	452 585	74,4
Fédération française de football	19 731	19 754 (2)	19 776	2 150 442	2 140 133	2 066 339	1,9
Fédération française de gymnastique	1 630	2 308	1 647	214 001	221 579	226 882	78,4
Fédération française de handball	2 376	2 411	2 424	273 793	300 545	318 895	36,4
Fédération française de judo-jujitsu, kendo et disciplines associées	6 084	6 061 (2)	6 038	530 299	564 783	576 607	24,1
Fédération française de natation	1 292	1 274	1 326	200 154	212 475	214 053	55,3
Fédération française de ski	1 648	1 556	1 470	182 974	165 893	152 448	38,4
Fédération française de tennis	9 130	9 067	8 937	1 048 328	1 064 773	1 067 755	32,9
Fédération française de voile	1 167	1 164	1 087	258 028	224 495	276 644	17,2
Fédérations non olympiques agréées	**42 537**	**42 284** *r*	**42 682**	**2 634 164** *r*	**2 634 622** *r*	**2 750 407**	**22,1**
dont : Fédération française de ball-trap et de tir à balle	579	610	597	49 452	47 705	28 285	3,9
Fédération française de sport automobile	431	427 (2)	423	58 934	48 546	67 449	9,0
Fédération française des sports de boules	3 436 (1)	3 096 (2)	2 756	161 452	155 415	165 760	8,1
Fédération française de cyclotourisme	3 102	3 074	3 114	113 685	112 054	113 993	16,9
Fédération française d'études et sports sous-marins	2 045	2 059 (2)	2 073	152 904	155 315	152 265	29,2
Fédération française de golf	1 274	1 335 (2)	1 396	291 754	301 902	325 229	29,5
Fédération française de karaté et arts martiaux affinitaires	3 414	3 466	3 785	189 524	193 561	209 948	26,6
Fédération française de pétanque et jeu provençal	7 098	6 942	6 905	422 595	423 234	419 936	14,3
Fédération française de la randonnée pédestre	2 274	2 385	2 594	139 661	140 410	151 940	61,5
Fédération française de rugby	1 708	1 699	1 710	264 628	255 982	252 807	2,7
Fédérations multisports :							
Affinitaires	**29 440** *r*	**29 494** *r*	**29 594**	**2 286 555**	**2 292 407** *r*	**2 312 878**	**58,9**
dont : Fédération française d'éducation physique et de gymnastique volontaire	7 364	7 439	7 547	473 199	494 586	521 672	94,2
Fédération sportive et culturelle de France	1 964 (2)	2 012	2 014	208 214	216 043	217 477	64,7
Fédération sportive et gymnique du travail	4 003	4 057 (2)	4 111	268 542	268 741	266 412	31,0
Union française des œuvres laïques d'éducation physique	10 148	9 999	9 906	406 159	402 699	402 968	41,0
Union nationale des centres sportifs de plein air	1	1	1	232 103	226 586 (2)	221 069	...
Handicapés	**1 123** *r*	**1 208** *r*	**1 205**	**45 281** *r*	**41 064**	**47 534**	**31,7**
dont : Fédération française handisport	491 (2)	497 *r*	572	13 909 (2)	14 067	14 519	28,3
Fédération française du sport adapté	547	625	554	27 945	23 241	29 578	34,8
Scolaires, universitaires	**25 549** *r*	**25 267** *r*	**25 039**	**2 566 373**	**2 525 443** *r*	**2 560 501**	**43,1**
dont : Union nationale du sport scolaire	9 444	9 436 (2)	9 427	850 594	854 632 (2)	858 670	40,6
Union sportive de l'enseignement du premier degré	12 341	11 961 (2)	11 581	863 189	837 991 (2)	812 793	48,6
Toutes pratiques confondues	**173 367**	**172 584**	**169 544**	**14 494 140**	**14 558 442**	**14 788 104**	...

(1) Pas de réponse, reconduction année précédente.
(2) Pas de réponse année N : interpolation N+1 - N-1.

TABLEAU E.04-6

Sportifs reconnus par le ministère des Sports - France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère des Sports

Sportifs classés	1995	1999	2000	2001	2002	2003
Liste « Sportifs de haut niveau » (Élites, Séniors, Jeunes, Reconversions)	5 783	6 008	6 195	6 158	6 366	6 573
Liste « Espoirs »	10 171	11 568	11 063	10 457	9 748	9 039
Liste « Partenaires d'entraînement »	207	506	530	468	411	354

Chapitre E.05

Loisirs divers

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

Liste des tableaux

1 Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux.
2 Autres prélèvements.
3 Recettes des hippodromes et sommes engagées en France sur les courses françaises.
4 Répartition des chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux ».
5 Produits des jeux de casinos.
6 Fréquentation des lieux culturels et récréatifs en France.
7 Nombre de navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire et région administrative.
8 Nombre de navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire – Département d'outre-mer.
9 Chasse et pêche fluviale.

1 ○ Présentation

Les français aiment le jeu sous toutes ses formes. En 2001, ils ont acheté près de 3,45 milliards de bulletins à la « Française des Jeux » pour une mise de 7 milliards d'euros. Chaque année de nouveaux jeux sont lancés et les joueurs choisissent dans une gamme toujours plus large et plus attrayante de jeux en temps réel (loto, rapido, keno, ...) et des jeux de grattage instantanés (millionnaire, astro, dédé, tacotac, ...).
En 2002 la française des jeux a réalisé un chiffre d'affaire de 7,431 milliards d'euros, en progression de 6 % par rapport à 2001. Les ventes de jeux en temps réel augmentent fortement (+ 10,7 %), l'évolution des jeux de grattage étant plus modérée (+ 1,0 %). Les ventes réalisées sur internet restent marginales.
Les jeux de casino, bien que concernant un nombre de personnes moindre, sont également très prisés, qu'il s'agisse des jeux de table ou des machines à sous. Le produit brut total des casinos de France s'élève à 2,456 milliards d'euros sur la saison du 1er novembre 2001 au 31 octobre 2002.
En 2002, 1 332 600 permis de chasse ont été délivrés. La même année, on recense 7 995 pêcheurs aux engins et aux filets sur le domaine public dont 7 361 amateurs.
En 2001 ont été délivrés près d'1,5 million de permis de pêche.
Au 31 août 2002, on recense 789 569 navires de plaisance immatriculés en France, dont 171 791 voiliers et 590 090 navires à moteur. Entre le 01/09/2001 et le 31/08/2002, le nombre de nouvelles immatriculations s'élève à 21 330.

2 ○ Méthodologie

Courses de chevaux, pari mutuel

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.
Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2/6/1891 modifiée par la loi du 16/4/1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU). La loi du 28/12/1999 a adapté la législation en vigueur à la situation de la Nouvelle Calédonie et de la Polynésie. Seul le pari mutuel est licite en France.
Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de sociétés, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif. Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales), elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et une autorisation d'organiser délivrées par le pari mutuel.
Les sociétés de courses sont régies par le décret n° 97-456 du 5/5/1997, les règles applicables aux différentes formes de pari, par l'arrêté du 13/9/1985 modifié portant règlement du pari mutuel, qui est pris sur proposition du GIE pari mutuel urbain.

Loterie

Le Loto national a été créé en 1976. En janvier 1979, l'État décide la création de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), société anonyme d'économie mixte, devenue le 13/1/1989 France Loto et le 12/9/1991 La Française des Jeux.

Navigation maritime de plaisance

Les données statistiques de la navigation maritime de plaisance sont établies par le Bureau de la Plaisance du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer. Depuis 1998, les navires sont répartis selon les régions administratives, désormais harmonisées avec les directions régionales des affaires maritimes. Les navires sont classés par tranche de longueur conformément à l'évolution générale de la législation.
La directive 94/25/CE du 16/6/1994 du Parlement européen et du Conseil a rapproché les dispositions législatives, réglementaires et administratives des états membres. Cela a conduit à une révision du registre des immatriculations et à de nouveaux tableaux.

Chasse

Depuis 1976, les futurs chasseurs doivent obligatoirement suivre une formation pratique assurée par les Fédérations départementales des chasseurs, et réussir un examen d'admission pour obtenir leur permis de chasser. Le nombre de permis de chasse délivrés est établi par la Direction financière de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage. Ces données correspondent au nombre de permis délivrés au cours de la campagne sur deux années.

Pêche en eau douce

Tout pêcheur en eau douce doit, préalablement à toute pratique de la pêche, adhérer à une association agréée de pêche et de pisciculture, s'il pêche à la ligne (pêche de loisir) ; une association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur le domaine public, s'il pêche aux engins et aux filets dans un but de loisir ; une association agréée de pêcheurs professionnels, s'il pêche dans un but commercial ; et acquitter auprès de celle-ci un (ou plusieurs) timbre-vignette correspondant au mode de pêche pratiqué, à apposer sur sa carte de membre de l'association. Ce (ou ces) timbre lui permet de justifier du fait qu'il a acquitté la taxe piscicole annuelle. Cette taxe est reversée au Conseil supérieur de la pêche, dont elle constitue l'essentiel des ressources.
Les données qui figurent dans ce chapitre correspondent donc au nombre de timbres vendus au cours de l'année, pour chacune des catégories de pêcheurs citées.

3 ○ Définitions

Prélèvements sur les enjeux

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 19,60 %, à compter du 1er/4/2000).
Les enjeux recueillis sur les courses font l'objet : de prélèvements proportionnels non fiscaux en faveur de différents attributaires publics et de la société organisatrice, dont les taux ont été fixés, pour l'année 2000, par le décret n° 99-140 du 3/3/1999 ; d'un droit de timbre de 4 % ; d'une taxe additionnelle au droit de timbre de 0,30 % ; d'un taux de TVA de 19,60 % appliqué sur la part proportionnelle revenant à la société de courses organisatrice ; d'un prélèvement au titre de la Contribution Sociale Généralisée (CSG), depuis le 1er/1/1998.
Par ailleurs, le taux de la contribution pour le remboursement de la dette sociale est fixé à 0,28 % des enjeux.
Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret n° 95-1405 du 30/12/1995.
En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor (art. 18-II de la loi de finances pour 1967).

Types de jeux :

Jeux	Date de lancement ou de nouveau lancement	Modalités pratiques	Prix	Gains
Loto	19 mai 1976	Il existe 2 types de bulletins : simple et multiple. Le joueur coche 6 numéros par grille (sur 49) sur 2, 4, 6, 8 ou 10 grilles pour un bulletin simple ; 7, 8, 9, 10 numéros sur une seule grille pour le multiple. Le joueur coche également la case correspondant au(x) jour(s) de tirage (mercredi ou samedi ; mercredi et samedi). Possibilité d'abonnement pour 2, 3, 4 ou 5 semaines. Il y a 4 tirages par semaine.	Mise minimum 1,2 euro : pour 2 grilles participant aux 2 tirages d'un jour de tirage.	Le loto est un jeu de répartition, le montant des gains est fonction du nombre de gagnants.

		Les numéros gagnants (6 numéros + le complémentaire) sont déterminés par tirage au sort en direct à la télévision et permettent de définir les différents rangs de gains. Il est possible de jouer sans cocher de bulletin grâce au système Flash. C'est le terminal de jeu qui attribue aléatoirement des combinaisons de 6 numéros.		
Joker	20 octobre 1999	La partie inférieure du bulletin comporte 2 numéros Joker pré-imprimés. Pour participer, il suffit de cocher « oui » pour chacun des numéros. Le tirage du numéro Joker a lieu les mêmes jours que les tirages du Loto. Il est possible de jouer via le système Flash. Le numéro joker tiré est annoncé après chaque second tirage du loto.	1 euro par numéro Joker.	De 2 à 200 000 euros.
Super Loto	15 mai 1996	Créé à l'occasion des 20 ans du Loto, c'est un tirage exceptionnel organisé 3 à 4 fois par an lors d'évènements porteurs de rêve tels que le vendredi 13, etc. Même mécanique que le Loto. Le Super Loto donne lieu à un tirage unique et spécifique et ne remplace pas les tirages du loto. Il est possible de jouer sans cocher de bulletin grâce au système flash.		
Keno	10 septembre 1993	Jeu « actif qui offre, sur une grille de 70 numéros, le choix de jouer beaucoup de numéros (10 au maximum) pour gagner jusqu'à 600 000 euros ou jouer moins de numéros (2 au minimum) pour gagner plus souvent des sommes moins importantes ». Le tirage est quotidien. Keno système Flash : numéros choisis de manière aléatoire par le terminal de prises de jeux. Numéro JACKPOT : pour chaque grille validée à 1,5 euro, vous recevez 1 numéro Jackpot (et 2 pour chaque grille à 3 euros). Ce numéro est composé de 4 nombres. Son montant augmente de 15 000 euros chaque jour jusqu'à ce qu'il soit remporté. Avec les six derniers chiffres, vous gagnez 4 500 euros. Chaque jour, 20 numéros sont tirés au sort en direct à la télévision et 1 numéro Jackpot déterminé.	1,5 euro ou 3 euros par grille.	Jeu de contre-partie, les gains sont fixés à l'avance, pour une mise de 1,5 euro, ils vont de 3 à 300 000 euros, et pour une mise de 3 euros, ils vont de 6 à 600 000 euros.
Rapido	11 janvier 1999	Le joueur coche 8 numéros parmi 20 dans la grille A et de 1 à 4 numéros dans la grille B. Il choisit la mise par tirage (1, 1,50, 2, 3 ou 5 euros) ainsi que le nombre de tirages souhaités (de 1 à 50). Toutes les 5 minutes, de 6h00 à minuit, le joueur peut suivre le tirage en direct sur l'écran situé dans le point de vente. À chaque tirage, 8 numéros sont tirés au sort dans la grille A et 1 numéro dans la grille B.	1 à 5 euros par grille.	Jeu de contre-partie, les gains sont fixés à l'avance, ils vont de 1 à 50 000 euros selon les mises.
Goal	16 octobre 1995	Jeu instantané lié à l'univers du football. Pour gagner, le joueur doit gratter les 6 ballons et découvrir 3 sommes identiques parmi les sommes découvertes.	1 euro.	De 1 à 2 000 euros.
Astro	12 mai 1997	Déclinaison en 12 tickets de jeu de chacun des 12 signes du zodiaque. Pour gagner, il faut retrouver 2 symboles identiques parmi 5.	2 euros.	De 2 à 17 000 euros.
Banco	28 mai 1990	Une case à gratter sous laquelle apparaît la somme remportée.	1 euro.	De 1 à 1 000 euros.
Cash 20 000	13 septembre 2002 modifié le 15 avril 2003	Jeu ancré dans l'univers du Far West. Pour gagner, le joueur doit gratter les 4 sacs remplis de pièces d'or et y découvrir 2 sommes identiques.	2 euros.	De 2 à 20 000 euros.
Dédé	15 juillet 2002	Le joueur gratte 3 lancers de dés. Si pour un même lancer, l'addition des dés égale 7, le joueur gagne la somme inscrite sous la case gain correspondante. Le joueur peut cumuler ses gains.	2 euros.	De 2 à 10 000 euros.
Millionnaire	30 septembre 1991	Jeu qui propose le gain maximum le plus élevé des jeux de grattage : 1 000 000 d'euros. En grattant l'escalier, le joueur doit découvrir trois montants identiques pour le remporter (gains de 2 à 10 000 euros). S'il découvre trois symboles étoiles, il participe à une émission de télévision diffusée sur une grande chaîne nationale, au cours de laquelle il détermine son gain (de 20 000 euros à 1 000 000 d'euros) en actionnant les roues de la machine de tirage.	2 euros.	De 2 à 1 000 000 d'euros.
Morpion	2 mai 1994	Jeu basé sur la mécanique du morpion et incarné par une célèbre mascotte. Le ticket comporte une grille de 9 cases. En grattant, si le joueur découvre 3 X ou 3 O en large, en long ou en travers, il gagne la somme associée.	1 euro.	De 1 à 1 000 euros.

Numéro Fétiche	6 juin 2002	Jeu instantané lié à l'univers de la petite superstition légère. L'offre se décline en 9 tickets, chacun mettant en scène un numéro compris entre 1 et 9 et étant associé à une couleur. Pour gagner, le joueur doit retrouver au moins une fois son numéro fétiche. Il a 3 chances de gagner et peut cumuler ses gains.	1 euro.	De 1 à 1 000 euros.
Safari	17 septembre 2001	Le joueur gratte un carnet de route sous lequel apparaissent 9 coordonnées. Il gratte ensuite ces coordonnées sur la carte d'Afrique. S'il découvre un symbole gagnant d'un seul tenant il remporte la somme correspondante	2 euros.	De 2 euros jusqu'à un voyage pour 4 personnes (ou 20 000 euros).
Saga	20 septembre 1999	Le concept de SAGA (+ nom du film) repose sur l'univers du cinéma. Il s'associe à une déclinaison de films très médiatiques et « à épisodes ». Depuis 1999, 3 déclinaisons de SAGA ont été lancées : – SAGA Star Wars™ (1999) – SAGA Indiana Jones™ (2000) – SAGA James Bond 007™ (2002).	2 euros	De 2 à 17 007 euros pour Saga James Bond 007™.
Solitaire	6 novembre 1995 modifié en juillet 1999	De forme octogonale, le ticket rappelle ainsi le plateau de jeu du Solitaire traditionnel. Le joueur gratte les 12 billes. Sous chacune d'elles, apparaissent un numéro et une somme. S'il retrouve l'un des « numéros gagnants » parmi les 12 découverts, il gagne la somme inscrite sous ce numéro. Le numéro bonus donne au joueur une chance supplémentaire de gagner.	2 euros.	De 2 à 10 000 euros.
Super Bingo	7 juin 1993 modifié le 19 septembre 1994 puis le 20 août 2001	Le seul jeu de grattage à proposer un premier gain égal au double de son prix de vente. Le ticket est composé de 2 séries de 4 jetons grattables associées à 2 grilles de 12 cases (comportant chacune 7 numéros et 5 cases pleines). Pour gagner, le joueur doit retrouver au moins un des numéros découverts sous les jetons dans la grille correspondante. Le numéro bonus donne une chance supplémentaire de gagner sur les 2 grilles.	2 euros.	De 4 à 5 000 euros.
Tac O Tac TV	25 décembre 1983 Dernière modification : Août 2002	Un des piliers institutionnels de la Française des Jeux. Le ticket comporte 4 jeux différents qui ont chacun leur tableau de lots. Depuis 1998, une émission TV diffusée sur TF1, vient appuyer le jeu.	3 euros.	De 3 à 3 000 euros sur le ticket de jeu et de 800 euros par mois pendant 4 ans à 1 500 euros par mois pendant 10 ans à la TV.
Végas	13 mars 2000	S'appuie sur l'univers du Casino. Le ticket propose 4 jeux distincts et 4 chances de gagner. *La Roulette* : Le joueur gratte 3 mises sous chacune desquelles un numéro et une somme apparaissent. Pour gagner, le joueur doit retrouver l'un des 3 numéros dans la roulette, après grattage. *Le Poker* : Le joueur doit gratter 5 cartes pour trouver l'une des combinaisons gagnantes : 1 paire, 2 paires, 1 brelan, 1 suite ou 1 carré. *Le Craps* : le joueur gratte 4 lancers de 2 dés. Pour gagner, il doit parvenir à faire 7 ou 11 dans un même lancé. *Le Jackpot* : Pour gagner, le joueur doit gratter 3 points d'interrogation et découvrir trois « 7 », trois « couronnes », trois « bar », trois « cerises » ou trois « ★ ». Si le joueur fait apparaître une cerise, quelle que soit la zone de jeu, il gagne automatiquement 3 euros. Le joueur cumule les gains acquis à chaque jeu.	3 euros.	De 3 à 40 000 euros.
XIII La BD culte	11 mars 2002	Le joueur gratte la première bulle et additionne les 4 chiffres découverts. Si le total est égal à 13 il gagne la somme inscrite sous la bulle gain.	2 euros.	De 2 à 13 000 euros.

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, sous direction du cheval, des Haras nationaux, du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (direction de la Comptabilité publique), de la Française des jeux, du ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage et du Conseil supérieur de la pêche.

Organismes :

– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, sous-direction du cheval.
– La Française des Jeux.
– Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique.

– Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer.
  – Département des systèmes d'information des Affaires maritimes ;
  – Bureau de la plaisance et des activités nautiques.
– Office national de la chasse et de la faune sauvage.
– Conseil supérieur de la pêche.

Sites Internet :

– www.fdjeux.com
– www.oncfs.gouv.fr
– www.csp.environnement.gouv.fr

Publications :

« La plaisance en quelques chiffres », ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, direction du transport maritime, des ports et du littoral, bureau de la plaisance et des activités nautiques (annuel).

INSEE

France, Portrait social, Édition 2003-2004.

Insee-Première :

– « Une personne sur deux est membre d'une association en 2002 », n° 920, septembre 2003.

5 ❍ Tableaux

Des tableaux détaillés et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU E.05-1

Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux

À compter du 15 avril 2001 (1)

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (Sous-direction du cheval) — *Unité* : en % des enjeux

Désignation des attributaires	PMH				PMU			
	Paris et Région (2) parisienne		Province		Paris et Région (2) parisienne			
	Paris simples	Autres paris	Paris simples	Autres paris	Tiercé, Quarté+, Quinté +	Paris simples	Autres paris	Quarté+ province
Prélèvements non fiscaux fixés par décret								
Sociétés de courses (HT)	8,5500	13,6000	13,8000	16,6000	14,6729	8,7260	13,7760	15,4000
Comptes spéciaux du Trésor :								
Fonds national des haras et des activités hippiques	1,4460	2,4800	–	0,6800	1,7833	1,2700	2,3040	0,6800
Fonds national pour le développement des adductions d'eau	–	1,2600	–	1,2600	1,2600	–	1,2600	1,2600
Fonds national pour le développement du sport	–	0,0100	–	0,0100	0,0100	–	0,0100	0,0100
Fonds national pour le développement de la vie associative	–	0,1500	–	0,1500	0,1500	–	0,1500	0,1500
Total	**8,5500**	**17,5000**	**13,8000**	**18,7000**	**17,8762**	**9,9960**	**17,5000**	**17,5000**

(1) Le décret n° 2001-311 du 11 avril 2001 modifie les taux de prélèvements à compter du 15 avril 2001.
(2) Paris (Auteuil, Longchamp, Vincennes), Région parisienne (Enghien, Evry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud).

TABLEAU E.05-2

Autres prélèvements

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (Sous-direction du cheval) — *Unité* : Million d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs (PMH)-(PMU) (1)	341,7	298,6	285,6	296,7	286,9	284,8	284,2
CSG (2)	///	///	47,4	57,8	58,9	62,5	...

(1) Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 95-1405 du 30 décembre 1995.
(2) La CSG s'applique à l'ensemble des paris selon les taux suivants : Quarté : 1,938 %, Tiercé : 1,615 %, Quinté : 1,4535 %, autres paris à l'exception des paris du PMH province 0,5205 % des mises correspondantes.

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et sommes engagées en France sur les courses françaises

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales (Sous-direction du cheval) — *Unité* : million d'euros

	1995	1997	1998	1999	2000	2001
Montant des entrées	8,6	8,2	7,6	7,2	6,8	...
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	327,9	276,8	280,8	249,3	241,0	236,3
Sommes engagées au pari mutuel urbain en France sur les courses françaises	5 088,3	5 210,3	5 273,4	5 367,0	5 714,9	6 100,6
dont : tiercé, quarté +, quinté +, 2 sur 4, classic tiercé, Grand 7 (1)	3 042,1	3 089,2	3 131,8	3 143,3	3 282,2	3 389,2

(1) De 1995 à 1997, Grand 7, supprimé en 1997. Depuis septembre 1999, "classic tiercé".

TABLEAU E.05-4

Répartition des chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux »

Source : La Française des Jeux

	Unités	1995	1998	1999	2000	2001	2002
LOTO 6/49 - SUPERLOTO - JOKER (1)							
Nombre de bulletins	Million	557,00	311,00	305,00	302,60	306,60	...
Montant des mises	Million d'euros	1 893,11	1 738,07	1 693,25	1 751,08	1 739,92	1 865,94
Lots à payer	»	979,79	877,34	855,85	892,48	886,42	952,67
Prélèvements non fiscaux	»	737,85	698,52	714,22	737,14	733,11	787,25
dont : Mouvement sportif	»	44,97	47,72	46,65	48,40	48,20	51,71
Prélèvements fiscaux	»	138,73	162,05	123,18	121,46	120,39	126,02
dont : TVA	»	50,46	46,50	45,28	45,26	44,40	45,94
Prélèvements progressifs	»	24,54	12,96	12,65	12,25	13,60	11,99
Produit des arrondis	»	12,20	8,23	7,62	8,01	7,35	5,94
LOTO FOOT MATCHES - MATCHES EUROPÉENS (2) DUO FOOT (3)							
Nombre de bulletins	Million	34,00	21,00	20,00	17,70	16,50	...
Montant des mises	Million d'euros	78,51	89,03	91,77	88,64	95,33	108,35
Lots à payer	»	41,77	60,98	63,57	61,39	66,02	75,05
Prélèvements non fiscaux	»	29,58	19,82	21,50	20,84	22,45	25,61
dont : Mouvement sportif	»	1,83	2,44	2,44	17,63	2,56	2,93
Prélèvements fiscaux	»	5,79	8,38	6,71	6,40	6,85	7,69
dont : TVA	»	2,13	2,44	2,44	2,24	2,37	2,60
Prélèvements progressifs	»	1,22	3,96	4,42	2,71	3,00	2,63
Produit des arrondis	»	0,15	0,15	0,18	0,12	0,15	0,19
KÉNO (4)							
Nombre de bulletins	Million	38,00	87,00	88,00	85,80	84,00	...
Montant des mises	Million d'euros	224,56	377,16	381,27	419,61	432,26	415,14
Lots à payer (dont TOP KENO)	»	129,89	218,76	221,05	243,31	250,64	240,72
Prélèvements non fiscaux	»	88,73	140,86	150,31	165,95	171,05	164,63
dont : Mouvement sportif	»	5,34	10,21	10,21	11,15	11,58	11,14
Prélèvements fiscaux	»	5,95	17,53	9,91	10,35	10,56	9,79
dont : TVA	»	5,95	9,91	9,91	10,35	10,56	9,79
RAPIDO							
Nombre de bulletins	Million	///	5,00	250,00	412,80	499,80	...
Montant des mises	Million d'euros	///	8,11	467,87	844,37	1 327,60	1 588,68
Lots à payer	»	///	5,49	318,16	574,17	902,77	1 080,30
Prélèvements non fiscaux	»	///	2,29	137,51	248,95	391,78	470,28
dont : Mouvement sportif	»	///	0,30	13,26	23,92	37,86	45,31
Prélèvements fiscaux	»	///	0,46	12,20	21,25	33,05	38,10
dont : TVA	»	///	0,15	12,20	21,25	33,05	38,10
JEUX INSTANTANÉS							
Nombre de tickets placés	Million	2 226,00	2 457,00	2 510,00	2 516,00	2 543,00	...
Placements nets (mises)	Million d'euros	2 836,92	3 231,16	3 090,75	3 421,65	3 414,43	3 449,55
Lots à payer	»	1 752,71	1 957,90	1 868,57	2 105,14	2 093,11	2 138,15
Prélèvements non fiscaux	»	951,74	1 065,47	1 076,90	1 159,29	1 165,98	1 163,63
dont : Mouvement sportif	»	67,99	91,47	87,35	96,93	96,93	97,97
Prélèvements fiscaux	»	132,63	207,79	145,28	157,22	155,33	147,76
dont : TVA	»	87,20	101,23	95,74	102,49	100,71	92,58
OAD (Offre de jeux à distance)							
Montant des mises	Million d'euros	///	///	///	///	1,03	3,09
Lots à payer	»	///	///	///	///	0,70	2,09
Prélèvements non fiscaux	»	///	///	///	///	0,28	0,87
dont : Mouvement sportif	»	///	///	///	///	0,03	0,09
Prélèvements fiscaux	»	///	///	///	///	0,04	0,13
dont : TVA	»	///	///	///	///	0,03	0,08

(1) Jeu LOTO 7 premier tirage le 29/03/1994, dernier tirage le 15/06/95. SUPERLOTO, premier tirage le 15/05/1996.
(2) Depuis le 2/08/1997, le LOTO SPORTIF est remplacé par le LOTO FOOT MATCHES. Le 15/01/1999 lancement de LOTO FOOT MATCHES Championnats Européens.
(3) Le 28/02/2000, lancement de DUO FOOT.
(4) À partir de janvier 1996, tirage quotidien du KÉNO.

TABLEAU E.05-5

Produit des jeux de casinos (1)

Source : Direction générale de la Comptabilité Publique — *Unité* : Millier d'euros

	1995/1996	1996/1997	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	(2) 2001/2002
Produit brut total (3)	1 090 558,3	1 231 872,2	1 433 697,7	1 570 899,8	1 732 330,9	1 895 807,9	2 456 354,9 (4)
dont : Casinos autorisés à avoir des machines à sous	1 038 609,7	1 180 966,6	1 392 553,6	1 529 519,4	1 686 645,8	1 847 119,1	...
dont : Produit des machines à sous	935 437,2	1 078 880,9	1 258 661,2	1 395 618,2	1 549 087,1	1 705 977,5	...
dont : Produit brut réel des jeux de tables	155 121,1	152 991,3	173 452,3	175 281,6	183 243,8	189 830,4	206 987,8
Produit brut réel des machines à sous (5)	1 089 629,0	1 256 525,0	1 470 934,1	1 655 347,0	1 873 365,6	2 088 484,8	2 249 367,1
dont : Prélèvements des communes	131 435,7	150 873,0	177 686,0	197 552,4	220 932,8	239 974,2	276 417,8

(1) La saison de l'année (n) s'étend du 1er novembre de l'année (n-1) au 31 octobre de l'année (n).
(2) Source : Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales - Sous-Direction des Courses et Jeux.
(3) Comprenant le produit réel des jeux de table et le produit brut théorique des machines à sous, servant au calcul des prélèvements jusqu'en mai 2002.
(4) Comprenant le produit brut réel des jeux de tables et des jeux des machines à sous.
(5) Recettes réelles des casinos après distribution des gains aux joueurs.

TABLEAU E.05-6

Fréquentation des lieux culturels et récréatifs en France (1)

Source : Memento du tourisme, secrétariat d'État au tourisme, Observatoire du tourisme — *Unité* : Nombre d'entrées

	1996	1997	1998	1999	2000	*r* 2001	2002
Disneyland, Paris	11 700 000	12 600 000	12 051 000	12 500 000	12 200 000	12 200 000	13 100 000
Tour Eiffel	5 530 279	5 719 773	6 051 603	6 368 537	6 152 032	6 103 987	6 157 042
Musée du Louvre	4 742 000	5 175 000	5 729 000	5 261 000	6 100 000	5 163 925	5 717 249
Centre Georges Pompidou, Paris	6 614 514	4 418 724	1 113 830 (2)	1 062 210 (2)	5 122 099	6 157 042	5 502 699
Château de Versailles	2 806 000	2 702 000	2 685 000	2 652 292	2 872 988	2 582 587	2 748 031
Cité des Sciences de la Villette, Paris	3 903 000	3 455 000	3 350 000	3 442 000	3 088 000	2 581 000	2 624 000
Musée d'Orsay	2 135 000	2 277 000	2 724 000	2 240 808	2 345 110	1 677 058	2 127 778
Parc Astérix, Plailly	1 707 000	1 900 000	1 710 000	2 003 000	1 830 000	1 815 000	1 750 000
Parc Futuroscope Poitiers	2 800 000	2 900 000	2 650 000	2 261 621	2 291 344	1 972 343	1 553 000
Parc zoologique du Bois de Boulogne, Lille	...	...	1 060 000	1 300 000	1 412 237	1 574 109	1 500 000
Parc Marineland d'Antibes	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 400 000	1 500 000	...
Jardin d'acclimatation, Paris	1 052 632	1 100 000	1 129 000	1 300 000	1 200 000	1 300 000	...
Arc de Triomphe, Paris	803 632	1 073 788	1 167 543	1 218 113	1 335 117	1 022 846	1 258 506
Le Puy du Fou (Grand parc + Cinescénie)	...	...	1 020 000	1 053 000	1 067 000	1 180 000	1 100 414
Merveille de l'abbaye du Mont Saint-Michel	833 985	921 712	999 578	1 061 790	1 078 266	1 034 278	1 086 796
Musée de l'Armée, Paris	757 386	796 298	826 688	871 210	843 509	1 036 859	1 029 188
Chemin de fer du Montenvers-Mer de Glace, Chamonix	998 584	982 140	1 008 207	823 630	874 913	920 681	930 986
Aquarium, La Rochelle	517 984	478 812	498 786	463 870	423 949	929 000 (3)	866 460
Parc floral de Paris	1 000 000	806 994	790 056	858 145	811 648	907 128	...
Parc Aquaboulevard Paris (espace aquatique)	...	...	731 034	747 750	763 944	833 836	...
Château de Chenonceaux	900 000	900 000	850 000	850 000	850 000	822 000	...
Parc zoologique de Paris (Vincennes)	715 712	877 985	826 325	821 669	749 794	780 991	811 096
Château de Chambord	755 797	762 935	752 700	751 378	743 305	716 654	722 948
Parc animalier de la Palmyre, Les Mathes	750 996	730 426	705 811	673 696	638 693	695 087	721 074
Verrerie, Biot	...	...	...	729 000	732 000	728 300	704 235
Musée océanographique, Monaco	725 061	798 571	794 907	775 749	719 289	697 966	703 551
Sainte Chapelle, Paris	605 236	774 223	741 594	788 715	794 041	697 284	682 891
Visite en bateau de la ville, Strasbourg	...	666 870	631 652	642 138	678 302	598 165	664 337
Parc de loisirs Loisinord, Nœux les Mines	600 000	510 000	680 000	695 000	665 000	639 000	640 000
Vulcania, Saint-Ours les Roches	///	///	///	///	///	///	628 000
Parc Nausicaa, Boulogne sur Mer	576 682	531 335	783 528	743 366	689 826	630 000	625 000
Musée Grévin	511 145	495 893	577 632	564 820	594 000	350 500	615 898
Palais des Papes, Avignon	531 778	504 177	525 450	570 116	616 432	595 292	613 376
Zoo du bois de Coulange, Amnéville les Thermes	...	352 000	361 000	421 186	478 043	516 220	574 202
Musée Rodin, Paris	484 000	499 000	569 457	531 232	560 542	557 777	559 531
Géode de la cité de la Villette, Paris	846 000	770 501	740 000	821 877	691 222	666 162	537 509
Château du Haut-Koenigsbourg, Orschwiller	584 249	594 541	549 205	531 264	533 194	503 345	528 779

(1) Sites dont les entrées sont comptabilisées et qui ont reçu plus de 500 000 visiteurs.
(2) En travaux.
(3) Ouverture du nouveau site en 2001.

TABLEAU E.05-7

Nombre de navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire et région administrative

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer

	Nord - Pas-de-Calais Picardie	Haute-Normandie	Basse-Normandie	Bretagne	Pays de la Loire	Poitou-Charentes	Aquitaine	Languedoc-Roussillon	Provence - Alpes - Côte d'Azur	Corse	**Total**
Navires immatriculés au 31/08/2002 :											
Voiliers	3 679	5 894	9 652	54 493	19 586	12 567	11 735	15 734	35 239	3 212	**171 791**
Navires à moteur	19 910	33 166	34 018	112 754	47 265	30 820	46 040	67 211	167 330	31 576	**590 090**
Autres modes de propulsion (1)	297	717	1 437	7 536	2 073	1 885	3 273	3 071	6 535	864	**27 688**
Total	**23 886**	**39 777**	**45 107**	**174 783**	**68 924**	**45 272**	**61 048**	**86 016**	**209 104**	**35 652**	**789 569**
Nouvelles immatriculations entre le 01/09/2001 et le 31/08/2002 :											
Non habitables :											
Voiliers	17	55	80	456	114	78	68	72	100	18	**1 058**
Navires à moteur	95	127	314	973	337	238	390	635	1 073	273	**4 455**
Autres modes de propulsion (1)	4	14	13	205	6	4	8	4	86	3	**347**
Habitables :											
Voiliers	45	27	64	459	240	212	86	214	938	34	**2 319**
Navires à moteur	105	112	252	854	406	291	435	633	1 651	270	**5 009**
Autres modes de propulsion	–	–	–	5	–	1	–	–	1	–	**7**
Véhicule nautique à moteur	168	339	231	147	166	228	289	533	1 011	227	**3 339**
Pneumatiques	175	229	272	1 106	354	239	214	427	1 267	388	**4 671**
Autres modes de propulsion (1)	–	3	1	9	1	1	13	32	55	10	**125**
Total	**609**	**906**	**1 227**	**4 214**	**1 624**	**1 292**	**1 503**	**2 550**	**6 182**	**1 223**	**21 330**

(1) Y compris non renseignés.

TABLEAU E.05-8

Nombre de navires de plaisance immatriculés et nouvelles immatriculations par type de navire - Départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion	St Pierre-et-Miquelon	**Total**
Navires immatriculés au 31/08/2002 :						
Voiliers	1 415	1 162	113	309	50	**3 049**
Navires à moteur	8 152	7 281	1 786	2 779	695	**20 693**
Autres modes de propulsion (1)	1 148	1 340	185	58	16	**2 747**
Total DOM	**10 715**	**9 783**	**2 084**	**3 146**	**761**	**26 489**
Nouvelles immatriculations entre le 01/09/2001 et le 31/08/2002 :						
Voiliers	46	23	3	1	–	**74** (2)
Navires à moteur	281	111	36	67	16	**511**
Autres modes de propulsion	–	2	–	–	–	**2**
Total DOM	**327**	**136**	**39**	**68**	**16**	**587**

(1) Y compris non renseignés.
(2) Dont 1 de département inconnu.

TABLEAU E.05-9

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse et de la faune sauvage
Conseil supérieur de la pêche

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
CHASSE (1)								
Permis validés [en milliers] (2)	1 689,3	1 542,4	1 496,3	1 479,6	1 457,5	1 425,2	1 333,2 *r*	1 332,6
PÊCHE FLUVIALE								
Pêcheurs aux engins et aux filets sur le domaine public :								
Amateurs	11 609	8 056	7 604	7 368	7 291	6 855	6 807	7 361
Professionnels	962	728	731	722	689	691	668	634
Pêcheurs à la ligne :								
Associations agréées	4 000	4 073	4 159	4 172	4 190	4 229	4 251	...
Permis délivrés [en milliers] (3)	1 875,0	1 804,1	1 704,1	1 638,5	1 598,6	1 504,2	1 470,3	...

(1) Campagnes sur deux années.
(2) Validations départementales et nationales. En 2002, le nombre de permis comprend aussi les validations temporaires départementales et nationales.
(3) Timbres piscicoles (taxe de base, complète, jeunes, vacances, plan d'eau).

Chapitre F.01

○ Enseignement et formation

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

○ Liste des tableaux

Schéma du système éducatif.

1 Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-2002 - France métropolitaine + DOM.

2 Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé) - Année 2001-2002.

3 Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-2001 - France métropolitaine + DOM.

4 Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-2002 - France métropolitaine + DOM.

5 Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1990-2002 - France métropolitaine + DOM.

6 Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1990-2002.

7 Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1995-2002.

8 Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1995-2002 - France métropolitaine + DOM.

9 Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1995-2002 - France métropolitaine + DOM.

10 Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé).

11 Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe - Année 2002-2003 - France métropolitaine + DOM.

12 Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille - Année 2002-2003 - France métropolitaine + DOM.

13 Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur - France métropolitaine + DOM.

14 Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1995-2001 - France métropolitaine + DOM.

15 Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan physique des formations - France entière.

16 Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole - France entière.

17 Élèves des principaux établissements d'enseignement artistique.

18 Écoles dépendant du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité. Nombre d'écoles, effectifs et diplômes - France entière.

19 Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe.

20 Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves.

21 Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif.

22 Effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier - France métropolitaine + DOM.

23 Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés au 1er janvier 2002 - France métropolitaine + DOM.

24 La dépense globale d'éducation.

25 La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 2002.

26 Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage - France entière.

1
○ Présentation

Les élèves et les étudiants

En 2002-2003, la population des élèves, apprentis et étudiants de France métropolitaine et des DOM représente près de 15 millions de personnes (France métropoli-taine : 14,4 millions).

De 1980 à 2002, la population scolaire et universitaire s'accroît de près de 600 000 élèves, apprentis ou étudiants (Agriculture et Santé comprises). Sur cette période de vingt ans, la combinaison de l'évolution démographique, de l'augmentation de la fréquentation scolaire au-delà de l'âge de 16 ans et des orientations des élèves aboutit à des variations de population scolaire assez contrastées selon le degré ou type d'enseignement ; si on compare les effectifs de 2001-2002 à ceux de 1980-1981, on observe, dans le périmètre de l'Éducation nationale :

– une forte diminution dans les écoles (- 867 100 élèves) liée à une augmentation de 109 500 dans l'enseignement préélémentaire et une baisse de 901 100 dans l'enseignement élémentaire ;

– une augmentation dans les collèges (+ 11 400) et les lycées d'enseignement général et technologique (+ 385 200) ;

– une diminution dans les lycées professionnels (- 100 300) et une augmentation assez sensible dans les formations d'apprentis (+ 128 900 apprentis) ;

– une très forte augmentation dans l'enseignement supérieur : + 1 028 100 étudiants.

Ces mouvements, sur 20 ans, ont lieu dans le contexte de :

– la stabilisation des taux de scolarisation dans le préscolaire ;

– la diminution des redoublements principalement dans l'élémentaire ;

– le renforcement de l'accès en classes terminales entraînant des poursuites plus fréquentes dans l'enseignement supérieur.

Les personnels de l'Éducation nationale

Les personnels enseignants (enseignement privé compris) et les personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de services forment environ 6 % de la population active totale.

De 1990 à 2000, le nombre d'enseignants de l'enseignement public augmente de près de 10 %.

Au 1er janvier 2003, 1 326 109 personnes (hors personnels de la Recherche) sont rémunérées par le ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche.

Un peu plus des trois quarts de ces personnels sont des enseignants : 870 515 enseignants dans des établissements du secteur public et 144 169 enseignants dans des établissements du secteur privé. Leur effectif, par rapport à l'année précédente, est en augmentation quel que soit le niveau. Ils se répartissent de la manière suivante : 52 % exercent dans le second degré, 36 % dans le premier degré, 7 % dans le supérieur et 5 % sont dans des établissements de formation (enseignants ou stagiaires). Enfin 311 425 agents assument dans le secteur public des fonctions administratives, techniques, d'encadrement, d'orientation, d'éducation et de surveillance.

Le budget et le compte de l'éducation

En 2002, la dépense intérieure d'éducation (103,6 milliards d'euros) qui totalise la contribution des divers agents économiques (État, collectivités territoriales, autres administrations publiques, entreprises et ménages) représente 6,9 % du PIB.

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

La dépense totale consacrée à la formation professionnelle et à l'apprentissage par l'État, les entreprises, les collectivités territoriales, l'UNEDIC et les ménages, atteint presque 22 millions d'euros (y compris investissement) en 2001, soit 1,49 % du PIB. Elle augmente pour la quatrième année consécutive (+ 1,3 % sur un an). Cette hausse est imputable à l'augmentation des dépenses de formation et d'accompagnement (d'environ + 3,1 %) et des investissements (+ 21,6 %). Cette évolution bénéficie aux jeunes (+ 4 %) et aux actifs occupés du secteur privé (+ 1,5 %) alors que la baisse des dépenses liées à l'allocation de formation-reclassement (AFR) contribue à diminuer l'effort relatif consacré aux demandeurs d'emploi (- 3 %).

Les examens et les sorties du système éducatif

À la session 2002, le taux de succès global aux baccalauréats (admis/présentés) est de 78,6 % et 61,8 % d'une génération sont devenus bacheliers.

La part d'une génération accédant au niveau des classes terminales de lycées de l'Éducation nationale passe de 34 % en 1980-1981 à 69,1 % en 2002-2003, toutes voies de scolarisation confondues.

Le nombre de jeunes sortant du système éducatif sans diplôme diminue, se situant à 7,4 % de l'ensemble des sortants ; il a été divisé par plus de 2 depuis 1980. Dans le même temps, les jeunes obtiennent des diplômes professionnels et technologiques plus élevés : moins de sortants diplômés des CAP et BEP et davantage de diplômés des baccalauréats technologiques et professionnels ainsi que des BTS et DUT.

Parallèlement, les sortants diplômés de l'enseignement supérieur long sont en 2001 plus de trois fois plus nombreux (148 000), qu'en 1980 (45 000).

L'insertion professionnelle des jeunes

En début de carrière, l'insertion professionnelle des jeunes dépend fortement du niveau de leur formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif. Ainsi, en mars 2002, les jeunes sortis du système éducatif depuis 1 à 4 ans peu diplômés sont 46 % à occuper un emploi, 30 % à être chômeurs et 24 % à être inactifs ; pour les jeunes sortis avec un diplôme du supérieur, ces pourcentages sont respectivement de 85 %, 10 % et 5 %. Après une période de 5 à 10 ans, la répartition est 57 %, 19 % et 24 % pour les peu diplômés et 89 %, 5 % et 6 % pour les diplômés du supérieur.

La situation professionnelle des jeunes ayant un emploi est aussi fortement dépendante du niveau de formation et du temps écoulé depuis la sortie du système éducatif.

On sait par ailleurs que les probabilités d'accès à un poste de cadre, d'enseignant, de chef d'entreprise ou à une profession intermédiaire restent marquées par le milieu social d'origine : par exemple, parmi les titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur long, un enfant de cadre ou d'enseignant a une probabilité d'accéder à un tel poste supérieure de dix points à celle d'un enfant d'ouvrier. Les disparités d'insertion entre jeunes hommes et jeunes femmes sont à peu près aussi importantes que celles associées à l'origine sociale.

2
○ Méthodologie

Les élèves et les étudiants

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants sont obtenues à partir de traitements statistiques de bases de données constituées pour la gestion de la scolarité (c'est le cas pour les établissements publics d'enseignement et une très grande partie des établissements privés) ou par enquêtes statistiques exhaustives (pour les autres établissements). Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées quelques jours après la rentrée, dès que la situation s'est stabilisée ; pour les étudiants, l'observation est plus tardive car les inscriptions se déroulent en partie après la rentrée universitaire.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur

Les données figurant dans les tableaux sur les personnels résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 2003. Sont compris les enseignants des établissements privés mais ne sont pas inclus les personnels appartenant à certains établissements publics sous tutelle du ministère (ONISEP, CEREQ, INRP, CNED...). Les rubriques budgétaires prises en compte ici sont celles présentes sur la nomenclature d'exécution de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

– Les enseignants : instituteurs, professeurs des écoles et autres enseignants du premier degré chargés de classe, directeurs d'écoles et psychologues déchargés de classe ; enseignants du second degré, non compris le personnel de direction et d'éducation (chefs d'établissement, conseillers d'éducation, maîtres d'internat, surveillants d'externat) ; enseignants du supérieur (hors IUFM) ; enseignants et élèves-enseignants des établissements de formation (y compris IUFM).

– Les non-enseignants : personnels exerçant des fonctions d'inspection, de direction, d'éducation, de surveillance, d'orientation, ATOSS (personnels administratifs, techniques, ouvriers, de services et de santé).

– Les établissements : le personnel des établissements de formation du supérieur (Écoles normales supérieures, École nationale des chartes, École nationale des bibliothécaires, Instituts universitaires de formation des maîtres) est compté dans la rubrique « Établissements de formation ». La rubrique « Administration centrale et services extérieurs » comprend le personnel de l'administration centrale, des rectorats et des inspections d'académie, les inspecteurs généraux, les personnels d'inspection et conseillers d'administration scolaire et universitaire en stage à l'administration centrale et les personnels en fonction au ministère des Sports et rémunérés au titre de l'Éducation nationale.

Le compte de l'éducation

Le compte de l'éducation est le résultat de traitements d'un nombre important d'informations selon la méthodologie générale des « comptes satellites » de la comptabilité nationale. Les principales sources sont : les documents budgétaires, les comptes financiers des établissements et des collectivités territoriales, les résultats d'enquêtes exhaustives (sur la taxe d'apprentissage) ou par échantillon (dépenses des ménages).

La dépense pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage

Pour 2001, la dépense totale pour la formation professionnelle continue et l'apprentissage a été estimée sur la base des données financières de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage (chiffrés de 1987 à 2001) et du volet « formation professionnelle » de la dépense pour l'emploi. La dépense est ventilée par type de dépense, par public bénéficiaire et par financeur final.

Les données de 1996 ont été actualisées et calées sur la méthode employée pour l'estimation de la dépense de 1997. Les ruptures de série se situent donc entre les comptes 1995 et la dépense 1996 mais elles restent mineures si l'on s'en tient à l'analyse par grands agrégats. Les données de 1996, 1997, 1998 et 1999 ont été révisées pour éviter une rupture possible avec l'année 2000. Les données 2000 et 2001 restent provisoires.

Les examens et les sorties

Les données sur les examens du second degré (brevet de technicien également) sont issues des applications informatiques utilisées par les jurys d'examens ; pour les diplômes du supérieur l'information est recueillie auprès des universités et établissements habilités à les délivrer.

Pour les sorties du système éducatif, les estimations de flux de sortie publiées jusqu'à l'édition 1996 de l'annuaire, dénombraient des interruptions d'inscription à la fin de chaque année scolaire. Or, environ 160 000 jeunes reprennent une formation chaque année ; ceux-ci ont, par le passé, quitté une première fois le système éducatif et ils en sortiront une seconde fois à l'issue de cette reprise de formation. Pour pouvoir comparer les flux de sortie aux emplois existants, il importe de compter une seule fois chaque personne.

L'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de calculer des sorties sans double compte, et de les répartir par diplôme ou niveau de formation.

Ces calculs sont faits par niveau de formation suivant la nomenclature en six postes (cf. définitions).

La formation professionnelle continue (FPC)

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois, en particulier de celles du 16 juillet 1971 (texte fondateur), du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) et du 24 février 1984 (réforme du congé individuel, et formation des jeunes en alternance) et les lois du 31 décembre 1991 et du 17 juillet 1992.

Le système comporte trois types d'intervenants principaux : les régions, ayant depuis 1983 compétence de droit commun en matière de FPC, l'État conservant des attributions réduites aux priorités nationales et les entreprises consacrant l'essentiel de leurs moyens financiers à la formation de leurs salariés.

La formation professionnelle continue financée par l'État

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant inscrits pour la plus grande part au budget du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, Fonds national de l'emploi pour partie) et de l'Éducation nationale. Ces crédits ne comprennent pas ceux inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.

Les principaux moyens budgétaires d'intervention de l'État sont les suivants :

– Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS) ;

– le Fonds national de l'emploi (FNE) ;

– l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) ;

– le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) ;

– le Centre national d'enseignement à distance (CNED).

La formation professionnelle continue financée par les entreprises

Depuis 1993, toutes les entreprises de dix salariés et plus sont assujetties à une obligation de dépenses de formation professionnelle continue s'élevant à 1,5 % des salaires versés. Les fractions consacrées au financement du congé individuel de formation et aux formations d'insertion en alternance restent fixées respectivement à 0,2 % (0,3 % pour les entreprises de travail temporaire) et à 0,4 % (ou 0,3 % pour les entreprises non assujetties à la taxe d'apprentissage).

Depuis la loi du 31 décembre 1991, l'obligation légale de financement de la formation professionnelle s'étend aux entreprises de moins de dix salariés, au taux de 0,15 % de la masse salariale. Les entreprises peuvent s'acquitter de cette participation en finançant directement des formations au bénéfice de leur personnel (dans le cadre du plan de formation, d'un engagement de développement de la formation professionnelle avec l'État, du congé individuel de formation) ou par des versements libératoires obligatoires ou facultatifs (cotisations versées par l'entreprise aux organismes collecteurs agréés au titre de l'alternance, au titre du congé individuel de formation, au titre du plan de formation ou à un fonds d'assurance formation non salariée).

La formation professionnelle continue financée par les conseils régionaux

La loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences aux collectivités territoriales a prévu le transfert aux régions d'une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce transfert, réalisé depuis le 1er juin1983, se traduit par des conventions de formation

professionnelle (ouvrant droit ou non à rémunération des stagiaires).
Par la loi du 20 décembre 1993 (décentralisation de la formation professionnelle des jeunes), l'État transfère aux régions, durant la période quinquennale de la loi, les moyens qu'il consacre aux actions de formation professionnelle des jeunes sortis du système scolaire.

L'enseignement dépendant du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

L'enseignement technique agricole comprend des formations générales, technologiques et professionnelles, qui sont mises en place dans des lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA) et dans des lycées professionnels agricoles (LPA) pour le secteur public. Des formations semblables existent dans des établissements d'enseignement agricole privés sous contrat.
La plupart des diplômes peuvent être préparés par :
– la formation scolaire ;
– l'apprentissage ;
– la formation professionnelle continue ;
– l'enseignement à distance.
Pour de nombreux diplômes et lorsque les textes réglementaires le permettent, la préparation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage peut se faire par unités capitalisables.

• *La voie professionnelle*

L'enseignement se prépare principalement dans des lycées professionnels agricoles publics et dans des établissements privés de même niveau.
Les classes de 4ème et 3ème préparatoires sont destinées à orienter les élèves vers un CAPA ou un BEPA. Les classes de 4ème et 3ème technologiques sont destinées aux élèves qui souhaitent bénéficier d'un enseignement général et technologique ou professionnel permettant une poursuite d'études soit vers une seconde professionnelle conduisant au brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA), soit vers un CAPA, et dans certains cas, vers une seconde générale et technologique.
Les classes de BEPA ont deux finalités :
– l'une de qualification professionnelle et d'insertion professionnelle ;
– l'autre de poursuites d'études au niveau IV soit vers un BAC professionnel, un brevet de technicien agricole (BTA) ou un BAC technologique.
Le baccalauréat professionnel se prépare en deux ans pour les titulaires du BEPA et du CAPA. Ce diplôme permet l'insertion professionnelle mais aussi une poursuite d'études vers le BTSA.

• *Les voies générale et technologique*

Préparées principalement dans les lycées d'enseignement général et technologique agricoles ainsi que dans les établissements privés d'enseignement agricole habilités, ces formations conduisent en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges ou en deux ans après un BEPA ou une seconde générale et technologique :
– soit vers le brevet de technicien agricole (BTA) ;
– soit vers le baccalauréat technologique de la série STAE (sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement) ou STPA (sciences et technologies du produit agroalimentaire).
La voie générale complète peut conduire en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges vers le baccalauréat général de la série scientifique.
Les lycées d'enseignement général et technologique agricoles et les établissements privés de même niveau permettent aussi l'accès aux formations du premier cycle d'enseignement supérieur.
Peuvent être admis en classe préparatoire au brevet de technicien supérieur agricole (deux ans d'études) :
– les titulaires du brevet de technicien agricole, du baccalauréat technologique et du baccalauréat professionnel de l'enseignement agricole ;
– les titulaires du baccalauréat général de la série scientifique de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole ;
– les titulaires du baccalauréat général de la série ES (économique et sociale) et des baccalauréats technologiques de l'éducation nationale pour entrer dans certaines options du BTS agricole.
Des arrêtés précisent la liste des baccalauréats et des brevets de technicien du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche donnant accès aux formations du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).
Les classes préparatoires aux écoles nationales supérieures agronomiques et agroalimentaires et aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (deux ans de préparation) sont accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.
Les classes préparatoires aux écoles nationales vétérinaires (deux ans de préparation à partir de 2003) sont de la même façon accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.
Peuvent être admis en classe préparatoire aux ENITA, ENSA, ENV (en un an), les titulaires d'un BTSA, de certains BTS ou de certains DUT dont biologie appliquée.

L'insertion professionnelle des jeunes

Les informations sur l'insertion professionnelle des jeunes (tableau F.01-21) sont tirées des enquêtes annuelles sur l'emploi de l'INSEE. La définition du chômage est celle du « Bureau international du travail ».

3 ○ Définitions

Apprentissage

Il a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

Cette association, régie par la loi de 1901, subventionnée par l'État, organise principalement des formations longues (en général six mois à temps plein) pour des demandeurs d'emploi, au niveau CAP, mais aussi des stages en faveur de salariés, au titre du congé individuel de formation ou du plan de formation d'entreprise.

Centre national d'enseignement à distance (CNED)

Dépendant du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, le CNED est un établissement principalement chargé d'assurer un enseignement par correspondance à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qui s'étend aux formations universitaires ainsi qu'à la présentation des concours administratifs.
Ces formations intéressent non seulement des personnes en situation de formation initiale mais également un grand nombre de personnes engagées dans la vie active.

Classe

Le terme « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie au cours (cours préparatoire, cours élémentaire, 1ère ou 2ème année, cours moyen 1ère ou 2ème année) ; ces classes peuvent être appelées « classes à cours unique ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe, on a alors une « classe à plusieurs cours ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe, regroupant aussi plusieurs niveaux ; on parle alors de « classe unique ».

Classe d'adaptation

Dans le cycle élémentaire, il s'agit de classe à petits effectifs dont le but est d'éviter un redoublement aux élèves les plus faibles en favorisant une remise à niveau. Dans le premier cycle du second degré, ce sont des classes d'accueil pour les élèves étrangers qui sont comptabilisées avec les 6ème et 5ème ordinaires.

Classe d'initiation

Classe groupant à temps complet ou partiel les enfants non francophones en vue d'un apprentissage plus rapide du français et d'une meilleure intégration dans la scolarité normale.

Classes supérieures de lycée

Sections de techniciens supérieurs, classes préparatoires aux grandes écoles.

Congé individuel de formation

Le congé individuel de formation a pour objet de permettre à tout salarié, au cours de sa vie professionnelle, de suivre, à son initiative et à titre individuel, des actions de formation indépendamment de sa participation aux stages compris dans le plan de formation de l'entreprise dans laquelle il exerce son activité. En 1997, le congé individuel de formation a concerné 22 330 personnes pour une durée moyenne de 922 heures.

Conservatoire national des arts et métiers de Paris (CNAM)

Il est financé par le ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche ; ses enseignements comprennent des cours de promotion sociale, dispensés le soir et le samedi, généralement publics et gratuits, conduisant à la délivrance d'unités de valeur et de diplômes du CNAM, ou préparant à des examens et titres à caractère professionnel.

Contrats d'adaptation

Ils doivent faciliter l'embauche des jeunes de 16 à 25 ans susceptibles d'occuper rapidement un emploi. Les contrats sont, soit de durée déterminée de 6 mois au minimum, soit de durée indéterminée. La formation doit être de 200 heures et peut se dérouler dans l'entreprise.

Contrats de qualification

Ils doivent permettre à un jeune d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme technique ou professionnel, ou par un titre. Ils concernent les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou ayant une qualification ne permettant pas l'accès à l'emploi. Leur durée est de 6 mois à 2 ans. La formation doit représenter 1/4 du temps et se dérouler en organisme de formation.

Conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État (FFPPS)

Elles sont financées par le Fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS). Elles sont passées entre une préfecture de région et un organisme public ou privé de formation.

Conversion (dispositifs)

Les conventions de conversion sont conçues pour prévenir le chômage de longue durée ; elles consistent en la prise en charge individualisée et immédiate des salariés licenciés pour motif économique et ce durant une période de six mois. Les entreprises, quelle que soit leur taille, doivent proposer aux salariés concernés la possibilité d'adhérer à une convention de conversion afin de les aider à se reclasser.

Dépense intérieure d'éducation

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Dépense intérieure d'enseignement

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement.

Deuxième cycle général et technologique

Classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat, au baccalauréat de technicien, au brevet de technicien et dans la première période au brevet d'enseignement industriel, au brevet d'enseignement commercial.

Division ou classe

Dans les établissements du second degré, elle est constituée par un groupe d'élèves de même niveau qui suivent ensemble les cours d'une même section.

Autres écoles

Elles constituent un groupe non homogène. On y trouve notamment les écoles vétérinaires, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'École pratique des hautes études, l'Institut d'études des relations internationales, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, les Écoles nationales de la marine marchande, des écoles dépendant du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales, etc.

Écoles de commerce, gestion et de comptabilité

Ce sont des écoles privées d'enseignement supérieur.

Enseignement de type extra-scolaire

Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières, télévision scolaire.

Enseignement de type scolaire

Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.

Écoles d'ingénieurs

Écoles publiques ou privées assurant une formation d'ingénieur diplômé reconnu par la commission des titres (École polytechnique, etc., les ingénieurs universitaires sont compris).

Écoles juridiques et administratives

Écoles de notariat, Instituts régionaux d'administration (IRA), École nationale d'administration (ENA), etc.

Écoles paramédicales et sociales

Écoles recrutant principalement au niveau du baccalauréat. Les auxiliaires de puériculture, les moniteurs éducateurs et les aides médico-psychologiques n'y figurent pas.

Écoles supérieures d'art

On y trouve aussi les écoles à caractère littéraire : journalisme, attachés de presse, interprétariat, etc.

Enseignement artistique

L'enseignement de la musique et de la danse est dispensé dans de nombreuses écoles privées et publiques.

Les formations qui relèvent du ministère de la Culture et de la Communication sont assurées par :

— les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon dont le fonctionnement est intégralement financé par l'État ;

— des établissements municipaux d'enseignement musical, contrôlés par l'État, répartis en trois catégories qui ont vocation à dispenser un enseignement musical aux futurs professionnels et aux amateurs. Il s'agit des 35 conservatoires nationaux de région (CNR), des 106 écoles nationales de musique (ENM) et de 250 écoles municipales de musique agréées (EMMA). Certaines de ces écoles proposent à leurs élèves des classes d'art dramatique.

Dans le domaine des arts plastiques, la formation est assurée par trois écoles nationales qui délivrent des diplômes spécifiques : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).

53 écoles d'art de statut national ou municipal (7 écoles nationales et 46 écoles régionales et municipales) dispensent des formations sanctionnées par les différents diplômes nationaux (à l'exception de deux écoles qui délivrent des

diplômes spécifiques). Un enseignement péri-scolaire et post-scolaire est également assuré par ces écoles.

Enseignement spécial du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche

Il est assuré, pour le niveau du premier degré, dans des établissements spécifiques ou dans des classes d'établissements ordinaires ; ces classes dites « de perfectionnement » sont maintenant appelées « classes d'intégration scolaire spécialisées ».

Au niveau du second degré, il est assuré par les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) ou dans les sections d'éducation spécialisée et sections d'enseignement général et professionnel adapté (SES/SEGPA) annexées à un certain nombre de collèges.

Autres établissements d'enseignement supérieur

Il s'agit ici des facultés privées, des écoles normales d'instituteurs, des écoles normales supérieures, des écoles juridiques et administratives, des écoles supérieures d'art et d'architecture, ainsi que d'un groupe hétérogène d'autres écoles.

Financeur final

Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité locale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.

Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur, État ou collectivités locales, et le financeur ménage. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

Fonds national pour l'emploi (FNE)

Il sert notamment à financer les trois activités suivantes : les stages d'accès à l'entreprise (SAE), les stages cadres privés d'emploi, et les stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE).

Mention complémentaire

Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.

Niveau VI

Effectifs sortant du 1er cycle du second degré et des EREA (6ème à 4ème, CPA, CIPAL et CPPN), des formations professionnelles en un an (CEP) et des quatre premières années de SES/SEGPA.

Niveau V *bis*

Effectifs sortant de 3ème et des classes de second cycle court professionnel CAP ou BEP avant l'année terminale, des 5ème et 6ème années de SES/SEGPA et de la formation professionnelle en EREA.

Niveau V

Effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels (baccalauréat professionnel non compris) ou abandonnant les classes préparant aux baccalauréats avant la classe terminale.

Niveau IV

Effectifs sortant des classes terminales préparant aux baccalauréats et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles de santé...).

Niveaux II et I

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de 2ème ou 3ème cycle ou des grandes écoles.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Ces données résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 2003 (cf. 2. Méthodologie).

Population 2-22 ans

Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris. Les données postérieures à 1999 sont reprises des bilans démographiques publiés par l'INSEE dans le *Bulletin mensuel de statistique* (BMS).

Population scolarisable

Population totale par âge évaluée à partir des recensements de population. Les données postérieures à 1999 sont reprises des bilans démographiques publiés dans le BMS.

Population scolarisée

Le champ est élargi au-delà de la tutelle du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (Agriculture [niveau second degré] ainsi que l'enseignement supérieur non universitaire, Santé).

Premier degré

Élèves de l'enseignement préscolaire et élémentaire, y compris les élèves des classes ordinaires des établissements d'enseignement spécial.

Première d'adaptation

Elle accueille les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

Premier cycle (niveau)

Sixième à troisième, CPPN, CPA.

Préparations intégrées

On y trouve, d'une part, les « prépas ESCA », d'autre part, les cycles préparatoires intégrés à certaines écoles d'ingénieurs indépendantes des universités.

Produit intérieur brut (PIB)

Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA sur les produits et des droits de douane.

Professions et catégories sociales (PCS)

La nomenclature est celle adoptée par l'INSEE « Professions et catégories sociales » (PCS).

Second cycle général et technologique des lycées

Il regroupe les classes de secondes, premières et terminales permettant d'accéder à un baccalauréat général (sections L, ES ou S) ou technologique ainsi qu'à un brevet de technicien (BT).

Second cycle professionnel

Essentiellement assuré dans les lycées professionnels (LP), regroupe des enseignements sanctionnés par des certificats d'aptitude professionnelle (CAP) en trois ans (après la 5ème), en un ou deux ans (après la 3ème) ou par le brevet d'enseignement professionnel (BEP) en deux ans. Ces diplômes peuvent déboucher sur la préparation en deux ans d'un bac professionnel.

Second degré

Élèves des collèges, des lycées et des lycées professionnels (LP), formations complémentaires comprises ; SES et classes supérieures non comprises.

Seconde spéciale

Elle accueille les élèves titulaires d'un CAP préparé en trois ans pour faciliter leur intégration au second cycle technologique.

Sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA)

Les SES/SEGPA (SES : sections d'enseignement spécialisé) et les groupes de classes ateliers (GCA) ont été créés à la suite des circulaires ministérielles du 21 septembre 1965 et du

2 mars 1966. Ils sont intégrés généralement dans des collèges et scolarisent des enfants déficients légers. Depuis la circulaire du 20 juin 1996 concernant les colléges, et donc les SES/SEGPA et GCA, il n'existe plus que des SEGPA rénovées et non rénovées, et les élèves accueillis sont dans leur grande majorité en grande difficulté scolaire et/ou sociale. Les autres élèves relevant du handicap « déficience intellectuelle légère » font l'objet de la politique d'intégration scolaire.

Sections de terminale

L : littéraire (A avant 1995) ;
ES : économiques et sociales (B avant 1995) ;
S : scientifique (C, D ou E avant 1995) ;
STI : sciences et technologies industrielles (F1 à F4, F9 et F10A avant 1995) ;
STL : sciences et technologies de laboratoire (F5 à F7 avant 1995) ;
STT : sciences et technologies tertiaires (G ou H avant 1995) ;
SMS : sciences médico-sociales (F8 avant 1995) ;
STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement ;
STPA : sciences et technologies du produit alimentaire ;
F11 et F12 : enseignements artistiques et arts appliqués ; hôtellerie ;
BT : brevet de technicien ;
BTA : brevet de technicien agricole.

Stage d'accès à l'entreprise (SAE)

Ce stage, mis en œuvre par l'ANPE en concertation avec les entreprises, reprend intégralement la formule du stage d'accès à l'emploi utilisé de 1991 à 1993. Il a pour objectif de satisfaire une offre d'emploi, en donnant aux demandeurs d'emploi un complément de formation permettant d'atteindre les compétences requises pour les offres concernées.
Dotés d'une dimension d'aide à la gestion de l'emploi et utilisable par les salariés en place dans l'entreprise, les SAE favorisent la mobilité interne des salariés.

Stages cadres privés d'emploi

Ces stages reposent sur une formation alternée, cycles de formation continue comportant des périodes d'enseignement et des stages en entreprise.
Ils permettent à des cadres éprouvant des difficultés de réinsertion sur le marché du travail, d'actualiser ou d'acquérir de nouvelles compétences.

Stage d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE)

Ce stage, créé par la loi du 20 décembre 1993, regroupe les actions d'insertion et de formation (AIF), les stages de reclassement professionnel (SRP) et les stages « FNE-femmes isolées ». Les SIFE, organisés en fonction des besoins du marché du travail, sont adaptés afin de prendre en compte les spécificités des demandeurs d'emploi et en particulier les cadres.

Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation)

Il rapporte les entrées en classe terminale et 2ème année de bac professionnel à l'effectif des générations concernées. L'accès au niveau du baccalauréat intervient, selon les enfants, principalement de 16 à 20 ans (âge à la rentrée scolaire), si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès, par âge : celui, par exemple, de la génération 1983 au moment de la rentrée 2001, a 18 ans. De tels taux élémentaires sont susceptibles de deux types de sommation : pour une génération, ou pour une année scolaire.

Universités

Ensemble des unités de formation et recherche (UFR), écoles d'ingénieurs rattachées et instituts intégrés, instituts universitaires de technologie (IUT), instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), instituts nationaux polytechniques (INP), institut d'études politiques de Paris (IEP), Observatoire de Paris et institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

4

○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, direction de l'évaluation et de la prospective (ex DPD), du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la pêche et des Affaires rurales, et du Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité.

Organismes :

– Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, direction de l'évaluation et de la prospective.
– Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la pêche et des Affaires rurales, direction générale de l'Enseignement et de la Recherche.
– Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, service des Statistiques, des Études et des Systèmes d'information (SESI), direction de l'Animation de la Recherche et des Études et des Statistiques (DARES).
– INSEE.

Site Internet :

– www.education.gouv.fr

Publications :

Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, direction de l'évaluation et de la prospective

– Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation, édition 2003 ;
– L'état de l'école, édition 2003 ;
– Géographie de l'École, édition 2003 ;
– Le compte économique de l'éducation, édition 2001 ;
– Notes d'information ;
– Éducation et Formations ;
– Vademecum statistique ;
– Regards sur le système éducatif français.
Les six dernières publications sont consultables sur le site internet du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche.
Notes d'Information -DEP :
– « Le coût de l'éducation en 2002 - Évaluation provisoire au compte », n° 03-57, novembre 2003 ;
– « Les étudiants dans l'ensemble du supérieur. Les effectifs repartent à la hausse à la rentrée 2002 », n° 03-55, novembre 2003 ;
– « Les brevets de techniciens supérieurs-session 2002 », n° 03-47 ;
– « Tailles des structures pédagogiques dans les établissements du second degré public à la rentrée 2002 : divisions et groupes dans le système universitaire public français en 2002-2003 », n° 03-45, août 2003 ;
– « Les élèves et les écoles du premier degré à la rentrée 2002 », n° 03-41, juillet 2003 ;
– « Les personnels du secteur public de l'éducation nationale au 31 janvier 2002 », n° 03-38, juillet 2003 ;
– « Les élèves du second degré dans les établissements publics ou privés à la rentrée 2002 », n° 03-35, juin 2003 ;
– « Le baccalauréat session 2002 : résultats définitifs », n° 03-34, juin 2003 ;
– « Les classes préparatoires aux grandes écoles année 2002-2003 », n° 02-29, mai 2003 ;
– « Coup de frein à l'insertion professionnelle des jeunes en 2002 », n° 03-05, janvier 2003.

INSEE

INSEE-Résultats, série Société :
– « Enquête sur l'emploi de mars 2002, résultats détaillés », n° 5, Août 2002.
– Cédérom « Enquête emploi mars 2002 ».
INSEE-Première :
– « Enquête sur l'emploi au 1er trimestre 2003 », n° 909, juillet 2003 ;
– « Motivations et performances scolaires : les filles creusent l'écart », n° 886, mars 2003 ;

– « Femmes et hommes, les inégalités subsistent », n° 834, mars 2002 ;
– « Parmi les jeunes ne vivant plus chez leurs parents, les étudiants sont les plus aidés par leur famille », n° 826, février 2002 ;
Tableaux thématiques RP99 : Population active, formation (France métropolitaine).
Économie et Statistique :
– « Les inégalités sociales d'accès aux grandes écoles », n° 361, juillet 2003 ;
– « Diplôme et insertion sur le marché du travail : approches socioprofessionnnelle et salariale du déclassement », n° 354, novembre 2002.
Données sociales édition 2002-2003 :
– « Vers un enseignement secondaire de masse (1985-2001) » ;
– « Que sont devenus les élèves entrés en 6e en 1989 ? » ;
– « La compétence en lecture des jeunes de 15 ans : une comparaison internationale » ;
– « La prospective Emploi-Formation au Ministère de l'Éducation nationale : un peu d'histoire et résultats récents » ;
– « Les conditions d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les pratiques des enseignants » ;
– « La formation continue : un accès très inégal » ;
– « Dynamiques régionales du système éducatif de 1994 à 1999 » ;
– « Comparaison internationale des dépenses d'éducation : une mise en perspective » ;
– « Les familles immigrées à l'école française : un rapport singulier qui persiste même après un long séjour en France » ;
– « La scolarisation des enfants et adolescents en situation de handicap ».
France Portrait-social, édition 2003-2004 :
– « Des effectifs de l'enseignement supérieur en hausse ».

Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, DARES
– Cahiers travail et emploi, 2003.
– Le compte économique de la formation professionnelle.
– Projet de loi de finances pour 2004, formation professionnelle.
Premières synthèses :
– « L'offre de formation : reprise de l'activité en 2000 », Mai 2003, N° 18.3 ;
– « La dépense nationale de formation professionnelle en 2000 : une orientation particulière vers les jeunes », Mai 2003, N° 18.2 ;
– « Formation professionnelle et insertion : un taux d'accès élevé et des formations qualifiantes après la fin des études », n° 10-2, mars 2002.

CEREQ
– « Les évolutions de la formation en régions : enseignement supérieur court et apprentissage », *Bref* n° 191, novembre 2002 ;
– « La formation professionnelle continue financée par les entreprises », *Document*, 2003.

Autres
– « Faut-il maintenir une obligation uniforme de financement de la formation professionnelle continue ? », *Formation emploi* n° 81, 2003.

5 ❍ Tableaux

Des tableaux rétrospectifs, « séries » et supplémentaires sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

SCHÉMA DU SYSTÈME ÉDUCATIF

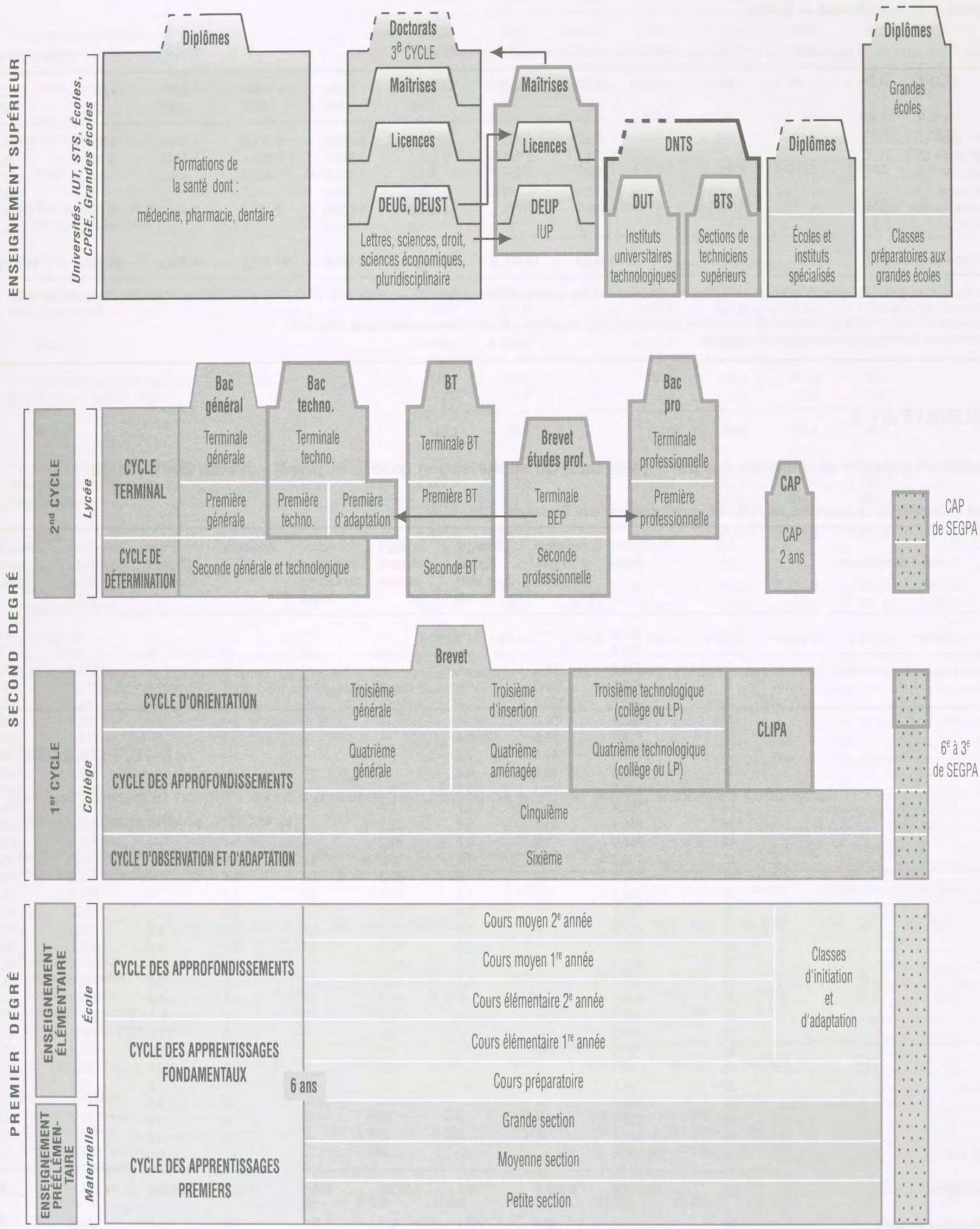


TABLEAU F.01-1

Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé) - Évolution 1980-2002
France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES) — *Unité* : Millier

	r 1980-1981	r 1990-1991	r 1997-1998	r 1998-1999	r 1999-2000	r 2000-2001	r 2001-2002	2002-2003
Total 1er degré (1)	7 396,3	6 953,3	6 649,9	6 606,8	6 571,8	6 552,0	6 535,0	6 529,2
Total 2e degré (2)	5 424,5	5 825,9	5 865,3	5 840,1	5 814,1	5 764,5	5 748,1	5 745,5
Apprentis (3)	244,1	226,7	347,6	362,8	369,9	376,1	373,3	373,0
Spécial santé	96,2	88,2	85,3	87,6	83,7	81,4	80,5	82,8
Total enseignement supérieur	1 181,1	1 717,1	2 143,9	2 126,8	2 136,6	2 161,1	2 164,8	2 209,2
Autres (4)	1,8	16,0	1,8	1,6	1,2	1,0	1,1	1,2
Total général	**14 344,0**	**14 827,3**	**15 094,0**	**15 025,6**	**14 977,3**	**14 936,1**	**14 902,6**	**14 940,9**

(1) En raison d'une grève, les effectifs d'élèves des écoles publiques n'étant pas connus de façon exhaustive en 1995-1996, 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003, ils ont été estimés.
(2) Y compris Agriculture.
(3) Y compris CFA sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales depuis 1992-1993.
(4) Préparations diverses et formations complémentaires.

TABLEAU F.01-2

Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé) - Année 2001 - 2002

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

Année de naissance	Âge (1)	Population totale	1er degré y compris spécialisé	Enseignt Spécial hors MEN (2)	2e degré y compris adapté	Autres formations du second degré	Apprentis	Enseignement supérieur	Population scolarisée (milliers) (3)	Taux de scolarisation
2000	< 1	767,0	–	–	–	–	–	–	–	–
1999	1	769,4	–	–	–	–	–	–	–	–
1998	2	732,8	34,7	–	–	–	–	–	254,2	34,7
1997	3	719,7	100,0	–	–	–	–	–	719,7	100,0
1996	4	716,1	100,0	–	–	–	–	–	716,1	100,0
1995	5	723,4	100,0	–	–	–	–	–	723,4	100,0
1994	6	718,1	99,6	0,4	–	–	–	–	718,1	100,0
1993	7	705,4	99,6	0,4	–	–	–	–	705,4	100,0
1992	8	702,0	99,5	0,5	–	–	–	–	702,0	100,0
1991	9	735,0	99,3	0,6	0,1	–	–	–	735,0	100,0
1990	10	752,4	96,3	0,7	3,0	–	–	–	752,4	100,0
1989	11	760,4	21,1	0,8	78,1	–	–	–	760,4	100,0
1988	12	766,0	1,3	0,9	97,7	–	–	–	766,0	100,0
1987	13	770,2	0,2	1,0	98,6	0,2	–	–	770,2	100,0
1986	14	772,1	–	1,0	97,3	1,4	0,1	–	770,8	99,8
1985	15	782,3	–	1,0	92,6	3,7	1,1	–	769,9	98,4
1984	16	771,5	–	0,9	83,0	4,3	9,5	–	753,6	97,7
1983	17	767,8	–	0,8	74,7	4,0	10,1	2,2	704,8	91,8
1982	18	755,7	–	0,6	42,1	3,0	8,0	26,6	606,2	80,2
1981	19	800,1	–	0,4	20,1	1,7	5,9	37,7	527,5	65,9
1980	20	807,9	–	0,2	6,8	0,8	4,3	39,3	416,3	51,5
1979	21	805,1	–	–	1,8	0,4	3,1	35,0	324,9	40,4
1978	22	760,1	–	–	0,5	0,3	2,2	29,5	247,0	32,5
1977	23	735,2	–	–	0,2	–	1,5	22,9	180,6	24,6
1976	24	739,0	–	–	0,1	–	0,9	16,0	125,4	17,0
1975	25	714,7	–	–	0,1	–	0,7	10,9	83,7	11,7
1974	26	734,2	–	–	0,1	–	–	7,6	56,4	7,7
1973	27	786,0	–	–	–	–	–	5,3	41,7	5,3
1972	28	836,9	–	–	–	–	–	4,0	33,4	4,0
1971	29	861,4	–	–	–	–	–	3,0	25,9	3,0
1970 et avant	30 et +	36 569,4	–	–	–	–	–	0,5	168,3	0,5
Total (milliers)	///	**59 337,6**	**6 263,9**	**78,7**	**5 377,4**	**154,1**	**366,6**	**2 033,9**	**14 274,5**	///
% de la population totale	///	–	10,6	0,1	9,1	0,3	0,6	3,4	24,1	///

(1) Pour chaque catégorie d'enseignement, les premier et dernier chiffres de la colonne comprennent les élèves d'âge inférieur et les élèves d'âge supérieur.
(2) L'enseignement spécialisé hors MEN (Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche) est un enseignement dispensé à des élèves en grande difficulté que l'on ne peut classer ni dans le premier, ni dans le second degré.
(3) Pour ne pas avoir des taux de scolarisation supérieur à 100 %, la taille de la population scolarisée est limitée à celle de la population des habitants du même âge. Le total qui correspond aux effectifs recensés dans les établissements scolaires a néanmoins été conservé, et diffère donc du total de la colonne.

TABLEAU F.01-3

Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-2001 - France métropolitaine + DOM (1)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	1980-1981	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Enseignement préélémentaire public	2 136,7	2 323,1	2 284,2	2 239,3	2 192,4	2 180,8	2 200,3	2 225,2	2 238,2
Enseignement préélémentaire privé	319,0	321,3	317,0	309,1	307,3	308,3	312,7	315,1	316,2
Total	**2 455,7**	**2 644,4**	**2 601,2**	**2 548,4**	**2 499,7**	**2 489,1**	**2 513,0**	**2 540,3**	**2 554,4**
CP-CM2 public	4 124,0	3 599,1	3 513,9	3 515,9	3 498,1	3 470,5	3 424,5	3 384,8	3 360,3
CP-CM2 privé	680,3	618,9	592,9	590,6	588,1	583,8	574,3	568,3	563,8
Total	**4 804,3**	**4 218,0**	**4 106,8**	**4 106,4**	**4 086,2**	**4 054,3**	**3 998,8**	**3 953,1**	**3 924,1**
Initiation, adaptation public	11,5	20,6	...	13,1	11,8	11,1	9,8	...	...
Initiation, adaptation privé	0,2	1,6	...	2,1	2,2	2,0	2,0	...	...
Total	**11,7**	**22,2**	**...**	**15,2**	**14,0**	**13,1**	**11,8**	**...**	**...**
Élémentaire public	4 135,5	3 619,7	...	3 528,9	3 510,0	3 481,6	3 434,3	...	...
Élémentaire privé	680,7	620,6	...	592,7	590,3	585,9	576,4	...	...
Total	**4 816,2**	**4 240,3**	**...**	**4 121,6**	**4 100,3**	**4 067,5**	**4 010,7**	**...**	**...**
Enseignement spécial public	115,5	65,0	...	47,9	47,3	47,5	45,4	...	...
Enseignement spécial privé	7,7	4,0	...	2,7	2,6	2,6	2,7	...	...
Total	**123,2**	**69,0**	**...**	**50,6**	**49,9**	**50,1**	**48,1**	**...**	**...**
Premier degré sans enseignement spécial :									
Enseignement public	6 260,7	5 942,8	...	5 768,3	5 702,3	5 662,4	5 634,6	...	...
Enseignement privé	691,9	941,9	...	901,7	897,8	894,1	889,0	...	...
Total	**6 952,6**	**6 884,7**	**...**	**6 670,0**	**6 600,1**	**6 556,5**	**6 523,6**	**...**	**...**
Premier degré avec enseignement spécial :									
Enseignement public	6 387,8	6 007,8	5 857,4	5 816,1	5 749,7	5 709,9	5 680,0	5 663,9	5 650,4
Enseignement privé	1 007,2	945,8	914,1	904,4	900,3	896,8	891,8	888,1	884,6
Total	**7 395,0**	**6 953,6**	**6 771,5**	**6 720,5**	**6 650,0**	**6 606,7**	**6 571,8**	**6 552,0**	**6 535,0**

(1) En raison de grèves des directeurs d'écoles publiques, les chiffres des années suivantes sont estimés : 1995-1996, prévisions réalisées en 1995 ; 1996-1997, interpolation entre 1994 et 1997 ; 2000-2001 et 2001-2002, estimations des Inspections Académiques.

TABLEAU F.01-4

Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-2002 France métropolitaine + DOM (1)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	Écoles				Classes			(2) Nombre moyen d'élèves par classe		
	1980-1981	1990-1991	2001-2002	2002-2003	1980-1981	1990-1991	1999-2000	1980-1981	1990-1991	1999-2000
Enseignement public :										
Écoles maternelles	15 996	18 829	18 448	18 238	59 758	70 538	71087	30,1	27,9	25,5
Écoles primaires	45 664	39 009	34 279	33 981	194 113	179 177	172 906	23,6	22,5	22,3
dont : À classe unique	11 449	7 667	...	...	11 449	7 667	5 616	...	...	...
Écoles d'enseignement spécial	133	...	...	...	749	...	...	...	...	...
Total	**61 793**	**57 838**	**52 727**	**52 219**	**254 620**	**249 715**	**243 993**	**///**	**///**	**///**
Enseignement privé :										
Écoles maternelles	363	419	245	222	1 081	1 380	973	29,9	27,1	25,9
Écoles primaires	6 663	5 966	5 395	5 348	37 141	37 037	36 202	26,2	24,5	23,9
dont : À classe unique	347	215	...	...	347	215	180	...	...	...
Écoles d'enseignement spécial	20	...	...	...	60	...	...	...	...	...
Total	**7 046**	**6 385**	**5 640**	**5 570**	**38 282**	**38 417**	**37 175**	**///**	**///**	**///**
Total enseignement public + privé	**68 839**	**64 223**	**58 367**	**57 789**	**292 902**	**288 132**	**281 168**	**///**	**///**	**///**

(1) En raison de la grève administrative des directeurs d'école aux rentrées 2000, 2001, 2002, les données sur les effectifs d'élèves ont été évaluées pour l'enseignement public. Les données concernant les classes et le nombre moyen d'élèves par classe ne sont donc pas disponibles.
(2) France métropolitaine uniquement.

TABLEAU F.01-5

Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1990 - 2002
France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES) — *Unité* : Millier

	1990-1991	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003
Premier cycle du second degré :									
Enseignement public	2 592,4	2 709,1	2 678,4	2 644,7	2 629,8	2 624,7	2 620,4	2 608,9	2 597,9
Enseignement privé	656,9	677,1	670,8	668,0	665,8	667,2	669,0	669,9	671,2
Total	**3 249,4**	**3 386,2**	**3 349,2**	**3 312,6**	**3 295,6**	**3 291,9**	**3 289,5**	**3 278,8**	**3 269,1**
6ème à 3ème	3 186,3	3 378,4	3 341,8	3 305,3	3 289,8	3 287,2	3 285,6	3 274,6	3 264,3
dont : 4ème et 3ème technologiques	166,0	158,3	156,8	137,9	90,6	54,3	45,0	44,8	42,5
CPPN, CPA, autres niveaux	63,0	7,8	7,4	7,3	5,9	4,7	3,9	4,2	4,8
Second cycle professionnel :									
Enseignement public	560,9	567,8	575,2	583,2	583,9	575,4	551,8	547,8	549,8
Enseignement privé	165,3	150,9	153,9	157,6	157,9	155,6	148,4	147,3	148,7
Total	**726,2**	**718,7**	**729,0**	**740,8**	**741,8**	**731,0**	**700,2**	**695,0**	**698,5**
dont : Préparation au bac professionnel	96,4	162,4	166,5	170,5	174,5	177,3	175,1	173,3	173,1
Second cycle général et technologique :									
Enseignement public	1 276,7	1 206,6	1 208,9	1 218,4	1 214,5	1 207,6	1 199,4	1 202,3	1 207,0
Enseignement privé	330,8	319,8	320,8	318,2	310,4	305,5	301,9	301,8	302,6
Total	**1 607,4**	**1 526,3**	**1 529,6**	**1 536,6**	**1 524,9**	**1 513,0**	**1 501,4**	**1 504,1**	**1 509,6**
Enseignement spécial du second degré :									
Enseignement public	124,3	121,6	119,8	120,6	120,5	120,2	118,4	117,1	115,1
Enseignement privé	2,5	3,2	3,3	3,4	3,6	3,6	3,7	3,8	3,9
Total	**126,7**	**124,8**	**123,0**	**124,1**	**124,1**	**123,8**	**122,2**	**120,9**	**119,0**
Total (sans enseignement spécial) :									
Enseignement public	4 430,0	4 483,5	4 462,5	4 446,3	4 428,2	4 407,6	4 371,7	4 358,9	4 354,7
Enseignement privé	1 153,0	1 147,8	1 145,4	1 143,7	1 134,2	1 128,3	1 119,4	1 119,0	1 122,5
Total public + privé	**5 583,0**	**5 631,3**	**5 607,9**	**5 590,0**	**5 562,4**	**5 535,9**	**5 491,1**	**5 477,9**	**5 477,1**
Total (avec enseignement spécial) :									
Enseignement public	4 554,3	4 605,0	4 582,2	4 566,9	4 548,7	4 527,8	4 490,1	4 476,0	4 469,8
Enseignement privé	1 155,4	1 151,0	1 148,7	1 147,1	1 137,7	1 131,9	1 123,1	1 122,8	1 126,4
Total public + privé	**5 709,7**	**5 756,0**	**5 730,9**	**5 714,0**	**5 686,5**	**5 659,7**	**5 613,2**	**5 598,8**	**5 596,2**

TABLEAU F.01-6

Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré
Évolution 1990-2002

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	Établissements			Classes et divisions			Nombre moyen d'élèves par classe		
	1990-91	2001-02	(1) 2002-03	1990-91	2001-02	(1) 2002-03	1990-91	2001-02	(1) 2002-03
Enseignement public :									
Collèges (2)	4 868	4 965	5 168	102 100	103 536	108 533	24,3	24,0	23,9
Lycées professionnels	1 318	1 064	1 083	23 157	26 145	27 778	23,1	19,8	19,8
Lycées d'enseignement général et technologique	1 269	1 471	1 531	40 139	40 551	42 391	31,0	28,5	28,5
Total	**7 455**	**7 500**	**7 782**	**165 396**	**170 232**	**178 712**	**25,8**	**24,4**	**...**
Enseignement privé :									
Collèges (2)	1 803	1 782	1 803	26 691	26 723	27 105	24,3	24,7	24,8
Lycées professionnels	798	635	647	7 574	7 756	7 993	21,4	18,6	18,6
Lycées d'enseignement général et technologique	1 269	1 077	1 077	12 764	12 160	12 328	25,6	24,5	24,5
Total	**3 870**	**3 494**	**3 527**	**47 029**	**46 639**	**47 426**	**24,2**	**23,6**	**...**
Total public + privé	**11 325**	**10 994**	**11 309**	**212 425**	**216 871**	**226 138**	**25,4**	**24,3**	**...**

(1) France métropolitaine + DOM
(2) Y compris classe pré-professionnelle de niveau (CPPN) jusqu'en 1996-1997, classe préparatoire à l'apprentissage (CPA) et les unités pédagogiques d'intégration depuis 1997-1998 et non compris l'enseignement spécial.

TABLEAU F.01-7

Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1995-2002 (1)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

Génération au 01/01/2002	Année scolaire								**Total entrants**
	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	
1974 (808 500) :									
Entrants	19 400	–	–	–	–	–	–	–	**486 900** (2)
%	2,4	–	–	–	–	–	–	–	**60,4**
1975 (755 000) :									
Entrants	38 300	17 000	–	–	–	–	–	–	**467 700** (2)
%	5,1	2,3	–	–	–	–	–	–	**62,0**
1976 (731 500) :									
Entrants	76 700	35 400	14 800	–	–	–	–	–	**459 000** (2)
%	10,5	4,9	2,0	–	–	–	–	–	**62,7**
1977 (753 500) :									
Entrants	130 500	78 700	35 700	13 800	–	–	–	–	**477 300** (2)
%	17,3	10,5	4,8	1,9	–	–	–	–	**63,3**
1978 (747 900) :									
Entrants	201 900	132 400	77 000	32 800	11 600	–	–	–	**471 500** (2)
%	27,0	17,7	10,3	4,4	1,6	–	–	–	**63,1**
1979 (768 100) :									
Entrants	15 200	206 400	135 500	79 400	31 100	10 800	–	–	**478 400**
%	2,0	26,8	17,6	10,3	4,1	1,4	–	–	**62,2**
1980 (810 600) :									
Entrants	–	15 500	215 600	144 100	81 600	30 600	10 100	–	**497 500**
%	–	1,9	26,6	17,7	10,1	3,8	1,3	–	**61,3**
1981 (809 600) :									
Entrants	–	–	15 300	217 500	146 100	78 500	29 100	9 100	**495 600**
%	–	–	1,9	26,8	18,0	9,7	3,6	1,1	**61,1**
1982 (797 900) :									
Entrants	–	–	–	15 800	220 100	141 900	76 100	26 300	**488 200** (3)
%	–	–	–	2,0	27,5	17,7	9,5	3,3	**61,0**
1983 (752 600) :									
Entrants	–	–	–	–	16 000	215 700	130 900	69 900	**462 700** (3)
%	–	–	–	–	2,1	28,6	17,3	9,3	**61,3**
1984 (765 700) :									
Entrants	–	–	–	–	–	16 700	221 300	135 000	///
%	–	–	–	–	–	2,2	28,8	17,6	///
1985 (771 500) :									
Entrants	–	–	–	–	–	–	17 700	227 700	///
%	–	–	–	–	–	–	2,3	29,4	///
1986 (785 100) :									
Entrants	–	–	–	–	–	–	–	17 700	///
%	–	–	–	–	–	–	–	2,3	///
Total entrants	**482 000**	**485 400**	**493 900**	**503 400**	**506 500**	**494 200**	**485 200**	**485 700**	///
Taux d'accès en % (MEN)	**64,3**	**64,0**	**63,2**	**63,1**	**63,3**	**63,4**	**62,8**	**62,9**	///
Taux d'accès en % (MEN et autres)	**68,5**	**68,9**	**68,7**	**69,4**	**69,7**	**69,9**	**69,2**	**69,1**	///

(1) Sur l'ensemble des jeunes de la génération 1979 - ils étaient 768 100 à la rentrée 1995 - , 15 200 (soit 2,0 %) sont entrés en 1995-1996 dans une classe préparant au baccalauréat. Au total, de 1995 à 2000, c'est-à-dire de 16 à 21 ans, ce sont 478 400 jeunes de cette génération, soit 62,2 %, qui auront accédé au niveau du baccalauréat. Quant aux flux d'entrées enregistrées en 2001-2002 (485 200), ils concernent les générations 1980 à 1985, dans des proportions variables, dont la somme s'établit à 62,8 %.
(2) Total, compte tenu des « entrants » avant 1995-1996.
(3) Total estimé, compte tenu des élèves qui devraient accéder au niveau du bac lors des prochaines années.

TABLEAU F.01-8

Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1995-2002 - France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES) — *Unité* : Diplôme

Diplômes (1)	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Diplômes du 2e cycle court (2) :							
Certificats d'aptitude professionnelle	260 673	208 755	214 688	218 797	215 623	202 848	168 092
Brevets d'études professionnelles	188 224	205 693	208 479	210 333	208 559	193 626	187 016
Diplômes du 2ème cycle long :							
Brevets de technicien	2 963	2 360	2 767	2 255	2 027	1 714	2 022
Baccalauréat général	**287 046**	**268 868**	**275 113**	**266 285**	**271 155**	**258 785**	**258 192**
Série L	71 460	69 939	69 017	62 363	59 642	56 673	50 320
Série ES	76 555	73 982	74 794	75 756	75 299	75 459	78 967
Série S	139 031	124 947	131 302	128 166	136 214	126 653	128 905
Baccalauréat technologique	**138 267**	**136 204**	**144 830**	**149 103**	**152 778**	**147 944**	**141 983**
STI	35 217	34 107	34 597	36 196	36 940	35 737	33 906
STL	4 840	5 656	6 222	6 262	6 327	6 080	5 950
F10B	32	133	78	///	///	///	///
STT	78 894	72 322	76 986	79 441	82 221	78 369	75 837
SMS	13 337	15 935	18 019	18 974	18 469	19 164	18 042
Hôtellerie	2 284	2 574	2 530	2 749	2 623	2 666	2 509
STAE, STPA	2 247	4 004	4 752	5 127	5 828	5 529	5 388
Autres séries	1 416	1 473	1 646	354	370	399	351
Baccalauréat professionnel	**67 096**	**76 726**	**81 573**	**88 296**	**92 617**	**92 499**	**93 579**

(1) Pour le baccalauréat, les séries générales sont L (littéraire), ES (économique et sociale) et S (scientifique). Les séries technologiques sont STI (sciences et technologies industrielles : cette série inclut, à partir de 1999, F10B-Microtechniques option optique et F12-Arts appliqués), STL (sciences et technologies de laboratoire), STT (sciences et technologies tertiaires), SMS (sciences médico-sociales), STAE (sciences et techniques agricoles et environnementales), STPA (sciences et techniques du produit agro-alimentaire). La ligne "Autres séries" regroupe F11 (Musique option instrument), F11' (Musique option danse) et F12 jusqu'en 1998, et elle regroupe F11 et F11' seulement à partir de 1999.

(2) À ce niveau, l'addition pure et simple des CAP et BEP produit des doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés.

TABLEAU F.01-9

Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1995 - 2002 - France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

Séries (1)	1995			2000			2001			2002		
	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%	Présentés	Admis	%
Baccalauréat général :												
L	100 242	71 460	71,3	74 342	59 642	80,2	68 907	56 673	82,2	61 236	50 320	82,2
ES	104 857	76 555	73,0	96 324	75 299	78,2	97 044	75 459	77,8	99 405	78 967	79,4
S	177 211	139 031	78,5	168 714	136 214	80,7	160 100	126 653	79,1	160 907	128 905	80,1
Total	**382 310**	**287 046**	**75,1**	**339 380**	**271 155**	**79,9**	**326 051**	**258 785**	**79,4**	**321 548**	**258 192**	**80,3**
Baccalauréat technologique :												
STI	52 594	35 217	67,0	48 725	36 940	75,8	46 819	35 737	76,3	46 069	33 906	73,6
STL	6 486	4 840	74,6	7 738	6 327	81,8	7 449	6 080	81,6	7 205	5 950	82,6
F10B	43	32	74,4	///	///	///	///	///	///	///	///	///
STT	97 996	78 894	80,5	102 105	82 221	80,5	100 731	78 369	77,8	98 430	75 837	77,0
SMS	18 193	13 337	73,3	23 271	18 469	79,4	23 510	19 164	81,5	22 637	18 042	79,7
Autres séries	1 786	1 416	79,3	435	370	85,1	442	399	90,3	381	351	92,1
STAE, STPA	3 252	2 247	69,1	7 885	5 828	73,9	7 532	5 529	73,4	7 268	5 388	74,1
Hôtellerie	2 804	2 284	81,5	2 948	2 623	89,0	3 052	2 666	87,4	2 793	2 509	89,8
Total	**183 154**	**138 267**	**75,5**	**193 107**	**152 778**	**79,1**	**189 535**	**147 944**	**78,1**	**131 509**	**102 127**	**76,8**
Baccalauréat professionnel	**92 346**	**67 096**	**72,7**	**117 019**	**92 617**	**79,1**	**119 424**	**92 499**	**77,5**	**122 094**	**93 579**	**76,6**

(1) Les séries du baccalauréat général sont L (littéraire), ES (économique et sociale) et S (scientifique). Les séries technologiques sont STI (sciences et technologies industrielles : cette série inclut, à partir de 1999, F10B-Microtechniques option optique et F12-Arts appliqués), STL (sciences et technologies de laboratoire), STT (sciences et technologies tertiaires), SMS (sciences médico-sociales), STAE (sciences et techniques agricoles et environnementales), STPA (sciences et techniques du produit agro-alimentaire). La ligne "Autres séries" regroupe F11 (Musique option instrument), F11' (Musique option danse) et F12 jusqu'en 1998, et elle regroupe F11 et F11' seulement à partir de 1999.

TABLEAU F.01-10

Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DEP-SDES)

	1980-1981	1990-1991	*r* 1995-1996	1998-1999	1999-2000	2000-2001	*r* 2001-2002	2002-2003
Universités	**852 837**	**1 171 852**	**1 465 467**	**1 404 453**	**1 398 551**	**1 405 393**	**1 382 216**	**1 403 126**
dont : Ingénieurs, disciplines générales et de santé	799 170	1 097 559	1 362 514	1 290 151	1 281 529	1 286 564	1 264 543	1 288 079
Instituts universitaires de technologie (IUT)	53 667	74 293	102 953	114 302	117 022	118 829	117 673	115 047
Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	///	///	**84 245**	**79 811**	**80 120**	**78 054**	**81 705**	**86 288**
Section de techniciens supérieurs (1)	**67 315**	**202 170**	**231 193**	**240 560**	**243 033**	**242 840**	**240 725**	**238 677**
Enseignement public	43 104	119 098	161 070	166 462	167 411	167 110	166 064	165 106
Enseignement privé	24 211	83 072	70 123	74 098	75 622	75 730	74 661	73 571
Classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE)	**40 123**	**64 379**	**70 070**	**70 824**	**70 231**	**69 528**	**69 882**	**71 116**
Enseignement public	35 429	53 966	59 884	59 670	59 355	58 929	59 149	60 266
Enseignement privé	4 694	10 413	10 186	11 154	10 876	10 599	10 733	10 850
Préparations intégrées non universitaires	**2 788**	**3 965**	**2 209**	**2 639**	**2 926**	**3 571**	**3 459**	**3 323**
Nouvelles formations d'ingénieurs non universitaires	///	///	**2 082**	**2 588**	**2 741**	**3 091**	**3 164**	**3 499**
Écoles d'ingénieurs	**36 952**	**57 653**	**75 640**	**82 954**	**85 751**	**89 313**	**92 002**	**95 865**
dont : Enseignement public, dépendantes des universités	8 330	17 325	24 186	27 520	29 378	30 795	31 699	35 671
Enseignement public, indépendantes des universités	20 132	26 326	32 765	34 950	35 181	36 412	37 844	36 791
Enseignement privé	8 490	14 002	18 689	20 484	21 192	22 106	22 459	23 403
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	15 824	46 006	50 416	51 090	56 070	63 561	70 013	74 318
Établissements universitaires privés	16 256	19 971	22 129	22 397	22 267	21 739	20 667	19 751
Écoles normales d'instituteurs (post-bac)	12 597	16 098	///	///	///	///	///	///
Écoles normales supérieures	2 840	2 675	3 051	3 246	3 209	3 159	2 968	3 044
Écoles d'architecture	17 000	15 702	18 970	18 141	17 373	15 960	16 586	17 347
Écoles supérieures artistiques et culturelles	15 320	23 323	31 187	30 111	31 457	32 626	34 668	38 256
Écoles paramédicales hors université	74 006	55 866	68 943	61 945	64 089	68 918	76 534	83 301
Écoles préparant aux fonctions sociales	17 735	17 839	20 867	20 762	21 630	23 273	25 015	27 013
Autres écoles de spécialités diverses	11 678	21 862	28 522	33 020	35 508	38 535	43 729	45 736
dont : Écoles juridiques et administratives	6 653	7 328	6 705	6 859	7 692	9 786	12 036	11 107
Écoles de journalisme et écoles littéraires	680	2 923	2 444	2 498	2 572	3 213	4 338	4 491
Écoles vétérinaires	1 932	2 073	1 985	2 206	2 320	2 634	2 569	2 594
Total enseignement supérieur (1)	**1 174 941**	**1 702 036**	**2 150 805**	**2 097 021**	**2 105 578**	**2 128 766**	**2 131 634**	**2 174 989**

(1) Sans double compte des écoles d'ingénieurs dépendantes des universités.

TABLEAU F.01-11

Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe - Année 2002-2003 France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DEP-SDES)

	(1) 1er cycle et niveau 1er cycle		(2) 2e cycle et niveau 2e cycle		3e cycle et niveau 3e cycle		**Total**	**% Filles**
	Total	% Filles	**Total**	% Filles	**Total**	% Filles		
Droit, sciences politiques	**78 715**	66,3	**64 286**	64,5	**32 248**	57,3	**175 249**	**64,0**
Sciences économiques, gestion (hors AES)	**38 641**	47,0	**55 637**	52,3	**28 112**	47,1	**122 390**	**49,5**
Administration économique et sociale (AES)	**31 389**	59,8	**21 205**	61,0	**791**	64,5	**53 385**	**60,3**
Lettres, sciences du langage, arts	**66 085**	72,7	**41 720**	76,0	**12 053**	66,9	**119 858**	**73,3**
Langues	**74 966**	74,4	**48 789**	79,4	**6 505**	69,4	**130 260**	**76,0**
Sciences humaines et sociales	**101 193**	68,9	**96 977**	68,8	**35 237**	58,3	**233 407**	**67,2**
Sciences et structure de la matière	**60 612**	32,1	**24 655**	39,1	**13 557**	33,9	**98 824**	**34,1**
Sciences et technologie, sciences pour l'ingénieur	**14 254**	19,4	**69 608**	23,0	**20 057**	20,9	**103 919**	**22,1**
Sciences de la nature et de la vie	**34 354**	60,4	**28 323**	57,8	**17 213**	49,5	**79 890**	**57,1**
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	**26 301**	31,6	**18 226**	32,5	**1 474**	34,0	**46 001**	**32,1**
Médecine - Odontologie	**40 793**	68,3	**23 175**	56,5	**56 962**	50,1	**120 930**	**57,5**
Pharmacie	**9 681**	69,3	**5 003**	67,2	**10 671**	65,3	**25 355**	**67,2**
Instituts universitaires de technologie	**115 465**	40,3	///	///	///	///	**115 465**	**40,3**
Total	**692 449**	**57,0**	**497 604**	**57,3**	**234 880**	**50,5**	**1 424 933**	**56,1**

(1) Y compris capacité en droit.
(2) Y compris les préparations aux concours d'enseignants.

TABLEAU F.01-12

Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille - Année 2002-2003 - France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES) — *Unité* : Pourcentage

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	Droit	Économie	Lettres	Sciences (1) STAPS	Santé	IUT	**Ensemble université**	(2) CPGE	(3) STS
Agriculteurs exploitants	1,6	2,1	1,8	2,3	1,5	3,0	**2,0**	2,0	4,6
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	8,1	8,3	6,2	6,5	5,2	8,1	**6,8**	7,1	7,9
Professions libérales et cadres supérieurs	37,4	29,9	27,4	35,4	45,1	26,4	**32,5**	49,6	13,7
Professions intermédiaires	12,6	13,8	16,3	17,4	15,1	19,7	**16,0**	14,1	15,6
Employés	13,3	13,3	14,0	12,7	6,7	15,6	**12,9**	8,2	15,5
Ouvriers	9,1	12,4	11,1	10,6	5,0	16,0	**10,7**	5,1	20,0
Retraités, inactifs	11,8	12,9	13,2	9,1	6,4	7,4	**10,8**	6,7	11,1
Indéterminé	6,1	7,3	10,0	5,9	14,9	3,8	**8,2**	7,3	11,6
Ensemble									
Pourcentage	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	**100,0**	100,0	100,0
Nombre	154 118	142 779	421 255	289 740	127 602	109 021	**1 244 515**	69 658	230 496

(1) Sciences et techniques des activités physiques et sportives.
(2) CPGE : Classes préparatoires aux grandes écoles y compris les formations agricoles.
(3) STS : Section de techniciens supérieurs y compris les formations agricoles.

TABLEAU F.01-13

Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur - France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	1990	1995	1997	1998	1999	2000	(1) 2001
Capacité en droit	1 216	1 184	1 042	1 001	780	736	682
Diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU)	///	495	4 264	3 819	4 490	4 488	4 470
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	27 835	37 380	39 804	44 256	46 701	47 478	47 997
Brevet de technicien supérieur (BTS)	52 963	77 579 *r*	79 836 *r*	84 362 *r*	87 627	94 892 *r*	98 224
Diplôme d'ingénieur	16 080	21 851	22 828	23 068	23 658	24 624	26 023
Diplôme (visé) des écoles de commerce et gestion	5 580	8 166	8 470	8 600	8 124	9 148	10 698
DIPLÔMES D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES GÉNÉRALES (2) :							
Droit	12 355	18 159	17 131	18 424	17 318	16 606	16 354
Sciences économiques	7 747	10 107	10 153	10 420	10 660	10 720	11 191
Administration économique et sociale	6 080	7 893	7 029	7 188	6 864	6 601	6 580
Lettres	39 127	58 717	60 179	60 776	58 660	54 550	53 064
Sciences (3)	21 096	34 116	35 576	34 177	30 738	29 031	27 502
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 948	3 398	5 430	6 396	7 516	7 263	7 142
LICENCE (4) :							
Droit	11 424	16 336	17 454	17 917	17 660	18 621	17 136
Sciences économiques	5 400	9 204	9 987	10 485	10 918	11 381	12 477
Administration économique et sociale	4 502	7 542	6 899	6 699	6 574	6 393	6 608
Lettres	31 703	58 722	63 878	65 495	61 897	61 937	58 511
Sciences (3)	16 729	32 744	34 065	33 143	32 545	30 435	31 217
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 567	2 630	3 207	4 363	5 712	6 658	6 862
MAÎTRISE (Y COMPRIS DE SCIENCES ET TECHNIQUES) (4) :							
Droit	9 710	14 386	15 821	16 354	16 643	16 885	17 550
Sciences économiques	7 060	10 956	13 153	13 407	13 690	14 409	15 093
Administration économique et sociale	3 397	4 747	4 959	5 023	4 914	4 661	4 930
Lettres	16 308	25 975	28 601	30 265	30 395	29 423	30 444
Sciences (3)	14 325	23 991	25 035	26 208	26 753	26 433	25 426
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	369	778	764	829	1 339	1 855	2 309
DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES (5) :							
Droit	2 794	4 407	4 472	4 849	5 008	5 900	6 901
Sciences économiques	4 773	7 157	8 520	8 935	9 864	10 479	12 149
Administration économique et sociale	///	///	189	264	290	444	483
Lettres	2 562	4 881	6 038	6 871	7 059	7 856	8 907
Sciences	2 495	4 541	5 529	5 831	6 560	7 805	9 253
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	–	91	118	103	104	242	401
DIPLÔME D'ÉTUDES APPROFONDIES (5) :							
Droit	3 047	4 356	4 483	4 771	4 912	5 042	4 754
Sciences économiques	1 557	2 039	2 056	1 907	1 827	1 588	1 694
Lettres	5 843	7 711	7 575	7 247	7 498	7 556	7 999
Sciences	9 466	11 197	10 288	9 904	9 203	9 227	9 925
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	111	117	79	81	80	112	131
DOCTORAT :							
Droit	521	474	590	681	788	961	...
Sciences économiques	411	352	518	495	508	643	...
Lettres	1 513	2 191	2 393	2 186	2 361	2 593	...
Sciences	4 705	5 935	6 679	6 209	5 769	5 699	...
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	11	17	73	26	41	30	...
							...
DIPLÔMES DE SANTÉ :							...
Diplôme d'état de docteur en médecine (6)	5 339	4 654	4 700	3 870	3 962	3 962 *r*	...
Diplôme d'état de docteur en pharmacie	2 272	2 162	2 230	2 072	2 160	2 160 *r*	...
Diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire	1 186	901	1 012	882	824	824 *r*	...

(1) Une évolution du mode de collecte de l'information sur les diplômes a eu lieu en 2001 entraînant des écarts sur certains diplômes dans certaines disciplines.
(2) Diplômes de premier cycle, y compris diplôme d'études universitaires en sciences et techniques (DEUST).
(3) Les mathématiques appliquées et sciences sociales sont agrégées dans la rubrique Sciences depuis l'édition 1999.
(4) Diplômes de second cycle.
(5) Diplômes de troisième cycle.
(6) 1997 : estimations.

TABLEAU F.01-14

Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1995-2001 (1) - France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DEP-SDES)

Préparation	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	*dont* filles
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP)	188 070	189 729	190 524	189 610	186 211	183 997	178 511	45 278
Brevet d'étude professionnelle (BEP)	36 129	42 634	47 100	51 282	53 170	52 974	51 244	12 642
Mention complémentaire	6 415	7 245	7 327	7 342	6 972	6 516	5 813	2 113
Autres diplômes et titres de niveau V	1 521	1 574	1 539	1 616	1 731	1 846	1 878	716
Total niveau V	**232 135**	**241 182**	**246 490**	**249 850**	**248 084**	**245 333**	**237 446**	**60 749**
Baccalauréat professionnel (bac pro)	15 632	19 358	24 014	28 002	30 831	33 404	34 317	8 544
Brevet professionnel (BP)	21 299	25 245	28 806	30 265	30 929	31 195	32 272	15 986
Autres diplômes et titres de niveau IV	4 396	3 835	3 759	4 355	4 709	4 756	5 239	1 594
Total niveau IV	**41 327**	**48 438**	**56 579**	**62 622**	**66 469**	**69 355**	**71 828**	**26 124**
Brevet de technicien supérieur (BTS)	12 539	16 770	20 580	23 415	25 497	27 800	28 982	11 953
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	2 067	1 917	2 889	3 357	3 702	4 285	4 490	1 862
Autres diplômes et titres de niveau III	1 629	2 271	3 234	2 809	3 308	3 468	3 762	1 651
Total niveau III	**16 235**	**20 958**	**26 703**	**29 581**	**32 507**	**35 553**	**37 234**	**15 466**
Licence	56	41	184	312	411	692	1 298	554
Maîtrise	577	590	1 033	1 334	1 572	1 837	2 031	932
Autres diplômes et titres de niveau II	1 234	2 279	3 451	5 497	5 797	6 919	6 239	2 966
Total niveau II	**1 867**	**2 910**	**4 668**	**7 143**	**7 780**	**9 448**	**9 568**	**4 452**
Diplôme d'ingénieur	1 734	2 044	2 777	3 539	4 171	4 644	1 461	791
DESS	193	275	438	603	941	1 162	5 086	689
Autres diplômes et titres de niveau I	21	122	35	294	285	379	305	105
Total niveau I	**1 948**	**2 441**	**3 250**	**4 436**	**5 397**	**6 185**	**6 852**	**1 585**
Total apprentis	**293 512**	**315 929**	**337 690**	**353 632**	**360 237**	**365 874**	**362 928**	**108 376**
Classe préparatoire à l'apprentissage et classe d'initiation préprofessionnelle en alternance	10 409	10 823	9 887	9 174	9 640	10 184	10 330	1 726
TOTAL	**303 921**	**326 752**	**347 577**	**362 806**	**369 877**	**376 058**	**373 258**	**110 102**

(1) Toutes formations confondues (Éducation nationale, Agricole, Santé...).

TABLEAU F.01-15

Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan physique des formations (1) - France entière

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité

Source de financement	Unités	1990	1995	1997	1998	*r* 1999	*r* 2000	*p* 2001
Formation continue : Stagiaires en formation (2)								
Entreprises de plus de 10 salariés (3)	Millier	3 390	3 496	3 438	3 630	3 737	3 724	3 822
dont : Prise en charge directe	»	2 560	2 890	2 808	2 857	2 877	2 915	2 939
État	»	3 591	4 200	3 921	4 667 *r*	4 005	3 999	3 906
dont : Agents de la fonction publique	»	2 160	2 800	3 218	3 976	3 369	3 414	3 850
Régions (4) (5)	»	426	526	553 ■	495	481	471	479
Total (6)	»	**7 115**	**8 007**	**7 716**	**8 515**	**8 023**	**7 993**	**8 007**
Apprentissage								
Effectifs d'apprentis (7)	»	242	290	340	356	350	363	373
Formation continue : heures stagiaires								
Entreprises de plus de 10 salariés (3)	Million	252	214	149	151	151	153	154
dont : Prise en charge directe	»	116	113	103	103	96	101	100
État (8)	»	456	407	299	...	...	...	...
dont : Agents de la fonction publique	»	108	117	68	...	...	...	...
Régions (4)	»	124	193	212	164	...	...	...
Total (6)	»	**710**	**805**	**652**	**...**	**...**	**...**	**...**

(1) Les bénéficiaires des dispositifs SIVP, CRE, CES ne sont pas comptabilisés.
(2) Stagiaires ayant suivi un stage ou une partie de stage au cours de l'année.
(3) À partir de 1993, sont comptabilisés les bilans de compétences.
(4) À partir de 1994, prise en compte de la formation des jeunes, suite à la loi du 20 décembre 1993.
(5) À partir de 1998, les stagiaires en formation ne sont plus des effectifs mais des entrées en formation.
(6) Certaines actions étant co-financées par plusieurs financeurs, l'effectif d'ensemble peut être inférieur à la simple addition des effectifs afférents à chaque financeur.
(7) Salariés présents fin décembre. France métropolitaine.
(8) À partir de 1998, ces données ne sont plus disponibles.

TABLEAU F.01-16

Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole - France entière

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales

Unités : Établissement
Élève

Nature des établissements	Nombre d'établissements				Effectifs				
	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	*dont* filles
ENSEIGNEMENT PUBLIC :									
Lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA)	128	131	131	132	54 548	53 194	52 916	52 040	17 361
Lycées professionnels agricoles (LPA)	87	84	84	85	17 201	16 926	16 253	15 923	6 708
Centres de formation professionnelle agricole pour jeunes (CFPAJ)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Établissements d'enseignement supérieur ayant des BTSA (1)	1	1	1	1	60	57	52	35	19
Total	**216**	**216**	**216**	**218**	**71 809**	**70 177**	**69 221**	**67 998**	**24 088**
ENSEIGNEMENT PRIVÉ :									
Technique	645	644	642	641	106 759	105 153	103 770	104 124	51 937
Établissements fonctionnant selon l'un des deux rythmes suivants :									
Temps plein (2)	236	235	231	229	57 332	55 573	54 405	54 044	27 997
Rythme approprié (3)	409	409	411	412	49 428	49 580	49 365	50 080	23 940
Total	**645**	**644**	**642**	**641**	**106 759**	**105 153**	**103 770**	**104 124**	**51 937**
Total public et privé	**861**	**860**	**858**	**859**	**178 569**	**175 330**	**172 991**	**172 122**	**76 025**

(1) Il existe des classes préparant au BTSA dans quelques établissements d'enseignement supérieur en plus des formations d'ingénieurs non comptabilisées dans ce tableau.
(2) Établissements privés assurant une formation à temps plein, définis par l'article L 813-8 du code rural.
(3) Établissements privés qui offrent des formations à temps plein en conjuguant, selon un rythme approprié, les enseignements théoriques et pratiques dispensés d'une part dans l'établissement même et d'autre part dans le milieu agricole et rural. Le groupe d'établissements relève de l'article L 813-9 du code rural.

TABLEAU F.01-17

Élèves des principaux établissements d'enseignement artistique

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

Unité : Nombre

	1990-1991	1995-1996	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Musique et danse						
Conservatoire national supérieur de Paris	...	1 191	1 200	1 381	1 250	1 384
Conservatoire national supérieur de Lyon	382	502	528	504	507	507
Centre national de danse contemporaine	27	33	30	29	31	34
Conservatoires nationaux de région (CNR)	46 647	47 443	49 328	49 229	49 960	...
Écoles nationales de musique (ENM)	88 521	91 656	89 010	88 611	87 716	...
Art dramatique						
Conservatoire national supérieur d'art dramatique	73	90	93	94	99	95
École du théâtre national de Strasbourg	41	39	37	40	40	44
École supérieure des arts du cirque	38	32	43	35	41	41
École nationale supérieure des arts de la marionnette	13	14	16	16	20	16
École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre	...	156	133	144	136	134
Cours d'art dramatique des CNR et ENM	...	1 719	1 683	1 806	1 852	...
Audiovisuel						
Fondation européenne pour les métiers de l'image et du son	108	116	148	143	141	146
École nationale supérieure Louis Lumière	...	163	153	154	151	150
Arts plastiques						
École nationale supérieure des beaux-arts	858	534	674	682	657	644
École nationale supérieure des arts décoratifs	761	616	586	600	615	652
École nationale supérieure de création industrielle (1)	167	187	190	202	196	196
Écoles nationales d'art	1 108	1 164	1 183	1 125	1 083	1 134
Écoles régionales et municipales d'art	7 215 *r*	7 436	8 059	8 201	8 107	8 167
Patrimoine						
École du Louvre (2)	2 958	1 885	1 716	1 616	1 489	1 437
École nationale du patrimoine-formation des conservateurs	///	79	49	42	43	54
École nationale du patrimoine-formation des restaurateurs (IFROA)	39	47	51	66	68	65
École des Chartes	119	176	86	125	117	115
École supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques	85	156	78	106	81	154
Architecture						
Écoles d'architecture	...	18 801	17 945	17 485	16 023	16 832

(1) Non compris les stagiaires.
(2) Non compris les auditeurs et les élèves des cours du soir.

TABLEAU F.01-18

Écoles dépendant du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité
Nombre d'écoles, effectifs et diplômes - France entière

Source : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)

Formation	Année scolaire 1999-2000			(1) Année civile 2000			(1) Année civile 2002		
	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1999	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 2000	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 2002
Écoles de la santé :									
NIVEAU V									
Aides-soignants	425	12 343	13 051	407	12 268	12 636	425	15 951	13 240
Auxiliaires de puériculture	79	2 405	2 315	76	2 377	2 294	85	2 625	2 243
NIVEAU III									
Formation en trois ans :									
Ergothérapeutes	8	879	282	8	999	330	8	948	322
Infirmiers diplômés d'État	333	50 990	14 787	328	55 639	13 815	326	69 092	16 403
Manipulateurs d'électroradiologie médicale	18	1 393	471	19	1 513	445	20	1 705	467
Masseurs-kinésithérapeutes	35	4 925	1 504	35	4 695	1 604	35	4 709	1 633
Pédicures-podologues	10	1 459	430	10	1 463	426	10	1 395	400
Psychomotriciens	6	937	290	6	946	294	6	991	270
Techniciens en analyses biomédicales (2)	5	358	122	6	404	143	6	381	127
Formation en quatre ans :									
Sages-femmes	32	2 674	618	32	2 768	589	33	3 136	608
Formation complémentaire :									
Infirmiers-anesthésistes	25	930	425	25	962	458	25	1 114	531
Infirmiers de bloc opératoire	25	660	562	26	732	669	27	570	785
Puéricultrices	30	811	738	32	912	828	32	1 003	900
Cadres sages-femmes	1	21	25	1	21	19	1	26	26
Cadres de santé	36	1 260	1 138	36	1 348	1 195	38	1 720	1 430
Total écoles de la santé	**1 068**	**82 045**	**36 758**	**1 047**	**87 047**	**35 745**	**1 077**	**105 366**	**39 385**
Écoles sociales :									
NIVEAU V									
Aides à domicile (CAFAD) (3)	81	2 514	2 244	83	2 415	2 083	80	2 156	1 773
DEAVS (3)	///	///	///	///	///	///	32	1 304	117
Aides médico-psychologiques	53	5 349	2 566	56	6 236	2 396	56	7 212	2 826
NIVEAU IV									
Techniciens de l'intervention sociale familiale (TISF) (4)	8	433	173	7	229	45	22	655	163
Moniteurs-éducateurs	48	3 842	1 698	50	4 439	1 766	56	5 849	2 288
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Éducateurs de jeunes enfants	30	3 520	1 030	32	3 542	1 023	34	3 621	1 150
Formation en trois ans :									
Assistants de service social	52	5 941	1 729	51	6 315	1 726	58	7 134	1 806
Éducateurs spécialisés	53	7 964	2 443	54	8 545	2 383	60	10 292	2 694
Éducateurs techniques spécialisés	30	930	328	30	927	314	30	1 017	272
Formation complémentaire :									
Conseillers en économie-sociale familiale	45	1 074	762	45	1 087	746	43	1 021	745
Formation supérieure de travail social	19	543	151	20	663	95	19	620	149
Total écoles sociales	**419**	**32 110**	**13 124**	**428**	**34 398**	**12 577**	**490**	**40 881**	**13 983**

(1) Les enquêtes 2000 et 2002 portent sur l'année civile, des rentrées ayant lieu tout au long de l'année.
(2) Formation en 3 ans depuis la rentrée 1996.
(3) Le CAFAD doit être remplacé par le DEAVS. Les écoles agréées pour le CAFAD avaient le droit, dès 2002, de donner des formations DEAVS.
(4) Anciennement : travailleuses familiales.

TABLEAU F.01-19

Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité — *Unités* : Millier de stagiaires et %

	1990	1995	1997	1998	1999	*r* 2000	*p* 2001
Catégorie professionnelle (hors bilans de compétence, y compris alternance)							
Ingénieurs et cadres (1)	566	718	703	738	799	823	865
%	19,5	20,6	20,5	20,4	21,4	22,1	22,1
Techniciens (1)	799	891	909	929	956	951	976
%	27,5	25,6	26,5	25,6	25,6	25,6	24,9
Ouvriers et employés (1)	1 540	1 868	1 818	1 955	1 975	1 945	2 072
%	53,0	53,7	53,0	54,0	52,9	52,3	53,0
Total	**2 905**	**3 477**	**3 430**	**3 622**	**3 730**	**3 719**	**3 912**
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sexe (hors bilans de compétence, y compris alternance)							
Hommes	1 975	2 269	2 216	2 301	2 388	2 397	2 468
%	68,0	65,3	64,6	63,6	64,1	64,5	63,2
Femmes	930	1 204	1 214	1 318	1 339	1 318	1 435
%	32,0	34,7	35,4	36,4	35,9	35,5	36,8

(1) Y compris les travailleurs indépendants de qualification équivalente.

TABLEAU F.01-20

Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DEP-SDES)

	1998		1999		2000		2001	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Niveau VI et V bis : sortie avant le niveau V	58 000	7,7	60 000	7,8	56 000	7,4	60 000	7,9
Niveau V : niveau CAP, BEP ou abandon avant le niveau IV	187 000	25,0	206 000	26,8	207 000	27,2	213 000	27,9
Niveau IV : niveau du BAC ou abandon avant le niveau III	220 000	29,4	215 000	28,0	223 000	29,4	206 000	27,0
Niveau III : bac + 2 années d'études avec le diplôme de ce niveau	138 000	18,4	125 000	16,3	123 000	16,1	136 000	17,8
Niveaux II et I : diplômés de 2e ou 3e cycle supérieur ou équivalent	146 000	19,5	162 000	21,1	151 000	19,9	148 000	19,4
Total niveaux	**749 000**	**100,0**	**768 000**	**100,0**	**760 000**	**100,0**	**763 000**	**100,0**

TABLEAU F.01-21

Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 2002) — *Unité* : %

	Écoles supérieures (1)	Licence et plus	DUT BTS	Paramédical et social	DEUG	Baccalauréat	Bac technologique et professionnel	CAP BEP	Brevet	Sans diplôme
Depuis 1 à 4 ans (sortis de 1998 à 2001)										
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**34 000**	**117 000**	**105 000**	**18 000**	**17 000**	**70 000**	**89 000**	**148 000**	**46 000**	**81 000**
Enseignants	2	19	1	1	2	1	–	–	–	–
Autres professions supérieures	70	29	4	–	4	2	1	–	–	–
Autres professions intermédiaires	10	21	38	90	33	17	13	5	6	2
Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	–	–	1	–	1	1	2	1	–	1
Professions supérieures, intermédiaires et indépendantes	**82**	**69**	**44**	**91**	**40**	**21**	**16**	**6**	**6**	**3**
Employés, ouvriers qualifiés	4	11	32	4	22	27	37	34	17	10
Employés, ouvriers non qualifiés	–	4	9	1	14	22	26	33	30	29
Ensemble des emplois	**86**	**84**	**85**	**96**	**76**	**70**	**79**	**73**	**53**	**42**
Chômeurs	10	10	11	1	14	14	13	18	26	33
Inactifs	4	6	4	3	11	16	8	9	21	25
Depuis 5 à 10 ans (sortis de 1992 à 1997)										
Ensemble (nombre moyen de sortants)	**36 000**	**102 000**	**101 000**	**18 000**	**16 000**	**66 000**	**77 000**	**140 000**	**36 000**	**79 000**
Enseignants	5	23	1	1	9	–	–	–	–	–
Autres professions supérieures	74	32	9	2	12	4	2	–	1	1
Autres professions intermédiaires	10	18	41	86	25	22	19	6	8	3
Agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2	2	3	1	2	3	6	3	2	2
Professions supérieures, intermédiaires et indépendantes	**91**	**75**	**54**	**90**	**48**	**29**	**27**	**9**	**11**	**6**
Employés, ouvriers qualifiés	3	10	29	3	25	34	41	39	27	19
Employés, ouvriers non qualifiés	1	2	7	1	9	15	18	30	27	29
Ensemble des emplois	**95**	**87**	**90**	**94**	**82**	**78**	**86**	**78**	**65**	**54**
Chômeurs	3	6	5	2	6	9	6	11	16	21
Inactifs	2	7	5	4	12	13	8	11	19	25

(1) Écoles supérieures délivrant des diplômes de niveau Bac + 5 : écoles d'ingénieur, d'architecture, de commerce, de notariat, d'arts etc.

TABLEAU F.01-22

Effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur au 1er janvier France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DEP-SDES)

	1995		2000		2001		2002		2003	
	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes
Enseignants dans le 1er degré public (1)	314 217	76,1	314 730	77,8	316 150	78,1	317 293	78,4	318 236	78,8
Enseignants dans le 2ème degré public (2)	395 824	56,3	420 240	56,7	423 640	56,7	428 925	56,7	431 769	56,7
Enseignants dans le supérieur	60 205	29,8	71 600	33,1	73 040	33,6	74 094	33,9	74 881	34,2
Enseignants dans les établissements de formation du personnel (3)	36 892	62,1	34 570	62,3	36 770	64,8	42 295	66,3	45 629	67,9
Non enseignants	297 750	64,8	303 320	64,9	306 150	65,1	309 535	65,3	311 425	65,4
Total (4)	**1 104 888**	**62,9**	**1 144 460**	**63,4**	**1 155 750**	**63,6**	**1 172 142**	**63,8**	**1 181 940**	**64,0**
Enseignants dans le 1er degré privé	43 668	91,3	44 162	91,2	44 360	91,2	44 810	91,1	45 640	91,1
Enseignants dans le 2ème degré privé	91 271	65,3	94 994	65,8	95 934	65,7	97 254	65,7	98 529	65,7

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnel de direction.
(3) Enseignants formateurs et élèves enseignants y compris les enseignants et élèves des établissements de formation du supérieur (dont les instituts universitaires de formation des maîtres).
(4) Non compris les personnels de la Recherche et de Jeunesse et Sport.

TABLEAU F.01-23

Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés au 1er janvier 2002 - France métropolitaine + DOM

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	Effectifs	Âge moyen	% de femmes	% de temps partiel
Professeurs des écoles	188 080	40,2	78,4	5,3
Instituteurs	128 931	42,5	78,5	9,5
Autres titulaires	60	44,5	59,8	3,3
Total titulaires	**317 071**	**41,1**	**78,4**	**7,0**
Total non-titulaires	**222**	**32,4**	**73,0**	**5,4**
Total premier degré (1)	**317 293**	**41,1**	**78,4**	**7,0**
Agrégés et chaires supérieures	47 555	43,7	49,4	5,5
Certifiés et assimilés	250 766	42,3	60,7	9,2
Chargés d'enseignement et adjoints d'enseignement	5 405	49,5	49,9	8,2
Professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.)	21 203	52,8	56,7	7,8
Professeurs de lycées professionnels	64 029	44,3	48,7	5,0
Professeurs des écoles	7 770	42,6	50,7	2,2
Instituteurs et instituteurs spécialisés	2 011	42,8	43,8	4,4
Total titulaires	**398 739**	**43,5**	**56,8**	**7,8**
Maîtres auxiliaires	9 289	39,5	57,0	9,5
Autres non-titulaires	20 897	33,1	54,8	27,9
Total non-titulaires	**30 186**	**35,1**	**55,5**	**22,2**
Total second degré (2)	**428 925**	**42,9**	**56,7**	**8,8**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnels de direction.

TABLEAU F.01-24

La dépense globale d'éducation (1)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES)

	1980	1990	1995	1998	*p* 1999	*p* 2000	*p* 2001	*p* 2002
Dépense globale d'éducation (milliards d'euros courants)	**28,9**	**67,9**	**89,3**	**96,6**	**99,7**	**102,6**	**105,1**	**108,1**
dont : Dépense intérieure :								
Milliards d'euros courants	27,6	64,9	85,4	92,4	95,4	98,2	100,7	103,6
Milliards d'euros, aux prix de 2002 (*r*)	61,4	78,7	92,9	97,2	99,8	101,8	102,6	103,6
Part du Produit Intérieur Brut (%)	6,4	6,5	7,3	7,1	7,1	7,0	6,9	6,9
Dépense intérieure par habitant :								
Euros courants	510	1 150	1 470	1 570	1 610	1 650	1 690	1 730
Euros aux prix de 2002 (*r*)	1 140	1 390	1 600	1 650	1 690	1 710	1 720	1 730
Dépense intérieure (2) par élève ou étudiant :								
Euros courants	1 760	4 030	5 150	5 690	5 900	6 100	6 260	6 470
Euros aux prix de 2002 (*r*)	3 930	4 880	5 610	5 990	6 180	6 320	6 380	6 470
Structure du financement initial (%) :								
État	69,1	64,2	64,9	64,5	64,5	64,5	64,5	64,5
Collectivités territoriales	14,3	18,9	20,0	20,7	20,9	21,0	20,7	20,9
Autres administrations publiques et caisses d'allocations familiales	0,4	0,7	2,3	2,1	2,0	1,9	1,9	1,8
Entreprises	5,5	6,2	5,8	5,9	5,9	6,1	6,4	6,4
Ménages	10,7	10,0	7,0	6,8	6,7	6,5	6,5	6,4

(1) Les comptes 1998 à 2001 n'ont pas été revus par rapport à la publication de l'année dernière. Le compte 1998 est semi-définitif, les comptes 1999 à 2002 sont provisoires.
(2) Hors dépense pour l'enseignement artistique et l'enseignement extra-scolaire (enseignement à distance, formation professionnelle continue et autre extra-scolaire).

TABLEAU F.01-25

La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 2002

Dépenses totales (courantes plus capital) des financeurs finals (1)

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (DPD-SDES) — *Unité* : Million d'euros

	(2) Financeur final							
	État			Collectivités territoriales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	**Total**
	Éducation nationale	Autres ministères	**Total**					
ENSEIGNEMENT								
Enseignement de type scolaire (3) :								
1er degré	13 545	–	**13 545**	9 288	–	5	233	**23 072**
2ème degré	26 415	1 703	**28 118**	5 671	46	324	689	**34 848**
Enseignement supérieur	9 746	1 266	**11 012**	850	391	659	1 034	**13 946**
Enseignement artistique	–	185	**185**	973	–	6	7	**1 171**
Apprentissage	4	1	**5**	836	41	571	28	**1 481**
Enseignement de type extra-scolaire (4)	554	2 473	**3 027**	1 063	123	5 059	1 578	**10 851**
Total des activités d'enseignement [dépense intérieure d'enseignement] (5)	**50 265**	**5 628**	**55 893**	**18 682**	**600**	**6 624**	**3 570**	**85 369**
ACTIVITÉS ANNEXES								
Administration générale	1 580	103	**1 683**	40	8	–	–	**1 731**
Cantine, internat	2 175	183	**2 359**	2 048	6	11	3 312	**7 736**
Autres	879	2	**881**	261	19	31	27	**1 220**
ACHATS DE BIENS ET SERVICES								
Transport scolaire	93	–	**93**	1 800	–	–	54	**1 947**
Fournitures et livres scolaires	69	–	**69**	245	–	–	2 486	**2 800**
Habillement, loisirs scolaires	–	–	**–**	–	–	–	885	**885**
RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL D'ÉDUCATION EN FORMATION	1 911	–	**1 911**	–	–	–	–	**1 911**
Total [dépense intérieure d'éducation] (6)	**56 973**	**5 917**	**62 890**	**23 076**	**633**	**6 666**	**10 335**	**103 600**

(1) Compte économique de l'éducation : compte satellite de la comptabilité nationale (chap. G.01) décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation. Évaluations provisoires.
(2) Financeur final : dernier financeur. Exemple, une collectivité locale maître d'ouvrage d'une construction peut recevoir une subvention de l'État : la totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur et les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention. Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités locales, et le financeur ménage ; elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.
(3) Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.
(4) Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières.
(5) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour les activités d'enseignement.
(6) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

TABLEAU F.01-26

Dépense globale de formation professionnelle continue et d'apprentissage - France entière

Source : Ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité — *Unité* : Million d'euros

Source de financement	1987	1995	1997	1998	1999	*p* 2000	*p* 2001
Dépense par financeur final (hors investissement)							
Administrations publiques (1)	6 164	10 533	10 425	10 496	10 734	10 539	10 359
dont : État	5 247	8 371	7 979	8 160	8 237	8 203	8 026
Régions	640	1 580	1 918	1 994	1 992	1 943	1 976
UNEDIC	39	1 107	1 610	1 408	1 202	1 146	1 186
Entreprises	4 375	7 632	8 168	8 448	8 861	9 216	9 527
Ménages	166	338	436	498	534	531	599
Total (hors investissement)	**10 744**	**19 610**	**20 638**	**20 851**	**21 331**	**21 432**	**21 671**
Dépense par public bénéficiaire							
Formation de première insertion (jeunes < 26 ans)	2 254	3 718	4 648	5 000	5 313	5 456	5 679
Formation des actifs occupés (1)	6 737	11 597	11 764	11 963	12 350	12 653	12 766
Formation des demandeurs d'emploi	1 753	4 295	4 226	3 888	3 668	3 323	3 226
Total (hors investissement)	**10 744**	**19 610**	**20 638**	**20 851**	**21 331**	**21 432**	**21 671**
Investissements	135	256	249	251	266	222	271
Total général	**10 879**	**19 866**	**20 887**	**21 102**	**21 597**	**21 654**	**21 942**
Part dans le produit intérieur brut (en %)	1,34	1,68	1,67	1,66	1,63	1,52	1,49

(1) Y compris dépenses de formation des agents de la fonction publique.

Chapitre F.02

○ Recherche et développement expérimental

1 Présentation.
2 Méthodologie.
3 Définitions.
4 Sources de documentation.
5 Tableaux.

❍ Liste des tableaux

1 Effort national de recherche et de développement.

2 Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur institutionnel.

3 Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental.

4 La recherche et le développement technologique en France et dans quelques pays en 2001.

5 Concentration de la recherche dans les entreprises en 2001.

6 La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement.

7 Dépenses intérieures et effectifs de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations.

1

○ Présentation

De 1978 à 1993, la dépense intérieure de recherche et développement expérimental (DIRD) réalisée en France a, en moyenne, augmenté plus rapidement que le PIB. L'indicateur de mesure de l'effort de R & D (DIRD/PIB) est ainsi passé de 1,68 % à 2,40 %. Mais à partir de 1994, la situation s'est inversée et l'effort de R & D a diminué. Après une reprise en 1999, la situation se consolide, ce ratio passant à 2,23 % en 2001. En 2001, la DIRD s'élève à 32,9 milliards d'euros, dont 20,8 milliards pour la recherche exécutée par les entreprises ; la dépense nationale de recherche et développement expérimental (DNRD), qui mesure le financement national de la R & D (cf. partie 3 Définitions) atteint 33,6 milliards d'euros, 56,3 % de cette somme étant financée par les entreprises.

Les premiers résultats 2002 indiquent une faible hausse de l'effort de R & D. Les dépenses de recherche des administrations progresseraient un peu alors que celles des entreprises se stabiliseraient. De ce fait, l'effort de recherche dans le PIB se tasserait légèrement à 2,20 %.

La R & D emploie près de 330 000 personnes en équivalent temps plein (ETP), soit une hausse de 2,2 % en 2001 à champ constant (+ 3,7 % en brut : cf. partie 2 Méthodologie). La croissance est moins rapide dans les administrations que dans les entreprises. Depuis plusieurs années, la croissance des effectifs de recherche est portée par l'augmentation du nombre de chercheurs, les autres personnels de recherche (techniciens, ouvriers et administratifs) progressant moins vite. Les implantations régionales de la recherche sont relativement concentrées : quatre régions sur les vingt-deux, l'Île-de-France (plus de 40 %), Rhône-Alpes (près de 11 %), Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Midi-Pyrénées (plus de 5 % chacune) rassemblent en 2001, près des deux tiers des effectifs de la recherche française.

La recherche publique

La recherche publique française a été structurée par les différentes politiques de l'État avec la création de grands organismes aux statuts juridiques divers, avec la programmation de la recherche au travers des grands programmes technologiques et le soutien apporté à la recherche universitaire. L'équilibre entre ces différents pôles est en forte évolution au profit notamment des universités.

La dépense intérieure de recherche des administrations (DIRDA) s'élève à 12,1 milliards d'euros en 2001, soit une hausse de + 4,3 % en valeur et + 2,5 % en volume. Elle poursuivrait sa progression en 2002 pour atteindre 12,6 milliards d'euros.

Les Établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST, y compris le CNRS) et les Établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) sont les principaux organismes publics de recherche. En 2001, leur dépense intérieure a atteint un montant de 6,3 milliards d'euros, soit 52,2 % de la DIRDA. L'enseignement supérieur (hors CNRS) a une dépense intérieure de 3,9 milliards d'euros soit 34 % de la DIRDA.

La progression des dépenses de recherche de la Défense, qui prennent en compte une modification du périmètre recherche avec intégration des dépenses de la simulation des essais nucléaires, est de 9,1 % en valeur. La part du ministère de la Défense dans l'ensemble de la DIRDA est passée de 20 % en 1992 à 6,7 % en 2000 et remonte à 7 % en 2001. En 2002, on prévoit une progression des dépenses de la Défense et des EPIC et EPST un peu plus rapide que l'ensemble de la DIRDA.

Les administrations ont aussi un rôle de financeur via leurs dépenses extérieures (soit 4,2 milliards d'euros en 2001) dont 51 % sont à destination des entreprises. Ce niveau est comparable à celui des deux années précédentes en dépit d'un léger recul. Les prévisions pour l'année 2002 devraient confirmer ainsi la reprise des financements publics en direction des entreprises. Ces dépenses extérieures comprennent la contribution nationale aux financements d'organisations internationales comme l'Agence Spatiale Européenne ou encore le CERN (Centre Européen pour la Recherche Nucléaire).

La ressource principale de ces organismes de recherche est constituée de subventions dont le budget civil de recherche et développement (BCRD), auquel il convient d'ajouter la partie du budget de l'enseignement supérieur qui finance des activités de R & D, notamment les salaires des enseignants-chercheurs pris à 50 % et le budget de R & D de la Défense. Depuis 1992 la part des subventions dans le financement de la DIRDA est en recul (86 % en 1992 et 81 % en 2001) au profit principalement des ressources contractuelles (11 % en 1992 et 14 % en 2001) et des autres ressources propres (3 % en 1992 et 6 % en 2001). La diminution de l'effort de R & D propre au ministère de la Défense explique la baisse du rôle des subventions ; l'évolution du BCRD y contribue aussi. Celui-ci s'élève à 8,5 milliards d'euros en 2001, sa progression en volume (0,67 %) est inférieure à celle du PIB en 2001 et sa part dans le PIB est la plus faible depuis 1992 : 0,58 % en 2001 contre 0,67 % en 1992.

La recherche dans les entreprises

La dépense intérieure de recherche des entreprises (DIRDE) s'établit à 20,8 milliards d'euros, en progression de 5 % en valeur. L'année 2001 est dans le droit fil des résultats enregistrés depuis 1999, le retour de la croissance et la bonne situation des entreprises ayant permis un retour des investissements en recherche. Face à une conjoncture moins porteuse, la DIRD des entreprises ne devrait plus croître aussi rapidement en 2002. D'après des estimations réalisées en avril-mai 2003, les entreprises stabiliseraient leurs dépenses intérieures de recherche au niveau de 2001.

La croissance des dépenses de recherche se traduit par l'accroissement des effectifs de recherche, en particulier des chercheurs. Il s'ensuit une progression rapide des frais de personnels de recherche. Depuis 1992, c'est la première fois que les effectifs de recherche progressent sensiblement trois années consécutives. Si en 1999 les dépenses d'équipement n'avaient que peu augmenté, elles ont fortement progressé en 2000 et se maintiennent à ce niveau élevé en 2001.

Les dépenses de recherche sont très concentrées, à la fois dans les grandes entreprises et dans quelques branches d'activité. Les quatre premières branches de recherche réalisent la moitié des dépenses de R & D. Seule parmi ces quatre branches à ne pas être dans un domaine de haute technologie, l'automobile est la première branche de R & D. Son poids dans la recherche traduit avant tout l'importance de cette industrie en France, que ce soient les constructeurs ou les équipementiers. La DIRDE de l'automobile a, en 2001, pour la première fois dépassé la barre des 3 milliards d'euros. Les équipements de communication, portés par la vague des NTIC de la fin des années 90, ont vu leurs dépenses de R & D stagner en 2001 suite à la fin de cette vague. Ce secteur occupe toujours la deuxième place qu'il avait prise en 2000 à la pharmacie. Cette progression est tirée aussi bien par le matériel téléphonique que par les composants électroniques. La troisième branche de recherche, la pharmacie, a retrouvé une croissance modeste en 2001 après une année 2000 qui avait mis fin à plusieurs années de forte progression. La construction aéronautique et spatiale, première branche de recherche au début des années 90, reste en quatrième position, ses investissements en R & D retrouvant le chemin de la croissance après un net recul en 2000. Sur plus long terme, l'aéronautique a été très touchée par la baisse des financements publics. Les instruments de précision occupent la cinquième position, assez loin derrière l'aéronautique (6,4 % de la DIRDE).

La recherche se concentre dans les grandes entreprises (plus de 500 salariés) qui effectuent 80 % de la DIRDE et reçoivent 90 % des financements publics. Parmi ces grandes entreprises, celles qui comptent plus de 2 000 salariés réalisent 62 % de la DIRDE et absorbent plus de 80 % des financements publics. Rapportées au chiffre d'affaires, les dépenses de recherche sont particulièrement lourdes pour les toutes petites entreprises (moins de 20 salariés), au sein desquelles on

trouve des entreprises spécialisées dans la R & D et qui vendent donc leur recherche.
La concentration des groupes est encore plus grande. Les 13 premiers groupes français en termes de recherche regroupent à eux seuls la moitié des dépenses de recherche.

La place de la France dans le monde

L'effort français de recherche (ratio DIRD/PIB), avec 2,23 %, place la France en 2001 au quatrième rang parmi les principaux pays de l'OCDE, après le Japon, les États-Unis et l'Allemagne. Si l'on ramène l'effort de recherche au nombre d'habitants, le rang de la France est le même, mais les États-Unis précèdent le Japon et passent au premier rang selon cet indicateur.

2 ○ Méthodologie

Les travaux de recherche et de développement expérimental sont mesurés par les moyens humains et matériels (coûts) qui leur sont consacrés car les résultats de ces travaux, bien que très importants pour l'économie, sont difficilement quantifiables. Les définitions et les méthodes de mesure de la R & D ont été établies au niveau international, principalement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour permettre les comparaisons et l'observation économique des pays membres de l'organisation. Les deux agrégats essentiels pour la mesure de la R & D sont la dépense nationale de R & D (DNRD), qui mesure les financements de la recherche et développement, et la dépense intérieure de R & D, qui mesure le coût des travaux de R & D exécutés (DIRD).

AVERTISSEMENT

Modifications de la méthodologie

Les résultats présentés pour l'année 2001 ne sont pas directement comparables avec les résultats 2000 du fait :
- d'une amélioration de la couverture du champ dans le secteur des entreprises. Les effets de cette rupture sont présentés ci-dessous pour quelques variables :

	Évolution brute en %	Évolution à champ constant %	Montants 2001 Millions d'euros
DIRDE	7,4	5,0	20 782
Financement public	-6,6	-7,4	2 110
Financement privé	5,6	5,1	5 497
Effectif de recherche	4,4	2,5	185 468
Chercheurs	9,2	6,7	88 479

- de la communication par le ministère de la Défense des données intégrant des travaux qui n'étaient pas considérés par le passé comme relevant du champ de la R & D.

De même, les résultats présentés pour l'année 2000 ne sont pas directement comparables avec les résultats 1999. En effet, plusieurs changements méthodologiques sont intervenus, qui permettent d'améliorer la représentation de la recherche publique mais introduisent des ruptures de séries. Ces changements sont les suivants :
– l'évaluation de la dépense de recherche des universités a été améliorée, par la prise en compte des charges sociales et des pensions de retraite ;
– certains organismes ont modifié leur réponse de façon à être en harmonie avec le contrat de plan pluriannuel qui les lie à l'État ;
– la mise en œuvre d'un questionnaire rénové a permis de clarifier certaines notions (contrats, nature des ressources propres, effectifs) et a induit un changement de réponse de certains organismes.

Compte tenu de la multiplicité des sources de rupture, il était difficile de produire deux séries de données pour 2000 : l'une à méthode constante et l'autre avec les nouvelles évaluations.
L'exercice a cependant été réalisé sur la DIRD et la DNRD. Ainsi, à méthode constante, la DIRD ne progresse que de 1,6 % en volume entre 1999 et 2000 (contre 4 % avec la nouvelle méthode). Cette hausse, inférieure à celle du PIB (+ 3,8 % en volume), résulte d'une hausse de la DIRD des entreprises de 2,9 % et d'une baisse de la DIRD des administrations de 0,7 %. De même, la DNRD aurait progressé de 1,9 % en volume à méthode constante (contre 4,4 % après changements méthodologiques), résultat d'une hausse de 2,1 % de la DNRD des entreprises et de 1,2 % de la DNRD des administrations.
Les résultats des enquêtes 1998 comportent des changements significatifs qui ont obligé à une nouvelle estimation des résultats 1997 afin de pouvoir établir des comparaisons.
Le premier changement porte sur l'évaluation des dépenses intérieures de la Défense. La collaboration avec les services de la Direction Générale de l'Armement a conduit à une nouvelle estimation de dépenses intérieures des laboratoires de la Défense et de la direction des applications militaires de la Défense : la correction s'élève à 0,47 milliard d'euros pour l'année 1997. C'est le changement essentiel auquel s'ajoute pour la recherche publique civile, une réappréciation des données relatives au CEA civil et aux dépenses de recherche clinique, soit respectivement 57,2 millions d'euros et 45,7 millions d'euros.
Les nouvelles estimations de 1998 ont ainsi donné lieu à des corrections pour les effectifs de 1997. Tous secteurs confondus, les effectifs rémunérés, qui étaient de 313 154 ETP (équivalent temps plein), dans la précédente évaluation, ne sont plus que 303 463. Cette différence résulte d'une augmentation de 2 257 ETP dans le secteur des entreprises et d'une diminution de 11 948 dans le secteur des administrations. Les nouvelles informations du ministère de la Défense ont en effet permis de corriger les effectifs qui de 19 544 (chiffre qui n'avait pas été révisé depuis une vingtaine d'années) sont passés à 4 063, soit un écart de 15 481. Les corrections intervenues au CEA et dans la recherche clinique ont limité l'impact de la révision des effectifs de la Défense.
De même, des modifications apportées au contour de R & D de quelques très grandes entreprises se sont traduites par une ré-évaluation de 0,4 milliard d'euros de la dépense intérieure des entreprises en 1997.
Enfin, en 1992, une rupture de série avait pour origines : le changement de statut de France Télécom et de Giat industries ; le changement de la nomenclature d'activité (de la NAP à la NAF) ; l'enquête auprès des entreprises rénovée ; l'interrogation d'organismes publics comme l'ONERA (Office national d'études et de recherches aérospatiales).

L'effort national de recherche et développement expérimental

Les agents économiques

Les agents économiques qui financent et/ou exécutent ces dépenses sont regroupés en deux secteurs :
– les administrations publiques et privées, c'est-à-dire l'État, les universités, les institutions sans but lucratif (ISBL).
L'État comprend les services ministériels et établissements publics administratifs, civils et militaires ; les organismes publics de recherche (Établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) ; établissements publics à caractère industriel et commercial (ÉPIC) ; établissements publics à caractère administratif (ÉPA)) à l'exception du CNRS et de ses instituts classés dans le secteur de l'enseignement supérieur ; les administrations territoriales (régions, départements, etc.). L'enseignement supérieur comprend les universités et les établissements publics d'enseignement sous tutelle du ministère en charge de l'enseignement supérieur ou d'autres départements ministériels ; le CNRS et ses instituts ;

les centres hospitaliers universitaires et les centres de lutte contre le cancer. Le secteur associatif comprend les fondations et associations ou institutions sans but lucratif, hormis les associations rattachées à d'autres secteurs.
– les entreprises publiques et privées et les centres techniques des organismes professionnels.
L'analyse de l'effort national de R & D et de son évolution s'appuie sur : la mesure de l'effort global fournie par le ratio DIRD/PIB (part de la dépense intérieure de R & D dans le produit intérieur brut) ; la part prise par chaque secteur (administrations, entreprises) dans le financement et dans l'exécution de la R & D ; l'évaluation des effectifs occupés dans la R & D , dont le nombre de chercheurs. Cette évaluation est faite, à partir des effectifs travaillant sur le territoire français, en « équivalent temps plein recherche ».
Les moyens que les agents économiques consacrent aux activités de recherche-développement font l'objet d'enquêtes annuelles réalisées par la direction de l'Évaluation et de la Prospective du ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche.

L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays

Les principaux ratios utilisés pour cette comparaison entre la France et les plus importants pays de l'OCDE sont les suivants :
– DIRD/PIB par pays (en %) ;
– indice de la DIRD des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100) ;
– indice de la DIRD par habitant des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100) ;
– nombre de chercheurs des principaux pays, par secteur et par milliers d'actifs.

3 ○ Définitions

La dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)

Elle totalise l'ensemble des travaux de R & D (recherche et développement) exécutés sur le territoire national (salaires, charges courantes et investissements), quelle que soit l'origine des financements.

La dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)

Elle représente la somme des financements consacrés à la recherche-développement par les agents économiques nationaux sur ou hors du territoire national.
La relation avec la DIRD est la suivante :
DNRD = DIRD + financements nationaux des travaux de recherche exécutés à l'étranger – financements étrangers des travaux de recherche exécutés en France.

Les travaux de recherche et développement (R & D)

Ils ont été définis et codifiés au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), chargée d'assurer la comparabilité des informations entre les pays membres de l'organisation.
Ils englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications.
Ils regroupent de façon exclusive les activités suivantes :
– la recherche fondamentale (acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière) ;
– la recherche appliquée (acquisition de connaissances nouvelles dirigées vers un but ou un objectif déterminé) ;
– le développement expérimental (travaux systématiques basés sur des connaissances obtenues par la recherche en vue de lancer de nouveaux produits, d'établir de nouveaux procédés ou d'améliorer ceux qui existent déjà).

4 ○ Sources de documentation

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche (direction de l'Évaluation et de la Prospective, sous-direction des Études statistiques, bureau des Études statistiques sur la recherche).

Organismes :

– Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, sous-direction des Études statistiques, bureau des Études statistiques sur la recherche ;
– INSEE, OCDE.

Site Internet :

– www.recherche.gouv.fr

Publications :

Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche

– « Recherche et développement en France, résultats 2000, estimations 2001, Objectifs socio-économiques du BCRD 2002 », *dossier n° 144,* juin 2003 ;
Notes d'information :
– « Recherche et développement en 1999 et 2000 », n° 01.50 novembre 2001 ;
– « L'effort de recherche et développement des principaux groupes industriels français », n° 01.41 août 2001 ;
– « Création ou rachat de centres de R & D : deux voies pour assurer la présence des groupes français à l'étranger », n° 01.26 juin 2001 ;
– « Le financement public de la recherche-développement dans les principaux pays de l'OCDE », n° 00.47 novembre 2000 ;
– « La place des femmes dans la recherche », n° 00.31, septembre 2000 ;
– « La Recherche-développement dans l'industrie pharmaceutique en France : son évolution depuis vingt ans, sa situation aujourd'hui », n° 00.30, septembre 2000 ;
– « Les chercheurs en entreprise, évolution sur longue période et situation en 1997 », n° 00.10, mars 2000.
Éducation et formations :
– « Recherche et innovation », n° 59 avril-juin 2001.

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

– « Les subventions à la recherche et développement : complément ou substitut au financement privé ? », *chiffres-clés Analyse,* SESSI, édition 2003.

Autres

– « Tableau de bord européen de l'innovation », Commission européenne, 2003.
– « Statistiques de la science et de la technologie », données 1991-2001, Eurostat 2003.
– « La mesure des activités scientifiques et techniques , *Manuel de Frascati 2002 »*, OCDE 2002.
– « Science et technologie – indicateurs 2002 », *Economica*, OST.
– « Les dépenses et le personnel de R & D en Europe en 1999 et 2000 », *Statistiques en bref, Science et technologie*, n° 6/2001, Eurostat.

5 ○ Tableaux

Des tableaux détaillés et « séries » sont disponibles sur le cédérom (cf. liste en fin d'annuaire).

TABLEAU F.02-1

Effort national de recherche et de développement

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche — %

	1995	1997	1998	1999	2000	*r* 2001	*p* 2002
Effort global (DIRD/PIB en %) (1)	2,31	2,22	2,17	2,19	2,18	2,23	2,20
Part de la dépense nationale financée par les administrations (DNRD)	49,5	47,7	44,8	44,4	45,4	42,1	44,7
Part de la dépense intérieure exécutée par les administrations (DIRD)	39,0	37,5	37,7	36,8	37,5	36,8	37,8
Part de la dépense nationale financée par les entreprises (DNRD)	50,5	52,3	55,2	55,6	54,6	57,9	55,3
Part de la dépense intérieure exécutée par les entreprises (DIRD)	61,0	62,5	62,3	63,2	62,5	63,2	62,2

(1) Part de la dépense intérieure de recherche et de développement dans le PIB.

TABLEAU F.02-2

Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur institutionnel

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche

Unités : Million d'euros
Variation : %

	1995	1997	1998	(1) 1999	(1) 2000	*r* 2001	*p* 2002
Dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)	**27 563**	**28 006**	**28 724**	**29 885**	**31 438**	**33 121**	**34 195**
Variation annuelle en volume (2)	0,4	– 1,6	1,6	3,5	n.s.	n.s.	1,4
Financement par les administrations (3)	13 648	12 981	12 859	13 267	14 272	13 957	15 276
Variation annuelle en volume (2)	– 0,8	– 6,6	– 1,8	2,7	n.s.	– 4,0	7,5
Financement par les entreprises	13 915	15 025	15 865	16 618	17 166	19 164	18 919
Variation annuelle en volume (2)	1,6	3,2	4,6	4,1	2,5	n.s.	– 3,0
Dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)	**27 302**	**27 756**	**28 319**	**29 528**	**30 954**	**32 887**	**33 396**
Variation annuelle en volume (2)	0,3	– 1,6	1,1	3,8	n.s.	n.s.	– 0,2
Exécution par les administrations (3)	10 653	10 399	10 687	10 873	11 605	12 105	12 614
Variation annuelle en volume (2)	2,6	– 4,1	1,8	1,3	n.s.	2,4	2,4
Exécution par les entreprises	16 649	17 357	17 632	18 655	19 348	20 782	20 782
Variation annuelle en volume (2)	– 1,1	–	0,6	5,3	2,9	n.s.	– 1,8

(1) Rupture de série pour les administrations entre 1999 et 2000 et pour les entreprises entre 2000 et 2001. Cf. partie 2 "Méthodologie".
(2) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(3) Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif).

TABLEAU F.02-3

Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche — *Unité* : Millier (1)

	1995	(2) 1997	1998	1999	2000	2001
Effectif total de Recherche et Développement	**318,4**	**306,2**	**309,3**	**314,5**	**327,5**	**339,2**
Entreprises	162,0	166,3	167,8	171,6	177,7	185,5
en %	50,9	54,3	54,3	54,6	54,3	54,7
Administrations (État et institutions sans but lucratif)	75,7	59,9	59,2	59,6	59,7	61,2
Enseignement supérieur (3)	80,7	79,9	82,2	83,3	90,1	92,5
Effectif des seuls chercheurs (4)	**151,2**	**154,7**	**155,7**	**160,4**	**172,1**	**181,4**
Entreprises	66,6	72,0	71,7	75,4	81,0	88,5
en %	44,0	46,5	46,1	47,0	47,1	48,8
Administrations (État et institutions sans but lucratif)	30,9	27,8	27,7	28,3	29,5	30,2
Enseignement supérieur (3)	53,7	54,9	56,3	56,7	61,6	62,7

(1) En équivalent temps plein recherche.
(2) Plusieurs corrections ont été apportées dans le traitement de l'enquête 1997 auprès des administrations. Pour que les données 1997 soient comparables avec 1996, il faut diminuer les effectifs 1996 de l'administration et de l'enseignement supérieur de 5 100 personnes en équivalent temps plein environ. Ces écarts résultent de corrections de la part de quelques organismes, d'une mobilisation de données relatives aux postes réellement consommés dans les universités et d'une intégration des boursiers rémunérés par de grandes fondations caritatives, notamment dans le domaine de la santé.
(3) Comprend outre les universités et établissements assimilés, les grandes écoles ainsi que le CNRS et ses deux instituts.
(4) Y compris les boursiers de thèse et les ingénieurs de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST).

TABLEAU F.02-4

La recherche et le développement technologique en France et dans quelques pays en 2001 (1)

Sources : OCDE, Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche

	(2) États-Unis	(3) Japon	Allemagne	France	Royaume-Uni	Italie
DIRD/PIB (pourcentage)	2,82	3,09	2,49	2,23	1,90	1,07
DIRD (France base 100) (4)	804	296	154	100	84	47
DIRD par habitant (France base 100) (4)	172	142	114	100	87	49
Nombre de chercheurs (etp) dans les entreprises	1 015 700	430 688	154 020	88 479	93 165	26 099
Nombre de chercheurs dans les administrations (y compris les boursiers de thèse) (5)	245 527	245 210	105 577	91 058	...	40 011
Ensemble des chercheurs	1 261 227	675 898	259 597	179 537	...	66 110
Nombre de chercheurs (etp) par millier d'actifs	8,96	10,01	6,47	6,10	...	2,79

(1) Les statistiques du nombre de chercheurs, ainsi que les statistiques de l'Italie, portent sur l'année 2000.
(2) Chercheurs par milliers d'actifs : chiffre 1999 ; chercheurs entreprises, administration : chiffre 1999.
(3) La série des dépenses intérieure de recherche et de développement (DIRD) a été réajustée par l'OCDE en évaluant la masse salariale universitaire en équivalent temps plein recherche (etp) et non en personnes physiques.
(4) Indice de conversion des monnaies établi à partir des parités de pouvoir d'achat (source OCDE).
(5) Comprend les secteurs de l'État, de l'enseignement supérieur et des associations.

TABLEAU F.02-5

Concentration de la recherche dans les entreprises en 2001

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche

	Entreprises et centres techniques professionnels dont le nombre de chercheurs est :						
	inférieur à 4	compris entre 5 et 9	compris entre 10 et 19	compris entre 20 et 49	compris entre 50 et 99	égal ou supérieur à 100	**Total**
Nombre d'entreprises et centres techniques	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	**n. s.**
%	68,6	15,0	7,1	5,4	1,7	2,2	**100,0**
Chercheurs en équivalent temps plein recherche	7 589	5 611	5 591	9 378	6 435	53 875	**88 479**
%	8,6	6,3	6,3	10,6	7,3	60,9	**100,0**
Effectif de R & D en équivalent temps plein recherche	17 437	11 617	11 419	20 371	13 932	110 692	**185 468**
%	9,4	6,3	6,2	11,0	7,5	59,7	**100,0**
Dépenses intérieures de R & D (million d'euros)	189	140	155	293	245	2 146	**3 168**
%	6,0	4,4	4,9	9,3	7,7	67,7	**100,0**
Financement public (million d'euros)	14	6	6	13	7	263	**309**
%	4,4	2,0	1,9	4,3	2,2	85,3	**100,0**

TABLEAU F.02-6

La dépense intérieure de Recherche et Développement (DIRD) des entreprises et son financement

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche — *Unité* : Million d'euros

	1995	1997	1998	1999	2 000	*r* 2001	*p* 2002
DIRD des entreprises : montant total	**16 649**	**17 357**	**17 632**	**18 655**	**19 348**	**20 782**	**20 782**
% du PIB	1,41	1,39	1,35	1,38	1,37	1,41	1,37
Variation annuelle en volume (%) (1)	– 1,1	–	0,6	5,2	2,9	5,54	– 1,8
Financement de la DIRD des entreprises :							
Sur fonds des entreprises	12 523	13 543	14 187	14 880	15 398	16 955	16 942
% du total	75,00	78,00	80,00	80,00	79,58	81,58	81,52
variation annuelle en volume (%) (1)	1,5	3,9	3,8	4,3	2,7	8,20	– 1,9
Sur fonds publics	2 277	1 980	1 794	2 129	2 202	2 027	2 229
% du total	14,00	11,00	10,00	11,00	11,38	9,75	10,73
variation annuelle en volume (%) (1)	– 12,5	– 15,5	– 10,2	18,1	2,6	– 9,5	8,0
Sur autres fonds (2)	1 850	1 834	1 651	1 646	1 749	1 800	1 611
% du total	11,00	11,00	9,00	9,00	9,04	8,66	7,75

(1) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(2) Ce sont principalement des fonds provenant de l'étranger. Compte tenu de l'irrégularité des flux annuels correspondant à cette rubrique, le calcul d'une variation annuelle en volume (et même en valeur) n'est pas significatif.

TABLEAU F.02-7

Dépenses intérieures et effectifs de Recherche et Développement expérimental des entreprises et administrations

Source : Ministère de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche

Unités : Million d'euros
Effectifs : Millier

Branches (branches de recherche pour les activités marchandes)	*r* 2000				2001			
	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises	Effectifs de R & D	Dont chercheurs (1)	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises	Effectifs de R & D	Dont chercheurs (1)
Industrie automobile	2 671,3	11,8	25,9	8,8	3 065,5	10,6	28,2	10,3
Fabrication d'équipement de radio, télévision et communication (2)	2 653,5	412,6	20,6	12,6	2 677,6	289,0	21,5	14,4
Industrie pharmaceutique (3)	2 401,5	11,1	18,2	6,8	2 516,7	16,2	19,1	7,8
Construction aéronautique et spatiale	1 964,9	824,9	14,3	5,9	2 148,9	851,8	14,7	5,6
Fabrication d'instruments de mesure, d'optique, d'horlogerie, médicaux (4)	1 320,2	395,3	12,5	7,1	1 339,3	309,2	12,5	7,3
Industrie chimique (5)	1 189,3	52,1	11,9	4,3	1 286,4	22,0	11,6	4,1
Services de transports et télécommunications	995,2	10,1	8,1	3,9	1 236,8	8,4	8,8	4,6
Fabrication de machines et équipements (6)	921,2	239,4	10,9	4,2	968,6	267,1	11,2	4,5
Énergie et extraction produits énergétiques	722,8	28,7	5,5	3,1	687,6	20,7	5,3	3,1
Fabrication de machines et appareils électriques	678,3	7,8	7,6	3,4	680,5	9,2	7,2	3,1
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	285,9	26,3	2,5	1,7	276,3	13,7	2,6	1,9
Services informatiques	496,3	34,8	6,5	5,6	701,9	53,2	9,0	7,4
Autres activités marchandes	3 048,2	146,8	33,2	13,7	3 196,0	155,6	33,6	14,3
Administrations (y.c. enseignement supérieur)	11 605,0	///	149,8	91,1	12 105,2	///	153,7	92,9
Ensemble	**30 953,4**	**2 201,6**	**327,5**	**172,1**	**32 887,4**	**2 026,7**	**339,2**	**181,4**

(1) Y compris les ingénieurs de recherche des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST). Ces effectifs sont exprimés en équivalent temps plein recherche.
(2) Y compris composants.
(3) Y compris la fabrication des principes actifs.
(4) Y compris instruments de précision, de contrôle et de navigation.
(5) Y compris fibres artificielles et synthétiques.
(6) Y compris armement et appareils domestiques.